



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2023 - 31 DELEGATIONS DE SERVICES PUBLICS
COMPTES RENDUS ANNUELS D'ACTIVITE DES SERVICES DELEGUES

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOU
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOU à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 31

DU 4 AVRIL 2023

DELEGATIONS DE SERVICES PUBLICS
COMPTES RENDUS ANNUELS D'ACTIVITE DES SERVICES DELEGUES

RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de présenter les différents rapports annuels d'activité des services délégués.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Direction Générale des Services Techniques	/	/

Monsieur le Maire expose :

Considérant l'article L. 3131-5 du code de la commande publique aux termes duquel « le concessionnaire produit chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services » ;

Considérant l'article L. 1411-13 du code général des collectivités territoriales qui précise que dès la communication du rapport mentionné à l'article L. 3131-5 du code de la commande publique, son examen est mis à l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte ;

Considérant l'article L. 1413-3 du code général des collectivités territoriales qui indique que la commission consultative des services publics locaux examine chaque année le rapport, mentionné à l'article L. 1411-3, établi par le délégataire de service public ;

Considérant que l'article R. 2222-1 du code général des collectivités territoriales précise que toute entreprise liée à une commune par une convention financière comportant des règlements de compte périodiques est tenue de fournir à la collectivité contractante des comptes détaillés de ses opérations et que l'article R. 2222-3 du même code précise que les comptes mentionnés à l'article R. 2222-1 sont en outre examinés par une commission de contrôle ;

Considérant que les rapports ont été présentés par les services gestionnaires en séance de la commission de contrôle financier le 3 mars 2023,

Considérant que les rapports ont été présentés en séance de la commission consultative des services publics locaux le 3 mars 2023,

Les services publics délégués concernés sont :

- La délégation de service public du service de restauration scolaire et municipale – ELIOR,
- La délégation de service public du service de restauration scolaire et municipale – SODEXO,
- La délégation de service public du Casino de Grasse – CASINO VICTORIA

Le conseil municipal est invité à prendre acte de ces rapports qui seront mis à la disposition du public, en mairie.

La présente délibération et ses annexes seront adressées à Monsieur le Préfet, pour information.

La commission de contrôle financier ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 3 mars 2023,

La commission consultative des services publics locaux ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 3 mars 2023,

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 7 mars 2023.

Il est proposé au conseil municipal de :

- **PRENDRE** acte de la présentation des rapports suivants :
 - La délégation de service public du service de restauration scolaire et municipale – ELIOR,
 - La délégation de service public du service de restauration scolaire et municipale – SODEXO,
 - La délégation de service public du Casino de Grasse – CASINO VICTORIA.

Delibération affichée le 5 AVR. 2023
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,



Crismen

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

Valérie Copin



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

5 AVR. 2023

RAPPORT

RELATIF A L'EXECUTION DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

2020/2021

**Casino
Victoria
GRASSE**



Le cadre défini par le code de la commande publique :

1°) L'article L3131-5 du code de la commande publique stipule que : le concessionnaire produit chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services .

«Ce rapport permet en outre aux autorités concédantes d'apprécier les conditions d'exécution du service public..... »

2°) L'article R 3131-2 du code de la commande publique : stipule que le rapport prévu par l'article L 3131-5 est produit chaque année par le concessionnaire avant le 1° Juin .

PREAMBULE sur L'IMPACT de la PANDEMIE de COVID-19

Compte tenu du contexte économique particulièrement difficile.

Le bilan 2020-2021 est un bilan de crise avec une baisse de son Produit Brut des Jeux de 46,20 % comparé à de l'exercice précédent, déjà lourdement affecté par le premier confinement lié à la crise COVID .

L'effet de la crise sanitaire en matière de PBJ est davantage ressenti et constaté que l'année précédente.

Il est également permis de souligner une baisse de 44,52% du nombre d'entrées de la salle des jeux par rapport à l'année précédente. (7133 contre 12 856)

Elle correspond à la forte baisse du nombre de jours ouverts sur cette période.

La situation particulièrement dégradée mise en valeur par ce bilan annuel invite à relativiser les performances de l'établissement .

Il convient de mettre en lumière la baisse des PBJ de tous les casinos du territoire .

Cette baisse est calculée sur la base d'une année 2019-2020 qui déjà était globalement en recul de 24,30 %.

Pendant cette année particulièrement tendue malgré la morosité de ce bilan le Casino a tout mis en œuvre pour répondre aux attentes des clients

Toutes les activités de la délégation ont subi de plein fouet la décision de l'Etat de fermeture sans délai du Casino au samedi 24 Octobre 2020 .

L'entreprise en réactivité aux événements a pris un certain nombre de mesures s'astreignant de suivre de près l'évolution de la situation .

Les actions menées comprenant entre autres :

- La mise au chômage partiel total de tous les salariés de l'Entreprise due à l'arrêt brutal et total pendant six mois et 19 jours de toute activité .
- La suspension des contrats de sous-traitance
- La réduction de certains coûts d'exploitation .
- Le report d'échéances fiscales et sociales ,pour lesquelles la profession a longtemps ignoré les traitements que l'Etat proposerait pour l'aide à la reprise de l'activité .
- Toutes les mesures sanitaires mises en place pour freiner la diffusion du virus ,mesures représentant un coût certain .

En dépit de ces mesures l'activité et la performance de l'entreprise suite à sa réouverture partielle et limitée du 19 Mai 2021 dans un format restreint , ont été fortement et durablement impactées par cette crise .

Il va de soit que la performance tous axes confondus , de l'Entreprise, va continuer à être durablement et lourdement affectée par les événements sur les exercices futurs .

L'événement COVID 19 aura des impacts significatifs sur le patrimoine , la situation financière, et les résultats de l'entreprise .

L'entreprise étant dans l'incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir .

Plus globalement de nombreuses incertitudes demeurent notamment :

-Sur le comportement futur des clients de notre établissement .

-Sur la capacité de l'établissement à assumer jusqu'à un hypothétique retour à la normale les charges nécessaires à contenir l'inertie de la reprise .

-Sur les mesures d'accompagnement et d'aide de nos diverses autorités de tutelle , aussi bien Locales , Régionales , que Nationales , afin d'éviter que ce contexte inédit ne remette en cause l'avenir et la pérennité de l'Entreprise .

-Sur l'absence totale de lisibilité sur la saison estivale .

-Sur l'absence totale de lisibilité sur toutes les questions de redevances et contributions diverses et multiples auparavant et généralement assises sur une exploitation de 365 journées , alors que l'exercice 2021 ne comportera qu'une durée d'activité réduite à 161 journées , amputée de 204 jours d'exploitation .

-Dans ce contexte la maîtrise des charges restera une priorité vitale , et le plan d'action devra se poursuivre bien au-delà du mois de d'Octobre 2021 , afin de garantir la pérennité de l'Entreprise .

Les contraintes sanitaires étant ressenties comme rédhibitoires pour une certaine partie des visiteurs .

Au problème de fréquentation et de chute du chiffre d'affaire, s'ajoute aussi la baisse et la fin du chômage partiel pour les personnels de casinos , contrairement à d'autres secteurs comme la restauration , culture , événementiel, cafés , tourisme , hôtellerie ,,,,,

-L'initiative de la Ville de Grasse quant à l'exonération d'échéances liées aux redevances d'occupation des locaux, accordée par l'autorité délégante fut d'un grand soulagement .

Prouvant l'étroit et constant engagement de la Ville au soutien de l'exploitation et de la survie de l'Etablissement sur son territoire.

La réouverture au 19 Mai 2021 fut encadrée par des normes sanitaires plus strictes que lors du précédent déconfinement .

Trois étapes incontournables , avec un protocole strict, les casinos ne pouvant ouvrir que jusqu'à 21 h , avec un couvre feu au-delà .

Chaque usager devant avoir une place assise.

La restauration limitée avec une jauge de 50 % de sa capacité d'accueil avec une distanciation d'un mètre entre les usagers .

Pour les joueurs la distanciation d'un mètre s'imposant aussi , avec des cloisons plexiglas.

Les Machines a sous , sous le régime de la distanciation étant éteintes et neutralisées une sur deux .

Pratiques réduisant le nombre de joueurs , mais aussi l'offre de jeu ,et très directement le niveau des recettes .

Au 9 Juin 2021 , le couvre feu est porté a 23 h, avec l'ouverture des jeux traditionnels , toujours sous le régime de la distanciation et de la réduction du nombre d'usagers .

Entravant pour toute la saison les animations de salles de Restaurant et de Casino .

Le coup d'arrêt du Passe sanitaire , passe vaccinal ,en Aout 2021 augmenta les contraintes pesant sur la fréquentation, annihilant l'activité .

Selon l'heure la fréquentation est très marquée , la baisse ne cesse de s'accroître au fil de la journée.

L'après midi ce sont plutôt des personnes âgées qui fréquentent la salle.

En soirée les jeunes sont nettement moins nombreux et les nuits se révèlent souvent désertiques .

SOMMAIRE

1. LA PRESENTATION JURIDIQUE DE LA SOCIETE DELEGATAIRE	page 4
1-1.- La répartition du capital entre tous les associés	page 5
1-2.- Le Président	page 6
1-3.- Le Conseil d'Administration	page 6
1-4.- Les membres du Comité de Direction	page 7
1-5.- Les activités	page 7

2. L'AUTORISATION DE JEUX	page 7
2-1.- La nature de la délégation de service public	page 7
2-2.- L'autorisation ministérielle d'exploiter les jeux	page 8
3.LE COMPTE RENDU COMPTABLE	page 9
3-1.- Le résultat d'exploitation et le résultat net.	page 9
3-2.- L'état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du traité.	page 10
3-3.- Le compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué	page 10
3-4.- L'état du suivi du programme contractuel d'investissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué	page 11
3-5.- L'état des autres dépenses de renouvellement réalisées conformément aux obligations contractuelles	page 11
3-6.- L'inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué	page 11
4. L'ANALYSE DE LA QUALITE DU SERVICE	page 11-12

4-1.- La fréquentation des usagers du service public et autres données Chiffrées de l'exercice	page 12
4-2.- Les effectifs et qualifications du personnel	page 13
4-3.- La correspondance des autorités de surveillance	page 13
4-4.- Les mesures prises contre l'addiction au jeu	page 13
4-5.- Les moyens mis en œuvre pour recueillir les doléances des usagers	page 11
5. LE COMPTE RENDU TECHNIQUE ET FINANCIER	page 14
5-1- Le bilan, le compte de résultat.	page 14
5-2.- Le bâtiment	page 14
5-3.- Les procédures en cours	page 15
5-4.- Les retombées financières de la délégation pour la Ville de Grasse Présentation comparée sur cinq exercices des chiffres de la délégation	page 15

1 LA PRESENTATION DU DELEGATAIRE

La société délégataire de service public est à compter de la délibération portant transfert de la délégation de service public en date du 23 Février 2016 :

Casino Victoria S.A.S.

Société par actions simplifiée au capital de 6.000 €
Siège social : 1 Montée du Casino - 06130 GRASSE
818 603 912 RCS GRASSE
Immatriculée le 23 février 2016

La réglementation des jeux impose, lorsque le casino est exploité sous forme de société par actions simplifiée, que le Directeur Responsable du Casino, personne physique nommée es qualité par le



Ministère de l'Intérieur, soit Président ou un Directeur Général mentionné au registre du commerce. Le comité de Direction doit comprendre, en plus du Directeur responsable, au moins un membre appartenant à l'organe collégial de direction statutaire, qui sera appelé à suppléer le directeur responsable, auquel peuvent être adjointes des personnes prises en dehors (article 12. III al. 5 de l'arrêté du 14 mai 2007 portant réglementation des jeux dans les casinos).

1-1.- La répartition du capital entre associés

A la fin de l'exercice social au 31 octobre 2021 :

Nombre d'actions 6 000
Montant nominal 1,00€

Associés	Nombre d'actions De 1 € de valeur nominale	Répartition en %
M Gérard SCRIBANS Villa Le Nid – 511 chemin des Palanques – 83440 TANNERON	2.462	41,04 %
M Thierry GUERRIER 36 chemin de Longo mai – 06600 ANTIBES	1.800	30,00 %
M Alexandre BERLIOZ 16 Rue du Rocher 75008 PARIS	1.438	23,96 %
M MAISONDIEU LAFORGE 2 bis impasse de la Frayère – 06530 PEYMEHADE	150	2,50 %
M Richard GUERRIER 36 chemin de Longo mai – 06600 ANTIBES	150	2,50%
Total libéré égal au capital social	6.000	100,00 %

1-2.- Le Président

Le 31 Octobre 2021 le président était :

Monsieur Gérard SCRIBANS

né le 7 mars 1955 à Bayonne (64)
demeurant Villa « Le Nid » 511 chemin des Palanques
83440 TANNERON

1-3.- Le Conseil d'Administration

Organe collégial de direction statutaire, au sens de l'article 12 III al. 5 de l'arrêté du 17 mai 2007 portant réglementation des jeux, le Conseil d'Administration est composé au 31 octobre 2021 de :

Le conseil d'Administration

Mr Christophe SANS 131 Route des cabanes 06140 Tourettes sur Loup
Mr Gérard SCRIBANS Villa Le Nid – 511 chemin des Palanques – 83440 Tanneron

Mr Alexandre BERLIOZ 16 rue du Rocher 75008 Paris
Mr Raphael FALCINI 7 avenue Lympia 3 « villa véronique » 06300 Nice
Mr Jean Marc JACQUES 10 rue Maurice Mignon 06000 Nice

1-4.- Les membres du comité de direction

- La réglementation des jeux dispose que « le Directeur Responsable et les membres du comité de Direction des casinos sont tenus de se conformer aux clauses du cahier des charges .
- Ils veillent, en permanence à la sincérité des jeux et à la régularité de leur fonctionnement »
- A l'instar du Directeur Responsable , les membres du comité de direction sont agréés et nommés es qualité par le Ministère de l'Intérieur.

Au 31 octobre 2021, le Comité de Direction était composé de :

Directeur Responsable

Monsieur Christophe SANS

Membres du comité de Direction

Mr Gérard SCRIBANS

Mr Raphaël FALCINI

Mr Thierry Guerrier

Mr Jean Marc JACQUES

1-5.- Les activités

- L'arrêté du 14 mai 2007 portant réglementation des jeux dans les casinos, qui se substitue à l'arrêté du 23 décembre 1959 dispose article 1^{er} alinéa 2, qu'un casino est un établissement comportant trois activités distinctes : l'animation, la restauration et le jeu, réunies sous une direction unique, l'activité de restauration pouvant être affermée.
- Le Casino Victoria S.A.S. entend conclure avec des organismes désignés par la Ville de Grasse des conventions de coproduction pour le soutien des déficits de manifestation artistiques de qualité et développer des animations in situ à l'occasion des fêtes qui jalonnent l'année civile.
- Ces trois activités obligatoires font partie intégrante du fonds de commerce de casino.

Les activités de la société Casino Victoria S.A.S. sont donc les suivantes :

CASINO - RESTAURATION - ANIMATIONS

Ces activités sont développées dans un unique établissement, à l'enseigne Casino Victoria, situé au siège social.

La Société Casino Victoria S.A.S. n'exploite aucun autre établissement.

- Début d'exploitation : le 6 juillet 2017.
- Date d'expiration de la société le 23 février 2115
- Date de clôture de l'exercice social le 31 octobre



2. L'AUTORISATION DE JEUX

2-1.- La nature de la délégation de service public

Le contrat de délégation de service public pour l'exploitation d'un casino de jeux en date du 20 juillet 2011 signé entre la Ville de Grasse et la société Casino de Grasse SA a été cédé le 21 janvier 2016 à Mr Thierry GUERRIER, en exécution d'une ordonnance du 22 juin 2015 du juge-commissaire du Tribunal de Commerce de Grasse, après que le Conseil Municipal de Grasse a autorisé la signature de l'avenant, par délibération en date du 19 janvier 2016.

Quatre semaines plus tard, le contrat de délégation a été transféré à la société Casino Victoria SAS, après que le conseil municipal de Grasse a autorisé la signature de l'avenant, par délibération du 23 février 2016.

2-2.- L'autorisation ministérielle d'exploiter les jeux

Lors de la réunion de la Commission consultative des jeux de cercles et de casinos en date du 8 octobre 2020 pour connaître de notre dossier d'autorisation de jeux, une autorisation nous a été accordée pour 3 ans, jusqu'au 31 Octobre 2023, suivant arrêté en date du 12 octobre 2020.

L'autorisation de jeux du Casino Victoria concerne les jeux suivants :

Jeux de table :

* 1 table de black jack mise minimum : 1 €

Jeux électroniques :

* 1 Jeu de roulette anglaise électronique

Machines à Sous :

° 50 Appareils .

*Direction des libertés publiques
et des affaires juridiques
Sous-direction des polices administratives
Bureau des établissements de jeux*

ARRÊTÉ
autorisant la pratique des jeux d'argent et de hasard au casino de Grasse

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de la sécurité intérieure ;
Vu l'arrêté du 14 mai 2007 modifié relatif à la réglementation des jeux dans les casinos ;
Vu le cahier des charges signé le 20 juillet 2011 et ses avenants fixant les obligations et droits réciproques de la commune et de l'établissement demandeur ;
Vu la délibération du conseil municipal de Grasse du 7 juillet 2020 qui a émis un avis favorable à l'exploitation des jeux sur le territoire de la commune ;
Vu la demande formulée le 2 juin 2020 par la société casino Victoria SAS, dont le siège social est à Grasse ;
Vu l'avis du préfet des Alpes-Maritimes en date du 30 septembre 2020 ;
Vu l'avis de la commission consultative des jeux de cercles et de casinos en date du 8 octobre 2020,

ARRÊTÉ :

ARTICLE 1er. – L'autorisation d'exploiter les jeux est accordée à la société casino Victoria SAS du 1^{er} novembre 2020 au 31 octobre 2023 pour les jeux d'argent et de hasard suivants :

Nombre de tables de hasard prévus aux 1 ^{er} et 2 ^o de l'article D.321-13 du code de la sécurité intérieure.	1 autorisée
Nombre de machines à sous prévues aux articles L.321-5 et R.321-14, et mentionnées au 4 ^o de l'article D.321-13 du code de la sécurité intérieure.	50
Formes électroniques de jeux prévues au 3 ^o de l'article D.321-13 du code de la sécurité intérieure.	- roulette électronique

ARTICLE 2. – Les heures limites de fonctionnement des jeux sont fixées comme suit :
- pour l'ouverture : à seize heures, pour les jeux de table et à dix heures, pour les machines à sous et les jeux électroniques ;
- pour la fermeture : à six heures, le lendemain.

ARTICLE 3. – Le préfet des Alpes-Maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait, le **12 OCT 2020**
Pour le ministre et par délégation
Pour le directeur des libertés publiques et des affaires juridiques
Le sous-directeur des polices administratives

Guillaume SACUR

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent pendant un délai de deux mois à compter de la date de sa notification.

3. LE COMPTE RENDU COMPTABLE

L'activité a été fortement perturbée par les décisions de fermeture liées à la période COVID .
Entre le 1° Novembre 2020 et le 31 Octobre 2021 .
le Casino a été fermé six mois et dix neuf jours .
Le chiffre d'affaire a été nul pendant cette période .
le Casino a été autorisé à redémarrer son exploitation du 19 Mai 2021 au 31 Octobre 2021 , soit une période de 5 mois et douze jours d'exploitation .

Il s'agit du cinquième exercice d'activité de notre société depuis la réouverture du Casino en juillet 2017.

Il s'agit du second exercice sur lequel l'activité de la DSP a été amputée, réduisant à chaque fermeture la durée contractuelle de la DSP .

Sur le plan National la durée des contrats de DSP a été amputée de plus de neufs mois .

Ces modifications ont conduit certaines communes à proroger d'une année supplémentaire les durées des DSP en vigueur de leurs Casinos .

Le Chiffre d'affaire net a atteint 357 822 € contre 619 986 € au cours de l'exercice précédent sur une régression de -262 164 € représentant une variation de -42,29 %

Le produit brut des jeux a atteint sur l'exercice clos au 31 Octobre 2021 un montant de 330 529,57 € contre 614 338,94 € au cours de l'exercice précédent , soit une baisse de -46,20 % en recul de 283 809,37 €.

Ce recul du produit brut des jeux est à la fois généré par le recul du pbj des MAS 259 970,71 € contre 503 752,56 €, pour un retard de 243 781,85 € soit - 48,39 %, et le recul des jeux traditionnels , Black Jack et Roulette Electronique passant de 110 594,93 € à 70 026,21 € pour un retard de 40 568,72 € soit -36,68 % .

Ce recul cumulant a - 284 350 € de retard en comparaison à l'exercice précédent .

Classant notre établissement au 200^{ième} rang des 203 casinos autorisés en France (contre le 198^{ième} rang sur 200 casinos lors de l'exercice précédent).

Il est ainsi constitué :	2020/2021	2019/2020
Produit brut des jeux de tables	70 026,21 €	110 594,93 €
Produit brut Machines à sous	260 503,36 €	503 744 €
PRODUIT BRUT Total	330 529 €	614 338,94 €
Prélèvements Etat	19 632 €	57 075 €
CSG + CRDS	25 608 €	48 773 €
Prélèvements Ville (communal cahier des charges)	18 580 €	34 347 €
Produit Net des Jeux	266 710 €	474 143 €

Le produit net des jeux à hauteur de 266 710,57 € est en recul de 205 171 € soit -43,48 % .

Le chiffre d'affaires de la « restauration » a atteint 100 774,45 € TTC, contre 164 211,53 € TTC lors de l'exercice précédent, soit une baisse de 63 437,08 € pour une variation à la baisse de 38 %.

La recette quotidienne sur 120 jours d'ouverture atteint 839,78 € TTC .

Le chiffre d'affaires net de la « restauration » de 90 043,96€ H.T comparé à celui du produit net des jeux de 266 710,57 € s'élève à un ratio de 33,76 % .

2193 couverts ont été servis contre 3499 l'exercice précédent , soit une baisse de 37 %.

Ce montant de 2193 couverts comparé aux 7133 entrées en salle des jeux représente un rapport de 30,74% .



Le chiffre d'affaires de la société est égal au chiffre d'affaires de la délégation, la société Casino Victoria ne développant aucune activité en dehors de la délégation.

Le résultat net de l'exercice clos s'élève à un montant déficitaire de (4462)€ pour (99 999) € de déficit lors de l'exercice précédent, aussi impacté par la crise COVID .

3-1.- Le résultat d'exploitation et le résultat net.

Au cours de l'exercice clos le 31 Octobre 2021, le montant des traitements et salaires s'élève à 176 297€ , soit 49,27 % du CA contre 296 933 € lors l'exercice précédent.

-Le montant des cotisations sociales et avantages sociaux a diminué à 34 323 € soit 9,59 % du CA contre 57 485 € lors de l'exercice précédent.

-Le montant des subventions d'exploitation (période COVID) s'élève a 137 372 €

-Les charges d'exploitation de l'exercice ont baissé pour atteindre 506 036 € contre 747 832 € lors de l'exercice précédent, soit une baisse de 241 796 € .

-Le produit d'exploitation atteint 502 214 € contre 648 508 € sur l'exercice précédent .

-Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à (-3822)€ contre (-99 324)€ sur l'exercice précédent, enregistrant un résultat déficitaire.

-Le résultat financier s'établit à (928)€ contre (675) € l'exercice précédent.

Quant au résultat courant avant impôts, tenant compte du solde de produits et frais financiers, il s'établit à (-4750)€ contre (-99 999) € sur l'exercice précédent.

Après prise en compte du résultat exceptionnel de 288 € contre (0) € l'exercice précédent et de l'impôt sur les sociétés de 0 € , l'exercice clos le 31 Octobre 2021 se traduit par une perte de 4462 € contre une perte de 99 999 € sur l'exercice précédent.

La crise COVID sur les deux exercices cités provoque en cumul un montant de pertes pour l'Entreprise a hauteur de : 104 461 €

3-2.- L'état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat de délégation.

En date du 29 Juin 2021 , l'assemblée communale votait a l'unanimité avec effet au 1° Juillet 2021 la modification de la convention d'occupation des locaux.

« Dans l'emprise des biens mis a disposition du casino Victoria , se trouvait une salle située au rdc , d'une surface brute de 207 m2 . Dont une partie était devenue la réserve de MAS du Casino selon les directives du SCCJ.

Dans le cadre du projet Immobilier Martelly, il était développé devant l'assemblée communale qu'il serait judicieux d'y localiser l'office du tourisme , du fait de la proximité avec les lieux de passage de la clientèle touristique et des lieux culturels et du Palais des Congrès »

Sont modifiées en ce sens ,la convention d'occupation du domaine public, et le contrat de délégation de service public .

3-3.- Le compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué

Les biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué a tout moment ont toujours été acquis par la société Casino VICTORIA délégataire substitué, d'abord le 15 juin 2017, conformément au dispositif de l'ordonnance du juge-commissaire du 22 juin 2015 réformée par arrêt de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence du 6 avril 2017 sur appel interjeté par le Président en exercice de la SAS , dans le cadre de la liquidation de la société Casino de Grasse S.A , précédent délégataire.

Un programme d'investissement a été décidé, financé exclusivement sur fonds propres, sans aucun concours bancaire, pour permettre en toute période l'installation de nouvelles machines à sous dans le courant de l'exercice 2020/2021. L'introduction de la Roulette Electronique en janvier 2020 en fut un exemple.

3-4.- L'état du suivi du programme contractuel d'investissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué

Le potentiel industriel en matière de renouvellement de machines à sous est constamment augmenté et amélioré.

Depuis l'exercice 2017/2018 de nouvelles machines ont régulièrement été introduites dans le parc d'appareils exploités :

- 2018 = 4 machines .
- 2019 = 6 machines.
- 2020 = 6 machines.
- 2020 = Roulette électronique .
- 2021 = 4 machines
- 2022= 9 machines prévues au premier semestre
- Soit au total 29 Machines .

3-5.- L'état des autres dépenses de renouvellement réalisées conformément aux obligations contractuelles

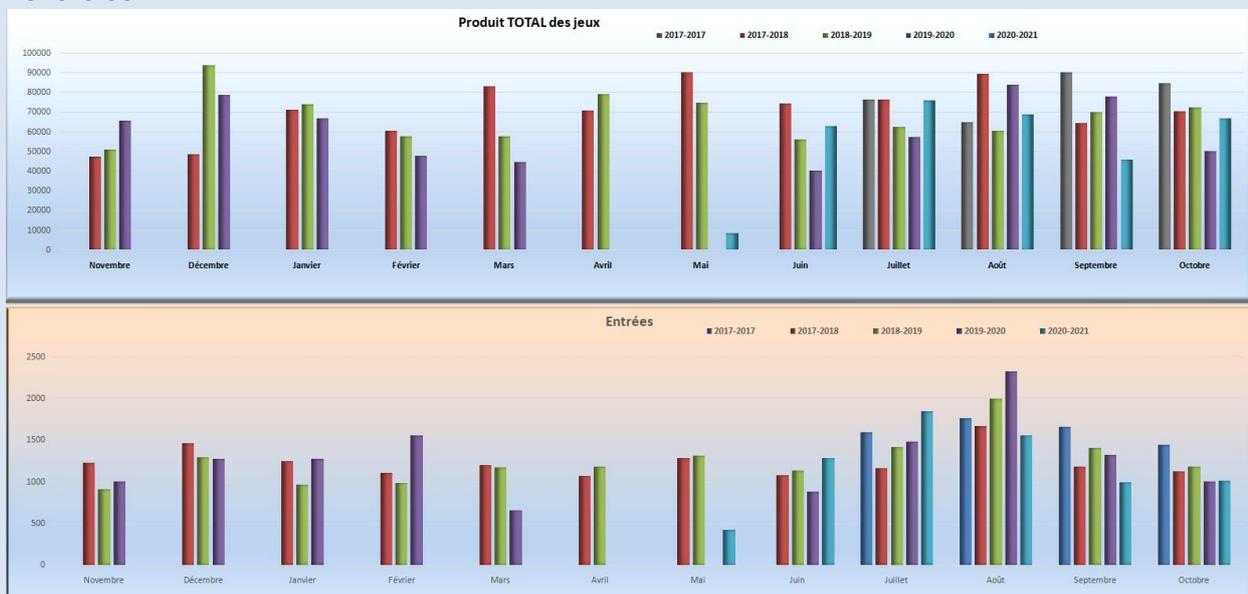
Non avvenu.

3-6.- L'inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué

Non avvenu.

4. L'ANALYSE DE LA QUALITE DU SERVICE

4-1.- La fréquentation des usagers du service public et autres données chiffrées de l'exercice



Le Casino Victoria, pour son cinquième exercice d'exploitation en centre ville, fortement impacté sur l'exercice Nov 2020 / Octobre 2021 par la fermeture de 204 jours liée à la période COVID a comptabilisé pour sa salle des jeux 7133 entrées d'utilisateurs contre 12856 lors de l'exercice précédent. Ce niveau de fréquentation reste modeste eu égard aux restrictions sanitaires.

Il résulte d'une réouverture de l'unique établissement de jeux sur la commune après une longue période COVID de 2 mois de fermeture du 14 Mars 2020 au juin 2020 et de novembre 2020 à mai 2021. Ainsi la nécessité d'étoffer et renforcer l'offre en proposant de nouvelles machines à sous, sera intensifiée .

En effet la réouverture de l'activité n'est jamais synonyme de retour du niveau de fréquentation de la clientèle , qui pendant les périodes COVID s'est pour partie tournée vers les jeux en ligne , pour bon nombre illégaux .

Nous comptons continuer à intensifier cette démarche d'installation de machines à sous dans les mois à venir .

l'inertie de la reprise et du retour de l'activité pèse excessivement sur la trésorerie de l'entreprise qui doit assurer toutes les charges de fonctionnement comme en période de pleine fréquentation .

Cette situation dangereuse aura sur les périodes de sortie de crise des effets négatifs très difficiles à contrer .

Produit Brut des Jeux	2016/17	2017/18	2018/19	2019/20 COVID	2020/21 COVID
Novembre		47 714,33	51 351,00	65 986,33	COVID
Décembre		48 784,91	93 914,34	78 925,14	COVID
Janvier		71 549,74	74 150,11	67 211,38	COVID
Février		60 847,97	58 088,53	44 978,46	COVID
Mars		83 521,56	58 008,78	44 978,46	COVID
Avril		71 019,70	79 170,24	COVID	COVID
Mai		90 637,39	75 080,78	COVID	8741,34
Juin		74 525,83	56 500,36	40 405,21	63 287,84
Juillet	76 442,87	76 702,50	62 800,68	57 455,33	76 042,96
Aout	64 886,25	89 696,51	60 545,33	84 144,46	69 210,40
Septembre	90 385,05	64 836,32	70 085,00	78 145,53	46 042,07
Octobre	84 741,46	70 659,12	72 812,61	50 213,48	67 208,63
TOTAL	316 455	850 495	812 507	615 596	330 533

Entrées	2016/17	2017/18	2018/19	2019/20 COVID	2020/21 COVID
Novembre		1232	916	1008	COVID
Décembre		1466	1303	1282	COVID
Janvier		1248	967	1283	COVID
Février		1109	993	1557	COVID
Mars		1201	1176	655	COVID
Avril		1070	1182	COVID	COVID
Mai		1289	1314	COVID	428
Juin		1083	1138	889	1290
Juillet	1595	1164	1419	1482	1848
Aout	1765	1675	2000	2335	1559
Septembre	1663	1183	1415	1330	994
Octobre	1445	1133	1185	1011	1014
TOTAL	6468	14 853	15 008	12 842	7133



Le Casino

Le Casino Victoria , comme le rappelait le 1° magistrat de la Ville en son courrier d'Avril 2020, représente un atout majeur pour la Ville .

Il est reconnu comme un élément indispensable , d'une part de l'action cœur de Ville et d'autre part du classement de la commune en tant que station de tourisme .

Qualifié de force économique du territoire du Pays de Grasse, avec la création de ses 18 emplois , avec les sommes versées au profit du trésor de l'Etat , de la Ville , du théâtre de Grasse , la qualité de service du restaurant , et des animations internes organisées toute l'année, constituent pour la ville un véritable partenariat dont la Ville ne pourrait se passer .

Le Restaurant Le Victoria :

Nous soulignons que le Restaurant, du fait de la configuration des lieux , hors salle des jeux est accessible comme sa terrasse d'été à toutes personnes , familles et enfants , sans être soumis à l'incontournable obligation de vérification d'identité pour l'accès a la salle des jeux .

Les animations en salle des jeux :

Les animations sous forme de tickets aléatoires , au bénéfice de 627 usagers , ont été réalisées sur les lois de Mai , Juillet , Octobre , a l'occasions d'anniversaires , de repas thématiques .

Pour un montant arrêté a 2755 € .

Les animations au restaurant : La période COVID a fortement entravé toutes animations musicales culinaires thématiques antérieurement proposées mensuellement aux usagers .

Le restaurant a comptabilisé 2193 couverts servis, contre 3499 couverts pour l'exercice précédent.

Ce qui en rapport représente 30,74% % des 7133 entrées comptabilisées de la salle de jeux. .

Le restaurant est resté une valeur sûre en termes de qualité et de réputation, ce qui a toujours valu à M. Le Maire, et aux représentants de la société, les encouragements et félicitations des autorités de tutelle nous invitant à persévérer en ce sens .

Notre objectif d'atteindre l'autonomie financière de cette activité a toujours été à chaque exercice obérée par la moribonde période du mois de Novembre qui ne permet jamais la réalisation de cet équilibre financier.

Un avenant au contrat de délégation de service public en date du 11 Novembre 2021, tend vers cet objectif, en autorisant la prise de Congés payés du personnel sur cette période .

Les commentaires sur Trip-Advisor toujours encourageants laissent espérer une progression, étant relevé que la Ville de Grasse fait d'importants efforts pour améliorer l'attractivité du centre historique.

Que le Casino et son restaurant sont un élément intégré dans la stratégie de l'action « cœur de Ville » plan national pour redynamiser les centres villes .

Le restaurant du Casino propose une carte de qualité et vise une clientèle variée et régulière, en proposant une formule à 23,90 euros (entrée/plat/dessert) et une autre formule à 19,90 euros (entrée/plat ou plat/dessert), et développe une offre pour les repas de groupes, anniversaires, animations culinaires et thématiques mensuelles.

Constamment classé en progression par ce site , il est 4^{ième} sur 31 dans sa catégorie (restauration raffinée) étant noté qu'un restaurant le précédant est à Cabris .

et le 15^{ième} restaurant à Grasse (contre 40^{ième} l'année dernière) sur 140

Ces résultats sont le fruit d'une constance dans les efforts et le travail , et du haut niveau d'implication de son équipe , qui fidélise sa clientèle.



4-2.- Les effectifs et qualifications du personnel

Les effectifs à la date ponctuelle de clôture présentent un total de 18 salariés, dont 17 liés par un contrat de travail.

Sur ces 17 salariés liés par un contrat de travail, 2 n'ont pas d'agrément jeux (le cuisinier, le plongeur)

En dehors du mandataire social, l'entreprise compte :

4 cadres dont les 3 MCD conformément à la réglementation des jeux ;

13 employés.

Les personnels de la salle de jeu travaillent sous un régime de polyvalence « dite Maitrisée »

Sous le principe réglementé d'interdiction d'une polyvalence sur plusieurs postes , fonctions au cours d'une même vacation , avec pour objectif de ne pourvoir en salle des jeux qu'un seul poste et fonction par séance .

Sans préjudice du dispositif autorisé par la réglementation des jeux pour les petits casinos de 75 Mas ou moins

Les postes et fonctions en salle des jeux sont : Caisse commune , fonction de caissier , Entrée de la salle des jeux fonction de contrôleur aux entrées , Black Jack fonction de croupier , salle des machines , fonction de mécanicien , assistant clientèle , Bar fonction d'assistant clientèle .

4-3.- La correspondance des autorités de surveillance

Communiquée en annexe pour l'exercice 1° Novembre 2020/ 31 Octobre 2021

La réglementation des jeux impose la tenue d'un registre spécial d'observation à l'usage des autorités de tutelle.

Dans le cadre du contrôle périodique suite à l'ouverture du Casino, les autorités de tutelle ont fait des remarques et recommandations, auxquelles nous nous sommes conformés et/ou avons apportés réponses.

La réglementation des jeux impose aussi la tenue d'un autre registre, dit « *de demande d'information* », à l'usage du Directeur Responsable, pour les demandes de précisions et compléments d'informations concernant l'application des dispositions réglementaires.

4-4.- Les mesures prises contre l'addiction au jeu

L'Institut du Jeu Excessif :

Conformément aux dispositions de l'alinéa 2 de l'article 14 de l'arrêté du 14 mai 2007 portant réglementation des jeux dans les casinos, les membres du comité de direction nouveaux dans leurs fonctions - au niveau national - doivent suivre une formation spécifique pour être en mesure de détecter les personnes en difficulté avec le jeu, et doivent occasionnellement suivre des recyclages de formation.

Ce dispositif est mis en œuvre avec le concours de L'Institut du Jeu excessif , Cet institut a prodigué des actions de formation dès le 24 Septembre 2018 , elles sont depuis réalisées au profit de tout nouveau salarié dans le délai réglementaire de la profession .

Les actions de formation sont a tout moment réalisées pour les nouveaux salariés par le Directeur Responsable , Mr SANS .

4-5.- Les moyens mis en œuvre pour recueillir les doléances des usagers

Afin de mieux satisfaire les usagers, nous proposons un registre pour recueillir leurs doléances.

5 . LE COMPTE RENDU TECHNIQUE ET FINANCIER



5-1.-Le bilan, le compte de résultat.

Ci-joints en annexe.

5-2.- Le bâtiment

5-2-1.- LES DECLARATIONS DE SINISTRE AUX ASSURANCES.

Aucun sinistre majeur n'a été déclaré à notre compagnie d'assurance depuis l'entrée en jouissance au titre de la Convention d'occupation.

Toutefois, suite à des interventions lourdes sur le réseau électrique communal réalisées par une entreprise prestataire de l'EDF, nous avons été contraints de procéder d'urgence à nos frais exclusifs, sans prise en charge des responsables, au remplacement de l'onduleur endommagé par les manipulations du prestataire d'EDF.

Cet onduleur sécurise notre réseau électrique interne plus particulièrement tout le matériel industriel que constitue le parc des Machines à sous, les jeux électroniques et les serveurs informatiques.

Plus récemment en période hivernale de lourdes infiltrations d'eau de pluie provenant de la dalle-parking positionnée sur les locaux du Casino, provoquent toujours des désordres électriques sur les tableaux distributeurs internes, perturbant souvent l'activité cuisine et restauration.

Les déclarations de dégâts réalisées auprès de nos assurances et de notre bailleur, restent sans suites à ce jour.

5-2-2.-LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION, DE GROSSE REPARATION, DE GRAND ENTRETIEN ET DE RENOUVELLEMENT.

Aucun travaux de construction, de grosse réparation, et de grand entretien, n'ont été nécessaires au cours de l'exercice écoulé.

5-3.- Les procédures en cours

5-3-1.- LES PROCEDURES JUDICIAIRES.

Aucune procédure judiciaire à caractère pénal ou civil n'est en cours

Cinq différends prud'homaux portant notamment sur l'interprétation de la convention collective, et l'application du droit disciplinaire, sont en cours d'instruction.

Le cumul global des prétentions financières de quatre anciens salariés se montant à 176 054,67 €.

A savoir qu'une provision pour risques à hauteur de 38 656 € est inscrite au bilan.

Trois des quatre demandeurs avec des prétentions financières élevées ont d'ores et déjà été déboutés par la justice de l'intégralité de leurs prétentions.

5-3-2.- LES PROCEDURES RELEVANT DE LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE.

Nous comptons une requête en annulation d'une décision de rejet d'une demande de crédit d'impôt. Requête déposée le 21 Octobre 2020, suite au refus de la Direction départementale des finances publiques d'accorder le crédit d'impôt au Casino pour les dépenses engagées au titre des Manifestations Artistiques de Qualité bénéficiant au partenariat entre le Casino au profit du Théâtre de Grasse pour la saison 2018/2019, d'un montant de 16 181,75 €.

5-3-3.- LES PROCEDURES FISCALES ET URSSAF.

Nous n'avons aucune procédure en cours.

5-4.- Les retombées financières de la délégation pour la Ville de Grasse au titre de l'exercice clos.

	2017/2018	2018/2019	2019/2020	2020/2021
PBJ	850 496	812 508	615 596	330 533
10 % Commune	10 622	8 982	5 708	1 963
Prélèvement Communal	46 402	44 979	34 347	18 580

Les retombées économiques en cette période de crise pour la ville de Grasse sont les suivantes :

- Prélèvements sur le produit des jeux en faveur de la commune (cahier des charges) :	18 580 €
- Part revenant à la commune dans le prélèvement de l'Etat	1963 €
- Redevance au titre de la participation DSP aux MAQ :	5365,80€
Total €	25 908 ,80 €

A noter qu'en période COVID , l'Etat Français a imposé une fermeture immédiate , sans préavis des Casinos .

Il a proposé aux communes hébergeant un casino sur leur territoire un mécanisme de compensation des pertes financières subies .

Ce processus , étant accessible aux communes qui ont souhaité initier une demande dans les délais et conditions définies par lesdits services .

La commune de Grasse étant éligible a ces compensations .

COMPARATIF SUR CINQ EXERCICES DES PRODUITS BRUTS DES JEUX , PAR JEU , DES PRELEVEMENTS , DU CA DE LA RESTAURATION .

EXERCICES	2016/17	2017/18	2018/19	2019/20 COVID	2020/21 COVID
PRODUIT BRUT DES JEUX	316 458 €	850 495 €	812 506 €	614 338 €	330 528 €
PBJ MACHINES	303 824 €	817 492 €	712 999 €	503 744 €	260 503 €
PBJ BLACK JACK	12 634 €	33 003 €	99 507 €	63 487 €	31 159 €
PBJ ROULETTE ELEC	/	/	/	47 107 €	38 866 €
PRELEVEMENT ETAT	19 370 €	95 593 €	80 839 €	51 367 €	17 668 €
PRELEVEMENT VILLE	19 421 €	57 024 €	53 961 €	40 055 €	20 543 €
PRELEVEMENT CRDS	8126 €	21 836 €	21 167 €	16 163 €	8744 €
PRELEVEMENT CSG SUR GAINS	5409 €	12 798 €	7582 €	9258 €	5220 €
PRELEVEMENT CSG	16 683 €	52 009 €	46 157 €	32 610 €	16 864 €
TOTAL PRELEVEMENTS	69 009 €	239 253 €	209 706 €	149 453 €	69 039 €
RESTAURANT CA TTC	63 688 €	234 624 €	262 911 €	164 211 €	100 774 €
COUVERTS	1669	5848	6348	3499	2193
TOTAL CA TTC, JEUX ET RESTAURATION	380 146 €	1 085 119 €	1 075 417 €	778 549 €	431 302 €

LE PRESIDENT



Accusé de réception en préfecture
006-21060698-20230329-2023-31-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

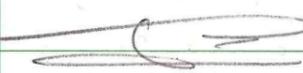


Registre spécial d'observations

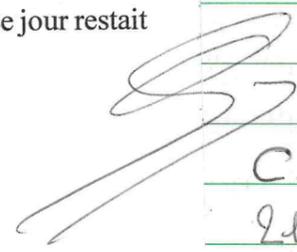
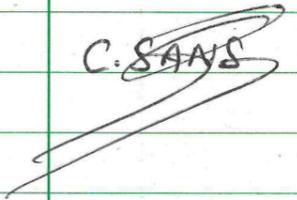
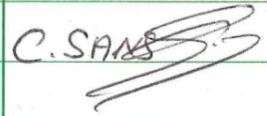


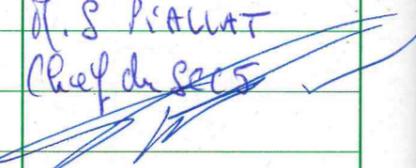
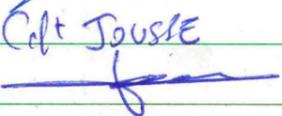
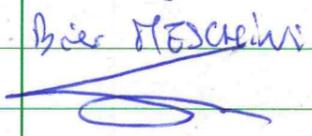
amiéditions

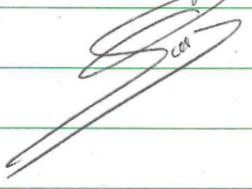
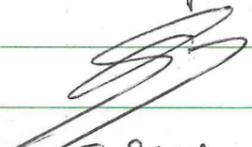
DATE ET HEURE	1) NATURE DES OPÉRATIONS DE VÉRIFICATIONS EFFECTUÉES 2) OBSERVATIONS, INSTRUCTIONS OU INJONCTIONS	SIGNATURE DES AGENTS DE CONTRÔLE et du Directeur responsable ou du membre du Comité de direction qui le remplace momentanément
------------------	--	--

15/10/2020	Passage du service des courses et jeux. Intégration de 10 saais.	Thouault 
18/01/2021	Passage du service des courses et jeux. Destruction de 14 MAS.	Thouault 
25/03/21	Passage du service des courses et jeux. Inventaire cartes, sabots manuels, cylindre traditionnel et RAC.	Thouault 

DATE	SUIITE RÉSERVÉE AUX OBSERVATIONS INSTRUCTIONS ET INJONCTIONS FORMULÉES par les agents chargés du contrôle	SIGNATURE DU DIRECTEUR RESPONSABLE ou du membre du Comité de direction qui le remplace momentanément
------	---	---

	<p>6) Concernant les machines à sous et les jeux électroniques : Tout au long de l'année nous avons subi des départs et démissions de la part du personnel autorisé que nous avons pourtant formés aux opérations courantes d'entretien et de dépannage des machines. La formation des personnels nouvellement embauchés en cours leur permettra d'évoluer en autonomie en bénéficiant d'une efficacité opérationnelle et d'une maîtrise des interventions qui à ce jour restait encore perfectible.</p>	 C. SANS 21/08/2020
07.09.20	Pris connaissance	C. SANS 
15.10.2020	Pris connaissance	C. SANS 

DATE ET HEURE	1) NATURE DES OPÉRATIONS DE VÉRIFICATIONS EFFECTUÉES 2) OBSERVATIONS, INSTRUCTIONS OU INJONCTIONS	SIGNATURE DES AGENTS DE CONTRÔLE et du Directeur responsable ou du membre du Comité de direction qui le remplace momentanément
11/05/2021	Passage du service des courses et jeux. Vérification du système de vidéos protection. Il est constaté, ce jour, que le son à la table de black Jack et au contrôle aux entrées ne fonctionne pas. De même, nous n'avons pas pu accéder aux enregistrements de la caméra du coffre. Il est constaté que les arrêtés des MAS ainsi que la relève des compteurs à la date du 23 octobre 2020 n'apparaissent pas sur les registres dédiés (date de fermeture des casinos). La relève des compteurs des jeux de contrepartie électronique (modèle n°33) n'a pas été renseigné pour les mois de septembre et octobre 2020.	Thouault 
10/06/21	Passage du SECS Contrôle respect des obligations de distanciation sanitaires = Observation : Matérialiser la distanciation entre les machines.	M. S. L'AMAT Chef du SECS  Clt Jousie  Bier Meschini 
08/06/2021	Passage du service des courses et jeux. Commande de 15 sixains de cartes de la marque Franca Cartes.	Thouault 
02/12/2021	Passage du service des courses et jeux. Intégration de 15 sixains.	Thouault 

DATE	SUIITE RÉSERVÉE AUX OBSERVATIONS, INSTRUCTIONS ET INJONCTIONS FORMULÉES par les agents chargés du contrôle	SIGNATURE DU DIRECTEUR RESPONSABLE ou du membre du Comité de direction qui le remplace momentanément
11.05.2021	Remise en fonction des Micras et intégration de la caméra du Coffre dans la liste de visualisation, les images sont enregistrées sur le Serveur. Compteurs de la roulette électronique retranscrits manuellement sur le registre.	C. SANS Directeur Responsable 
11/06/21	Pris connaissance	C. SANS Directeur Responsable 
10/11/21	Pris connaissance	C. SANS Directeur Responsable 
03/12/2021	Pris connaissance	C. SANS 

RAPPORT

RELATIF A L'EXECUTION DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

2021/2022
Casino
Victoria
GRASSE



Le cadre défini par le code de la commande publique :

1°) L'article L3131-5 du code de la commande publique stipule que : le concessionnaire produit chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services .

«Ce rapport permet en outre aux autorités concédantes d'apprécier les conditions d'exécution du service public..... »

2°) L'article R 3131-2 du code de la commande publique : stipule que le rapport prévu par l'article L 3131-5 est produit chaque année par le concessionnaire avant le 1^{er} Juin .

La sortie de crise après l'IMPACT de la PANDEMIE de COVID-19

Compte tenu du contexte économique particulièrement difficile.

Le bilan 2021/2022 du PBJ est un bilan de sortie de crise avec une ouverture sur 365 jours .

Un produit des jeux en amélioration de **104 %** en rapport à 2020/2021 , mais en baisse de **16,74 %** comparé au PBJ de l'exercice 2018/2019 antérieur à la pandémie COVID 19 .

L'effet de la crise sanitaire est encore ressenti et constaté tout au long du premier semestre de l'exercice.

L'exercice présenté n'a connu aucune journée de fermeture imposée par l'Etat.

De Novembre 2021 à Mars 2022 , l'activité des Casinos était encore entravée par les mesures sanitaires , qui n'ont été levées qu'à fin Mars 2022

Ces contraintes sanitaires étant encore ressenties comme rédhibitoires pour une grande partie des visiteurs

Au plan national les autorités admettent que la hausse du Produit brut des jeux de tous les casinos lors de cette sortie de crise, a été intégralement gommée par une inflation de plus de 7% sur les trois ans .

Il n'y a pas encore eu de vague de fermetures d'établissements, en partie grâce aux aides de l'Etat .

Mais les autorités évoquent des situations très disparates d'un établissement à l'autre .

En effet 105 Casinos dont le Casino Victoria n'ont pas retrouvé en 2022 leur niveau d'activité d'avant la crise sanitaire .

Le second constat souligne la baisse de fréquentation de plus de 15 % , par rapport à N-4 , certainement due à une transformation de celle-ci autour de joueurs réguliers .

La baisse des joueurs occasionnels qui ne sont pas revenus dans les casinos de proximité comme le Casino victoria , s'explique par l'attrait des sites de jeux en ligne illégaux vers lesquels les joueurs se sont tournés en pleine pandémie.

A noter la baisse au niveau National et local des prestations annexes de tous les Casinos ; Animations , Restauration , Spectacles .

L'atypisme de certains indicateurs rapportés à chacun des établissements de jeux conduisant à la prudence .



La situation mise en valeur par ce bilan annuel invite à relativiser les performances de l'établissement .

Pendant cette année encore très tendue , le Casino a tout mis en œuvre pour répondre aux attentes des clients .

L'entreprise en réactivité a pris un certain nombre de mesures s'astreignant de suivre de près l'évolution de la situation .

- La réduction de certains coûts d'exploitation .
- Le report d'échéances fiscales et sociales

Il va de soit que la performance financière de l'Entreprise pourrait continuer à être durablement et lourdement affectée par ces événements sur les exercices futurs .

L'événement COVID 19 présente toujours des impacts significatifs avérés sur le patrimoine , la situation financière, et les résultats de l'entreprise .

L'entreprise étant dans l'incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir .

Plus globalement de nombreuses incertitudes demeurent notamment :

- Sur le comportement futur des clients de notre établissement .
- Sur la capacité financière de l'établissement à assumer les charges nécessaires à contenir l'inertie de la reprise sur les six premiers mois de 2022, jusqu'à un hypothétique retour à la normale,
- Sur le fait que le Casino n'ai bénéficié d'aucune mesure d'accompagnement de sortie de crise et d'aide de l'Etat en 2022 .
- Sur le fait que le contexte inédit ne remette en cause l'avenir et la pérennité de l'Entreprise .
- Sur l'absence totale de lisibilité sur la saison estivale , et de la fréquentation des joueurs occasionnels .

Dans ce contexte la maîtrise des charges restera une priorité vitale , et le plan d'action devra se poursuivre bien au-delà du mois de d'Octobre 2022 , afin de garantir la pérennité de l'Entreprise .

L'augmentation sensible des prix de l'énergie venant , dans ce contexte incertain fragiliser la situation de l'entreprise .

Les premières augmentations des tarifs d'électricité présentent une multiplication par six des factures mensuelles .

Sur Octobre , Novembre, Décembre 2022 , Janvier 2023 , les montants atteignent 15 000€ /mois , en lieu et place de 2500/3000€ mensuels antérieurement .

La venue dans les anciens locaux du rdc du casino , du tout nouveau bureau de Tourisme , qui agrmente par son rayonnement et son attractivité l'espace , le bâtiment , et l'environnement s'impose comme un solide espoir pour la fréquentation future des lieux par le tourisme que la Ville de Grasse attire .

SOMMAIRE

1. LA PRESENTATION JURIDIQUE DE LA SOCIETE DELEGATAIRE page **4**

1-1.- La répartition du capital entre tous les associés page **5**

1-2.- Le Président page **6**

1-3.- Le Conseil d'Administration page **6**

1-4.- Les membres du Comité de Direction page **7**

1-5.- Les activités page **7**

2. L'AUTORISATION DE JEUX page **7**

2-1.- La nature de la délégation de service public page **7**

2-2.- L'autorisation ministérielle d'exploiter les jeux page **8**

3.LE COMPTE RENDU COMPTABLE page **9**

3-1.- Le résultat d'exploitation et le résultat net. page **9**

**3-2.- L'état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans
le cadre du traité** page **10**



3-3.- Le compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué page **10**

3-4.- L'état du suivi du programme contractuel d'investissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué page **11**

3-5.- L'état des autres dépenses de renouvellement réalisées conformément aux obligations contractuelles page **11**

3-6.- L'inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué page **11**

4. L'ANALYSE DE LA QUALITE DU SERVICE page **11-12**

4-1.- La fréquentation des usagers du service public et autres données Chiffrées de l'exercice page **12**

4-2.- Les effectifs et qualifications du personnel page **13**

4-3.- La correspondance des autorités de surveillance page **13**

4-4.- Les mesures prises contre l'addiction au jeu page **13**

4-5.- Les moyens mis en œuvre pour recueillir les doléances des usagers page **11**

5. LE COMPTE RENDU TECHNIQUE ET FINANCIER page **14**

5-1- Le bilan, le compte de résultat. page **14**



5-2.- Le bâtiment

page 14

5-3.- Les procédures en cours

page 15

5-4.- Les retombées financières de la délégation pour la Ville de Grasse

page 15

1 LA PRESENTATION DU DELEGATAIRE

La société délégataire de service public est à compter de la délibération portant transfert de la délégation de service public en date du 23 Février 2016 :

Casino Victoria S.A.S.

Société par actions simplifiée au capital de 6.000 €
Siège social : 1 Montée du Casino - 06130 GRASSE
818 603 912 RCS GRASSE
Immatriculée le 23 février 2016

La réglementation des jeux impose, lorsque le casino est exploité sous forme de société par actions simplifiée, que le Directeur Responsable du Casino, personne physique nommée es qualité par le Ministère de l'Intérieur, soit Président ou un Directeur Général mentionné au registre du commerce. Le comité de Direction doit comprendre, en plus du Directeur responsable, au moins un membre appartenant à l'organe collégial de direction statutaire, qui sera appelé à suppléer le directeur responsable, auquel peuvent être adjointes des personnes prises en dehors (article 12. III al. 5 de l'arrêté du 14 mai 2007 portant réglementation des jeux dans les casinos).

1-1.- La répartition du capital entre tous les associés

A la fin de l'exercice social au 31 octobre 2021 :

Nombre d'actions 6 000
Montant nominal 1,00€

Associés	Nombre d'actions De 1 € de valeur nominale	Répartition en %
M Gérard SCRIBANS Villa Le Nid – 511 chemin des Palanques – 83440 TANNERON	2.462	41,04 %
M Thierry GUERRIER 36 chemin de Longo mai – 06600 ANTIBES	1.800	30,00 %
M Alexandre BERLIOZ 16 Rue du Rocher 75008 PARIS	1.438	23,96 %
M MAISONDIEU LAFORGE 2 bis impasse de la Frayère – 06530 PEYMEHADE	150	2,50 %
M Richard GUERRIER 36 chemin de Longo mai – 06600 ANTIBES	150	2,50%
Total libéré égal au capital social	6.000	100,00 %



1-2.- Le Président

Le 31 Octobre 2021 le président était :

Monsieur Gérard SCRIBANS
né le 7 mars 1955 à Bayonne (64)
demeurant Villa « Le Nid » 511 chemin des Palanques
83440 TANNERON

1-3.- Le Conseil d'Administration

Organe collégial de direction statutaire, au sens de l'article 12 III al. 5 de l'arrêté du 17 mai 2007 portant réglementation des jeux, le Conseil d'Administration est composé au **31 octobre 2022** de :

Le conseil d'Administration

Mr Christophe SANS 131 Route des cabanes 06140 Tourettes sur Loup
Mr Gérard SCRIBANS Villa Le Nid – 511 chemin des Palanques – 83440 Tanneron
Mr Alexandre BERLIOZ 16 rue du Rocher 75008 Paris
Mr Raphael FALCINI 7 avenue Lympia 3 « villa véronique » 06300 Nice
Mr Jean Marc JACQUES 10 rue Maurice Mignon 06000 Nice

1-4.- Les membres du comité de direction

La réglementation des jeux dispose que « le Directeur Responsable et les membres du comité de Direction des casinos sont tenus de se conformer aux clauses du cahier des charges .
Ils veillent, en permanence à la sincérité des jeux et à la régularité de leur fonctionnement »
A l'instar du Directeur Responsable , les membres du comité de direction sont agréés et nommés es qualité par le Ministère de l'Intérieur.

Au 31 octobre 2022, le Comité de Direction était composé de :

Directeur Responsable

Monsieur Christophe SANS

Membres du comité de Direction

*Mr Gerard SCRIBANS
Mr Raphael FALCINI
Mr Thierry Guerrier
Mr Jean Marc JACQUES*



1-5.- Les activités

- **L'arrêté du 14 mai 2007 portant réglementation des jeux dans les casinos, qui se substitue à l'arrêté du 23 décembre 1959 dispose article 1^{er} alinéa 2, qu'un casino est un établissement comportant trois activités distinctes : l'animation, la restauration et le jeu, réunies sous une direction unique, l'activité de restauration pouvant être affermée.**
- **Le Casino Victoria S.A.S. entend conclure avec des organismes désignés par la Ville de Grasse des conventions de coproduction pour le soutien des déficits de manifestation artistiques de qualité et développer des animations in situ à l'occasion des fêtes qui jalonnent l'année civile.**
- **Ces trois activités font partie intégrante du fonds de commerce de casino.**

Les activités de la société Casino Victoria S.A.S. sont donc les suivantes :

CASINO - RESTAURATION - ANIMATIONS

Ces activités sont développées dans un unique établissement, à l'enseigne Casino Victoria, situé au siège social.

La Société Casino Victoria S.A.S. n'exploite aucun autre établissement.

- Début d'exploitation : le 6 juillet 2017.
- Date d'expiration de la société le 23 février 2115
- Date de clôture de l'exercice social le 31 octobre

2. L'AUTORISATION DE JEUX

2-1.- La nature de la délégation de service public

Le contrat de délégation de service public pour l'exploitation d'un casino de jeux en date du 20 juillet 2011 signé entre la Ville de Grasse et la société Casino de Grasse SA a été cédé le 21 janvier 2016 à Mr Thierry GUERRIER, en exécution d'une ordonnance du 22 juin 2015 du juge-commissaire du Tribunal de Commerce de Grasse, après que le Conseil Municipal de Grasse a autorisé la signature de l'avenant, par délibération en date du 19 janvier 2016.

Quatre semaines plus tard, le contrat de délégation a été transféré à la société Casino Victoria SAS, après que le conseil municipal de Grasse a autorisé la signature de l'avenant, par délibération du 23 février 2016.



2-2.- L'autorisation ministérielle d'exploiter les jeux

Lors de la réunion de la Commission consultative des jeux de cercles et de casinos en date du 8 octobre 2020 pour connaître de notre dossier d'autorisation de jeux, une autorisation nous a été accordée pour 3 ans , jusqu'au 31 Octobre 2023 , suivant arrêté en date du 12 octobre 2020.

L'autorisation de jeux du Casino Victoria concerne les jeux suivants :

Jeux de table :

* 1 table de black jack mise minimum : 1 €

Jeux électroniques :

* 1 Jeu de roulette anglaise électronique

Machines à Sous :

° 50 Appareils .

Les tarifs de la délégation en matière de jeux :

Machines Video/ Rouleaux :

41 Machines à sous de type rouleaux ou rouleaux vidéos de 0.01 Cts à 0.50 cts

6 Vidéo pokers de 0.50 cts à 1 €

1 Table de roulette électronique de 4 postes en mises 0.25 cts

1 Table de Blackjack à 1 €

Il est joint copie de l'actuelle autorisation de jeux .

Dés 2023 ,sera initiée la constitution du dossier de renouvellement d'autorisation de jeux .

Le dossier devant être déposé au plus tard le 30 Juin 2023 .



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

**Direction des libertés publiques
et des affaires juridiques**

Sous-direction des polices administratives

Bureau des établissements de jeux

ARRETE

autorisant la pratique des jeux d'argent et de hasard au casino de Grasse

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu l'arrêté du 14 mai 2007 modifié relatif à la réglementation des jeux dans les casinos ;

Vu le cahier des charges signé le 20 juillet 2011 et ses avenants fixant les obligations et droits réciproques de la commune et de l'établissement demandeur ;

Vu la délibération du conseil municipal de Grasse du 7 juillet 2020 qui a émis un avis favorable à l'exploitation des jeux sur le territoire de la commune ;

Vu la demande formulée le 2 juin 2020 par la société casino Victoria SAS, dont le siège social est à Grasse ;

Vu l'avis du préfet des Alpes-Maritimes en date du 30 septembre 2020 ;

Vu l'avis de la commission consultative des jeux de cercles et de casinos en date du 8 octobre 2020,

ARRETE :

ARTICLE 1er. – L'autorisation d'exploiter les jeux est accordée à la société casino Victoria SAS du 1^{er} novembre 2020 au 31 octobre 2023 pour les jeux d'argent et de hasard suivants :

Nombre de tables de hasard prévus aux 1 ^{er} et 2 ^o de l'article D.321-13 du code de la sécurité intérieure.	1 autorisée
Nombre de machines à sous prévues aux articles L.321-5 et R.321-14, et mentionnées au 4 ^o de l'article D.321-13 du code de la sécurité intérieure.	50
Formes électroniques de jeux prévues au 3 ^o de l'article D.321-13 du code de la sécurité intérieure.	- roulette électronique

ARTICLE 2. – Les heures limites de fonctionnement des jeux sont fixées comme suit :

- pour l'ouverture : à seize heures, pour les jeux de table et à dix heures, pour les machines à sous et les jeux électroniques ;

- pour la fermeture : à six heures, le lendemain.

ARTICLE 3. – Le préfet des Alpes-Maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait, le **12 OCT 2020**

Pour le ministre et par délégation
Pour le directeur des libertés publiques et des affaires juridiques
Le sous-directeur des polices administratives

Guillaume SACUR

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent pendant un délai de deux mois à compter de la date de sa notification.

Place Beauvau - 75001 PARIS Cedex 05
Standard : 01 49 27 49 27 - 01 49 27 10 63
Adresse internet : www.intérieur.gouv.fr

3. LE COMPTE RENDU COMPTABLE



Il s'agit du sixième exercice d'activité de notre société depuis la réouverture du Casino en juillet 2017.

Le Chiffre d'affaire net a atteint : **688 983 €** contre **357 822 €** au cours de l'exercice précédent sur une progression de **+331 161 €** représentant une variation de **+92,5 %**

Le produit brut des jeux a atteint sur l'exercice clos au 31 Octobre 2022 un montant de **676 490 €** contre **330 528 €** au cours de l'exercice précédent , soit une hausse de 104 % en progression de **345 962 €** comparé à l'exercice précédent .

Ce rebond du produit brut des jeux est a la fois généré par celui du pbj des MAS **561 305 €** contre **260 503,36 €** pour une progression de **300 801,64 €** et celui des jeux traditionnels , Black Jack et Roulette Electronique passant de **70 026,21 €** a **115 184 €** pour une progression de **45 157,79 €** .

Classant notre établissement au 200^{ième} rang des 203 casinos autorisés en France (contre le 198^{ième} rang sur 200 casinos lors de l'exercice précédent).

Le produit net des jeux à hauteur de 518 163 € est en rebond de 251 453 € soit + 94 %

CONSTITUTION du Produit Net des Jeux	2021/22	2020/21
Produit brut des jeux de table	115 184 €	70 026,21 €
Produit brut Machines à sous	561 305 €	260 503,36 €
PRODUIT BRUT Total	676 490 €	330 528 €
Prélèvements Etat net	59 816 €	17 668 €
CSG + CRDS	54 106 €	25 608 €
Prélèvements Ville (communal cahier des charges + Etat)	44 405 €	20 543 €
Produit Net des Jeux	518 163 €	266 710 €

EVOLUTION SUR SIX EXERCICES

Evolution PBJ

PBJ	2017-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020		2020-2021		2021-2022	
Novembre		47 714,33	51 351,00	65 986,33		-	Confinement 2	56 656,08	Restrictions Sanitaires
Décembre		48 784,91	93 914,34	78 925,14		-	Confinement 2	41 638,46	Restrictions Sanitaires
Janvier		71 549,74	74 150,11	67 211,38		-	Confinement 2	50 788,70	Restrictions Sanitaires
Février		60 847,97	58 088,53	48 130,90		-	Confinement 2	44 036,27	Restrictions Sanitaires
Mars		83 521,56	58 008,78	44 978,46	du 17 Mars	-	Confinement 2	43 872,71	Restrictions Sanitaires
Avril		71 019,70	79 170,24	0,00	Confinement 1	-	Confinement 2	61 284,58	
Mai		90 637,39	75 080,70	0,00	Confinement 1	8 741,34		33 001,05	
Juin		74 525,83	56 500,36	40 405,21		63 287,84		62 150,91	
Juillet	76 442,87	76 702,50	62 800,68	57 455,33		76 042,96		71 721,69	
Août	64 886,25	89 696,51	60 545,33	84 144,46		69 210,40	Restrictions Sanitaires	60 139,69	
Septembre	90 385,05	64 836,32	70 085,00	78 145,53		46 042,07	Restrictions Sanitaires	64 702,82	
Octobre	84 741,46	70 659,12	72 812,61	50 213,48	du 28 Octobre	67 208,63	Restrictions Sanitaires	86 509,30	
Total	316 455,63	850 495,88	812 507,68	615 596,22	-	330 533,24	-	676 502,26	-



Le chiffre d'affaires de la « restauration » a atteint 189 558 € TTC contre 100 774,45 € TTC, lors de l'exercice précédent, soit une hausse 88 783 , 55 € pour une hausse de 88 %.

La recette quotidienne atteignant 843 € TTC .

Le chiffre d'affaires ht de la « restauration » de 169 656,91 € comparé à celui du produit net des jeux de 518 163 € s'élève à un ratio de 32,74 % .

4530 couverts ont été servis contre 2193 l'exercice précédent , soit une hausse de plus de 100 %.

Ce montant de 4530 couverts comparé aux entrées en salle des jeux 14 968 représente un rapport de 30,26% .

Le chiffre d'affaires de la société est égal au chiffre d'affaires de la délégation, la société Casino Victoria ne développant aucune activité en dehors de la délégation.

Le résultat net de l'exercice clos s'élève à un montant déficitaire de (168 038) € pour (4462) € de déficit lors de l'exercice précédent.

3-1.- Le résultat d'exploitation et le résultat net.

Au cours de l'exercice clos le 31 Octobre 2022, le montant des traitements et salaires s'élève à : **396 158 €** soit **57,50 %** du CA contre **176 297€** lors l'exercice précédent.

Le montant des cotisations sociales et avantages sociaux a augmenté à **68 570 €** soit 9,95 % du CA contre **34 323 €** lors de l'exercice précédent.

Les charges d'exploitation de l'exercice ont augmenté de 76,31 % pour culminer à **892 216 €** contre **506 036 €** lors de l'exercice précédent, soit une très lourde augmentation de 386 180 € .

Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à **(141 049 €)** contre **(-3822 €)** sur l'exercice précédent, enregistrant un résultat déficitaire.

Le résultat financier s'établit à (2413 €) contre (928) € l'exercice précédent.

Quant au résultat courant avant impôts, tenant compte du solde de produits et frais financiers, il s'établit à (-143 462 €) contre (-4750 €) sur l'exercice précédent.

Après prise en compte du résultat exceptionnel de (- 24 576 €) contre 288 € l'exercice , l'exercice clos le 31 Octobre 2022 se traduit par une perte de (168 038 €) contre une perte de (4462 €) sur l'exercice précédent.

3-2.- L'état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat de délégation.

Depuis la délibération du 29 Juin 2021 ,au cours de laquelle l'assemblée communale votait a l'unanimité avec effet au 1° Juillet 2021 la modification de la convention d'occupation des locaux pour les motifs suivants .

« Dans l'emprise des biens mis a disposition du casino Victoria , se trouvait une salle située au rdc , d'une surface brute de 207 m2 . Lieu de stockage de la réserve de MAS du Casino , et mise a disposition 24 jours par an .

Dans le cadre du projet Martelly, il était développé qu'il serait judicieux d'y localiser l'office du tourisme , du fait de la proximité avec les lieux de passage de la clientèle touristique et des lieux culturels et du Palais des Congrès . La modification du contrat de DSP »

Le patrimoine immobilier mis a bail pour l'exploitation du casino , n'a pas varié .

3-3.- Le compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué

Les biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué a tout moment ont toujours été acquis par la société Casino VICTORIA délégataire substitué, d'abord le 15 juin 2017, conformément au dispositif de l'ordonnance du juge-commissaire du 22 juin 2015 réformée par arrêt de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence du 6 avril 2017 sur appel interjeté par le Président en exercice de la SAS , dans le cadre de la liquidation de la société Casino de Grasse S.A , précédent délégataire.

Un programme d'investissement est toujours financé exclusivement sur fonds propres , sans aucun concours bancaire , pour permettre a toute période l'installation de nouvelles machines à sous dans le courant de l'exercice 2021/22, comme en fut l'exemple la Roulette Electronique .

3-4.- L'état du suivi du programme contractuel d'investissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué

Au regard de la dsp en vigueur le programme contractuel d'investissement reste sans objet

Le potentiel industriel en matière de renouvellement de machines a sous est constamment augmenté . Depuis l'exercice 2017/2018 de nouvelles machines ont été introduites dans le parc d'appareils exploités :

- 2018 = 4 machines .
 - 2019 = 6 machines.
 - 2020 = 6 machines.
 - 2020 = Roulette électronique .
 - 2021 = 4 machines
 - 2022 = 9 machines au premier semestre
 - 2023 = 7 machines au premier trimestre
- Soit 36 Machines

3-5.- L'état des autres dépenses de renouvellement réalisées conformément aux obligations contractuelles

Au regard de la dsp en vigueur le renouvellement des centrales d'alarme incendie et intrusion a été réalisé sur l'exercice antérieur

3-6.- L'inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué

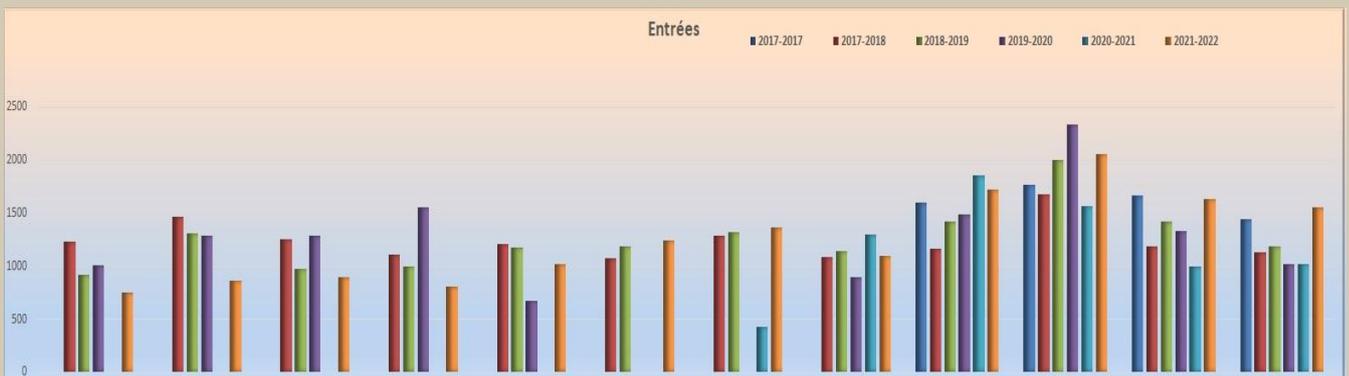
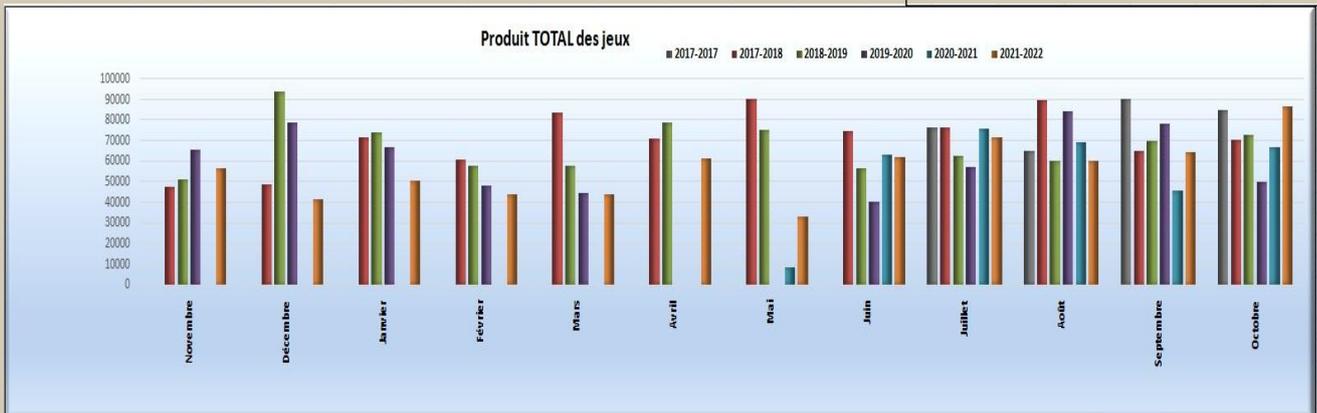
Non avvenu au regard de la dsp en vigueur .

4. L'ANALYSE DE LA QUALITE DU SERVICE

4-1.- La fréquentation des usagers du service public et autres données chiffrées de l'exercice

Les tableaux ci-dessous établissent pour chaque mois un comparatif des produits bruts des jeux et des entrées sur les six exercices échus .





Le Casino Victoria, , fortement impacté sur l'exercice Novembre 2020 / Octobre 2021 par la fermeture de 204 jours liée à la période COVID a au cours de son sixième exercice d'exploitation en centre ville comptabilisé pour sa salle des jeux 14 968 entrées d'usagers contre 7133 lors de l'exercice précédent.

Ce niveau de fréquentation en hausse de 109 % reste modeste eu égard aux restrictions sanitaires. Il résulte d'une réouverture après une longue période COVID de 2 mois de fermeture du 14 Mars 2020 au juin 2020 et de novembre 2020 à mai 2021 de l'unique établissement de jeux sur la commune . Ainsi la nécessité d'étoffer et renforcer l'offre en proposant de nouvelles machines à sous, doit être intensifiée .

En effet la réouverture de l'activité n'est jamais synonyme de retour du niveau de fréquentation de la clientèle , qui pendant les périodes COVID s'est pour partie tournée vers les jeux en ligne pour bon nombre illégaux .

Nous comptons continuer à intensifier cette démarche d'installation de machines à sous dans les mois à venir .

Mais l'inertie de la reprise et du retour de l'activité pèse excessivement sur la trésorerie de l'entreprise , qui doit assurer toutes les charges comme en période de pleine fréquentation .

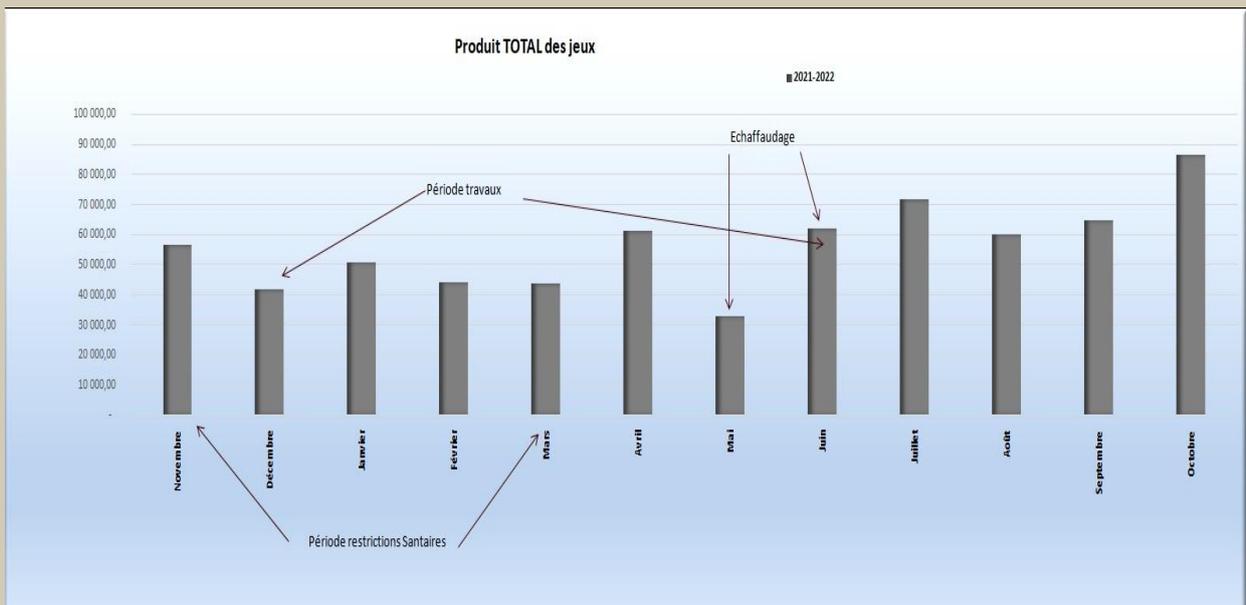
Cette situation dangereuse aura sur les périodes de sortie de crise des effets négatifs très difficiles à contrer .

Coté Restauration , les usagers ont bénéficié d'offerts pour un budget de 4588 € Coté bar de la salle des jeux , un ambitieux programme de self -service en boissons offertes aux joueurs ,qui n'est pas proposé dans les autres casinos du littoral , reste très apprécié des clients .



Coté Casino en fin d'exercice , ont été initiées des actions de promotion sous forme de jeu , tickets a gratter , au bénéfice de 1873 usagers pour un budget de 7920 €

Produit Brut des Jeux	2016/17	2017/18	2018/19	2019/20 COVID	2020/21 COVID	2021/22 SORTIE de CRISE
Novembre		47 714,33	51 351,00	65 986,33	COVID	56 656,08
Décembre		48 784,91	93 914,34	78 925,14	COVID	41 638,46
Janvier		71 549,74	74 150,11	67 211,38	COVID	50 788,70
Février		60 847,97	58 088,53	44 978,46	COVID	44 036,27
Mars		83 521,56	58 008,78	44 978,46	COVID	43 872,71
Avril		71 019,70	79 170,24	COVID	COVID	61 284,58
Mai		90 637,39	75 080,78	COVID	8741,34	33 001,05
Juin		74 525,83	56 500,36	40 405,21	63 287,84	62 150,91
Juillet	76 442,87	76 702,50	62 800,68	57 455,33	76 042,96	71 721,69
Aout	64 886,25	89 696,51	60 545,33	84 144,46	69 210,40	60 139,69
Septembre	90 385,05	64 836,32	70 085,00	78 145,53	46 042,07	64 702,82
Octobre	84 741,46	70 659,12	72 812,61	50 213,48	67 208,63	86 509,30
TOTAL	316 455 €	850 495 €	812 507 €	615 596 €	330 533 €	676 502,26 €



Commentaires :

Sur les 6 premiers mois de l'exercice , l'impact des restrictions sanitaires , des travaux, du ravalement sur le produit des jeux est parfaitement identifié, il est à noter que depuis septembre le PBJ remonte à des valeurs nettement à la hausse.

A noter que le montant du produit net des jeux de Novembre 2021 a Mai 2022 inclus s'élève a 262 292 € . Sur la même période les besoins en salaires et charges sociales s'élevait 275 705 € .



C'est ainsi que l'intégralité du Prêt Garanti par l'Etat d'un montant de 60 000 € accordé en Avril 2020 , a été nécessaire pour assurer le maintien des salaires et les paiements des charges de fonctionnement et les prélèvements dus au l'Etat et la Commune sur cette période de sortie de crise .

Entrées	2016/17	2017/18	2018/19	2019/20 COVID	2020/21 COVID	2021/22 SORTIE de CRISE
Novembre		1232	916	1008	COVID	748
Décembre		1466	1303	1282	COVID	855
Janvier		1248	967	1283	COVID	896
Février		1109	993	1557	COVID	805
Mars		1201	1176	655	COVID	1017
Avril		1070	1182	COVID	COVID	1235
Mai		1289	1314	COVID	428	1366
Juin		1083	1138	889	1290	1097
Juillet	1595	1164	1419	1482	1848	1714
Aout	1765	1675	2000	2335	1559	2053
Septembre	1663	1183	1415	1330	994	1635
Octobre	1445	1133	1185	1011	1014	1547
TOTAL	6468	14 853	15 008	12 842	7133	14 968

La période de sortie de crise matérialisée sur les mois de Novembre 2021 a Juin 2022 , a été sujette a la persistance de restrictions sanitaires jusqu'en Mars 2022 .

Sur la période janvier - juin 2022 , l'exploitation du casino a été confrontée aux nuisances de travaux de rénovation réalisés au ré de chaussée du Casino qui ont sensiblement perturbé la fréquentation des usagers sur les jours et heures d'intervention des ouvriers.

Affectant la qualité de l'air des salons de jeux et de la salle de restauration.

La toxicité des poussières des travaux de démolition-rénovation envahissant les locaux du casino , prenant les joueurs en otages , poussaient les personnes âgées victimes de complications respiratoires a désertier la salle des jeux .

Les travaux de démolition et d'aménagements sur les structures de béton armé avec les marteaux piqueurs ont excédé une clientèle ,en quête d'un espace de loisir et détente , et non un site de chantier .

La Restauration en Mai-Juin a subi de plein fouet les nuisances générées par les travaux de ravalement de façade .

L'installation d'un échafaudage en façade pour près de trente jours entre mi Mai et mi juin , dissimulant la présence du Casino , la disparition des enseignes , ont provoqué auprès des usagers le sentiment que le Casino avait cessé son activité .

En ces conditions la qualité du service a rendre aux usagers a été dégradée .





Le Casino

Le Casino Victoria , comme souligné par courrier d'Avril 2020 du premier magistrat de la Ville , représente toujours un atout majeur pour la Ville .

Il est reconnu comme un élément indispensable , d'une part de l'action cœur de Ville et d'autre part du classement de la commune en tant que station de tourisme .

Qualifié de force économique du territoire du Pays de Grasse, avec la création de ses 18 emplois , avec les sommes versées au profit du trésor de l'Etat , de la Ville , du théâtre de Grasse , la qualité de service du restaurant , et des animations internes organisées toute l'année, constituent pour la ville un véritable partenariat dont la Ville ne pourrait se passer .

Le Restaurant Le Victoria :

Nous soulignons que le Restaurant, du fait de la configuration des lieux , hors salle des jeux est accessible comme sa terrasse d'été à toutes personnes , familles et enfants , sans être soumis à l'incontournable obligation de vérification d'identité pour l'accès a la salle des jeux .

Le restaurant a comptabilisé 4530 couverts servis, contre 2193 couverts pour l'exercice précédent.

Ce qui en rapport représente 30,26% % des 14 968 entrées comptabilisées de la salle de jeux. .

Le restaurant est une valeur sûre en termes de qualité et de réputation, ce qui a toujours valu à M. Le Maire, et aux représentants de la société, les encouragements et félicitations nous invitant à persévérer en ce sens .

Notre objectif d'atteindre l'autonomie financière de cette activité a bénéficié en Novembre 2021 de la fermeture pour prise de congés payés du personnel accordée par l'avenant au contrat de délégation de service public en date du 11 Novembre 2021 .

Les commentaires sur Trip-Advisor encourageants laissent espérer une progression, étant relevé que la Ville de Grasse fait d'importants efforts pour améliorer l'attractivité du centre historique. Que le Casino et son restaurant sont un élément intégré dans la stratégie de l'action « cœur de Ville » plan national pour redynamiser les centres villes

Le restaurant du Casino propose une carte de qualité et vise une clientèle variée et régulière, en proposant une formule à 19,90 euros (entrée/plat ou plat/dessert), ou 23,90 euros (entrée/plat/dessert) et développe une offre pour les repas de groupes, anniversaires, animations culinaires et thématiques mensuelles.

Constamment classé en progression par ce site

Il est répertorié pour 2022 :

Numéro 2 dans sa classification « restaurants Gourmet »

Numéro 9 sur 114 dans la catégorie restaurants à Grasse et alentours .

Le fruit d'une constance dans les efforts et le travail , et du haut niveau d'implication de son équipe qui fidélise sa clientèle.

4-2.- Les effectifs et qualifications du personnel

Les effectifs à la date ponctuelle de clôture présentent un total de 18 salariés, dont 17 liés par un contrat de travail.

Sur ces 17 salariés liés par un contrat de travail, 2 n'ont pas d'agrément jeux (le cuisinier, le plongeur)

En dehors du mandataire social, l'entreprise compte :

4 cadres dont les 3 MCD conformément à la réglementation des jeux ;

14 employés.

Les personnels de la salle de jeu travaillent sous un régime de polyvalence « dite Maitrisée »

Sous le principe réglementé d'interdiction d'une polyvalence sur plusieurs postes , fonctions au cours d'une même vacation , avec pour objectif de ne pourvoir en salle des jeux qu'un seul poste et fonction par séance .

Sans préjudice du dispositif autorisé par la réglementation des jeux pour les petits casinos de 75 Mas ou moins

Les postes et fonctions en salle des jeux sont : Caisse commune , fonction de caissier , Entrée de la salle des jeux fonction de contrôleur aux entrées , Black Jack , fonction de croupier , salle des machines , fonction de mécanicien, assistant clientèle , Bar , fonction d'assistant clientèle .

4-3.- La correspondance des autorités de surveillance

Jointe en annexe

La réglementation des jeux impose la tenue d'un registre spécial d'observation à l'usage des autorités de tutelle.

Dans le cadre du contrôle périodique suite à l'ouverture du Casino, les autorités de tutelle ont fait des remarques et recommandations, auxquelles nous nous sommes conformés et/ou avons apportés réponses.

La réglementation des jeux impose aussi la tenue d'un autre registre, dit « de demande d'information », à l'usage du Directeur Responsable, pour les demandes de précisions et compléments d'informations concernant l'application des dispositions réglementaires.

4-4.- Les mesures prises contre l'addiction au jeu

L'Institut du Jeu Excessif :

Conformément aux dispositions de l'alinéa 2 de l'article 14 de l'arrêté du 14 mai 2007 portant réglementation des jeux dans les casinos, les membres du comité de direction nouveaux dans leurs fonctions - au niveau national - doivent suivre une formation spécifique pour être en mesure de détecter les personnes en difficulté avec le jeu, et doivent occasionnellement suivre des recyclages de formation.

Ce dispositif est mis en œuvre avec le concours de L'Institut du Jeu excessif .

Cet institut a prodigué des actions de formation dès le 24 Septembre 2018 , elles sont depuis réalisées au profit de tout nouveau salarié dans le délai réglementaire de la profession .

Les actions de formation sont a tout moment réalisées pour les nouveaux salariés par le Directeur Responsable , Mr SANS .

4-5.- Les moyens mis en œuvre pour recueillir les doléances des usagers

Afin de mieux satisfaire les usagers, nous proposons un registre pour recueillir leurs doléances.

5 . LE COMPTE RENDU TECHNIQUE ET FINANCIER

5-1.- Le bilan, le compte de résultat.

Jointe en annexe.

5-2.- Le bâtiment

5-2-1.- LES DECLARATIONS DE SINISTRE AUX ASSURANCES.

En période hivernale des infiltrations d'eau de pluie proviennent de la dalle- parking positionnée sur les locaux du Casino , provoquant des désordres électriques sur les tableaux internes , handicapent l'activité cuisine et restauration .

Les déclarations de dégâts ont été réalisées auprès de nos assurances et de notre bailleur , sans suite a ce jour .

5-2-2.- LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION, DE GROSSE REPARATION, DE GRAND ENTRETIEN ET DE RENOUVELLEMENT.

Au cours de l'exercice écoulé, de Décembre 2021 à Juillet 2022 , comme évoqué des travaux de rénovation ont été diligentés par la Communauté d'Agglomération des Pays de Grasse .

Localisés au ré de chaussée du Casino , dans l'espace rétrocédé par le Casino a la commune en juillet 2021, en vue de l'implantation du nouveau Bureau de Tourisme .

Inauguré en Juillet 2022 .

Au cours de cette rénovation de grande envergure, les Entreprises chargées des travaux lors de leurs interventions ont causé des dégâts dans les locaux du casino , répertoriés en la liste suivante non exhaustive :

-Mise hors service depuis février de la grille de protection métallique de l'accès aux locaux du Casino par l'escalier du rdc .

Le volet roulant de sécurité ne fonctionnant plus .

-Mise hors service de la protection incendie de la section escalier , hall d'entrée rdc du Casino.

-Mise hors service du dispositif de Ventilation mécanique couvrant les espaces sanitaires , salles de repos , bureau , du demi étage .

-Mise hors service du système de production d'eau chaude des espaces sanitaires ,douches , salles de repos dévolues au personnel .

-Mise hors service des câblages d'alimentation électriques , câblages de vidéo protection , câblages de type réseau RJ 45 , connectant le rdc au 1° étage du Casino .

Des travaux de grosses réparations dont la prise en charge devrait être assumée par lesdites entreprises sont espérés par le délégataire pour le renouvellement des équipements mis hors service .

5-3.- Les procédures en cours

5-3-1.- LES PROCEDURES JUDICIAIRES.

Aucune procédure judiciaire n'est en cours à caractère pénal ou civil.

Quatre différends prud'homaux portant notamment sur l'interprétation de la convention collective, et l'application du droit disciplinaire , sont en cours d'instruction .

Le cumul global des demandes de quatre anciens salariés se montant a 176 054 ,67 € .

A savoir qu'une provision pour risques a hauteur de 38 656 € a été reprise .

Trois demandeurs avec des prétentions financières élevées ont dors et déjà été déboutés par la justice de l'intégralité de leurs prétentions .

5-3-2.- LES PROCEDURES RELEVANT DE LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE.

Nous comptons une requête en annulation d'une décision de rejet d'une demande de crédit d'impôt .

Requête déposée le 21 Octobre 2020 , suite au refus de la Direction départementale des finances publiques d'accorder le crédit d'impôt au Casino pour les dépenses engagées au titre des Manifestations Artistiques de Qualité au profit du Théâtre de Grasse pour la saison 2018/2019, d'un montant de 16 181, 75 € .

5-3-3.- LES PROCEDURES FISCALES ET URSSAF.

Nous n'avons aucune procédure fiscale ni sociale en cours.

5-4.- Les retombées financières de la délégation pour la Ville de Grasse au titre de l'exercice clos.

Prélèvement au bénéfice de la commune

	2017/2018	2018/2019	2019/2020	2020/2021	2021/2022
PBJ	850 496	812 508	615 596	330 533	676 502
10 % Commune	10 622	8 982	5 708	1 963	6 646
Prélèvement Communal	46 402	44 979	34 347	18 580	44 406

Les retombées économiques en cette période de sortie de crise pour la ville de Grasse sont les suivantes :

- Prélèvements sur le produit des jeux en faveur de la commune **44 406 €**
(cahier des charges) :



- Part revenant à la commune dans le prélèvement de l'Etat

6646 €

Total

51 052 €

COMPARATIF QUINQUENAL

Produit brut des Jeux , Prélèvements , CA Restauration

EXERCICES	2017/18	2018/19	2019/20 COVID	2020/21 COVID	2021/22 SORTIE DE CRISE
PRODUIT BRUT DES JEUX	850 495 €	812 506 €	614 338 €	330 528 €	676 490 €
PBJ MACHINES	817 492 €	712 999 €	503 744 €	260 503 €	561 305 €
PBJ BLACK JACK	33 003 €	99 507 €	63 487 €	31 159 €	61 224 €
PBJ ROULETTE ELEC	/	/	47 107 €	38 866 €	53 960 €
PRELEVEMENT ETAT	95 593 €	80 839 €	51 367 €	17 668 €	59 816 €
PRELEVEMENT VILLE	57 024 €	53 961 €	40 055 €	20 543 €	44 405 €
PRELEVEMENT CRDS	21 836 €	21 167 €	16 163 €	8744 €	17 769 €
PRELEVEMENT CSG SUR GAINS	12 798 €	7582 €	9258 €	5220 €	12 191 €
PRELEVEMENT CSG	52 009 €	46 157 €	32 610 €	16 864 €	36 337 €
TOTAL PRELEVEMENTS	239 253 €	209 706 €	149 453 €	69 039 €	170 518 €
RESTAURANT CA TTC	234 624 €	262 911 €	164 211 €	100 774 €	183 997 €
COUVERTS	5848	6348	3499	2193	4530
TOTAL CA TTC, JEUX ET RESTAURATION	1 085 119 €	1 075 417 €	778 549 €	431 302 €	860 487 €

LE PRESIDENT



Accusé de réception en préfecture
006-21060698-20230329-2023-31-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023



Accusé de réception en préfecture
006-21060698-20230329-2023-31-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023



SAS CASINO VICTORIA
1 MONTEE DU CASINO

06130 GRASSE

Dossier financier de l'exercice en Euros
Période du 01/11/2021 au 31/10/2022

Activité principale de l'entreprise :

Nous vous présentons ci-après le dossier financier qui se décompose ainsi :

- Les comptes annuels
- Le dossier fiscal
- Le dossier de gestion
- Les autres états

Fait à NICE
Le 03/03/2023

HOUILLONS VALENTINE
EXPERT-COMPTABLE

VHEC
9 CHEMIN DES SERRES
COTE VILLAGE D32
06200 NICE
04.93.78.44.51

ATTESTATION DE PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

En notre qualité d'expert-comptable, nous avons effectué une mission de présentation des comptes annuels de l'entreprise

SAS CASINO VICTORIA
1 MONTEE DU CASINO
06130 GRASSE

relatifs à l'exercice du 01/11/2021 au 31/10/2022.

Nos diligences ont été réalisées conformément à la norme professionnelle de l'Ordre des experts-comptables applicable à la mission de présentation des comptes qui ne constitue ni un audit ni un examen limité.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels pris dans leur ensemble tels qu'ils sont joints à la présente attestation.

Les comptes annuels ci-joints se caractérisent par les données suivantes :

- Total du bilan,	250 398 Euros
- Chiffre d'affaires HT,	688 983 Euros
- Résultat net comptable,	(168 038) Euros

Fait à NICE
Le 03/03/2023

HOUILLONS VALENTINE
EXPERT-COMPTABLE

SAS CASINO VICTORIA

1 MONTEE DU CASINO

06130 GRASSE

Accusé de réception en préfecture
006-21060698-20230329-2023-31-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

COMPTES ANNUELS

VHEC

9 CHEMIN DES SERRES

COTE VILLAGE D32

06200 NICE

04.93.78.44.51

BILAN ACTIFAccusé de réception en préfecture
006-21060698-20230329-2023-31-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

ACTIF		Exercice N 31/10/2022 12			Exercice N-1 31/10/2021 12		Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Euros	%	
	Capital souscrit non appelé (I)							
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations incorporelles							
	Frais d'établissement							
	Frais de développement							
	Concessions, brevets et droits similaires							
	Fonds commercial (1)							
	Autres immobilisations incorporelles							
	Avances et acomptes							
	Immobilisations corporelles							
	Terrains							
	Constructions							
	Installations techniques, matériel et outillage	126 785	72 342	54 443	69 451	15 008	21.61	
	Autres immobilisations corporelles	70 470	58 074	12 396	21 197	8 801	41.52	
	Immobilisations en cours							
	Avances et acomptes							
Immobilisations financières (2)								
Participations mises en équivalence								
Autres participations								
Créances rattachées à des participations								
Autres titres immobilisés								
Prêts								
Autres immobilisations financières								
	Total II	197 255	130 416	66 840	90 648	23 809	26.26	
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours							
	Matières premières, approvisionnements				4 145	4 145	100.00	
	En-cours de production de biens							
	En-cours de production de services							
	Produits intermédiaires et finis							
	Marchandises	2 200		2 200	5 055	2 855	56.48	
	Avances et acomptes versés sur commandes							
	Créances (3)							
	Clients et comptes rattachés	78 238		78 238	78 021	217	0.28	
	Autres créances	12 794		12 794	6 674	6 119	91.68	
Capital souscrit - appelé, non versé								
Valeurs mobilières de placement								
Disponibilités	90 327		90 327	169 453	79 126	46.70		
Charges constatées d'avance (3)								
	Total III	183 559		183 559	263 349	79 790	30.30	
Comptes de Régularisation	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)							
	Primes de remboursement des obligations (V)							
	Ecart de conversion actif (VI)							
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	380 814	130 416	250 398	353 997	103 599	29.27	

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

Maison de présentation - Voir l'attestation d'Expert Comptable

VHEC

BILAN PASSIFAccusé de réception en préfecture
006-21060698-20230329-2023-31-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

PASSIF		Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
		31/10/2022	12	31/10/2021	12	Euros	%
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé : 6 000) Primes d'émission, de fusion, d'apport Ecart de réévaluation	6 000		6 000			
	Réserves						
	Réserve légale	173		173			
	Réserves statutaires ou contractuelles						
	Réserves réglementées						
	Autres réserves						
	Report à nouveau	7 300		2 838		4 462	157.24
	Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	168 038		4 462		163 576	NS
Subventions d'investissement Provisions réglementées							
Total I	169 166		1 128		168 038	NS	
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs Avances conditionnées						
	Total II						
PROVISIONS	Provisions pour risques Provisions pour charges			38 656		38 656	100.00
	Total III			38 656		38 656	100.00
DETTES (I)	Dettes financières						
	Emprunts obligataires convertibles						
	Autres emprunts obligataires						
	Emprunts auprès d'établissements de crédit	53 994		59 084		5 090	8.61
	Concours bancaires courants						
	Emprunts et dettes financières diverses	62 720		56 887		5 833	10.25
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours						
	Dettes d'exploitation						
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	191 947		105 609		86 337	81.75	
Dettes fiscales et sociales	110 262		94 276		15 986	16.96	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés							
Autres dettes	642		612		29	4.81	
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance (I)						
	Total IV	419 565		316 469		103 096	32.58
	Ecarts de conversion passif (V)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	250 398		353 997		103 599	29.27

(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

380 517 263 119

COMPTE DE RESULTAT

Accusé de réception en préfecture
006-21060698-20230329-2023-31-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

	Exercice N 31/10/2022 12			Exercice N-1 31/10/2021 12		Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total			Euros	%
Produits d'exploitation (I)							
Ventes de marchandises	39 380		39 380	24 248		15 132	62.40
Production vendue de biens							
Production vendue de services	649 602		649 602	333 574		316 029	94.74
Chiffre d'affaires NET	688 983		688 983	357 822		331 161	92.55
Production stockée							
Production immobilisée							
Subventions d'exploitation				137 372		137 372	100.00
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			38 656			38 656	
Autres produits			23 528	7 019		16 509	235.19
Total des Produits d'exploitation (I)			751 167	502 214		248 953	49.57
Charges d'exploitation (2)							
Achats de marchandises			16 425	12 875		3 550	27.57
Variation de stock (marchandises)			2 855	431		3 287	761.88
Achats de matières premières et autres approvisionnements			51 218	25 293		25 925	102.50
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)			4 145	3 607		7 751	214.92
Autres achats et charges externes *			256 976	153 427		103 549	67.49
Impôts, taxes et versements assimilés			46 356	29 429		16 927	57.52
Salaires et traitements			396 158	176 297		219 860	124.71
Charges sociales			68 570	34 323		34 246	99.78
Dotations aux amortissements et dépréciations							
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			24 751	30 094		5 343	17.76
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations							
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations							
Dotations aux provisions				38 656		38 656	100.00
Autres charges			24 763	9 679		15 084	155.84
Total des Charges d'exploitation (II)			892 216	506 036		386 180	76.31
I - Résultat d'exploitation (I-II)			141 049	3 822		137 227	NS
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun							
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)							
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)							

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférents à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTATAccusé de réception en préfecture
006-21060698-20230329-2023-31-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/10/2022	12	31/10/2021	12	Euros	%
Produits financiers						
Produits financiers de participations (3)						
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)						
Autres intérêts et produits assimilés (3)						
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total V						
Charges financières						
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées (4)		2 413		928	1 485	159.94
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total VI		2 413		928	1 485	159.94
2. Résultat financier (V-VI)		2 413		928	1 485	159.94
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)		143 462		4 750	138 712	NS
Produits exceptionnels						
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				292	292	100.00
Produits exceptionnels sur opérations en capital						
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges						
Total VII				292	292	100.00
Charges exceptionnelles						
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		24 576		4	24 572	NS
Charges exceptionnelles sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions						
Total VIII		24 576		4	24 572	NS
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)		24 576		288	24 864	NS
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)						
Impôts sur les bénéfices (X)						
Total des produits (I+III+V+VII)		751 167		502 506	248 660	49.48
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)		919 205		506 969	412 236	81.31
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)		168 038		4 462	163 576	NS

* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier
: Redevance de crédit bail immobilier

(3) Dont produits concernant les entreprises liées

(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

Méthode de présentation - Voir l'attestation d'Expert Comptable

VHEC

SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTIONAccusé de réception en préfecture
006-21060698-20230329-2023-31-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/10/2022	12	31/10/2021	12	Euros	%
Ventes marchandises + Production	688 983	100.00	357 822	100.00	331 161	92.55
+ Ventes de marchandises	39 380	100.00	24 248	100.00	15 132	62.40
- Coût d'achat des marchandises vendues	19 281	48.96	12 444	51.32	6 837	54.94
Marge commerciale	20 100	51.04	11 805	48.68	8 295	70.27
+ Production vendue	649 602	100.00	333 574	100.00	316 029	94.74
+ Production stockée ou déstockage						
+ Production immobilisée						
Production de l'exercice	649 602	100.00	333 574	100.00	316 029	94.74
- Matières premières, approvisionnements consommés	55 362	8.52	21 686	6.50	33 676	155.29
- Sous traitance directe	900	0.14	1 334	0.40	434	32.52
Marge brute de production	593 340	91.34	310 554	93.10	282 786	91.06
Marge brute globale	613 440	89.04	322 358	90.09	291 081	90.30
- Autres achats + charges externes	256 076	37.17	152 093	42.51	103 983	68.37
Valeur ajoutée	357 364	51.87	170 265	47.58	187 099	109.89
+ Subventions d'exploitation			137 372	38.39	137 372	100.00
- Impôts, taxes et versements assimilés	46 356	6.73	29 429	8.22	16 927	57.52
- Salaires du personnel	396 158	57.50	176 297	49.27	219 860	124.71
- Charges sociales du personnel	68 570	9.95	34 323	9.59	34 246	99.78
Excédent brut d'exploitation	153 720	22.31	67 588	18.89	221 307	327.44
+ Autres produits de gestion courante	23 528	3.41	7 019	1.96	16 509	235.19
- Autres charges de gestion courante	24 763	3.59	9 679	2.70	15 084	155.84
+ Reprises amortissements provisions, transferts de charges	38 656	5.61			38 656	
- Dotations aux amortissements	24 751	3.59	30 094	8.41	5 343	17.76
- Dotations aux provisions			38 656	10.80	38 656	100.00
Résultat d'exploitation	141 049	20.47	3 822	1.07	137 227	NS
+ Quotes parts de résultat sur opérations en commun						
+ Produits financiers						
- Charges financières	2 413	0.35	928	0.26	1 485	159.94
Résultat courant	143 462	20.82	4 750	1.33	138 712	NS
+ Produits exceptionnels			292	0.08	292	100.00
- Charges exceptionnelles	24 576	3.57	4		24 572	NS
Résultat exceptionnel	24 576	3.57	288	0.08	24 864	NS
- Impôt sur les bénéfices						
- Participation des salariés						
Résultat NET	168 038	24.39	4 462	1.25	163 576	NS

SAS CASINO VICTORIA
1^{er} étage du Casino
06130 GRASSE
RCS: 818 603 912

Registre spécial d'observations

Commencé le subs Juillet 2017

Terminé le _____

Le présent carnet, contenant 50 feuillets, a été coté
paraphé et visé par le chef du service de la direction centrale de la police
judiciaire territorialement compétent.

G/J NICE - BIANCHI

A GRASSE le 06



Accusé de réception en préfecture
006-21060698-20230329-2023-31-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

DATE ET HEURE	NATURE DES OPERATIONS DE VERIFICATIONS EFFECTUEES OU OBSERVATIONS, INSTRUCTIONS OU INDICATIONS	SIGNATURE DES AGENTS DE CONTRÔLE ou du Directeur responsable ou du membre du Comité de direction ou le employeur immédiatement
20/07/2022	<p>Passage de savoir des scènes et jeu - Vérification des images de la vidéo protection concernant la formation au Black Jack dispensée à M. DIEBICH Tade sur la périodes allant de 06 au 03/07/22 inclus et sur la période allant du 11/07/22 au 15/07/22 inclus. Constaté que les horaires de formation n'ont pas été respectés Communications n'ont pas été respectées Aussi vérifié les images de la formation au black jack en tant que copieuse de M. DIEBICH, le 13/07/22. Auras scellée que :</p> <p>La table de black jack n'a pas fonctionné au minimum 4 heures comme le prescrit l'art. 31 de l'arrêté du 4 mai 2007 relatif à la réglementation des jeux de hasard. En l'absence de table de black jack à fortifié pendant 3 heures et 10 minutes sur la séance du 13/07/2022.</p> <p>M. DIEBICH n'est pas formé correctement et suffisamment aux règles de black jack. En effet, elle ne reconnaît pas le valet de jeton, elle ne sait pas mesurer les cartes, elle ne sait pas compter les cartes, ni tout en constatant qu'il faut brûler les 21 premières cartes du jeu avant de distribuer la partie. Auras scellée que sur toute la séance de M. DIEBICH a été effectuée comme scénario, M. GUILLELME THISSAY (AGD) et formateur chef DIEBICH</p>	<p>Thissay </p>

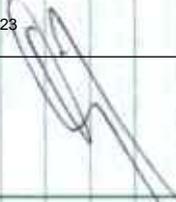
DATE	SUITE RESERVEE AUX OBSERVATIONS, INSTRUCTIONS ET INDICATIONS FORMULEES par les agents chargés de contrôler	SIGNATURE DU DIRECTEUR RESPONSABLE ou du membre du Comité de direction ou le employeur immédiatement
18/07/2022	<p>Paris Connaissance</p> <p><i>[Faint handwritten notes in the background]</i></p>	<p></p>

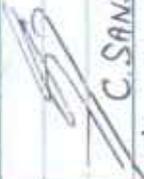
Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230329-2023-31-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

DATE ET HEURE	NATURE DES OPÉRATIONS DE VÉRIFICATIONS EFFECTUÉES OBSERVATIONS, INSTRUCTIONS OU FONCTIONS	SIGNATURE DU DIRECTEUR RESPONSABLE ou du membre du Comité de Direction qui le remplisse réglementairement
26/07/22 suite	assistait et secondait M. DIEBICH dans ses fonctions qui incombent à cette employée de jeux. Il aura constaté que M. GRESPIER avait touché les cartes et les jetons dans des mélange à table de celles-ci et de comptage de l'encas et qu'il avait eu lieu et place de M. DIEBICH le compte des cartes durant le déroulé de la soirée. Il a noté la valeur des mises des joueurs. Demande au directeur responsable d'extraire les images de cette soirée. Demande au D.R. de se plus occuper en poste de superviseur M. DIEBICH et cela jusqu'à ce que cette dernière machine les règles de ce jeu.	THOUANT 
28/07/22	Rapport à M. le directeur responsable qu'il doit viser et initialement approuver, dans un délai de huit jours, les observations effectuées sur ce registre. Les rappels également que concernent l'article 8 de l'arrêté de 2007, une table ouverte est celle dont l'avance individuelle a été constatée et saisie. Or, avons constaté un comportement visée de la table de black jack que l'encas est affecté sur la table à partir de 21h00, que est	COT LANGEAT 

DATE	SUITE RÉSERVÉE AUX OBSERVATIONS, INSTRUCTIONS ET FONCTIONS FORMULÉES par les agents chargés de contrôler	SIGNATURE DU DIRECTEUR RESPONSABLE ou du membre du Comité de Direction qui le remplisse réglementairement
28/07/22	Pris connaissance Dans l'esprit du Directeur Responsable l'arrêté 8 avait pour objectif de définir le ratio du nombre de machines et de postes de jeux électroniques pouvant être exploités au vu de la Membre de Table de jeux installés. Dans le même esprit, selon l'article 34 " lorsque l'avance de chaque casino a été vérifiée dans les conditions de l'article 63, le casino est tenu de commencer la partie dès qu'un seul joueur sollicite l'ouverture d'une table de jeux.	

DATE ET HEURE	NATURE DES OPÉRATIONS DE VÉRIFICATIONS EFFECTUÉES 2) OBSERVATIONS, INSTRUCTIONS OU INDICATIONS	SIGNATURE DES AGENTS DE CONTRÔLE et du Directeur responsable ou du directeur du Centre de direction qui le remplace respectivement
18/04/22 10h30	<p>enquête vicieuse, et ceci tout le monde de juillet et bien qu'il soit noté sur le casier d'avance, supplémentairement, une ouverture à 21h00.</p> <p>Demandons à D. le directeur responsable les coordonnées de l'ouverture versée à 22h05 au lieu de 21h00. La table de B3 le 13/04/22, avec une fermeture à 04h20 et donc soit à 03h15 de fonctionnement.</p>	<p>CDR SPANGLER</p> 

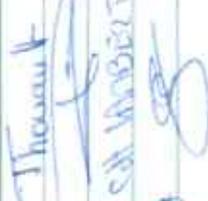
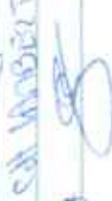
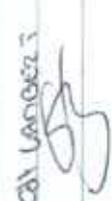
DATE	SUITE RÉSERVÉE AUX OBSERVATIONS, INSTRUCTIONS ET INDICATIONS FORMULÉES par les agents chargés de contrôle	SIGNATURE DU DIRECTEUR RESPONSABLE ou du directeur du Centre de direction qui le remplace respectivement
28/07/22 Suite	<p>l'article 43 stipule: "Au moment de la mise en service effective de chaque table de jeux de casino, les plaques et jetons constituant l'avance sont apposés de la caisse centrale à cette table.</p> <p>L'ouverture de la table déclarée à 21h nous semblait être conforme aux dispositions des articles 31 et 43.</p> <p>L'objectif du Directeur responsable étant de passer à la réglementation des jeux sur quel horaire devra nous aller de nuit le moment de la mise en service effective de la table tel qu'il résulte de l'article 43 le Mercredi 13 juillet 2022, je suis informé par le HCD en service à 21h18 que M. PUCETAITE est arrivée en bas de grille en raison du feu d'artifice et ne prendra pas son service. Je contacte à 21h30 Mme MARC pour remplacer au pied levé M. PUCETAITE Elle me confirme sa venue le temps de se préparer et de rejoindre le casino pour sa prise de fonction.</p> <p>Le HCD en service est informé à 21h24.</p> <p>Effectivement l'ouverture de la table n'aura pas été de 4h.</p>	

DATE	SURTE RÉSERVÉE AUX OBSERVATIONS, INSTRUCTIONS ET INDICATIONS FORMULÉES par les agents chargés du contrôle	SIGNATURE DU DIRECTEUR RESPONSABLE ou du membre du Comité de direction qui le remplira respectivement
15/08/2022	Pais Connaissance	 C.SANS Directeur Responsable
11/05/2022	Concernant la séance du 25 Mars 2022 effectivement s'est en tabl de no pont de ce pas avoir prévenu à posteriori de la de ff. Base de l'employé de jeux.	 C.SANS Directeur Responsable

Accusé de réception en préfecture
006-21060698-20230329-2023-31-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

DATE ET HEURE	NATURE DES OPÉRATIONS DE VÉRIFICATIONS EFFECTUÉES A OBSERVATIONS, INSTRUCTIONS OU INDICATIONS	SIGNATURE DES AGENTS DE CONTRÔLE ou du Directeur responsable ou du membre du Comité de direction qui le remplira respectivement
19/08/2022	<p>Rappelons à M. le directeur responsable que, conformément au cumul des articles 8, 31 et 43 de l'arrêté du 14 mai 2007 modifié, l'heure d'ouverture de l'unique table de black jack du casino devant être mentionnée sur le carnet d'avance est celle où l'avance de la caisse a été vérifiée, reconnue et inscrite sur le carnet d'avance, car une fois cette opération effectuée, la partie doit pouvoir commencer si un joueur sollicite l'ouverture de la table.</p> <p>En conséquence, M. le directeur responsable mettra immédiatement fin à la pratique du casino consistant à inscrire pour heure d'ouverture, l'heure déclarée aux autorités de tuelle alors que l'avance n'a pas encore été vérifiée et :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit inscrira sur le carnet d'avance l'heure réelle d'ouverture de la table (vérification de l'avance terminée), en s'assurant que la table est bien ouverte au moins quatre heures chaque séance (la fermeture de la table intervenant avant celle des MAS, art. 8 de l'arrêté de 2007) et fera modifier en conséquence l'horaire d'ouverture déclaré via l'envoi d'un nouveau déclaratif, - soit débutera les opérations de vérification de l'avance plus tôt, afin que la table ouvre effectivement à 21h00. 	<p>Cdt LAMBERT</p> 
08/08/22	<p>Rosary de saisie des scores et jeux.</p> <p>Sommaires venus vérifiés à l'aide de système de vidéos production le constatant de la DIETRICH à la table de Black Jack.</p> <p>Après constaté que M. GUBBINS est à chaque fois présent quel que soit l'heure de la table, qu'il l'avance et la vérification de temps en temps, et que pendant sa tempête, un autre K9 est présent en salle.</p> <p>Constaté que le gaming responsable pass avec les effectifs en poste à ce moment.</p> <p>Demandeur au directeur responsable de vouloir à faire les rectifications, le cas échéant afin qu'il n'y ait plus possibilité d'aucune autre meilleure lecture des effectifs qui transmettent-constatés que sur la séance du 25 août,</p>	<p>T. Trouault</p>  <p>est un agent</p> 

Accusé de réception en préfecture
 006-21060698-20230329-2023-31-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

DATE ET HEURE	NATURE DES OPERATIONS DE VERIFICATION EFFECTUEES A OBSERVER (INSTRUCTIONS OU INDICATIONS)	SIGNATURE DES AGENTS DE CONTRÔLE et du Directeur responsable ou de l'inspecteur du Contrôle de l'azote qui le remplira éventuellement
	<p>C'est censé être l'ère H&K et que Gilberta (planay du casino) mais c'est M. DIETRICH qui est en poste. Samedi que, sur cette séance, à minuit, M. DIETRICH quitte le table et fait un malade. A 00h35, un client se présente à le table et M. GILLES est décidé de prendre la place de ce client jusqu'à 01h30. Il procède à la géométrie de la table. Depuis cette date, le service des cœurs et je n'ai jamais reçu l'information de la direction de casino concernant le prix de poste au block part de M. GILLES, sachant qu'il avait été appelé précédemment au chèque responsable que le soir dans ce genre de situation impératif de nous prévenir.</p> <p>Constatons que plus aucune visite n'est éligible à partir du 4 septembre 21 H00, au moment de ce samedi nous sommes le 5 septembre à 19h00, en relâche, plus que le client fonctionne.</p>	<p>Thouault  SAUWBIERT </p>
20/04/22	<p>Passage de des cœurs et pour la répartition des cœurs et des d'Azote.</p>	<p>Thouault </p>
21/11/22	<p>Passage du service des cœurs et pas 06</p>	<p>COU LANGOIS </p>

DATE	NOTE RESERVEE AUX OBSERVATIONS, INSTRUCTIONS ET INDICATIONS FORMULEES par les agents chargés de contrôle	SIGNATURE DU DIRECTEUR RESPONSABLE ou de l'inspecteur du Contrôle de l'azote qui le remplira éventuellement
20/04/22	Pris note	
21/11/22	Pris note	



RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE



Ville de Grasse
Année 2021-2022



Sommaire

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230329-2023-31-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

P-3 à 28

1. LES ELEMENTS QUANTITATIFS ET FINANCIERS

1.1. L'évolution de la fréquentation

1.2. L'activité économique

1.3. Les flux financiers avec la ville

1.4. L'activité pour les tiers

—0—

INTRODUCTION

GRASSE

elior 

INTRODUCTION

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230329-2023-31-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023



**Notre passion,
à votre service.**

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-présent le rapport annuel d'activité de la Délégation de Service Public de la restauration scolaire et municipale de la **ville de Grasse pour l'année 2022**.

La présentation de ce document répond aux exigences de la loi N°95-127 du 8 février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005, relatifs aux Marchés Publics et Délégation de Services Public.

L'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales rappelle que le délégataire produit chaque année avant le 1^{er} juin à l'autorité délégante un rapport comportant les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. Dès communication de ce rapport, son examen est mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Par ailleurs, ce rapport doit faire l'objet d'un examen par la commission consultative des services publics locaux (article L 1413 -1).

Nous espérons avoir répondu à vos attentes et nous vous prions de croire notre engagement permanent pour que la qualité du service de restauration de votre ville soit à la hauteur de la confiance que vous avez bien voulu nous accorder.

INTRODUCTION

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230329-2023-31-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023



Pr

Nous cherchons chaque jour à mériter davantage votre confiance.

Nous avons ainsi mis en place la démarche Elior

gage de notre engagement quotidien à vos côtés.

Elior Proximity, c'est :

- un projet **d'accompagnement entièrement dédié,**
l'intégration de vos particularités et de vos besoins, analysés et partagés ensemble,
des rituels de rencontres et d'échanges tout au long de notre collaboration.

Notre engagement :

- maintenir une qualité de relation contractuelle optimale,
et être toujours plus proactif dans notre rôle d'accompagnement et de conseil.

La notion de proximité s'inscrit dans notre vision de marque globale,
axée sur le professionnalisme, l'écoute, et l'action.

–1–

LES ELEMENTS QUANTITATIFS ET FINANCIERS

1.1 L'EVOLUTION DE LA FREQUENTATION

1.2 L'ACTIVITE ECONOMIQUE

1.3 LES FLUX FINANCIERS AVEC LA VILLE

1.4 L'ACTIVITE POUR LES TIERS

elior 

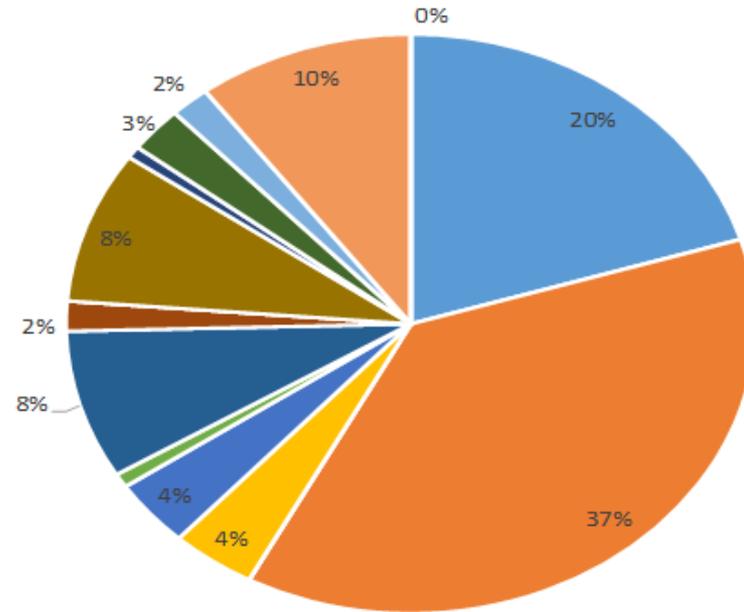
1.1. L'ÉVOLUTION DE LA FRÉQUENTATION

DÉTAIL DU CA PAR CATÉGORIE

COUVERTS	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	Total
activité compensé									284 711
Déj. Maternelles	18 001	9 922	21 416	10 300	20 372	20 164	4 826		105 001
Déj. Primaires	30 777	16 320	36 348	16 836	32 965	32 437	7 670		173 353
Déj. Adultes Scolaire	1 546	546	1 212	552	1 100	1 121	280		6 357
Facturation Directe hors gouters									123 833
Gouter	7 928		8 868	3 134	5 808				25 738
Dej Primaire CLSH	1 824	5 635	2 197	5 710	2 002	2 518	9 002	4 905	33 793
Dej Maternelle CLSH	1 309	2 927	1 463	2 552	1 101	1 414	4 477	1 648	16 891
Dej Adulte CLSH	159	273	75	290	346	285	644	211	2 283
Gouter	34	2 000	7 591	2 681	4 060	14 748	4 931	425	36 470
Gouter		1 683	3 862	1 260	2 279	7 985	1 966		19 035
Gouter	15 056	7 877	16 413	5 890	11 056				56 292
Potage	331	441	166	77					1 015
Déj Pers Agées Portage	2 420	1 867	2 195	2 119	2 242	2 107	2 062	2 074	17 086
Déj Pers Agées Portage	1 081	1 034	1 018	1 045	1 032	1 002	1 012	972	8 196
Déj Pers Agées Portage		252	279	252	106	45	1	17	952
Déj. Adultes Mairie	426	636	862	710	759	706	462	559	5 120
Déj Pers Agées Foyer	788	968	1 266	1 130	1 014	1 408	437	475	7 486
Lait	3 012	3 184	3 304	3 692	4 006	4 006	3 505	585	25 294
Gouter	911	1 244	1 092	868	1 043	1 043	949	73	7 223
Gouter	1 028	621	247	259	429	429	364	126	3 503
Gouter	3 003	3 645	4 337	2 903	4 063	4 063	3 370	539	25 923
Déj Crèches	635	133	147	787		57	29	26	1 814
Déj Crèches	1 537	950	922	624		701	683	145	5 562
Déj Crèches	3 889	3 858	4 895	3 360		4 518	3 670	460	24 650
Déj Crèches									-
Total Couverts	64 392	45 321	74 295	46 267	63 039	68 483	35 255	11 492	408 544

LA RÉPARTITION DE LA FRÉQUENTATION PAR NATURE DE CONVIVES

Accuse de réception en préfecture
 006-210600698-20230329-2023-31-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023



- Maternelles
- Primaires
- Adultes
- Mater CLSH
- Prim CLSH
- Adultes CLSH
- Crèche 4 à 6 mois
- Crèche 8 à 9 mois
- Crèche 15 à 18 mois
- Crèche + 18 mois
- Crèche dîner
- Crèche pique-nique
- Portage midi
- Portage soir
- Accueil de nuit
- Foyer la rotonde
- Restaurant Municipal

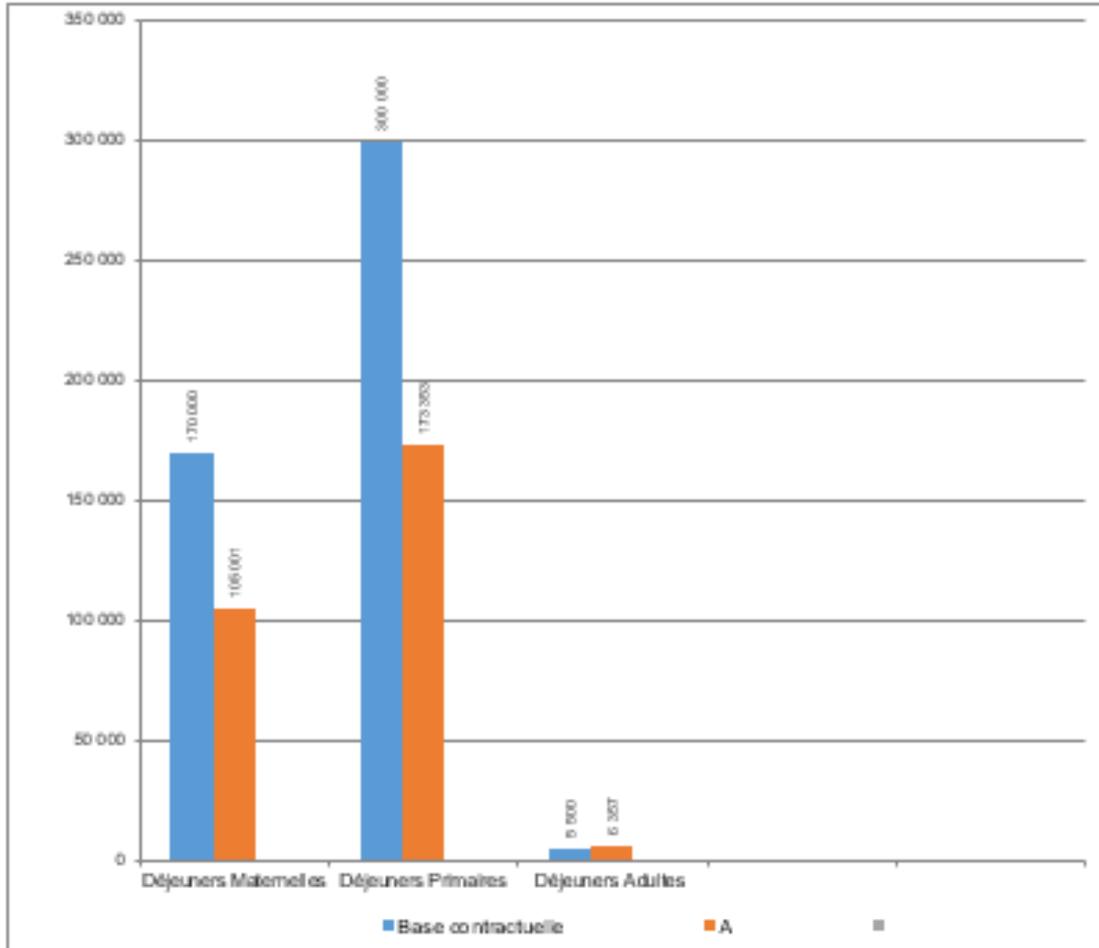
REPAS FACTURÉS PAR CATÉGORIE DE CONVIVES ET PRESTATION

Accusé de réception en préfecture
000-10670638-20230329-2023-31-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

L'activité du service au cours de l'exercice 2021-2022 s'établit à 408 544 repas du 1^{er} janvier 2022 au 31 Aout 2022 soit 8 mois d'activité,

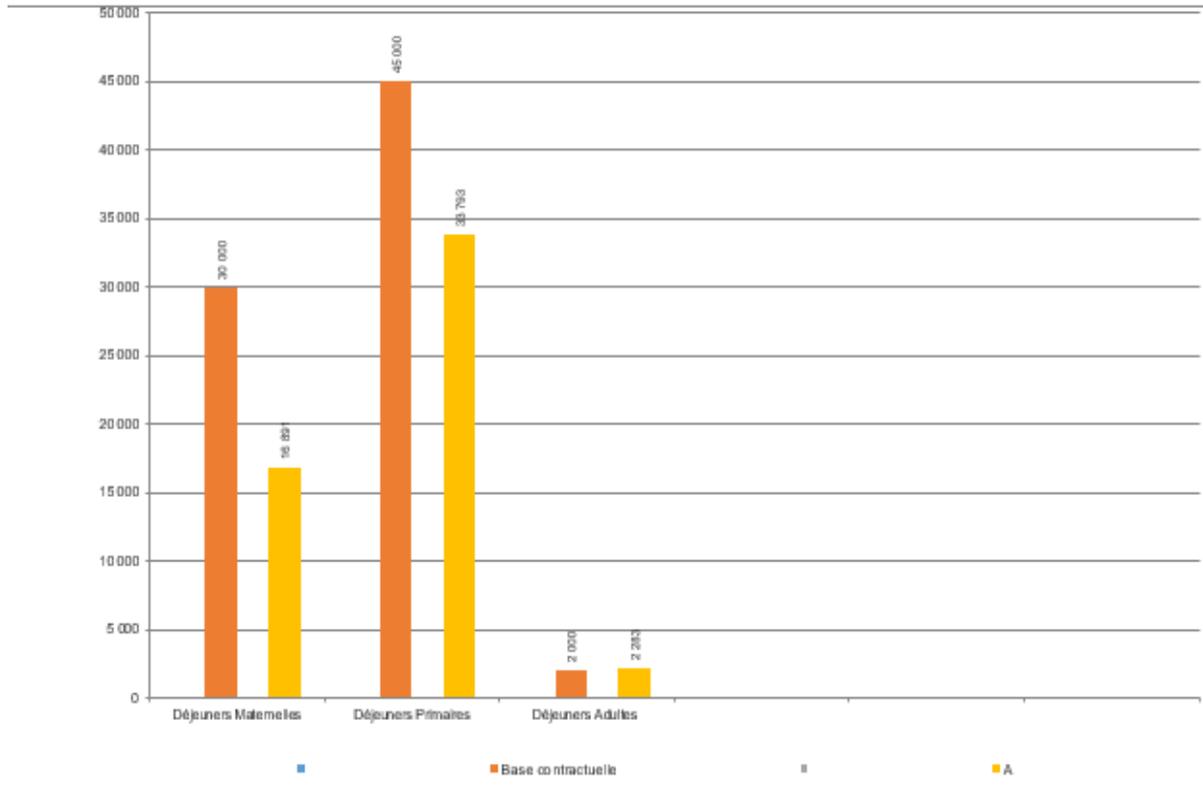
L'ÉVOLUTION DE LA FRÉQUENTATION SCOLAIRE

Accusé de réception en préfecture
06-210600638-20230329-2023-31-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023



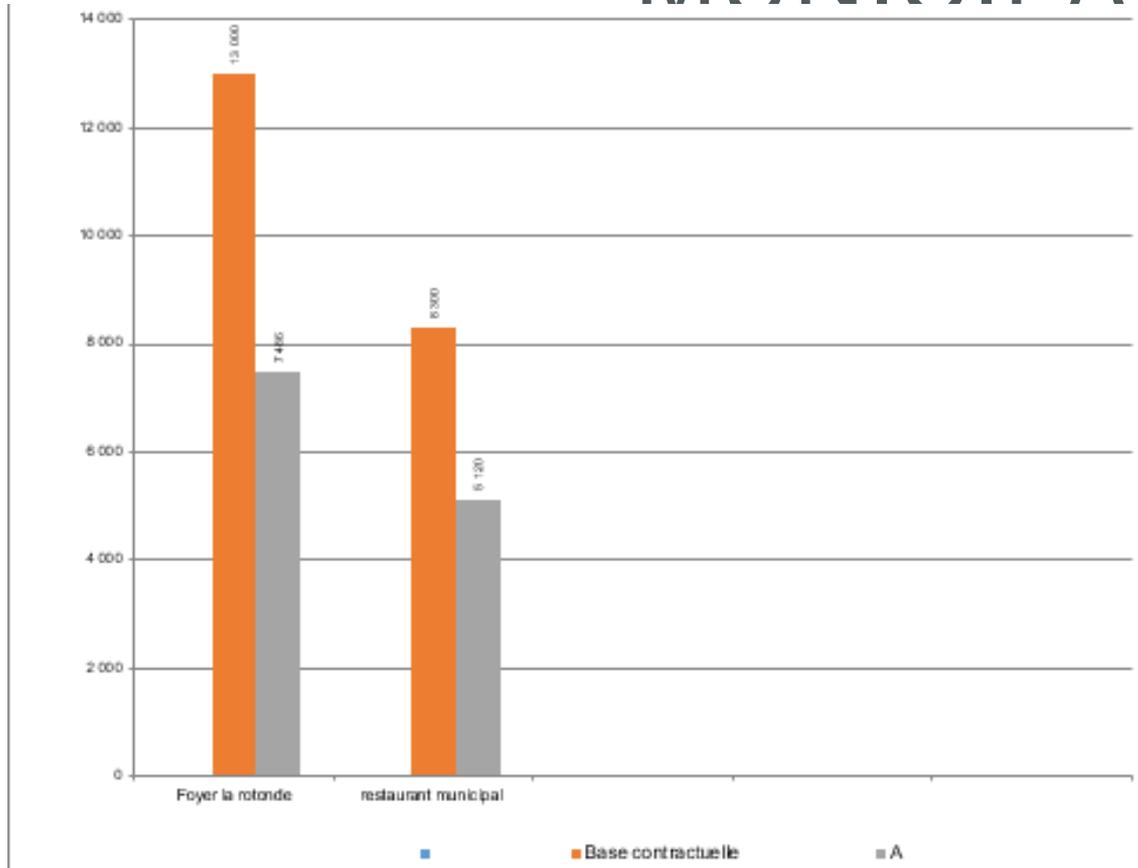
L'EVOLUTION DE LA FRÉQUENTATION EN ACCUEIL DE LOISIRS

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230329-2023-31-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023



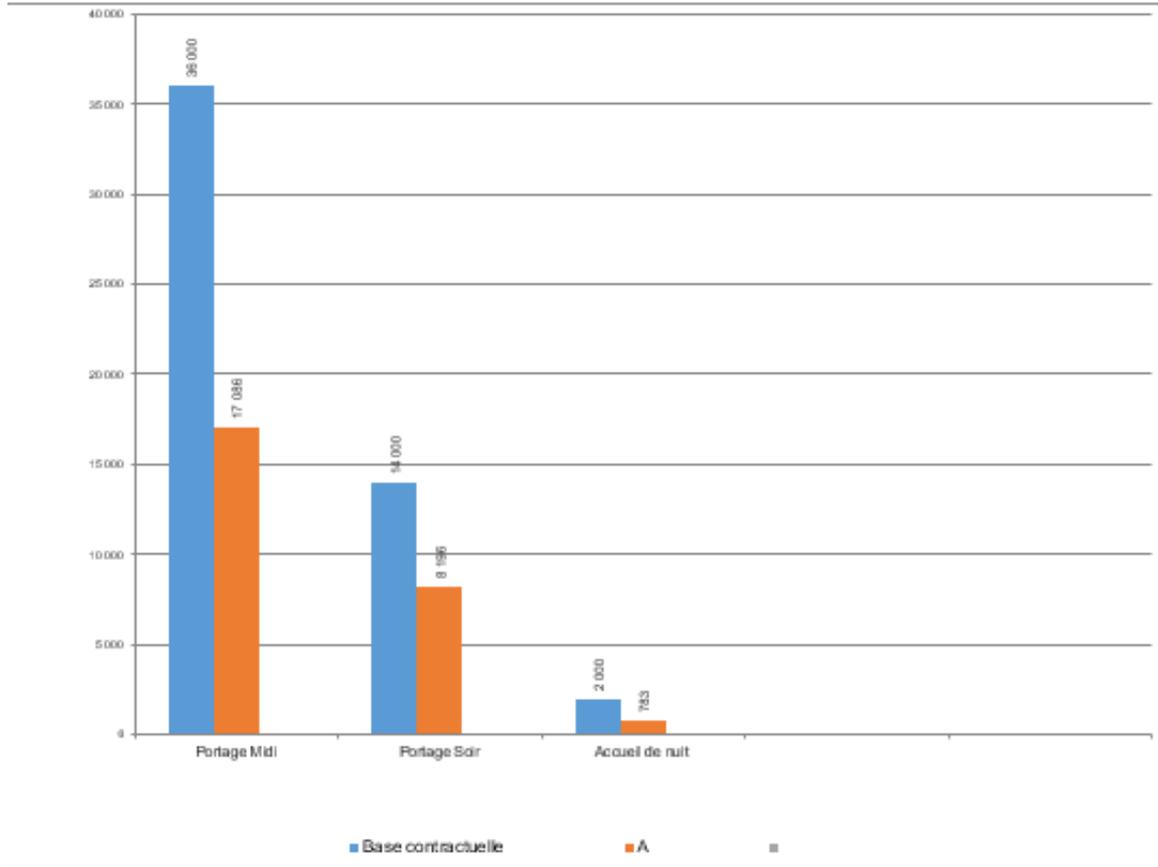
L'ÉVOLUTION DE LA FRÉQUENTATION EN FOYER ET RESTAURANT MUNICIPAL

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230329-2023-31-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

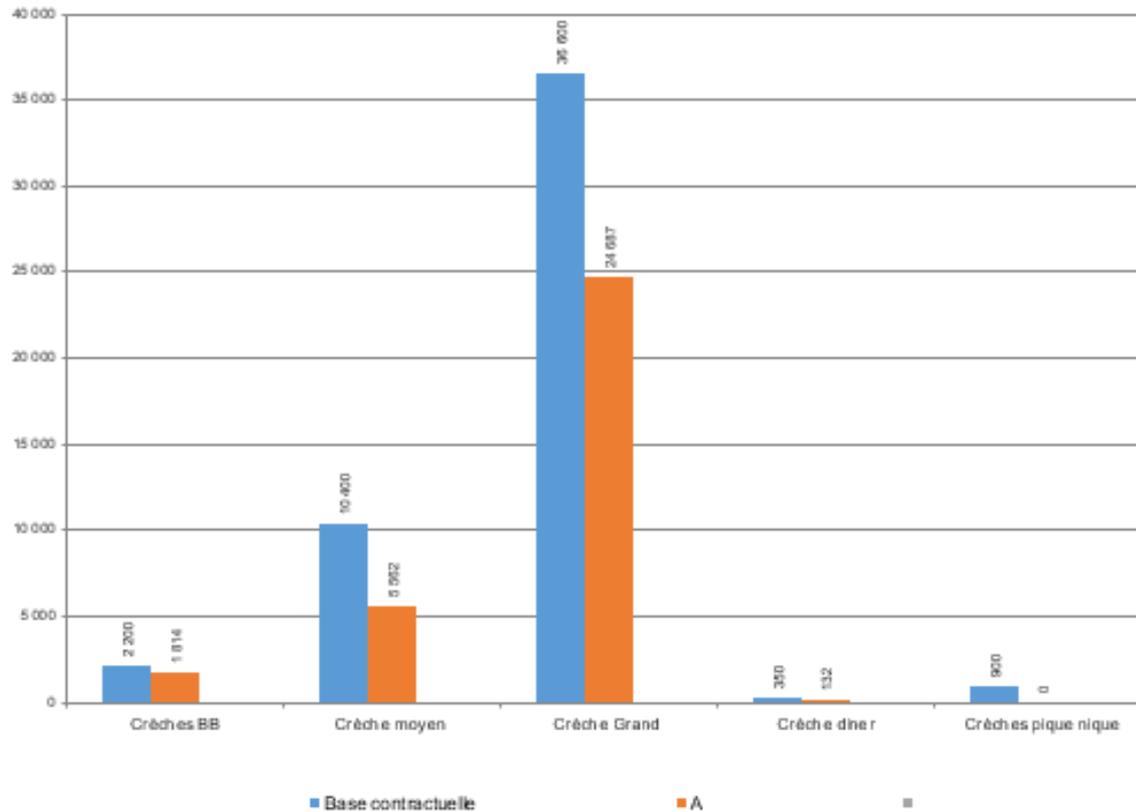


L'ÉVOLUTION DE LA FRÉQUENTATION EN PORTAGE

Accusé de réception en préfecture
006210600698-20230329-2023-31-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

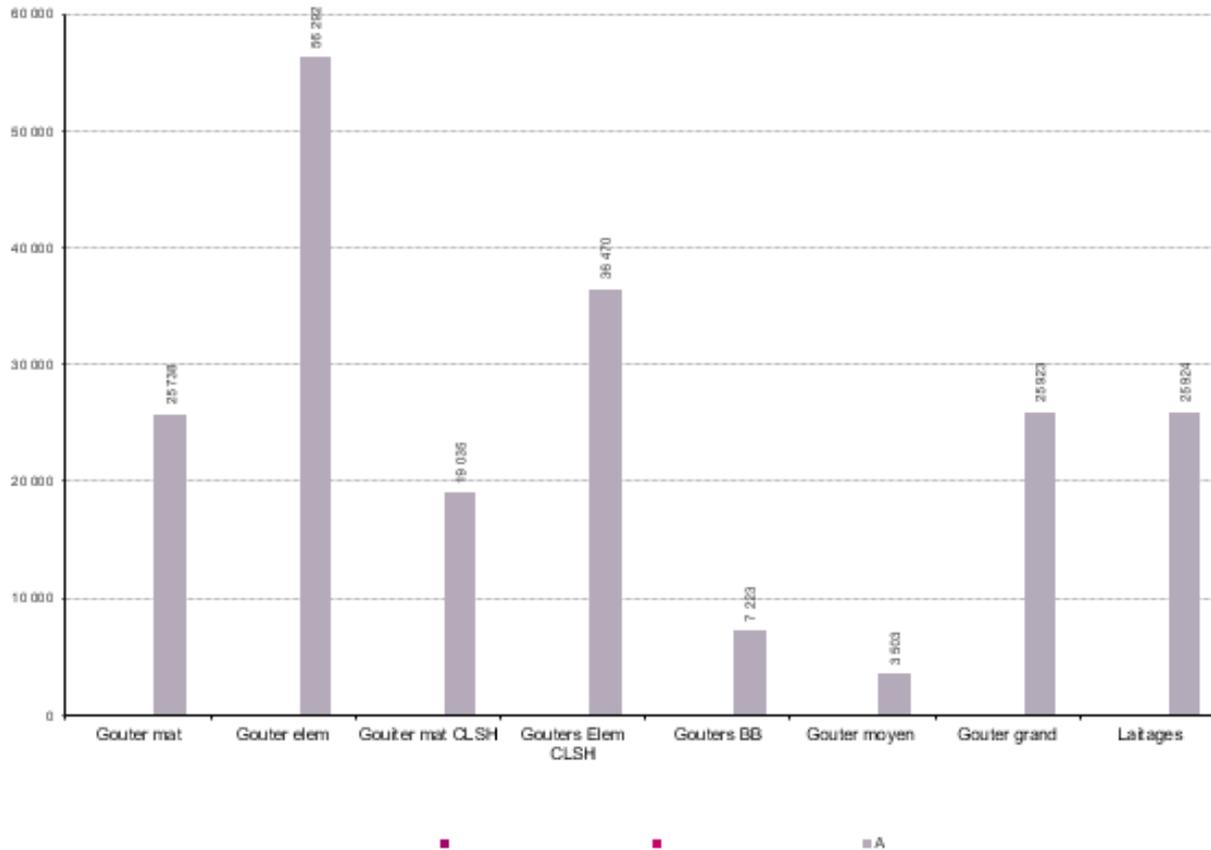


L'ÉVOLUTION DE LA FRÉQUENTATION EN CRÈCHES



L'ÉVOLUTION DE LA FRÉQUENTATION POUR LES GOUTERS

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230329-2023-31-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023



1.2. L'ACTIVITE ECONOMIQUE

PRIX DE VENTE AU 01/09/2021 PAR TYPE DE PRESTATIONS

Accusé de réception en préfecture
006-210500698-20230319-23-31-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

Catégories de convives	Prix en JHT	
	prix au 01/01/2022	
Restauration scolaire		
Maternelles	4,120	
Primaires	4,420	
Adultes	5,280	
Repas analergique	11,000	
Gouter Mat	0,449	
Gouter Elem	0,472	
Centres de loisirs		
Maternelles	3,930	
Primaires	4,240	
Adultes	4,710	
Gouter Mat	0,449	
Gouter Elem	0,472	
Repas Crèches		
Bébés 4/6 mois	2,450	
BB	2,450	
Moyen	2,450	
Grand	2,450	
Diner	2,970	
Pique nique	3,270	
Portage à domicile		
Midi	5,110	
Soir	1,240	
Acceuill de nuit	4,890	
Foyer		
Foyer rotonde	13,920	
restaurant Municipal	3,260	
Gouter rotonde	0,650	

DÉTAIL DU CA PAR CATÉGORIE

1) Activité Compensée

Prestation	Rubrique de CA	Couverte	septembre_2021	octobre_2021	novembre_2021	décembre_2021	janvier_2022	février_2022	mars_2022	avril_2022	mai_2022	juin_2022	juillet_2022	août_2022	Total Exercice
maternelle scolaire	Déj. Maternelles	OUI					18 001;	9 922;	21 416;	10 300;	20 372;	20 164;	4 826;		105 001
élémentaire scolaire	Déj. Primaires	OUI					30 777;	16 320;	36 348;	16 836;	32 965;	32 437;	7 670;		173 353
adulte scolaire	Déj. Adultes Scolaire	OUI					1 546;	546;	1 212;	552;	1 100;	1 121;	280;		6 357
0	0	NON													0
0	0	NON													0
0	0	NON													0
0	0	NON													0
0	0	NON													0
0	0	NON													0
0	0	NON													0
0	0	NON													0
0	0	NON													0
0	0	NON													0
0	0	NON													0
0	0	NON													0
0	0	NON													0
0	0	NON													0
0	0	NON													0
		Total Quantité	0	0	0	0	50 324	26 788	58 976	27 688	54 437	53 722	12 776	0	284 711
		Total Couverts	0	0	0	0	50 324	26 788	58 976	27 688	54 437	53 722	12 776	0	284 711

DÉTAIL DU CA PAR CATÉGORIE

2) Activité en Facturation Directe

Prestation	Rubrique de CA	Couverts	septembre_2021	octobre_2021	novembre_2021	décembre_2021	janvier_2022	février_2022	mars_2022	avril_2022	mai_2022	juin_2022	juillet_2022	août_2022	Total Exercice
gouters mater	Gouter	NON				7 928		8 868	3 134	5 808					25 738
elementaire CLSH	Dej Primaire CLSH	OUI				1 824	5 635	2 197	5 710	2 002	2 518	9 002	4 905		33 793
maternelle CLSH	Dej Maternelle CLSH	OUI				1 309	2 927	1 463	2 552	1 101	1 414	4 477	1 648		16 891
adulte CLSH	Dej Adulte CLSH	OUI				159	273	75	290	346	285	644	211		2 283
gouters elementaire CLSH	Gouter	NON				34	2 000	7 591	2 681	4 060	14 748	4 931	425		36 470
gouters mater CLSH	Gouter	NON					1 683	3 862	1 260	2 279	7 985	1 966			19 035
gouters elementaire	Gouter	NON				15 056	7 877	16 413	5 890	11 056					56 292
Diners élèves	Dej Primaire CLSH	NON													0
dej PAD	Déj Pers Agées Portage	OUI				2 420	1 867	2 195	2 119	2 242	2 107	2 062	2 074		17 086
dej-diner PAD	Déj Pers Agées Portage	OUI				1 081	1 034	1 018	1 045	1 032	1 002	1 012	972		8 196
Accueil de nuit PAD	Déj Pers Agées Portage	OUI					252	279	252						783
restaurant municipale	Déj. Adultes Mairie	OUI				426	636	862	710	759	706	462	559		5 120
Rotonde dej	Déj Pers Agées Foyer	OUI				788	968	1 266	1 130	1 014	1 408	437	475		7 486
Laitage	Lait	NON				3 012	3 184	3 304	3 692	4 006	4 006	3 505	585		25 294
Gouter bb	Gouter	NON				911	1 244	1 092	868	1 043	1 043	949	73		7 223
Gouter moyen	Gouter	NON				1 028	621	247	259	429	429	364	126		3 503
Gouter grand	Gouter	NON				3 003	3 645	4 337	2 903	4 063	4 063	3 370	539		25 923
Creche bb	Déj Crèches	OUI				635	133	147	787		57	29	26		1 814
Creche moyen	Déj Crèches	OUI				1 537	950	922	624		701	683	145		5 562
Creche Grand	Déj Crèches	OUI				3 889	3 858	4 895	3 360		4 518	3 670	497		24 687
Creche Diner	Déj Crèches	OUI				37	12	34				14	1		132
	Total Quantité		0	0	0	0	45 077	38 799	61 067	39 266	41 240	47 024	37 577	13 261	323 311
	Total Couverts		0	0	0	0	14 105	18 545	15 353	18 579	8 496	14 750	22 492	11 513	76 422

COMPTE D'EXPLOITATION

Accusé de réception en préfecture
006-110900693-20230329-2023-31-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

Exercice 2022 Coût / repas

Nombre de repas	408 544	
Chiffre d'Affaires	1 909 099	4,67
Autres Chiffre d'Affaires	0	
ToTal Chiffre d'Affaires	1 909 099	4,67
Achats stockés - Matières Premières	-938 834	-2,30
Remise sur Achats (16%)	150 213	0,37
Rémunération du personnel	-584 676	-1,43
<i>dont Charges sociales</i>	-263 104	-0,64
Autres Achats stockés	-124 058	-0,30
Fluides	-26 592	-0,07
Sous-traitance	-33 979	-0,08
Locations	-97 255	-0,24
Entretien et réparation Matériel	-66 567	-0,16
Verrerie vaisselle	-13 155	-0,03
Assurance	-1 683	0,00
Honoraires	-6 535	-0,02
Informatique et réseau	-35 558	-0,09
Frais postaux et telecoms	-5 077	-0,01
Autres frais d'exploitation	-26 859	-0,07
Impôts et taxes	-17 019	-0,04
Redevance	-66 664	-0,16317
Dotation aux amortissements et provisions	-202 838	-0,50
Impayés	-28 391	-0,07
Autres produits et charges exceptionnels	-3 430	
Frais de structure support	-31 118	
Total des charges	-2 160 075	-5,29
Résultat d'Exploitation	-250 976	-0,61

PROVISION DE RENOUVELLEMENT

Exercice	Effectif réel	Dotation / repas	Montant Provision
Janv - Août 2022	408 544	0,45	184 789
2022 - 2023			
2023 - 2024			
2024 - 2025			
2025 - 2026			
2026-2027			
2027-2028			
Sep - Dec 2028			
Total	408 544		184 789

1.3. LES FLUX FINANCIERS AVEC LA VILLE

Compensation des tarifs sociaux

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230329-2023-31-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

Le nombre des couverts sur le périmètre de la concession du 1^{er} janvier 2022 au 31 aout 2022 s'élève à 408 544,

Le montant de la compensation se décompose comme suit :

Chiffre d'affaire € H.T 1 905 541,97 €

Factures des douzièmes € H.T - 280 103,44€
Facturation Familles Cantine.com € H.T - 1 030 527,85 €
facturation directe € H.T - 674 932,59 €

Montant total des facturations € HT 1 985 563,88 €

Montant de la compensation 2021/2022 - 80 021,91 € HT

dût par Elios à) la ville,

Prise en charge des impayés par Elios 54 300,21 € TTC

Provision de janvier à Aout 2022 de 25 339,27€ soit un écart de + 28 960,93€

(284 711* 0,089€)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230329-2023-318-compensation
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

	Cvts		CA HT		1	2	3	4 = 1+2+3	Factures Directes CCAS	Total encaist	Cumul	Mensuel		Cumul	
	Mensuel	Cumul	Mensuel	Cumul	12ième	Facturation Famille	Prise en charge CCAS	repas non conso				Facturation Accessit nette	Mensuel		Cumul
septembre_2021	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	AAE
octobre_2021	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	AAE
novembre_2021	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	AAE
décembre_2021	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	AAE
janvier_2022	64 429	64 429	296 961,07	296 961,07	35 012,93	167 869,46	0,00	0,00	167 869,46	79 032,61	281 915,00	281 915,00	15 046,07	15 046,07	RAR
février_2022	45 333	109 762	210 250,69	507 211,76	35 012,93	91 798,07	0,00	0,00	91 798,07	94 507,65	221 318,65	503 233,65	-11 067,96	3 978,11	RAR
mars_2022	74 329	184 091	350 020,00	857 231,76	35 012,93	216 124,62	0,00	0,00	216 124,62	95 067,92	346 205,47	849 439,12	3 814,53	7 792,64	RAR
avril_2022	46 267	230 358	215 938,59	1 073 170,35	35 012,93	206 444,58	0,00	0,00	206 444,58	96 327,47	337 784,98	1 187 224,10	-121 846,39	-114 053,75	AAE
mai_2022	62 933	293 291	296 976,49	1 370 146,83	35 012,93	106 122,20	0,00	0,00	106 122,20	61 838,55	202 973,68	1 390 197,77	94 002,81	-20 050,94	AAE
juin_2022	68 472	361 763	320 278,27	1 690 425,11	35 012,93	197 413,41	0,00	0,00	197 413,41	88 226,05	320 652,39	1 710 850,17	-374,12	-20 425,06	AAE
juillet_2022	35 268	397 031	159 414,67	1 849 839,77	35 012,93	45 324,76	0,00	0,00	45 324,76	104 230,15	184 567,84	1 895 418,00	-25 153,17	-45 578,23	AAE
août_2022	11 513	408 544	55 702,20	1 905 541,97	35 012,93	-569,25	0,00	0,00	-569,25	55 702,20	90 145,88	1 985 563,88	-34 443,68	-80 021,91	AAE
Total	408 544		1 905 541,97		280 103,44	1 030 527,85	0,00	0,00	1 030 527,85	674 932,59	1 985 563,88		Solde intermédiaire de compensation		
													-80 021,91	A	

Sur / Sous Activité CA complémentaire

Mois	compta Mois	Compta Cumul	Compt Perso (détaché Mairie, ...)	Compt Prov Renouvlt
septembre_2021	#VALEUR!	#VALEUR!	0,00	0,00
octobre_2021	#VALEUR!	#VALEUR!	0,00	0,00
novembre_2021	#VALEUR!	#VALEUR!	0,00	0,00
décembre_2021	#VALEUR!	#VALEUR!	0,00	0,00
janvier_2022	#VALEUR!	#VALEUR!	0,00	0,00
février_2022	#VALEUR!	#VALEUR!	0,00	0,00
mars_2022	#VALEUR!	#VALEUR!	0,00	0,00
avril_2022	#VALEUR!	#VALEUR!	0,00	0,00
mai_2022	#VALEUR!	#VALEUR!	0,00	0,00
juin_2022	#VALEUR!	#VALEUR!	0,00	0,00
juillet_2022	#VALEUR!	#VALEUR!	0,00	0,00
août_2022	#VALEUR!	#VALEUR!	0,00	0,00
total	#VALEUR!		0,00	0,00

CA TOTAL

Mois	Cumul
#VALEUR!	#VALEUR!
#VALEUR!	

Solde de compensation total

Solde intermédiaire de compensation		-80 021,91	A
Sur/Sous activité	#VALEUR!		B
Solde compensation	#VALEUR!		C = A - B
Autres éléments de C/	0,00		D
Solde compensation	#VALEUR!		E = C - E
Prise en charges Imp	0,00		F
Solde compensation	#VALEUR!		G = E - F



1.4. L'ACTIVITE POUR LES TIERS

REDEVANCE FIXE REPAS TIERS

La redevance pour les repas tiers pour la période de Janvier à Août 2022 s'élève à 33.333,33 €.

Sur la période aucune production pour des repas extérieur de Janvier 2022 à Aout 2022,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230329-2023-31-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

MERCI DE VOTRE ATTENTION



SAS HUISSIER-06
Jean-Charles ALBERTINI
Jean-Maurice BRETAEU
Huissiers de Justice associés

31 Rue de Paris
Etagé 7
CS 7155
06010 Nice Cedex 01
☎ : 04.93.92.91.92
☎ : 04.93.92.91.44
contact@huissier-06.com



Site web :

<http://www.huissier-06.com>

BNP PARIBAS
IBAN N° : FR 76 30004 01136 00010108116 72
BNPAFRPPNIC

**ACTE
D'HUISSIER
DE
JUSTICE**
**COPIE CONFORME A
L'ORIGINAL**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230329-2023-31-DF
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

PROCES-VERBAL DE CONSTAT

LE SEIZE DECEMBRE DEUX MILLE VINGT ET UN, DE 9H A 11H45

A LA DEMANDE DE :

La SA SOCIETE FRANCAISE DE RESTAURATION ET SERVICES dont le siège social se trouve 6 rue de la Redoute, CP 380, 78043 GUYANCOURT CEDEX, représentée par Monsieur Stéphane VIVES Directeur de la Cuisine centrale de Grasse,

Je **J.M. BRETAEU**, Huissier de Justice associé de la Société par Actions Simplifiée **HUISSIER-06**, titulaire d'un Office d'Huissiers de Justice dont le siège social est 31 Rue de Paris à NICE (06000), soussigné,

Certifie m'être rendu ce jour, à l'heure indiquée, dans les locaux de la Cuisine centrale de Grasse sis 190 route de Cannes à Grasse où Monsieur VIVES m'a exposé ce qui suit :

« Dans le cadre de la fin d'une délégation de service public, la SOCIETE FRANCAISE DE RESTAURATION ET SERVICES – SODEXO doit restituer les locaux de la Cuisine centrale de Grasse à l'échéance du 31/12/2021.

Afin de sauvegarder les droits et intérêts de la SOCIETE FRANCAISE DE RESTAURATION ET SERVICES, nous vous requérons à l'effet de procéder à l'inventaire et à l'état des lieux de ces locaux ».

Déférant à cette requête, étant à ladite adresse, j'ai procédé aux constatations suivantes en présence de :

Monsieur Stéphane VIVES, Directeur de la Cuisine centrale de Grasse.

Monsieur Olivier FLAMAND, représentant la société ELIOR nouveau délégataire à compter du 01/01/2022.

Monsieur Olivier GIRARDEAU, Contrôleur de Gestion à la Ville de Grasse.

COUT DE L'ACTE	
Décret n°2016-230 du 26 février 2016 Arrêté du 28 février 2020 fixant les tarifs réglementés des huissiers de justice	
Honoraires (Art L444-1)	
Honoraires Constat	700,00
Frais de déplacement (Art A444-48)	7,67
Total HT	707,67
TVA (20,00 %)	141,53
Total TTC	849,20
Acte dispensé de la taxe	



Références : V - 137367
SV - PVCONSTAT

Bureau magasinier :

Pièce à l'état d'usage, sans désordre manifeste apparent.

Inventaire :

- 1 enregistreur de température Minilide Froid.
- 1 table ronde.
- 1 armoire bureautique.
- 1 meuble bas.
- 3 chaises.

Réception :

Pièce à l'état d'usage et sans désordre manifeste apparent, mis à part le revêtement du sol qui est très usagé et abimé par endroits :



Inventaire :

- 2 transpalettes manuels.
- 1 balance de quai.
- 1 désinsectiseur.
- 1 table inox avec étagère basse et dossier.
- 1 pupitre inox.

Couloir chambres froides :

Pièce à l'état d'usage et sans désordre manifeste apparent, mis à part le revêtement du sol qui est très usagé et abimé par endroits.

Un plafonnier avec deux tubes néon est hors service.

Inventaire :

1 filtre à eau.

1 pupitre inox mobile.

1 lave mains réglementaire, dont il manque une plaque en façade sous la vasque :



Local déchets :

Pièce à l'état d'usage, sans désordre manifeste apparent.

Inventaire :

1 autolaveuse.

1 nettoyeur à vapeur, pour lequel des réserves sont émises concernant son bon fonctionnement.

1 nettoyeur à vapeur, pour lequel des réserves sont émises concernant son bon fonctionnement.

1 broyeur à carton.

1 centrale de lavage murale.

Réserve fruits et légumes :

Pièce à l'état d'usage, sans désordre manifeste apparent.

Inventaire :

3 rayonnages aluminium et plastique.

Réserve épicerie :

Pièce à l'état d'usage, sans désordre manifeste apparent.

Inventaire :

8 rayonnages aluminium et plastique.

Chambre froide négative :

Espace à l'état d'usage et sans désordre manifeste apparent, mis à part un plafonnier avec deux tubes néon qui est hors service.

Inventaire :

2 rayonnages aluminium et inox.

Chambre froide BOF :

Espace à l'état d'usage, sans désordre manifeste apparent.

Inventaire :

1 rayonnage inox barreaudé.

3 rayonnages aluminium et plastique.

Local boitage :

Pièce à l'état d'usage et sans désordre manifeste apparent, mis à part sa porte d'entrée qui ne ferme pas.

Sas entrée cuisine :

Espace à l'état d'usage et sans désordre manifeste apparent, mis à part des traces de rouille derrière le lave-mains.

Inventaire :

- 1 lave-semelles.
- 1 support poubelle mobile.
- 1 lave-mains réglementaire.



Préparation froide :

Pièce à l'état d'usage et sans désordre manifeste apparent, mis à part des traces de rouille derrière le lave-mains et des joints muraux à nettoyer.

Inventaire :

- 1 machine operculeuse Meca 602 avec 5 matrices.
- 1 trancheur à viande, présentant des points de rouille en bordure de la lame.
- 1 coupe légumes.
- 1 balance.
- 1 porte-sac poubelle à pince.
- 1 lave-mains.
- 1 table inox mobile.
- 1 table avec étagère basse et dossier.
- 1 table du chef avec étagère basse.



Sas déconditionnement :

Pièce à l'état d'usage et sans désordre manifeste apparent, mis à part des traces de rouille à gauche de la porte coulissante.

Inventaire :

- 1 support poubelle mobile.
- 1 lave-mains réglementaire.
- 2 tables de déboitage avec douchette.
- 1 table inox avec support ouvre-boite.
- 1 ouvre-boite pneumatique.



Conditionnement :

Pièce à l'état d'usage et sans désordre manifeste apparent, mis à part des petits trous ainsi que des traces et marques diverses sur le mur à gauche de l'atelier cuisson.

Inventaire :

- 1 chaîne de conditionnement.
- 1 table d'accumulation rotative.
- 1 système d'impression, pour lequel des réserves sont émises concernant son bon fonctionnement.
- 3 balances électroniques.
- 2 tables inox mobiles, avec étagère basse.
- 1 table inox mobile.
- 1 étiqueteuse.
- 1 table inox avec étagère basse.

- 3 supports poubelle mobiles.
- 1 lave-mains réglementaire.
- 1 table imprimante.



Zone cuisson :

Pièce à l'état d'usage, sans désordre manifeste apparent.

Inventaire :

- 1 mixeur portatif.
- 1 table inox mobile.
- 1 fourneau à gaz.
- 1 marmite bain-marie à gaz, dont il manque la poignée sur le robinet d'arrivée d'eau.
- 1 turbo broyeur.
- 1 cutter.
- 1 lave-mains réglementaire.
- 1 hotte 90/10 500 L 2500 Av 1500
- 1 hotte 90/10 500 L 1000 Av 1500.
- 1 hotte 90/10 500 L 2000 Av 1500.
- 1 table du chef avec étagère basse.
- 1 désinsectiseur.

1 batteur-mélangeur avec accessoires.
1 balance.
1 étagère aluminium 4 plateaux.
1 fourneau Armen AM5 2 feux 6KW.
2 sauteuses variocooking center Multificiency 311+.
2 fours à gaz.
4 chariots d'enfournement.
1 meuble bas avec groupe logé à gauche 3 portes.
2 cellules de refroidissement.
1 plonge batterie 2 bacs avec douchette.
1 cellule de refroidissement rapide.
1 support poubelle inox.
1 lave-batterie Meiko FV 250.

Plonge :

Pièce à l'état d'usage et sans désordre manifeste apparent, mis à part :

- Points de rouille autour du « coup de poing » mural.
- Protections murales à refixer.
- Battant droit de la porte d'entrée qui est abimé.
- Porte d'entrée sans poignée.
- Porte de sortie ne ferme pas.



Inventaire :

1 lave-mains réglementaire.
1 plonge inox 2 bacs avec douchette.
1 lave-cagettes à avancement.
1 table sortie lave-cagettes.
1 armoire inox.
Lot de chariots inox.
1 étagère aluminium.
1 désinsectiseur.

Allotissement :

Pièce à l'état d'usage et sans désordre manifeste apparent, mis à part des absences de carrelage sur le sol par endroits.



Quai :

Espace à l'état d'usage, sans désordre manifeste apparent.

Inventaire :

1 étagère aluminium.
1 table du chef non raccordée.
1 balance.

Couloir évacuation déchets :

Pièce à l'état d'usage, sans désordre manifeste apparent.

Inventaire :

1 armoire inox.

Local informatique :

Pièce à l'état d'usage, sans désordre manifeste apparent.

Inventaire :

1 enregistreur de température Minilide chaud.

1 étagère aluminium.

2 étagères métalliques.

1 armoire.

Local administratif :

Pièce à l'état d'usage, sans désordre manifeste apparent.

Inventaire :

1 armoire.

2 bureaux.

7 chaises.

2 fauteuils.

Vestiaires Hommes :

Pièce à l'état d'usage, sans désordre manifeste apparent.

Inventaire :

1 armoire à linge.

14 vestiaires simple.

1 lave-mains réglementaire.

Toilettes visiteurs :

Pièce à l'état d'usage, sans désordre manifeste apparent.

Vestiaires Femmes :

Pièce à l'état d'usage et sans désordre manifeste apparent, mis à part l'absence de la grille d'aération au plafond dans le wc à droite.

Inventaire :

1 armoire à linge.
8 vestiaires simple.
1 lave-mains réglementaire.

Bureau Chef de production :

Pièce à l'état d'usage, sans désordre manifeste apparent.

Inventaire :

1 bureau.

Bureau Directeur :

Pièce à l'état d'usage, sans désordre manifeste apparent.

Inventaire :

1 bureau.
1 armoire.
1 meuble support.
1 système vidéo.
1 table ronde.
4 chaises.

Salle de réunion :

Pièce à l'état d'usage, sans désordre manifeste apparent.

Inventaire :

1 armoire bureautique.
5 tables.
18 chaises.
5 fauteuils.
1 porte-manteau.

Office du personnel :

Pièce à l'état d'usage, sans désordre manifeste apparent.

Inventaire :

1 piètement inox four.
1 four de remise en température sur piètement.
1 support poubelle mobile.
1 armoire froide.
1 meuble neutre.
1 four micro-ondes.
1 adoucisseur.
1 lave-vaisselle frontal.
1 table
11 chaises.

Local technique 1 :

Local à l'état d'usage, sans désordre manifeste apparent.

Inventaire :

1 centrale Froid.
1 centrale Climatisation.

Local technique 2 :

Local à l'état d'usage, sans désordre manifeste apparent.

Local technique 3 :

Local à l'état d'usage, sans désordre manifeste apparent.

Inventaire :

2 adoucisseurs.
2 compresseurs.
1 chaudière.
2 ballons d'eau chaude.

_____000_____

Telles sont mes constatations.

Et de ce qui précède, j'ai dressé le présent procès-verbal pour servir et valoir ce que de droit auquel j'ai intégré des photos prises par mes soins.

Jean-Maurice BRETAUDEAU



MISE A JOUR INVENTAIRE MATERIEL CUISINE CENTRALE DE GRASSE

MATERIEL	NB	ANNEE ACQUIS	MODELE	TOTAL HT	2 018
Enregistreur de température Minilide froid	1	2019	Microlide	4 645,16 €	OK
Table ronde	1	2020			
Armoire bureautique	1	2020			
Meuble Bas	1	2019			
Chaises	3	2019			
Transpalette Manuel	2	2007	2 tonnes	269,00 €	OK
Balance de quai	1	2007	METTLER - IND 425	284,00 €	OK
Désinsectiseur	1	2007	suspendu	318,95 €	OK
Table inox avec dossier et étagère basse	1				
Pupitre Inox	1				
Table mobile inox	0	2007	TOURNUS - 1000*500	513,40 €	OK
Lave-mains réglementaire	1	2007	TOURNUS - TS2000	539,85 €	OK
Pupitre inox mobile	1	2007		401,05 €	OK
Filtre à eau	1				
Autolaveuse	1	2007	ECOLAB - S50 BT	4 000,00 €	OK
Nettoyeur vapeur (en réserve)	1	2007	SANIVAP - SV2000i	4 185,00 €	OK
Nettoyeur vapeur (en réserve)	1	2007	SANIVAP - SV4000A	4 185,00 €	OK
Broyeur à cartons	1	2007			
Nettoyeur vapeur (en réserve)	1				
Rayonnage alu + plastique	3	2020	TOURNUS - 4 niveaux p.50	196,30 €	OK
Rayonnage alu + plastique	8	2007	TOURNUS - 4 niveaux p.50	196,30 €	OK
Rayonnage inox + alu	2	2007	4 niveaux	190,45 €	OK
Rayonnage tout inox barreaudé	1	2017	BC INOX	1 134,00 €	OK
Rayonnage alu + plastique	3	2017		1 134,00 €	OK
Lave-semelles	1	2007	BOBET - LS ECO	826,00 €	OK
Support poubelle mobile	1	2007	TOURNUS - A pinces	180,70 €	OK
Lave-mains réglementaire	1	2007	TOURNUS - TS2000	539,85 €	OK

Trancheur à viandes	1	2007	DELCOUPE Modèle : Amiral P350		OK
Coupe légumes	1	2007	ROBOT COUPE - CL 60 D	9 011,56 €	OK
Mécapack 602	1				
Balances	5				
Table Inox mobile	1				
Table a dossier avec étagère basse	1				
Porte sac poubelle pince	1				
Lave main	1				
Support poubelle mobile	1	2007	TOURNUS - A pinces	180,70 €	OK
Lave-mains réglementaire	1	2007	TOURNUS - TS2000	539,85 €	OK
Table de déboîitage avec douchette	2	2007		1 659,05 €	OK
Table inox support ouvre boîte	1	2007	2000*700	519,90 €	OK
Table centrale inox	0	2007	1000*600	418,50 €	OK
Ouvre-boîte électrique	0	2007	L.TELLIER - OE750M	2 095,00 €	REBUT *
Ouvre-boîte pneumatique	1	2020			OK
Chaîne de conditionnement Meca S 2000	1	2007	MECA - S2000	67 906,08 €	OK
Table d'accumulation rotative	1	2007	MECA	5 050,75 €	OK
Système d'impression	1	2007	MECA	23 438,30 €	OK
Balance électronique	3	2007	METTLER - BBA 422 6SM	251,00 €	OK
Table mobile inox avec étagère basse	2	2007	TOURNUS - 2000*700	734,40 €	OK
Table mobile inox	1	2007	600*600	505,60 €	OK
Etiqueteuse	1	2007	METO 5000	1 800,00 €	OK
Balance électronique	0	2007	METTLER - BBA 422 - 3Kg	251,00 €	OK
Balance électronique	0	2007	OHAUS - 15Kg/5g	739,38 €	OK
Chariot à barquettes	0	2007		323,91 €	OK
Table inox avec étagère basse	1	2007	TOURNUS - 1000*600	579,05 €	OK
Support poubelle mobile	3	2007	TOURNUS - A pinces	180,70 €	OK
Lave-mains réglementaire	1	2007	TOURNUS - TS2000	539,85 €	OK
Thermoscolleuse	0	2007	MECA - S602	11 768,64 €	OK
Stérilisateur à couteaux	0	2007	BOURGEAT	267,80 €	REBUT *
Table mobile inox avec étagère basse	0	2007	TOURNUS - 2000*700	734,40 €	OK
Balance électronique	1	2007	METTLER - SPIDER 2S - 6	251,00 €	OK
Table mobile inox	0	2007	TOURNUS - 600*600	505,60 €	OK
Table imprimante	1				
Mixer portatif	1	2007	ROBOT COUPE - MP450	584,84 €	OK
Table mobile inox	1	2007	TOURNUS - 1000*600	579,05 €	OK
Fourneau gaz	1	2007	TECNOX - 2 feux	244,00 €	OK
Marmite bain-marie gaz	1	2007	CHARVET - PRIG 320M.0	10 527,84 €	OK
Turbo-broyeur	1	2007	DITO - TBX 120	3 349,00 €	OK
Table du chef	0	2007	TOURNUS	1 027,90 €	OK
Cutter	1	2007	DITO - K35	886,77 €	OK

Lave-mains réglementaire	1	2007	TOURNUS - TS2000	539,85 €	OK
Hottes 90/10 500 L 2500 Av 1500	1	2017	NOVAX CONFORT	3 809,00 €	OK
Hottes 90/10 500 L 1000 Av 1500	1	2017	NOVAX CONFORT	2 995,00 €	OK
Hottes 90/10 500 L 2000 Av 1500	1	2017	NOVAX CONFORT	3 568,00 €	OK
Table du chef avec étagère basse	1	2017	TOURNUS	1 220,00 €	OK
Lave-mains réglementaire	0	2017	TOURNUS	155,00 €	OK
Fourneau ARMEN AM5 2 feux 6KW	1	2017	CAPIC	1 704,00 €	OK
Sauteuse varioCooking Center MULTIFICENCY 311+	2	2017	FRIMA	38 920,00 €	OK
Four (appareil à gaz)	2	2017	RATIONAL CombiMaster	42 094,00 €	OK
Chariot d'enfournement	4	2017	RATIONAL	3 346,00 €	OK
Meuble bas avec groupe logé à gauche 3 portes	1	2017	INOX 6 clayets	3 366,00 €	OK
Table mobile	0	2017	BC INOX	2 085,00 €	OK
Cellule de refroidissement	2	2017	FRIGINOX	15 670,00 €	OK
Lave mains plonge batterie	0	2017	TOURNUS	138,00 €	OK
Plonge batterie 2 bacs avec douche	1	2017	BC INOX	2 120,00 €	OK
Cellule de refroidissement rapide	1	2019	Boréole	7 478,00 €	OK
Lave Batterie Meiko	1				
Support poubelle inox	1				
Etagère alu 4 plateaux	1				
Balance	1				
Désinsectiseur	1				
Batteur Mélangeur + Accessoires	1				
Lave-mains réglementaire	1	2007	TOURNUS - TS2000	539,85 €	OK
Support poubelle mobile	0	2007	TOURNUS - A-pinces	180,70 €	OK
Plonge 2 bacs inox + douchette	1	2007		1 278,15 €	OK
Lave-cagettes à avancement	1	2007	COMENDA	24 764,00 €	OK
Table sortie lave-cagettes	1	2007		310,00 €	OK
Armoire inox	1				
Etagère	1				
Lot de Chariots	1				
Désinsectiseur	1				
Table du chef (non raccordée)	1				
Balance	1				
étagère alu	1				
Armoire inox	1				
Enregistreur de température Minilide chaud	1	2019	Microlide	2 800,00 €	OK
Etagère alu	1				
Etagère métalliques	2				

Armoire	1				
Bureau	2				
Chaises	7				
Fauteuils	2				
Vestiaire simple	14	2007	TECHNITOL	205,00 €	OK
Lave-mains réglementaire	1	2007	TOURNUS - TS2000	539,85 €	OK
Armoire a linge sale	1				
Vestiaire simple	8	2007	TECHNITOL	205,00 €	OK
Lave-mains réglementaire	1	2007	TOURNUS - TS2000	539,85 €	OK
Armoire a linge sale	1				
Table Ronde	1				
Chaises	2				
Fauteuil	1				
Bureau	1				
Armoire	1				
Meuble support	1				
Système Vidéo surveillance	1				
Table ronde	1				
Chaises	4				
Armoire	1				
Tables	5				
Chaises	18				
Vidéo projecteur	1				
Piètement four	1	2007	BTR - RTB423DI	3 912,63 €	OK
Four de remise en température sur piètement	1	2007	BTR - RTB423DI	3 912,63 €	OK
Support poubelle mobile	1	2007	TOURNUS - A pinces	180,70 €	OK
Armoire froide	1	2007	LIEBHERT	960,00 €	OK
Meuble neutre	1	2007		1 223,20 €	OK
Four micro-ondes	1	2007		119,00 €	OK
Adoucisseur	1	2007		631,00 €	OK
Lave-vaisselle frontal	1	2007	COMEBNDA - BHC 25-A	2 903,88 €	OK
Tables	2				
Chaises	11				
Centrale froid	1				
Centrale climatiseur	1				

Adoucisseur	1				
Compresseur	1				
Chaudière à Gaz	1				
Ballon d'eau chaude	2				

*** Matériel mis à disposition des services techniques de la ville.**

**DETAIL DE LA REPARTITION DES CHARGES
SELON L'ANNEXE N°14**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230329-2023-31-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

Matériel	Répartition des charges
Armoire froide positive (réfrigérateur)	C
Armoire froide négative (congélateur)	C
Armoire inox	V
Meuble inox à portes coulissantes	V
Table inox à dossier avec étagère basse	V
Table inox à dossier sans étagère basse	V
Etagère murale inox	V
Placard mural (non inox) dans l'office	V
Placard mural (non inox) dans la salle à manger	V
Armoire à produits d'entretien	V
Armoire vestiaire (nombre de casiers)	V
Four de remise en température	C
Piètement de four de remise en température	C
Chariot de four	C
Four micro ondes (spécifique PAI)	V
Lave mains	C
Plonge 1 bac	C
Plonge 2 bacs	C
Douchette	C
Entrée plonge-lave-vaisselle	C
Table entrée lave-vaisselle	C
Table sortie lave-vaisselle	C
Lave-vaisselle à capot	C
Lave-vaisselle à entrée frontale	C
Adoucisseur interne	C
Adoucisseur externe	C
Désinsectiseur	V
Hotte (nombre de filtres)	V
Centrale de désinfection	V
Monte charges	V
Chariot de service inox	V
Support sac poubelle à pinces	V
Support sac-poubelle à pédale	V
Meuble de maintien en température (table chaude)	C
Meuble de distribution self bain-marie à eau	C
Meuble de distribution self bain-marie à vapeur	C
Meuble de distribution réfrigéré (self)	C
Meuble à couverts (self)	C
Meuble à plateaux (self)	C
Chariot à assiettes à niveaux constants (self)	C
Poste de débarrassage (self)	C
Echelle de débarrassage à plateaux (self)	C
Fontaine à eau réfrigérée salle à manger	C
Coupe-pain électrique	C
Table en inox sans dossier	V
Chariot de maintien en température	C

INVENTAIRE DES MATERIELS DES OFFICES (ET REFECTOIRES)

NOM DE L'ECOLE : Cinsault (maternelle)

Date de l'inventaire :

Matériel	Nombre	Répartition des charges	Date de la mise en service	Marque du matériel	Modèle-type	Etat du matériel
Armoire froide positive (réfrigérateur)	2	C	2005 2005	ZANUSSI LIEBHERR	RS13PX2F UGK61506INDEX10E/085	PASSABLE PASSABLE
Armoire froide négative (congélateur) coffre	1	C				
Armoire inox	1	V				
Meuble inox à portes coulissantes	2	V				
Table inox à dossier avec étagère basse	0	V				
Table inox à dossier sans étagère basse	1	V				
Etagère murale inox	0	V				
Placard mural (inox) dans l'office	1	V				
Placard mural (non inox) dans la salle à manger	0	V				
Armoire à produits d'entretien	0	V				
Armoire vestiaire (nombre de casiers)	4	V				
Four de remise en température 10 niveaux Four de remise en température 6 niveaux	1	C	2005 2005	TECNO TECNOX	PROGIM - 2005 RB101M - 2005	NEUF NEUF
Piètement de four de remise en température	1	C				
Chariot de four	0	C				
Four micro ondes (spécifique PAI)	1	V				
Lave mains	2	C				
Plonge 1 bac	0	C				
Plonge 2 bacs	1	C				
Douchette	1	C				
Entrée plonge-lave-vaisselle	1	C				
Table entrée lave-vaisselle	0	C				
Table sortie lave-vaisselle	1	C				
Lave-vaisselle à capot	1	C	2005	DIHR	HT11 - 9KW - 400v	PASSABLE
Lave-vaisselle à entrée frontale	0	C				
Adoucisseur interne	0	C				
Adoucisseur externe	1	C				
Désinsectiseur	1	V				
Hotte (nombre de filtres)	2	V				
Centrale de désinfection	0	V				
Monte charges	0	V				
Chariot de service inox	4	V				
Support sac poubelle à pinces	1	V				
Support sac-poubelle à pédale	0	V				
Meuble de maintien en température (table chaude)	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à eau	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à vapeur	0	C				
Meuble de distribution réfrigéré (self)	0	C				
Meuble à couverts (self)	0	C				
Meuble à plateaux (self)	0	C				
Chariot à assiettes à niveaux constants (self)	0	C				
Poste de débarrassage (self)	0	C				
Echelle de débarrassage à plateaux (self)	0	C				
Fontaine à eau réfrigérée salle à manger	1	C				
Coupe-pain électrique	0	C				
Table en inox sans dossier	0	V				
Chariot de maintien en température	0	C				
Rayonnage Alu	2	V				

INVENTAIRE DES MATERIELS DES OFFICES (ET REFECTOIRES)

NOM DE L'ECOLE : Antoine Maure élémentaire

Date de l'inventaire :

Matériel	Nombre	Répartition des charges	Date de la mise en service	Marque du matériel	Modèle-type	Etat du matériel
Armoire froide positive (réfrigérateur)	2	C	2007	LIEBHERR	GKPV6570 - INDEX10D/001 / au R134a	PASSABLE
Armoire froide négative (congélateur) coffre	1	C				
Armoire inox	0	V				
Meuble inox à portes coulissantes	0	V				
Table inox sans dossier avec étagère basse	1	V				
Table inox à dossier sans étagère basse	0	V				
Etagère murale inox	1	V				
Placard mural (non inox) dans l'office	0	V				
Placard mural (non inox) dans la salle à manger	2	V				
Armoire à produits d'entretien	0	V				
Armoire vestiaire (nombre de casiers)	7	V				
Four de remise en température 4 niveaux	2	C	1981	EUROFOURS	FG11E101	PASSABLE
Four de remise en température 10 niveaux			1997			PASSABLE
Piètement de four de remise en température	2	C				
Chariot de four	0	C				
Four micro ondes (spécifique PAI)	1	V				
Lave mains	2	C				
Plonge 1 bac	0	C				
Plonge 2 bacs	1	C				
Douchette	1	C				
Entrée plonge-lave-vaisselle	1	C				
Table entrée lave-vaisselle	0	C				
Table sortie lave-vaisselle	1	C				
Lave-vaisselle à capot	1	C	2020			
Lave-vaisselle à entrée frontale	0	C				REBUS
Lave-vaisselle à entrée	0	C	2020			
Adoucisseur interne	0	C				
Adoucisseur externe	1	C				
Désinsectiseur	0	V				
Hotte (nombre de filtres)	0	V				
Centrale de désinfection	0	V				
Monte charges	0	V				
Chariot de service inox	4	V				
Support sac poubelle à pinces	0	V				
Support sac-poubelle à pédale	2	V	1 cassé			
Meuble de maintien en température (table chaude)	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à eau	1	C				
Meuble de distribution self bain-marie à vapeur	0	C				
Meuble de distribution réfrigéré (self)	1	C				
Meuble à couverts (self)	1	C				
Meuble à plateaux (self)	1	C				
Chariot à assiettes à niveaux constants (self)	1	C				
Poste de débarrassage (self)	2	C				
Echelle de débarrassage à plateaux (self)	0	C				
Fontaine à eau réfrigérée salle à manger	0	C				
Coupe-pain électrique	0	C				
Table en inox sans dossier	0	V				
Chariot de maintien en température	0	C				

INVENTAIRE DES MATERIELS DES OFFICES (ET REFECTOIRES)

NOM DE L'ECOLE : Gambetta maternelle

Date de l'inventaire :

Matériel	Nombre	Répartition des charges	Date de la mise en service	Marque du matériel	Modèle-type	Etat du matériel
Armoire froide positive (réfrigérateur)	2	C	2011	LIEBHERR	R600/60GRS / GKV6160 / INDEX20.I/085	NEUF
Armoire froide négative (congélateur) COFFRE	1	C				
Armoire inox	0	V				
Meuble inox à portes coulissantes	2	V				
Table inox à dossier avec étagère basse	0	V				
Table inox à dossier sans étagère basse	0	V				
Etagère murale inox	1	V				
Placard mural (non inox) dans l'office	0	V				
Placard mural (non inox) dans la salle à manger	2	V				
Armoire à produits d'entretien INOX	1	V				
Armoire vestiaire (nombre de casiers)	4	V				
Four de remise en température	1	C	2008	TECNOX	RB101M	NEUF
Piètement de four de remise en température	1	C				
Chariot de four	0	C				
Four micro ondes (spécifique PAI)	1	V				
Lave mains	1	C				
Plonge 1 bac	0	C				
Plonge 2 bacs	1	C				
Douchette	1	C				
Entrée plonge-lave-vaisselle	1	C				
Table entrée lave-vaisselle	0	C				
Table sortie lave-vaisselle	1	C				
Lave-vaisselle à capot	1	C	2011	DIHR	B1600C	NEUF
Lave-vaisselle à entrée frontale	0	C				
Adoucisseur interne	1	C				
Adoucisseur externe	0	C				
Désinsectiseur	1	V				
Hotte (nombre de filtres)	1	V				
Centrale de désinfection	0	V				
Monte charges	0	V				
Chariot de service inox	2	V				
Support sac poubelle à pinces	0	V				
Support sac-poubelle à pédale	2	V				
Meuble de maintien en température (table chaude)	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à eau	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à vapeur	0	C				
Meuble de distribution réfrigéré (self)	0	C				
Meuble à couverts (self)	0	C				
Meuble à plateaux (self)	0	C				
Chariot à assiettes à niveaux constants (self)	0	C				
Poste de débarrassage (self)	0	C				
Echelle de débarrassage à plateaux (self)	0	C				
Fontaine à eau réfrigérée salle à manger	0	C				
Coupe-pain électrique	0	C				
Table en inox sans dossier	0	V				
Chariot de maintien en température	0	C				
ARMOIRE A COUTEAUX	1					

INVENTAIRE DES MATERIELS DES OFFICES (ET REFECTOIRES)

NOM DE L'ECOLE : Dracéa

Date de l'inventaire :

Matériel	Nombre	Répartition des charges	Date de la mise en service	Marque du matériel	Modèle-type	Etat du matériel
Armoire froide positive (réfrigérateur) dont 1 double	2	C	2009	ODIC	HDR1200+ELB	NEUF
Armoire froide négative (congélateur)	1	C				
Armoire inox	0	V				
Meuble inox à portes coulissantes	2	V				
Table inox à dossier avec étagère basse	1	V				
Table inox à dossier sans étagère basse	0	V				
Etagère murale inox	0	V				
Placard mural (non inox) dans l'office	0	V				
Placard mural (non inox) dans la salle à manger	0	V				
Armoire à produits d'entretien	1	V				
Armoire vestiaire (nombre de casiers)	7	V				
Four de remise en température 10 niveaux	2	C	2002	EUROFOURS	110W1EU	PASSABLE
Piètement de four de remise en température	2	C				
Chariot de four	0	C				
Four micro ondes (spécifique PAI)	1	V				
Lave mains	1	C				
Plonge 1 bac	0	C				
Plonge 2 bacs	1	C				
Douchette	1	C				
Entrée plonge-lave-vaisselle	1	C				
Table entrée lave-vaisselle	0	C				
Table sortie lave-vaisselle	1	C				
Lave-vaisselle à capot	1	C	2009	Tuyau dessous cassé COMENDA	C100- AU R600a-9kw	NEUF
Lave-vaisselle à entrée frontale	0	C				
Adoucisseur	0	C	2014	RONDEO	Marque CTA	NEUF
Adoucisseur externe	1	C				
Désinsectiseur	0	V				
Hotte (nombre de filtres)	0	V				
Centrale de désinfection	0	V				
Monte charges	0	V				
Chariot de service inox	3	V				
Support sac poubelle à pinces inox	1	V				
Support sac-poubelle à pédale	0	V				
Meuble de maintien en température (table chaude)	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à eau	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à vapeur	1	C				
Meuble de distribution réfrigéré (self)	1					
Meuble à couverts (self)	1	C				
Meuble à plateaux (self)	1	C				
Chariot à assiettes à niveaux constants (self)	1	C				
Poste de débarrassage (self)	3	C				
Echelle de débarrassage à plateaux (self)	0	C				
Fontaine à eau réfrigérée salle à manger	0	C				
Coupe-pain électrique	0	C				
Table en inox sans dossier	0	V				
Chariot de maintien en température	1	C				

INVENTAIRE DES MATÉRIELS DES OFFICES (ET REFECTOIRES)

NOM DE L'ECOLE : Rose de Mai

Date de l'inventaire :

Matériel	Nombre	Répartition des charges	Date de la mise en service	Marque du matériel	Modèle-type	État du matériel
Armoire froide positive (réfrigérateur)	1	C	2010	LIEBHERR	R600/608 - INDEX 20J/085	NEUF
Armoire froide négative (congélateur) coffre	1	C				
Armoire inox	0	V				
Meuble inox à portes coulissantes	0	V				
Table inox à dossier avec étagère basse	2	V				
Table inox à dossier avec étagère basse	0	V				
Etagère murale inox	0	V				
Placard mural (non inox) dans l'office	0	V				
Placard mural (non inox) dans la salle à manger	1	V				
Armoire à produits d'entretien	0	V				
Armoire vestiaire (nombre de casiers)	5	V				
Four de remise en température	1	C	1993	EURESTO	11 - 10W - 11EU	PASSABLE
Piètement de four de remise en température	1	C				
Chariot de four	0	C				
Four micro ondes (spécifique PAI)	1	V				
Lave mains	1	C				
Plonge 1 bac	0	C				
Plonge 2 bacs	1	C				
Douchette	1	C				
Entrée plonge-lave-vaisselle	0	C				
Table entrée lave-vaisselle	1	C				
Table sortie lave-vaisselle	1	C				
Lave-vaisselle à capot	1	C	2004	SAMMIC	effacé	VETUSTE
Lave-vaisselle à entrée frontale	0	C				
Adoucisseur interne	0	C				
Adoucisseur externe	0	C				
Désinsectiseur	0	V				
Hotte (nombre de filtres)	0	V				
Centrale de désinfection	0	V				
Monte charges	0	V				
Chariot de service inox	3	V				
Support sac poubelle à pinces	0	V				
Support sac-poubelle à pédale	2	V				
Meuble de maintien en température (table chaude)	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à eau	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à vapeur	0	C				
Meuble de distribution réfrigéré (self)	0	C				
Meuble à couverts (self)	0	C				
Meuble à plateaux (self)	0	C				
Chariot à assiettes à niveaux constants (self)	0	C				
Poste de débarrassage (self)	0	C				
Echelle de débarrassage à plateaux (self)	0	C				
Fontaine à eau réfrigérée salle à manger	0	C				
Coupe-pain électrique	0	C				
Table en inox sans dossier	0	V				
Chariot de maintien en température	0	C				

INVENTAIRE DES MATERIELS DES OFFICES (ET REFECTOIRES)

NOM DE L'ECOLE : Jean Crabalona élémentaire

Date de l'inventaire :

Matériel	Nombre	Répartition des charges	Date de la mise en service	Marque du matériel	Modèle-type	Etat du matériel
Armoire froide positive (réfrigérateur)	2	C	2010	LIEBHERR	GKPV6570 - INDEX40A/514 - GAZ R290	NEUF
Armoire froide négative (congélateur)	1	C				
Armoire inox	0	V				
Meuble inox à portes coulissantes	2	V	1 porte defectueuse			
Table inox à dossier avec étagère basse	1	V				
Table inox à dossier sans étagère basse	0	V				
Etagère murale inox	1	V				
Placard mural (non inox) dans l'office	0	V				
Placard mural (non inox) dans la salle à manger	0	V				
Armoire à produits d'entretien	0	V				
Armoire vestiaire (nombre de casiers)	8	V				
Four de remise en température 10 niveaux	1	C	1995	EUROFOURS	FG-11E101 - 10KW	PASSABLE
Piètement de four de remise en température	1	C				
Chariot de four	0	C				
Four micro ondes (spécifique PAI)	1	V				
Lave mains	0	C				
Plonge 1 bac	1	C				
Plonge 2 bacs	0	C				
Douchette	1	C				
Entrée plonge-lave-vaisselle	1	C				
Table entrée lave-vaisselle	0	C				
Table sortie lave-vaisselle	1	C				
Lave-vaisselle à capot	1	C	2001	EUROCHEF	GASTRO115	PASSABLE
Lave-vaisselle à entrée frontale	0	C				
Adoucisseur interne	0	C	2012	CTA	RONDEO	NEUF
Adoucisseur externe	1	C				
Désinsectiseur	0	V				
Hotte (nombre de filtres)	0	V				
Centrale de désinfection	0	V				
Monte charges	1	V				
Chariot de service inox	3	V				
Support sac poubelle à pinces	0	V				
Support sac-poubelle à pédale	2	V				
Meuble de maintien en température (table chaude)	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à eau	1	C				
Meuble de distribution self bain-marie à vapeur	0	C				
Meuble de distribution réfrigéré (self)	1	C				
Meuble à couverts (self)	1	C				
Meuble à plateaux (self)	1	C				
Chariot à assiettes à niveaux constants (self)	0	C				
Poste de débarrassage (self)	2	C				
Echelle de débarrassage à plateaux (self)	0	C				
Fontaine à eau réfrigérée salle à manger	0	C				
Coupe-pain électrique	0	C				
Table en inox sans dossier	0	V				
Chariot de maintien en température	1	C				

INVENTAIRE DES MATERIELS DES OFFICES (ET REFECTOIRES)

NOM DE L'ECOLE : Saint Exupéry

Date de l'inventaire :

Matériel	Nombre	Répartition des charges	Date de la mise en service	Marque du matériel	Modèle-type	Etat du matériel
Armoire froide positive (réfrigérateur)	2	C	2009	LIEBHERR	GKPV 1470 INDEX 11B/001 - R134a	NEUF
Armoire froide négative (congélateur) COFFRE	1	C		WHIRLPOOL		
Armoire inox	0	V				
Meuble inox à portes coulissantes	1	V				
Table inox SANS dossier avec étagère basse	2	V				
Table inox à dossier sans étagère basse	1	V				
Etagère murale inox	0	V				
Placard mural (non inox) dans l'office	0	V				
Placard mural (non inox) dans la salle à manger	0	V				
Armoire à produits d'entretien	0	V				
Armoire vestiaire (nombre de casiers) 13	4x3 et 1x1	V				
Four de remise en température 10 niveaux Four de remise en température 5 niveaux	3	C	2004 2004	EUROFOURS	FG-11E10 1 - 10KW - 400V	PASSABLE VETUSTE
Piètement de four de remise en température	3	C				
Chariot de four	0	C				
Four micro ondes (spécifique PAI)	1	V				
Lave mains	1	C				
Plonge 1 bac	1	C				
Plonge 2 bacs	1	C	MANQUE FACADE			
Douchette	1	C				
Entrée plonge-lave-vaisselle	0	C				
Table entrée lave-vaisselle	1	C				
Table sortie lave-vaisselle	1	C				
Lave-vaisselle à capot	1	C	1997	COMENDA	400W	VETUSTE
Lave-vaisselle à entrée frontale	0	C				
Adoucisseur interne	0	C				
Adoucisseur externe	1	C				
Désinsectiseur	0	V				
Hotte (nombre de filtres)	2	V				
Centrale de désinfection	0	V				
Monte charges	0	V				
Chariot de service inox	12	V				
Support sac poubelle à pinces	0	V				
Support sac-poubelle à pédale	4	V				
Meuble de maintien en température (table chaude)	1	C				
Meuble de distribution self bain-marie à eau	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à vapeur	1	C				
Meuble de distribution réfrigéré (self)	2	C				
Meuble à couverts (self)	0	C				
Meuble à plateaux (self)	1	C				
Chariot à assiettes à niveaux constants (self)	1	C				
Poste de débarrassage (self)	1	C				
Echelle de débarrassage à plateaux (self)	0	C				
Fontaine à eau réfrigérée salle à manger	0	C				
Coupe-pain électrique	1	C	2010	ROBOT COUPE	TP180	NEUF
Table en inox sans dossier	0	V				
Chariot de maintien en température	0	C				

INVENTAIRE DES MATERIELS DES OFFICES (ET REFECTOIRES)

NOM DE L'ECOLE : Henri Wallon maternelle

Date de l'inventaire :

Matériel	Nombre	Répartition des charges	Date de la mise en service	Marque du matériel	Modèle-type	Etat du matériel
Armoire froide positive (réfrigérateur) 1 porte	2	C	2009	LIEBHERR	GKPV6570-INDEX11/001	NEUF
Armoire froide négative (congélateur) coffre	1	C		Petit		
Armoire inox	0	V				
Meuble inox à portes coulissantes	2	V				
Table inox avec étagère basse	2	V				
Table inox à dossier sans étagère basse	0	V				
Etagère murale inox	0	V				
Placard mural (non inox) dans l'office	0	V				
Placard mural (non inox) dans la salle à manger	1	V				
Armoire à produits d'entretien	0	V				
Armoire vestiaire (nombre de casiers)	8	V				
Four de remise en température 10 niveaux	2	C	2008 2011	EURESTO GIORIK	11,10WEU GR1011	PASSABLE NEUF
Piètement de four de remise en température	0	C				
Chariot de four	0	C				
Four micro ondes (spécifique PAI)	1	V				
Lave mains	1	C				
Plonge 1 bac	1	C				
Plonge 2 bacs	0	C				
Douchette	1	C				
Entrée plonge-lave-vaisselle	1	C				
Table entrée lave-vaisselle	0	C				
Table sortie lave-vaisselle	1	C				
Lave-vaisselle à capot	1	C	2002	EUROCHEF	GASTRO125	PASSABLE
Lave-vaisselle à entrée frontale	0	C				
Adoucisseur	0	C	DECEMBRE 2015			NEUF
Adoucisseur externe	1	C				
Désinsectiseur	0	V				
Hotte (nombre de filtres)	0	V				
Centrale de désinfection	0	V				
Monte charges	0	V				
Chariot de service inox	5	V	3 à 3 étages et 1 à 2 étages			
Support sac poubelle à pinces	1	V				
Support sac-poubelle à pédale	2	V				
Meuble de maintien en température (table chaude)	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à eau	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à vapeur	0	C				
Meuble de distribution réfrigéré (self)	0	C				
Meuble à couverts (self)	0	C				
Meuble à plateaux (self)	0	C				
Chariot à assiettes à niveaux constants (self)	0	C				
Poste de débarrassage (self)	0	C				
Echelle de débarrassage à plateaux (self)	0	C				
Fontaine à eau réfrigérée salle à manger	0	C				
Coupe-pain électrique	1	C				
Table en inox sans dossier	0	V				
Chariot de maintien en température	0	C				

INVENTAIRE DES MATERIELS DES OFFICES (ET REFECTOIRES)

NOM DE L'ECOLE : Pra d' Estang

Date de l'inventaire :

Matériel	Nombre	Répartition des charges	Date de la mise en service	Marque du matériel	Modèle-type	Etat du matériel
Armoire froide positive (réfrigérateur)	1	C	2009	LIEBHERR	GKW6410-20H / R600a	NEUF
Armoire froide négative (congélateur) coffre	1	C	FAR			
Armoire inox	0	V				
Meuble inox à portes coulissantes	0	V				
Table inox à dossier avec étagère basse	2	V				
Table inox à dossier sans étagère basse	0	V				
Etagère murale inox	0	V				
Placard mural (non inox) dans l'office	1	V				
Placard mural (non inox) dans la salle à manger	2	V				
Armoire à produits d'entretien	0	V				
Armoire vestiaire (nombre de casiers) double	4	V				
Four de remise en température 10 niveaux	1	C	2004	EUROFOURS	FG-11E10-1 / 10KW	PASSABLE
Four de remise en température 5 niveaux			2000	PHILIPS	Effacé	TRES VETUSTE
Piètement de four de remise en température	1	C				
Chariot de four	0	C				
Four micro ondes (spécifique PAI)	1	V				
Lave mains	1	C				
Plonge 1 bac	0	C				
Plonge 2 bacs	1	C				
Douchette	1	C				
Entrée plonge-lave-vaisselle	1	C				
Table entrée lave-vaisselle	0	C				
Table sortie lave-vaisselle	1	C				
Lave-vaisselle à capot	1	C	2009	COMENDA	C160 - 14KW	NEUF
Lave-vaisselle à entrée frontale	0	C				
Adoucisseur eau froide	0	C	2016			NEUF
Adoucisseur externe	1	C				
Désinsectiseur	0	V				
Hotte (nombre de filtres)	1	V				
Centrale de désinfection	0	V				
Monte charges	0	V				
Chariot de service inox	4	V				
Support sac poubelle à pinces	0	V				
Support sac-poubelle à pédale	2	V	1 cassé à changer			
Meuble de maintien en température (table chaude)	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à eau	1	C	2009	BLANCO	IN MOTION - 220V - 2,85KW- 3 BAC /3 ETUVES	PASSABLE
Meuble de distribution self bain-marie à vapeur	0	C				
Meuble de distribution réfrigéré (self)	1	C	2009	SUR MESURE	SUR MESURE	NEUF
Meuble à couverts (self)	2	C				
Meuble à plateaux (self)	1	C				
Chariot à assiettes à niveaux constants (self)	1	C	2009 Cassé depuis le début	BLANCO	INOX	PASSABLE
Poste de débarrassage (self)	1	C				
Echelle de débarrassage à plateaux (self)	0	C				
Fontaine à eau réfrigérée salle à manger	0	C				
Coupe-pain électrique	0	C				
Table en inox sans dossier	0	V				
Chariot de maintien en température	0	C				

INVENTAIRE DES MATERIELS DES OFFICES (ET REFECTOIRES)

NOM DE L'ECOLE : RESTAURANT MUNICIPAL

Date de l'inventaire :

Matériel	Nombre	Répartition des charges	Date de la mise en service	Marque du matériel	Modèle-type	Etat du matériel
Armoire froide positive (réfrigérateur)	3					
Armoire froide négative (congélateur) COFFRE	1					
Armoire inox	0					
Meuble inox à portes coulissantes	0					
Table inox à dossier avec étagère basse	1					
Table inox SANS dossier sans étagère basse	4					
Etagère murale inox	0					
Placard mural (non inox) dans l'office	0					
Placard mural (non inox) dans la salle à manger	0					
Armoire à produits d'entretien	0					
Armoire vestiaire (nombre de casiers)	4					
Four 7N	2					
Piètement de four de remise en température	2					
Chariot de four	0					
Four micro ondes (spécifique PAI)	1					
Lave mains	1					
Plonge 1 bac	1					
Plonge 2 bacs	1					
Douchette	1					
Entrée plonge-lave-vaisselle	1					
Table entrée lave-vaisselle	1					
Table sortie lave-vaisselle	1					
Lave-vaisselle à capot	1					
Lave-vaisselle à entrée frontale	0					
Adoucisseur interne	0					
Adoucisseur externe	0					
Désinsectiseur	0					
Hotte (nombre de filtres)	1					
Centrale de désinfection	0					
Monte charges	1					
Chariot de service inox	2					
Support sac poubelle à pinces	0					
Support sac-poubelle à pédale	1					
Meuble de maintien en température (table chaude)	0					
Meuble de distribution self bain-marie à eau	1					
Meuble de distribution self bain-marie à vapeur	0					
Meuble de distribution réfrigéré (self)	1					
Meuble à couverts (self)	0					
Meuble à plateaux (self)	0					
Chariot à assiettes à niveaux constants (self)	0					
Poste de débarrassage (self)	0					
Echelle de débarrassage à plateaux (self)	2					
Fontaine à eau réfrigérée salle à manger	1					
Coupe-pain électrique	0					
Table en inox sans dossier	0					
CHARIOT A VAISSELLE	2					
MEUBLE CAISSE	1					
CAISSE ENREG	1					
Chariot de maintien en température	0					

INVENTAIRE DES MATERIELS DES OFFICES (ET REFECTOIRES)

NOM DE L'ECOLE : Gérard Philippe

Date de l'inventaire :

Matériel	Nombre	Répartition des charges	Date de la mise en service	Marque du matériel	Modèle-type	Etat du matériel
Frigo ménage Armoire froide positive (réfrigérateur)	2	C	2004 2015	LIEBHERR	FKS2600 - INDEX10D/001 - R134a - 260L	PASSABLE NEUF
Armoire froide négative (congélateur)	1	C				
Armoire inox	1	V				
Meuble inox à portes coulissantes	1	V				
Table inox à dossier avec étagère basse	1	V				
Table inox à dossier sans étagère basse	0	V				
Etagère murale inox	0	V				
Placard mural (non inox) dans l'office	0	V				
Placard mural (non inox) dans la salle à manger	0	V				
Armoire à produits d'entretien inox	1	V				
Armoire vestiaire (nombre de casiers) double	3	V				
Four de remise en température 14 niveaux	1	C	2005	TECNOX	RB141M - 16KW - 2005	PASSABLE
Piètement de four de remise en température	0	C				
Chariot de four	0	C				
Four micro ondes (spécifique PAI)	0	V				
Lave mains	2	C				
Plonge 1 bac	1	C				
Plonge 2 bacs	1	C				
Douchette	1	C				
Entrée plonge-lave-vaisselle	1	C				
Table entrée lave-vaisselle	0	C				
Table sortie lave-vaisselle	1	C				
Lave-vaisselle à capot	1	C	2006	COMENDA	C160 - 14KW	PASSABLE
Lave-vaisselle à entrée frontale	0	C				
Adoucisseur interne	0	C				
Adoucisseur externe	1	C	2014	RONDEO	CTA	NEUF
Désinsectiseur	0	V				
Hotte (nombre de filtres)	2	V	4 filtres			
Centrale de désinfection	0	V				
Monte charges	0	V				
Chariot de service inox	5	V	A 2 étages			
Support sac poubelle à pinces	0	V				
Support sac-poubelle à pédale dont 1 inox	2	V				
Meuble de maintien en température (table chaude)	0	C				NEUF
Meuble de distribution self bain-marie à eau	1	C	2011	BOURGEAT	4 BACS + 3 ETUVES - livré 09/2011	
Meuble de distribution self bain-marie à vapeur	0	C				
Meuble de distribution réfrigéré (self)	1	C	2006	SUR MESURE	Avec plateau froid inox	NEUF
Meuble à couverts (self)	1	C				
Meuble à plateaux (self)	1	C				
Chariot à assiettes à niveaux constants (self)	1	C	2006	BLANCO	INMOTION	PASSABLE
Poste de débarrassage (self)	1	C				
Echelle de débarrassage à plateaux (self)	0	C				
Fontaine à eau réfrigérée salle à manger	0	C				
Coupe-pain électrique	1	C	2005	DITO SAMA	CPX - 220V -	PASSABLE
Table en inox sans dossier	0	V				
Chariot de maintien en température	0	C				

INVENTAIRE DES MATERIELS DES OFFICES (ET REFECTOIRES)

NOM DE L'ECOLE : Saint Jacques élémentaire

Date de l'inventaire :

Matériel	Nombre	Répartition des charges	Date de la mise en service	Marque du matériel	Modèle-type	Etat du matériel
Armoire froide positive (réfrigérateur)	3	C	2011	LIEBHERR	EF140DP	NEUF
Armoire froide 1 porte blanc			2012	LIEBHERR		NEUF
Armoire froide 1 porte inox			2007	LIEBHERR	GK PV 6570	NEUF
Armoire froide négative (congélateur) coffre	1	C	LIEBHERR			
Armoire inox	1	V				
Meuble inox à portes coulissantes	1	V				
Table inox à dossier avec étagère basse	0	V				
Table inox à dossier sans étagère basse	0	V				
Etagère murale inox	0	V				
Placard mural (non inox) dans l'office	0	V				
Placard mural (non inox) dans la salle à manger	3	V				
Armoire à produits d'entretien	0	V				
Armoire vestiaire (nombre de casiers)	13	V				
Four de remise en température 10 niveaux	3	C	2005	EUROFOURS	FG11-E10-1 / 17A / 400v / 10kW	PASSABLE
Piètement de four de remise en température	3	C				
Chariot de four	0	C				
Four micro ondes (spécifique PAI)	1	V	SEVERIN			
Lave mains	1	C				
Plonge 1 bac	0	C				
Plonge 2 bacs	1	C				
Douchette	1	C	2015			NEUF
Entrée plonge-lave-vaisselle	1	C				REBUS
Table entrée lave-vaisselle	0	C				REBUS
Table sortie lave-vaisselle	1	C				REBUS
Lave-vaisselle à capot	0	C	2009	COMENDA	C100/ 9KW / 400V	REBUS
Lave-vaisselle à entrée frontale	0	C				REBUS
Lave vaisselle	1		2020	MEIKO		
Table entrée lave-vaisselle	0	C	2020			
Table sortie lave-vaisselle	0	C	2020			
Adoucisseur interne	0	C				
Adoucisseur externe	1	C	CDA			
Désinsectiseur	0	V				
Hotte (nombre de filtres)	0	V				
Centrale de désinfection	0	V				
Monte charges	0	V				
Chariot de service inox	4	V	3 étages			
Support sac poubelle à pinces	0	V				
Support sac-poubelle à pédale	2	V	GUYON			
Meuble de maintien en température (table chaude)	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à eau	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à Air	1	C	1996	GUYON	effacé	PASSABLE
Meuble de distribution réfrigéré (self)	2	C	1996	GUYON	MH015DPU - 220V- au R22 - 315W	PASSABLE
Meuble à couverts (self)	1	C				
Meuble à plateaux (self)	1	C				
Chariot à assiettes à niveaux constants (self)	1	C				
Poste de débarrassage (self)	3	C				
Echelle de débarrassage à plateaux (self)	0	C				
Fontaine à eau réfrigérée salle à manger	1	C	FROID COTE D'AZUR			REBUS
Coupe-pain électrique	1	C	1996	DITO SAMA	CPX - 370W - 220V	PASSABLE
Table en inox sans dossier	0	V				
Chariot de maintien en température	1	C				

INVENTAIRE DES MATERIELS DES OFFICES (ET REFECTOIRES)

NOM DE L'ECOLE : Henri Wallon élémentaire

Date de l'inventaire :

Matériel	Nombre	Répartition des charges	Date de la mise en service	Marque du matériel	Modèle-type	Etat du matériel
Armoire froide positive (réfrigérateur)	1	C	2008	ODIC	HOR 1200+ELB au R 404 A	PASSABLE
Armoire froide négative (congélateur) coffre	1	C	LIEBHERR			
Armoire inox	0	V				
Meuble inox à portes coulissantes	1	V				
Table inox avec étagère basse	0	V				
Table inox sans dossier sans étagère basse	2	V				
Etagère murale inox	0	V				
Placard mural (non inox) dans l'office	0	V				
Placard mural (non inox) dans la salle à manger	0	V				
Armoire à produits d'entretien	0	V				
Armoire vestiaire (nombre de casiers)	9	V				
Four de remise en température 10 niveaux	2	C	2004 2004	EURESTO EUROFOUR	5,5W EU FG11E10	PASSABLE PASSABLE
Piètement de four de remise en température	2	C				
Chariot de four	0	C				
Four micro ondes (spécifique PAI)	1	V				
Lave mains	0	C				
Plonge 1 bac	0	C				
Plonge 2 bacs	0	C				
Douchette	1	C				
Entrée plonge-lave-vaisselle	1	C				
Table entrée lave-vaisselle	0	C				
Table sortie lave-vaisselle	1	C				
Lave-vaisselle à capot	1	C	2005	SAMMIC		VETUSTE
Lave-vaisselle à entrée frontale	0	C				
Adoucisseur interne	0	C				
Adoucisseur externe	1	C				
Désinsectiseur	0	V				
Hotte (nombre de filtres)	0	V				
Centrale de désinfection	0	V				
Monte charges	0	V				
Chariot de service inox	4	V				
Support sac poubelle à pinces	0	V				
Support sac-poubelle à pédale	2	V				
Meuble de maintien en température (table chaude)	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à eau	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à air	1	C				
Meuble de distribution réfrigéré (self)	2	C				
Meuble à couverts (self)	1	C				
Meuble à plateaux (self)	1	C				
Chariot à assiettes à niveaux constants (self)	1	C				
Poste de débarrassage (self)	3	C				
Echelle de débarrassage à plateaux (self)	0	C				
Fontaine à eau réfrigérée salle à manger	0	C				
Coupe-pain électrique	1	C				
Table en inox sans dossier	0	V				
Chariot de maintien en température	0	C				

INVENTAIRE DES MATERIELS DES OFFICES (ET REFECTOIRES)

NOM DE L'ECOLE : Saint François

Date de l'inventaire :

Matériel	Nombre	Répartition des charges	Date de la mise en service	Marque du matériel	Modèle-type	Etat du matériel
Armoire froide positive (réfrigérateur)	1	C	2008	ODIC	HDR600+EL	NEUF
Armoire froide négative (congélateur) COFFRE	1	C	VIBORG			
Armoire inox	0	V				
Meuble inox à portes coulissantes	1	V				
Table inox à dossier avec étagère basse	1	V				
Table inox à dossier sans étagère basse	0	V				
Etagère murale inox	0	V				
Placard mural (non inox) dans l'office	0	V				
Placard mural (non inox) dans la salle à manger	0	V				
Armoire à produits d'entretien	1	V				
Armoire vestiaire (nombre de casiers)	3	V				
Four de remise en température 7 niveaux	1	C	2015	BOURGEAT		NEUF
Piètement de four de remise en température	1	C				
Chariot de four	0	C				
Four micro ondes (spécifique PAI)	0	V				
Lave mains	1	C				
Plonge 1 bac	0	C				
Plonge 2 bacs	1	C				
Douchette	1	C				
Entrée plonge-lave-vaisselle	1	C				
Table entrée lave-vaisselle	0	C				
Table sortie lave-vaisselle	1	C				
Lave-vaisselle à capot	0	C	1990	ATLANTIC		VETUSTE
Lave-vaisselle à entrée frontale	1	C				
Adoucisseur interne	0	C				
Adoucisseur externe	1	C				
Désinsectiseur	0	V				
Hotte (nombre de filtres)	0	V				
Centrale de désinfection	0	V				
Monte charges	0	V				
Chariot de service inox	2	V				
Support sac poubelle à pinces	1	V				
Support sac-poubelle à pédale	0	V				
Meuble de maintien en température (table chaude)	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à eau	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à vapeur	0	C				
Meuble de distribution réfrigéré (self)	0	C				
Meuble à couverts (self)	0	C				
Meuble à plateaux (self)	0	C				
Chariot à assiettes à niveaux constants (self)	0	C				
Poste de débarrassage (self)	0	C				
Echelle de débarrassage à plateaux (self)	0	C				
Fontaine à eau réfrigérée salle à manger	0	C				
Coupe-pain électrique	0	C				
Table en inox sans dossier	0	V				
Chariot de maintien en température	0	C				

INVENTAIRE DES MATERIELS DES OFFICES (ET REFECTOIRES)

NOM DE L'ECOLE : Les Jasmins

Date de l'inventaire :

Matériel	Nombre	Répartition des charges	Date de la mise en service	Marque du matériel	Modèle-type	Etat du matériel
Armoire froide positive (réfrigérateur) double	1	C	2008	ZANUSSI	RS13PX - PNC : 9VTX72645905	PASSABLE
Armoire froide négative (congélateur) coffre	1	C	LIEBHERR			
Armoire inox	0	V				
Meuble inox à portes coulissantes	1	V				
Table inox à dossier avec étagère basse	0	V				
Table inox à dossier sans étagère basse	1	V				
Etagère murale inox	0	V				
Placard mural inox dans l'office	1	V				
Placard mural (non inox) dans la salle à manger	0	V				
Armoire à produits d'entretien	0	V				
Armoire vestiaire (nombre de casiers)	10	V				
Four de remise en température 10 niveaux	1	C	2005	TECNOX	RB1015 -12,5KW-2005	PASSABLE
Piètement de four de remise en température	1	C				
Chariot de four	0	C				
Four micro ondes (spécifique PAI)	1	V	SEVERIN	A changer		
Lave mains	1	C				
Plonge 1 bac	0	C				
Plonge 2 bacs	1	C	Eviers 2 bacs côté propre			
Douchette	1	C				
Entrée plonge-lave-vaisselle	1	C				
Table entrée lave-vaisselle	0	C				
Table sortie lave-vaisselle	1	C				
Lave-vaisselle à capot	1	C	2005	DHIR	HT11D - 400V-1120W	PASSABLE
Lave-vaisselle à entrée frontale	0	C				
Adoucisseur interne	0	C				
Adoucisseur externe	1	C	2011			NEUF
Désinsectiseur	0	V				
Hotte (nombre de filtres)	2	V	2 hottes 3 filtres			
Centrale de désinfection	0	V				
Monte charges	0	V				
Chariot de service inox	4	V	4 chariots à 3 étages et 1 à 2 étages			
Support sac poubelle à pinces	0	V				
Support sac-poubelle à pédale	1	V	defectueux			
Meuble de maintien en température (table chaude)	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à eau	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à vapeur	0	C				
Meuble de distribution réfrigéré (self)	0	C				
Meuble à couverts (self)	0	C				
Meuble à plateaux (self)	0	C				
Chariot à assiettes à niveaux constants (self)	0	C				
Poste de débarrassage (self)	0	C				
Echelle de débarrassage à plateaux (self)	0	C				
Fontaine à eau réfrigérée salle à manger	0	C				
Coupe-pain électrique	0	C				
Table en inox sans dossier	0	V				
Armoire à couteaux	0					
Chariot de maintien en température	0	C				

INVENTAIRE DES MATERIELS DES OFFICES (ET REFECTOIRES)

NOM DE L'ECOLE : Eau Vive

Date de l'inventaire :

Matériel	Nombre	Répartition des charges	Date de la mise en service	Marque du matériel	Modèle-type	Etat du matériel
Armoire froide positive (réfrigérateur)	2	C	2007	LIEBHERR	GKPV 6570 INDEX	PASSABLE
Armoire froide négative (congélateur) coffre	1	C				
Armoire inox	0	V				
Meuble inox à portes coulissantes	3	V				
Table inox à dossier avec étagère basse	0	V				
Table inox à dossier sans étagère basse	0	V				
Etagère murale inox	0	V				
Placard mural (non inox) dans l'office	0	V				
Placard mural (non inox) dans la salle à manger	0	V				
Armoire à produits d'entretien	1	V				
Armoire vestiaire (nombre de casiers)	0	V				
Four de remise en température	1	C	2005	EUROFOURS	FG11E10-1 /10KW	PASSABLE
Piètement de four de remise en température	1	C				
Chariot de four	0	C				
Four micro ondes (spécifique PAI)	1	V				
Lave mains	1	C				
Plonge 1 bac	0	C				
Plonge 2 bacs	1	C				
Douchette	1	C				
Entrée plonge-lave-vaisselle	1	C				
Table entrée lave-vaisselle	0	C				
Table sortie lave-vaisselle	1	C				
Lave-vaisselle à capot	1	C				
Lave-vaisselle à entrée frontale	0	C	2004	DIHR	G550D / 4,5KW	PASSABLE
Adoucisseur interne	1	C				
Adoucisseur externe	0	C				
Désinsectiseur	1	V				
Hotte (nombre de filtres)	1	V				
Centrale de désinfection	0	V				
Monte charges	0	V				
Chariot de service inox	3	V	2 à 3 étages et 1 à 2 étages			
Support sac poubelle à pinces	0	V				
Support sac-poubelle à pédale	1	V				
Meuble de maintien en température (table chaude)	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à eau	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à vapeur	0	C				
Meuble de distribution réfrigéré (self)	0	C				
Meuble à couverts (self)	0	C				
Meuble à plateaux (self)	0	C				
Chariot à assiettes à niveaux constants (self)	0	C				
Poste de débarrassage (self)	0	C				
Echelle de débarrassage à plateaux (self)	0	C				
Fontaine à eau réfrigérée salle à manger	0	C	Il serait bien d'en avoir une			
Coupe-pain électrique	0	C	Il serait bien d'en avoir un			
Table en inox sans dossier	0	V				
Armoire couteaux	0					
Chariot de maintien en température	0	C				

INVENTAIRE DES MATERIELS DES OFFICES (ET REFECTOIRES)
NOM DE L'ECOLE : Jean Crabalona maternelle

Date de l'inventaire :

Matériel	Nombre	Répartition des charges	Date de la mise en service	Marque du matériel	Modèle-type	Etat du matériel
Armoire froide positive (réfrigérateur)	1	C	2007	LIEBHERR	GKPV6570 - INDEX10D/001 - R134A	PASSABLE
Armoire froide négative (congélateur)	1	C	ARTHUR MARTIN			
Armoire inox	0	V				
Meuble inox à portes coulissantes	1	V				
Table inox à dossier avec étagère basse	1	V				
Table inox sans étagère basse	1	V				
Etagère murale inox	0	V				
Placard mural (non inox) dans l'office	0	V				
Placard mural (non inox) dans la salle à manger	0	V				
Armoire à produits d'entretien	0	V				
Armoire vestiaire (nombre de casiers)	7	V				
Four de remise en température 10 niveaux	1	C	2005	EUROFOURS	FG11E101 - 10KW	PASSABLE
Piètement de four de remise en température	1	C				
Chariot de four	0	C				
Four micro ondes (spécifique PAI)	1	V				
Lave mains	0	C				
Plonge 1 bac	1	C				
Plonge 2 bacs	0	C				
Douchette	1	C				
Entrée plonge-lave-vaisselle	0	C				
Table entrée lave-vaisselle	0	C				
Table sortie lave-vaisselle	0	C				
Lave-vaisselle à capot	0	C				
Lave-vaisselle à entrée frontale	1	C	2012	COMENDA	FC4MA - 7,7KW - adoucisseur déconnecté	NEUF
Adoucisseur interne	0	C				
Adoucisseur externe	1	C	2012	CTA	RONDEO 2 FV	NEUF
Désinsectiseur	0	V				
Hotte (nombre de filtres)	0	V				
Centrale de désinfection	0	V				
Monte charges	0	V				
Chariot de service inox	2	V	2 étages			
Support sac poubelle à pinces	1	V				
Support sac-poubelle à pédale	0	V				
Meuble de maintien en température (table chaude)	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à eau	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à vapeur	0	C				
Meuble de distribution réfrigéré (self)	0	C				
Meuble à couverts (self)	0	C				
Meuble à plateaux (self)	0	C				
Chariot à assiettes à niveaux constants (self)	0	C				
Poste de débarrassage (self)	0	C				
Echelle de débarrassage à plateaux (self)	0	C				
Fontaine à eau réfrigérée salle à manger	0	C				
Coupe-pain électrique	0	C				
Table en inox sans dossier	0	V				
Armoire à couteaux	0					
Chariot de maintien en température	0	C				

INVENTAIRE DES MATERIELS DES OFFICES (ET REFECTOIRES)

NOM DE L'ECOLE : Les Cigales

Date de l'inventaire :

Matériel	Nombre	Répartition des charges	Date de la mise en service	Marque du matériel	Modèle-type	Etat du matériel
Armoire froide positive (réfrigérateur) double	1	C	2010	LIEBHERR	GKPV1470 - INDEX 40A/001	NEUF
Armoire froide négative (congélateur) coffre	1	C	ZANUSSI			
Armoire inox	0	V				
Meuble inox à portes coulissantes	2	V				
Table inox à dossier avec étagère basse	1	V				
Table inox à dossier sans étagère basse	0	V				
Etagère murale inox	0	V				
Placard mural (non inox) dans l'office	0	V				
Placard mural (non inox) dans la salle à manger	1	V				
Armoire à produits d'entretien	0	V				
Armoire vestiaire (nombre de casiers)	0	V				
Four de remise en température	2	C	2011 2012	TECNOX	PROGIM	NEUF
Piètement de four de remise en température	2	C				
Chariot de four	0	C				
Four micro ondes (spécifique PAI)	1	V				
Lave mains	0	C				
Plonge 1 bac	1	C				
Plonge 2 bacs	0	C				
Douchette	1	C				
Entrée plonge-lave-vaisselle	1	C				
Table entrée lave-vaisselle	0	C				
Table sortie lave-vaisselle	1	C				
Lave-vaisselle à capot	1	C	2010	COMENDA	C160 - 14 kw	NEUF
Lave-vaisselle à entrée frontale	0	C				
Adoucisseur interne	0	C				
Adoucisseur externe	1	C				
Désinsectiseur	0	V				
Hotte (nombre de filtres)	1	V				
Centrale de désinfection	0	V				
Monte charges	0	V				
Chariot de service inox	3	V				
Support sac poubelle à pinces	1	V	cassé			
Support sac-poubelle à pédale	1	V				
Meuble de maintien en température (table chaude)	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à eau	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à vapeur	0	C				
Meuble de distribution réfrigéré (self)	0	C				
Meuble à couverts (self)	0	C				
Meuble à plateaux (self)	0	C				
Chariot à assiettes à niveaux constants (self)	0	C				
Poste de débarrassage (self)	0	C				
Echelle de débarrassage à plateaux (self)	0	C				
Fontaine à eau réfrigérée salle à manger	0	C				
Coupe-pain électrique	1	C				
Table en inox sans dossier	0	V				
Chariot de maintien en température	0	C				

INVENTAIRE DES MATERIELS DES OFFICES (ET REFECTOIRES)

NOM DE L'ECOLE : Antoine Maure maternelle

Date de l'inventaire :

Matériel	Nombre	Répartition des charges	Date de la mise en service	Marque du matériel	Modèle-type	Etat du matériel
Armoire froide positive (réfrigérateur) double	1	C	1999	FAGOR	SERIE AFP - au R134	VETUSTE
Armoire froide négative (congélateur) coffre	1	C				
Armoire inox	0	V				
Meuble inox à portes coulissantes	2	V				
Table inox à dossier avec étagère basse	1	V				
Table inox à dossier sans étagère basse	0	V				
Etagère murale inox	0	V				
Placard mural (non inox) dans l'office	0	V				
Placard mural (non inox) dans la salle à manger	2	V				
Armoire à produits d'entretien	0	V				
Armoire vestiaire (nombre de casiers)	1	V				
Four de remise en température 10 niveaux	1	C	1999	RENOVA -TECNOX	1999 - RP101M	PASSABLE
Piètement de four de remise en température	1	C				
Chariot de four	0	C				
Four micro ondes (spécifique PAI)	1	V				
Lave mains	1	C				
Plonge 1 bac	0	C				
Plonge 2 bacs	1	C				
Douchette	1	C				
Entrée plonge-lave-vaisselle	1	C				
Table entrée lave-vaisselle	1	C				
Table sortie lave-vaisselle	1	C				
Lave-vaisselle à capot	1	C	1999	LAMBERT	L21 -7KW - 16A	PASSABLE
Lave-vaisselle à entrée frontale	0	C				
Adoucisseur interne	0	C				
Adoucisseur externe	1	C				
Désinsectiseur	0	V				
Hotte (nombre de filtres)	0	V				
Centrale de désinfection	0	V				
Monte charges	0	V				
Chariot de service inox	3	V				3 étages
Support sac poubelle à pinces	0	V				
Support sac-poubelle à pédale	1	V				Il est cassé
Meuble de maintien en température (table chaude)	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à eau	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à vapeur	0	C				
Meuble de distribution réfrigéré (self)	0	C				
Meuble à couverts (self)	0	C				
Meuble à plateaux (self)	0	C				
Chariot à assiettes à niveaux constants (self)	0	C				
Poste de débarrassage (self)	0	C				
Echelle de débarrassage à plateaux (self)	0	C				
Fontaine à eau réfrigérée salle à manger	0	C				
Coupe-pain électrique	0	C				
Table en inox sans dossier	0	V				
Chariot de maintien en température	0	C				

INVENTAIRE DES MATERIELS DES OFFICES (ET REFECTOIRES)

NOM DE L'ECOLE : Gambetta élémentaire

Date de l'inventaire :

Matériel	Nombre	Répartition des charges	Date de la mise en service	Marque du matériel	Modèle-type	Etat du matériel
Armoire froide positive (réfrigérateur) Armoire froide positive	1	C	2010 2016	LIEBHERR	GKPV6570 - INDEX 40A/514 - au R290	NEUF NEUF
Armoire froide négative (congélateur) COFFRE	1	C	VIGORG (mauvais état)		VETUSTE	
Armoire inox	0	V				
Meuble inox à portes coulissantes	2	V				
Table inox à dossier avec étagère basse	1	V				
Table inox à dossier sans étagère basse	0	V				
Etagère murale inox	0	V				
Placard mural (non inox) dans l'office	0	V				
Placard mural (non inox) dans la salle à manger	0	V				
Armoire à produits d'entretien INOX	1	V				
Armoire vestiaire (nombre de casiers)	6	V				
Four de remise en température 5 niveaux Four de remise en température 10 niveaux	2	C	2002 2014	PHILIPS COMETTA	CRT10N-9KW/400W	VETUSTE NEUF
Piètement de four de remise en température	2	C				
Chariot de four	0	C				
Four micro ondes (spécifique PAI)	1	V				
Lave mains	1	C				
Plonge 1 bac	0	C				
Plonge 2 bacs	1	C				
Douchette	1	C				
Entrée plonge-lave-vaisselle	0	C				
Table entrée lave-vaisselle	1	C				
Table sortie lave-vaisselle	1	C				
Lave-vaisselle à capot	1	C	2011	DIHR	B 1600 C LIGNE BLEUE	NEUF
Lave-vaisselle à entrée frontale	0	C				
Adoucisseur interne	0	C				
Adoucisseur externe	1	C				
Désinsectiseur	1	V				
Hotte (nombre de filtres)	1	V				
Centrale de désinfection	0	V				
Monte charges	0	V				
Chariot de service inox	2	V				
Support sac poubelle à pinces	1	V				
Support sac-poubelle à pédale	2	V				
Meuble de maintien en température (table chaude)	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à eau	1	C				
Meuble de distribution self bain-marie à vapeur	0	C				
Meuble de distribution réfrigéré (self)	1	C				
Meuble à couverts (self)	1	C				
Meuble à plateaux (self)	0	C				
Chariot à assiettes à niveaux constants (self)	1	C				
Poste de débarrassage (self)	1	C				
Echelle de débarrassage à plateaux (self)	0	C				
Fontaine à eau réfrigérée salle à manger	0	C				
Coupe-pain électrique	0	C				
Table en inox sans dossier	0	V				
ARMOIRE A COUTEAUX	1					
Chariot de maintien en température	0	C				

INVENTAIRE DES MATERIELS DES OFFICES (ET REFECTOIRES)

NOM DE L'ECOLE : Macarry

Date de l'inventaire :

Matériel	Nombre	Répartition des charges	Date de la mise en service	Marque du matériel	Modèle-type	Etat du matériel
Armoire froide positive (réfrigérateur)	1	C	2010	ODIC	HDR1200+EL BLANC au R404a	NEUF
Armoire froide négative (congélateur) coffre	1	C				
Armoire inox	0	V				
Meuble inox à portes coulissantes	1	V				
Table inox à dossier avec étagère basse	0	V				
Table inox sans dossier sans étagère basse	1	V				
Etagère murale inox	0	V				
Placard mural (non inox) dans l'office	0	V				
Placard mural (non inox) dans la salle à manger	0	V				
Armoire à produits d'entretien	0	V				
Armoire vestiaire (nombre de casiers)	4	V				
Four de remise en température 10 niveaux	2	C	1995	EUROFOURS	FG11E10-1 / 10KW	PASSABLE
Four de remise en température 6 niveaux sur table			2009	TECNOX	PROGIM - année 2009	NEUF
Piètement de four de remise en température	1	C				
Chariot de four	0	C				
Four micro ondes (spécifique PAI)	0	V				
Lave mains	1	C				
Plonge 1 bac	0	C				
Plonge 2 bacs	1	C				
Douchette	1	C				
Entrée plonge-lave-vaisselle	1	C				
Table entrée lave-vaisselle	1	C				
Table sortie lave-vaisselle	1	C				
Lave-vaisselle à capot	1	C	2011	MEIKO	ECOSTAR S45 D	NEUF
Lave-vaisselle à entrée frontale	0	C				
Adoucisseur interne	0	C				
Adoucisseur externe	1	C				
Désinsecteur	0	V				
Hotte (nombre de filtres)	1	V			4 filtres	
Centrale de désinfection	0	V				
Monte charges	1	V				
Chariot de service inox	4	V				
Support sac poubelle à pinces	0	V				
Support sac-poubelle à pédale	2	V				
Meuble de maintien en température (table chaude)	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à eau	1	C				
Meuble de distribution self bain-marie à vapeur	0	C				
Meuble de distribution réfrigéré (self)	1	C				
Meuble à couverts (self)	1	C				
Meuble à plateaux (self)	1	C				
Chariot à assiettes à niveaux constants (self)	1	C				
Poste de débarrassage (self)	1	C				
Echelle de débarrassage à plateaux (self)	0	C				
Fontaine à eau réfrigérée salle à manger	1	C				
Coupe-pain électrique	0	C				
Table en inox sans dossier	0	V				
Chariot de maintien en température	0	C				

INVENTAIRE DES MATERIELS DES OFFICES (ET REFECTOIRES)

NOM DE L'ECOLE : Saint Antoine maternelle

Date de l'inventaire :

Matériel	Nombre	Répartition des charges	Date de la mise en service	Marque du matériel	Modèle-type	Etat du matériel
Armoire froide positive (réfrigérateur)	1	C	2010	LIEBHERR	GKPV6570 - INDEX 11B/001	NEUF
Armoire froide négative (congélateur) coffre	1	C	2015			
Armoire inox	0	V				
Meuble inox à portes coulissantes	1	V				
Table inox à dossier avec étagère basse	1	V				
Table inox à dossier sans étagère basse	0	V				
Etagère murale inox	0	V				
Placard mural (non inox) dans l'office	0	V				
Placard mural (non inox) dans la salle à manger	0	V				
Armoire à produits d'entretien	0	V				
Armoire vestiaire (nombre de casiers)	6	V				
Four de remise en température 10 niveaux	1	C	2010	TECNOX	RB101M- 2009 - 12,5KW - 400V	NEUF
Piètement de four de remise en température	1	C				
Chariot de four	0	C				
Four micro ondes (spécifique PAI)	1	V		DAEWOO		
Lave mains	1	C				
Plonge 1 bac	0	C				
Plonge 2 bacs	1	C				
Douchette	1	C				
Entrée plonge-lave-vaisselle	1	C				
Table entrée lave-vaisselle	0	C				
Table sortie lave-vaisselle	1	C				
Lave-vaisselle à capot	1	C	2010	COMENDA	C160 - DC0038640410 / 14KW	NEUF
Lave-vaisselle à entrée frontale	0	C				
Adoucisseur interne	0	C				
Adoucisseur externe	1	C	2015			NEUF
Désinsecteur	0	V				
Hotte (nombre de filtres)	1	V			2 filtres pantagruel	
Centrale de désinfection	0	V				
Monte charges	0	V				
Chariot de service inox	2	V		BLANCO		
Support sac poubelle à pinces	0	V				
Support sac-poubelle à pédale	3	V				
Meuble de maintien en température (table chaude)	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à eau	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à vapeur	0	C				
Meuble de distribution réfrigéré (self)	0	C				
Meuble à couverts (self)	0	C				
Meuble à plateaux (self)	0	C				
Chariot à assiettes à niveaux constants (self)	0	C				
Poste de débarrassage (self)	0	C				
Echelle de débarrassage à plateaux (self)	0	C				
Fontaine à eau réfrigérée salle à manger	0	C				
Coupe-pain électrique	0	C				
Table en inox sans dossier	1	V				
Chariot de maintien en température	0	C				

INVENTAIRE DES MATERIELS DES OFFICES (ET REFECTOIRES)

NOM DE L'ECOLE : Saint Antoine élémentaire

Date de l'inventaire :

Matériel	Nombre	Répartition des charges	Date de la mise en service	Marque du matériel	Modèle-type	Etat du matériel
Armoire froide positive (réfrigérateur) 1 simple 1 double	2	C	2008	ODIC	HDR EL BLANC AU R 404	NEUF
Armoire froide négative (congélateur) coffre	1	C				
Armoire inox	0	V				
Meuble inox à portes coulissantes	2	V				
Table inox à dossier avec étagère basse	0	V				
Table inox à dossier sans étagère basse	0	V				
Etagère murale inox	0	V				
Placard mural (non inox) dans l'office	1	V				
Placard mural (non inox) dans la salle à manger	1	V				
Armoire à produits d'entretien	0	V				
Armoire vestiaire (nombre de casiers)	0	V				
Four de remise en température	2	C	1996	EUROFOUR	FG11E10.1 - 10KW - 1996	PASSABLE
Piètement de four de remise en température	2	C				
Chariot de four	0	C				
Four micro ondes (spécifique PAI)	1	V				
Lave mains	1	C				
Plonge 1 bac	0	C				
Plonge 2 bacs	1	C				
Douchette	1	C				
Entrée plonge-lave-vaisselle	1	C				
Table entrée lave-vaisselle	0	C				
Table sortie lave-vaisselle	1	C				
Laveuse à capot -ligne bleue- B1000C	1	C	2014			NEUF
Lave-vaisselle à entrée frontale	0	C				
Adoucisseur interne	0	C				
Adoucisseur eau froide	1	C	2016			NEUF
Désinsectiseur	0	V				
Hotte (nombre de filtres)	2	V	4 filtres			
Centrale de désinfection	0	V				
Monte charges	0	V				
Chariot de service inox	2	V				
Support sac poubelle à pinces	0	V				
Support sac-poubelle à pédale	2	V				
Meuble de maintien en température (table chaude)	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à eau	1	C				
Meuble de distribution self bain-marie à vapeur	0	C				
Meuble de distribution réfrigéré (self)	1	C				
Meuble à couverts (self)	1	C				
Meuble à plateaux (self)	1	C				
Chariot à assiettes à niveaux constants (self)	1	C				
Poste de débarrassage (self)	1	C			VETUSTE	
Echelle de débarrassage à plateaux (self)	0	C				
Fontaine à eau réfrigérée salle à manger	0	C				
Coupe-pain électrique	1	C	1999	DITO SAMA	CPX	PASSABLE
Table en inox sans dossier	0	V				
Chariot de maintien en température	0	C				

INVENTAIRE DES MATERIELS DES OFFICES (ET REFECTOIRES)

NOM DE L'ECOLE : Saint Mathieu

Date de l'inventaire :

Matériel	Nombre	Répartition des charges	Date de la mise en service	Marque du matériel	Modèle-type	Etat du matériel
Armoire froide positive (réfrigérateur)	2	C	2007	LIEBHERR	GKPV6570 - INDEX10D/001	PASSABLE
Armoire froide négative (congélateur) coffre	1	C	ELECTROLUX			
Armoire inox	0	V				
Meuble inox à portes coulissantes	2	V				
Table inox à dossier avec étagère basse	0	V				
Table inox à dossier sans étagère basse	1	V				
Etagère murale inox	2	V				
Placard mural (non inox) dans l'office	0	V				
Placard mural (non inox) dans la salle à manger	1	V				
Armoire à produits d'entretien	0	V				
Armoire vestiaire (nombre de casiers)	2	V				
Four de remise en température 10 niveaux Four de remise en température 5 niveaux	2	C	2005	EUROFOURS	1.10W1EU 5,5W1	PASSABLE
Piètement de four de remise en température	2	C				
Chariot de four	0	C				
Four micro ondes (spécifique PAI)	1	V	DAEWOO			
Lave mains	1	C				
Plonge 1 bac	1	C				
Plonge 2 bacs	0	C				
Douchette	1	C				
Entrée plonge-lave-vaisselle	1	C				
Table entrée lave-vaisselle	0	C				
Table sortie lave-vaisselle	1	C	Pour sortie d'un panier			
Lave-vaisselle à capot	1	C	2011	COMENDA	B1600C - 14KW	NEUF
Lave-vaisselle à entrée frontale	0	C				
Adoucisseur interne	0	C				
Adoucisseur externe (devis)	1	C	2011	CTA	VOLUMETRIQUE - 8 LITRES	NEUF
Désinsectiseur	1	V				
Hotte (nombre de filtres)	1	V				
Centrale de désinfection	0	V				
Monte charges	0	V				
Chariot de service inox	4	V	3 étages			
Support sac poubelle à pinces	0	V				
Support sac-poubelle à pédale	2	V				
Meuble de maintien en température (table chaude)	0	C				
Meuble de distribution self bain-marie à eau	1	C				
Meuble de distribution self bain-marie à vapeur	0	C				
Meuble de distribution réfrigéré (self)	1	C				
Meuble à couverts (self)	1	C				
Meuble à plateaux (self)	1	C				
Chariot à assiettes à niveaux constants (self)	1	C				
Poste de débarrassage (self)	3	C				
Echelle de débarrassage à plateaux (self)	0	C				
Fontaine à eau réfrigérée salle à manger	1	C				
Coupe-pain électrique	0	C				
Table en inox sans dossier	0	V				
Armoire couteaux	1					
Chariot de maintien en température	0	C				

Résultats budgétaires de l'exercice

00400 - GRASSE

Exercice 2022

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	45 520 997,68	72 042 378,55	117 563 376,23
Titres de recette émis (b)	30 191 916,70	71 267 593,22	101 459 509,92
Réductions de titres (c)	73 177,38	1 008 400,98	1 081 578,36
Recettes nettes (d = b - c)	30 118 739,32	70 259 192,24	100 377 931,56
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	45 520 997,68	72 042 378,55	117 563 376,23
Mandats émis (f)	30 900 576,07	67 430 862,50	98 331 438,57
Annulations de mandats (g)	2 120,00	2 573 847,97	2 575 967,97
Depenses nettes (h = f - g)	30 898 456,07	64 857 014,53	95 755 470,60
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		5 402 177,71	4 622 460,96
(h - d) Déficit	779 716,75		

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

00400 - GRASSE

Exercice 2022

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2021	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2022	RESULTAT DE L'EXERCICE 2022	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2022
I - Budget principal					
Investissement	-5 344 866,41		-779 716,75	-1 948,08	-6 126 531,24
Fonctionnement	8 577 650,00	5 653 780,44	5 402 177,71	5 681,26	8 331 728,53
TOTAL I	3 232 783,59	5 653 780,44	4 622 460,96	3 733,18	2 205 197,29
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
00402-POMPES FUNEBRES DE GRASSE					
Investissement					
Fonctionnement	102 110,89		-101 215,96		894,93
Sous-Total	102 110,89		-101 215,96		894,93
TOTAL III	102 110,89		-101 215,96		894,93
TOTAL I + II + III	3 334 894,48	5 653 780,44	4 521 245,00	3 733,18	2 206 092,22

INTEGRATION RESULTAT SUITE DISSOLUTION DU SIAQUEBA (CASA):une augmentation du résultat de fonctionnement 002 à hauteur de 5681,26 et une diminution du résultat d'investissement 001 à hauteur de -1948.08 .



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2023 - 32 BUDGET PRINCIPAL
COMPTE DE GESTION 2022

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOU
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOU à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL**

2023 – 32

DU 4 AVRIL 2023

**BUDGET PRINCIPAL
COMPTE DE GESTION 2022**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet d'approuver le compte de gestion 2022 de Monsieur le Comptable Public, document qui est le reflet du compte administratif 2022.

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 1612-12,

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2022 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Comptable Public accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

Après s'être assuré que le Comptable Public a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2021, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a prononcé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;

Considérant que le compte de gestion présenté par Monsieur le Comptable Public de Service de Gestion Comptable de Grasse présente une discordance avec le compte administratif au niveau de la reprise des résultats liés à la dissolution du syndicat du SIGLE, la Ville ayant délibéré le 29 mars 2022, le compte de gestion n'ayant toujours pas intégré ce résultat dans ses comptes.

Considérant que la reprise du déficit lié à la dissolution du SIGLE au niveau des comptes de la collectivité a impacté le compte 002 « résultat reporté de fonctionnement » pour un montant de - 2 760,94 € et celui d'investissement compte 001 « résultat reporté d'investissement » pour un montant de 2 960,42 €.

Dans ce sens, le résultat de clôture du compte de gestion s'établit en fonctionnement à 8 331 728,53 €, alors que celui du compte administratif s'établit à 8 331 728,53 – 2 760,94 € soit 8 328 967,59 €.

De la même façon le résultat de clôture du compte de gestion s'établit en investissement à -6 126 531,24 €, alors que celui du compte administratif s'établit à -6 126 531,24 € + 2 960,42 € soit -6 123 570,82 €.

- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;
- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2022 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

La Commission Optimisation et Performance des Moyens et Ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 7 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **DECLARER** que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2022 par le Comptable Public, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, présente une discordance sur la reprise des résultats liés à la dissolution du SIGLE ;
- **DECLARER** que le résultat de clôture 2022 du compte de gestion dressé pour l'exercice 2022 par le Comptable Public diffère de celui du compte administratif dressé par l'ordonnateur pour un montant de 2 760,94 € en fonctionnement et de - 2 960,42 € en investissement ;
- **APPROUVER** le compte de gestion dressé pour l'exercice 2022 par le comptable public visé et certifié conforme par l'ordonnateur en tenant compte de ces discordances.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 5 AVR. 2023

suivant les procédures

POIN EXTRAIT

Le Maire,



Signature

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

Signature



5 AVR. 2023

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

**NOTE DE PRESENTATION
BUDGET PRINCIPAL VILLE DE GRASSE**

COMPTE ADMINISTRATIF 2022

SOMMAIRE

1	EQUILIBRE GENERAL COMPTE ADMINISTRATIF 2022.....	P. 4
2	DETAIL SECTION DE FONCTIONNEMENT.....	P. 5
2-a	TABLEAUX RECAPITULATIFS DES OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT.....	P. 5
2-b	DETAIL DES CHAPITRES DE FONCTIONNEMENT EN RECETTES.....	P. 6
2-c	DETAIL DES CHAPITRES DE FONCTIONNEMENT EN DEPENSES.....	P. 12
3	DETAIL SECTION D'INVESTISSEMENT.....	P. 16
3-a	DEPENSES D'INVESTISSEMENT.....	P. 16
3-b	RECETTES D'INVESTISSEMENT.....	P. 19
3-c	EQUILIBRE SECTION D'INVESTISSEMENT.....	P. 21
3-d	RATIOS FINANCIERS ET ELEMENTS FINANCIERS.....	P. 22
4	RAPPORT GESTION DE LA DETTE 2022.....	P. 23
4-a	SITUATION DE LA DETTE DU BUDGET PRINCIPAL AU 31.12.2022 EN MILLIONS D'EUROS.....	P. 24
4-b	ANALYSE DES VARIATIONS 2022 ET PROSPECTIVE 2023 EN MILLIONS D'EUROS HORS REFINANCEMENTS.....	P. 25
4-c	VENTILATION DE LA DETTE TOTALE EN MILLIONS D'EUROS.....	P. 25
4-d	PAR TYPOLOGIE DE RISQUES BUDGET PRINCIPAL.....	P. 27
4-e	DETTE HORS CHARTE ET A TAUX COMPLEXES AU 31.12.2022.....	P. 29
4-f	RATIOS DE DETTE.....	P. 29

Introduction générale

Ce rapport présente les résultats de l'exécution du budget 2022 et le budget primitif 2023 de la Ville de Grasse, soumis à l'approbation du Conseil Municipal, les deux documents budgétaires étant présentés lors de la même séance.

Le compte administratif rend compte annuellement des opérations budgétaires exécutées à la clôture de l'exercice budgétaire, qui intervient au 31 décembre.

Le compte administratif est présenté au cours de la même session que le compte de gestion du receveur municipal. Le Conseil Municipal peut ainsi constater, pour les parties communes, la parfaite concordance de ces deux documents.

Ce rapport vient en appui des documents budgétaires officiels remis par ailleurs à chaque membre du Conseil Municipal.

L'EXECUTION DU BUDGET 2022 :

Cette partie analyse l'exécution du budget 2022, voté le 29 mars 2022 et amendé par différentes décisions budgétaires modificatives approuvées par le Conseil Municipal (Décision Budgétaire Modificative 1 du 28 juin 2022, Décision Budgétaire Modificative 2 du 27 septembre 2022, Décision Budgétaire Modificative 3 du 27 septembre 2022, Décision Budgétaire Modificative 3 du 8 novembre 2022 et Décision Budgétaire Modificative 4 du 6 décembre 2022).

Cette présentation vient en appui des documents budgétaires officiels remis par ailleurs à chaque membre du Conseil Municipal.

Seront examinés successivement :

- 1) l'équilibre général du compte administratif 2022 ;
- 2) le détail de la section de fonctionnement ;
- 3) le détail de la section d'investissement ;
- 4) le rapport annuel sur la gestion de la dette ;
- 5) l'affectation du résultat.

1) EQUILIBRE GENERAL COMPTE ADMINISTRATIF 2022

a) dépenses et recettes réelles

<u>Montants en milliers d'euros</u>	Prévisions	Réalisations	Taux réalisations	Restes à réaliser	Résultat reporté	Total
Recettes réelles de fonctionnement	68 691	69 920	101,79%		2 927	72 847
Dépenses réelles de fonctionnement	61 984	61 275	98,86%			61 275
Résultat		8 645			2 927	11 572
Recettes réelles d'investissement	35 025	26 372	75,29%	5 541		31 913
Dépenses réelles d'investissement	39 002	30 395	77,93%	4 800	5 343	40 538
Résultat		-4 023		741	-5 343	-8 625

b) dépenses et recettes réelles et d'ordre budgétaire

<u>Montants en milliers d'euros</u>	Prévisions	Réalisations	Taux réalisations	Restes à réaliser	Résultat reporté	Total
Recettes de fonctionnement	69 116	70 259	101,65%		2 927	73 186
Dépenses de fonctionnement	72 042	64 857	90,03%			64 857
Résultat		5 402			2 927	8 329
Recettes d'investissement	45 521	30 118	66,16%	5 541		35 659
Dépenses d'investissement	40 177	30 898	76,90%	4 800	5 343	41 041
Résultat		-780		741	-5 343	-5 382

Le résultat cumulé de la section de fonctionnement 2022 s'établit donc à **8 329 K€**.

Le résultat cumulé de la section d'investissement 2022 s'établit à **- 5 382K€**.

2) DETAIL SECTION DE FONCTIONNEMENT

a) tableaux récapitulatifs des opérations de fonctionnement

Nos hypothèses d'élaboration budgétaire sont toujours basées sur des inscriptions prudentielles pour les recettes et optimisées en ce qui concerne les dépenses.

Ainsi, les hypothèses d'équilibre du budget primitif basées sur une épargne brute de 7 200 K€ a été largement dépassée puisqu'elle atteint 8 646 K€.

Recettes et dépenses réelles de fonctionnement :

<u>Montants en milliers d'euros</u>	Prévisions	Réalisations	Taux réalisations	Restes à réaliser	Résultat reporté	Total
Recettes réelles de fonctionnement	68 691	69 920	101,79%		2 927	72 847
Dépenses réelles de fonctionnement	61 984	61 275	98,86%			61 275
Résultat		8 645			2 927	11 572

Recette et dépenses réelles et d'ordre de fonctionnement :

<u>Montants en milliers d'euros</u>	Prévisions	Réalisations	Taux réalisations	Restes à réaliser	Résultat reporté	Total
Recettes de fonctionnement	69 116	70 259	101,65%		2 927	73 186
Dépenses de fonctionnement	72 042	64 857	90,03%			64 857
Résultat		5 402			2 927	8 329

Le résultat d'exécution de la section de fonctionnement s'établit à 5 402 K€ hors résultat reporté.

Le résultat cumulé de fonctionnement qui est constitué du résultat d'exécution et du résultat reporté de 2021 atteint 8 329 K€, ce montant représente le résultat à affecter qui devra financer en priorité le déficit d'investissement

b) détail des chapitres de fonctionnement en recettes

- Les produits de fiscalité

Les taux ont toujours été maintenus constants depuis 2009.

Evolution du produit fiscal

	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
Produit fiscal	31 746	32 792	33 484	34 262	35 314
Evolution en volume		1 046	692	778	1 052
Evolution en pourcentage		3,29%	2,11%	2,32%	3,07%

La fiscalité directe locale, constituant le principal poste de recettes de fonctionnement de notre collectivité.

Il est rappelé que depuis 2021, la taxe d'habitation sur les résidences principales ayant été supprimée, la commune récupérant la taxe sur le foncier du département.

Néanmoins le produit étant insuffisant, la Commune est dite sous-compensée, un produit complémentaire de compensation lui est donc versée et il représente aujourd'hui 7 208 K€ soit plus de 20% du produit global

Entre 2022 et 2021, même si le produit global a évolué de 3,07 %, il convient de distinguer les variables constitutives de ce produit qui n'évoluent pas dans les mêmes proportions.

	2 021	2 022	Evolution
Produit du foncier bâti	24 099	25 101	4,16%
Coefficient correcteur	7 099	7 208	1,53%
Taxe d'habitation résidences secondaires	2 963	2 832	-4,42%
Rôles supplémentaires	101	173	71,29%

C'est ainsi que pour le produit foncier bâti qui a évolué de 4,16 % entre 2022 et 2021, il convient de distinguer l'évolution forfaitaire des bases fiscales déterminée par le niveau d'inflation, soit 3,4 % en 2022 et celle liée à l'évolution physique soit 0,66 % qui correspond à l'enrichissement de la commune.

Nous notons en revanche une régression importante du produit de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires. Les méthodes de calcul pour évaluer les locaux ayant évoluée, une demande de la ville pour une explication argumentée a été envoyée aux services fiscaux.

- Attribution de compensation et dotation de solidarité communautaire

L'attribution de compensation n'a pas évolué depuis le transfert des eaux pluviales en 2021, elle est amenée à évoluer à la baisse sur 2023 avec la mutualisation des services techniques et le transfert du personnel correspondant.

Attribution de compensation

2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
15 173	15 164	15 164	14 513	14 513
	-0,06%	0,00%	-4,29%	0,00%

- Taxe sur les droits de mutation

La taxe liée aux droits de mutation a toujours encore progressé sur 2022, elle représente désormais une taxe d'un enjeu majeur pour la Ville.

Un ralentissement était attendu sur le dernier trimestre 2022, compte tenu de l'augmentation des taux d'intérêt pour les prêts accordés aux particuliers.

Néanmoins force est de constater qu'avec le regain d'attractivité de la Ville, un marché de l'immobilier encore attractif et une offre de logements dynamique, les résultats sont encore très encourageants.

Droits de mutation

2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
3 152	3 450	3 589	4 615	4 738
	9,45%	4,03%	28,59%	2,67%

- Autres taxes principales

Dans les taxes connaissant une évolution notable, nous notons celle de la taxe de séjour, qu'il convient de relier avec le regain d'attractivité de la commune constatée précédemment sur les droits de mutation.

Taxe de séjour

2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
165	279	183	285	357
	69,09%	-34,41%	55,74%	25,26%

Dans les autres taxes connaissant une évolution significative, celle des droits de place dont la progression s'explique par le regain d'activité événementielle en 2022, celle du produit des jeux du casino avec une fréquentation et un chiffre d'affaires qui semble repartir dans une bonne dynamique en fin d'année notamment même si les montants restent encore largement insuffisants.

Autres taxes

Montants en K Euros	2018	2019	2020	2021	2022
FNGIR	157	157	157	157	157
Taxes funéraires	15	18	17	4	0
Droits de place	68	52	31	13	41
Taxes sur les pylones électriques	28	29	31	31	32
Taxe consommation finale électricité	1243	1194	1149	1 250	1 233
Produit des jeux	64	56	31	30	52
Taxe locale publicité extérieure	279	259	273	282	282
Total taxes	1 854	1 765	1 689	1 767	1 797

- Dotation générale de fonctionnement

Même si l'année 2017 a marqué la fin de la contribution au redressement des finances publiques par un prélèvement sur la dotation forfaitaire et des chutes vertigineuses de la DGF, sa diminution s'est poursuivie.

La disparition de la dotation de solidarité urbaine liée à une perte d'éligibilité de la Ville en 2017 est un élément d'explication.

Ainsi, sur la période observée, la Dotation Globale de Fonctionnement a chuté de nouveau de 110 euros par habitant en 2018 à 88 euros en 2022.

Pour information, la population DGF est passée de 53 771 en 2018 à 52 335 habitants en 2022, baisse de population selon l'INSEE que nous n'arrivons toujours pas à expliquer.

Les échanges avec les services de l'Etat sur ce sujet sont difficiles.

Montants en K Euros	2018	2019	2020	2021	2022
Dotation forfaitaire	4 630	4 485	4 332	4 071	3 992
Dotation de solidarité urbaine	559	466	311		
Dotation nationale. péréquation	719	678	672	613	630
Total DGF	5 908	5 629	5 315	4 684	4 622
Population DGF	53 771	53 214	51 342	51 886	52 336
DGF/ habitant	110	105	100	90	88

- Autres dotations et participations

Dans les faits marquants, la forte chute de ces produits entre 2020 et 2021, laquelle se résume au versement exceptionnel en 2020 de la participation de l'Etat aux frais de personnel à la Médiathèque (420 K€), au passage du contrat enfance jeunesse en contrat territorial global de la Caf les subventions étant désormais directement versées aux associations gestionnaires, enfin à la suppression de l'allocation compensatrice taxe d'habitation, cette dernière ayant été supprimée sur les résidences principales.

Montants en K Euros	2018	2019	2020	2021	2022
FCTVA	81	100	52	120	117
Dotations générales de décentralisation	289	286	288	282	303
Participations département et région et Etat	76	147	641	25	29
Communes du GFP	50	45	54	72	38
Communes hors GFP	55	53	59	62	55
Autres participations (périscolaire...)	42	138	210	239	151
Participations CEJ- CTG et autres	1 335	1 648	1 262	1 525	463
Allocations compensatrices DCRTP, TFS,FNGIR	1 691	1 717	1 770	1 416	1 485
Total Dotations	3 619	4 134	4 336	3 741	2 641

- Produits des services

Les produits dans leur ensemble ont connu une belle dynamique entre 2021 et 2022 pour connaître une progression d'environ 20%. Cette évolution tient essentiellement des redevances et du stationnement que nous pouvons associer avec la dynamique instaurée sur la politique événementielle de la commune.

Montants en K Euros	2018	2019	2020	2021	2022
Concessions cimetières	98	85	101	117	103
Régie foires et marchés	36	50	24	35	52
Redevance occupation domaine public communal	121	116	116	132	180
Régie événementielle	8	10	1	11	10
Redevances de stationnement	389	395	243	277	379
Forfaits post stationnement	305	255	122	147	196
Autres redevances et recettes diverses	174	172	201	194	215
Redevances à caractère culturel	188	155	96	202	202
Redevances à caractère sportif	7	5	4	0	2
Redevances à caractère de loisirs	214	203	132	182	161
Redevances à caractère social	18	15	12	18	21
Autres prestations de services	35	53	2	27	37
Mise à dispo GFP rattachement	11	39	30	15	172
Mise à dispo autres organismes	85	85	97	111	115
Rembours.frais collectivité de rattachement	28	39	69	21	16
Remboursements de frais d'autres redevables	475	409	328	565	603
Produits activités annexes	29	23	10	10	8
Personne budgets annexes	401	412			
Total Produits des services	2 577	2 520	1 588	2 064	2 472

- Autres produits

Le poste atténuation de charges est essentiellement composé des remboursements de charges de personnel, ce poste varie peu.

Montants en K Euros	2018	2019	2020	2021	2022
Total atténuations de charges	236	372	375	356	399

Le même constat peut être tenu sur les loyers et redevances

Montants en K Euros	2018	2019	2020	2021	2022
Total loyers et redevances	1 024	1 090	1 036	1 018	981

Les produits financiers s'inscrivent systématiquement dans une tendance baissière depuis 2018.

Sachant que dans les variables constitutives de ce produit, nous retrouvons le fonds de soutien versé par l'Etat avec l'opération de désensibilisation réalisée en 2015, la dette récupérable avec le transfert des compétences à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et le produit des swaps.

Pour ce qui concerne le fonds de soutien, le montant est resté strictement identique sur la période soit 622 K€ / an.

La dette récupérable a diminué de 122 K€ à 80 K€, avec l'amortissement des prêts d'une part et le transfert de l'office du Tourisme de la place de la Buanderie au Palais des Congrès, la communauté d'agglomération ayant pris en charge la réalisation des travaux sur le dernier local.

Enfin, les opérations de désensibilisation réalisées par la ville quand les opportunités se présentaient par la résiliation de contrats de swap ont eu pour effet de baisser les volumes de ces derniers.

C'est ainsi qu'entre 2018 et 2022 le produit des swaps est passé de 202 K€ à 72 K€.

Montants en K Euros	2018	2019	2020	2021	2022
Total produits financiers	946	876	821	815	774

- Récapitulatif produits de fonctionnement

Montants en K Euros	2018	2019	2020	2021	2022
Fiscalité directe et indirecte	52 314	53 436	54 088	55 443	56 719
Dotations et participations	9 393	9 452	9 132	8 425	7 263
Produits des services	2 577	2 520	1 588	2 064	2 472
Atténuations de charges	236	372	375	356	399
Loyers et redevances	1 024	1 090	1 036	1 018	981
Produits financiers	946	876	821	815	774
Produits exceptionnels, provisions	1 056	1 311	1 361	1 754	1 312
Total recettes de fonctionnement	67 546	69 057	68 401	69 875	69 920
Evolution		2,24%	-0,95%	2,15%	0,06%

Nos produits ont régulièrement connu une progression, excepté sur l'année 2020 avec l'arrivée de la crise sanitaire.

c) détail des chapitres de fonctionnement en dépenses

Les charges à caractère général :

Montants en K Euros	2018	2019	2020	2021	2022
Fonctionnement des services	10 327	10 671	10 359	10 745	11 690

En 2014 une politique volontariste de réduction de nos dépenses accompagnée d'une réforme organisationnelle avait été mise en place pour que les charges liées au fonctionnement des services diminuent fortement, il est rappelé qu'à cette date ce poste représentait 12 704 K€.

Des économies conséquentes ont pu ainsi être constatées aux différents comptes administratifs jusqu'en 2018, où une analyse sur le fonctionnement et l'organisation des services municipaux avait mis en exergue la décision de maintenir désormais les enveloppes.

L'augmentation nette de cette charge entre 2021 et 2022 s'explique exclusivement par l'arrivée de la crise sanitaire et de la pression inflationniste conjuguée des produits et des tarifs des fluides. C'est ainsi que sur les 945 K€ de réalisations supplémentaires, 50% peuvent être attribués à la hausse de coût du gaz et de l'électricité notamment.

Les charges de personnel :

	2018	2019	2020	2021	2022
Charges de personnel	34 012	34 556	34 416	34 540	35 834
Evolution en pourcentage		1,60%	-0,41%	0,36%	3,75%

Au même titre que le fonctionnement des services un effort de rationalisation des services avait été engagé dès 2014 pour optimiser les charges de personnels.

Nous pouvons noter également que l'année 2022 fait l'objet d'une grosse évolution de la masse salariale soit 1 294 K€.

Au même titre que l'enveloppe de dotation des services, ce poste a été fortement impacté par des facteurs exogènes en aucun cas lié avec la gestion communale et en l'occurrence la revalorisation du point d'indice décidé par le gouvernement.

- Les subventions et participations :

Montants en K Euros	2018	2019	2020	2021	2022
Autres charges de gestion courante	10 322	10 419	10 744	10 647	9 740
Evolution en pourcentage		0,94%	3,12%	-0,90%	-8,52%

Un travail de fond est effectué avec le tissu associatif, travail qui se poursuit aujourd'hui dans des échanges réguliers.

Après les efforts réalisés par les associations les années 2017 et 2018 notamment, les contributions de la Ville sont conservées à un niveau sensiblement équivalent désormais.

Dans les évolutions notables, la subvention liée à l'ancien Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) devenu le Contrat Territorial Global (CTG), les participations de la CAF étant désormais versées directement aux associations gestionnaires.

C'est ainsi qu'entre 2021 et 2022 la baisse de participation sur ce seul poste a représenté 672 K€.

Même raisonnement sur le CCAS où les échanges réguliers entre les services ont permis de baisser la subvention de 100 K€ par rapport à 2021.

Montants en K Euros	2021	2022	Montants	%
SDIS	3 156	3 194	38	1,20%
Syndicats intercommunaux	22	29	7	31,82%
CCAS	3 400	3 300	-100	-2,94%
Caisse des écoles	60	61	1	1,67%
CTG	1 214	542	-672	-55,35%
Contrat de Ville	116	116	0	0,00%
Enfants scolarisés à l'extérieur	152	110	-42	-27,63%
Subventions aux associations	1 551	1 482	-69	-4,45%
OGEC Fenelon	362	320	-42	-11,60%
Indemnités élus	570	578	8	1,40%
Redevances, non valeurs, indemnités instit.	44	8	-36	-81,82%
Autres charges de gestion courante	10 647	9 740	-907	-8,52%

- Les prélèvements et reversements de fiscalité :

A noter qu'en 2021, la Ville avait pu déduire un montant important du prélèvement SRU suite à la cession d'un immeuble à l'euro symbolique pour la production de logements étudiants en proximité directe de la médiathèque.

Montants en K Euros	2018	2019	2020	2021	2022
SRU, FPIC, reversements fiscalité	967	1 002	1 148	685	1 251
Evolution en pourcentage		3,62%	14,57%	-40,33%	82,63%

- Les charges financières :

Les charges financières n'ont cessé de poursuivre leur décroissance, eu égard à la baisse cumulée du volume de dette et du taux moyen mais également par les opérations réalisées pour désensibiliser la dette toxique.

Il convient de neutraliser, l'augmentation constatée entre 2019 et 2020, celle-ci-étant due à une opération de refinancement réalisée qui a occasionné le versement d'une indemnité de 362 K€.

Montants en K Euros	2018	2019	2020	2021	2022
Charges financières	3 358	2 821	2 921	2 440	1 939
Evolution en pourcentage		-15,99%	3,54%	-16,47%	-20,53%

Il est rappelé qu'au compte administratif 2014, avant que la Ville ne réalise le travail sur la dette, le volume des frais financiers s'établissait à 4 739 K€.

Montants en K Euros	2014	2022
Charges financières	4 739	1 939
Evolution en pourcentage		-59,08%

- Récapitulatif dépenses de fonctionnement :

Montants en K Euros	2018	2019	2020	2021	2022
Fonctionnement des services	10 327	10 671	10 359	10 745	11 690
Charges de personnel	34 012	34 556	34 416	34 540	35 834
SRU, FPIC, CCAS	967	1 002	1 148	685	1 251
Autres charges de gestion courante	10 322	10 419	10 744	10 647	9 740
Charges financières	3 358	2 821	2 921	2 440	1 939
Charges exceptionnelles et provisions	833	602	408	1 033	821
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	59 819	60 071	59 996	60 090	61 275
Evolution en pourcentage		0,42%	-0,12%	0,16%	1,97%

L'évolution de nos dépenses de fonctionnement nous démontre une certaine maîtrise, d'autant plus avec le travail de rationalisation effectué ces dernières années.

Cette politique volontariste de diminution de nos charges a été déterminante dans la restauration de notre épargne.

Cette politique d'assainissement de nos finances se traduit dans le niveau de notre épargne brute qui a considérablement évoluée ces dernières années avec une moyenne qui s'établit pour les cinq dernières années à environ 8 710 K€ qui représente à peu de chose près le niveau d'épargne de 2022.

Montants en K Euros	2018	2019	2020	2021	2022
Epargne brute	7 727	8 986	8 406	9 785	8 645

Les échéances en remboursement en capital de la dette sur la période restent sur des niveaux élevés soit 8 722 K€, nous sommes engagés dans une politique de désendettement à rythme soutenu ce qui permis de réduire notre encours de dette de 96,01 millions d'euros au 31 décembre 2017 à 82,77 millions d'euros au 31 décembre 2022 soit une réduction de notre encours de près de 14 % sur la période.

Montants en K Euros	2018	2019	2020	1003	2022
Remboursement capital de la dette	8 544	7 676	8 776	10 003	8 612

Les niveaux d'épargne nette sont les suivants :

Montants en K Euros	2018	2019	2020	2021	2022
Epargne nette	-817	1 311	-370	-218	33

3) DETAIL SECTION D'INVESTISSEMENT

a) les dépenses

Dettes

Ce point sera développé plus loin dans le rapport de dette, néanmoins dans les éléments essentiels l'annuité 2022 a représenté 8 612 K€ de remboursement en capital, qui cumulé avec une opération de refinancement sur un encours détenu par la Ville sur une ligne de trésorerie budgétaire pluriannuelle de 5 400 K€ a représenté 14 012 K€

Autres principales dépenses

Dans les autres dépenses essentielles on notera la prise de capital de la Ville dans la nouvelle SEM foncière pour 326 K€, ainsi que l'apurement du compte 1069 pour 163 K€, compte non budgétaire qui a pu être exceptionnellement mouvementé lors de la mise en place de la M14 afin de neutraliser l'incidence budgétaire résultant de la mise en place du rattachement des charges et des produits, écritures indispensables pour le passage en M 57 au 1^{er} janvier 2024.

Enfin, le plus gros volume est représenté par le déficit reporté de la section d'investissement pour 5 343 K€ qui a fait l'objet d'une couverture par l'affectation d'une partie du résultat de fonctionnement, cette écriture est purement comptable et ne fait pas l'objet de réalisations.

Dépenses d'équipement en K€ (A)

L'année 2022 est marquée par une politique très dynamique en terme d'investissement, notamment avec les opérations déléguées et la réalisation du Campus étudiant

En ce qui concerne les dépenses d'équipement les taux de réalisations par rapport aux crédits inscrits restent très élevés soit 76,47%.

2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
9 259	10 263	13 726	12 737	11 627

Opérations déléguées et périls en K€ (B)

Sur les 4 230 K€ de réalisations, 4 045 K€ ont été consommés par le Campus Etudiant

2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
333	30	165	2 447	4 230
	-90,99%	450,00%	1383,03%	72,86%

Opérations d'investissement en K€ (A+B)

2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
9 592	10 293	13 891	15 184	15 857

Détail des dépenses d'investissement en K€

MONTANTS EN K EUROS	CA 2022 (1)	RESTES A REALISER (2)	TOTAL (1)+(2)
DEPENSES D'EQUIPEMENT (A)	11 627	2 530	
<u>RENOUVELLEMENT EQUIPEMENTS</u>			
MODERNISATION DES SERVICES	273	129	402
EQUIPEMENT DES SERVICES	408	5	413
EQUIPEMENT DES BATIMENTS	36	267	303
EQUIPEMENTS ROUTIERS ET URBAINS	139		139
DEFENSE INCENDIE	24		24
MATERIEL SERVICES TECHNIQUES	46		46
MOBILIER SERVICES	54		54
PARC AUTOMOBILE	370	57	427
<u>RENOUVELLEMENT SUPERSTRUCTURES</u>			
PALAIS EPISCOPAL	1 264	148	1 412
RESTAURATION MAHP	33	46	79
RESTAURATION VILLA FRAGONARD	25	15	40
EGLISE SAINT HELENE	439	76	515
RENOVATIONS CHAPELLES	11	1	12
LOCAUX SALLE SOUS LE COURS	299	20	319
LOCAUX VISITATION	223	7	230
GER ECOLES/CRECHES	429	40	469
RENOVATION PALAIS CONGRES	48	10	58
RENOVATION CCAS	15	14	29
FACADE SERVICE JURIDIQUE	140	11	151
RENOVATION SALLE ROTONDE	173	8	181
GER BATIMENTS	339	26	365
GER SECURITE INCENDIE	150	22	172
GER FLUIDES	142	89	231
STADE PERDIGON	891	164	1 055
RENOVATION INFRASTRUCTURES SPORTIVES	29		29
REAMENAGEMENT CTM		12	12
RELOCALISATION SERVICES		17	17
CRECHE PETIT PARIS		8	8

Détail des dépenses d'investissement en K€ suite

MONTANTS EN K EUROS	CA 2022 (1)	RESTES A REALISER (2)	TOTAL (1)+(2)
<u>RENOUVELLEMENT INFRASTRUCTURES</u>			
ACQUISITIONS FONCIERES	191		191
VIDEO PROTECTION			0
REQUALIFICATION RUE ANCIEN PALAIS JUSTICE	183	168	351
REQUALIFICATION AVENUE MARECHAL LECLERC		40	40
REQUALIFICATION CHAPELLE DES CHIENS		9	9
GER VOIRIES	521	64	585
GER ECLAIRAGE PUBLIC	109	13	122
GER RESEAUX DEFENSE INCENDIE	43		43
MURS DE SOUTENEMENT	142		142
OUVRAGES D'ART	22		22
EXTENSION CIMETIERES ROUMIGUIERES	100	34	134
ESPACES VERTS ET AIRE DE JEUX	19	8	27
CREATION JARDIN DOLLA		9	9
<u>RENOUVELLEMENT URBAIN</u>			
ETUDES D'AMENAGEMENT		47	47
FACADES ET PARTIES COMMUNES	120		120
ESPACES PUBLICS ROUACHIER VERCEUIL/LAUVE	603	128	731
CONSTRUCTION MEDIATHEQUE	2 543	707	3 250
EQUIPEMENT MEDIATHEQUE	391	111	502
ILOTS DE GRADES NPNRU	640		640
<u>OPERATION DELEGUEE (B)</u>	4 045	2 025	6 070
CAMPUS ETUDIANT	4 045	1 687	5 732
RESEAUX PLACES MEDIATHEQUE		338	338
<u>PERILS (B suite)</u>	185	245	430
PERILS DIVERS	185	245	430
TOTAL	15 857	4 800	20 657

b) les recettes

Emprunt

L'emprunt mobilisé pour financer les dépenses d'équipement a été plafonné à 3 767 K€, c'est-à-dire que seuls 32 % de nos équipements ont été mobilisés par emprunt.

En complément de cette mobilisation, nous retrouvons l'opération de refinancement d'un encours de la Ville sur une ligne de financement pluriannuelle non consolidée pour 5 400 K€.

Dans les restes à réaliser nous retrouverons également l'emprunt inscrit au budget non réalisé soit 2 733 K€.

Autres principales recettes

Sur les autres recettes nous retrouvons celles caractérisées comme les fonds propres de la section d'investissement et notamment pour la première le Fonds de Compensation de la TVA, remboursements de la TVA des dépenses d'équipement réalisées en 2021.

FCTVA

2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
1 228	1 338	1 581	1 603	2 302

Pour la seconde nous retrouvons la taxe d'aménagement qui est liée avec les permis de construire et celle instituée sur les plus-values de terrains devenus constructibles.

Taxes d'aménagement et plus-value terrains devenus constructibles

2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
330	358	888	1 521	708

Recettes d'équipement (A)

La forte diminution en 2022 s'explique par le fait que les grosses opérations comme la médiathèque notamment ont perçu leur solde de subvention en 2021.

2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
2 440	2 696	2 447	3 987	2 405

Opérations déléguées et périls(B)

La forte progression de ce poste en 2022, est uniquement liée aux subventions perçues pour le campus étudiant soit 5 641 K€ sur 5 826 K€

2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
333	30	165	318	5 826

Détail des recettes d'investissement en K€ suite

MONTANTS EN K EUROS	CA 2022	RESTES A REALISER	TOTAL
RECETTES D'EQUIPEMENT (A)	2 405	461	2 866
<u>RENOUVELLEMENT EQUIPEMENTS</u>			
MODERNISATION DES SERVICES	53		53
EQUIPEMENT DES SERVICES	114		114
<u>RENOUVELLEMENT SUPERSTRUCTURES</u>			
PALAIS EPISCOPAL	357		357
RESTAURATION MAHP	14		14
CATHEDRALE		62	62
EGLISE SAINT HELENE	122		122
LOCAUX SALLE SOUS LE COURS	46		46
RENOVATION CCAS	21		21
FACADE SERVICE JURIDIQUE	52		52
STADE PERDIGON		239	239
SECURISATION LOCAUX ETUDIANTS	52		52
<u>RENOUVELLEMENT INFRASTRUCTURES</u>			
PUP LA BRISE	144		144
VIDEO PROTECTION	20	3	23
REQUALIFICATION RUE ANCIEN PALAIS JUSTICE	43		43
GER VOIRIES	8	75	83
REQUALIFICATION BOULEVARD CARNOT	133		133
AMENDES DE POLICE	499		499
ESPACES VERTS ET AIRE DE JEUX	7		7
<u>RENOUVELLEMENT URBAIN</u>			
ESPACES PUBLICS ROUACHIER VERCEUIL/LAUVE	351	82	433
CONSTRUCTION MEDIATHEQUE	369		369
OPERATION DELEGUEE (B)	5 641	2 101	7 742
CAMPUS ETUDIANT	5 641	1 763	7 404
RESEAUX PLACES MEDIATHEQUE		338	338
PERILS (B)	185	245	430
PERILS DIVERS	185	245	430
TOTAL	8 231	2 807	11 038

c) Equilibre section d'investissement

DEPENSES	Montants en K€	RECETTES	Montants en K€
Dépenses d'équipement	11 627	Epargne brute Y compris cessions foncières	8 645
Délégations de maîtrise d'ouvrage	4 045	Emprunt financement investissement	3 767
Remboursement capital dette	8 612	Refinancement	5 400
Refinancement	5 400	Subventions d'équipement	2 405
Divers charges	200	Délégations de maîtrise d'ouvrage	5 641
Prise de capital SEM foncière	326	Périls	185
Périls	185	FCTVA, taxes d'urbanisme	3 010
Déficit reporté	5 344	Dette récupérable et créances particulier	309
		Affectation	5 654
		Fonds de roulement	723
TOTAL DEPENSES	35 739	TOTAL RECETTES	35 739

d) Ratio financiers et éléments financiers

Libellés	2022
Charges de gestion en K€	58 515
-----	-----
Produits de gestion en K€	67 835
Epargne de gestion en K€	9 320
Epargne de gestion / Produits de gestion	13,74%
Epargne brute (RRF -DRF) en K€	8 645
Amortissement en capital de la dette en K€	8 612
Epargne nette en K€	33
Epargne Brute/produits de gestion	12,74%
Encours de dette Brute au 31 décembre 2022 en K€	82 774
Capacité de désendettement brute en années	9,6
Encours de dette / population en €	1 581
Dépenses réelles de fonctionnement/population en €	1 171
Recettes réelles de fonctionnement/population en €	1 336
Dépenses d'équipement brut / population en €	222
Dépenses fonct et remb dette capital / recette réelles de fonctionnement €	1,00

4) RAPPORT GESTION DE LA DETTE 2022

- Politique de gestion agréée par le Conseil Municipal

Le 28 juin 2022, le Conseil Municipal a adopté un dispositif régissant la gestion de la dette de la ville, établi par deux documents complémentaires :

- Cahier des procédures générales de gestion de dette ;
- Définition stratégique de la gestion de dette – Règles de gestion.

Outre des ratios de gestion, des orientations ont été définies, à savoir :

- En période de taux de niveau peu élevé et dans la perspective d'une remontée des taux, devront être étudiées toutes possibilités de passer à taux fixe les lignes à taux variable (Euribor notamment). Cette action pourra s'exécuter soit par usage des dispositions contractuelles, soit par la souscription de swaps taux variables contre taux fixes.

En l'hypothèse d'utilisation des conditions contractuelles, le coût de transformation du taux sera intégré dans le prix de revient résultant. Ce dernier ne pourra majorer de plus de 1 % le taux fixe nominal.

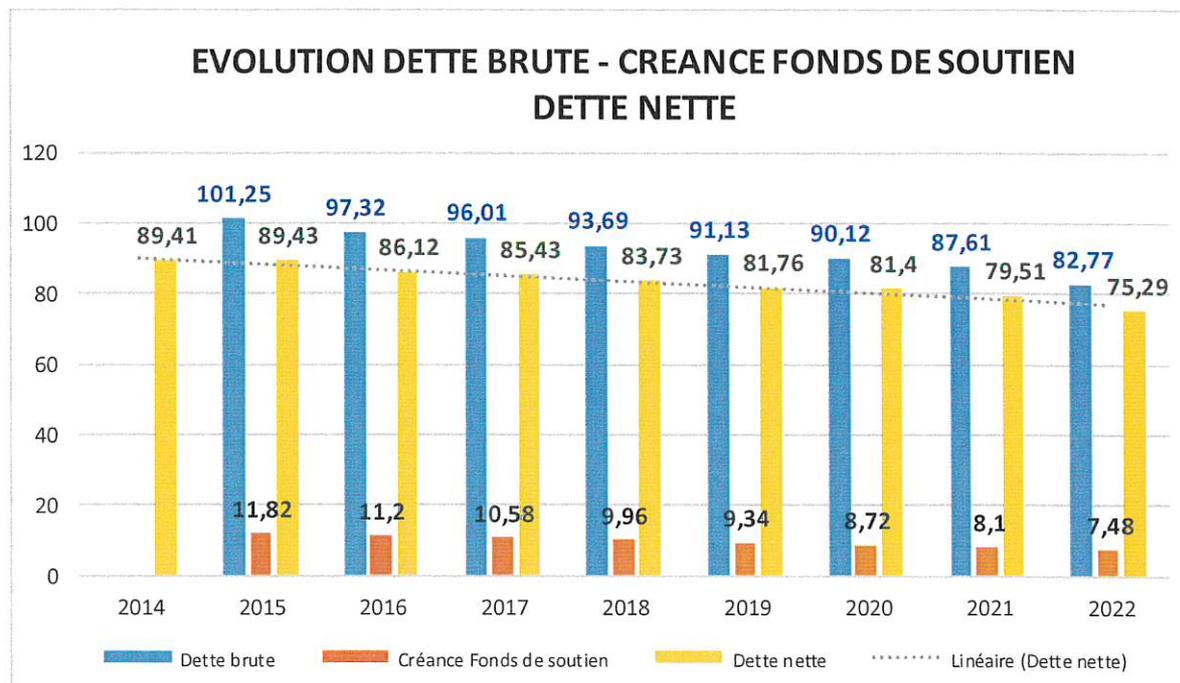
- Toute opportunité de marché sera utilisée pour désensibiliser les structures existantes.
Chaque dossier en cours fera l'objet d'une analyse particulière aux fins de dégager des solutions de désensibilisation envisageables.
- Toute opportunité de marché sera utilisée pour accroître la part de dette d'une durée inférieure à 5 ans indexée sur des ressources à taux variables. Cette part ne devra toutefois pas être supérieure à 40 %. Si cette part devenait supérieure à 35 %, l'exécutif serait saisi pour préciser sa position sur cette répartition.

Les échanges de taux longs fixes contre des taux intermédiaires révisables (correspondant à des durées de 2 à 5 ans) doivent être étudiés pour travailler l'ensemble de la courbe en utilisant des déformations ponctuelles favorables.

Ces retournements ne seront pas exécutés s'ils dégradent les résultats en raison des frais y attachés.

a) *Situation de la dette du budget principal au 31 décembre 2022 en millions d'euros :*

(en M€)	2014	2015 ¹	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Principal net fonds de soutien	89.41	89.43	86.12	85.43	83.73	81.76	81.40	79.51	75.29
Variation		+0.02	-3.31	-0.69	-1.70	-1.97	-0.36	-1,89	-4.22



2022 est marqué par un niveau d'investissement toujours soutenu et un volume d'emprunt mobilisé optimisé, de façon à diminuer notre encours de dette nette du fonds de soutien de plus de 4 millions d'euros.

¹ Les données retenues sont arrêtées après impact de l'aide du Fonds de Soutien.

b) Analyse des variations 2022 et prospective 2023 en M€ hors refinancements

En M€	2022	2023
Emprunts nouveaux LMT	+3.77	6.51
Amortissements	-8,61	-9.10
Variation dette brute	-4.84	-2,59
Fonds de Soutien	+0.62	+0.62
Variation dette nette	-4.22	-1,97

Pour 2022 apparaissent très clairement :

- Un nouvel emprunt contracté auprès du Crédit Agricole pour **3 M€ (taux fixe 2,78 %)** ;
- Ligne de financement « INTRACTING » pour **0,766 M€** ;
- L'atténuation de la réduction de la dette par l'amortissement du Fonds de Soutien pour **0,62 M€** ;

Pour 2023 est essentiellement prévu un volume d'emprunts nouveaux pour le financement des investissements plafonné à 6,51 M€, pour lequel une convention CT/MT a déjà été souscrite auprès du Crédit Agricole à hauteur de 5M€.

Les emprunts souscrits sont tous classés en A1 en ce qui concerne la charte Gissler, conformément aux objectifs fixés par nos règles de gestion.

Nous veillons à ce que systématiquement les conditions financières dans lesquelles les emprunts sont souscrits nous garantissent un coût et une sécurisation optimisés.

c) Ventilations de la dette totale en M€

Ces analyses sont conduites sur les dettes brutes (avant déduction de l'aide du Fonds de Soutien).

- Par typologie de taux après swaps :

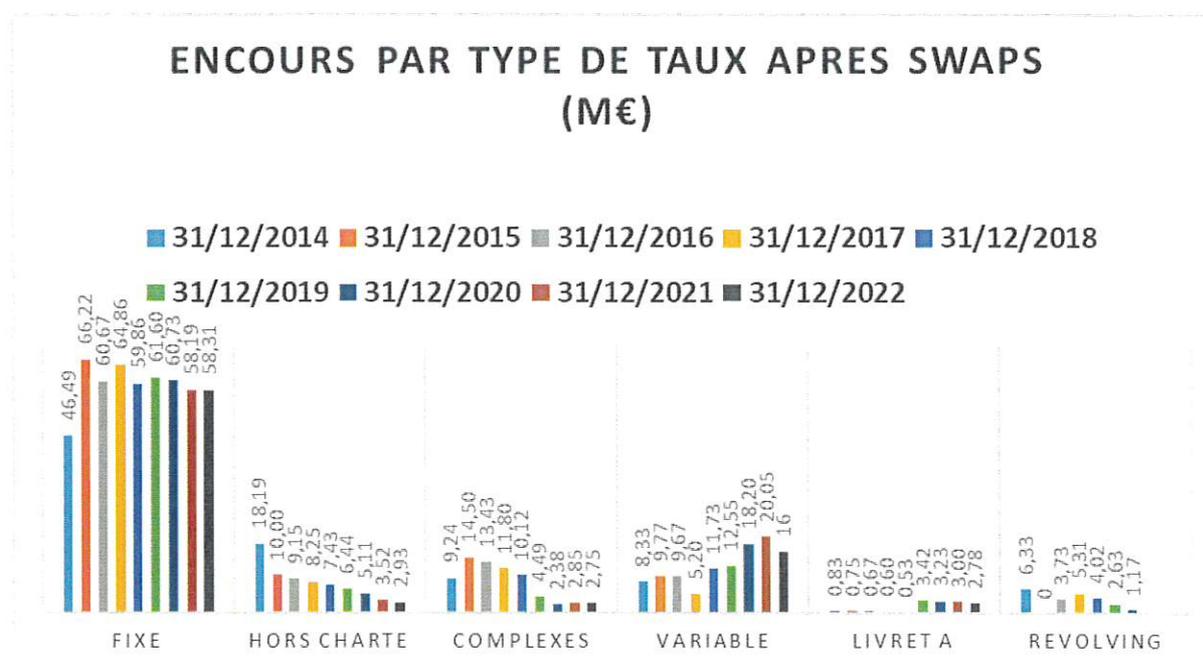
	31/12/2014		31/12/2015		31/12/2016		31/12/2017	
	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%
Fixe	46,49	52,00%	66,22	65,41%	60,67	62,34%	64,86	67,55%
Hors charte	18,19	20,34%	10,00	9,88%	9,15	9,40%	8,25	8,59%
Complexes	9,24	10,33%	14,50	14,32%	13,43	13,80%	11,80	12,29%
Variable	8,33	9,32%	9,77	9,65%	9,67	9,94%	5,20	5,42%
Livret A	0,83	0,93%	0,75	0,74%	0,67	0,69%	0,60	0,62%
Revolving	6,33	7,08%	0	0,00%	3,73	3,83%	5,31	5,53%
	89,41	100,00%	101,25	100,00%	97,32	100,00%	96,01	100,00%

	31/12/2018		31/12/2019		31/12/2020		31/12/2021	
	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%
Fixe	59,86	63,89%	61,60	67,60%	60,73	67,39%	58,19	66,42%
Hors charte	7,43	7,93%	6,44	7,07%	5,11	5,67%	3,52	4,02%
Complexes	10,12	10,80%	4,49	4,93%	2,38	2,64%	2,85	3,25%
Variable	11,73	12,52%	12,55	13,77%	17,50	19,42%	20,05	22,89%
Livret A	0,53	0,57%	3,42	3,75%	3,23	3,56%	3,00	3,42%
Revolving	4,02	4,29%	2,63	2,89%	1,17	1,29%		0,00%
	93,69	100,00%	91,13	100,00%	90,12	100,00%	87,61	100,00%

	31/12/2022	
	M€	%
Fixe	58,31	70,45%
Hors charte	2,93	3,54%
Complexes	2,75	3,32%
Variable	16,00	19,33%
Livret A	2,78	3,36%
Revolving	0	0%
	82,77	100,00%

Après swaps, à fin 2022, la dette à taux fixe représente 70,44 % de la dette totale, 19,33 % est à taux variables simples.

La dette hors charte ne représente plus que 3,54 % de notre dette brute.



Etant rappelé que la dette revolving (engagement pluriannuel) a une fonction de lissage destinée à optimiser la dette de la Ville, il apparaît clairement que les actions de gestion ont permis de :

- Réduire significativement la dette Hors Charte. Ce point est une des règles de gestion adoptées tendant à rechercher la diminution de l'exposition aux risques ;
- Accroître l'encours à taux fixes dans une période de taux bas. Ce point est également une des règles de gestion adoptées en 2022 ;

d) Par typologie de risques Budget Principal (après swaps) :

		moins élevé		Risque		Plus élevé		Total	
		A	B	C	D	E	HC	M€	%
Ris	k	M€	M€	M€	M€	M€	M€	M€	%
élevé + ←	→ 1	77.09	2.43					79.52	96.07%
	2								
	3								
	4				0.32			0.32	0.39%
	5								
	H C							2.93	2.93
	Σ	77.09	2.43		0.32		2.93	82.77	
	%	93.14%	2.94%		0.39%		3.54%		100 %

Les opérations de désensibilisation engagées depuis 2014, ciblées notamment sur les positions hors charte, ont eu pour conséquence une forte diminution de leur volume et de leur part relative sur la totalité de l'encours.

Ainsi à fin 2014, les emprunts classés hors charte représentaient 18,19 M€ et plus de 20 % de l'encours de dette.

A fin 2022, leur volume a été réduit de près de 85 % pour s'établir à 2,93 M€.

• **Taux moyens d'endettement**

Année	Après Swaps (%)	
	Niveau	Variation
2009	3.97	
2010	5.54	+1.57
2011	7.34	+1.80
2012	6.93	-0.41
2013	6.48	-0.45
2014	5.24	-1.24
2015	4.09	-1.15
2016	3.76	-0.33
2017	3.31	-0.45
2018	3.02	-0.29
2019	2.80	-0.22
2020	2.50	-0.30
2021	2.00	-0.50
2022	2.07	+0.07

Ainsi qu'indiqué supra, en 2014, un changement de politique de gestion de dette est intervenu dans le but de **réduire tant les risques financiers que les taux moyens**. Cette politique a été renforcée en 2015 avec l'adoption d'un cahier de procédures de gestion de dettes et d'un cahier de règles de gestion. Il en est résulté prioritairement :

- En 2014 et en 2015, une désensibilisation des produits structurés les plus défavorables. Les améliorations qui en ressortent se font sentir sur les taux moyens dès 2014 ;
- En 2016, le remboursement d'un emprunt à taux variable à marge élevée (2,29 %) et son refinancement par un emprunt à taux fixe de 0,70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipée acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la Ville ;
- En 2017, le remboursement d'un emprunt à taux révisable à marge élevée (3,47 %) et son refinancement par un emprunt à taux fixe de 0,70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipée acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la Ville ;
- En 2018, la majorité des tirages ayant été effectués sur des taux à variables simples, révisables sur des taux courts restant largement négatifs à ce jour ;
- En 2019, la sécurisation définitive d'un emprunt structuré par un passage de l'échéance en taux fixe à des conditions avantageuses.
- En 2020, à la demande de Dexia, la Ville a saisi l'opportunité :
 - D'une part de rembourser par anticipation et de refinancer un emprunt d'un montant de 3 178 378,44 € dont le taux fixe s'élevait à 4,68 %.

Cette transaction a fait l'objet d'un protocole d'accord (délibération 2020-97).

Le nouvel emprunt a été souscrit auprès de la Banque Postale pour un montant strictement identique, au taux fixe de 0,74 % et pour la durée résiduelle de l'emprunt quitté, soit 8 ans.
 - D'autre part, de rembourser par anticipation et de refinancer un emprunt en Franc Suisse d'un montant de 328 275,00 CHF.

Cette transaction a fait l'objet d'un protocole d'accord (délibération 2020-97).

Le nouvel emprunt a été souscrit auprès du Crédit Agricole au taux fixe de 0,45 % et pour la durée résiduelle de l'emprunt quitté soit 2,25 ans. Le montant du prêt (224 170,31 €) correspond à la contrevaletur en Euros basée sur le cours historique du taux de change.
- En 2021 ont été réalisées les opérations suivantes :
 - La sortie des emprunts Dailly, Projet et Fonds propres du contrat de partenariat éclairage public.

Cette opération s'est accompagnée d'une résiliation d'instruments financiers entraînant le paiement d'une indemnité. Malgré cela, les résultats obtenus ont permis de réduire le montant total des annuités d'environ 1,3 M€.
 - La sortie de deux contre-swaps moyennant le règlement de deux indemnités dont les conséquences financières sont relativement neutres, mais qui ont permis à la Ville de sortir d'une position hors charte et d'une position 4 D relativement risquée.
 - La sécurisation d'un swap positionné en 4 D par un passage en taux fixe sans contrepartie financière.
- En 2022 : le contexte économique, géopolitique et sanitaire a eu un fort impact sur le niveau d'inflation, obligeant les banques centrales à augmenter leurs taux directeurs. Ces augmentations successives ont impacté le niveau de taux proposés par les banques pour les nouveaux emprunts, mais également sur les taux en vigueur pour notre encours de dette, ce qui explique la légère augmentation à hauteur de 0.07 % de notre taux moyen d'endettement pour cette année.

Toutes ces opérations se sont inscrites dans nos objectifs dans le cadre de la gestion active de notre dette.

e) Dette hors charte et à taux complexes au 31.12.2022

- Au 31.12.22, la dette « hors charte » et à « taux complexes » est répartie ainsi :

Banque prêteuse	Réf. Ville	Type Taux	Avec swaps		Total		
			Nbre	M€	Nbre	M€	
Financements Hors Charte							
Dexia	HC	309	Struct	1	2.408	1	2.408
CE	HC	318	Struct	1	0.522	1	0.522
				2	2.930	2	2.930
Financements Complexes							
SFIL	B1	325	Struct	1	2.431	1	2.431
NATIXIS	D4	308	Struct	1	0.316	1	0.316
				2	2.747	2	2.747
TOTAL			struct	3	5.677	3	5.677

Deux produits restent classés en « Hors Charte », soit de l'ordre de 3.54 % du portefeuille de dettes. La part « Hors Charte » est passée de 18,19 M€ à 2,93 M€ entre fin 2014 et fin 2022.

Réf.	TAUX	ENCOURS AU 31.12.2022
Ville		M€
309	2.96 % si (CMS 30y - CMS1y) ≥ 0 sinon, 10.55 % - 10 * (CMS 30y - CMS 1y)	2.408
318	2.00 % + MAX [(EUR/USD - EUR/CHF - 10.65 %) ; 0]	0.522
	TOTAL en EUR	2.930

f) Ratios de dette

- Ratios de Gestion publics

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Encours dette nette / habitant (€)	1.56	1.66	1.60	1.59	1.56	1.58	1.59	1.60	1.44
Encours dette nette / recettes fonctionnement (%)	125	132	129	128	124	118	121	114	108

- Durée de vie du portefeuille de dettes

	31.12.14	31.12.15	31.12.16	31.12.17	31.12.18	31.12.19	31.12.20	31.12.2021	31.12.2022
Durée de vie résiduelle	11.0	14.8	13.0	12.3	12.4	12.2	11.41	12.2	12
Durée moyenne	6.1	8.0	7.0	7.0	6.9	7.2	6.8	6.8	6.5

- La durée de vie résiduelle mesure la durée restante (en moyenne pondérée par les volumes) à la date du calcul.
- La durée moyenne est la durée nécessaire pour rembourser la moitié du capital.



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2023 - 33 **BUDGET PRINCIPAL**
COMPTE ADMINISTRATIF 2022

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOU
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOU à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 33

DU 4 AVRIL 2023

BUDGET PRINCIPAL
COMPTE ADMINISTRATIF 2022

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de présenter le compte administratif – résultats budgétaires – de l'exercice 2022 :

- fonctionnement : excédent :	+ 8 328 967,59 €
- investissement : déficit cumulé :	- 5 381 840,80 €

Monsieur le Maire expose :

Vu les règlements de la comptabilité publique,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment les articles L 1612-12, et L 2121-31,

Vu le Compte de Gestion établi par Monsieur le Trésorier Principal de Grasse Municipale et Banlieue,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Considérant que le Compte Administratif a été arrêté au 31 décembre 2022,

Considérant que le compte de gestion présenté par Monsieur le Comptable Public de Service de Gestion Comptable de Grasse présente une discordance avec le compte administratif au niveau de la reprise des résultats liés à la dissolution du syndicat du SIGLE,

Considérant que la reprise du déficit lié à la dissolution du SIGLE au niveau des comptes de la collectivité a impacté le compte 002 « résultat reporté de fonctionnement » pour un montant de - 2 760,94 € et celui d'investissement compte 001 « résultat reporté d'investissement » pour un montant de 2 960,42 €.

Dans ce sens, le résultat de clôture du compte de gestion s'établit en fonctionnement à 8 331 728,53 €, alors que celui du compte administratif s'établit à 8 331 728,53 – 2 760,94 € soit 8 328 967,59 €.

De la même façon le résultat de clôture du compte de gestion s'établit en investissement hors reste à réaliser à - 6 126 531,24 €, alors que celui du compte administratif s'établit à -6 126 531,24 € + 2 960,42 € soit -6 123 570,82 €.

Considérant que la maquette budgétaire complète de ce compte administratif a été adressée aux Conseillers Municipaux en pièce jointe des convocations de ce Conseil Municipal,

Considérant qu'une note de présentation de ce compte administratif a été adressée aux Conseillers Municipaux en pièce jointe des convocations de ce Conseil Municipal,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal, pour procéder au règlement définitif du compte administratif 2022 du budget principal, tel qu'il vous est présenté ci-dessous par chapitre.

SECTION FONCTIONNEMENT DEPENSES- MONTANTS EN EUROS

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
CHAPITRE	LIBELLES CHAPITRES	CREDITS OUVERTS	MANDATS EMIS	RESTES A REALISER	CREDITS ANNULES
011	CHARGES CARACTERE GENERAL	11 793 611,61	11 690 000,38	0,00	103 611,23
012	CHARGES DE PERSONNEL	35 924 250,60	35 833 874,02	0,00	90 376,58
014	ATTENUATION DE PRODUITS	1 270 000,00	1 250 827,98	0,00	19 172,02
65	CHARGES DE GESTION COURANTE	10 040 465,99	9 740 041,16	0,00	300 424,83
66	CHARGES FINANCIERES	2 000 000,00	1 938 945,25	0,00	61 054,75
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	486 984,15	353 053,99	0,00	133 930,16
68	DOTATIONS AUX PROVISIONS	468 438,09	468 438,09	0,00	0,00
023	VIREMENT A L'INVESTISSEMENT	5 716 054,68			5 716 054,68
042	OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS	4 342 573,43	3 581 833,66	0,00	760 739,77
TOTAL GENERAL		72 042 378,55	64 857 014,53	0,00	7 185 364,02

SECTION FONCTIONNEMENT RECETTES – MONTANTS EN EUROS

RECETTES DE FONCTIONNEMENT					
CHAPITRE	LIBELLES CHAPITRES	CREDITS OUVERTS	MANDATS EMIS	RESTES A REALISER	CREDITS ANNULES
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	350 000,00	399 021,99	0,00	-49 021,99
70	PRODUITS DES SERVICES	1 968 000,00	2 471 550,16	0,00	-503 550,16
73	IMPOTS ET TAXES	55 776 220,00	56 718 750,11	0,00	-942 530,11
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	7 209 626,00	7 263 387,62	0,00	-53 761,62
75	AUT. PRODUITS GESTION COURANTE	1 090 000,00	981 510,01	0,00	108 489,99
76	PRODUITS FINANCIERS	984 000,00	774 329,34	0,00	209 670,66
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 109 011,52	1 108 147,84	0,00	863,68
78	REPRISE PROVISIONS	203 731,15	203 731,15	0,00	0,00
042	OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS	425 000,00	338 764,02	0,00	86 235,98
TOTAL		69 115 588,67	70 259 192,24	0,00	-1 143 603,57
002	RESULTAT REPORTE	2 926 789,88			
TOTAL GENERAL		72 042 378,55	70 259 192,24	0,00	-1 143 603,57

SECTION INVESTISSEMENT DEPENSES – MONTANTS EN EUROS

DEPENSES INVESTISSEMENT					
CHAPITRE	LIBELLES CHAPITRES	CREDITS OUVERTS	MANDATS EMIS	RESTES A REALISER	CREDITS ANNULES
10	DOTATIONS ET FONDS DIVERS	187 146,00	162 745,13		24 400,87
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	1 500,00	1 500,00		0,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASIMILES	16 466 317,00	14 011 719,85		2 454 597,15
20	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	577 020,00	248 122,28	205 638,91	123 258,81
204	SUBVENTIONS EQUIPEMENT	840 000,00	771 460,58	6 001,40	62 538,02
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 765 389,58	1 246 323,92	246 933,18	272 132,48
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	7 470 050,91	5 824 501,66	1 131 291,66	514 257,59
26	PARTICIPAT. CREANCES RATTACHEES	450 000,00	325 500,00		124 500,00
27	AUTRES IMMOB.FINANCIERES	52 000,00	36 100,00		15 900,00
454101	PERIL 16, PLACE AUX AIRES	41 400,00			41 400,00
4541103	PERIL 174, AVE PIERRE SEMARD	640,00		640,00	0,00
4541104	PERIL 37, BVD JEU DE BALLON	919,64		919,64	0,00
4541109	PERIL 32, RUE TRACASTEL	51 120,00	1 800,00	49 320,00	0,00
4541110	PERIL 11, DE L'ORATOIRE	1 200,00	0,00	1 200,00	0,00
4541113	PERIL 8, RUE DES SŒURS	193 256,21	105 417,00	87 839,21	0,00
4541114	PERIL 2, TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN	12 361,68		12 361,68	0,00
4541116	PERIL 16, RUE CHARLES NEGRE	1 320,00	1 135,73		184,27
4541120	PERIL 1, PLACE DE LA ROQUE	22 841,50	11 616,00	11 225,50	0,00
4541123	PERIL 19, RUE MOUGINS ROQUEFORT	39 937,20	26 984,40	12 952,80	0,00
454145	PERIL 3, RUE DE LA FONTETTE	69 240,00	34 581,00	34 659,00	0,00
454199	PERIL 3, RUE PORTE NEUVE	38 300,12	4 047,12	34 253,00	0,00
454201	PERIL 16, PLACE AUX AIRES	100 000,00			100 000,00
458103	CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE	5 731 472,30	4 044 735,50	1 686 736,80	0,00
458104	DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE	337 737,36	0,00	337 737,36	0,00
929	EQUIPEMENTS LOCAUX ASSOCIATIFS	4 550 974,11	3 536 709,80	939 921,92	74 342,39
040	OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS	425 000,00	338 764,02		86 235,98
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	750 000,00	164 692,08		585 307,92
TOTAL		40 177 143,61	30 898 456,07	4 799 632,06	4 479 055,48
001	SOLDE EXECUTION NEGATIF REPORTE	5 343 854,07			
TOTAL GENERAL		45 520 997,68	30 898 456,07	4 799 632,06	4 479 055,48

SECTION INVESTISSEMENT RECETTES – MONTANTS EN EUROS

RECETTES INVESTISSEMENT					
CHAPITRE	LIBELLES CHAPITRES	CREDITS OUVERTS	MANDATS EMIS	RESTES A REALISER	CREDITS ANNULES
10	DOTATIONS ET FONDS DIVERS	8 844 342,44	8 663 803,89		180 538,55
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	2 764 197,00	2 405 205,13	461 401,59	-102 409,72
16	EMPRUNTS ET DETTES ASIMILES	14 566 317,00	9 172 067,00	2 733 683,00	2 660 567,00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	10 883,60	10 883,60		0,00
27	AUTRES IMMOB.FINANCIERES	260 000,00	293 912,76		-33 912,76
024	PRODUIT DES CESSIONS	-47 573,43			-47 573,43
454101	PERIL 16, PLACE AUX AIRES	100 000,00			100 000,00
454201	PERIL 16, PLACE AUX AIRES	41 400,00			41 400,00
4542103	PERIL 174, AVE PIERRE SEMARD	640,00		640,00	0,00
4542104	PERIL 37, BVD JEU DE BALLON	919,64		919,64	0,00
4542109	PERIL 32, RUE TRACASTEL	51 120,00	1 800,00	49 320,00	0,00
4542110	PERIL 11, DE L'ORATOIRE	1 200,00	0,00	1 200,00	0,00
4542113	PERIL 8, RUE DES SŒURS	193 256,21	105 417,00	87 839,21	0,00
4542114	PERIL 2, TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN	12 361,68		12 361,68	0,00
4542116	PERIL 16, RUE CHARLES NEGRE	1 320,00	1 135,73		184,27
4542120	PERIL 1, PLACE DE LA ROQUE	22 841,50	11 616,00	11 225,50	0,00
4542123	PERIL 19, RUE MOUGINS ROQUEFORT	39 937,20	26 984,40	12 952,80	0,00
454245	PERIL 3, RUE DE LA FONTETTE	69 240,00	34 581,00	34 659,00	0,00
454299	PERIL 3, RUE PORTE NEUVE	38 300,12	4 047,12	34 253,00	0,00
458203	CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE	7 403 929,25	5 640 759,95	1 763 169,30	0,00
458204	DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE	337 737,36		337 737,36	0,00
021	VIREMENT DU FONCTIONNEMENT	5 716 054,68			5 716 054,68
040	OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS	4 342 573,43	3 581 833,66		760 739,77
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	750 000,00	164 692,08		585 307,92
	TOTAL GENERAL	45 520 997,68	30 118 739,32	5 541 362,08	9 860 896,28

	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT
RESULTATS REPORTES	5 343 854,07			2 926 789,88
OPERATIONS EXERCICE	30 898 456,07	30 118 739,32	64 857 014,53	70 259 192,24
RESTES A REALISER	4 799 632,06	5 541 362,08		
TOTAUX CUMULES	41 041 942,20	35 660 101,40	64 857 014,53	73 185 982,12
RESULTAT NET	-5 381 840,80			8 328 967,59

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 7 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ARRÊTER** les dépenses et les recettes de la section d'investissement et de la section de fonctionnement comme détaillé ci-dessus ;
- **NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Trésorier Municipal et à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes.

Monsieur le Maire ne prend pas part au vote, quitte la salle et donne la présidence à Madame Valérie COPIN, Première Adjointe.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 34 voix pour, 8 voix contre : Monsieur EUZIERE (2 voix), Madame CONESA, Madame ADDAD, Madame LAZREUG, Monsieur CASSARINI, Monsieur Patrick ISNARD (2 voix).

Delibération affichée le ...-5...AVR. 2023
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,


VILLE DE GRASSE
A.M.

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe


VILLE DE GRASSE
A.M.

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 5 AVR. 2023

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230404-2023-33-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus - VILLE DE GRASSE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21060069800018

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE DE GRASSE

M 14

**Compte administratif
voté par nature**

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL GRASSE (3)

ANNEE 2022

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230404-2023-33-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	20
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	22

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	25
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	39
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	87
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	131
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	132
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	138
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	140
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	141
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	143
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	144
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	145
A4 - Etat des provisions	147
A5 - Etalement des provisions	148
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	149
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	150
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)	152
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)	154
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4)	Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4)	Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	156
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	157
A8 - Etat des charges transférées	158
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	159
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	170
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	192
A10.3 - Opérations liées aux cessions	205
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	206
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	207
A11 - Etat des travaux en régie	208
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement	210
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	219
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	220

Accusé de réception en préfecture	224
006-210600698-20230404-2023-33-DE	
Date de télétransmission : 05/04/2023	225
Date de réception préfecture : 05/04/2023	226

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel	227
C1.2 - Actions de formation des élus	231
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	232
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	233
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	234
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	235
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	236
C3.6 - Identification des flux croisés	Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	238
D2 - Arrêté et signatures	239

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « Informations générales » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE 06069	VILLE DE GRASSE BUDGET PRINCIPAL GRASSE	Accusé de réception en préfecture 06-21060698-20230404-2023-04-05 Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023
----------------------------	--	--

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	52336
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i>) :	2544
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
0.00	65574215	1253	1304

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1170	1378
2	Produit des impositions directes/population	675	675
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1336	1519
4	Dépenses d'équipement brut/population	222	341
5	Encours de dette/population	1582	999
6	DGF/population	88	201
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	58	
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	1	
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	17.00	
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	1.18	

■ Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES		I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET		B

Accusé de réception en préfecture
 006-210600698-20230404-2023-33-E
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

POUR MEMOIRE⁽¹⁾

- I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
 - au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
 - avec (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
 - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

- (1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.
- (2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
- (3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.
- (4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.
- (5) A compléter par un seul des deux choix suivants :
 - semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
 - budgétaires (délibération n° du).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20230404-2023-33 DE Date de télétransmission : 05/04/2023	II
VUE D'ENSEMBLE		Date de réception préfecture : 05/04/2023	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	64 857 014,53	G	70 259 192,24
	Section d'investissement	B	30 898 456,07	H	30 118 739,32

		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	2 926 789,88 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	5 343 854,07 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)

		=		=	
TOTAL (réalisations + reports)		= A+B+C+D	101 099 324,67	= G+H+I+J	103 304 721,44

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	4 799 632,06	L	5 541 362,08
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	4 799 632,06	= K+L	5 541 362,08

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	64 857 014,53	= G+I+K	73 185 982,12
	Section d'investissement	= B+D+F	41 041 942,20	= H+J+L	35 660 101,40
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	105 898 956,73	= G+H+I+J+K+L	108 846 083,52

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 4 799 632,06	L 5 541 362,08
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	461 401,59
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	2 733 683,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	205 638,91	0,00
204	Subventions d'équipement versées	6 001,40	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Chap.	Libellé	Dépenses engagées mandatées	Restes à émettre
21	Immobilisations corporelles	246 933,18	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 131 291,66	0,00
929	Opération d'équipement n° 929	939 921,92	
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00
4541103	Opération pour compte de tiers n° 103 - PERIL, 174 AVENUE PIERRE SEMARD 4 CH DES CAPUCINS (2)	640,00	0,00
4541104	Opération pour compte de tiers n° 104 - PERIL 37 BOULEVARD DU JEU DE BALLON (2)	919,64	0,00
4541109	Opération pour compte de tiers n° 109 - PERIL 32 RUE TRACASTEL (2)	49 320,00	0,00
4541110	Opération pour compte de tiers n° 110 - PERIL 11 RUE DE L'ORATOIRE (2)	1 200,00	0,00
4541113	Opération pour compte de tiers n° 113 - PERIL, 8 RUE DES SOEURS (2)	87 839,21	0,00
4541114	Opération pour compte de tiers n° 114 - PERIL 2, TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN (2)	12 361,68	0,00
4541120	Opération pour compte de tiers n° 120 - PERIL, 1 PLACE DE LA ROQUE (2)	11 225,50	0,00
4541123	Opération pour compte de tiers n° 123 - TRAVAUX COMPTE DE TIERS -19 RUE MOUGINS ROQUEFORT (2)	12 952,80	0,00
454145	Opération pour compte de tiers n° 45 - PERIL, 3 RUE DE LA FONTETTE (2)	34 659,00	0,00
454199	Opération pour compte de tiers n° 99 - PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE (2)	34 253,00	0,00
4542103	Opération pour compte de tiers n° 103 - PERIL, 174 AVENUE PIERRE SEMARD 4 CH DES CAPUCINS (2)	0,00	640,00
4542104	Opération pour compte de tiers n° 104 - PERIL, 37 BOULEVARD DU JEU DE BALLON (2)	0,00	919,64
4542109	Opération pour compte de tiers n° 109 - PERIL 32 RUE TRACASTEL (2)	0,00	49 320,00
4542110	Opération pour compte de tiers n° 110 - PERIL 11 RUE DE L'ORATOIRE (2)	0,00	1 200,00
4542113	Opération pour compte de tiers n° 113 - PERIL, 8 RUE DES SOEURS (2)	0,00	87 839,21
4542114	Opération pour compte de tiers n° 114 - PERIL 2 TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN (2)	0,00	12 361,68
4542120	Opération pour compte de tiers n° 120 - PERIL, 1 PLACE DE LA ROQUE (2)	0,00	11 225,50
4542123	Opération pour compte de tiers n° 123 - TRAVAUX COMPTE DE TIERS -19 RUE MOUGINS ROQUEFORT (2)	0,00	12 952,80
454245	Opération pour compte de tiers n° 45 - PERIL, 3 RUE DE LA FONTETTE (2)	0,00	34 659,00
454299	Opération pour compte de tiers n° 99 - PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE (2)	0,00	34 253,00
458103	Opération pour compte de tiers n° 03 - CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE (2)	1 686 736,80	0,00
458104	Opération pour compte de tiers n° 04 - DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE (2)	337 737,36	0,00
458203	Opération pour compte de tiers n° 03 - CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE (2)	0,00	1 763 169,30
458204	Opération pour compte de tiers n° 04 - DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE (2)	0,00	337 737,36

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**II****SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES****A2****DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	11 793 611,61	9 866 097,80	1 823 902,58	0,00	103 611,23
012	Charges de personnel, frais assimilés	35 924 250,60	35 833 485,52	388,50	0,00	90 376,58
014	Atténuations de produits	1 270 000,00	1 250 827,98	0,00	0,00	19 172,02
65	Autres charges de gestion courante	10 040 465,99	9 540 444,08	199 597,08	0,00	300 424,83
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		59 028 328,20	56 490 855,38	2 023 888,16	0,00	513 584,66
66	Charges financières	2 000 000,00	1 938 945,25	0,00	0,00	61 054,75
67	Charges exceptionnelles	486 984,15	351 733,99	1 320,00	0,00	133 930,16
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	468 438,09	468 438,09			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		61 983 750,44	59 249 972,71	2 025 208,16	0,00	708 569,57
023	Virement à la section d'investissement (2)	5 716 054,68				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	4 030 000,00	3 581 833,66			448 166,34
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		9 746 054,68	3 581 833,66			6 164 221,02
TOTAL		71 729 805,12	62 831 806,37	2 025 208,16	0,00	6 872 790,59
Pour information		(3) 0,00				
D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1						

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	350 000,00	393 482,39	5 539,60	0,00	-49 021,99
70	Produits services, domaine et ventes div	1 968 000,00	1 915 358,99	556 191,17	0,00	-503 550,16
73	Impôts et taxes	55 776 220,00	56 387 373,46	331 376,65	0,00	-942 530,11
74	Dotations et participations	7 209 626,00	6 931 500,53	331 887,09	0,00	-53 761,62
75	Autres produits de gestion courante	1 090 000,00	949 830,93	31 679,08	0,00	108 489,99
Total des recettes de gestion courante		66 393 846,00	66 577 546,30	1 256 673,59	0,00	-1 440 373,89
76	Produits financiers	984 000,00	774 329,34	0,00	0,00	209 670,66
77	Produits exceptionnels	796 438,09	1 108 147,84	0,00	0,00	-311 709,75
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	203 731,15	203 731,15			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		68 378 015,24	68 663 754,63	1 256 673,59	0,00	-1 542 412,98
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	425 000,00	338 764,02			86 235,98
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		425 000,00	338 764,02			86 235,98
TOTAL		68 803 015,24	69 002 518,65	1 256 673,59	0,00	-1 456 177,00
Pour information		(3) 2 926 789,88				
R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1						

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20230404-2023-13-DE Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES			A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	577 020,00	248 122,28	205 638,91	123 258,81
204	Subventions d'équipement versées	840 000,00	771 460,58	6 001,40	62 538,02
21	Immobilisations corporelles	1 765 389,58	1 246 323,92	246 933,18	272 132,48
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	7 470 050,91	5 824 501,66	1 131 291,66	514 257,59
	Total des opérations d'équipement	4 550 974,11	3 536 709,80	939 921,92	74 342,39
	Total des dépenses d'équipement	15 203 434,60	11 627 118,24	2 529 787,07	1 046 529,29
10	Dotations, fonds divers et réserves	187 146,00	162 745,13	0,00	24 400,87
13	Subventions d'investissement	1 500,00	1 500,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	16 466 317,00	14 011 719,85	0,00	2 454 597,15
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	450 000,00	325 500,00	0,00	124 500,00
27	Autres immobilisations financières	52 000,00	36 100,00	0,00	15 900,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	17 156 963,00	14 537 564,98	0,00	2 619 398,02
45...	Total des op. pour compte de tiers (6)	6 641 746,01	4 230 316,75	2 269 844,99	141 584,27
	Total des dépenses réelles d'investissement	39 002 143,61	30 394 999,97	4 799 632,06	3 807 511,58
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	425 000,00	338 764,02		86 235,98
041	Opérations patrimoniales (1)	750 000,00	164 692,08		585 307,92
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	1 175 000,00	503 456,10		671 543,90
	TOTAL	40 177 143,61	30 898 456,07	4 799 632,06	4 479 055,48
	Pour information	(2) 5 343 854,07			
	D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	2 764 197,00	2 405 205,13	461 401,59	-102 409,72
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	14 566 317,00	9 166 317,00	2 733 683,00	2 666 317,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	10 883,60	10 883,60	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	17 341 397,60	11 582 405,73	3 195 084,59	2 563 907,28
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	3 190 562,00	3 010 023,45	0,00	180 538,55
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	5 653 780,44	5 653 780,44	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	5 750,00	0,00	-5 750,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	260 000,00	293 912,76	0,00	-33 912,76
024	Produits des cessions d'immobilisations	265 000,00		0,00	
	Total des recettes financières	9 369 342,44	8 963 466,65	0,00	405 875,79
45...	Total des op. pour le compte de tiers (6)	8 314 202,96	5 826 341,20	2 346 277,49	141 584,27
	Total des recettes réelles d'investissement	35 024 943,00	26 372 213,58	5 541 362,08	3 111 367,34
021	Virement de la sect° de fonctionnement (1)	5 716 054,68			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	4 030 000,00	3 581 833,66		448 166,34
041	Opérations patrimoniales (1)	750 000,00	164 692,08		585 307,92
	Total des recettes d'ordre d'investissement	10 496 054,68	3 746 525,74		6 749 528,94
	TOTAL	45 520 997,68	30 118 739,32	5 541 362,08	9 860 896,28

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Résultats réels	
				Crédits réalisés	Crédits annulés
	Pour information	(2) 0,00			
	R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				

Accusé de réception en préfecture
 006218000998-20230404-2022-33-DF
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de dépôt en préfecture : 05/04/2023

- (1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.
- (2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).
- (3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.
- (4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
- (5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
- (6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
- (7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**II****BALANCE GENERALE DU BUDGET****B1****1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	11 690 000,38		11 690 000,38
012	Charges de personnel, frais assimilés	35 833 874,02		35 833 874,02
014	Atténuations de produits	1 250 827,98		1 250 827,98
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	9 740 041,16		9 740 041,16
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	1 938 945,25	0,00	1 938 945,25
67	Charges exceptionnelles	353 053,99	312 573,43	665 627,42
68	Dot. aux amortissements et provisions	468 438,09	3 269 260,23	3 737 698,32
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		61 275 180,87	3 581 833,66	64 857 014,53
Pour information				0,00
D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1				0,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	162 745,13	0,00	162 745,13
13	Subventions d'investissement	1 500,00	58 543,15	60 043,15
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	14 011 719,85	0,00	14 011 719,85
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	3 536 709,80		3 536 709,80
19	Neutral. et régul. d'opérations (5)		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	248 122,28	0,00	248 122,28
204	Subventions d'équipement versées	771 460,58	0,00	771 460,58
21	Immobilisations corporelles (6)	1 246 323,92	37 194,81	1 283 518,73
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	5 824 501,66	407 718,14	6 232 219,80
26	Participations et créances rattachées	325 500,00	0,00	325 500,00
27	Autres immobilisations financières	36 100,00	0,00	36 100,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	4 230 316,75	0,00	4 230 316,75
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (5)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (5)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement – Total		30 394 999,97	503 456,10	30 898 456,07
Pour information				5 343 854,07
D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				5 343 854,07

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**II****BALANCE GENERALE DU BUDGET****B2****2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	399 021,99		399 021,99
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	2 471 550,16		2 471 550,16
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		280 220,87	280 220,87
73	Impôts et taxes	56 718 750,11		56 718 750,11
74	Dotations et participations	7 263 387,62		7 263 387,62
75	Autres produits de gestion courante	981 510,01	0,00	981 510,01
76	Produits financiers	774 329,34	0,00	774 329,34
77	Produits exceptionnels	1 108 147,84	58 543,15	1 166 690,99
78	Reprise sur amortissements et provisions	203 731,15	0,00	203 731,15
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		69 920 428,22	338 764,02	70 259 192,24
Pour information				2 926 789,88
R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	3 010 023,45	2 800,00	3 012 823,45
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	5 653 780,44		5 653 780,44
13	Subventions d'investissement	2 405 205,13	0,00	2 405 205,13
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	9 172 067,00	0,00	9 172 067,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		237 621,13	237 621,13
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	129 519,78	129 519,78
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	75 940,76	75 940,76
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	10 883,60	31 383,84	42 267,44
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	293 912,76	0,00	293 912,76
28	Amortissement des immobilisations		2 387 702,19	2 387 702,19
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	5 826 341,20	0,00	5 826 341,20
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		881 558,04	881 558,04
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (4)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		26 372 213,58	3 746 525,74	30 118 739,32
Pour information				0,00
R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET

III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES

A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	11 793 611,61	9 866 097,80	1 823 902,58	0,00	103 611,23
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	73 167,16	68 950,05	1 387,80	0,00	2 829,31
60611	Eau et assainissement	327 707,79	291 540,37	36 167,42	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	2 354 363,47	1 457 690,60	979 555,19	0,00	-82 882,32
60621	Combustibles	2 757,06	2 757,06	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	273 816,09	252 544,16	21 271,94	0,00	-0,01
60623	Alimentation	21 922,66	16 861,62	533,64	0,00	4 527,40
60624	Produits de traitement	2 684,67	2 563,86	0,00	0,00	120,81
60628	Autres fournitures non stockées	42 564,76	42 174,20	280,83	0,00	109,73
60631	Fournitures d'entretien	174 940,38	173 637,73	31,80	0,00	1 270,85
60632	Fournitures de petit équipement	835 938,91	766 941,15	56 235,80	0,00	12 761,96
60633	Fournitures de voirie	58 344,29	55 210,99	3 133,30	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	136 468,20	134 402,82	4 415,00	0,00	-2 349,62
6064	Fournitures administratives	52 006,75	45 899,29	1 309,00	0,00	4 798,46
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	83 704,21	80 925,71	70,00	0,00	2 708,50
6067	Fournitures scolaires	151 085,20	149 203,28	1 779,94	0,00	101,98
6068	Autres matières et fournitures	42 622,95	21 990,71	1 471,99	0,00	19 160,25
611	Contrats de prestations de services	1 566 489,54	1 380 186,37	168 334,59	0,00	17 968,58
6132	Locations immobilières	737 731,70	453 143,45	165 118,67	0,00	119 469,58
6135	Locations mobilières	234 575,43	215 275,99	30 330,58	0,00	-11 031,14
614	Charges locatives et de copropriété	109 760,06	128 262,82	3 663,64	0,00	-22 166,40
61521	Entretien terrains	172 410,88	164 158,86	8 195,00	0,00	57,02
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	353 229,98	291 748,53	61 481,45	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	291 896,54	261 216,46	30 680,08	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	151 393,81	136 951,76	14 386,34	0,00	55,71
61558	Entretien autres biens mobiliers	164 554,28	144 685,84	18 712,05	0,00	1 156,39
6156	Maintenance	533 885,06	459 345,99	68 445,02	0,00	6 094,05
6161	Multirisques	196 672,10	196 672,10	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	104 852,48	104 852,48	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	70 947,84	52 904,46	40 812,54	0,00	-22 769,16
6182	Documentation générale et technique	40 449,68	39 390,67	819,01	0,00	240,00
6184	Versements à des organismes de formation	48 116,00	25 098,55	11 907,00	0,00	11 110,45
6185	Frais de colloques et de séminaires	2 500,00	1 092,40	0,00	0,00	1 407,60
6188	Autres frais divers	50 238,31	43 989,92	6 658,00	0,00	-409,61
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	4 221,51	0,00	0,00	0,00	4 221,51
6226	Honoraires	89 424,03	55 058,46	37 000,00	0,00	-2 634,43
6227	Frais d'actes et de contentieux	71 238,39	68 956,39	0,00	0,00	2 282,00
6228	Divers	136 462,12	113 213,95	640,00	0,00	22 608,17
6231	Annonces et insertions	98 636,17	106 738,63	0,00	0,00	-8 102,46
6232	Fêtes et cérémonies	362 714,70	353 430,04	15 689,30	0,00	-6 404,64
6233	Foires et expositions	104 893,00	106 393,00	0,00	0,00	-1 500,00
6236	Catalogues et imprimés	96 177,16	94 364,40	50,40	0,00	1 762,36
6237	Publications	75 000,00	69 221,90	0,00	0,00	5 778,10
6238	Divers	59 580,28	51 414,63	7 000,00	0,00	1 165,65
6241	Transports de biens	31 983,64	30 504,64	1 453,62	0,00	25,38
6247	Transports collectifs	284 035,68	271 177,94	0,00	0,00	12 857,74
6251	Voyages et déplacements	46 512,34	27 741,71	823,30	0,00	17 947,33
6256	Missions	15 053,93	9 913,63	1 267,67	0,00	3 872,63
6257	Réceptions	2 177,20	2 048,40	113,80	0,00	15,00
6261	Frais d'affranchissement	101 607,80	101 278,92	0,00	0,00	328,88
6262	Frais de télécommunications	160 057,08	154 431,83	4 761,01	0,00	864,24
627	Services bancaires et assimilés	11 935,54	14 639,54	0,00	0,00	-2 704,00
6281	Concours divers (cotisations)	38 577,01	38 764,66	0,00	0,00	-187,65
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	54 380,61	45 845,30	5 799,31	0,00	2 736,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	25 688,97	21 361,42	4 327,55	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	20 479,44	20 479,44	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	10 422,17	10 422,17	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	1 509,83	1 509,83	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	37 914,28	45 201,11	6 800,00	0,00	-14 086,83
63512	Taxes foncières	376 318,62	374 124,84	0,00	0,00	2 193,78
63513	Autres impôts locaux	482,00	1 790,00	0,00	0,00	-1 308,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	2 246,52	1 257,52	989,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	10 083,35	12 543,25	0,00	0,00	-2 459,90
012	Charges de personnel, frais assimilés	35 924 250,60	35 833 485,52	388,50	0,00	90 376,58
6216	Personnel affecté par GFP de rattachement	685 950,00	832 849,93	0,00	0,00	-146 899,93
6218	Autre personnel extérieur	84 773,00	44 332,59	0,00	0,00	40 440,41
6331	Versement mobilité	332 887,00	346 818,40	0,00	0,00	-13 931,40

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			
			Mandats émis	Charges rattachées	ressources à réaliser au 31/12	Crédits annulés
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	95 831,00	99 094,63	0,00	0,00	-3 263,63
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	247 144,00	226 592,64	0,00	0,00	20 551,36
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	60 525,00	59 451,83	0,00	0,00	1 073,17
64111	Rémunération principale titulaires	17 137 670,00	15 409 802,38	0,00	0,00	1 727 867,62
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	476 130,00	463 688,71	0,00	0,00	12 441,29
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	0,00	800,00	0,00	0,00	-800,00
64118	Autres indemnités titulaires	4 085 557,00	4 717 533,58	0,00	0,00	-631 976,58
64131	Rémunérations non tit.	2 920 631,00	3 924 284,94	0,00	0,00	-1 003 653,94
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0,00	13 100,12	0,00	0,00	-13 100,12
64162	Emplois d'avenir	55 484,00	0,00	0,00	0,00	55 484,00
64164	Emplois d'insertion indemnité inflat°	0,00	1 600,00	0,00	0,00	-1 600,00
64168	Autres emplois d'insertion	322 800,00	340 057,49	0,00	0,00	-17 257,49
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	3 581 062,00	3 532 630,10	0,00	0,00	48 431,90
6453	Cotisations aux caisses de retraites	5 063 925,00	4 970 948,23	0,00	0,00	92 976,77
6455	Cotisations pour assurance du personnel	242 100,00	310 285,89	0,00	0,00	-68 185,89
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	50 437,00	49 349,00	0,00	0,00	1 088,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	211 837,00	245 467,00	0,00	0,00	-33 630,00
6472	Prestations familiales directes	25 218,00	16 615,33	0,00	0,00	8 602,67
64731	Allocations chômage versées directement	201 750,00	189 441,28	0,00	0,00	12 308,72
6475	Médecine du travail, pharmacie	42 539,60	30 737,45	388,50	0,00	11 413,65
6488	Autres charges	0,00	8 004,00	0,00	0,00	-8 004,00
014	Atténuations de produits	1 270 000,00	1 250 827,98	0,00	0,00	19 172,02
739115	Prélèvt au titre de l'article 55 loi SRU	700 000,00	695 140,65	0,00	0,00	4 859,35
7391178	Autres restitut° dégrèvt contrib. direct	0,00	12 762,00	0,00	0,00	-12 762,00
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	530 000,00	508 505,00	0,00	0,00	21 495,00
7396	Revers impôt/cercles,maisons jeux (CCAS)	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
7398	Revers.. restitut° et prélèvt divers	0,00	34 420,33	0,00	0,00	-34 420,33
65	Autres charges de gestion courante	10 040 465,99	9 540 444,08	199 597,08	0,00	300 424,83
6512	Droits d'utilisat° informatique nuage	7 679,21	7 664,23	0,00	0,00	14,98
6518	Autres	86,78	86,78	0,00	0,00	0,00
6531	Indemnités	500 000,00	545 484,34	0,00	0,00	-45 484,34
6533	Cotisations de retraite	50 000,00	17 250,96	0,00	0,00	32 749,04
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	21 000,00	2 874,15	0,00	0,00	18 125,85
6535	Formation	6 636,00	7 111,00	0,00	0,00	-475,00
6536	Frais de représentation du maire	5 000,00	4 906,95	0,00	0,00	93,05
6553	Service d'incendie	3 194 000,00	3 194 336,94	0,00	0,00	-336,94
65548	Autres contributions	50 000,00	726,36	21 072,76	0,00	28 200,88
6556	Indemnités de logement aux instituteurs	10 000,00	2 692,25	0,00	0,00	7 307,75
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	3 500,00	0,00	0,00	-3 500,00
657341	Subv. fonct. Communes du GFP	64 000,00	28 655,31	18 498,79	0,00	16 845,90
657348	Subv. fonct. Autres communes	136 000,00	32 137,88	30 795,53	0,00	73 066,59
657361	Subv. fonct. Caisse des écoles	60 000,00	60 900,00	0,00	0,00	-900,00
657362	Subv. fonct. CCAS	3 400 000,00	3 300 000,00	0,00	0,00	100 000,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	2 516 064,00	2 332 115,58	129 230,00	0,00	54 718,42
65888	Autres	20 000,00	1,35	0,00	0,00	19 998,65
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		59 028 328,20	56 490 855,38	2 023 888,16	0,00	513 584,66
66	Charges financières (b)	2 000 000,00	1 938 945,25	0,00	0,00	61 054,75
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 750 000,00	1 713 645,95	0,00	0,00	36 354,05
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	50 000,00	52 489,58	0,00	0,00	-2 489,58
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	0,00	7 597,57	0,00	0,00	-7 597,57
6688	Autres	200 000,00	165 212,15	0,00	0,00	34 787,85
67	Charges exceptionnelles (c)	486 984,15	351 733,99	1 320,00	0,00	133 930,16
6714	Bourses et prix	65 000,00	21 365,00	1 320,00	0,00	42 315,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	237 832,98	16 548,61	0,00	0,00	221 284,37
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	20 251,88	56 836,23	0,00	0,00	-36 584,35
678	Autres charges exceptionnelles	163 899,29	256 984,15	0,00	0,00	-93 084,86
68	Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)	468 438,09	468 438,09	0,00	0,00	0,00
6865	Dot. prov. risques et charges financiers	468 438,09	468 438,09	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (e)	0,00				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		61 983 750,44	59 249 972,71	2 025 208,16	0,00	708 569,57
023	Virement à la section d'investissement	5 716 054,68	0,00			5 716 054,68
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)	4 030 000,00	3 581 833,66			448 166,34
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	0,00	74 952,30			-74 952,30
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	237 621,13			-237 621,13
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	3 150 000,00	2 387 702,19			762 297,81

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	restes à réaliser au 31/12	
6812	Dot. amort. et prov. Charges à répartir	30 000,00	26 433,04			3 566,96
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	850 000,00	855 125,00			-5 125,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		9 746 054,68	3 581 833,66			6 164 221,02
043	Opérat° ordre intérieur de la section (7)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		9 746 054,68	3 581 833,66			6 164 221,02
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		71 729 805,12	62 831 806,37	2 025 208,16	0,00	6 872 790,59
Pour information		0,00				
D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1						

Accusé de réception en préfecture
N° 2023-13-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	492 760,72
Montant des ICNE de l'exercice N-1	440 271,14
= Différence ICNE N – ICNE N-1	52 489,58

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
 (2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
 (3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
 (4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.
 (5) Dont 675 et 676.
 (6) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
 (7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	350 000,00	393 482,39	5 539,60	0,00	-49 021,99
6091	RRR obtenus sur matières premières	0,00	16 830,22	0,00	0,00	-16 830,22
6094	RRR obtenus sur études et prestat°	0,00	121 922,02	0,00	0,00	-121 922,02
6419	Remboursements rémunérations personnel	275 000,00	125 958,68	5 539,60	0,00	143 501,72
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	75 000,00	128 771,47	0,00	0,00	-53 771,47
70	Produits services, domaine et ventes div	1 968 000,00	1 915 358,99	556 191,17	0,00	-503 550,16
70311	Concessions cimetières (produit net)	110 000,00	103 261,00	0,00	0,00	6 739,00
70321	Stationnement et location voie publique	40 000,00	52 012,82	0,00	0,00	-12 012,82
70323	Redev. occupat° domaine public communal	105 000,00	128 376,33	50 160,09	0,00	-73 536,42
70328	Autres droits stationnement et location	15 000,00	9 930,62	0,00	0,00	5 069,38
7036	Taxes de pâturage et de tourbage	0,00	743,28	0,00	0,00	-743,28
70383	Redevance de stationnement	300 000,00	378 728,70	0,00	0,00	-78 728,70
70384	Forfait de post-stationnement	150 000,00	145 109,62	50 599,63	0,00	-45 709,25
70388	Autres redevances et recettes diverses	100 000,00	18 714,20	120 000,00	0,00	-38 714,20
704	Travaux	95 000,00	76 112,00	0,00	0,00	18 888,00
7062	Redevances services à caractère culturel	195 000,00	190 551,37	11 045,15	0,00	-6 596,52
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	2 420,00	0,00	0,00	-2 420,00
70632	Redevances services à caractère loisir	180 000,00	161 041,72	0,00	0,00	18 958,28
7066	Redevances services à caractère social	0,00	21 466,26	0,00	0,00	-21 466,26
70688	Autres prestations de services	15 000,00	37 100,00	0,00	0,00	-22 100,00
7078	Autres marchandises	0,00	73,30	0,00	0,00	-73,30
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	10 000,00	2 111,03	7 500,00	0,00	388,97
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	45 000,00	-47,50	40 000,00	0,00	5 047,50
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	110 000,00	115 030,34	0,00	0,00	-5 030,34
70871	Remb. frais par collectivité rattachemen	50 000,00	58 497,36	62 000,00	0,00	-70 497,36
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	0,00	1 672,15	0,00	0,00	-1 672,15
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	8 000,00	3 944,51	12 108,11	0,00	-8 052,62
70878	Remb. frais par d'autres redevables	430 000,00	400 449,38	202 778,19	0,00	-173 227,57
7088	Produits activités annexes (abonnements)	10 000,00	8 060,50	0,00	0,00	1 939,50
73	Impôts et taxes	55 776 220,00	56 387 373,46	331 376,65	0,00	-942 530,11
73111	Impôts directs locaux	35 360 000,00	35 243 283,00	0,00	0,00	116 717,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	70 522,00	0,00	0,00	-70 522,00
73211	Attribution de compensation	14 513 220,00	14 513 220,00	0,00	0,00	0,00
73221	FNGIR	157 000,00	157 013,00	0,00	0,00	-13,00
7333	Taxes funéraires	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
7336	Droits de place	15 000,00	40 587,75	0,00	0,00	-25 587,75
7338	Autres taxes	0,00	640,00	0,00	0,00	-640,00
7343	Taxes sur les pylônes électriques	31 000,00	32 028,00	0,00	0,00	-1 028,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	1 250 000,00	942 843,36	290 000,00	0,00	17 156,64
7362	Taxes de séjour	230 000,00	320 374,66	37 076,65	0,00	-127 451,31
7364	Prélèvement sur les produits des jeux	30 000,00	47 785,85	4 300,00	0,00	-22 085,85
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	285 000,00	281 501,43	0,00	0,00	3 498,57
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	3 900 000,00	4 737 574,41	0,00	0,00	-837 574,41
74	Dotations et participations	7 209 626,00	6 931 500,53	331 887,09	0,00	-53 761,62
7411	Dotation forfaitaire	3 991 810,00	3 991 810,00	0,00	0,00	0,00
74127	Dotation nationale de péréquation	629 861,00	629 861,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	116 955,00	116 961,00	0,00	0,00	-6,00
7461	DGD	282 000,00	303 265,00	0,00	0,00	-21 265,00
74718	Autres participations Etat	120 000,00	150 991,46	0,00	0,00	-30 991,46
7472	Participat° Régions	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
7473	Participat° Départements	15 000,00	22 200,00	6 800,00	0,00	-14 000,00
74741	Participat° Communes du GFP	70 000,00	37 901,01	0,00	0,00	32 098,99
74748	Participat° Autres communes	60 000,00	54 721,26	769,68	0,00	4 509,06
7478	Participat° Autres organismes	450 000,00	141 883,80	321 116,41	0,00	-13 000,21
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	0,00	0,00	3 201,00	0,00	-3 201,00
748313	Dotat° de compensation de la TP	30 000,00	22 813,00	0,00	0,00	7 187,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	81 975,00	92 281,00	0,00	0,00	-10 306,00
7484	Dotation de recensement	0,00	9 008,00	0,00	0,00	-9 008,00
7488	Autres attributions et participations	1 352 025,00	1 357 804,00	0,00	0,00	-5 779,00
75	Autres produits de gestion courante	1 090 000,00	949 830,93	31 679,08	0,00	108 489,99
751	Redevances pour licences, logiciels, ...	0,00	4 500,00	0,00	0,00	-4 500,00
752	Revenus des immeubles	875 000,00	787 606,62	31 679,08	0,00	55 714,30
757	Redevances versées par fermiers, conces.	215 000,00	157 722,48	0,00	0,00	57 277,52
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	1,83	0,00	0,00	-1,83
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES		66 393 846,00	66 577 546,30	1 256 673,59	0,00	-1 440 373,89
(a) = 70+73+74+75+013						

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restants employés)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	restes à réaliser au 31/12	
76	Produits financiers (b)	984 000,00	774 329,34	0,00	0,00	209 670,66
761	Produits de participations	0,00	1,21	0,00	0,00	-1,21
76232	Remb. intérêts emprunts GFP rattachement	62 000,00	80 218,45	0,00	0,00	-18 218,45
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital.	622 000,00	621 979,71	0,00	0,00	20,29
7688	Autres	300 000,00	72 129,97	0,00	0,00	227 870,03
77	Produits exceptionnels (c)	796 438,09	1 108 147,84	0,00	0,00	-311 709,75
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	8 200,00	0,00	0,00	-8 200,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	150 000,00	16 316,65	0,00	0,00	133 683,35
774	Subventions exceptionnelles	0,00	1 300,00	0,00	0,00	-1 300,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	312 573,43	0,00	0,00	-312 573,43
7788	Produits exceptionnels divers	646 438,09	769 757,76	0,00	0,00	-123 319,67
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)	203 731,15	203 731,15	0,00	0,00	0,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	189 831,86	189 831,86	0,00	0,00	0,00
7865	Rep. prov. risques et charges financiers	13 899,29	13 899,29	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		68 378 015,24	68 663 754,63	1 256 673,59	0,00	-1 542 412,98
042	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)	425 000,00	338 764,02			86 235,98
722	Immobilisations corporelles	400 000,00	280 220,87			119 779,13
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	25 000,00	58 543,15			-33 543,15
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		425 000,00	338 764,02			86 235,98
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		68 803 015,24	69 002 518,65	1 256 673,59	0,00	-1 456 177,00
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		2 926 789,88				

Accusé de réception en préfecture
2022-33-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20230404-2023-13-DE

Date de télétransmission : 05/04/2023

Date de réception préfecture : 05/04/2023

III

B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	577 020,00	248 122,28	205 638,91	123 258,81
202	Frais réalisat° documents urbanisme	32 540,00	0,00	0,00	32 540,00
2031	Frais d'études	311 063,59	114 418,58	150 830,84	45 814,17
2033	Frais d'insertion	10 438,63	10 438,63	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	222 977,78	123 265,07	54 808,07	44 904,64
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	840 000,00	771 460,58	6 001,40	62 538,02
20422	Privé : Bâtiments, installations	840 000,00	771 460,58	6 001,40	62 538,02
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	1 765 389,58	1 246 323,92	246 933,18	272 132,48
2115	Terrains bâtis	26 792,53	26 792,53	0,00	0,00
2118	Autres terrains	49 207,47	0,00	0,00	49 207,47
2132	Immeubles de rapport	0,00	1,00	0,00	-1,00
2138	Autres constructions	240 000,00	138 867,47	0,00	101 132,53
2152	Installations de voirie	165 938,15	143 512,78	9 250,08	13 175,29
21568	Autres matériels, outillages incendie	58 420,96	55 798,73	2 622,23	0,00
21571	Matériel roulant	214 683,58	214 683,58	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	33 336,26	33 336,26	0,00	0,00
2158	Autres inst., matériel, outil. techniques	103 804,76	73 633,20	4 808,00	25 363,56
2182	Matériel de transport	212 250,25	154 957,11	57 293,14	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	253 581,06	110 328,00	134 242,47	9 010,59
2184	Mobilier	205 921,85	158 670,02	35 549,14	11 702,69
2188	Autres immobilisations corporelles	201 452,71	135 743,24	3 168,12	62 541,35
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	7 470 050,91	5 824 501,66	1 131 291,66	514 257,59
2312	Agencements et aménagements de terrains	1 056 730,36	896 188,06	160 542,30	0,00
2313	Constructions	4 642 629,54	3 613 012,01	546 159,58	483 457,95
2315	Installat°, matériel et outillage techni	1 556 708,12	1 128 269,28	382 807,79	45 631,05
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	129 234,00	118 770,90	38 778,00	-28 314,90
2318	Autres immo. corporelles en cours	74 748,89	68 261,41	3 003,99	3 483,49
232	Immobilisations incorporelles en cours	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
928	Opération d'équipement n° 928 (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
929	Opération d'équipement n° 929 (2)	4 550 974,11	3 536 709,80	939 921,92	74 342,39
Total des dépenses d'équipement		15 203 434,60	11 627 118,24	2 529 787,07	1 046 529,29
10	Dotations, fonds divers et réserves	187 146,00	162 745,13	0,00	24 400,87
10226	Taxe d'aménagement	24 146,00	0,00	0,00	24 146,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	163 000,00	162 745,13	0,00	254,87
13	Subventions d'investissement	1 500,00	1 500,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	1 500,00	1 500,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	16 466 317,00	14 011 719,85	0,00	2 454 597,15
1641	Emprunts en euros	10 763 317,00	8 528 386,52	0,00	2 234 930,48
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	85 000,00	83 333,33	0,00	1 666,67
166	Refinancement de dette	5 618 000,00	5 400 000,00	0,00	218 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	450 000,00	325 500,00	0,00	124 500,00
266	Autres formes de participation	450 000,00	325 500,00	0,00	124 500,00
27	Autres immobilisations financières	52 000,00	36 100,00	0,00	15 900,00
275	Dépôts et cautionnements versés	52 000,00	36 100,00	0,00	15 900,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		17 156 963,00	14 537 564,98	0,00	2 619 398,02
454101	PERIL 16 PLACE AUX AIRES (3)	41 400,00	0,00	0,00	41 400,00
4541103	PERIL, 174 AVENUE PIERRE SEMARD 4 CH DES CAPUCINS (3)	640,00	0,00	640,00	0,00
4541104	PERIL 37 BOULEVARD DU JEU DE BALLON (3)	919,64	0,00	919,64	0,00
4541109	PERIL 32 RUE TRACASTEL (3)	51 120,00	1 800,00	49 320,00	0,00
4541110	PERIL 11 RUE DE L'ORATOIRE (3)	1 200,00	0,00	1 200,00	0,00
4541113	PERIL, 8 RUE DES SOEURS (3)	193 256,21	105 417,00	87 839,21	0,00
4541114	PERIL 2, TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN (3)	12 361,68	0,00	12 361,68	0,00
4541116	PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE (3)	1 320,00	1 135,73	0,00	184,27
4541120	PERIL, 1 PLACE DE LA ROQUE (3)	22 841,50	11 616,00	11 225,50	0,00
4541123	TRAVAUX COMPTE DE TIERS -19 RUE MOUGINS ROQUEFORT (3)	39 937,20	26 984,40	12 952,80	0,00
454145	PERIL, 3 RUE DE LA FONTETTE (3)	69 240,00	34 581,00	34 659,00	0,00
454199	PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE (3)	38 300,12	4 047,12	34 253,00	0,00
454201	PERIL 16, PLACE AUX AIRES (3)	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Réalisations		Crédits annulés
				au 31/12	au 05/04/2023	
458103	CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE (3)	5 731 472,30	4 044 735,50	1 686 736,80		0,00
458104	DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE (3)	337 737,36	0,00	337 737,36		0,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		6 641 746,01	4 230 316,75	2 269 844,99		141 584,27
TOTAL DEPENSES REELLES		39 002 143,61	30 394 999,97	4 799 632,06		3 807 511,58
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	425 000,00	338 764,02			86 235,98
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	25 000,00	58 543,15			-33 543,15
13911	Etat et établissements nationaux	25 000,00	20 168,10			4 831,90
13918	Autres subventions d'équipement	0,00	38 375,05			-38 375,05
	Charges transférées (6)	400 000,00	280 220,87			119 779,13
2313	Constructions	250 000,00	233 792,62			16 207,38
2315	Installat°, matériel et outillage techni	150 000,00	46 428,25			103 571,75
041	Opérations patrimoniales (7)	750 000,00	164 692,08			585 307,92
2118	Autres terrains	0,00	988,46			-988,46
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	2 300,11			-2 300,11
21311	Hôtel de ville	0,00	681,49			-681,49
21312	Bâtiments scolaires	0,00	2 059,92			-2 059,92
21318	Autres bâtiments publics	0,00	10 746,97			-10 746,97
2138	Autres constructions	0,00	456,88			-456,88
2151	Réseaux de voirie	0,00	3 292,59			-3 292,59
2152	Installations de voirie	0,00	542,72			-542,72
21538	Autres réseaux	0,00	1 406,02			-1 406,02
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	3 431,30			-3 431,30
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	3 077,21			-3 077,21
2161	Oeuvres et objets d'art	0,00	2 800,00			-2 800,00
2184	Mobilier	0,00	4 330,01			-4 330,01
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	1 081,13			-1 081,13
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	1 705,00			-1 705,00
2313	Constructions	500 000,00	84 096,69			415 903,31
2315	Installat°, matériel et outillage techni	250 000,00	37 773,58			212 226,42
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	3 922,00			-3 922,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		1 175 000,00	503 456,10			671 543,90
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		40 177 143,61	30 898 456,07	4 799 632,06		4 479 055,48
Pour information		5 343 854,07				
D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1						

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, DI 040=RF 042.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20230404-2023-13-DE

Date de télétransmission : 05/04/2023

Date de réception préfecture : 05/04/2023

III

B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	2 764 197,00	2 405 205,13	461 401,59	-102 409,72
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	960 000,00	392 009,09	200 181,03	367 809,88
1322	Subv. non transf. Régions	83 000,00	490 759,33	82 093,09	-489 852,42
1323	Subv. non transf. Départements	607 000,00	208 143,00	179 127,47	219 729,53
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	615 000,00	663 632,11	0,00	-48 632,11
1342	Amendes de police non transférable	499 197,00	499 197,00	0,00	0,00
1346	Participat° voirie et réseaux non transf	0,00	151 464,60	0,00	-151 464,60
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	14 566 317,00	9 166 317,00	2 733 683,00	2 666 317,00
1641	Emprunts en euros	8 766 317,00	3 000 000,00	2 733 683,00	3 032 634,00
166	Refinancement de dette	5 800 000,00	5 400 000,00	0,00	400 000,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	766 317,00	0,00	-766 317,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	10 883,60	10 883,60	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	10 883,60	10 883,60	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	17 341 397,60	11 582 405,73	3 195 084,59	2 563 907,28
10	Dotations, fonds divers et réserves	8 844 342,44	8 663 803,89	0,00	180 538,55
10222	FCTVA	2 355 562,00	2 301 657,22	0,00	53 904,78
10223	TLE	0,00	5 645,00	0,00	-5 645,00
10226	Taxe d'aménagement	600 000,00	450 280,23	0,00	149 719,77
10228	Autres fonds	135 000,00	152 441,00	0,00	-17 441,00
10251	Dons et legs en capital	100 000,00	100 000,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	5 653 780,44	5 653 780,44	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	5 750,00	0,00	-5 750,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	260 000,00	293 912,76	0,00	-33 912,76
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	25 000,00	0,00	-25 000,00
276351	Créance GFP de rattachement	260 000,00	264 489,76	0,00	-4 489,76
2764	Créances sur personnes de droit privé	0,00	4 423,00	0,00	-4 423,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	265 000,00		0,00	
	Total des recettes financières	9 369 342,44	8 963 466,65	0,00	405 875,79
454101	PERIL 16 PLACE AUX AIRES (2)	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00
454201	PERIL 16, PLACE AUX AIRES (2)	41 400,00	0,00	0,00	41 400,00
4542103	PERIL, 174 AVENUE PIERRE SEMARD 4 CH DES CAPUCINS (2)	640,00	0,00	640,00	0,00
4542104	PERIL, 37 BOULEVARD DU JEU DE BALLON (2)	919,64	0,00	919,64	0,00
4542109	PERIL 32 RUE TRACASTEL (2)	51 120,00	1 800,00	49 320,00	0,00
4542110	PERIL 11 RUE DE L'ORATOIRE (2)	1 200,00	0,00	1 200,00	0,00
4542113	PERIL, 8 RUE DES SOEURS (2)	193 256,21	105 417,00	87 839,21	0,00
4542114	PERIL 2 TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN (2)	12 361,68	0,00	12 361,68	0,00
4542116	PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE (2)	1 320,00	1 135,73	0,00	184,27
4542120	PERIL, 1 PLACE DE LA ROQUE (2)	22 841,50	11 616,00	11 225,50	0,00
4542123	TRAVAUX COMPTE DE TIERS -19 RUE MOUGINS ROQUEFORT (2)	39 937,20	26 984,40	12 952,80	0,00
454245	PERIL, 3 RUE DE LA FONTETTE (2)	69 240,00	34 581,00	34 659,00	0,00
454299	PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE (2)	38 300,12	4 047,12	34 253,00	0,00
458203	CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE (2)	7 403 929,25	5 640 759,95	1 763 169,30	0,00
458204	DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE (2)	337 737,36	0,00	337 737,36	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	8 314 202,96	5 826 341,20	2 346 277,49	141 584,27
	TOTAL DES RECETTES REELLES	35 024 943,00	26 372 213,58	5 541 362,08	3 111 367,34
021	Virement de la sect° de fonctionnement	5 716 054,68			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)	4 030 000,00	3 581 833,66		448 166,34
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	237 621,13		-237 621,13
2111	Terrains nus	0,00	3 192,41		-3 192,41
2113	Terrains aménagés autres que voirie	0,00	175,78		-175,78

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Réalisations		Crédits annulés
				au 31/12	au 31/12	
2132	Immeubles de rapport	0,00	19 859,47			-19 859,47
2138	Autres constructions	0,00	51 724,64			-51 724,64
2802	Frais liés à la réalisation des document	60 000,00	16 228,51			43 771,49
28031	Frais d'études	80 000,00	56 793,00			23 207,00
28033	Frais d'insertion	0,00	716,30			-716,30
2804122	Subv.Régions : Bâtiments, installations	0,00	12 965,35			-12 965,35
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	120 000,00	53 672,00			66 328,00
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	0,00	11 204,00			-11 204,00
28041641	IC : Bien mobilier, matériel	50 000,00	11 995,00			38 005,00
28041642	IC : Bâtiments, installations	40 000,00	4 666,00			35 334,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	300 000,00	133 665,60			166 334,40
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	0,00	66,00			-66,00
2804422	Sub nat privé - Bâtiments et installat°	60 000,00	28 000,00			32 000,00
28051	Concessions et droits similaires	300 000,00	90 888,40			209 111,60
28088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	2 459,00			-2 459,00
28132	Immeubles de rapport	0,00	18 279,98			-18 279,98
28135	Installations générales, agencements, ..	20 000,00	84 781,16			-64 781,16
28152	Installations de voirie	250 000,00	123 836,97			126 163,03
281568	Autres matériels, outillages incendie	15 000,00	22 124,25			-7 124,25
281571	Matériel roulant	5 000,00	5 928,00			-928,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	250 000,00	125 080,84			124 919,16
28158	Autres installat°, matériel et outillage	200 000,00	743 100,21			-543 100,21
28182	Matériel de transport	350 000,00	181 112,50			168 887,50
28183	Matériel de bureau et informatique	350 000,00	206 458,04			143 541,96
28184	Mobilier	350 000,00	222 196,02			127 803,98
28188	Autres immo. corporelles	350 000,00	231 485,06			118 514,94
4817	Pénalités de renégociation de la dette	850 000,00	855 125,00			-5 125,00
4818	Charges à étaler	30 000,00	26 433,04			3 566,96
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		9 746 054,68	3 581 833,66			6 164 221,02
041	Opérations patrimoniales (5)	750 000,00	164 692,08			585 307,92
10251	Dons et legs en capital	0,00	2 800,00			-2 800,00
2031	Frais d'études	600 000,00	75 842,30			524 157,70
2033	Frais d'insertion	150 000,00	53 677,48			96 322,52
2112	Terrains de voirie	0,00	987,46			-987,46
2138	Autres constructions	0,00	1,00			-1,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	31 383,84			-31 383,84
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		10 496 054,68	3 746 525,74			6 749 528,94
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		45 520 997,68	30 118 739,32	5 541 362,08		9 860 896,28
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		0,00				

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230404-2023-13-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 928 (1)
LIBELLE :

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		0,00	A	0,00	0,00	B 2 547 053,64
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	199 876,22
2112	Terrains de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	199 876,22
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	2 347 177,42
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	8 897,28
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	269 872,39
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	2 068 407,75

RECETTES (répartition) (Pour information)		Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		0,00	C	0,00	0,00	D 2 237 113,92
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	2 237 113,92
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	5 540,11
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	259 468,25
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	1 272 727,51
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	699 378,05
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	-309 939,72

- (1) Ouvrir un cadre par opération.
 (2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.
 (3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
 (4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.
 (5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20230404-2023-13-DE Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT		B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 929 (1)
LIBELLE : EQUIPEMENTS ET LOCAUX ASSOCIATIFS

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		4 550 974,11	A 3 536 709,80	939 921,92	74 342,39	B 25 215 580,89
20	Immobilisations incorporelles	28 311,60	0,00	28 311,60	0,00	219 243,49
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	134 349,40
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	15 759,09
2051	Concessions, droits similaires	28 311,60	0,00	28 311,60	0,00	69 135,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	551 156,16	355 142,46	121 671,51	74 342,19	2 251 888,66
2135	Installations générales, agencements	2 421,59	2 421,59	0,00	0,00	2 421,59
2152	Installations de voirie	6 348,00	6 348,00	0,00	0,00	6 348,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	7 564,59	5 004,78	2 559,81	0,00	5 004,78
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	61 501,21	3 073,90	0,00	58 427,31	9 815,15
2161	Oeuvres et objets d'art	15 000,00	15 000,00	0,00	0,00	79 023,89
2162	Fonds anciens des bibliothèques et musée	0,00	0,00	0,00	0,00	47 007,85
2183	Matériel de bureau et informatique	211 291,79	209 681,62	1 328,47	281,70	498 472,72
2184	Mobilier	114 353,66	11 080,42	103 273,24	0,00	920 173,81
2188	Autres immobilisations corporelles	132 675,32	102 532,15	14 509,99	15 633,18	683 620,87
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	3 971 506,35	3 181 567,34	789 938,81	0,20	22 744 448,74
2313	Constructions	3 142 105,17	2 565 785,91	576 319,26	0,00	19 011 312,64
2315	Installat°, matériel et outillage techni	795 867,31	582 247,56	213 619,55	0,20	3 445 584,97
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	33 533,87	33 533,87	0,00	0,00	114 527,15
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	173 023,98

RECETTES (répartition) (Pour information)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire	
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)	
TOTAL RECETTES AFFECTEES	615 000,00	C 720 175,81	0,00	-105 175,81	D 4 842 830,97	
13	Subventions d'investissement	615 000,00	720 175,81	0,00	-105 175,81	4 839 983,89
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	89 060,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	432 446,70
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	208 143,00	0,00	-208 143,00	1 920 691,67
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	615 000,00	512 032,81	0,00	102 967,19	2 397 785,52
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	2 847,08
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	2 847,08

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-2 816 533,99	D - B	-20 372 749,92

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230404-2023-33-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)

**IV
A1**

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat* publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	--	---------------------------	-------

INVESTISSEMENT

REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Dépenses réelles	14 175 329	7 616 314	15 548	563 730	667 807	1 074 216	47 594	221 835	15 541	5 671 586	325 500	30 395 000
- Equipements municipaux (2)		3 522 399	15 548	563 730	667 807	1 074 216	47 594	221 835	15 541	4 726 125	0	10 855 658
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		11 580	0	0	0	0	0	0	0	759 880	0	771 461
- Opérations financières	14 175 329											14 175 329
Dépenses d'ordre	58 419											503 456
Solde d'exécution reporté de N-1	5 343 854											5 343 854
Total dépenses	19 577 602	7 969 868	15 548	563 730	681 478	1 074 216	47 594	221 835	15 541	5 749 398	325 500	36 242 310
Total recettes	21 661 194	6 511 430	29 400	51 650	516 288	26 433	20 805	12 769	0	1 288 771	0	30 118 739
Solde d'investissement	2 083 592	-1 458 439	13 852	-512 080	-165 191	-1 047 783	-26 788	-209 066	-15 541	-4 460 627	-325 500	-6 123 571
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	0	2 693 464	53 569	88 853	294 150	175 649	15 081	20 619	7 771	1 441 781	8 694	4 799 632
Total RAR recettes	2 733 683	2 100 907	2 649	0	62 671	238 693	0	0	0	402 760	0	5 541 362
SOLDE RAR investissement	2 733 683	-592 557	-50 920	-88 853	-231 479	63 043	-15 081	-20 619	-7 771	-1 039 021	-8 694	741 730

FONCTIONNEMENT

REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Total dépenses	6 111 459	18 115 393	7 545 121	9 596 226	5 580 598	6 084 332	4 149 427	73 370	17 255	7 241 803	342 030	64 857 015
Total recettes	30 679 612	39 094 778	4 535	702 509	310 739	562 893	235 242	0	81 464	1 133 254	380 957	73 185 982
Solde de fonctionnement	24 568 153	20 979 385	-7 540 586	-8 893 717	-5 269 859	-5 521 439	-3 914 185	-73 370	64 209	-6 108 549	38 927	8 328 968
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	0	0	0	0	0	0						
Total RAR recettes	0	0	0	0	0	0						
SOLDE RAR fonctionnement	0	0	0	0	0	0						

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE

**IV
A1**

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnement	9 Action économique	TOTAL
----------	---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	---	---------------------------	-------

INVESTISSEMENT

DEPENSES													
Total dépenses d'investissement	19 577 602	10 663 332	69 117	652 583	975 629	1 249 865	62 675	242 454	23 312	7 191 179	334 194	41 041 942	
Dépenses réelles	14 175 329	10 309 779	69 117	652 583	961 957	1 249 865	62 675	242 454	23 312	7 113 367	334 194	35 194 632	
010 Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
10 Dotations, fonds divers et réserves	162 745	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	162 745	
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	162 745	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	162 745	
13 Subventions d'investissement	0	1 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 500	
1321 Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0	1 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 500	
16 Emprunts et dettes assimilées	14 011 720	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 011 720	
1641 Emprunts en euros	8 528 387	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 528 387	
16441 Opérat° afférentes à l'emprunt	83 333	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	83 333	
166 Refinancement de dette	5 400 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 400 000	
18 Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
20 Immobilisations incorporelles	0	177 455	0	34 760	67 010	4 452	0	16 164	0	145 226	8 694	453 761	
2031 Frais d'études	0	14 526	0	33 656	66 146	3 480	0	16 164	0	122 583	8 694	265 249	
2033 Frais d'insertion	0	3 912	0	1 104	864	972	0	0	0	3 587	0	10 439	
2051 Concessions, droits similaires	0	159 017	0	0	0	0	0	0	0	19 056	0	178 073	
204 Subventions d'équipement versées	0	17 582	0	0	0	0	0	0	0	759 880	0	777 462	
20422 Privé : Bâtiments, installations	0	17 582	0	0	0	0	0	0	0	759 880	0	777 462	
21 Immobilisations corporelles	864	1 084 116	9 064	116 908	48 929	13 675	29 706	4 829	0	185 167	0	1 493 257	
2115 Terrains bâtis	0	26 793	0	0	0	0	0	0	0	0	0	26 793	
2132 Immeubles de rapport	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	
2138 Autres constructions	0	138 867	0	0	0	0	0	0	0	0	0	138 867	
2152 Installations de voirie	0	11 769	0	0	0	0	0	0	0	140 993	0	152 763	
21568 Autres matériels, outillages incendie	0	10 545	130	10 083	696	1 936	6 275	4 532	0	24 224	0	58 421	
21571 Matériel roulant	0	214 684	0	0	0	0	0	0	0	0	0	214 684	
21578 Autre matériel et outillage de voirie	0	25 120	0	0	0	0	0	0	0	8 216	0	33 336	
2158 Autres inst.,matériel,outil. techniques	0	37 106	871	0	26 758	1 676	0	298	0	11 733	0	78 441	
2182 Matériel de transport	0	212 250	0	0	0	0	0	0	0	0	0	212 250	
2183 Matériel de bureau et informatique	864	243 407	0	300	0	0	0	0	0	0	0	244 570	
2184 Mobilier	0	80 964	0	102 876	10 326	53	0	0	0	0	0	194 219	

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000 210000005 20230404 2023 33 DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception en préfecture : 05/04/2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	Aménagt et services urbains, environnem	Action économique	TOTAL
2188	Autres immobilisations corporelles	0	82 610	8 063	3 649	11 149	10 009	23 431	0	0	0	0	138 911
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	2 923 816	60 052	500 915	652 735	1 231 738	32 970	221 461	23 312	1 308 794	0	6 955 793
2312	Agencements et aménagements de terrains	0	0	0	0	0	1 050 720	0	0	0	6 010	0	1 056 730
2313	Constructions	0	2 640 343	22	457 715	601 573	181 018	32 970	221 461	23 312	757	0	4 159 172
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0	134 136	60 030	43 200	0	0	0	0	0	1 273 711	0	1 511 077
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	0	78 072	0	0	51 162	0	0	0	0	28 315	0	157 549
2318	Autres immo. corporelles en cours	0	71 265	0	0	0	0	0	0	0	0	0	71 265
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	325 500	325 500
266	Autres formes de participation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	325 500	325 500
27	Autres immobilisations financières	0	36 100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36 100
275	Dépôts et cautionnements versés	0	36 100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36 100
Opérations d'équipement		0	0	0	0	193 283	0	0	0	0	4 283 348	0	4 476 632
929	EQUIPEMENTS ET LOCAUX ASSOCIATIFS	0	0	0	0	193 283	0	0	0	0	4 283 348	0	4 476 632
Opérations pour compte de tiers		0	6 069 210	0	0	0	0	0	0	0	430 952	0	6 500 162
4541103	PERIL, 174 AVENUE PIERRE SEMARD 4 CH DES CAPUCINS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	640	0	640
4541104	PERIL 37 BOULEVARD DU JEU DE BALLON	0	0	0	0	0	0	0	0	0	920	0	920
4541109	PERIL 32 RUE TRACASTEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	51 120	0	51 120
4541110	PERIL 11 RUE DE L'ORATOIRE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 200	0	1 200
4541113	PERIL, 8 RUE DES SOEURS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	193 256	0	193 256
4541114	PERIL 2, TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 362	0	12 362
4541116	PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 136	0	1 136
4541120	PERIL, 1 PLACE DE LA ROQUE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22 842	0	22 842
4541123	TRAVAUX COMPTE DE TIERS -19 RUE MOUGINS ROQUEFORT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	39 937	0	39 937
454145	PERIL, 3 RUE DE LA FONTETTE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	69 240	0	69 240
454199	PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	38 300	0	38 300
458103	CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE	0	5 731 472	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 731 472
458104	DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE	0	337 737	0	0	0	0	0	0	0	0	0	337 737
Dépenses d'ordre		58 419	353 554	0	0	13 671	0	0	0	0	77 812	0	503 456
040	Opérat° ordre transfert entre sections	47 672	233 793	0	0	10 871	0	0	0	0	46 428	0	338 764
13911	Etat et établissements nationaux	9 358	0	0	0	10 810	0	0	0	0	0	0	20 168
13918	Autres subventions d'équipement	38 314	0	0	0	61	0	0	0	0	0	0	38 375

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000 210000000 20230401 2023 33 DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	Aménagt et services urbains, environnem	Action économique	TOTAL
2313	Constructions	0	233 793	0	0	0	0	0	0	0	0	0	233 793
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0	0	0	0	0	0	0	0	0	46 428	0	46 428
041	Opérations patrimoniales	10 747	119 761	0	0	2 800	0	0	0	0	31 384	0	164 692
2118	Autres terrains	0	988	0	0	0	0	0	0	0	0	0	988
2128	Autres agencements et aménagement	0	2 300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 300
21311	Hôtel de ville	0	681	0	0	0	0	0	0	0	0	0	681
21312	Bâtiments scolaires	0	2 060	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 060
21318	Autres bâtiments publics	10 747	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 747
2138	Autres constructions	0	457	0	0	0	0	0	0	0	0	0	457
2151	Réseaux de voirie	0	3 293	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 293
2152	Installations de voirie	0	543	0	0	0	0	0	0	0	0	0	543
21538	Autres réseaux	0	1 406	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 406
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0	3 431	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 431
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0	3 077	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 077
2161	Oeuvres et objets d'art	0	0	0	0	2 800	0	0	0	0	0	0	2 800
2184	Mobilier	0	4 330	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 330
2188	Autres immobilisations corporelles	0	1 081	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 081
2312	Agencements et aménagements de terrains	0	1 705	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 705
2313	Constructions	0	57 998	0	0	0	0	0	0	0	26 098	0	84 097
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0	32 488	0	0	0	0	0	0	0	5 286	0	37 774
2318	Autres immo. corporelles en cours	0	3 922	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 922
001	Solde d'exécution reporté de N-1	5 343 854	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 343 854

RECETTES													
Total recettes d'investissement		24 394 877	8 612 336	32 049	51 650	578 959	265 126	20 805	12 769	0	1 691 531	0	35 660 101
Recettes réelles		20 963 001	8 371 751	32 049	51 650	562 712	238 693	20 805	12 769	0	1 660 147	0	31 913 576
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	8 563 804	0	0	0	100 000	0	0	0	0	0	0	8 663 804
10222	FCTVA	2 301 657	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 301 657
10223	TLE	5 645	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 645
10226	Taxe d'aménagement	450 280	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	450 280
10228	Autres fonds	152 441	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	152 441
10251	Dons et legs en capital	0	0	0	0	100 000	0	0	0	0	0	0	100 000
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	5 653 780	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 653 780
13	Subventions d'investissement	499 197	523 961	32 049	51 650	262 712	238 693	20 805	12 769	0	1 224 772	0	2 866 607

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000 210000005 2023-04-04 2023-03-05 DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	Aménagt et services urbains, environnem	Action économique	TOTAL
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0	262 162	32 049	0	105 913	88 553	20 805	0	0	82 708	0	592 190
1322	Subv. non transf. Régions	0	261 799	0	0	50 310	0	0	0	0	260 743	0	572 852
1323	Subv. non transf. Départements	0	0	0	0	28 988	150 140	0	0	0	208 143	0	387 270
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0	0	0	51 650	77 500	0	0	12 769	0	521 713	0	663 632
1342	Amendes de police non transférable	499 197	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	499 197
1346	Participat° voirie et réseaux non transf	0	0	0	0	0	0	0	0	0	151 465	0	151 465
16	Emprunts et dettes assimilées	11 900 000	5 750	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 905 750
1641	Emprunts en euros	5 733 683	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 733 683
165	Dépôts et cautionnements reçus	0	5 750	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 750
166	Refinancement de dette	5 400 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 400 000
1678	Autres emprunts et dettes	766 317	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	766 317
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	10 884	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 884
2312	Agencements et aménagements de terrains	0	10 884	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 884
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	89 490	0	0	200 000	0	0	0	0	4 423	0	293 913
275	Dépôts et cautionnements versés	0	25 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	25 000
276351	Créance GFP de rattachement	0	64 490	0	0	200 000	0	0	0	0	0	0	264 490
2764	Créances sur personnes de droit privé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 423	0	4 423
	Opérations pour compte de tiers	0	7 741 667	0	0	0	0	0	0	0	430 952	0	8 172 619
4542103	PERIL, 174 AVENUE PIERRE SEMARD 4 CH DES CAPUCINS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	640	0	640
4542104	PERIL, 37 BOULEVARD DU JEU DE BALLON	0	0	0	0	0	0	0	0	0	920	0	920
4542109	PERIL 32 RUE TRACASTEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	51 120	0	51 120
4542110	PERIL 11 RUE DE L'ORATOIRE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 200	0	1 200
4542113	PERIL, 8 RUE DES SOEURS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	193 256	0	193 256
4542114	PERIL 2 TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 362	0	12 362

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	Accusé de réception en préfecture 05/04/2023 10:05:40 - 2023-33-D- Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023		TOTAL
											Aménagt et services urbains, environnem	Action économique	
4542116	PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 136	0	1 136
4542120	PERIL, 1 PLACE DE LA ROQUE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22 842	0	22 842
4542123	TRAVAUX COMPTE DE TIERS -19 RUE MOUGINS ROQUEFORT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	39 937	0	39 937
454245	PERIL, 3 RUE DE LA FONTETTE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	69 240	0	69 240
454299	PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	38 300	0	38 300
458203	CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE	0	7 403 929	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 403 929
458204	DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE	0	337 737	0	0	0	0	0	0	0	0	0	337 737
Recettes d'ordre		3 431 876	240 586	0	0	16 247	26 433	0	0	0	31 384	0	3 746 526
040	Opérat° ordre transfert entre sections	3 431 876	110 077	0	0	13 447	26 433	0	0	0	0	0	3 581 834
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	237 621	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	237 621
2111	Terrains nus	0	3 192	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 192
2113	Terrains aménagés autres que voirie	0	176	0	0	0	0	0	0	0	0	0	176
2132	Immeubles de rapport	0	19 859	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 859
2138	Autres constructions	0	51 725	0	0	0	0	0	0	0	0	0	51 725
2802	Frais liés à la réalisation des document	16 229	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16 229
28031	Frais d'études	56 793	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	56 793
28033	Frais d'insertion	716	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	716
2804122	Subv.Régions : Bâtiments, installations	12 965	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 965
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	53 672	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	53 672
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	11 204	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 204
28041641	IC : Bien mobilier, matériel	11 995	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 995
28041642	IC : Bâtiments, installations	4 666	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 666
280422	Privé : Bâtiments, installations	133 666	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	133 666
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	66
2804422	Sub nat privé - Bâtiments et installat°	28 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	28 000
28051	Concessions et droits similaires	90 888	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	90 888
28088	Autres immobilisations incorporelles	2 459	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 459
28132	Immeubles de rapport	18 280	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18 280
28135	Installations générales, agencements, ..	84 781	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	84 781
28152	Installations de voirie	123 837	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	123 837
281568	Autres matériels, outillages incendie	22 124	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22 124
281571	Matériel roulant	5 928	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 928
281578	Autre matériel et outillage de voirie	125 081	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	125 081
28158	Autres installat°, matériel et outillage	731 016	0	0	0	12 084	0	0	0	0	0	0	743 100

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	Accusé de réception en préfecture 006 210600605 20230401 2023 33 DE Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023		TOTAL	
											Aménagt et services urbains, environnemt	Action économique		
28182	Matériel de transport	181 113	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	181 113
28183	Matériel de bureau et informatique	205 368	0	0	0	1 090	0	0	0	0	0	0	0	206 458
28184	Mobilier	222 107	0	0	0	89	0	0	0	0	0	0	0	222 196
28188	Autres immo. corporelles	231 301	0	0	0	184	0	0	0	0	0	0	0	231 485
4817	Pénalités de renégociation de la dette	820 000	35 125	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	855 125
4818	Charges à étaler	0	0	0	0	0	26 433	0	0	0	0	0	0	26 433
041	Opérations patrimoniales	0	130 508	0	0	2 800	0	0	0	0	0	31 384	0	164 692
10251	Dons et legs en capital	0	0	0	0	2 800	0	0	0	0	0	0	0	2 800
2031	Frais d'études	0	75 842	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	75 842
2033	Frais d'insertion	0	53 677	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	53 677
2112	Terrains de voirie	0	987	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	987
2138	Autres constructions	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	31 384	0	31 384
001	Solde d'exécution reporté de N-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT

DEPENSES												
Total dépenses de fonctionnement	6 111 459	18 115 393	7 545 121	9 596 226	5 580 598	6 084 332	4 149 427	73 370	17 255	7 241 803	342 030	64 857 015
Dépenses réelles	2 648 663	18 036 236	7 545 121	9 596 226	5 567 150	6 057 899	4 149 427	73 370	17 255	7 241 803	342 030	61 275 181
011 Charges à caractère général	14 577	5 722 788	253 342	2 087 651	795 502	661 857	121 894	73 370	17 255	1 928 789	12 975	11 690 000
6042 Achats prestat° services (hors terrains)	0	4 560	0	25 300	1 015	39 463	0	0	0	0	0	70 338
60611 Eau et assainissement	0	18 243	0	97 283	12 274	53 330	0	747	0	145 832	0	327 708
60612 Energie - Electricité	0	612 474	239	580 191	237 109	308 557	23 872	17 775	11 324	645 704	0	2 437 246
60621 Combustibles	0	2 196	0	0	0	65	0	0	0	496	0	2 757
60622 Carburants	0	273 557	0	0	0	259	0	0	0	0	0	273 816
60623 Alimentation	0	206	0	36	1 434	14 809	910	0	0	0	0	17 395
60624 Produits de traitement	0	0	0	0	0	535	1 564	0	0	465	0	2 564
60628 Autres fournitures non stockées	0	13 078	0	0	0	0	40	0	0	29 337	0	42 455
60631 Fournitures d'entretien	0	58 916	514	95 240	63	4 296	0	0	0	14 641	0	173 670
60632 Fournitures de petit équipement	0	645 758	5 425	9 094	34 773	37 502	-299	0	0	90 924	0	823 177
60633 Fournitures de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	58 344	0	58 344
60636 Vêtements de travail	0	91 167	43 103	412	127	2 995	894	0	0	120	0	138 818
6064 Fournitures administratives	0	45 679	0	0	1 529	0	0	0	0	0	0	47 208
6065 Livres, disques, ... (médiathèque)	0	0	0	0	80 930	66	0	0	0	0	0	80 996
6067 Fournitures scolaires	0	15 689	0	135 295	0	0	0	0	0	0	0	150 983
6068 Autres matières et fournitures	0	4 496	1 854	1 679	7 950	7 484	0	0	0	0	0	23 463

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	Accusé de réception en préfecture 006 210600605 2023-04-04 2023-03-02 Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023		TOTAL
											Aménagt et services urbains, environnem	Action économique	
611	Contrats de prestations de services	0	303 307	23 874	652 186	39 160	38 609	65 664	0	0	425 722	0	1 548 521
6132	Locations immobilières	0	605 858	1 800	0	720	0	0	8 814	0	1 070	0	618 262
6135	Locations mobilières	0	219 434	0	0	23 466	2 134	0	0	0	573	0	245 607
614	Charges locatives et de copropriété	0	130 926	0	0	0	0	0	1 000	0	0	0	131 926
61521	Entretien terrains	0	26 142	0	0	0	25 603	0	0	0	120 609	0	172 354
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0	143 899	18 606	83 920	39 601	29 200	10 866	27 138	0	0	0	353 230
615231	Entretien, réparations voiries	0	0	419	0	0	0	0	0	0	291 477	0	291 897
61551	Entretien matériel roulant	0	145 334	6 004	0	0	0	0	0	0	0	0	151 338
61558	Entretien autres biens mobiliers	0	5 364	5 951	62 816	23 609	20 085	2 700	2 862	2 404	37 608	0	163 398
6156	Maintenance	0	255 829	98 524	61 765	43 187	44 048	6 248	11 975	3 528	2 687	0	527 791
6161	Multirisques	0	196 672	0	0	0	0	0	0	0	0	0	196 672
6168	Autres primes d'assurance	0	104 302	0	0	550	0	0	0	0	0	0	104 852
617	Etudes et recherches	0	31 580	0	1 356	0	19 870	7 358	0	0	23 233	10 320	93 717
6182	Documentation générale et technique	0	30 570	0	0	9 280	360	0	0	0	0	0	40 210
6184	Versements à des organismes de formation	0	37 006	0	0	0	0	0	0	0	0	0	37 006
6185	Frais de colloques et de séminaires	0	1 092	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 092
6188	Autres frais divers	0	16 694	9 386	0	24 214	354	0	0	0	0	0	50 648
6226	Honoraires	0	77 377	0	0	3 030	0	0	0	0	11 651	0	92 058
6227	Frais d'actes et de contentieux	0	68 956	0	0	0	0	0	0	0	0	0	68 956
6228	Divers	0	104 209	4 609	0	1 308	389	2 043	0	0	1 296	0	113 854
6231	Annonces et insertions	0	102 239	0	0	4 149	0	0	0	0	351	0	106 739
6232	Fêtes et cérémonies	0	330 826	0	0	33 651	4 642	0	0	0	0	0	369 119
6233	Foires et expositions	0	69 774	0	0	36 619	0	0	0	0	0	0	106 393
6236	Catalogues et imprimés	0	82 039	0	0	11 990	385	0	0	0	0	0	94 415
6237	Publications	0	69 222	0	0	0	0	0	0	0	0	0	69 222
6238	Divers	0	24 929	0	216	30 798	972	0	0	0	1 500	0	58 415
6241	Transports de biens	0	12 700	162	1 680	17 057	0	0	0	0	360	0	31 958
6247	Transports collectifs	0	2 841	0	267 784	0	553	0	0	0	0	0	271 178
6251	Voyages et déplacements	0	20 231	523	0	1 074	2 973	0	0	0	3 708	55	28 565
6256	Missions	0	7 160	1 095	0	2 755	0	171	0	0	0	0	11 181
6257	Réceptions	0	325	0	0	1 837	0	0	0	0	0	0	2 162
6261	Frais d'affranchissement	0	101 279	0	0	0	0	0	0	0	0	0	101 279
6262	Frais de télécommunications	0	159 136	0	0	27	30	0	0	0	0	0	159 193
627	Services bancaires et assimilés	14 577	0	0	0	36	0	0	0	0	27	0	14 640
6281	Concours divers (cotisations)	0	34 432	0	0	1 045	2 288	0	0	0	1 000	0	38 765
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0	0	0	0	51 180	0	0	0	0	465	0	51 645
6283	Frais de nettoyage des locaux	0	5 080	10 775	1 865	8 408	0	-438	0	0	0	0	25 689

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	Accusé de réception en préfecture 066 21060606 20230404 2023 33 DE Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception en préfecture : 05/04/2023		TOTAL	
											Aménagt et services urbains, environnem	Action économique		
6284	Redevances pour services rendus	0	0	20 479	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 479
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0	10 422	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 422
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0	1 510	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 510
6288	Autres services extérieurs	0	14 224	0	9 535	2 691	0	299	3 061	0	19 590	2 600	0	52 001
63512	Taxes foncières	0	374 125	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	374 125
63513	Autres impôts locaux	0	482	0	0	1 308	0	0	0	0	0	0	0	1 790
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0	2 247	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 247
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0	6 994	0	0	5 549	0	0	0	0	0	0	0	12 543
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	10 357 584	4 097 442	7 309 951	4 676 250	3 432 478	367 763	0	0	5 291 215	301 190	0	35 833 874
6216	Personnel affecté par GFP de rattachement	0	45 995	0	0	786 855	0	0	0	0	0	0	0	832 850
6218	Autre personnel extérieur	0	0	0	42 672	1 661	0	0	0	0	0	0	0	44 333
6331	Versement mobilité	0	94 376	37 114	77 340	41 395	35 847	3 845	0	0	53 967	2 935	0	346 818
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0	26 966	10 605	22 097	11 827	10 243	1 099	0	0	15 419	839	0	99 095
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0	89 334	20 123	42 396	22 685	19 632	2 108	0	0	28 708	1 606	0	226 593
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0	16 178	6 362	13 257	7 096	6 145	659	0	0	9 251	503	0	59 452
64111	Rémunération principale titulaires	0	4 374 635	1 772 837	3 351 501	1 728 534	1 447 891	147 001	0	0	2 477 375	110 028	0	15 409 802
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0	149 370	42 315	86 004	54 391	40 934	4 358	0	0	80 776	5 541	0	463 689
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	0	0	0	0	0	800	0	0	0	0	0	0	800
64118	Autres indemnités titulaires	0	1 589 628	915 119	629 141	358 387	410 961	40 496	0	0	730 577	43 223	0	4 717 534
64131	Rémunérations non tit.	0	909 283	278 354	1 076 514	625 823	557 437	72 803	0	0	340 655	63 416	0	3 924 285
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0	2 700	200	4 900	1 700	2 800	100	0	0	600	100	0	13 100
64164	Emplois d'insertion indemnité inflat°	0	200	500	0	0	100	0	0	0	800	0	0	1 600
64168	Autres emplois d'insertion	0	49 888	57 601	0	0	7 418	0	0	0	225 151	0	0	340 057
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0	937 576	354 921	828 324	448 743	394 571	43 437	0	0	491 063	33 996	0	3 532 630
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0	1 420 694	574 629	1 075 698	554 934	464 291	46 846	0	0	798 299	35 556	0	4 970 948
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0	310 286	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	310 286
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0	49 349	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	49 349
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0	62 707	22 383	56 594	32 204	30 364	4 287	0	0	33 480	3 447	0	245 467
6472	Prestations familiales directes	0	3 083	4 380	3 512	0	549	0	0	0	5 092	0	0	16 615
64731	Allocations chômage versées directement	0	186 948	0	0	0	2 493	0	0	0	0	0	0	189 441
6475	Médecine du travail, pharmacie	0	30 385	0	0	16	0	726	0	0	0	0	0	31 126
6488	Autres charges	0	8 004	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 004
014	Atténuations de produits	695 141	555 687	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 250 828

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	Accusé de réception en préfecture 05/04/2023 10:05:04 2023-33-D- Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023		TOTAL
											Aménagt et services urbains, environnem	Action économique	
739115	Prélèvt au titre de l'article 55 loi SRU	695 141	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	695 141
7391178	Autres restitut° dégrèvt contrib. direct	0	12 762	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 762
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	0	508 505	0	0	0	0	0	0	0	0	0	508 505
7398	Reverst., restitut° et prélèvt divers	0	34 420	0	0	0	0	0	0	0	0	0	34 420
65	Autres charges de gestion courante	0	616 088	3 194 337	191 849	92 379	1 947 654	3 659 770	0	0	21 799	16 165	9 740 041
6512	Droits d'utilisat° informatique nuage	0	6 085	0	0	1 579	0	0	0	0	0	0	7 664
6518	Autres	0	87	0	0	0	0	0	0	0	0	0	87
6531	Indemnités	0	545 484	0	0	0	0	0	0	0	0	0	545 484
6533	Cotisations de retraite	0	17 251	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 251
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0	2 874	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 874
6535	Formation	0	7 111	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 111
6536	Frais de représentation du maire	0	4 907	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 907
6553	Service d'incendie	0	0	3 194 337	0	0	0	0	0	0	0	0	3 194 337
65548	Autres contributions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21 799	0	21 799
6556	Indemnités de logement aux instituteurs	0	0	0	2 692	0	0	0	0	0	0	0	2 692
6558	Autres contributions obligatoires	0	3 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 500
657341	Subv. fonct. Communes du GFP	0	0	0	47 154	0	0	0	0	0	0	0	47 154
657348	Subv. fonct. Autres communes	0	0	0	62 933	0	0	0	0	0	0	0	62 933
657361	Subv. fonct. Caisse des écoles	0	0	0	60 900	0	0	0	0	0	0	0	60 900
657362	Subv. fonct. CCAS	0	0	0	0	0	0	3 300 000	0	0	0	0	3 300 000
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0	28 787	0	18 169	90 800	1 947 654	359 770	0	0	0	16 165	2 461 346
65888	Autres	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	1 938 945	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 938 945
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 713 646	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 713 646
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	52 490	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	52 490
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	7 598	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 598
6688	Autres	165 212	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	165 212
67	Charges exceptionnelles	0	315 650	0	6 775	3 019	15 910	0	0	0	0	11 699	353 054
6714	Bourses et prix	0	0	0	6 775	0	15 910	0	0	0	0	0	22 685
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0	13 529	0	0	3 019	0	0	0	0	0	0	16 549
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0	45 137	0	0	0	0	0	0	0	0	11 699	56 836

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000 210600000 2023-04-04 2023-03-31
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception en préfecture : 05/04/2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	Aménagt et services urbains, environnem	Action économique	TOTAL
678	Autres charges exceptionnelles	0	256 984	0	0	0	0	0	0	0	0	0	256 984
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	468 438	0	0	0	0	0	0	0	0	0	468 438
6865	Dot. prov. risques et charges financiers	0	468 438	0	0	0	0	0	0	0	0	0	468 438
Dépenses d'ordre		3 462 796	79 157	0	0	13 447	26 433	0	0	0	0	0	3 581 834
042	Opérat° ordre transfert entre sections	3 462 796	79 157	0	0	13 447	26 433	0	0	0	0	0	3 581 834
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	74 952	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	74 952
6761	Différences sur réalisations (positives)	193 589	44 032	0	0	0	0	0	0	0	0	0	237 621
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	2 374 255	0	0	0	13 447	0	0	0	0	0	0	2 387 702
6812	Dot. amort. et prov. Charges à répartir	0	0	0	0	0	26 433	0	0	0	0	0	26 433
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	820 000	35 125	0	0	0	0	0	0	0	0	0	855 125
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
002	Déficit de fonctionnement reporté	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RECETTES													
Total recettes de fonctionnement		30 679 612	39 094 778	4 535	702 509	310 739	562 893	235 242	0	81 464	1 133 254	380 957	73 185 982
Recettes réelles		27 704 400	38 860 985	4 535	702 509	300 618	562 893	235 242	0	81 464	1 086 826	380 957	69 920 428
013	Atténuations de charges	0	287 769	0	111 253	0	0	0	0	0	0	0	399 022
6091	RRR obtenus sur matières premières	0	16 830	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16 830
6094	RRR obtenus sur études et prestat°	0	10 669	0	111 253	0	0	0	0	0	0	0	121 922
6419	Remboursements rémunérations personnel	0	131 498	0	0	0	0	0	0	0	0	0	131 498
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0	128 771	0	0	0	0	0	0	0	0	0	128 771
70	Produits des services, du domaine, vente	0	557 651	4 535	375 427	186 571	185 241	0	0	81 464	1 042 951	37 710	2 471 550
70311	Concessions cimetières (produit net)	0	103 261	0	0	0	0	0	0	0	0	0	103 261
70321	Stationnement et location voie publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	52 013	0	52 013
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0	92 636	0	0	0	0	0	0	0	85 901	0	178 536
70328	Autres droits stationnement et location	0	9 008	0	0	0	0	0	0	0	0	923	9 931
7036	Taxes de pâturage et de tourbage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	743	0	743

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	Accusé de réception en préfecture 000 210000000 20230401 2023 33 DE Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023		TOTAL
											Aménagt et services urbains, environnem	Action économique	
70383	Redevance de stationnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	378 729	0	378 729
70384	Forfait de post-stationnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	195 709	0	195 709
70388	Autres redevances et recettes diverses	0	0	0	0	0	0	0	0	0	138 714	0	138 714
704	Travaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	76 112	0	76 112
7062	Redevances services à caractère culturel	0	16 139	0	0	185 458	0	0	0	0	0	0	201 597
70631	Redevances services à caractère sportif	0	0	0	0	0	2 420	0	0	0	0	0	2 420
70632	Redevances services à caractère loisir	0	0	0	0	0	161 042	0	0	0	0	0	161 042
7066	Redevances services à caractère social	0	0	0	0	0	21 466	0	0	0	0	0	21 466
70688	Autres prestations de services	0	0	0	0	0	313	0	0	0	0	36 787	37 100
7078	Autres marchandises	0	0	0	0	73	0	0	0	0	0	0	73
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0	9 611	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 611
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	0	39 953	0	0	0	0	0	0	0	0	0	39 953
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	115 030	0	115 030
70871	Remb. frais par collectivité rattachemen	0	39 431	0	0	0	0	0	0	81 066	0	0	120 497
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	0	1 672	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 672
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0	15 655	0	0	0	0	0	0	398	0	0	16 053
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0	223 266	4 535	375 427	0	0	0	0	0	0	0	603 228
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0	7 020	0	0	1 041	0	0	0	0	0	0	8 061
73	Impôts et taxes	20 795 287	35 600 734	0	0	0	0	0	0	0	640	322 089	56 718 750
73111	Impôts directs locaux	0	35 243 283	0	0	0	0	0	0	0	0	0	35 243 283
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	70 522	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	70 522
73211	Attribution de compensation	14 513 220	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 513 220
73221	FNGIR	157 013	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	157 013
7336	Droits de place	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40 588	40 588
7338	Autres taxes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	640	0	640
7343	Taxes sur les pylônes électriques	32 028	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32 028
7351	Taxe consommation finale d'électricité	1 232 843	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 232 843
7362	Taxes de séjour	0	357 451	0	0	0	0	0	0	0	0	0	357 451

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	Accusé de réception en préfecture 006 210600605 20230401 2023 33 DE Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023		TOTAL
											Aménagt et services urbains, environnem	Action économique	
7364	Prélèvement sur les produits des jeux	52 086	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	52 086
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	281 501	281 501
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	4 737 574	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 737 574
74	Dotations et participations	6 211 530	291 025	0	93 392	24 752	377 107	235 242	0	0	11 339	19 000	7 263 388
7411	Dotation forfaitaire	3 991 810	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 991 810
74127	Dotation nationale de péréquation	629 861	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	629 861
744	FCTVA	116 961	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	116 961
7461	DGD	0	68 023	0	0	0	0	235 242	0	0	0	0	303 265
74718	Autres participations Etat	0	148 241	0	0	2 750	0	0	0	0	0	0	150 991
7473	Participat° Départements	0	0	0	0	10 000	0	0	0	0	0	19 000	29 000
74741	Participat° Communes du GFP	0	0	0	37 901	0	0	0	0	0	0	0	37 901
74748	Participat° Autres communes	0	0	0	55 491	0	0	0	0	0	0	0	55 491
7478	Participat° Autres organismes	0	62 552	0	0	12 002	377 107	0	0	0	11 339	0	463 000
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	0	3 201	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 201
748313	Dotat° de compensation de la TP	22 813	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22 813
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	92 281	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	92 281
7484	Dotation de recensement	0	9 008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 008
7488	Autres attributions et participations	1 357 804	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 357 804
75	Autres produits de gestion courante	0	815 450	0	116 667	16 294	546	0	0	0	31 895	658	981 510
751	Redevances pour licences, logiciels, ...	0	4 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 500
752	Revenus des immeubles	0	802 334	0	0	16 294	0	0	0	0	0	658	819 286
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0	8 615	0	116 667	0	546	0	0	0	31 895	0	157 722
7588	Autres produits div. de gestion courante	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
76	Produits financiers	694 110	7 220	0	0	73 000	0	0	0	0	0	0	774 329
761	Produits de participations	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
76232	Remb. intérêts emprunts GFP rattachement	0	7 218	0	0	73 000	0	0	0	0	0	0	80 218
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital.	621 980	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	621 980
7688	Autres	72 130	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	72 130
77	Produits exceptionnels	3 473	1 097 404	0	5 770	0	0	0	0	0	0	1 500	1 108 148
7711	Dédits et pénalités perçus	0	8 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 200

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	Aménagt et Action		TOTAL
											services urbains, environnem	économique	
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0	16 317	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16 317
774	Subventions exceptionnelles	0	1 300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 300
775	Produits des cessions d'immobilisations	3 473	309 100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	312 573
7788	Produits exceptionnels divers	0	762 488	0	5 770	0	0	0	0	0	0	1 500	769 758
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	203 731	0	0	0	0	0	0	0	0	0	203 731
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	0	189 832	0	0	0	0	0	0	0	0	0	189 832
7865	Rep. prov. risques et charges financiers	0	13 899	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13 899
<i>Recettes d'ordre</i>		<i>48 422</i>	<i>233 793</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>10 121</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>46 428</i>	<i>0</i>	<i>338 764</i>
042	Opérat° ordre transfert entre sections	48 422	233 793	0	0	10 121	0	0	0	0	46 428	0	338 764
722	Immobilisations corporelles	0	233 793	0	0	0	0	0	0	0	46 428	0	280 221
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	48 422	0	0	0	10 121	0	0	0	0	0	0	58 543
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
002 Excédent de fonctionnement reporté		2 926 790	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 926 790

Accusé de réception en préfecture
000 210000005 20130401 2023 33 DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

(1)Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

IV – ANNEXES

**ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT**

IV
A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopératif décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		6 111 459.02	18 115 392.74	0.00	0.00	0.00	24 226 851.76
Réalizations		6 111 459.02	18 115 392.74	0.00	0.00	0.00	24 226 851.76
002	Résultat de fonctionnement reporté	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
011	Charges à caractère général	14 576.66	5 722 787.66	0.00	0.00	0.00	5 737 364.32
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	4 560,00	0,00	0,00	0,00	4 560,00
60611	Eau et assainissement	0,00	18 243,28	0,00	0,00	0,00	18 243,28
60612	Energie - Electricité	0,00	612 473,81	0,00	0,00	0,00	612 473,81
60621	Combustibles	0,00	2 195,98	0,00	0,00	0,00	2 195,98
60622	Carburants	0,00	273 556,75	0,00	0,00	0,00	273 556,75
60623	Alimentation	0,00	205,89	0,00	0,00	0,00	205,89
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	13 077,92	0,00	0,00	0,00	13 077,92
60631	Fournitures d'entretien	0,00	58 915,86	0,00	0,00	0,00	58 915,86
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	645 758,18	0,00	0,00	0,00	645 758,18
60636	Vêtements de travail	0,00	91 167,17	0,00	0,00	0,00	91 167,17
6064	Fournitures administratives	0,00	45 678,84	0,00	0,00	0,00	45 678,84
6067	Fournitures scolaires	0,00	15 688,59	0,00	0,00	0,00	15 688,59
6068	Autres matières et fournitures	0,00	4 496,25	0,00	0,00	0,00	4 496,25
611	Contrats de prestations de services	0,00	303 307,29	0,00	0,00	0,00	303 307,29
6132	Locations immobilières	0,00	605 858,34	0,00	0,00	0,00	605 858,34
6135	Locations mobilières	0,00	219 434,02	0,00	0,00	0,00	219 434,02
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	130 926,46	0,00	0,00	0,00	130 926,46
61521	Entretien terrains	0,00	26 141,62	0,00	0,00	0,00	26 141,62
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	143 898,74	0,00	0,00	0,00	143 898,74
61551	Entretien matériel roulant	0,00	145 333,86	0,00	0,00	0,00	145 333,86
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	5 364,43	0,00	0,00	0,00	5 364,43
6156	Maintenance	0,00	255 828,88	0,00	0,00	0,00	255 828,88
6161	Multirisques	0,00	196 672,10	0,00	0,00	0,00	196 672,10
6168	Autres primes d'assurance	0,00	104 302,48	0,00	0,00	0,00	104 302,48
617	Etudes et recherches	0,00	31 580,00	0,00	0,00	0,00	31 580,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	30 569,92	0,00	0,00	0,00	30 569,92
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	37 005,55	0,00	0,00	0,00	37 005,55
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	1 092,40	0,00	0,00	0,00	1 092,40
6188	Autres frais divers	0,00	16 694,40	0,00	0,00	0,00	16 694,40
6226	Honoraires	0,00	77 377,48	0,00	0,00	0,00	77 377,48
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	68 956,39	0,00	0,00	0,00	68 956,39
6228	Divers	0,00	104 208,98	0,00	0,00	0,00	104 208,98
6231	Annonces et insertions	0,00	102 238,88	0,00	0,00	0,00	102 238,88
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	330 826,33	0,00	0,00	0,00	330 826,33
6233	Foires et expositions	0,00	69 774,10	0,00	0,00	0,00	69 774,10

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000-210000086-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception en préfecture : 05/04/2023

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Plan de relance (crise sanitaire)	Total
6236	Catalogues et imprimés	0,00	82 039,36	0,00	0,00	0,00	82 039,36
6237	Publications	0,00	69 221,90	0,00	0,00	0,00	69 221,90
6238	Divers	0,00	24 928,58	0,00	0,00	0,00	24 928,58
6241	Transports de biens	0,00	12 699,60	0,00	0,00	0,00	12 699,60
6247	Transports collectifs	0,00	2 841,00	0,00	0,00	0,00	2 841,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	20 231,11	0,00	0,00	0,00	20 231,11
6256	Missions	0,00	7 159,55	0,00	0,00	0,00	7 159,55
6257	Réceptions	0,00	325,00	0,00	0,00	0,00	325,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	101 278,92	0,00	0,00	0,00	101 278,92
6262	Frais de télécommunications	0,00	159 135,84	0,00	0,00	0,00	159 135,84
627	Services bancaires et assimilés	14 576,66	0,00	0,00	0,00	0,00	14 576,66
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	34 431,66	0,00	0,00	0,00	34 431,66
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	5 080,00	0,00	0,00	0,00	5 080,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	10 422,17	0,00	0,00	0,00	10 422,17
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0,00	1 509,83	0,00	0,00	0,00	1 509,83
6288	Autres services extérieurs	0,00	14 224,37	0,00	0,00	0,00	14 224,37
63512	Taxes foncières	0,00	374 124,84	0,00	0,00	0,00	374 124,84
63513	Autres impôts locaux	0,00	482,00	0,00	0,00	0,00	482,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	2 246,52	0,00	0,00	0,00	2 246,52
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	6 994,24	0,00	0,00	0,00	6 994,24
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	10 357 584,41	0,00	0,00	0,00	10 357 584,41
6216	Personnel affecté par GFP de rattachement	0,00	45 994,80	0,00	0,00	0,00	45 994,80
6331	Versement mobilité	0,00	94 375,67	0,00	0,00	0,00	94 375,67
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	26 965,77	0,00	0,00	0,00	26 965,77
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	89 333,87	0,00	0,00	0,00	89 333,87
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	16 178,35	0,00	0,00	0,00	16 178,35
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	4 374 635,10	0,00	0,00	0,00	4 374 635,10
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	149 369,74	0,00	0,00	0,00	149 369,74
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	1 589 628,21	0,00	0,00	0,00	1 589 628,21
64131	Rémunérations non tit.	0,00	909 282,77	0,00	0,00	0,00	909 282,77
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0,00	2 700,00	0,00	0,00	0,00	2 700,00
64164	Emplois d'insertion indemnité inflat°	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	49 887,89	0,00	0,00	0,00	49 887,89
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	937 576,13	0,00	0,00	0,00	937 576,13
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	1 420 694,03	0,00	0,00	0,00	1 420 694,03
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	310 285,89	0,00	0,00	0,00	310 285,89
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0,00	49 349,00	0,00	0,00	0,00	49 349,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	62 707,33	0,00	0,00	0,00	62 707,33
6472	Prestations familiales directes	0,00	3 083,09	0,00	0,00	0,00	3 083,09
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	186 948,00	0,00	0,00	0,00	186 948,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	30 384,77	0,00	0,00	0,00	30 384,77
6488	Autres charges	0,00	8 004,00	0,00	0,00	0,00	8 004,00
014	Atténuations de produits	695 140,65	555 687,33	0,00	0,00	0,00	1 250 827,98
739115	Prélèvt au titre de l'article 55 loi SRU	695 140,65	0,00	0,00	0,00	0,00	695 140,65
7391178	Autres restitut° dégrèvt contrib. direct	0,00	12 762,00	0,00	0,00	0,00	12 762,00
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	0,00	508 505,00	0,00	0,00	0,00	508 505,00
7398	Revert., restitut° et prélèvt divers	0,00	34 420,33	0,00	0,00	0,00	34 420,33
042	Opérat° ordre transfert entre sections	3 462 796,46	79 156,81	0,00	0,00	0,00	3 541 953,27

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000-210000098-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Plan de relance (crise sanitaire)	Total
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	74 952,30	0,00	0,00	0,00	0,00	74 952,30
6761	Différences sur réalisations (positives)	193 589,32	44 031,81	0,00	0,00	0,00	237 621,13
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	2 374 254,84	0,00	0,00	0,00	0,00	2 374 254,84
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	820 000,00	35 125,00	0,00	0,00	0,00	855 125,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	616 087,97	0,00	0,00	0,00	616 087,97
6512	Droits d'utilisat° informatique nuage	0,00	6 085,00	0,00	0,00	0,00	6 085,00
6518	Autres	0,00	86,78	0,00	0,00	0,00	86,78
6531	Indemnités	0,00	545 484,34	0,00	0,00	0,00	545 484,34
6533	Cotisations de retraite	0,00	17 250,96	0,00	0,00	0,00	17 250,96
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	2 874,15	0,00	0,00	0,00	2 874,15
6535	Formation	0,00	7 111,00	0,00	0,00	0,00	7 111,00
6536	Frais de représentation du maire	0,00	4 906,95	0,00	0,00	0,00	4 906,95
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	3 500,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	28 787,44	0,00	0,00	0,00	28 787,44
65888	Autres	0,00	1,35	0,00	0,00	0,00	1,35
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	1 938 945,25	0,00	0,00	0,00	0,00	1 938 945,25
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 713 645,95	0,00	0,00	0,00	0,00	1 713 645,95
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	52 489,58	0,00	0,00	0,00	0,00	52 489,58
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	7 597,57	0,00	0,00	0,00	0,00	7 597,57
6688	Autres	165 212,15	0,00	0,00	0,00	0,00	165 212,15
67	Charges exceptionnelles	0,00	315 650,47	0,00	0,00	0,00	315 650,47
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	13 529,41	0,00	0,00	0,00	13 529,41
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	45 136,91	0,00	0,00	0,00	45 136,91
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	256 984,15	0,00	0,00	0,00	256 984,15
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	468 438,09	0,00	0,00	0,00	468 438,09
6865	Dot. prov. risques et charges financiers	0,00	468 438,09	0,00	0,00	0,00	468 438,09
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	30 679 611,61	39 094 778,00	0,00	0,00	0,00	69 774 389,61
	Réalisations	30 679 611,61	39 094 778,00	0,00	0,00	0,00	69 774 389,61
002	Résultat de fonctionnement reporté	2 926 789,88	0,00	0,00	0,00	0,00	2 926 789,88
013	Atténuations de charges	0,00	287 769,17	0,00	0,00	0,00	287 769,17
6091	RRR obtenus sur matières premières	0,00	16 830,22	0,00	0,00	0,00	16 830,22
6094	RRR obtenus sur études et prestat°	0,00	10 669,20	0,00	0,00	0,00	10 669,20
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	131 498,28	0,00	0,00	0,00	131 498,28
6459	Rembours charges SS et prévoyance	0,00	128 771,47	0,00	0,00	0,00	128 771,47
042	Opérat° ordre transfert entre sections	48 422,00	233 792,62	0,00	0,00	0,00	282 214,62
722	Immobilisations corporelles	0,00	233 792,62	0,00	0,00	0,00	233 792,62
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	48 422,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 422,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	557 650,90	0,00	0,00	0,00	557 650,90
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	103 261,00	0,00	0,00	0,00	103 261,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	92 635,53	0,00	0,00	0,00	92 635,53
70328	Autres droits stationnement et location	0,00	9 008,12	0,00	0,00	0,00	9 008,12
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	16 139,00	0,00	0,00	0,00	16 139,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Plan de relance (crise sanitaire)	Total
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0,00	9 611,03	0,00	0,00	0,00	9 611,03
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	0,00	39 952,50	0,00	0,00	0,00	39 952,50
70871	Remb. frais par collectivité rattachemen	0,00	39 431,00	0,00	0,00	0,00	39 431,00
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	0,00	1 672,15	0,00	0,00	0,00	1 672,15
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	15 655,00	0,00	0,00	0,00	15 655,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	223 265,57	0,00	0,00	0,00	223 265,57
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	7 020,00	0,00	0,00	0,00	7 020,00
73	Impôts et taxes	20 795 286,62	35 600 734,31	0,00	0,00	0,00	56 396 020,93
73111	Impôts directs locaux	0,00	35 243 283,00	0,00	0,00	0,00	35 243 283,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	70 522,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 522,00
73211	Attribution de compensation	14 513 220,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 513 220,00
73221	FNGIR	157 013,00	0,00	0,00	0,00	0,00	157 013,00
7343	Taxes sur les pylônes électriques	32 028,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 028,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	1 232 843,36	0,00	0,00	0,00	0,00	1 232 843,36
7362	Taxes de séjour	0,00	357 451,31	0,00	0,00	0,00	357 451,31
7364	Prélèvement sur les produits des jeux	52 085,85	0,00	0,00	0,00	0,00	52 085,85
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	4 737 574,41	0,00	0,00	0,00	0,00	4 737 574,41
74	Dotations et participations	6 211 530,00	291 025,46	0,00	0,00	0,00	6 502 555,46
7411	Dotation forfaitaire	3 991 810,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 991 810,00
74127	Dotation nationale de péréquation	629 861,00	0,00	0,00	0,00	0,00	629 861,00
744	FCTVA	116 961,00	0,00	0,00	0,00	0,00	116 961,00
7461	DGD	0,00	68 023,00	0,00	0,00	0,00	68 023,00
74718	Autres participations Etat	0,00	148 241,46	0,00	0,00	0,00	148 241,46
7478	Participat° Autres organismes	0,00	62 552,00	0,00	0,00	0,00	62 552,00
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	0,00	3 201,00	0,00	0,00	0,00	3 201,00
748313	Dotat° de compensation de la TP	22 813,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 813,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	92 281,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 281,00
7484	Dotation de recensement	0,00	9 008,00	0,00	0,00	0,00	9 008,00
7488	Autres attributions et participations	1 357 804,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 357 804,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	815 450,48	0,00	0,00	0,00	815 450,48
751	Redevances pour licences, logiciels, ...	0,00	4 500,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00
752	Revenus des immeubles	0,00	802 333,61	0,00	0,00	0,00	802 333,61
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0,00	8 615,04	0,00	0,00	0,00	8 615,04
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	1,83	0,00	0,00	0,00	1,83
76	Produits financiers	694 109,68	7 219,66	0,00	0,00	0,00	701 329,34
761	Produits de participations	0,00	1,21	0,00	0,00	0,00	1,21
76232	Remb. intérêts emprunts GFP rattachement	0,00	7 218,45	0,00	0,00	0,00	7 218,45
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital.	621 979,71	0,00	0,00	0,00	0,00	621 979,71
7688	Autres	72 129,97	0,00	0,00	0,00	0,00	72 129,97
77	Produits exceptionnels	3 473,43	1 097 404,25	0,00	0,00	0,00	1 100 877,68
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	8 200,00	0,00	0,00	0,00	8 200,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	16 316,65	0,00	0,00	0,00	16 316,65
774	Subventions exceptionnelles	0,00	1 300,00	0,00	0,00	0,00	1 300,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	3 473,43	309 100,00	0,00	0,00	0,00	312 573,43
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	762 487,60	0,00	0,00	0,00	762 487,60
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	203 731,15	0,00	0,00	0,00	203 731,15
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	0,00	189 831,86	0,00	0,00	0,00	189 831,86

Accusé de réception en préfecture
006-210000696-2023-0404-2023-33-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception en préfecture : 05/04/2023

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
000-210000000-2023-0404-2023-33-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023
Total
Plan de relance (crise sanitaire)

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Plan de relance (crise sanitaire)	Total
7865	Rep. prov. risques et charges financiers	0,00	13 899,29	0,00	0,00	0,00	13 899,29
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		24 568 152,59	20 979 385,26	0,00	0,00	0,00	45 547 537,85

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES		14 577 080,67	580 029,46	1 231 009,36	691 643,36	597 237,58	27 258,94	411 133,37	0,00	0,00
Réalisations		14 577 080,67	580 029,46	1 231 009,36	691 643,36	597 237,58	27 258,94	411 133,37	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	4 885 044,95	2 402,06	7 207,66	171 020,39	591 537,58	0,00	65 575,02	0,00	0,00
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00	0,00	4 560,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	16 330,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 913,05	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	602 074,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 399,03	0,00	0,00
60621	Combustibles	2 195,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	273 556,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	205,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	12 252,73	0,00	0,00	0,00	825,19	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	58 915,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	587 601,63	0,00	0,00	0,00	56 184,40	0,00	1 972,15	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	91 167,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	45 678,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	15 688,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	4 496,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	284 001,83	0,00	0,00	6 168,00	13 137,46	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	605 858,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	160 649,23	0,00	608,67	0,00	58 176,12	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	130 926,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 141,62	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	140 924,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 974,47	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	145 333,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	-3 401,48	0,00	0,00	0,00	8 765,91	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	246 555,38	0,00	0,00	981,83	8 178,87	0,00	112,80	0,00	0,00
6161	Multirisques	196 672,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	104 302,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	29 780,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
6182	Documentation générale et technique	26 411,52	0,00	4 158,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	37 005,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	1 092,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	7 500,00	0,00	0,00	6 674,40	2 520,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	77 377,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	68 956,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	46 431,84	0,00	0,00	0,00	35 715,24	0,00	22 061,90	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	70 898,58	0,00	0,00	17 203,96	14 136,34	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	21 250,36	0,00	0,00	9 968,88	299 607,09	0,00	0,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	0,00	0,00	69 774,10	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	19 292,35	0,00	0,00	60 591,92	2 155,09	0,00	0,00	0,00	0,00
6237	Publications	0,00	0,00	0,00	69 221,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	13 187,20	0,00	2 234,70	137,50	9 369,18	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	12 699,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 841,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	20 231,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	4 092,96	0,00	0,00	0,00	3 066,59	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	325,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	101 278,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	157 826,18	1 309,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	34 431,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	5 080,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	10 422,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	1 509,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	12 752,37	0,00	0,00	72,00	1 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	374 124,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	482,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	2 246,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	6 994,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	8 297 850,22	0,00	1 223 801,70	520 622,97	0,00	4 171,50	311 138,02	0,00	0,00
6216	Personnel affecté par GFP de rattachement	45 994,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	73 939,54	0,00	12 247,36	5 147,75	0,00	53,00	2 988,02	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	21 126,47	0,00	3 499,59	1 470,85	0,00	15,11	853,75	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	78 139,98	0,00	6 703,97	2 823,04	0,00	29,08	1 637,80	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
000-210000086-20220404-2023-33-DE
Date de télétransmission : 04/04/2023
Date de réception en préfecture : 05/04/2023

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000-210000000-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 04/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	12 675,32	0,00	2 099,47	882,41	0,00	9,07	512,08	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	3 343 613,97	0,00	665 316,25	190 887,22	0,00	0,00	174 817,66	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	115 066,41	0,00	23 741,35	5 804,68	0,00	0,00	4 757,30	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	1 307 151,86	0,00	155 526,60	84 686,38	0,00	0,00	42 263,37	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	784 826,45	0,00	19 140,61	102 288,71	0,00	3 027,00	0,00	0,00	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	2 300,00	0,00	100,00	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64164	Emplois d'insertion indemnité inflat°	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	49 887,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	742 268,93	0,00	108 755,97	59 806,25	0,00	911,11	25 833,87	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	1 080 572,39	0,00	222 449,62	60 906,47	0,00	0,00	56 765,55	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	310 285,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	49 349,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	53 436,15	0,00	3 452,77	4 982,66	0,00	127,13	708,62	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	1 678,40	0,00	768,14	636,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	186 948,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	30 384,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	8 004,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	521 267,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 420,33	0,00	0,00
739115	Prélèvt au titre de l'article 55 loi SRU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7391178	Autres restitut° dégrèvt contrib. direct	12 762,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	508 505,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7398	Reverst., restitut° et prélèvt divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 420,33	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	79 156,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	44 031,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	35 125,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000-210000000-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 02								041	048
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	Subvention globale		
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	9 673,13	577 627,40	0,00	0,00	5 700,00	23 087,44	0,00	0,00	0,00	0,00
6512	Droits d'utilisat° informatique nuage	6 085,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6518	Autres	86,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6531	Indemnités	0,00	545 484,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	0,00	17 250,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	2 874,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6535	Formation	0,00	7 111,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6536	Frais de représentation du maire	0,00	4 906,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	3 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	5 700,00	23 087,44	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	1,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	315 650,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	13 529,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	45 136,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	256 984,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	468 438,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6865	Dot. prov. risques et charges financiers	468 438,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		38 860 656,68	0,00	96 793,20	6 820,00	27 247,12	0,00	103 261,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		38 860 656,68	0,00	96 793,20	6 820,00	27 247,12	0,00	103 261,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	287 769,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000-41000008-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 04/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetière et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
6091	RRR obtenus sur matières premières	16 830,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6094	RRR obtenus sur études et prestat°	10 669,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	131 498,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	128 771,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	233 792,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
722	Immobilisations corporelles	233 792,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	420 822,78	0,00	0,00	6 820,00	26 747,12	0,00	103 261,00	0,00	0,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	103 261,00	0,00	0,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	91 235,53	0,00	0,00	0,00	1 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70328	Autres droits stationnement et location	0,00	0,00	0,00	0,00	9 008,12	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	0,00	0,00	0,00	16 139,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	9 611,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	39 952,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70871	Remb. frais par collectivité rattachemen	39 431,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	1 672,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	15 655,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	223 265,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	6 820,00	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	35 600 734,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73111	Impôts directs locaux	35 243 283,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73221	FNGIR	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7343	Taxes sur les pylônes électriques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000-210000086-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 02								041	048
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	Subvention globale		
7351	Taxe consommation finale d'électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7362	Taxes de séjour	357 451,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7364	Prélèvement sur les produits des jeux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	193 732,26	0,00	96 793,20	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7411	Dotation forfaitaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74127	Dotation nationale de péréquation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7461	DGD	0,00	0,00	68 023,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	127 979,26	0,00	19 762,20	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	62 552,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	3 201,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748313	Dotat° de compensation de la TP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7484	Dotation de recensement	0,00	0,00	9 008,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7488	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	815 450,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751	Redevances pour licences, logiciels, ...	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	802 333,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Redevances versées par fermiers, conces.	8 615,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	1,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	7 219,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
761	Produits de participations	1,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76232	Remb. intérêts emprunts GFP rattachement	7 218,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	1 097 404,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7711	Dédits et pénalités perçus	8 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	16 316,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
774	Subventions exceptionnelles	1 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000-210000000-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 04/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 02								041	048
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	Subvention globale		
775	Produits des cessions d'immobilisations	309 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	762 487,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	203 731,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	189 831,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7865	Rep. prov. risques et charges financiers	13 899,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		24 283 576,01	-580 029,46	-1 134 216,16	-684 823,36	-569 990,46	-27 258,94	-307 872,37	0,00	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		7 517 052,05	28 069,01	0,00	7 545 121,06
Réalisations		7 517 052,05	28 069,01	0,00	7 545 121,06
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	225 272,84	28 069,01	0,00	253 341,85
60612	Energie - Electricité	0,00	239,10	0,00	239,10
60631	Fournitures d'entretien	0,00	513,60	0,00	513,60
60632	Fournitures de petit équipement	5 425,15	0,00	0,00	5 425,15
60636	Vêtements de travail	43 103,29	0,00	0,00	43 103,29
6068	Autres matières et fournitures	1 854,00	0,00	0,00	1 854,00
611	Contrats de prestations de services	23 873,51	0,00	0,00	23 873,51
6132	Locations immobilières	1 800,00	0,00	0,00	1 800,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	5 304,26	13 301,51	0,00	18 605,77
615231	Entretien, réparations voiries	419,26	0,00	0,00	419,26
61551	Entretien matériel roulant	6 004,24	0,00	0,00	6 004,24
61558	Entretien autres biens mobiliers	5 950,59	0,00	0,00	5 950,59
6156	Maintenance	95 283,58	3 240,00	0,00	98 523,58
6188	Autres frais divers	9 386,00	0,00	0,00	9 386,00
6228	Divers	4 609,44	0,00	0,00	4 609,44
6241	Transports de biens	162,00	0,00	0,00	162,00
6251	Voyages et déplacements	523,10	0,00	0,00	523,10
6256	Missions	1 094,98	0,00	0,00	1 094,98
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	10 774,80	0,00	10 774,80
6284	Redevances pour services rendus	20 479,44	0,00	0,00	20 479,44
012	Charges de personnel, frais assimilés	4 097 442,27	0,00	0,00	4 097 442,27
6331	Versement mobilité	37 113,84	0,00	0,00	37 113,84
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	10 604,66	0,00	0,00	10 604,66
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	20 122,79	0,00	0,00	20 122,79
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	6 362,29	0,00	0,00	6 362,29
64111	Rémunération principale titulaires	1 772 837,00	0,00	0,00	1 772 837,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	42 315,04	0,00	0,00	42 315,04
64118	Autres indemnités titulaires	915 119,05	0,00	0,00	915 119,05
64131	Rémunérations non tit.	278 353,64	0,00	0,00	278 353,64
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	200,00	0,00	0,00	200,00
64164	Emplois d'insertion indemnité inflat°	500,00	0,00	0,00	500,00
64168	Autres emplois d'insertion	57 601,17	0,00	0,00	57 601,17
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	354 920,63	0,00	0,00	354 920,63
6453	Cotisations aux caisses de retraites	574 629,40	0,00	0,00	574 629,40
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	22 383,18	0,00	0,00	22 383,18
6472	Prestations familiales directes	4 379,58	0,00	0,00	4 379,58

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
000-210000096-20230404-2023-33-DE
Date de télétransmission : 07/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	3 194 336,94	0,00	0,00	3 194 336,94
6553	Service d'incendie	3 194 336,94	0,00	0,00	3 194 336,94
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		4 534,62	0,00	0,00	4 534,62
Réalizations		4 534,62	0,00	0,00	4 534,62
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	4 534,62	0,00	0,00	4 534,62
70878	Remb. frais par d'autres redevables	4 534,62	0,00	0,00	4 534,62
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-7 512 517,43	-28 069,01	0,00	-7 540 586,44

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES		0,00	0,00	4 318 105,67	3 198 946,38	0,00
Réalizations		0,00	0,00	4 318 105,67	3 198 946,38	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	220 663,40	4 609,44	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	5 425,15	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	43 103,29	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	1 854,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	23 873,51	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	1 800,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	5 304,26	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	419,26	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	6 004,24	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000-210000000-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception en préfecture : 05/04/2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	5 950,59	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	95 283,58	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	9 386,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	4 609,44	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	162,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	523,10	0,00	0,00
6256	Missions	0,00	0,00	1 094,98	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00	20 479,44	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	4 097 442,27	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	37 113,84	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	10 604,66	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	20 122,79	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	0,00	6 362,29	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	1 772 837,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	42 315,04	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	915 119,05	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	278 353,64	0,00	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00
64164	Emplois d'insertion indemnité inflat°	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	57 601,17	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	354 920,63	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	574 629,40	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	22 383,18	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	4 379,58	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	3 194 336,94	0,00
6553	Service d'incendie	0,00	0,00	0,00	3 194 336,94	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	4 534,62	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	4 534,62	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	4 534,62	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	4 534,62	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	0,00	-4 313 571,05	-3 198 946,38	0,00

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20230404-2023-33-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception en préfecture : 05/04/2023

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		303 401,05	8 315 403,96	0,00	15 400,14	0,00	962 020,69	0,00	9 596 225,84
Réalizations		303 401,05	8 315 403,96	0,00	15 400,14	0,00	962 020,69	0,00	9 596 225,84
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	1 154 826,32	0,00	8 625,14	0,00	924 199,66	0,00	2 087 651,12
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	25 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 300,00
60611	Eau et assainissement	0,00	97 282,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97 282,52
60612	Energie - Electricité	0,00	570 646,56	0,00	7 153,11	0,00	2 391,80	0,00	580 191,47
60623	Alimentation	0,00	36,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36,02
60631	Fournitures d'entretien	0,00	95 240,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 240,18
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	9 093,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 093,56
60636	Vêtements de travail	0,00	411,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	411,56
6067	Fournitures scolaires	0,00	135 294,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	135 294,63
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 678,60	0,00	1 678,60
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	652 185,59	0,00	652 185,59
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	83 920,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 920,02
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	62 058,98	0,00	689,53	0,00	67,04	0,00	62 815,55
6156	Maintenance	0,00	60 890,22	0,00	782,50	0,00	92,74	0,00	61 765,46
617	Etudes et recherches	0,00	1 356,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 356,00
6238	Divers	0,00	216,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	216,00
6241	Transports de biens	0,00	1 680,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 680,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	267 783,89	0,00	267 783,89
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	1 864,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 864,80
6288	Autres services extérieurs	0,00	9 535,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 535,27
012	Charges de personnel, frais assimilés	303 401,05	6 968 728,97	0,00	0,00	0,00	37 821,03	0,00	7 309 951,05
6218	Autre personnel extérieur	0,00	42 671,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 671,80
6331	Versement mobilité	3 058,29	73 895,92	0,00	0,00	0,00	385,60	0,00	77 339,81
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	873,84	21 113,49	0,00	0,00	0,00	110,17	0,00	22 097,50
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 676,45	40 507,78	0,00	0,00	0,00	211,44	0,00	42 395,67
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	524,29	12 666,48	0,00	0,00	0,00	66,07	0,00	13 256,84
64111	Rémunération principale titulaires	169 854,95	3 159 611,33	0,00	0,00	0,00	22 035,08	0,00	3 351 501,36
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	6 655,77	79 128,11	0,00	0,00	0,00	220,29	0,00	86 004,17
64118	Autres indemnités titulaires	38 498,97	586 246,19	0,00	0,00	0,00	4 396,25	0,00	629 141,41
64131	Rémunérations non tit.	0,00	1 076 514,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 076 514,42

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	000-210000098-20230404-2023-33-DE Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0,00	4 900,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 900,06
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	26 441,74	798 547,98	0,00	0,00	0,00	3 333,91	0,00	828 323,63
6453	Cotisations aux caisses de retraites	55 137,22	1 013 587,11	0,00	0,00	0,00	6 974,12	0,00	1 075 698,45
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	679,53	55 826,72	0,00	0,00	0,00	88,10	0,00	56 594,35
6472	Prestations familiales directes	0,00	3 511,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 511,58
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	191 848,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	191 848,67
6556	Indemnités de logement aux instituteurs	0,00	2 692,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 692,25
657341	Subv. fonct. Communes du GFP	0,00	47 154,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 154,10
657348	Subv. fonct. Autres communes	0,00	62 933,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 933,41
657361	Subv. fonct. Caisse des écoles	0,00	60 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 900,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	18 168,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 168,91
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	6 775,00	0,00	0,00	0,00	6 775,00
6714	Bourses et prix	0,00	0,00	0,00	6 775,00	0,00	0,00	0,00	6 775,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	96 969,92	0,00	0,00	0,00	605 539,06	0,00	702 508,98
Réalisations		0,00	96 969,92	0,00	0,00	0,00	605 539,06	0,00	702 508,98
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 252,82	0,00	111 252,82
6094	RRR obtenus sur études et prestat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 252,82	0,00	111 252,82
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	3 577,97	0,00	0,00	0,00	371 849,41	0,00	375 427,38
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	3 577,97	0,00	0,00	0,00	371 849,41	0,00	375 427,38
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	93 391,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 391,95
74741	Participat° Communes du GFP	0,00	37 901,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 901,01
74748	Participat° Autres communes	0,00	55 490,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 490,94

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000-210000086-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023 Total
 Date de réception préfecture : 05/04/2023
 Plan de relance (crise sanitaire)

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement		
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	116 666,67	0,00	116 666,67
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	116 666,67	0,00	116 666,67
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 770,16	0,00	5 770,16
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 770,16	0,00	5 770,16
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-303 401,05	-8 218 434,04	0,00	-15 400,14	0,00	-356 481,63	0,00	-8 893 716,86

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES		3 898 784,02	3 105 412,70	1 311 207,24	690 006,62	267 783,89	0,00	4 230,18	0,00
Réalizations		3 898 784,02	3 105 412,70	1 311 207,24	690 006,62	267 783,89	0,00	4 230,18	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	409 438,77	709 051,67	36 335,88	652 185,59	267 783,89	0,00	4 230,18	0,00
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	25 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	29 849,08	64 649,03	2 784,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	188 231,70	371 862,61	10 552,25	0,00	0,00	0,00	2 391,80	0,00
60623	Alimentation	36,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	39 041,19	49 137,22	7 061,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	8 947,18	146,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	411,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	47 225,79	80 236,17	7 832,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 678,60	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	652 185,59	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	19 689,19	59 393,63	4 837,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	45 564,86	16 494,12	0,00	0,00	0,00	0,00	67,04	0,00
6156	Maintenance	23 332,81	34 780,04	2 777,37	0,00	0,00	0,00	92,74	0,00
617	Etudes et recherches	1 356,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	144,00	72,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	1 680,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	267 783,89	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	1 864,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	4 073,39	5 043,67	418,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	3 384 965,90	2 308 891,71	1 274 871,36	37 821,03	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	20 682,33	21 682,04	307,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	34 778,63	24 411,62	14 705,67	385,60	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	9 936,58	6 975,09	4 201,82	110,17	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	19 059,58	13 389,53	8 058,67	211,44	0,00	0,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	5 961,27	4 184,48	2 520,73	66,07	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
000-210000096-20230404-2023-33-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
64111	Rémunération principale titulaires	1 827 642,10	1 032 078,90	299 890,33	22 035,08	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	39 723,87	22 194,78	17 209,46	220,29	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	339 942,84	191 684,34	54 619,01	4 396,25	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	163 931,15	375 483,76	537 099,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	800,07	1 999,99	2 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	324 856,16	266 240,09	207 451,73	3 333,91	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	581 537,45	328 980,14	103 069,52	6 974,12	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	13 798,18	18 589,38	23 439,16	88,10	0,00	0,00	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	2 315,69	997,57	198,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	104 379,35	87 469,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6556	Indemnités de logement aux instituteurs	0,00	2 692,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657341	Subv. fonct. Communes du GFP	19 429,25	27 724,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657348	Subv. fonct. Autres communes	17 619,22	45 314,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657361	Subv. fonct. Caisse des écoles	60 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	6 430,88	11 738,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6714	Bourses et prix	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		49 939,54	43 452,41	3 577,97	452 969,87	152 569,19	0,00	0,00	0,00
Réalisations		49 939,54	43 452,41	3 577,97	452 969,87	152 569,19	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	111 252,82	0,00	0,00	0,00	0,00
6094	RRR obtenus sur études et prestat°	0,00	0,00	0,00	111 252,82	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	3 577,97	219 280,22	152 569,19	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	3 577,97	219 280,22	152 569,19	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	49 939,54	43 452,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74741	Participat° Communes du GFP	10 415,86	27 485,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participat° Autres communes	39 523,68	15 967,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	116 666,67	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0,00	0,00	0,00	116 666,67	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	5 770,16	0,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	5 770,16	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-3 848 844,48	-3 061 960,29	-1 307 629,27	-237 036,75	-115 214,70	0,00	-4 230,18	0,00

Accusé de réception en préfecture
 000-210000000-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 3 – Culture

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		938 516,78	1 393 405,71	3 092 055,77	156 619,52	0,00	5 580 597,78
Réalizations		938 516,78	1 393 405,71	3 092 055,77	156 619,52	0,00	5 580 597,78
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	10 204,16	120 292,28	599 286,11	65 719,52	0,00	795 502,07
6042	Achats prestat* services (hors terrains)	0,00	754,63	260,00	0,00	0,00	1 014,63
60611	Eau et assainissement	0,00	2 588,01	9 685,71	0,00	0,00	12 273,72
60612	Energie - Electricité	8 210,75	40 463,96	188 434,38	0,00	0,00	237 109,09
60623	Alimentation	0,00	261,55	1 172,47	0,00	0,00	1 434,02
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	62,71	0,00	0,00	62,71
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	4 633,46	26 506,23	3 633,81	0,00	34 773,50
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	126,82	0,00	0,00	126,82
6064	Fournitures administratives	0,00	204,48	1 152,00	172,97	0,00	1 529,45
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	1 662,10	79 294,39	-26,39	0,00	80 930,10
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	4 689,92	3 260,18	0,00	7 950,10
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	29 259,59	9 900,00	0,00	39 159,59
6132	Locations immobilières	0,00	720,00	0,00	0,00	0,00	720,00
6135	Locations mobilières	0,00	22 950,67	515,00	0,00	0,00	23 465,67
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	-3 541,68	43 142,83	0,00	0,00	39 601,15
61558	Entretien autres biens mobiliers	670,91	9 784,19	8 348,94	4 804,80	0,00	23 608,84
6156	Maintenance	820,66	12 657,84	29 708,59	0,00	0,00	43 187,09
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	550,00	0,00	0,00	550,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	9 279,76	0,00	0,00	9 279,76
6188	Autres frais divers	0,00	2 230,50	21 983,21	0,00	0,00	24 213,71
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	3 030,00	0,00	3 030,00
6228	Divers	0,00	182,40	1 126,00	0,00	0,00	1 308,40
6231	Annonces et insertions	0,00	283,20	3 865,80	0,00	0,00	4 149,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	11 022,05	1 730,05	20 898,95	0,00	33 651,05
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	21 618,90	15 000,00	0,00	36 618,90
6236	Catalogues et imprimés	0,00	1 500,80	5 603,24	4 886,20	0,00	11 990,24
6238	Divers	0,00	1 168,57	29 560,00	69,00	0,00	30 797,57
6241	Transports de biens	0,00	816,00	16 240,65	0,00	0,00	17 056,65
6251	Voyages et déplacements	204,34	482,60	297,25	90,00	0,00	1 074,19
6256	Missions	297,50	975,70	1 482,20	0,00	0,00	2 755,40
6257	Réceptions	0,00	13,50	1 823,70	0,00	0,00	1 837,20
6262	Frais de télécommunications	0,00	27,00	0,00	0,00	0,00	27,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	35,54	0,00	0,00	0,00	35,54
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	985,00	60,00	0,00	0,00	1 045,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	0,00	51 179,89	0,00	0,00	51 179,89

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000-210000098-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023
 Plan de relance (crise sanitaire)

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle		Total
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	8 407,80	0,00	0,00	8 407,80
6288	Autres services extérieurs	0,00	906,75	1 784,53	0,00	0,00	2 691,28
63513	Autres impôts locaux	0,00	1 308,00	0,00	0,00	0,00	1 308,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	5 215,46	333,55	0,00	0,00	5 549,01
012	Charges de personnel, frais assimilés	928 312,62	1 258 186,85	2 489 750,46	0,00	0,00	4 676 249,93
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	0,00	0,00	786 855,13	0,00	0,00	786 855,13
6218	Autre personnel extérieur	0,00	1 660,79	0,00	0,00	0,00	1 660,79
6331	Versement mobilité	9 795,19	14 057,01	17 542,39	0,00	0,00	41 394,59
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	2 798,53	4 016,15	5 012,55	0,00	0,00	11 827,23
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	5 364,40	7 706,34	9 614,55	0,00	0,00	22 685,29
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	1 678,91	2 409,61	3 007,16	0,00	0,00	7 095,68
64111	Rémunération principale titulaires	351 070,16	499 266,29	878 197,69	0,00	0,00	1 728 534,14
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	15 146,65	11 367,70	27 876,42	0,00	0,00	54 390,77
64118	Autres indemnités titulaires	100 090,77	71 506,53	186 789,40	0,00	0,00	358 386,70
64131	Rémunérations non tit.	203 892,68	306 269,49	115 660,60	0,00	0,00	625 822,77
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat*	300,00	900,06	500,00	0,00	0,00	1 700,06
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	114 406,31	165 644,77	168 691,61	0,00	0,00	448 742,69
6453	Cotisations aux caisses de retraites	114 068,50	159 113,25	281 752,72	0,00	0,00	554 934,47
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	9 700,52	14 253,26	8 250,24	0,00	0,00	32 204,02
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	15,60	0,00	0,00	0,00	15,60
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	13 447,35	0,00	0,00	0,00	13 447,35
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	0,00	13 447,35	0,00	0,00	0,00	13 447,35
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	1 479,23	0,00	90 900,00	0,00	92 379,23
6512	Droits d'utilisat° informatique nuage	0,00	1 479,23	0,00	100,00	0,00	1 579,23
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	90 800,00	0,00	90 800,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	3 019,20	0,00	0,00	3 019,20
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	0,00	3 019,20	0,00	0,00	3 019,20
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	216 926,37	83 632,01	10 180,33	0,00	310 738,71
	Réalisations	0,00	216 926,37	83 632,01	10 180,33	0,00	310 738,71
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	10 121,15	0,00	0,00	0,00	10 121,15
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	0,00	10 121,15	0,00	0,00	0,00	10 121,15
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	172 317,31	7 882,01	6 372,00	0,00	186 571,32
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	172 317,31	6 768,21	6 372,00	0,00	185 457,52
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	73,30	0,00	0,00	73,30
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	1 040,50	0,00	0,00	1 040,50
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	22 002,49	2 750,00	0,00	0,00	24 752,49

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000-210000088-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023
 Plan de relance (crise sanitaire)

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	2 750,00	0,00	0,00	2 750,00
7473	Participat° Départements	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	12 002,49	0,00	0,00	0,00	12 002,49
75	Autres produits de gestion courante	0,00	12 485,42	0,00	3 808,33	0,00	16 293,75
752	Revenus des immeubles	0,00	12 485,42	0,00	3 808,33	0,00	16 293,75
76	Produits financiers	0,00	0,00	73 000,00	0,00	0,00	73 000,00
76232	Remb. intérêts emprunts GFP rattachement	0,00	0,00	73 000,00	0,00	0,00	73 000,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-938 516,78	-1 176 479,34	-3 008 423,76	-146 439,19	0,00	-5 269 859,07

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
	DEPENSES	1 195 325,10	0,00	0,00	198 080,61	1 939 017,93	948 782,01	159 412,83	44 843,00
	Réalisations	1 195 325,10	0,00	0,00	198 080,61	1 939 017,93	948 782,01	159 412,83	44 843,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	65 525,28	0,00	0,00	54 767,00	433 330,41	107 755,80	13 356,90	44 843,00
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00	754,63	260,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	2 588,01	3 483,06	4 659,08	0,00	1 543,57
60612	Energie - Electricité	26 791,77	0,00	0,00	13 672,19	126 689,09	40 973,85	252,03	20 519,41
60623	Alimentation	261,55	0,00	0,00	0,00	1 068,47	104,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	62,71	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	4 633,46	0,00	0,00	0,00	22 441,71	3 435,42	629,10	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	126,82	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	204,48	688,20	0,00	463,80	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	1 662,10	0,00	0,00	0,00	78 680,79	541,71	71,89	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	-387,02	3 881,94	1 195,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	8 176,00	19 511,59	1 572,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	720,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	3 745,80	0,00	0,00	19 204,87	500,00	0,00	15,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	-3 541,68	0,00	0,00	0,00	16 340,72	13 848,57	807,59	12 145,95
61558	Entretien autres biens mobiliers	9 122,38	0,00	0,00	661,81	2 222,41	2 512,68	694,92	2 918,93
6156	Maintenance	6 565,80	0,00	0,00	6 092,04	10 326,31	7 354,32	6 339,72	5 688,24
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	550,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	4 465,00	4 814,76	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	2 230,50	20 083,21	1 900,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	182,40	0,00	0,00	0,00	1 126,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	283,20	0,00	0,00	0,00	3 865,80	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	11 022,05	0,00	0,00	0,00	1 730,05	0,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	0,00	0,00	21 618,90	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	1 500,80	0,00	0,00	0,00	3 303,60	1 651,64	648,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000-210000000-20230404-2023-33-DE
 Date de réception en préfecture : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles				
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	1 168,57	29 560,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	816,00	0,00	0,00	0,00	14 949,03	1 291,62	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	482,60	0,00	0,00	0,00	297,25	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	975,70	0,00	0,00	0,00	1 482,20	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	13,50	0,00	0,00	0,00	1 823,70	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	27,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	35,54	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	400,00	0,00	0,00	585,00	0,00	0,00	60,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	0,00	0,00	0,00	51 179,89	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	6 679,80	0,00	0,00	1 728,00
6288	Autres services extérieurs	607,85	0,00	0,00	298,90	279,98	597,80	607,85	298,90
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00	0,00	1 308,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	5 215,46	333,55	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 128 320,59	0,00	0,00	129 866,26	1 502 668,32	841 026,21	146 055,93	0,00
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	786 855,13	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	1 660,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	12 671,80	0,00	0,00	1 385,21	15 581,12	465,99	1 495,28	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	3 620,37	0,00	0,00	395,78	4 452,10	133,17	427,28	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	6 946,64	0,00	0,00	759,70	8 540,78	255,04	818,73	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	2 172,15	0,00	0,00	237,46	2 670,98	79,88	256,30	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	448 222,16	0,00	0,00	51 044,13	762 357,46	30 621,03	85 219,20	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	8 046,47	0,00	0,00	3 321,23	25 810,78	1 186,18	879,46	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	55 569,69	0,00	0,00	15 936,84	162 909,08	7 352,82	16 527,50	0,00
64131	Rémunérations non tit.	284 043,31	0,00	0,00	22 226,18	115 437,85	0,00	222,75	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	900,06	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	150 460,43	0,00	0,00	15 184,34	151 701,88	4 029,02	12 960,71	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	140 861,61	0,00	0,00	18 251,64	244 928,79	9 925,45	26 898,48	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	13 129,51	0,00	0,00	1 123,75	7 777,50	122,50	350,24	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	15,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	13 447,35	0,00	0,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	0,00	0,00	0,00	13 447,35	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 479,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6512	Droits d'utilisat° informatique nuage	1 479,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	3 019,20	0,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	3 019,20	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		153 002,47	0,00	0,00	63 923,90	893,40	79 988,61	0,00	2 750,00
Réalisations		153 002,47	0,00	0,00	63 923,90	893,40	79 988,61	0,00	2 750,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000-210000000-20230404-2023-33-DE
 Date de réception : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles				
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	61,05	0,00	0,00	10 060,10	0,00	0,00	0,00	0,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	61,05	0,00	0,00	10 060,10	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	130 456,00	0,00	0,00	41 861,31	893,40	6 988,61	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	130 456,00	0,00	0,00	41 861,31	820,10	5 948,11	0,00	0,00
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	73,30	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 040,50	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	10 000,00	0,00	0,00	12 002,49	0,00	0,00	0,00	2 750,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 750,00
7473	Participat° Départements	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	12 002,49	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	12 485,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	12 485,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 000,00	0,00	0,00
76232	Remb. intérêts emprunts GFP rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 000,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-1 042 322,63	0,00	0,00	-134 156,71	-1 938 124,53	-868 793,40	-159 412,83	-42 093,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		166 279,97	2 466 212,50	3 451 839,79	0,00	6 084 332,26
Réalisations		166 279,97	2 466 212,50	3 451 839,79	0,00	6 084 332,26
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	4 443,41	439 751,90	217 661,66	0,00	661 856,97
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	39 463,22	0,00	39 463,22
60611	Eau et assainissement	0,00	47 184,67	6 145,41	0,00	53 330,08
60612	Energie - Electricité	0,00	256 420,82	52 136,65	0,00	308 557,47
60621	Combustibles	0,00	0,00	64,97	0,00	64,97
60622	Carburants	0,00	0,00	259,35	0,00	259,35
60623	Alimentation	0,00	0,00	14 808,93	0,00	14 808,93
60624	Produits de traitement	0,00	191,09	343,85	0,00	534,94
60631	Fournitures d'entretien	0,00	4 296,37	0,00	0,00	4 296,37
60632	Fournitures de petit équipement	1 953,46	26 354,17	9 194,43	0,00	37 502,06
60636	Vêtements de travail	2 489,95	0,00	505,00	0,00	2 994,95
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	65,61	0,00	65,61
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	7 483,75	0,00	7 483,75
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	38 608,71	0,00	38 608,71
6135	Locations mobilières	0,00	560,00	1 574,00	0,00	2 134,00
61521	Entretien terrains	0,00	25 602,98	0,00	0,00	25 602,98
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	19 845,41	9 354,89	0,00	29 200,30
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	15 803,75	4 280,87	0,00	20 084,62
6156	Maintenance	0,00	32 961,04	11 087,26	0,00	44 048,30
617	Etudes et recherches	0,00	1 749,60	18 120,00	0,00	19 869,60
6182	Documentation générale et technique	0,00	360,00	0,00	0,00	360,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	353,81	0,00	353,81
6228	Divers	0,00	0,00	388,80	0,00	388,80
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	4 641,96	0,00	0,00	4 641,96
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	385,20	0,00	385,20
6238	Divers	0,00	972,48	0,00	0,00	972,48
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	553,05	0,00	553,05
6251	Voyages et déplacements	0,00	2 807,56	165,90	0,00	2 973,46
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	30,00	0,00	30,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	2 288,00	0,00	2 288,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	161 836,56	1 274 885,60	1 995 755,86	0,00	3 432 478,02
6331	Versement mobilité	1 493,98	13 194,10	21 159,40	0,00	35 847,48
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	426,90	3 769,87	6 046,03	0,00	10 242,80
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	819,02	7 212,22	11 601,21	0,00	19 632,45
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	256,10	2 261,71	3 627,50	0,00	6 145,31
64111	Rémunération principale titulaires	84 089,40	669 723,17	694 078,51	0,00	1 447 891,08

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	44 Plan de relance (crise sanitaire)
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	1 453,19	10 142,95	29 338,17	0,00	40 934,31
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	0,00	0,00	800,00	0,00	800,00
64118	Autres indemnités titulaires	33 033,61	149 639,15	228 288,64	0,00	410 961,40
64131	Rémunérations non tit.	0,00	67 588,95	489 848,51	0,00	557 437,46
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0,00	200,00	2 600,00	0,00	2 800,00
64164	Emplois d'insertion indemnité inflat°	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	7 417,50	0,00	0,00	7 417,50
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	12 916,32	123 684,45	257 970,10	0,00	394 570,87
6453	Cotisations aux caisses de retraites	27 008,88	214 044,97	223 236,85	0,00	464 290,70
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	339,16	5 906,56	24 118,29	0,00	30 364,01
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	549,37	0,00	549,37
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	2 493,28	0,00	2 493,28
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	26 433,04	0,00	26 433,04
6812	Dot. amort. et prov. Charges à répartir	0,00	0,00	26 433,04	0,00	26 433,04
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	747 175,00	1 200 479,23	0,00	1 947 654,23
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	747 175,00	1 200 479,23	0,00	1 947 654,23
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	4 400,00	11 510,00	0,00	15 910,00
6714	Bourses et prix	0,00	4 400,00	11 510,00	0,00	15 910,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	2 965,67	559 927,70	0,00	562 893,37
	Réalisations	0,00	2 965,67	559 927,70	0,00	562 893,37
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	2 420,00	182 820,98	0,00	185 240,98
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	2 420,00	0,00	0,00	2 420,00
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	161 041,72	0,00	161 041,72
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	21 466,26	0,00	21 466,26
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	313,00	0,00	313,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	377 106,72	0,00	377 106,72
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	377 106,72	0,00	377 106,72
75	Autres produits de gestion courante	0,00	545,67	0,00	0,00	545,67
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0,00	545,67	0,00	0,00	545,67
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-166 279,97	-2 463 246,83	-2 891 912,09	0,00	-5 521 438,89

Accusé de réception en préfecture
 000-210000099-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception en préfecture : 05/04/2023

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
006 240600608 20220404 2022 32 DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception en préfecture : 05/04/2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES		1 242 139,14	1 117 120,55	0,00	101 750,85	5 201,96	736 472,66	2 609 415,88	105 951,25
Réalisations		1 242 139,14	1 117 120,55	0,00	101 750,85	5 201,96	736 472,66	2 609 415,88	105 951,25
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	67 429,62	269 769,47	0,00	97 350,85	5 201,96	77 700,43	120 962,08	18 999,15
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 463,22	0,00
60611	Eau et assainissement	3 555,84	32 111,29	0,00	11 517,54	0,00	5 700,49	444,92	0,00
60612	Energie - Electricité	55 434,38	133 125,24	0,00	67 861,20	0,00	38 632,86	0,00	13 503,79
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64,97	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	259,35	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 808,93	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	191,09	0,00	0,00	0,00	0,00	343,85	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	4 296,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	26 354,17	0,00	0,00	0,00	0,00	9 194,43	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	505,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65,61	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 483,75	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 608,71	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	560,00	0,00	1 574,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	25 602,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	588,24	3 509,77	0,00	15 747,40	0,00	4 893,71	3 706,98	754,20
61558	Entretien autres biens mobiliers	1 684,08	14 119,67	0,00	0,00	0,00	1 441,79	0,00	2 839,08
6156	Maintenance	2 999,52	29 486,41	0,00	475,11	0,00	8 911,58	273,60	1 902,08
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	1 749,60	0,00	18 120,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	360,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	353,81	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	388,80	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	4 641,96	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	385,20	0,00
6238	Divers	0,00	972,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	553,05	0,00
6251	Voyages et déplacements	2 807,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165,90	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 288,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	427 534,52	847 351,08	0,00	0,00	0,00	0,00	1 935 236,80	60 519,06
6331	Versement mobilité	4 395,15	8 798,95	0,00	0,00	0,00	0,00	20 484,85	674,55
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 255,93	2 513,94	0,00	0,00	0,00	0,00	5 853,24	192,79
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 388,46	4 823,76	0,00	0,00	0,00	0,00	11 231,37	369,84
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	753,39	1 508,32	0,00	0,00	0,00	0,00	3 511,86	115,64
64111	Rémunération principale titulaires	241 811,24	427 911,93	0,00	0,00	0,00	0,00	667 273,73	26 804,78
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	4 706,06	5 436,89	0,00	0,00	0,00	0,00	28 969,92	368,25
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	47 522,22	102 116,93	0,00	0,00	0,00	0,00	222 929,89	5 358,75
64131	Rémunérations non tit.	1 916,65	65 672,30	0,00	0,00	0,00	0,00	479 815,89	10 032,62
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 600,00	0,00
64164	Emplois d'insertion indemnité inflat°	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	7 417,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
000 210000000 20230404 2023 33 DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception en préfecture : 05/04/2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	37 540,71	86 143,74	0,00	0,00	0,00	0,00	250 380,15	7 589,95
6453	Cotisations aux caisses de retraites	76 367,85	137 677,12	0,00	0,00	0,00	0,00	214 825,31	8 411,54
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	1 359,36	4 547,20	0,00	0,00	0,00	0,00	23 517,94	600,35
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	549,37	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 493,28	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 433,04
6812	Dot. amort. et prov. Charges à répartir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 433,04
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	747 175,00	0,00	0,00	0,00	0,00	658 772,23	541 707,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	747 175,00	0,00	0,00	0,00	0,00	658 772,23	541 707,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	4 400,00	0,00	0,00	11 510,00	0,00
6714	Bourses et prix	0,00	0,00	0,00	4 400,00	0,00	0,00	11 510,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		2 420,00	545,67	0,00	0,00	0,00	220 327,97	339 599,73	0,00
Réalizations		2 420,00	545,67	0,00	0,00	0,00	220 327,97	339 599,73	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	2 420,00	0,00	0,00	0,00	0,00	139 058,36	43 762,62	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	2 420,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	139 058,36	21 983,36	0,00
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 466,26	0,00
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	313,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	81 269,61	295 837,11	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	81 269,61	295 837,11	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	545,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0,00	545,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-1 239 719,14	-1 116 574,88	0,00	-101 750,85	-5 201,96	-516 144,69	-2 269 816,15	-105 951,25

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230404-2023-33-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		445 524,06	3 703 902,99	0,00	4 149 427,05
Réalisations		445 524,06	3 703 902,99	0,00	4 149 427,05
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	77 761,41	44 132,99	0,00	121 894,40
60612	Energie - Electricité	0,00	23 872,30	0,00	23 872,30
60623	Alimentation	390,97	519,43	0,00	910,40
60624	Produits de traitement	1 564,39	0,00	0,00	1 564,39
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	40,27	0,00	40,27
60632	Fournitures de petit équipement	-925,07	625,84	0,00	-299,23
60636	Vêtements de travail	894,11	0,00	0,00	894,11
611	Contrats de prestations de services	65 544,48	120,00	0,00	65 664,48
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	10 866,13	0,00	10 866,13
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	2 700,31	0,00	2 700,31
6156	Maintenance	720,00	5 528,24	0,00	6 248,24
617	Etudes et recherches	7 358,40	0,00	0,00	7 358,40
6228	Divers	2 042,76	0,00	0,00	2 042,76
6256	Missions	171,37	0,00	0,00	171,37
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	-438,43	0,00	-438,43
6288	Autres services extérieurs	0,00	298,90	0,00	298,90
012	Charges de personnel, frais assimilés	367 762,65	0,00	0,00	367 762,65
6331	Versement mobilité	3 844,81	0,00	0,00	3 844,81
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 098,61	0,00	0,00	1 098,61
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 107,83	0,00	0,00	2 107,83
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	659,09	0,00	0,00	659,09
64111	Rémunération principale titulaires	147 000,57	0,00	0,00	147 000,57
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	4 357,66	0,00	0,00	4 357,66
64118	Autres indemnités titulaires	40 496,41	0,00	0,00	40 496,41
64131	Rémunérations non tit.	72 802,87	0,00	0,00	72 802,87
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	100,00	0,00	0,00	100,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	43 436,73	0,00	0,00	43 436,73
6453	Cotisations aux caisses de retraites	46 845,96	0,00	0,00	46 845,96
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	4 286,53	0,00	0,00	4 286,53
6475	Médecine du travail, pharmacie	725,58	0,00	0,00	725,58
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	3 659 770,00	0,00	3 659 770,00
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	3 300 000,00	0,00	3 300 000,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
000-210000096-20230404-2023-33-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	359 770,00	0,00	359 770,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		235 242,00	0,00	0,00	235 242,00
Réalizations		235 242,00	0,00	0,00	235 242,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	235 242,00	0,00	0,00	235 242,00
7461	DGD	235 242,00	0,00	0,00	235 242,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-210 282,06	-3 703 902,99	0,00	-3 914 185,05

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établissements sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES		445 524,06	0,00	0,00	3 703 902,99	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		445 524,06	0,00	0,00	3 703 902,99	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	77 761,41	0,00	0,00	44 132,99	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	23 872,30	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	390,97	0,00	0,00	519,43	0,00	0,00	0,00	0,00
60624	Produits de traitement	1 564,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	40,27	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	-925,07	0,00	0,00	625,84	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	894,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	65 544,48	0,00	0,00	120,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	10 866,13	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	2 700,31	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	720,00	0,00	0,00	5 528,24	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	7 358,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	2 042,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	171,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	-438,43	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000-210000098-20230404-2023-33-DE
 Date de réception en préfecture : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	298,90	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	367 762,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	3 844,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 098,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 107,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	659,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	147 000,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	4 357,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	40 496,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	72 802,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	43 436,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	46 845,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	4 286,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	725,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	3 659 770,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	0,00	0,00	3 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	359 770,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		235 242,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		235 242,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	235 242,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7461	DGD	235 242,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-210 282,06	0,00	0,00	-3 703 902,99	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230404-2023-33-DE
Date de transmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les établissements publics en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 6 – Famille

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		0,00	1 579,20	0,00	0,00	71 791,23	0,00	73 370,43
Réalizations		0,00	1 579,20	0,00	0,00	71 791,23	0,00	73 370,43
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	1 579,20	0,00	0,00	71 791,23	0,00	73 370,43
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	746,54	0,00	746,54
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	17 774,50	0,00	17 774,50
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	8 813,78	0,00	8 813,78
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	1 200,00	0,00	0,00	25 937,87	0,00	27 137,87
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	2 862,01	0,00	2 862,01
6156	Maintenance	0,00	379,20	0,00	0,00	11 595,32	0,00	11 974,52
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	3 061,21	0,00	3 061,21
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Plan de relance (crise sanitaire)	Total
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	-1 579,20	0,00	0,00	-71 791,23	0,00	-73 370,43

Accusé de réception en préfecture
000-210000096-2023-0404-2023-33-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception en préfecture : 05/04/2023

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 7 – Logement

(2)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		17 255,48	0,00	0,00	0,00	0,00	17 255,48
Réalizations		17 255,48	0,00	0,00	0,00	0,00	17 255,48
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	17 255,48	0,00	0,00	0,00	0,00	17 255,48
60612	Energie - Electricité	11 324,07	0,00	0,00	0,00	0,00	11 324,07
61558	Entretien autres biens mobiliers	2 403,67	0,00	0,00	0,00	0,00	2 403,67
6156	Maintenance	3 527,74	0,00	0,00	0,00	0,00	3 527,74
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		81 463,98	0,00	0,00	0,00	0,00	81 463,98
Réalizations		81 463,98	0,00	0,00	0,00	0,00	81 463,98
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	81 463,98	0,00	0,00	0,00	0,00	81 463,98
70871	Remb. frais par collectivité rattachemen	81 066,36	0,00	0,00	0,00	0,00	81 066,36
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	397,62	0,00	0,00	0,00	0,00	397,62
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		64 208,50	0,00	0,00	0,00	0,00	64 208,50

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230404-2023-33-DE
Date de transmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les établissements publics en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		3 921 426,20	3 292 432,11	27 944,84	0,00	7 241 803,15
Réalisations		3 921 426,20	3 292 432,11	27 944,84	0,00	7 241 803,15
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	1 237 770,94	673 611,02	17 406,58	0,00	1 928 788,54
60611	Eau et assainissement	145 831,65	0,00	0,00	0,00	145 831,65
60612	Energie - Electricité	645 703,98	0,00	0,00	0,00	645 703,98
60621	Combustibles	0,00	496,11	0,00	0,00	496,11
60624	Produits de traitement	0,00	464,53	0,00	0,00	464,53
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	29 336,84	0,00	0,00	29 336,84
60631	Fournitures d'entretien	13 780,17	860,64	0,00	0,00	14 640,81
60632	Fournitures de petit équipement	7 728,00	82 658,87	536,86	0,00	90 923,73
60633	Fournitures de voirie	0,00	58 344,29	0,00	0,00	58 344,29
60636	Vêtements de travail	119,92	0,00	0,00	0,00	119,92
611	Contrats de prestations de services	409 977,95	15 743,84	0,00	0,00	425 721,79
6132	Locations immobilières	0,00	1 070,00	0,00	0,00	1 070,00
6135	Locations mobilières	0,00	572,88	0,00	0,00	572,88
61521	Entretien terrains	0,00	120 609,26	0,00	0,00	120 609,26
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	291 477,28	0,00	0,00	291 477,28
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	37 607,87	0,00	0,00	37 607,87
6156	Maintenance	756,00	1 931,20	0,00	0,00	2 687,20
617	Etudes et recherches	-2 040,00	8 868,00	16 405,00	0,00	23 233,00
6226	Honoraires	11 650,98	0,00	0,00	0,00	11 650,98
6228	Divers	0,00	1 295,57	0,00	0,00	1 295,57
6231	Annonces et insertions	350,75	0,00	0,00	0,00	350,75
6238	Divers	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
6241	Transports de biens	0,00	360,01	0,00	0,00	360,01
6251	Voyages et déplacements	2 384,20	1 323,75	0,00	0,00	3 707,95
627	Services bancaires et assimilés	27,34	0,00	0,00	0,00	27,34
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	0,00	464,72	0,00	464,72
6288	Autres services extérieurs	0,00	19 590,08	0,00	0,00	19 590,08
012	Charges de personnel, frais assimilés	2 672 394,40	2 618 821,09	0,00	0,00	5 291 215,49
6331	Versement mobilité	27 302,36	26 664,58	0,00	0,00	53 966,94
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	7 800,74	7 618,72	0,00	0,00	15 419,46
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	14 270,19	14 438,30	0,00	0,00	28 708,49
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	4 680,20	4 570,98	0,00	0,00	9 251,18
64111	Rémunération principale titulaires	1 133 157,93	1 344 217,55	0,00	0,00	2 477 375,48
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	47 965,58	32 810,51	0,00	0,00	80 776,09
64118	Autres indemnités titulaires	386 758,70	343 818,52	0,00	0,00	730 577,22

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000-210000099-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	
64131	Rémunérations non tit.	227 496,18	113 158,64	0,00	0,00	340 654,82
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	300,00	300,00	0,00	0,00	600,00
64164	Emplois insertion indemnité inflat°	800,00	0,00	0,00	0,00	800,00
64168	Autres emplois d'insertion	178 543,71	46 607,22	0,00	0,00	225 150,93
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	249 855,94	241 207,38	0,00	0,00	491 063,32
6453	Cotisations aux caisses de retraites	367 116,85	431 182,64	0,00	0,00	798 299,49
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	21 392,91	12 087,45	0,00	0,00	33 480,36
6472	Prestations familiales directes	4 953,11	138,60	0,00	0,00	5 091,71
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	11 260,86	0,00	10 538,26	0,00	21 799,12
65548	Autres contributions	11 260,86	0,00	10 538,26	0,00	21 799,12
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	250 464,81	871 450,02	11 339,00	0,00	1 133 253,83
	Réalisations	250 464,81	871 450,02	11 339,00	0,00	1 133 253,83
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	17 938,48	28 489,77	0,00	0,00	46 428,25
722	Immobilisations corporelles	17 938,48	28 489,77	0,00	0,00	46 428,25
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	200 631,23	842 320,25	0,00	0,00	1 042 951,48
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	52 012,82	0,00	0,00	52 012,82
70323	Redev. occupat° domaine public communal	85 600,89	300,00	0,00	0,00	85 900,89
7036	Taxes de pâturage et de tourbage	0,00	743,28	0,00	0,00	743,28
70383	Redevance de stationnement	0,00	378 728,70	0,00	0,00	378 728,70
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	195 709,25	0,00	0,00	195 709,25
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	138 714,20	0,00	0,00	138 714,20
704	Travaux	0,00	76 112,00	0,00	0,00	76 112,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	115 030,34	0,00	0,00	0,00	115 030,34
73	Impôts et taxes	0,00	640,00	0,00	0,00	640,00
7338	Autres taxes	0,00	640,00	0,00	0,00	640,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	11 339,00	0,00	11 339,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	11 339,00	0,00	11 339,00
75	Autres produits de gestion courante	31 895,10	0,00	0,00	0,00	31 895,10
757	Redevances versées par fermiers, conces.	31 895,10	0,00	0,00	0,00	31 895,10
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-3 670 961,39	-2 420 982,09	-16 605,84	0,00	-6 108 549,32

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
006 240600608 20220404 2022 32 DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES		203 745,68	0,00	0,00	1 949 340,63	1 605 228,06	0,00	163 111,83
Réalizations		203 745,68	0,00	0,00	1 949 340,63	1 605 228,06	0,00	163 111,83
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	12 345,93	0,00	0,00	88 215,27	974 097,91	0,00	163 111,83
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145 831,65
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	628 423,80	0,00	17 280,18
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	13 780,17	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	7 662,00	66,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	119,92	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	65 897,18	344 080,77	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	756,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	-2 040,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	11 650,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	350,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	2 384,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	27,34	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	191 399,75	0,00	0,00	1 861 125,36	619 869,29	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	1 687,48	0,00	0,00	19 537,67	6 077,21	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	482,08	0,00	0,00	5 582,21	1 736,45	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	925,14	0,00	0,00	10 048,97	3 296,08	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	289,30	0,00	0,00	3 349,18	1 041,72	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	93 727,55	0,00	0,00	781 416,26	258 014,12	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	6 292,03	0,00	0,00	29 145,63	12 527,92	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	42 320,66	0,00	0,00	238 435,58	106 002,46	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	158 964,45	68 531,73	0,00	0,00
64134		0,00	0,00	0,00	200,00	100,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
000 210000000 20230404 2023 33 DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
64164	Personnel non tit. - Indemnité inflat°							
	Emplois d'insertion indemnité inflat°	0,00	0,00	0,00	600,00	200,00	0,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	0,00	167 584,40	10 959,31	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	14 590,00	0,00	0,00	173 372,19	61 893,75	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	30 486,91	0,00	0,00	251 743,03	84 886,91	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	376,84	0,00	0,00	16 674,41	4 341,66	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	221,76	0,00	0,00	4 471,38	259,97	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	11 260,86	0,00	0,00
65548	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	11 260,86	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	115 030,34	0,00	0,00	49 273,48	0,00	86 160,99
	Réalisations	0,00	115 030,34	0,00	0,00	49 273,48	0,00	86 160,99
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	17 938,48	0,00	0,00
722	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	17 938,48	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	115 030,34	0,00	0,00	31 335,00	0,00	54 265,89
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	0,00	0,00	0,00	31 335,00	0,00	54 265,89
7036	Taxes de pâturage et de tourbage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70383	Redevance de stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
000-210000000-20230404-2023-33-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	115 030,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7338	Autres taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 895,10
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 895,10
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-203 745,68	115 030,34	0,00	-1 949 340,63	-1 555 954,58	0,00	-76 950,84

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES		258 498,56	74 099,07	865 871,16	1 431 818,83	662 144,49	0,00	0,00	0,00	27 944,84
Réalisations		258 498,56	74 099,07	865 871,16	1 431 818,83	662 144,49	0,00	0,00	0,00	27 944,84
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	32 850,42	284 367,13	356 393,47	0,00	0,00	0,00	0,00	17 406,58
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	387,11	109,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	0,00	464,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	29 336,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	860,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	3 357,07	41 762,66	37 539,14	0,00	0,00	0,00	0,00	536,86
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	58 344,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	8 640,00	7 103,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	1 070,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	572,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	45 482,66	75 126,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	97 598,40	193 878,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	19 557,78	7 237,20	10 812,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
000-210000056-20230404-2023-33-DE
Sous-préfecture de Grasse
Date de réception : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					830	831	832	833
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain				
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	1 931,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	5 928,00	2 940,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 405,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	1 295,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	360,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	1 323,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	464,72
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	19 590,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	258 498,56	41 248,65	581 504,03	1 075 425,36	662 144,49	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	2 584,39	402,34	6 134,32	11 268,07	6 275,46	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	738,42	114,95	1 752,75	3 219,42	1 793,18	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 417,79	220,59	3 244,71	6 115,66	3 439,55	0,00	0,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	443,08	69,00	1 051,55	1 931,49	1 075,86	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	144 080,21	22 424,73	253 494,67	575 907,91	348 310,03	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	5 202,02	807,05	4 466,43	13 579,04	8 755,97	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	34 432,47	6 373,74	73 475,51	106 151,74	123 385,06	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	61 335,25	51 823,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0,00	0,00	100,00	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64164	Emplois d'insertion indemnité inflat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	32 181,23	14 425,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	22 343,98	3 478,44	57 829,05	103 300,72	54 255,19	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	46 679,91	7 268,09	81 519,16	182 328,78	113 386,70	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	576,29	89,72	4 919,40	5 080,75	1 421,29	0,00	0,00	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	0,00	92,40	46,20	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 538,26
65548	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 538,26
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	300,00	52 012,82	818 393,92	0,00	743,28	0,00	0,00	0,00	11 339,00
	Réalisations	300,00	52 012,82	818 393,92	0,00	743,28	0,00	0,00	0,00	11 339,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000-210000086-20230404-2023-33-DE
 Sous-fonction 82
 Date de réception préfecture : 05/04/2023
 Date de réception : 03/04/2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain				
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	28 489,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
722	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	28 489,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
70	Produits des services, du domaine, vente	300,00	52 012,82	789 264,15	0,00	743,28	0,00	0,00	0,00	
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	52 012,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
70323	Redev. occupat° domaine public communal	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
7036	Taxes de pâturage et de tourbage	0,00	0,00	0,00	0,00	743,28	0,00	0,00	0,00	
70383	Redevance de stationnement	0,00	0,00	378 728,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	0,00	195 709,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	138 714,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
704	Travaux	0,00	0,00	76 112,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	640,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
7338	Autres taxes	0,00	0,00	640,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 339,00	
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 339,00	
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
SOLDE (3)		-258 198,56	-22 086,25	-47 477,24	-1 431 818,83	-661 401,21	0,00	0,00	-16 605,84	

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-14 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		0,00	77 669,34	0,00	0,00	248 195,38	16 165,00	0,00	0,00	342 029,72
Réalizations		0,00	77 669,34	0,00	0,00	248 195,38	16 165,00	0,00	0,00	342 029,72
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	2 600,00	0,00	0,00	10 375,20	0,00	0,00	0,00	12 975,20
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	10 320,00	0,00	0,00	0,00	10 320,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	55,20	0,00	0,00	0,00	55,20
6288	Autres services extérieurs	0,00	2 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 600,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	75 069,34	0,00	0,00	226 120,86	0,00	0,00	0,00	301 190,20
6331	Versement mobilité	0,00	732,91	0,00	0,00	2 202,35	0,00	0,00	0,00	2 935,26
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	209,40	0,00	0,00	629,20	0,00	0,00	0,00	838,60
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	399,66	0,00	0,00	1 206,59	0,00	0,00	0,00	1 606,25
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	125,64	0,00	0,00	377,45	0,00	0,00	0,00	503,09
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	28 132,54	0,00	0,00	81 895,11	0,00	0,00	0,00	110 027,65
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	1 134,33	0,00	0,00	4 406,60	0,00	0,00	0,00	5 540,93
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	12 856,64	0,00	0,00	30 366,54	0,00	0,00	0,00	43 223,18
64131	Rémunérations non tit.	0,00	13 370,30	0,00	0,00	50 045,89	0,00	0,00	0,00	63 416,19
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat*	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	8 337,70	0,00	0,00	25 658,40	0,00	0,00	0,00	33 996,10
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	9 014,72	0,00	0,00	26 541,01	0,00	0,00	0,00	35 555,73
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	655,50	0,00	0,00	2 791,72	0,00	0,00	0,00	3 447,22
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 165,00	0,00	0,00	16 165,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 165,00	0,00	0,00	16 165,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	11 699,32	0,00	0,00	0,00	11 699,32
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	11 699,32	0,00	0,00	0,00	11 699,32
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		56 709,50	41 246,09	0,00	0,00	283 001,43	0,00	0,00	0,00	380 957,02
Réalizations		56 709,50	41 246,09	0,00	0,00	283 001,43	0,00	0,00	0,00	380 957,02
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	37 709,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 709,50
70328	Autres droits stationnement et location	922,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	922,50
70688	Autres prestations de services	36 787,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 787,00
73	Impôts et taxes	0,00	40 587,75	0,00	0,00	281 501,43	0,00	0,00	0,00	322 089,18
7336	Droits de place	0,00	40 587,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 587,75
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	281 501,43	0,00	0,00	0,00	281 501,43
74	Dotations et participations	19 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 000,00
7473	Participat° Départements	19 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	658,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	658,34
752	Revenus des immeubles	0,00	658,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	658,34
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
 000210000056-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foire et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	56 709,50	-36 423,25	0,00	0,00	34 806,05	-16 165,00	0,00	0,00	38 927,30

Accusé de réception en préfecture
 000210000096-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

**ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT**

A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		19 577 602,02	10 663 332,48	0,00	0,00	0,00	30 240 934,50
Réalizations		19 577 602,02	7 969 868,34	0,00	0,00	0,00	27 547 470,36
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	5 343 854,07	0,00	0,00	0,00	0,00	5 343 854,07
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	47 672,00	233 792,62	0,00	0,00	0,00	281 464,62
13911	Etat et établissements nationaux	9 358,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 358,00
13918	Autres subventions d'équipement	38 314,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 314,00
2313	Constructions	0,00	233 792,62	0,00	0,00	0,00	233 792,62
041	Opérations patrimoniales	10 746,97	119 761,27	0,00	0,00	0,00	130 508,24
2118	Autres terrains	0,00	988,46	0,00	0,00	0,00	988,46
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	2 300,11	0,00	0,00	0,00	2 300,11
21311	Hôtel de ville	0,00	681,49	0,00	0,00	0,00	681,49
21312	Bâtiments scolaires	0,00	2 059,92	0,00	0,00	0,00	2 059,92
21318	Autres bâtiments publics	10 746,97	0,00	0,00	0,00	0,00	10 746,97
2138	Autres constructions	0,00	456,88	0,00	0,00	0,00	456,88
2151	Réseaux de voirie	0,00	3 292,59	0,00	0,00	0,00	3 292,59
2152	Installations de voirie	0,00	542,72	0,00	0,00	0,00	542,72
21538	Autres réseaux	0,00	1 406,02	0,00	0,00	0,00	1 406,02
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	3 431,30	0,00	0,00	0,00	3 431,30
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	3 077,21	0,00	0,00	0,00	3 077,21
2184	Mobilier	0,00	4 330,01	0,00	0,00	0,00	4 330,01
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	1 081,13	0,00	0,00	0,00	1 081,13
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	1 705,00	0,00	0,00	0,00	1 705,00
2313	Constructions	0,00	57 998,43	0,00	0,00	0,00	57 998,43
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	32 488,00	0,00	0,00	0,00	32 488,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	3 922,00	0,00	0,00	0,00	3 922,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	162 745,13	0,00	0,00	0,00	0,00	162 745,13
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	162 745,13	0,00	0,00	0,00	0,00	162 745,13
13	Subventions d'investissement	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
16	Emprunts et dettes assimilées	14 011 719,85	0,00	0,00	0,00	0,00	14 011 719,85
1641	Emprunts en euros	8 528 386,52	0,00	0,00	0,00	0,00	8 528 386,52

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
000-210000086-20230404-2023-33-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception en préfecture : 05/04/2023

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Plan de relance (crise sanitaire)	Total
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	83 333,33	0,00	0,00	0,00	0,00	83 333,33
166	Refinancement de dette	5 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 400 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	122 647,07	0,00	0,00	0,00	122 647,07
2031	Frais d'études	0,00	14 526,00	0,00	0,00	0,00	14 526,00
2033	Frais d'insertion	0,00	3 912,00	0,00	0,00	0,00	3 912,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	104 209,07	0,00	0,00	0,00	104 209,07
204	Subventions d'équipement versées	0,00	11 580,44	0,00	0,00	0,00	11 580,44
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	11 580,44	0,00	0,00	0,00	11 580,44
21	Immobilisations corporelles	864,00	881 777,54	0,00	0,00	0,00	882 641,54
2115	Terrains bâtis	0,00	26 792,53	0,00	0,00	0,00	26 792,53
2132	Immeubles de rapport	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00	1,00
2138	Autres constructions	0,00	138 867,47	0,00	0,00	0,00	138 867,47
2152	Installations de voirie	0,00	11 769,39	0,00	0,00	0,00	11 769,39
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	8 964,48	0,00	0,00	0,00	8 964,48
21571	Matériel roulant	0,00	214 683,58	0,00	0,00	0,00	214 683,58
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	25 119,86	0,00	0,00	0,00	25 119,86
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	32 809,74	0,00	0,00	0,00	32 809,74
2182	Matériel de transport	0,00	154 957,11	0,00	0,00	0,00	154 957,11
2183	Matériel de bureau et informatique	864,00	109 164,10	0,00	0,00	0,00	110 028,10
2184	Mobilier	0,00	79 206,80	0,00	0,00	0,00	79 206,80
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	79 441,48	0,00	0,00	0,00	79 441,48
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	2 517 973,90	0,00	0,00	0,00	2 517 973,90
2313	Constructions	0,00	2 288 942,58	0,00	0,00	0,00	2 288 942,58
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	82 697,91	0,00	0,00	0,00	82 697,91
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	0,00	78 072,00	0,00	0,00	0,00	78 072,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	68 261,41	0,00	0,00	0,00	68 261,41
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	36 100,00	0,00	0,00	0,00	36 100,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	36 100,00	0,00	0,00	0,00	36 100,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	4 044 735,50	0,00	0,00	0,00	4 044 735,50
458103	CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE	0,00	4 044 735,50	0,00	0,00	0,00	4 044 735,50
458104	DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	2 693 464,14	0,00	0,00	0,00	2 693 464,14
RECETTES (2)		24 394 876,86	8 612 336,19	0,00	0,00	0,00	33 007 213,05
Réalisations		21 661 193,86	6 511 429,53	0,00	0,00	0,00	28 172 623,39
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000-210000098-2023-0404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception en préfecture : 05/04/2023
 Total

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Plan de relance (crise sanitaire)	Total
040	Opérat° ordre transfert entre sections	3 431 875,97	110 077,30	0,00	0,00	0,00	3 541 953,27
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	237 621,13	0,00	0,00	0,00	0,00	237 621,13
2111	Terrains nus	0,00	3 192,41	0,00	0,00	0,00	3 192,41
2113	Terrains aménagés autres que voirie	0,00	175,78	0,00	0,00	0,00	175,78
2132	Immeubles de rapport	0,00	19 859,47	0,00	0,00	0,00	19 859,47
2138	Autres constructions	0,00	51 724,64	0,00	0,00	0,00	51 724,64
2802	Frais liés à la réalisation des document	16 228,51	0,00	0,00	0,00	0,00	16 228,51
28031	Frais d'études	56 793,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 793,00
28033	Frais d'insertion	716,30	0,00	0,00	0,00	0,00	716,30
2804122	Subv.Régions : Bâtiments, installations	12 965,35	0,00	0,00	0,00	0,00	12 965,35
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	53 672,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 672,00
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	11 204,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 204,00
28041641	IC : Bien mobilier, matériel	11 995,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 995,00
28041642	IC : Bâtiments, installations	4 666,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 666,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	133 665,60	0,00	0,00	0,00	0,00	133 665,60
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	66,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66,00
2804422	Sub nat privé - Bâtiments et installat°	28 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 000,00
28051	Concessions et droits similaires	90 888,40	0,00	0,00	0,00	0,00	90 888,40
28088	Autres immobilisations incorporelles	2 459,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 459,00
28132	Immeubles de rapport	18 279,98	0,00	0,00	0,00	0,00	18 279,98
28135	Installations générales, agencements, ..	84 781,16	0,00	0,00	0,00	0,00	84 781,16
28152	Installations de voirie	123 836,97	0,00	0,00	0,00	0,00	123 836,97
281568	Autres matériels, outillages incendie	22 124,25	0,00	0,00	0,00	0,00	22 124,25
281571	Matériel roulant	5 928,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 928,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	125 080,84	0,00	0,00	0,00	0,00	125 080,84
28158	Autres installat°, matériel et outillage	731 016,21	0,00	0,00	0,00	0,00	731 016,21
28182	Matériel de transport	181 112,50	0,00	0,00	0,00	0,00	181 112,50
28183	Matériel de bureau et informatique	205 368,04	0,00	0,00	0,00	0,00	205 368,04
28184	Mobilier	222 106,85	0,00	0,00	0,00	0,00	222 106,85
28188	Autres immo. corporelles	231 300,88	0,00	0,00	0,00	0,00	231 300,88
4817	Pénalités de renégociation de la dette	820 000,00	35 125,00	0,00	0,00	0,00	855 125,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	130 508,24	0,00	0,00	0,00	130 508,24
2031	Frais d'études	0,00	75 842,30	0,00	0,00	0,00	75 842,30
2033	Frais d'insertion	0,00	53 677,48	0,00	0,00	0,00	53 677,48
2112	Terrains de voirie	0,00	987,46	0,00	0,00	0,00	987,46
2138	Autres constructions	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00	1,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	8 563 803,89	0,00	0,00	0,00	0,00	8 563 803,89
10222	FCTVA	2 301 657,22	0,00	0,00	0,00	0,00	2 301 657,22
10223	TLE	5 645,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 645,00
10226	Taxe d'aménagement	450 280,23	0,00	0,00	0,00	0,00	450 280,23
10228	Autres fonds	152 441,00	0,00	0,00	0,00	0,00	152 441,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	5 653 780,44	0,00	0,00	0,00	0,00	5 653 780,44

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000-210000098-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception en préfecture : 05/04/2023

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Plan de relance (crise sanitaire)	Total
13	Subventions d'investissement	499 197,00	523 960,68	0,00	0,00	0,00	1 023 157,68
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	262 161,96	0,00	0,00	0,00	262 161,96
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	261 798,72	0,00	0,00	0,00	261 798,72
1342	Amendes de police non transférable	499 197,00	0,00	0,00	0,00	0,00	499 197,00
16	Emprunts et dettes assimilées	9 166 317,00	5 750,00	0,00	0,00	0,00	9 172 067,00
1641	Emprunts en euros	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	5 750,00	0,00	0,00	0,00	5 750,00
166	Refinancement de dette	5 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 400 000,00
1678	Autres emprunts et dettes	766 317,00	0,00	0,00	0,00	0,00	766 317,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	10 883,60	0,00	0,00	0,00	10 883,60
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	10 883,60	0,00	0,00	0,00	10 883,60
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	89 489,76	0,00	0,00	0,00	89 489,76
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
276351	Créance GFP de rattachement	0,00	64 489,76	0,00	0,00	0,00	64 489,76
Opérations pour compte de tiers		0,00	5 640 759,95	0,00	0,00	0,00	5 640 759,95
458203	CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE	0,00	5 640 759,95	0,00	0,00	0,00	5 640 759,95
458204	DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		2 733 683,00	2 100 906,66	0,00	0,00	0,00	4 834 589,66
SOLDE (2)		4 817 274,84	-2 050 996,29	0,00	0,00	0,00	2 766 278,55

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		10 416 055,61	0,00	0,00	228,00	112 510,58	0,00	134 538,29	0,00	0,00
Réalisations		7 756 896,57	0,00	0,00	228,00	112 510,58	0,00	100 233,19	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	233 792,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13911	Etat et établissements nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000-210000086-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
13918	Autres subventions d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	233 792,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	119 761,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2118	Autres terrains	988,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	2 300,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21311	Hôtel de ville	681,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	2 059,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	456,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	3 292,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	542,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	1 406,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	3 431,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	3 077,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	4 330,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	1 081,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	1 705,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	57 998,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	32 488,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	3 922,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000-210000000-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 04/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 02								041	048
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetière et pompes funèbres	Subvention globale		
166	Refinancement de dette	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	119 587,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 060,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	11 466,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 060,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	3 912,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	104 209,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	11 580,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	11 580,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	774 318,96	0,00	0,00	228,00	107 230,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	26 792,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2132	Immeubles de rapport	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	138 867,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	7 700,09	0,00	0,00	0,00	4 069,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	8 964,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21571	Matériel roulant	214 683,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	3 425,06	0,00	0,00	0,00	21 694,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	32 809,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	154 957,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	108 936,10	0,00	0,00	228,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	54 795,20	0,00	0,00	0,00	24 411,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	22 386,60	0,00	0,00	0,00	57 054,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	2 415 520,71	0,00	0,00	0,00	5 280,00	0,00	97 173,19	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	2 191 769,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97 173,19	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	77 417,91	0,00	0,00	0,00	5 280,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	78 072,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	68 261,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000-210000086-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	36 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	36 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		4 044 735,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458103	CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE	4 044 735,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458104	DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		2 659 159,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 305,10	0,00	0,00
RECETTES (2)		8 612 336,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		6 511 429,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	110 077,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	3 192,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	175,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2132	Immeubles de rapport	19 859,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	51 724,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2802	Frais liés à la réalisation des document	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041641	IC : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041642	IC : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000-210000000-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 04/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
280422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804422	Sub nat privé - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28051	Concessions et droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28132	Immeubles de rapport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28135	Installations générales, agencements, ..	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281571	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28158	Autres installat°, matériel et outillage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4817	Pénalités de renégociation de la dette	35 125,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	130 508,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	75 842,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	53 677,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2112	Terrains de voirie	987,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000-210000000-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
13	Subventions d'investissement	523 960,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	262 161,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	261 798,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1342	Amendes de police non transférable	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	5 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	5 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
166	Refinancement de dette	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	10 883,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagement de terrains	10 883,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	89 489,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276351	Créance GFP de rattachement	64 489,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		5 640 759,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458203	CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE	5 640 759,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458204	DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		2 100 906,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
SOLDE (2)		-1 803 719,42	0,00	0,00	-228,00	-112 510,58	0,00	-134 538,29	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
000-210000056-20230404-2023-33-DE
Date de télétransmission : 04/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		69 116,88	0,00	0,00	69 116,88
Réalizations		15 547,86	0,00	0,00	15 547,86
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	8 934,48	0,00	0,00	8 934,48
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	871,20	0,00	0,00	871,20
2188	Autres immobilisations corporelles	8 063,28	0,00	0,00	8 063,28
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	6 613,38	0,00	0,00	6 613,38
2313	Constructions	14,92	0,00	0,00	14,92
2315	Installat°, matériel et outillage techni	6 598,46	0,00	0,00	6 598,46
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		53 569,02	0,00	0,00	53 569,02
RECETTES (2)		32 048,75	0,00	0,00	32 048,75
Réalizations		29 400,00	0,00	0,00	29 400,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
000-210000000-20230404-2023-33-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	29 400,00	0,00	0,00	29 400,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	29 400,00	0,00	0,00	29 400,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		2 648,75	0,00	0,00	2 648,75
SOLDE (2)		-37 068,13	0,00	0,00	-37 068,13

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	69 116,88	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	15 547,86	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	8 934,48	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	871,20	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	8 063,28	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	6 613,38	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	14,92	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	6 598,46	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20230404-2023-33-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception en préfecture : 05/04/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	53 569,02	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	32 048,75	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	29 400,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	29 400,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	29 400,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	2 648,75	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-37 068,13	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	644 444,73	0,00	5 374,44	0,00	2 764,08	0,00	652 583,25
Réalizations		0,00	558 304,28	0,00	3 582,96	0,00	1 842,72	0,00	563 729,96
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	21 420,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 420,00
2031	Frais d'études	0,00	20 316,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 316,00
2033	Frais d'insertion	0,00	1 104,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 104,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	82 491,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 491,73
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	9 458,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 458,60
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	299,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	299,90
2184	Mobilier	0,00	69 084,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 084,58
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	3 648,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 648,65
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	454 392,55	0,00	3 582,96	0,00	1 842,72	0,00	459 818,23
2313	Constructions	0,00	411 192,55	0,00	3 582,96	0,00	1 842,72	0,00	416 618,23
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	43 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 200,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000-210000096-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023 Total
 Date de réception préfecture : 05/04/2023
 Plan de relance (crise sanitaire)

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	0,00	Total
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	86 140,45	0,00	1 791,48	0,00	921,36	0,00	88 853,29
RECETTES (2)		0,00	51 650,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 650,30
Réalizations		0,00	51 650,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 650,30
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	51 650,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 650,30
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	51 650,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 650,30
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-592 794,43	0,00	-5 374,44	0,00	-2 764,08	0,00	-600 932,95

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
006 240600608 20220404 2022 33 DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 22				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		313 703,92	294 324,48	36 416,33	0,00	0,00	0,00	2 764,08	0,00
Réalizations		294 524,49	233 178,89	30 600,90	0,00	0,00	0,00	1 842,72	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	648,00	6 192,00	14 580,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	648,00	5 088,00	14 580,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	1 104,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	54 830,75	27 660,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	2 406,86	7 051,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	299,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	49 154,24	19 930,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	3 269,65	379,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	239 045,74	199 325,91	16 020,90	0,00	0,00	0,00	1 842,72	0,00
2313	Constructions	222 845,74	177 077,91	11 268,90	0,00	0,00	0,00	1 842,72	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	16 200,00	22 248,00	4 752,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		19 179,43	61 145,59	5 815,43	0,00	0,00	0,00	921,36	0,00
RECETTES (2)		0,00	12 546,30	39 104,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	12 546,30	39 104,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	12 546,30	39 104,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230404-2023-33-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	12 546,30	39 104,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-313 703,92	-281 778,18	2 687,67	0,00	0,00	0,00	-2 764,08	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		33 024,72	62 268,23	880 335,55	0,00	0,00	975 628,50
Réalizations		31 270,84	54 573,03	595 634,33	0,00	0,00	681 478,20
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	10 871,15	0,00	0,00	0,00	10 871,15
13911	Etat et établissements nationaux	0,00	10 810,10	0,00	0,00	0,00	10 810,10
13918	Autres subventions d'équipement	0,00	61,05	0,00	0,00	0,00	61,05
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	2 800,00	0,00	0,00	2 800,00
2161	Oeuvres et objets d'art	0,00	0,00	2 800,00	0,00	0,00	2 800,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	34 114,00	0,00	0,00	34 114,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	33 250,00	0,00	0,00	33 250,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	864,00	0,00	0,00	864,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	32 335,46	16 081,38	0,00	0,00	48 416,84
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	695,66	0,00	0,00	695,66
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	23 726,00	2 520,00	0,00	0,00	26 246,00
2184	Mobilier	0,00	368,00	9 957,74	0,00	0,00	10 325,74
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	8 241,46	2 907,98	0,00	0,00	11 149,44
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	31 270,84	11 366,42	464 772,49	0,00	0,00	507 409,75
2313	Constructions	31 270,84	11 366,42	452 388,59	0,00	0,00	495 025,85
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	0,00	0,00	12 383,90	0,00	0,00	12 383,90
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	77 866,46	0,00	0,00	77 866,46
929	EQUIPEMENTS ET LOCAUX ASSOCIATIFS	0,00	0,00	77 866,46	0,00	0,00	77 866,46
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000-210000088-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023
 Plan de relance (crise sanitaire)

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle		
Restes à réaliser au 31/12		1 753,88	7 695,20	284 701,22	0,00	0,00	294 150,30
RECETTES (2)		77 500,00	13 447,35	488 011,54	0,00	0,00	578 958,89
Réalizations		77 500,00	13 447,35	425 340,34	0,00	0,00	516 287,69
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	13 447,35	0,00	0,00	0,00	13 447,35
28158	Autres installat°, matériel et outillage	0,00	12 084,00	0,00	0,00	0,00	12 084,00
28183	Matériel de bureau et informatique	0,00	1 090,00	0,00	0,00	0,00	1 090,00
28184	Mobilier	0,00	89,17	0,00	0,00	0,00	89,17
28188	Autres immo. corporelles	0,00	184,18	0,00	0,00	0,00	184,18
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	2 800,00	0,00	0,00	2 800,00
10251	Dons et legs en capital	0,00	0,00	2 800,00	0,00	0,00	2 800,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00
10251	Dons et legs en capital	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00
13	Subventions d'investissement	77 500,00	0,00	122 540,34	0,00	0,00	200 040,34
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	72 230,00	0,00	0,00	72 230,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	50 310,34	0,00	0,00	50 310,34
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	77 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 500,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00
276351	Créance GFP de rattachement	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	62 671,20	0,00	0,00	62 671,20
SOLDE (2)		44 475,28	-48 820,88	-392 324,01	0,00	0,00	-396 669,61

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		26 879,77	0,00	0,00	35 388,46	202 544,28	122 855,53	7 021,19	547 914,55
		19 708,19	0,00	0,00	34 864,84	84 990,66	65 035,15	7 008,99	438 599,53

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000-21000098-20230404-2023-33-DE
 Date de réception : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 31							
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
Réalisations									
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	61,05	0,00	0,00	10 810,10	0,00	0,00	0,00	0,00
13911	Etat et établissements nationaux	0,00	0,00	0,00	10 810,10	0,00	0,00	0,00	0,00
13918	Autres subventions d'équipement	61,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	2 800,00	0,00	0,00	0,00
2161	Oeuvres et objets d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	2 800,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 554,00	0,00	4 560,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 690,00	0,00	4 560,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	864,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	8 303,96	0,00	0,00	24 031,50	50,94	15 877,62	0,00	152,82
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	50,94	491,90	0,00	152,82
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	23 726,00	0,00	2 520,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	368,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 957,74	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	7 935,96	0,00	0,00	305,50	0,00	2 907,98	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	11 343,18	0,00	0,00	23,24	4 273,26	19 603,53	7 008,99	433 886,71
2313	Constructions	11 343,18	0,00	0,00	23,24	4 273,26	7 219,63	7 008,99	433 886,71
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 383,90	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	77 866,46	0,00	0,00	0,00
929	EQUIPEMENTS ET LOCAUX ASSOCIATIFS	0,00	0,00	0,00	0,00	77 866,46	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		7 171,58	0,00	0,00	523,62	117 553,62	57 820,38	12,20	109 315,02
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	13 447,35	2 800,00	300 000,00	0,00	185 211,54
Réalisations		0,00	0,00	0,00	13 447,35	2 800,00	300 000,00	0,00	122 540,34
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	13 447,35	0,00	0,00	0,00	0,00
28158	Autres installat°, matériel et outillage	0,00	0,00	0,00	12 084,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
000-210000056-20230404-2023-33-DE
Délibération n° : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles				
28183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	1 090,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	89,17	0,00	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	0,00	0,00	0,00	184,18	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	2 800,00	0,00	0,00	0,00
10251	Dons et legs en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	2 800,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00
10251	Dons et legs en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	122 540,34
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 230,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 310,34
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00
276351	Créance GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 671,20
SOLDE (2)		-26 879,77	0,00	0,00	-21 941,11	-199 744,28	177 144,47	-7 021,19	-362 703,01

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002) apparaissant à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	1 159 967,10	89 897,78	0,00	1 249 864,88
Réalizations		0,00	989 970,66	84 244,94	0,00	1 074 215,60
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	972,00	0,00	0,00	972,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	972,00	0,00	0,00	972,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	8 495,67	5 179,00	0,00	13 674,67
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	1 528,85	407,52	0,00	1 936,37
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	894,00	782,00	0,00	1 676,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	52,90	0,00	52,90
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	6 072,82	3 936,58	0,00	10 009,40
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	980 502,99	79 065,94	0,00	1 059 568,93
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	890 177,70	0,00	0,00	890 177,70
2313	Constructions	0,00	90 325,29	79 065,94	0,00	169 391,23
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	169 996,44	5 652,84	0,00	175 649,28
RECETTES (2)		0,00	238 692,57	26 433,04	0,00	265 125,61
Réalizations		0,00	0,00	26 433,04	0,00	26 433,04
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
000-210000090-20230404-2023-33-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception en préfecture : 05/04/2023

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	26 433,04	0,00	26 433,04
4818	Charges à étaler	0,00	0,00	26 433,04	0,00	26 433,04
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	238 692,57	0,00	0,00	238 692,57
	SOLDE (2)	0,00	-921 274,53	-63 464,74	0,00	-984 739,27

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
	DEPENSES (2)	13 587,20	1 109 377,00	0,00	37 002,90	0,00	58 859,94	14 466,68	16 571,16
	Réalisations	10 543,74	942 424,02	0,00	37 002,90	0,00	58 730,82	14 466,68	11 047,44
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	972,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	972,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000-210000000-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 04/04/2023
 Date de réception en préfecture : 05/04/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
21	Immobilisations corporelles	4 456,80	3 014,29	0,00	1 024,58	0,00	356,58	4 822,42	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	504,27	0,00	1 024,58	0,00	356,58	50,94	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	894,00	0,00	0,00	0,00	0,00	782,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52,90	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	4 456,80	1 616,02	0,00	0,00	0,00	0,00	3 936,58	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	6 086,94	938 437,73	0,00	35 978,32	0,00	58 374,24	9 644,26	11 047,44
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	890 177,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	6 086,94	48 260,03	0,00	35 978,32	0,00	58 374,24	9 644,26	11 047,44
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		3 043,46	166 952,98	0,00	0,00	0,00	129,12	0,00	5 523,72
RECETTES (2)		0,00	238 692,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 433,04
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 433,04
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 433,04
4818	Charges à étaler	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 433,04
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	238 692,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-13 587,20	-870 684,43	0,00	-37 002,90	0,00	-58 859,94	-14 466,68	9 861,88

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230404-2023-33-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		23 430,99	39 244,14	0,00	62 675,13
Réalizations		23 430,99	24 162,66	0,00	47 593,65
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	23 430,99	6 274,61	0,00	29 705,60
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	6 274,61	0,00	6 274,61
2188	Autres immobilisations corporelles	23 430,99	0,00	0,00	23 430,99
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	17 888,05	0,00	17 888,05
2313	Constructions	0,00	17 888,05	0,00	17 888,05
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	15 081,48	0,00	15 081,48
RECETTES (2)		0,00	20 805,21	0,00	20 805,21
Réalizations		0,00	20 805,21	0,00	20 805,21
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	20 805,21	0,00	20 805,21

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000210000096-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	20 805,21	0,00	20 805,21
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-23 430,99	-18 438,93	0,00	-41 869,92

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		23 430,99	0,00	0,00	39 244,14	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		23 430,99	0,00	0,00	24 162,66	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	23 430,99	0,00	0,00	6 274,61	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	6 274,61	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	23 430,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	17 888,05	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	17 888,05	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000-210000096-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	15 081,48	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	20 805,21	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	20 805,21	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	20 805,21	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	20 805,21	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	-23 430,99	0,00	0,00	-18 438,93	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	0,00	182 028,75	0,00	0,00	60 425,46	0,00	242 454,21
	Réalisations	0,00	173 317,97	0,00	0,00	48 517,06	0,00	221 835,03
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	8 460,00	0,00	8 460,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	8 460,00	0,00	8 460,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	152,82	0,00	0,00	4 389,69	0,00	4 542,51
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	152,82	0,00	0,00	4 092,09	0,00	4 244,91
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	297,60	0,00	297,60
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	173 165,15	0,00	0,00	35 667,37	0,00	208 832,52
2313	Constructions	0,00	173 165,15	0,00	0,00	35 667,37	0,00	208 832,52
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	8 710,78	0,00	0,00	11 908,40	0,00	20 619,18
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	12 769,00	0,00	12 769,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	12 769,00	0,00	12 769,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Plan de relance (crise sanitaire)	Total
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	12 769,00	0,00	12 769,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	12 769,00	0,00	12 769,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-182 028,75	0,00	0,00	-47 656,46	0,00	-229 685,21

Accusé de réception en préfecture
 000-210000000-2023-0404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		23 312,22	0,00	0,00	0,00	0,00	23 312,22
Réalizations		15 541,48	0,00	0,00	0,00	0,00	15 541,48
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	15 541,48	0,00	0,00	0,00	0,00	15 541,48
2313	Constructions	15 541,48	0,00	0,00	0,00	0,00	15 541,48
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		7 770,74	0,00	0,00	0,00	0,00	7 770,74
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000-210000000-2022-0404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception en préfecture : 05/04/2023

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Plan de relance (crise sanitaire)	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-23 312,22	0,00	0,00	0,00	0,00	-23 312,22

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		191 618,25	6 999 560,38	0,00	0,00	7 191 178,63
Réalizations		159 564,40	5 589 833,60	0,00	0,00	5 749 398,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	17 938,48	28 489,77	0,00	0,00	46 428,25
2315	Installat°, matériel et outillage techni	17 938,48	28 489,77	0,00	0,00	46 428,25
041	Opérations patrimoniales	0,00	31 383,84	0,00	0,00	31 383,84
2313	Constructions	0,00	26 098,26	0,00	0,00	26 098,26
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	5 285,58	0,00	0,00	5 285,58
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	12 598,63	47 910,58	0,00	0,00	60 509,21
2031	Frais d'études	10 200,00	27 666,58	0,00	0,00	37 866,58
2033	Frais d'insertion	2 398,63	1 188,00	0,00	0,00	3 586,63
2051	Concessions, droits similaires	0,00	19 056,00	0,00	0,00	19 056,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	759 880,14	0,00	0,00	759 880,14
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	759 880,14	0,00	0,00	759 880,14
21	Immobilisations corporelles	5 913,60	170 002,95	0,00	0,00	175 916,55
2152	Installations de voirie	0,00	131 743,39	0,00	0,00	131 743,39
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	24 224,10	0,00	0,00	24 224,10
21578	Autre matériel et outillage de voirie	5 913,60	2 302,80	0,00	0,00	8 216,40
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	11 732,66	0,00	0,00	11 732,66
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	123 113,69	907 741,73	0,00	0,00	1 030 855,42
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	6 010,36	0,00	0,00	6 010,36
2313	Constructions	0,00	757,15	0,00	0,00	757,15
2315	Installat°, matériel et outillage techni	123 113,69	872 659,22	0,00	0,00	995 772,91
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	0,00	28 315,00	0,00	0,00	28 315,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	000-210000099-2023-04-2023-33-DE Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023
Opérations d'équipement		0,00	3 458 843,34	0,00	0,00	3 458 843,34
929	EQUIPEMENTS ET LOCAUX ASSOCIATIFS	0,00	3 458 843,34	0,00	0,00	3 458 843,34
Opérations pour compte de tiers		0,00	185 581,25	0,00	0,00	185 581,25
4541103	PERIL, 174 AVENUE PIERRE SEMARD 4 CH DES CAPUCINS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541104	PERIL 37 BOULEVARD DU JEU DE BALLON	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541109	PERIL 32 RUE TRACASTEL	0,00	1 800,00	0,00	0,00	1 800,00
4541110	PERIL 11 RUE DE L'ORATOIRE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541113	PERIL, 8 RUE DES SOEURS	0,00	105 417,00	0,00	0,00	105 417,00
4541114	PERIL 2, TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541116	PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE	0,00	1 135,73	0,00	0,00	1 135,73
4541120	PERIL, 1 PLACE DE LA ROQUE	0,00	11 616,00	0,00	0,00	11 616,00
4541123	TRAVAUX COMPTE DE TIERS -19 RUE MOUGINS ROQUEFORT	0,00	26 984,40	0,00	0,00	26 984,40
454145	PERIL, 3 RUE DE LA FONTETTE	0,00	34 581,00	0,00	0,00	34 581,00
454199	PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE	0,00	4 047,12	0,00	0,00	4 047,12
Restes à réaliser au 31/12		32 053,85	1 409 726,78	0,00	0,00	1 441 780,63
RECETTES (2)		0,00	1 691 530,59	0,00	0,00	1 691 530,59
Réalisations		0,00	1 288 770,69	0,00	0,00	1 288 770,69
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	31 383,84	0,00	0,00	31 383,84
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	31 383,84	0,00	0,00	31 383,84
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	1 067 382,60	0,00	0,00	1 067 382,60
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	7 411,92	0,00	0,00	7 411,92
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	178 650,27	0,00	0,00	178 650,27
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	208 143,00	0,00	0,00	208 143,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	521 712,81	0,00	0,00	521 712,81
1346	Participat° voirie et réseaux non transf	0,00	151 464,60	0,00	0,00	151 464,60
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	4 423,00	0,00	0,00	4 423,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
000-210000099-20230404-2023-33-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception en préfecture : 05/04/2023

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	
2764	Créances sur personnes de droit privé	0,00	4 423,00	0,00	0,00	4 423,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	185 581,25	0,00	0,00	185 581,25
4542103	PERIL, 174 AVENUE PIERRE SEMARD 4 CH DES CAPUCINS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4542104	PERIL, 37 BOULEVARD DU JEU DE BALLON	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4542109	PERIL 32 RUE TRACASTEL	0,00	1 800,00	0,00	0,00	1 800,00
4542110	PERIL 11 RUE DE L'ORATOIRE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4542113	PERIL, 8 RUE DES SOEURS	0,00	105 417,00	0,00	0,00	105 417,00
4542114	PERIL 2 TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4542116	PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE	0,00	1 135,73	0,00	0,00	1 135,73
4542120	PERIL, 1 PLACE DE LA ROQUE	0,00	11 616,00	0,00	0,00	11 616,00
4542123	TRAVAUX COMPTE DE TIERS -19 RUE MOUGINS ROQUEFORT	0,00	26 984,40	0,00	0,00	26 984,40
454245	PERIL, 3 RUE DE LA FONTETTE	0,00	34 581,00	0,00	0,00	34 581,00
454299	PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE	0,00	4 047,12	0,00	0,00	4 047,12
Restes à réaliser au 31/12		0,00	402 759,90	0,00	0,00	402 759,90
SOLDE (2)		-191 618,25	-5 308 029,79	0,00	0,00	-5 499 648,04

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	5 913,60	185 704,65	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00	5 913,60	153 650,80	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	17 938,48	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	17 938,48	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
000-210000096-20230404-2023-33-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	12 598,63	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	10 200,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	2 398,63	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	5 913,60	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	5 913,60	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	123 113,69	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagement de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	123 113,69	0,00	0,00
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
929	EQUIPEMENTS ET LOCAUX ASSOCIATIFS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541103	PERIL, 174 AVENUE PIERRE SEMARD 4 CH DES CAPUCINS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541104	PERIL 37 BOULEVARD DU JEU DE BALLON	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000-210000086-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
4541109	PERIL 32 RUE TRACASTEL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541110	PERIL 11 RUE DE L'ORATOIRE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541113	PERIL, 8 RUE DES SOEURS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541114	PERIL 2, TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541116	PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541120	PERIL, 1 PLACE DE LA ROQUE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541123	TRAVAUX COMPTE DE TIERS -19 RUE MOUGINS ROQUEFORT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454145	PERIL, 3 RUE DE LA FONTETTE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454199	PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	32 053,85	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1346	Participat° voirie et réseaux non transf	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
000-210000096-20230404-2023-33-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	Emprunts et dettes assimilées							
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2764	Créances sur personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4542103	PERIL, 174 AVENUE PIERRE SEMARD 4 CH DES CAPUCINS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4542104	PERIL, 37 BOULEVARD DU JEU DE BALLON	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4542109	PERIL 32 RUE TRACASTEL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4542110	PERIL 11 RUE DE L'ORATOIRE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4542113	PERIL, 8 RUE DES SOEURS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4542114	PERIL 2 TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4542116	PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4542120	PERIL, 1 PLACE DE LA ROQUE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4542123	TRAVAUX COMPTE DE TIERS -19 RUE MOUGINS ROQUEFORT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454245	PERIL, 3 RUE DE LA FONTETTE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454299	PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
000-210000096-20230404-2023-33-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						815	816
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	Transports urbains		
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	-5 913,60	-185 704,65	0,00	0,00	

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		0,00	26 337,51	1 288 926,72	85 584,68	5 598 711,47	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	25 312,33	1 029 972,97	63 492,58	4 471 055,72	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	28 489,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	28 489,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	5 285,58	0,00	26 098,26	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	26 098,26	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	5 285,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	36 330,00	0,00	11 580,58	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	16 086,00	0,00	11 580,58	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	1 188,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	19 056,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	759 880,14	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	759 880,14	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	126 140,84	43 862,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	96 011,29	35 732,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	24 224,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	2 302,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	3 602,65	8 130,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	25 312,33	833 726,78	19 630,47	29 072,15	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	6 010,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	757,15	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000-210000000-20230404-2023-33-DE
 Sous-fonction 82
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain				
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	25 312,33	833 726,78	13 620,11	0,00	0,00	0,00	0,00	
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	28 315,00	0,00	0,00	0,00	
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	3 458 843,34	0,00	0,00	0,00	
929	EQUIPEMENTS ET LOCAUX ASSOCIATIFS	0,00	0,00	0,00	0,00	3 458 843,34	0,00	0,00	0,00	
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	185 581,25	0,00	0,00	0,00	
4541103	PERIL, 174 AVENUE PIERRE SEMARD 4 CH DES CAPUCINS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
4541104	PERIL 37 BOULEVARD DU JEU DE BALLON	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
4541109	PERIL 32 RUE TRACASTEL	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00	0,00	0,00	0,00	
4541110	PERIL 11 RUE DE L'ORATOIRE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
4541113	PERIL, 8 RUE DES SOEURS	0,00	0,00	0,00	0,00	105 417,00	0,00	0,00	0,00	
4541114	PERIL 2, TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
4541116	PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE	0,00	0,00	0,00	0,00	1 135,73	0,00	0,00	0,00	
4541120	PERIL, 1 PLACE DE LA ROQUE	0,00	0,00	0,00	0,00	11 616,00	0,00	0,00	0,00	
4541123	TRAVAUX COMPTE DE TIERS -19 RUE MOUGINS ROQUEFORT	0,00	0,00	0,00	0,00	26 984,40	0,00	0,00	0,00	
454145	PERIL, 3 RUE DE LA FONTETTE	0,00	0,00	0,00	0,00	34 581,00	0,00	0,00	0,00	
454199	PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE	0,00	0,00	0,00	0,00	4 047,12	0,00	0,00	0,00	
Restes à réaliser au 31/12		0,00	1 025,18	258 953,75	22 092,10	1 127 655,75	0,00	0,00	0,00	
RECETTES (2)		0,00	0,00	289 422,89	45 977,56	1 356 130,14	0,00	0,00	0,00	
Réalisations		0,00	0,00	289 422,89	45 977,56	953 370,24	0,00	0,00	0,00	
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	5 285,58	0,00	26 098,26	0,00	0,00	0,00	
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	5 285,58	0,00	26 098,26	0,00	0,00	0,00	
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	284 137,31	45 977,56	737 267,73	0,00	0,00	0,00	
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	7 411,92	0,00	0,00	0,00	
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	132 672,71	45 977,56	0,00	0,00	0,00	0,00	
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	208 143,00	0,00	0,00	0,00	
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	521 712,81	0,00	0,00	0,00	

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
000-210000096-20230404-2023-33-DE
Sous-préfecture de Grasse
Date de réception préfecture : 05/04/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain				
1346	Participat° voirie et réseaux non transf	0,00	0,00	151 464,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	4 423,00	0,00	0,00	0,00	
2764	Créances sur personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	4 423,00	0,00	0,00	0,00	
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	185 581,25	0,00	0,00	0,00	
4542103	PERIL, 174 AVENUE PIERRE SEMARD 4 CH DES CAPUCINS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
4542104	PERIL, 37 BOULEVARD DU JEU DE BALLON	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
4542109	PERIL 32 RUE TRACASTEL	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00	0,00	0,00	0,00	
4542110	PERIL 11 RUE DE L'ORATOIRE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
4542113	PERIL, 8 RUE DES SOEURS	0,00	0,00	0,00	0,00	105 417,00	0,00	0,00	0,00	
4542114	PERIL 2 TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
4542116	PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE	0,00	0,00	0,00	0,00	1 135,73	0,00	0,00	0,00	
4542120	PERIL, 1 PLACE DE LA ROQUE	0,00	0,00	0,00	0,00	11 616,00	0,00	0,00	0,00	
4542123	TRAVAUX COMPTE DE TIERS -19 RUE MOUGINS ROQUEFORT	0,00	0,00	0,00	0,00	26 984,40	0,00	0,00	0,00	
454245	PERIL, 3 RUE DE LA FONTETTE	0,00	0,00	0,00	0,00	34 581,00	0,00	0,00	0,00	
454299	PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE	0,00	0,00	0,00	0,00	4 047,12	0,00	0,00	0,00	
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	402 759,90	0,00	0,00	0,00	
SOLDE (2)		0,00	-26 337,51	-999 503,83	-39 607,12	-4 242 581,33	0,00	0,00	0,00	

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foire et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	334 194,00	0,00	0,00	0,00	334 194,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	325 500,00	0,00	0,00	0,00	325 500,00
001	Solde d'exécution sect* d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	325 500,00	0,00	0,00	0,00	325 500,00
266	Autres formes de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	325 500,00	0,00	0,00	0,00	325 500,00
27		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	Autres immobilisations financières									
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	8 694,00	0,00	0,00	0,00	8 694,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect* d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	-334 194,00	0,00	0,00	0,00	-334 194,00

Accusé de réception en préfecture
000210000056-20230404-2023-33-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne 01-Non ventilables) et des reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230404-2023-33-DE
Budget principal 2022 - 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

Accusé de réception en préfecture
 006-210600698-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

A2.1

A2.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
00603212387/ 43652780424 (LTCA)	08/11/2021	3 000 000,00	5 500 000,00	2 953,36	5 500 000,00	0,00
9622831023 (LTCE2022)	15/12/2022	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
-334	30/06/2005	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16543 (REVO-SG-16543)	26/07/2006	3 750 000,00	0,00	4 109,33	83 333,33	1 000 000,00
17666 (330)	10/12/2008	1 750 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		9 500 000,00	5 500 000,00	7 062,69	5 583 333,33	1 000 000,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615 sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6611 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					155 722 716,84									
1641 Emprunts en euros (total)					143 222 716,84									
0 032 483 T (000336)	CREDIT FONCIER	19/11/2014		22/03/2015	3 000 000,00	F	FIXE	0,000	0,000		T	C	O	-
00601260322 (000337)	CREDIT AGRICOLE	21/10/2016		24/12/2017	2 900 000,00	F	FIXE	0,700	0,700		A	C	O	A-1
00601274793 (000340)	CREDIT AGRICOLE	02/01/2017		07/04/2017	155 000,00	F	FIXE	0,640	0,642		T	P	O	A-1
00601696685 (000341)	CREDIT AGRICOLE	30/05/2018		04/09/2018	1 246 235,38	V	EURIBOR03M	0,279	0,826		T	C	O	A-1
00601847256 (000338)	CREDIT AGRICOLE	15/10/2018		22/01/2019	1 500 000,00	V	MOYEURIBOR03M	0,350	1,635		T	P	O	A-1
00602059443 (000346)	CREDIT AGRICOLE	10/05/2019		06/05/2022	8 500 000,00	V	MOYEURIBOR03M	0,350	0,225		X	F	N	A-1
00602603272 (000349)	CREDIT AGRICOLE	16/07/2020		31/10/2020	1 376 318,00	V	EURIBOR03M	0,356	2,050		T	C	O	A-1
00602603288 (000350)	CREDIT AGRICOLE	16/07/2020		30/11/2020	224 170,31	F	FIXE	0,450	0,522		T	P	O	A-1
00602823767 (000352)	CREDIT AGRICOLE	25/01/2021		20/02/2022	2 500 000,00	F	FIXE	0,730	0,740		A	P	O	A-1
00603631322 (000359)	CREDIT AGRICOLE	06/10/2022		17/01/2023	3 000 000,00	F	FIXE	2,780	2,824		T	P	O	A-1
0921/101/001 (000332)	SG	04/09/2013		10/04/2014	5 000 000,00	F	FIXE	4,100	4,225		T	C	O	A-1
1036188 (000321)	CDC	30/07/2004		01/08/2006	1 311 433,19	V	LIVRETA	4,950	2,881		A	P	O	A-1
1107/102/001 (000335)	SG	14/10/2014		15/01/2015	3 000 000,00	F	FIXE	2,630	2,694		T	C	O	A-1
17666/005/001 (330)	SG	10/12/2008		10/03/2013	3 750 000,00	F	FIXE	3,950	3,800		T	C	O	A-1
187673 (000334)	CREDIT AGRICOLE	30/06/2005		31/12/2008	4 250 000,00	F	FIXE	4,690	4,844		T	C	N	A-1
2002-141 (003052)	CE	15/10/2002		25/02/2006	5 134 552,00	F	FIXE	3,510	3,557		T	P	O	A-1
2002141 (000305)	CE	25/12/2002		25/03/2003	4 000 000,00	V	EURIBOR03M	2,568	1,960		T	P	O	A-1
2005.028 (000318)	CREDIT FONCIER	24/03/2005		25/12/2005	3 500 000,00	C	TAUX STRUCTURES	4,750	4,055		A	P	O	B-4
2301/104/001 (000344)	SG	22/05/2019		23/07/2021	5 000 000,00	V	EURIBOR03M	0,620	2,341		T	C	O	A-1
2302/103/001 (000345)	SG	22/05/2019		15/10/2019	1 394 113,33	V	EURIBOR03M	0,720	2,092		T	C	O	A-1
5161567 (000339)	CDC	17/11/2016		01/03/2018	5 000 000,00	F	FIXE	0,980	0,988		T	P	O	A-1
5197649 (000342)	CDC	20/06/2018		01/10/2019	2 000 000,00	F	FIXE	1,580	1,588		T	P	O	A-1
5378108 (000351)	CDC	24/07/2020		01/02/2021	2 000 000,00	F	FIXE	0,560	0,565		T	P	O	A-1
A1013698 (000333)	CE	28/10/2013		25/03/2014	4 000 000,00	F	FIXE	4,000	4,062		T	P	O	A-1
A1018G49 (000343)	CE	21/11/2018		25/11/2020	3 000 000,00	V	LIVRETA	0,800	2,177		A	C	O	A-1
A1021026 (000354)	CE	23/03/2021		25/06/2023	908 113,03	F	FIXE	0,290	0,290		X	F	O	A-1
DD19700854 (000356)	ARKEA	08/04/2022		30/07/2022	2 900 000,00	V	EURIBOR03M	0,710	3,574		T	C	O	A-1

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000-210000096-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat											Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise					
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel						
Financement Intracting (000358)	CDC	16/11/2021		07/06/2023	766 317,00	F	FIXE	0,250	0,250		A	P	O	A-1	
MIN265959EUR (000326)	RIVAGE INVESTMENT	27/07/2009		01/10/2011	5 000 000,00	V	EURIBOR03M	0,991	1,253		T	P	O	A-1	
MIN982649EUR (000325)	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	07/04/2005		01/03/2008	7 000 000,00	C	TAUX STRUCTURES	5,194	0,805		A	P	O	D-3	
MIS504311EUR/001 (000322-1)	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	27/07/2015		01/08/2016	7 154 758,70	F	FIXE	3,350	3,399		A	P	O	A-1	
MIS504311EUR/002 (000322-2)	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	27/07/2015		01/08/2016	16 400 000,00	F	FIXE	3,350	3,399		A	P	O	A-1	
MIS504311EUR/003 (000322-3)	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	27/07/2015		01/08/2016	6 000 000,00	F	FIXE	3,350	3,399		A	P	O	A-1	
MON211834EUR (000308)	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	19/06/2003		01/06/2004	4 132 762,51	C	TAUX STRUCTURES	1,000	3,589		A	P	O	B-1	
MON242512EUR (000324)	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	17/10/2006		01/03/2007	4 000 000,00	F	FIXE	3,910	4,026		T	P	O	A-1	
MON531798EUR (000347)	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	22/05/2019		01/05/2020	2 000 000,00	F	FIXE	1,460	1,500		T	C	O	A-1	
MON533669EUR (000348)	LA BANQUE POSTALE	08/07/2020		01/11/2020	3 178 378,44	F	FIXE	0,740	0,742		T	P	O	A-1	
MON537770EUR (000353)	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	12/03/2021		01/07/2021	4 540 564,95	F	FIXE	0,540	0,549		T	C	O	A-1	
MON541032EUR (000357)	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	15/04/2022		01/09/2022	2 500 000,00	F	FIXE	1,700	1,742		T	C	O	A-1	
1643 Emprunts en devises (total)					0,00										
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					12 500 000,00										
16543/004/002 (16453-T002)	SG	26/07/2006		31/12/2011	10 000 000,00	F	FIXE	4,250	5,238		A	C	O	A-1	
16543/004/003 (16543-EONIA)	SG	26/07/2006		31/07/2026	2 500 000,00	V	EONIA	3,128	1,596		X	F	O	A-1	
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00										
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00										
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00										
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00										
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00										

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
006-210000096-20230404-2023-33-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat											Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)	
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise						
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel							
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00											
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00											
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00											
1681 Autres emprunts (total)					0,00											
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00											
1687 Autres dettes (total)					0,00											
Total général					155 722 716,84											

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		5 678 043,47		82 774 430,41					14 011 719,85	1 876 173,46	61 463,19	638 339,99
1641 Emprunts en euros (total)		5 678 043,47		79 774 430,41					13 261 719,85	1 743 638,20	61 463,19	638 019,60
	O	0,00	A-1	0,00	0,00		TAUX STRUCTURES	2,960	0,00	0,00	0,00	0,00
0 032 483 T (000336)	N	0,00	A-1	1 800 000,00	11,98	F	FIXE	2,600	150 000,00	49 237,50	0,00	1 300,00
00601260322 (000337)	N	0,00	A-1	1 160 000,00	3,98	F	FIXE	0,700	290 000,00	10 150,00	0,00	177,97
00601274793 (000340)	N	0,00	A-1	6 577,80	0,02	F	FIXE	0,640	26 206,16	147,00	0,00	9,83
00601696685 (000341)	N	0,00	A-1	872 364,76	10,43	V	EURIBOR03M	0,404	83 082,36	3 631,22	0,00	1 745,80
00601847256 (000338)	N	0,00	A-1	1 208 337,10	15,81	V	MOYEURIBOR03M	0,350	73 298,81	4 389,59	0,00	3 151,92
00602059443 (000346)	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	MOYEURIBOR03M	0,040	5 800 000,00	1 292,36	0,00	0,00
00602603272 (000349)	N	0,00	A-1	1 221 482,22	17,58	V	EURIBOR03M	0,573	68 815,90	7 185,81	0,00	5 155,12
00602603288 (000350)	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	FIXE	0,450	99 911,35	281,16	0,00	0,00
00602823767 (000352)	N	0,00	A-1	2 383 448,15	18,14	F	FIXE	0,730	116 551,85	18 250,00	0,00	15 015,72
00603631322 (000359)	N	0,00	A-1	3 000 000,00	14,80	F	FIXE	2,780	0,00	0,00	0,00	17 223,91
0921/101/001 (000332)	N	0,00	A-1	2 083 333,10	6,03	F	FIXE	4,100	333 333,36	95 258,55	0,00	19 693,28
1036188 (000321)	N	0,00	A-1	231 910,60	2,59	V	LIVRETA	0,950	75 853,18	2 923,75	0,00	2 381,69
1107/102/001 (000335)	N	0,00	A-1	1 800 000,00	11,79	F	FIXE	2,630	150 000,00	50 496,00	0,00	10 257,00
17666/005/001 (330)	N	0,00	A-1	1 461 864,48	5,69	F	FIXE	3,950	254 237,28	64 898,83	0,00	3 528,78
187673 (000334)	N	0,00	A-1	739 131,00	3,00	F	FIXE	4,690	246 376,00	42 440,82	0,00	96,29
2002-141 (003052)	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	FIXE	3,510	393 664,09	8 090,43	0,00	0,00
2002141 (000305)	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	EURIBOR03M	0,290	263 959,17	195,74	0,00	0,00
2005.028 (000318)	O	522 213,60	F-6	522 213,56	1,99	C	TAUX STRUCTURES	2,000	242 607,98	29 001,61	13 492,73	387,99
2301/104/001 (000344)	N	0,00	A-1	4 625 000,00	18,31	V	EURIBOR03M	0,656	250 000,00	31 791,92	0,00	19 083,26
2302/103/001 (000345)	N	0,00	A-1	1 167 569,87	16,54	V	EURIBOR03M	0,720	69 705,68	8 841,12	0,00	5 307,38
5161567 (000339)	N	0,00	A-1	3 413 910,28	9,92	F	FIXE	0,980	323 435,12	35 310,28	0,00	2 870,43
5197649 (000342)	N	0,00	A-1	1 605 660,10	11,50	F	FIXE	1,580	123 482,11	26 435,09	0,00	6 305,12
5378108 (000351)	N	0,00	A-1	1 809 901,28	17,84	F	FIXE	0,560	95 314,75	10 447,37	0,00	1 676,55
A1013698 (000333)	N	0,00	A-1	1 890 189,71	5,99	F	FIXE	4,000	273 433,72	82 477,44	0,00	1 470,15

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
000 210000000 20230401 2023 33 DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
A1018G49 (000343)	N	0,00	A-1	2 550 000,00	16,90	V	LIVRETA	0,800	150 000,00	21 900,00	0,00	6 027,92
A1021026 (000354)	N	0,00	A-1	908 113,03	0,49	F	FIXE	0,290	0,00	2 633,52	0,00	51,21
DD19700854 (000356)	N	0,00	A-1	2 827 500,00	19,33	V	EURIBOR03M	0,787	72 500,00	12 155,88	0,00	11 633,04
Financement Intracting (000358)	N	0,00	A-1	766 317,00	12,44	F	FIXE	0,250	0,00	0,00	0,00	1 086,45
MIN265959EUR (000326)	N	0,00	A-1	3 073 233,08	13,50	V	EURIBOR03M	0,157	190 480,18	5 044,32	0,00	13 822,72
MIN982649EUR (000325)	O	2 431 858,70	B-1	2 431 858,70	4,17	V	TAUX STRUCTURES	3,480	419 147,80	113 514,01	0,00	78 094,28
MIS504311EUR/001 (000322-1)	N	0,00	A-1	5 393 003,84	12,59	F	FIXE	3,350	289 967,77	193 023,71	0,00	76 782,89
MIS504311EUR/002 (000322-2)	N	0,00	A-1	12 361 739,44	12,59	F	FIXE	3,350	664 658,53	442 445,23	0,00	176 000,26
MIS504311EUR/003 (000322-3)	N	0,00	A-1	4 522 587,55	12,59	F	FIXE	3,350	243 167,77	161 870,20	0,00	64 390,34
MON211834EUR (000308)	O	315 832,13	D-4	315 832,13	0,42	C	TAUX STRUCTURES	1,620	300 792,32	24 257,32	14 129,26	11 873,97
MON242512EUR (000324)	N	0,00	A-1	1 066 135,18	3,92	F	FIXE	3,910	241 598,89	48 270,35	0,00	3 589,62
MON531798EUR (000347)	N	0,00	A-1	1 725 000,00	17,09	F	FIXE	1,460	100 000,00	26 458,44	0,00	4 267,46
MON533669EUR (000348)	O	2 408 139,04	A-1	2 408 139,04	5,59	F	TAUX STRUCTURES	2,960	352 979,36	61 032,98	33 841,20	64 494,30
MON537770EUR (000353)	N	0,00	A-1	3 984 577,41	10,50	F	FIXE	0,540	370 658,36	23 083,21	0,00	5 498,72
MON541032EUR (000357)	N	0,00	A-1	2 437 500,00	19,42	F	FIXE	1,700	62 500,00	24 775,44	0,00	3 568,23
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		3 000 000,00					750 000,00	132 535,26	0,00	320,39
16543/004/002 (16453-T002)	N	0,00	A-1	2 000 000,00	3,00	F	FIXE	4,750	666 666,67	128 425,93	0,00	263,89
16543/004/003 (16543-EONIA)	N	0,00	A-1	1 000 000,00	3,58	V	ESTERAJUSTE	0,587	83 333,33	4 109,33	0,00	56,50
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Accusé de réception en préfecture
 000 2 100 00000 20230401 2023 33 DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		5 678 043,47		82 774 430,41					14 011 719,85	1 876 173,46	61 463,19	638 339,99

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
MIN982649EUR (000325)	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	2 431 858,70 4 568 141,30	2 431 858,70 0,00	1	20,00		EURIBOR12M+0,05	EURIBOR12M+0,05	0,00	EURIBOR12M+0,95	3,480	113 514,01	0,00	2,94
TOTAL (B)		7 000 000,00	2 431 858,70						0,00			113 514,01	0,00	2,94
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
MON211834EUR (000308)	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	315 832,13 3 816 930,38	315 832,13 0,00	4	20,00		3,88	EURIBOR12M	242 559,88	2*(LIBORCHF12M)	1,620	24 257,32	14 129,26	0,38
TOTAL (D)		4 132 762,51	315 832,13						242 559,88			24 257,32	14 129,26	0,38
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
2005.028 (000318)	CREDIT FONCIER	522 213,60 2 977 786,40	522 213,60 -0,04	6	20,00		3,74	LIBORUSD12M	296 248,77	2+(EUROUSD-EUROCHF)*100-10.65	2,000	29 001,61	13 492,73	0,63
TOTAL (F)		3 500 000,00	522 213,56						296 248,77			29 001,61	13 492,73	0,63

Accusé de réception en préfecture
 000-210000000-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 03/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
TOTAL GENERAL		14 632 762,51	3 269 904,39						538 808,65		166 772,94	27 621,99	3,95	

- (1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.
- (2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.
- (3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.
- (4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.
- (5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
- (6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
- (7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.
- (8) Montant, index ou formule.
- (9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.
- (10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.
- (11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

IV
A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	39	0	0	0	0	
	% de l'encours	96,04	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	79 504 526,02	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	2,94	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	2 431 858,70	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	1	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,38	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	315 832,13	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						1
	% de l'encours						0,63
	Montant en euros						522 213,56

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV
A2.5

A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		5 678 043,43					5 678 043,47				0,00	0,00	0,00
292242M / ST189/04 (SWAP308)	MON211834EUR (000308)	315 832,13	01/06/2023	NATIXIS	SWAP	Taux	315 832,13	01/07/2003	01/06/2023	A	0,00	0,00	0,00
311269PL (SWAP318)	2005.028 (000318)	522 213,56	25/12/2024	FMS Wertmanagement	SWAP	Taux	522 213,60	25/12/2006	25/12/2024	A	0,00	0,00	0,00
685193M / ST10/06 (SWAP309)	MON533669EUR (000348)	2 408 139,04	01/08/2028	NATIXIS	SWAP	Taux	2 408 139,04	01/02/2005	01/08/2028	T	0,00	0,00	0,00
685193M / ST10/06 (SWAP309)	???	0,00		NATIXIS	SWAP	Taux	0,00	01/02/2005	01/08/2028	T	0,00	0,00	0,00
EXO-2768366-12770360 (SWAP325)	MIN982649EUR (000325)	2 431 858,70	01/03/2027	SG	SWAP	Taux	2 431 858,70	01/03/2009	02/03/2026	A	0,00	0,00	0,00
Total		5 678 043,43					5 678 043,47				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un swap, d'une option (cap, floor, tunnel, swaption).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A2.5

A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Effet de l'instrument de couverture							
		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						2 552 759,95	2 722 649,62		
292242M / ST189/04 (SWAP308)	MON211834EUR (000308)	TAUX STRUCTURES	1,620	TAUX STRUCTURES	3,880	96 347,58	757 939,06	B-1	D-4
311269PL (SWAP318)	2005.028 (000318)	TAUX STRUCTURES	2,000	TAUX STRUCTURES	3,740	33 567,08	546 397,46	B-4	F-6
685193M / ST10/06 (SWAP309)	MON533669EUR (000348)	TAUX STRUCTURES	11,090	FIXE	4,680	170 119,60	1 418 313,10	A-1	A-1
685193M / ST10/06 (SWAP309)	???	TAUX STRUCTURES	11,090	FIXE	4,680	0,00	0,00	F-6	A-1
EXO-2768366-12770360 (SWAP325)	MIN982649EUR (000325)	TAUX STRUCTURES	3,480	TAUX STRUCTURES	-0,450	2 252 725,69	0,00	A-1	B-1
Total						2 552 759,95	2 722 649,62		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT

A2.6

A2.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinancement	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					2 500 000,00	2 500 000,00						0,00	1 292,36	5 800 000,00	0,00	
00602059443 (000346)	2019	F	06/05/2022	CREDIT AGRICOLE	2 500 000,00	2 500 000,00	0,00	X	V	MOYEURIBOR03M	0,040	A	0,00	1 292,36	5 800 000,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					2 437 500,00	0,00							24 775,44	62 500,00	3 568,23	
MON541032EUR (000357)	2022	C	06/05/2022	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	2 437 500,00	0,00	19,42	T	F	FIXE	1,700			24 775,44	62 500,00	3 568,23

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230404-2023-33-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L’ANNEE N

IV
A2.7

A2.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L’ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
				Contrat initial	Contrat renégocié	Contrat initial			Contrat renégocié			Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
						Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.								
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.

- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ANNEXES	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20230404-2023-13-DE Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023	IV
ELEMENTS DU BILAN		
METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS		A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 500.00 €			2016-06-28
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	FRAIS ETUDE, ELAB ET REVISION DOCS URBANISME	5	28/06/2016
L	FRAIS D'ETUDES	5	28/06/2016
L	FRAIS D'INSERTION	5	28/06/2016
L	Sub equipment à un tier droit public bat et instal	15	28/06/2016
L	Subv equipement aux personnes de droit privé	5	28/06/2016
L	Subvention personne privé- batiments- installation	30	28/06/2016
L	CONCESSIONS ET DROITS ASSIMILES	3	28/06/2016
L	2132 1 ans	1	28/06/2016
L	2132 10 ans	10	28/06/2016
L	Immeubles de rapport 60 ANS	60	28/06/2016
L	INSTAL GENERALES AMENAGEMENT DES CONSTRUCTIONS	10	28/06/2016
L	2135 1 ans	1	28/06/2016
L	AUTRES CONSTRUCTIONS	0	28/06/2016
L	INSTALLATION DE VOIRIE	10	28/06/2016
L	MATERIEL ROULANT VOITURES ET MOTOS	8	28/06/2016
L	autre matériel et outillage incendie défense civil	10	28/06/2016
L	Autre matériel outillage défense civile 1 AN	1	28/06/2016
L	Matériel roulant de voirie	8	28/06/2016
L	autre matériel et outillage de voirie	10	28/06/2016
L	Autre matériel et outillage de voirie 1 AN	1	28/06/2016
L	autres installations,matériel,outillage techniques	10	28/06/2016
L	Autres installation, matériel et outill 1 AN	1	28/06/2016
L	2158 Autres installation, matériel et outill 10 ANS	10	28/06/2016
L	Autres installation, matériel et outill 15 ANS	15	28/06/2016
L	Autres installation, matériel et outill 5 ANS	5	28/06/2016
L	matériel de transport - brouette	8	28/06/2016
L	matériel de transport - Camion et vehicule indust	8	28/06/2016
L	matériel de transport - scooter	8	28/06/2016
L	matériel de transport - véhicules	8	28/06/2016
L	matériel de transport - Vélo	8	28/06/2016
L	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE	5	28/06/2016
L	MOBILIER	10	28/06/2016
L	autres immobilisations corporels - autres equipemt	10	28/06/2016
L	autres immobilisations corporels - coffre-fort	20	28/06/2016
L	autres immobilisations corporels - equip garages	10	28/06/2016
L	autres immobilisations corporels - electromenager	5	28/06/2016
L	autres immobilisations corporels - equip sportifs	10	28/06/2016
L	autres immobilisations corporels - instru musique	5	28/06/2016
L	Autres terrains	0	28/06/2016
L	Autres équipements	10	28/06/2016
L	Autres équipements sans seuil	10	28/06/2016
L	Autres immobilisations incorporelles	10	28/06/2016
L	Brouette	8	28/06/2016
L	Camions et véhicules industriels	8	28/06/2016
L	Coffre-fort	20	28/06/2016
L	Concessions et droits similaires	3	28/06/2016

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

L	Révision de documents d'urbanisme	5	Accusé de réception en préfecture 28/06/2016 006-210600698-20230404-2023-33-DE Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023
L	Electroménager	5	28/06/2016
L	Frais d'études 2031 - 5 ans	5	28/06/2016
L	Equipements de garages et ateliers	10	28/06/2016
L	Installations générales, agenc, amen	10	28/06/2016
L	Frais d'annonce et d'insertions 2033- 5 ans	5	28/06/2016
L	Installations de voirie	10	28/06/2016
L	Logiciels	3	28/06/2016
L	Autres installation, matériel et outillage techniq	10	28/06/2016
L	Matériel roulant	8	28/06/2016
L	Autre matériel et outillage de voirie	10	28/06/2016
L	Autre matériel sans seuil	10	28/06/2016
L	Matériel de bureau et matériel inform.	5	28/06/2016
L	Matériels de bureau et info sans seuil	5	28/06/2016
L	Mobilier	10	28/06/2016
L	Mobilier sans seuil	10	28/06/2016
L	Matériel roulant	8	28/06/2016
L	Instruments de musique	5	28/06/2016
L	Sub Autre Org Public Bât Install	15	28/06/2016
L	Sub en nature bâtiments et installations	30	28/06/2016
L	Sub en nature bien mobilier matériel études	5	28/06/2016
L	Subvention au CCAS biens mobiliers	5	28/06/2016
L	Scooter	8	28/06/2016
L	Autre matériel outillage défense civile	10	28/06/2016
L	Subvention étab. publics locaux	5	28/06/2016
L	Subvention équipement SPIC rattaché	15	28/06/2016
L	Equipements sportifs	10	28/06/2016
L	Subventions autres organismes	15	28/06/2016
L	Sub Bât Install Personne Droit Privé	5	28/06/2016
L	Subvention Département bâtiment	15	28/06/2016
L	Subvention dép infra intérêt national	15	28/06/2016
L	Subvention équip bien mobilier pers droit privé	5	28/06/2016
L	Sub groupé collectif infra int national	5	28/06/2016
L	Subvention région bâtiment/installation	15	28/06/2016
L	Subvention caisse écoles biens immobiliers	5	28/06/2016
L	Subvention caisse écoles bien mobiliers	5	28/06/2016
L	Sub équip en nature personne droit privé	5	28/06/2016
L	Sub équip en nature bât pers droit privé	30	28/06/2016
L	Subventions à caract. indus. et commerc.	5	28/06/2016
L	Bicyclette	8	28/06/2016
L	Voitures	8	28/06/2016

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230404-2023-13-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS	A4

A4 – ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	74 047,68		608 513,87	682 561,55	13 899,29	668 662,26
Risque irrécouvrabilité tiers	0,00	29/03/2016	51 141,26	51 141,26	0,00	51 141,26
Provision pour risque d'irrecouvrabilité de tiers	0,00	26/06/2018	88 934,52	88 934,52	0,00	88 934,52
Provision pour risques de taux et de change au titre des emprunts complexes	74 047,68	07/12/2021	468 438,09	542 485,77	13 899,29	528 586,48
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	74 047,68		608 513,87	682 561,55	13 899,29	668 662,26

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

IV – ANNEXES ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20230404-2023-13-DE Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023	IV
		A5

A5 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20230404-2023-33-DE Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023	IV
ELEMENTS DU BILAN		
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES		A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		11 060 463,00	I 8 833 008,13
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		10 848 317,00	8 611 719,85
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	10 763 317,00	8 528 386,52
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	85 000,00	83 333,33
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		212 146,00	221 288,28
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
10226	Taxe d'aménagement	24 146,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	163 000,00	162 745,13
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	25 000,00	58 543,15
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	8 833 008,13	4 799 632,06	5 343 854,07	18 976 494,26

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20230404-2023-33-DE Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023	IV
ELEMENTS DU BILAN		
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES		A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		13 361 616,68	III 6 473 196,44
Ressources propres externes de l'année (a)		3 350 562,00	3 203 936,21
10222	FCTVA	2 355 562,00	2 301 657,22
10223	TLE	0,00	5 645,00
10226	Taxe d'aménagement	600 000,00	450 280,23
10228	Autres fonds	135 000,00	152 441,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	25 000,00
276351	Créance GFP de rattachement	260 000,00	264 489,76
2764	Créances sur personnes de droit privé	0,00	4 423,00
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		10 011 054,68	3 269 260,23
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
2802	Frais liés à la réalisation des document	60 000,00	16 228,51
28031	Frais d'études	80 000,00	56 793,00
28033	Frais d'insertion	0,00	716,30
2804122	Subv.Régions : Bâtiments, installations	0,00	12 965,35
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	120 000,00	53 672,00
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	0,00	11 204,00
28041641	IC : Bien mobilier, matériel	50 000,00	11 995,00
28041642	IC : Bâtiments, installations	40 000,00	4 666,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	300 000,00	133 665,60
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	0,00	66,00
2804422	Sub nat privé - Bâtiments et installat°	60 000,00	28 000,00
28051	Concessions et droits similaires	300 000,00	90 888,40
28088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	2 459,00
28132	Immeubles de rapport	0,00	18 279,98
28135	Installations générales, agencements, ..	20 000,00	84 781,16
28152	Installations de voirie	250 000,00	123 836,97
281568	Autres matériels, outillages incendie	15 000,00	22 124,25
281571	Matériel roulant	5 000,00	5 928,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	250 000,00	125 080,84
28158	Autres installat°, matériel et outillage	200 000,00	743 100,21
28182	Matériel de transport	350 000,00	181 112,50
28183	Matériel de bureau et informatique	350 000,00	206 458,04
28184	Mobilier	350 000,00	222 196,02
28188	Autres immo. corporelles	350 000,00	231 485,06
29...	Prov. pour dépréciat° immobilisations		
39...	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
4817	Pénalités de renégociation de la dette	850 000,00	855 125,00
4818	Charges à étaler	30 000,00	26 433,04
49...	Prov. dépréc. comptes de tiers		
59...	Prov. dépréc. comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	265 000,00	0,00

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-2023042023-38-DE Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023	Réalisations
021	Virement de la sect° de fonctionnement	5 716 054,68		0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	6 473 196,44	5 541 362,08	0,00	5 653 780,44	17 668 338,96

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 18 976 494,26
Ressources propres disponibles	IV 17 668 338,96
Solde	V = IV - II (3) -1 308 155,30

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Service 01 LOCATION DE SALLES (1)**A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	64 405,06
70328	AUTRES DROITS STATIONN. ET LOCATION	9 008,12
70328	AUTRES DROITS STATIONN. ET LOCATION	922,50
7062	REDEV.DROIT SERV.CARACTERE CULTUREL	6 906,00
7062	DROITS DE REPRODUCTION	67,00
70688	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	0,00
70688	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	36 787,00
70873	PAR LES CCAS	758,64
70876	PAR LE GFP DE RATTACHEMENT	3 110,80
70878	PAR D'AUTRES REDEVABLES	25,00
7088	INSERTIONS KIOSQUE	6 820,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	312 555,15
752	LOYERS	195 613,06
752	REVENUS DES IMMEUBLES	16 283,75
752	REVENUS DES IMMEUBLES	658,34
757	REDEVANCES VERSES PAR FERMIERS ET CONCES	100 000,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		376 960,21
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		376 960,21

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20230404-2023-33-DE Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023	IV
ELEMENTS DU BILAN		
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT		A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Service 02 CINEMA (1)**A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		35 692,03
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0,00</i>
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	<i>0,00</i>
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		35 692,03

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	41 861,31
7062	REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES A CARAC. CULTURE	41 861,31
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	12 002,49
7478	AUTRES ORGANISMES	12 002,49
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		53 863,80
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0,00</i>
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	<i>0,00</i>
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		53 863,80

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Service 01 LOCATION DE SALLES(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20230404-2023-33-DE Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023	IV
ELEMENTS DU BILAN		
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT		A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Service 02 CINEMA(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	817,50
2158	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECH.	512,00
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	305,50
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		817,50
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		9 487,10
TOTAL GENERAL		10 304,60

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

Accusé de réception en préfecture
 006-210600698-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.4.1

A7.4.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	Libellé (1)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		11 239,41
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0,00</i>
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	<i>0,00</i>
Total des dépenses d'ordre		<i>0,00</i>
TOTAL GENERAL		11 239,41

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20230404-2023-33-DE Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023	IV
ELEMENTS DU BILAN		
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT		A7.4.2

A7.4.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	Libellé (1)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	
	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	
	Total des dépenses réelles	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0,00</i>
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	<i>0,00</i>
	Total des dépenses d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

Accusé de réception en préfecture
 006-210600698-20230404-2023-33-E
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A8

A8 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				264 330,38	158 598,24	26 433,04	79 299,10
2022	Admission en non valeur cité Sainte Thérèse	10	19/09/2017	264 330,38	158 598,24	26 433,04	79 299,10

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				16 681 000,00	5 845 375,00	855 125,00	9 980 500,00
2022	Amortissement indemnité capitalisée Refinancement SFIL	20	08/12/2015	16 400 000,00	5 740 000,00	820 000,00	9 840 000,00
2022	Etalement charge Indemnité Compensatoire Derogatoire renegociation DEXIA	8	07/07/2020	281 000,00	105 375,00	35 125,00	140 500,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A9

A9 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 01		Intitulé de l'opération : PERIL 16 PLACE AUX AIRES PERIL 16, PLACE AUX AIRES				Date de la délibération :	
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations	Restes à réaliser	Op. à annuler		
DEPENSES (a)	0,00	141 400,00	0,00	0,00	141 400,00	0,00	
454 PERIL 16 PLACE AUX AIRES (2)	0,00	41 400,00	0,00	0,00	41 400,00	0,00	
454 PERIL 16, PLACE AUX AIRES (2)	0,00	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	0,00	141 400,00	0,00	0,00	141 400,00	0,00	
RECETTES (b)	0,00	141 400,00	0,00	0,00	141 400,00	0,00	
454 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	141 400,00	0,00	0,00	141 400,00	0,00	
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	0,00	141 400,00	0,00	0,00	141 400,00	0,00	

N° opération : 03		Intitulé de l'opération : CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE				Date de la délibération :	
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations	Restes à réaliser	Op. à annuler		
DEPENSES (a)	2 133 209,65	5 731 472,30	4 044 735,50	1 686 736,80	0,00	6 177 945,15	
458 CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE (2)	2 133 209,65	5 731 472,30	4 044 735,50	1 686 736,80	0,00	6 177 945,15	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	2 133 209,65	5 731 472,30	4 044 735,50	1 686 736,80	0,00	6 177 945,15	
RECETTES (b)	4 142,50	7 403 929,25	5 640 759,95	1 763 169,30	0,00	5 644 902,45	
458 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	4 142,50	7 403 929,25	5 640 759,95	1 763 169,30	0,00	5 644 902,45	
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

Accusé de réception en préfecture
000 210000000 20220401 2022 33 DE
Date de télétransmission : 05/04/2022
Date de réception préfecture : 05/04/2022

N° opération : 03		Intitulé de l'opération : CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser		
Recettes nettes (b - d)	4 142,50	7 403 929,25	5 640 759,95	1 763 169,30	0,00	5 644 902,45

N° opération : 04		Intitulé de l'opération : DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser		
DEPENSES (a)	0,00	337 737,36	0,00	337 737,36	0,00	0,00
458 DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE (2)	0,00	337 737,36	0,00	337 737,36	0,00	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	0,00	337 737,36	0,00	337 737,36	0,00	0,00
RECETTES (b)	0,00	337 737,36	0,00	337 737,36	0,00	0,00
458 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	337 737,36	0,00	337 737,36	0,00	0,00
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	337 737,36	0,00	337 737,36	0,00	0,00

N° opération : 05		Intitulé de l'opération : DMO QUAIS DE BUS BOULEVARD CARNOT				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser		
DEPENSES (a)	91 155,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 155,00
458 DMO QUAIS DE BUS BOULEVARD CARNOT (2)	91 155,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 155,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	91 155,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 155,00
RECETTES (b)	91 155,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 155,00
458 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	91 155,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 155,00
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
000 210000000 20220401 2022 33 DE
Date de télétransmission : 05/04/2022
Date de réception préfecture : 06/04/2022

N° opération : 05		Intitulé de l'opération : DMO QUAIS DE BUS BOULEVARD CARNOT				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser		
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	91 155,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 155,00

N° opération : 103		Intitulé de l'opération : PERIL, 174 AVENUE PIERRE SEMARD				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser		
DEPENSES (a)	10 376,16	640,00	0,00	640,00	0,00	10 376,16
454 PERIL, 174 AVENUE PIERRE SEMARD 4 CH DES CAPUCINS (2)	10 376,16	640,00	0,00	640,00	0,00	10 376,16
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	10 376,16	640,00	0,00	640,00	0,00	10 376,16
RECETTES (b)	10 376,16	640,00	0,00	640,00	0,00	10 376,16
454 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	10 376,16	640,00	0,00	640,00	0,00	10 376,16
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	10 376,16	640,00	0,00	640,00	0,00	10 376,16

N° opération : 104		Intitulé de l'opération : PERIL 37 BOULEVARD DU JEU DE BALLON PERIL, 37 BOULEVARD DU JEU DE BALLON				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser		
DEPENSES (a)	1 633,36	919,64	0,00	919,64	0,00	1 633,36
454 PERIL 37 BOULEVARD DU JEU DE BALLON (2)	1 633,36	919,64	0,00	919,64	0,00	1 633,36
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	1 633,36	919,64	0,00	919,64	0,00	1 633,36
RECETTES (b)	1 633,36	919,64	0,00	919,64	0,00	1 633,36
454 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	1 633,36	919,64	0,00	919,64	0,00	1 633,36
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 104		Intitulé de l'opération : PERIL 37 BOULEVARD DU JEU DE BALLON PERIL, 37 BOULEVARD DU JEU DE BALLON				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser		
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	1 633,36	919,64	0,00	919,64	0,00	1 633,36

N° opération : 106		Intitulé de l'opération : PERIL 9 IMPASSE DES CHAUDRONNIERS				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser		
DEPENSES (a)	116 742,00	0,00	0,00	0,00	0,00	116 742,00
454 PERIL 9 IMPASSE DES CHAUDRONNIERS (2)	116 742,00	0,00	0,00	0,00	0,00	116 742,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	116 742,00	0,00	0,00	0,00	0,00	116 742,00
RECETTES (b)	116 742,00	0,00	0,00	0,00	0,00	116 742,00
454 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	116 742,00	0,00	0,00	0,00	0,00	116 742,00
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	116 742,00	0,00	0,00	0,00	0,00	116 742,00

N° opération : 109		Intitulé de l'opération : PERIL 32 RUE TRACASTEL				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser		
DEPENSES (a)	1 887,18	51 120,00	1 800,00	49 320,00	0,00	3 687,18
454 PERIL 32 RUE TRACASTEL (2)	1 887,18	51 120,00	1 800,00	49 320,00	0,00	3 687,18
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	1 887,18	51 120,00	1 800,00	49 320,00	0,00	3 687,18
RECETTES (b)	1 887,18	15 961,68	1 800,00	49 320,00	-35 158,32	3 687,18
454 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	1 887,18	15 961,68	1 800,00	49 320,00	-35 158,32	3 687,18

N° opération : 109		Intitulé de l'opération : PERIL 32 RUE TRACASTEL				Date de la délibération :	
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser			
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	1 887,18	15 961,68	1 800,00	49 320,00	-35 158,32	3 687,18	

N° opération : 110		Intitulé de l'opération : PERIL 11 RUE DE L'ORATOIRE				Date de la délibération :	
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser			
DEPENSES (a)	1 080,36	0,00	0,00	1 200,00	-1 200,00	1 080,36	
454 PERIL 11 RUE DE L'ORATOIRE (2)	1 080,36	0,00	0,00	1 200,00	-1 200,00	1 080,36	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a - c)	1 080,36	0,00	0,00	1 200,00	-1 200,00	1 080,36	
RECETTES (b)	1 080,36	0,00	0,00	1 200,00	-1 200,00	1 080,36	
454 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	1 080,36	0,00	0,00	1 200,00	-1 200,00	1 080,36	
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	1 080,36	0,00	0,00	1 200,00	-1 200,00	1 080,36	

N° opération : 113		Intitulé de l'opération : PERIL, 8 RUE DES SOEURS				Date de la délibération :	
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser			
DEPENSES (a)	99 553,48	193 256,21	105 417,00	87 839,21	0,00	204 970,48	
454 PERIL, 8 RUE DES SOEURS (2)	99 553,48	193 256,21	105 417,00	87 839,21	0,00	204 970,48	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a - c)	99 553,48	193 256,21	105 417,00	87 839,21	0,00	204 970,48	
RECETTES (b)	99 553,48	193 256,21	105 417,00	87 839,21	0,00	204 970,48	

N° opération : 113		Intitulé de l'opération : PERIL, 8 RUE DES SOEURS				Date de la délibération :	
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser			
454 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	99 553,48	193 256,21	105 417,00	87 839,21	0,00	204 970,48	
<i>040</i> Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<i>041</i> Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	99 553,48	193 256,21	105 417,00	87 839,21	0,00	204 970,48	

N° opération : 114		Intitulé de l'opération : PERIL 2, TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN PERIL 2 TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN				Date de la délibération :	
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser			
DEPENSES (a)	23 980,60	12 361,68	0,00	12 361,68	0,00	23 980,60	
454 PERIL 2, TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN (2)	23 980,60	12 361,68	0,00	12 361,68	0,00	23 980,60	
<i>040</i> Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<i>041</i> Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a - c)	23 980,60	12 361,68	0,00	12 361,68	0,00	23 980,60	
RECETTES (b)	23 980,60	47 520,00	0,00	12 361,68	35 158,32	23 980,60	
454 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	23 980,60	47 520,00	0,00	12 361,68	35 158,32	23 980,60	
<i>040</i> Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<i>041</i> Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	23 980,60	47 520,00	0,00	12 361,68	35 158,32	23 980,60	

N° opération : 116		Intitulé de l'opération : PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE				Date de la délibération :	
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser			
DEPENSES (a)	7 804,58	1 320,00	1 135,73	0,00	184,27	8 940,31	
454 PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE (2)	7 804,58	1 320,00	1 135,73	0,00	184,27	8 940,31	
<i>040</i> Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<i>041</i> Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a - c)	7 804,58	1 320,00	1 135,73	0,00	184,27	8 940,31	

Accusé de réception en préfecture
000 210000000 20220401 2022 33 DE
Date de télétransmission : 25/04/2022
Date de réception préfecture : 05/04/2022

N° opération : 116		Intitulé de l'opération : PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE				Date de la délibération :	
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser			
RECETTES (b)	7 804,58	1 320,00	1 135,73	0,00	184,27	8 940,31	
454 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	7 804,58	1 320,00	1 135,73	0,00	184,27	8 940,31	
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	7 804,58	1 320,00	1 135,73	0,00	184,27	8 940,31	

N° opération : 117		Intitulé de l'opération : PERIL, 5 BOULEVARD EMILE ZOLA				Date de la délibération :	
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser			
DEPENSES (a)	1 160,64	0,00	0,00	0,00	0,00	1 160,64	
454 PERIL, 5 BOULEVARD EMILE ZOLA (2)	1 160,64	0,00	0,00	0,00	0,00	1 160,64	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a - c)	1 160,64	0,00	0,00	0,00	0,00	1 160,64	
RECETTES (b)	1 160,64	0,00	0,00	0,00	0,00	1 160,64	
454 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	1 160,64	0,00	0,00	0,00	0,00	1 160,64	
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	1 160,64	0,00	0,00	0,00	0,00	1 160,64	

N° opération : 118		Intitulé de l'opération : PERIL, 2 AVENUE JEAN-BAPTISTE GUIGUES PERIL, 2 AVENUE JEAN BAPTISTE GUIGUES				Date de la délibération :	
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser			
DEPENSES (a)	3 613,44	0,00	0,00	0,00	0,00	3 613,44	
454 PERIL, 2 AVENUE JEAN BAPTISTE GUIGUES (2)	3 613,44	0,00	0,00	0,00	0,00	3 613,44	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

Accusé de réception en préfecture
000 210000000 20220401 2022 33 DE
Date de télétransmission : 05/04/2022
Date de réception préfecture : 06/04/2022

N° opération : 118		Intitulé de l'opération : PERIL, 2 AVENUE JEAN-BAPTISTE GUIGUES PERIL, 2 AVENUE JEAN BAPTISTE GUIGUES				Date de la délibération :	
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser			
Dépenses nettes (a – c)	3 613,44	0,00	0,00	0,00	0,00	3 613,44	
RECETTES (b)	3 613,44	0,00	0,00	0,00	0,00	3 613,44	
454 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	3 613,44	0,00	0,00	0,00	0,00	3 613,44	
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	3 613,44	0,00	0,00	0,00	0,00	3 613,44	

N° opération : 119		Intitulé de l'opération : PERIL, 7 RUE REVE VIEILLE				Date de la délibération :	
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser			
DEPENSES (a)	876,17	0,00	0,00	0,00	0,00	876,17	
454 PERIL, 7 RUE REVE VIEILLE (2)	876,17	0,00	0,00	0,00	0,00	876,17	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	876,17	0,00	0,00	0,00	0,00	876,17	
RECETTES (b)	876,17	0,00	0,00	0,00	0,00	876,17	
454 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	876,17	0,00	0,00	0,00	0,00	876,17	
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	876,17	0,00	0,00	0,00	0,00	876,17	

N° opération : 120		Intitulé de l'opération : PERIL, 1 PLACE DE LA ROQUE				Date de la délibération :	
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser			
DEPENSES (a)	0,00	24 041,50	11 616,00	11 225,50	1 200,00	11 616,00	
454 PERIL, 1 PLACE DE LA ROQUE (2)	0,00	24 041,50	11 616,00	11 225,50	1 200,00	11 616,00	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

N° opération : 120		Intitulé de l'opération : PERIL, 1 PLACE DE LA ROQUE				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser		
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	0,00	24 041,50	11 616,00	11 225,50	1 200,00	11 616,00
RECETTES (b)	0,00	24 041,50	11 616,00	11 225,50	1 200,00	11 616,00
454 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	24 041,50	11 616,00	11 225,50	1 200,00	11 616,00
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	24 041,50	11 616,00	11 225,50	1 200,00	11 616,00

N° opération : 121		Intitulé de l'opération : PERIL - 7 RUE DOMINIQUE CONTE				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser		
DEPENSES (a)	923,48	0,00	0,00	0,00	0,00	923,48
454 PERIL - 7 RUE DOMINIQUE CONTE (2)	923,48	0,00	0,00	0,00	0,00	923,48
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	923,48	0,00	0,00	0,00	0,00	923,48
RECETTES (b)	923,48	0,00	0,00	0,00	0,00	923,48
454 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	923,48	0,00	0,00	0,00	0,00	923,48
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	923,48	0,00	0,00	0,00	0,00	923,48

N° opération : 123		Intitulé de l'opération : TRAVAUX COMPTE DE TIERS -19 RUE MOUGINS ROQUEFORT				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser		
DEPENSES (a)	0,00	39 937,20	26 984,40	12 952,80	0,00	26 984,40
454 TRAVAUX COMPTE DE TIERS -19 RUE MOUGINS ROQUEFORT (2)	0,00	39 937,20	26 984,40	12 952,80	0,00	26 984,40
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
006 210600606 20220401 2022 33 DE
Date de télétransmission : 25/04/2022
Date de réception préfecture : 06/04/2022

N° opération : 123		Intitulé de l'opération : TRAVAUX COMPTE DE TIERS -19 RUE MOUGINS ROQUEFORT				Date de la délibération :	
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser			
<i>041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a - c)	0,00	39 937,20	26 984,40	12 952,80	0,00	26 984,40	
RECETTES (b)	0,00	39 937,20	26 984,40	12 952,80	0,00	26 984,40	
<i>454 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)</i>	0,00	39 937,20	26 984,40	12 952,80	0,00	26 984,40	
<i>040 Financement par le mandataire</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<i>041 Financement par emprunt à la charge du tiers</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	0,00	39 937,20	26 984,40	12 952,80	0,00	26 984,40	

N° opération : 45		Intitulé de l'opération : PERIL, 3 RUE DE LA FONTETTE				Date de la délibération :	
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser			
DEPENSES (a)	31 549,96	69 240,00	34 581,00	34 659,00	0,00	66 130,96	
<i>454 PERIL, 3 RUE DE LA FONTETTE (2)</i>	31 549,96	69 240,00	34 581,00	34 659,00	0,00	66 130,96	
<i>040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<i>041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a - c)	31 549,96	69 240,00	34 581,00	34 659,00	0,00	66 130,96	
RECETTES (b)	31 549,96	69 240,00	34 581,00	34 659,00	0,00	66 130,96	
<i>454 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)</i>	31 549,96	69 240,00	34 581,00	34 659,00	0,00	66 130,96	
<i>040 Financement par le mandataire</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<i>041 Financement par emprunt à la charge du tiers</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	31 549,96	69 240,00	34 581,00	34 659,00	0,00	66 130,96	

N° opération : 95		Intitulé de l'opération : PERIL, 1 PLACE SAINTE MARTHE				Date de la délibération :	
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser			
DEPENSES (a)	2 201,16	0,00	0,00	0,00	0,00	2 201,16	
<i>454 PERIL, 1 PLACE SAINTE MARTHE (2)</i>	2 201,16	0,00	0,00	0,00	0,00	2 201,16	

N° opération : 95		Intitulé de l'opération : PERIL, 1 PLACE SAINTE MARTHE				Date de la délibération :	
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser			
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a - c)	2 201,16	0,00	0,00	0,00	0,00	2 201,16	
RECETTES (b)	2 201,16	0,00	0,00	0,00	0,00	2 201,16	
454 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	2 201,16	0,00	0,00	0,00	0,00	2 201,16	
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	2 201,16	0,00	0,00	0,00	0,00	2 201,16	

N° opération : 99		Intitulé de l'opération : PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE				Date de la délibération :	
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser			
DEPENSES (a)	1 213,93	38 300,12	4 047,12	34 253,00	0,00	5 261,05	
454 PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE (2)	1 213,93	38 300,12	4 047,12	34 253,00	0,00	5 261,05	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a - c)	1 213,93	38 300,12	4 047,12	34 253,00	0,00	5 261,05	
RECETTES (b)	1 213,93	38 300,12	4 047,12	34 253,00	0,00	5 261,05	
454 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	1 213,93	38 300,12	4 047,12	34 253,00	0,00	5 261,05	
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	1 213,93	38 300,12	4 047,12	34 253,00	0,00	5 261,05	

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20230404-2023-33-DE Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023	IV
ELEMENTS DU BILAN		
VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES		A10.1

A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
01/01/2022	AY0113-128m²-SERRE MUNICIPALE (AY482-AY483-AY484) (2012000694)	175,78	0,00	0
01/01/2022	AY0274 CADAS AY477 (AY485-AY486-AY487-AY488-AY489) (202101-00702)	4 883,09	0,00	0
11/01/2022	FRIGO DOMETIC VILLA FRAGONARD	339,00	0,00	1
11/01/2022	REMPLACEMENT CENTRALE ECOLE ST EXUPERY	577,02	0,00	10
11/01/2022	MEUBLE A PLANS POUR LES COLLECTIONS DE RESERVE	1 464,60	0,00	10
11/01/2022	TABLEAU D'AFFICHAGE SPORTIF - SALLE OMNISPORT	3 136,80	0,00	10
11/01/2022	EHELLE XTENSO2 SIMPLE TELESCOPIQUE 3.8M PROXIMITE	413,17	0,00	1
11/01/2022	REF 7063568 INTEGRAL EUROPE CLE USB	11,52	0,00	1
11/01/2022	MOTO YAMAHA MT09 TRACER MATRICUL GD 702 JH (202201-00756)	11 388,27	0,00	8
11/01/2022	MOTO YAMAHA MT09 TRACER MATRICUL GD 703 JH (202201-00757)	11 388,26	0,00	8
11/01/2022	BALAYEUSE ASPIRATRICE BUCHER CITYCAT 5005 (202201-00759)	207 831,58	0,00	8
11/01/2022	TRAVAUX PALAIS EPISCOPAL (BAT-MAIRIE-0001-2313-22)	1 065 105,53	0,00	0
11/01/2022	TRAVAUX CHAPELLES	11 226,00	0,00	0
11/01/2022	TRAVAUX VILLA FRAGONARD	14 676,00	0,00	0
11/01/2022	AMENAGT DE L'EFCAM DANS SALLE S/COURS	163 635,48	0,00	0
11/01/2022	TRAVAUX CCAS	15 027,49	0,00	0
11/01/2022	REQUALIFICATION BOULEVARD CARNOT (CARNOT-REQUALIFICATION)	903 514,27	0,00	10
11/01/2022	TRAVAUX DIVERS ECOLES	222 100,04	0,00	0
11/01/2022	TRAVAUX ECLAIRAGE	72 318,89	0,00	0
11/01/2022	TRAVAUX GER MAINTENANCE	110 802,84	0,00	0
11/01/2022	TRAVAUX MEDIATHEQUE	2 360 830,55	0,00	0
14/01/2022	1 FAUTEUIL TYPE ZET - I.DILBER	244,74	0,00	1
14/01/2022	EXTINCTEUR ECOLE ST FRANCOIS+MAIRIE ANNEXE	158,40	0,00	1
14/01/2022	1 EXTINCTEUR N°15 -TENNIS LA PAOUTE	126,59	0,00	1
14/01/2022	EXTINCTEUR SERVICE TECHNIQUE CENTRE	72,04	0,00	1
14/01/2022	EXTINCTEURS SERVICE PROXIMITE	72,04	0,00	1
14/01/2022	1 EXTINCTEUR -SERVICE PROXIMITE ST CLAUDE	49,52	0,00	1
14/01/2022	3 EXTINCTEURS -FOYER RESTAURANT LA ROTONDE	152,82	0,00	1
14/01/2022	1 STYLET P/TABLETTE PC SCE ETUDES ET MODERNISATION	42,00	0,00	1
14/01/2022	1 FAUTEUIL ZET 916B PM/AGENT F.BORELLA	244,74	0,00	1
14/01/2022	FAUTEUIL DE TRAVAIL PM AGENT C.COURTOIS	367,82	0,00	1
14/01/2022	1 FAUTEUIL ZET BRIGADE ENVIRONNEMENT/ C.MASSON	244,74	0,00	1
14/01/2022	BIBLIOTHEQUE/1 DESTRUCTEUR DE DOCUMENTS	84,70	0,00	1
14/01/2022	TRAVAUX DIVERS BATIMENTS COMMUNAUX	982,80	0,00	0
14/01/2022	TRAVAUX DE VOIRIE (VOIRIE-2315)	105 968,04	0,00	0
14/01/2022	TRAVAUX DE VOIRIE 2022	132 718,11	0,00	0
18/01/2022	2 CHEVALETS VEGA - DGST	69,00	0,00	1
19/01/2022	PHOTO -QUAND LA NEIGE TOMBE AU PRINTEMPS - VESCOVI	600,00	0,00	0
19/01/2022	DOCUMENT LES BALLADES DE CHRISTINE PISAN -	2 200,00	0,00	0
19/01/2022	TRAVAUX COPROPRIETE MOUGINS ROQUEFORT	147,60	0,00	0
19/01/2022	TRAVAUX COPROPRIETE LES ROMARINS	50,25	0,00	0
19/01/2022	TRAVAUX MAINTENANCE SECURITE INCENDIE	113 486,39	0,00	0
20/01/2022	SUBVENTION FACADE 7 RUE DE L ORATOIRE (202201-00769)	4 112,00	0,00	5
20/01/2022	TRAVAUX DEFENSE INCENDIE	28 379,32	0,00	0
21/01/2022	CHIRIS KARATE/RENOVATION DES DECLENCHEURS MANUELS	582,48	0,00	10
21/01/2022	ABONNEMENT ADOBE LICENCES	3 240,00	0,00	3
21/01/2022	TRAVAUX DRH - BOURSE DU TRAVAIL	350,00	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20230404-2023-33-DE Date de transmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023	
			Cumul des amortissements	Durée de amortissement
24/01/2022	TRAVAUX LOGEMENTS DE FONCTION	38 554,15	0,00	0
24/01/2022	TRAVAUX PLACES DE LA MEDIATHEQUE	363 583,05	0,00	0
24/01/2022	TRAVAUX ESPACES VERTS DIVERS	8 570,64	0,00	0
25/01/2022	SUBVENTION PORTE D ENTREE 5 RUE AMIRAL DE GRASSE (202201-00770)	350,00	0,00	1
25/01/2022	DEVANTURE COMMERCIALE 37 PLCE AUX AIRES (202201-00771)	1 685,00	0,00	5
26/01/2022	SALLE DE BOXE / DIVERS TRAVAUX (202101-00705)	29 766,91	0,00	0
26/01/2022	1 ARMOIRE MULTIRISQUES HAUTE RESERVES DES MUSEES	2 748,60	0,00	10
26/01/2022	TRAVAUX CAMPUS VISITATION	187 088,98	0,00	0
27/01/2022	DECI/BD KENNEDY/POSE BOUCHE INCENDIE DN	540,00	0,00	10
28/01/2022	MOTO YAMAHA MT09 TRACER - REPRISE (202201-00758)	2 400,00	0,00	8
31/01/2022	BACS DE RANGEMENT MODULABLES EE GAMBETTA	1 213,80	0,00	10
31/01/2022	CHAISES ET FAUTEUIL EE GERARD PHILIPPE	1 020,73	0,00	10
31/01/2022	CHAISES ET TABLES EE ST JACQUES	3 482,88	0,00	10
31/01/2022	CHAISES TABLES ET RANGEMENTS EE ST ANTOINE	4 485,79	0,00	10
31/01/2022	BANC BLANC MOBILIER SCOL ROSE DE MAI	414,11	0,00	1
31/01/2022	RANGEMENTS ET SIEGE JEAN CRABALONA	2 882,52	0,00	10
03/02/2022	TRAVAUX COPROPRIETE LA PALMERAIE	256,56	0,00	0
04/02/2022	LAVE LINGE VEDETTE EE GAMBETTAREF. VEV	379,00	0,00	1
04/02/2022	SITE 153-STADE PAOUTE/REPLACEMENT 2 EXTINCTEURS	122,98	0,00	1
04/02/2022	SITE 77-PARC AUTOS /REMPLECT 6 EXTINCTEURS VEHICULE	309,40	0,00	1
08/02/2022	TRAVAUX COPROPRIETE BD FRAGONARD	87,16	0,00	0
10/02/2022	1 SET TESTO 440 LUX EN SACOCHE CELLULE ENERGIES	654,00	0,00	10
10/02/2022	1 SOND E CO2 AVEC TEMPERATURE ET HUMIDITE - ENERGIE	534,00	0,00	10
10/02/2022	REPLACEMENT 3 EXTINCTEURS SKI CLUB FOUK D ALLOS	167,87	0,00	1
10/02/2022	1 EXTINCTEUR RESERVE SKI CLUB	49,37	0,00	1
10/02/2022	SCE JURIDIQUE/RUE MOUGINS ROQUEFORT/ANALYSE DES OF	675,00	0,00	0
11/02/2022	ALIM.VEH.ELECTRIQUES/ENROULEUR SERVICE PROXI	398,50	0,00	1
14/02/2022	2 SERVEURS NUMERIQUE DOLBY IMS 3000 AVEC BOITIERS	20 316,00	0,00	10
14/02/2022	2 TOILES BLANCHES POUR SALLE DE CINEMA -	1 818,00	0,00	10
14/02/2022	2 TOILES BLANCHES POUR SALLE DE CINEMA -	1 080,00	0,00	10
14/02/2022	SUBVENTION FACADE 29 RUE MARCEL JOURNET (202201-00772)	14 176,00	0,00	5
15/02/2022	MACHINE À CAFÉ - CABINET DU MAIRE	135,00	0,00	1
17/02/2022	2 PORTES MANTEAUX EASYCLOTH STEEL RANGE 12 PAT/DGS	212,76	0,00	1
17/02/2022	1 TABLE MOBILE PMI METAL VIDEOPROJEC SCE ARCHIVES	195,48	0,00	1
17/02/2022	2 STORES VENITIENS ALU MARRON MAIRIE ANNEXE PLASC	1 107,00	0,00	10
17/02/2022	TRAVAUX ECLAIRAGE PUBLIC	3 807,60	0,00	0
18/02/2022	TRAVAUX AMELIORATION PERFORMANCE ENERGETIQUE	141 632,83	0,00	0
21/02/2022	RECONSTRUCTION MURS DE SOUTENEMENTS	156 749,90	0,00	0
28/02/2022	1 SCIE A FORMAT ROBLAND TYPE Z400M/CTM	10 776,00	0,00	10
28/02/2022	1 SUPPORT TELEPHONE A BRAS EXT/MAISON PATRIMOINE	45,76	0,00	1
28/02/2022	1 SUPPORT TELEPHONE BRAS EXT/CONSERVATOIRE MUSIQUE	45,76	0,00	1
28/02/2022	2 SUPPORTS DE TELEPHONE A BRAS EXT/SCE JEUNESSE	95,93	0,00	5
28/02/2022	5 JARDINIERES GREEN PALACIO EV CENTRE VILLE	8 806,50	0,00	10
28/02/2022	BALAYEUSE/MOTEUR PERKINS ES HP81518U915835P/PA	6 852,00	0,00	8
01/03/2022	18 DEFIBRILLATEURS FRED PA-1 / PREVENTION	23 331,00	0,00	10
01/03/2022	1-6C PANNEAU TYPE C CARRE G. NORMALE/PROXI	56,66	0,00	10
01/03/2022	1-2B PANNEAU TYPE B0 OU B1 G. PETIT/PROXI	261,89	0,00	10
01/03/2022	1-4A PANNEAU TYPE B AUTRE B0 B1 B30 B51 G/PROX	163,68	0,00	10
01/03/2022	1-4A PANNEAU TYPE B AUTRE B0 B1 B30 B51 G.P/PROX	98,21	0,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de amortissement
01/03/2022	1-6 PANNEAU TYPE C CARRE G. NORMALE/PROX	113,33	0,00	10
01/03/2022	1-5A PANNEAU TYPE B6D ET B6A1 G. PETITE/PROX	32,74	0,00	1
01/03/2022	1-16B PANONCEAU POUR TYPE A B C AB G. PETIT/PROX	14,74	0,00	1
01/03/2022	2-3A COLLIER DIAM 60 SF/PROX	437,16	0,00	10
02/03/2022	COMPLEMENT FACADE 29 RUE MARCEL JOURNET (202201-00773)	6 485,17	0,00	5
03/03/2022	PA/POMPE A GRAISSE PNEUMATIQUE 50/1 TONNELET	240,70	0,00	1
03/03/2022	LECTEUR PLAYER SONY CDP21 - CINEMA	305,50	0,00	1
04/03/2022	LAVE LINGE WHIRPOOL EM LES JASMIN DE	390,00	0,00	1
04/03/2022	RESTAURATION TABLEAU LE COUPLE ET L'ENFANT MAHP	883,20	0,00	0
04/03/2022	RESTAURATION 3 CHAISES MAHP	3 930,00	0,00	0
04/03/2022	RESTAURATION TABLEAU PORTRAIT DE FEMME MAHP	2 059,20	0,00	0
04/03/2022	TRAVAUX BATIMENTS SPORTS	19 572,25	0,00	0
08/03/2022	- 1 FAUTEUIL OLANO ST JACQUES	250,34	0,00	1
08/03/2022	TABLEAU 3 RABAS EE ST FRANCOIS	756,31	0,00	10
10/03/2022	PROGICIEL DE GESTION LITTERALIS PRIME/GDP	19 056,00	0,00	3
17/03/2022	SSI/11 DECLENCHEURS/ECOLE ELEM ST JACQUES	1 287,12	0,00	10
17/03/2022	SSI/1 SIRENE/ECOLE ELEM ST JACQUES	520,80	0,00	1
17/03/2022	LEC DES ASPRES/TX DESAMIANTAGE	58 116,00	0,00	0
17/03/2022	TRAVAUX DIVERS CHAPELLES/EGLISES	229 658,60	0,00	0
18/03/2022	1 TABLE 180X120 MATER ROSE DE MAI	134,51	0,00	1
18/03/2022	TABLETTE SAMSUNG TABLETTE GALAXY A8	281,40	0,00	1
18/03/2022	TABLETTE SAMSUNG GALAXY TAB A8 3G/4G + COQUE	297,60	0,00	1
18/03/2022	FAC. 59241735 DU 22/02/2022	359,00	0,00	1
18/03/2022	TRÉPIED PEARL S-930 CONSERVATOIRE	85,00	0,00	1
18/03/2022	TRÉPIED PEARL T-930 CONSERVATOIRE	196,00	0,00	1
18/03/2022	TRAVAUX BATIMENT MAIRIE_JURIDIQUE	134 230,74	0,00	0
21/03/2022	DEMARREUR STARTZILLA 9024XT 12V/24V/PARC AUTO	660,00	0,00	10
21/03/2022	5 CENDRIERS DISCO 1.5L EFFET CORTEN	240,00	0,00	1
21/03/2022	4 PORTE SACS BEAUNE VERT MURAL AVEC COUVER/PROXI	474,00	0,00	1
21/03/2022	2 RALENTISSEURS MONO BLOC+EMBOUT+FRAIS DE PORT	524,40	0,00	10
21/03/2022	2 ECHELLES TR.2P ALU 3.50X6.00M/ESPACES VERTS	1 127,16	0,00	10
21/03/2022	25 DRAPEAU FRANCE 60X90CM+HAMPE 152CM/16MM/FETES	302,40	0,00	1
21/03/2022	25 PAVILLON HORIZONTAL FRANCAIS SANGLE 2 ANNEA	226,80	0,00	1
21/03/2022	5 PAVILLON HORIZONTAL FRANCAIS SANGLE 2 ANNEA	153,90	0,00	1
21/03/2022	6 PAVILLON HORIZONTAL UE SANGLE 2 ANNEAUX 200	220,32	0,00	1
21/03/2022	12 PAVILLON HORIZONTAL PERSO SANGLE 2 ANNEAUX	1 072,55	0,00	10
21/03/2022	1 PAVILLON REGION SUD SANGLE 2 ANNEAUX 200X30	93,96	0,00	1
21/03/2022	1 DRAPEAU REGION SUD 100X150CM HAMPE 215CM/20	40,50	0,00	1
21/03/2022	6 DRAPEAU USA 60X90CM HAMPE 152CM/16MM	139,97	0,00	1
21/03/2022	12 DRAPEAU MONDE 60X90CM HAMPE152CM/16MM	279,94	0,00	1
21/03/2022	4 ORIFLAMME TOURILLON BOULES 220X65CM	241,92	0,00	1
21/03/2022	90 BALISE BLANC NF/CE FILM BLANC CL2	2 376,00	0,00	10
21/03/2022	4 PANNEAU J5 SOUPLE 500 CL2+FIX.	596,78	0,00	10
21/03/2022	6 COLLE RESINE 410ML	126,36	0,00	10
21/03/2022	PARTNER PROSTANDARD IMMAT GC 112 NX (202201-00760)	13 496,51	0,00	8
21/03/2022	PARTNER PROSTANDARD IMMATRICULATION GC 097 NX (202201-00761)	13 496,51	0,00	8
22/03/2022	42 SCELLEMENTS JARDINIERE PLACE AUX AIRES	4 368,00	0,00	0
23/03/2022	BARRIERES EXPRESS ELECTION	697,54	0,00	10
23/03/2022	BARRIERES EXPRESS ELECTIONS	2 727,52	0,00	10
24/03/2022	CARTE MEMOIRE KINGSTON DSI	16,80	0,00	5
25/03/2022	5 FAUTEUILS ECOUTE MUSICALE / MEDIATHEQUE	32 577,00	0,00	5
25/03/2022	MICRO LAMPE ML 10266 DSI	642,00	0,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumulés des amortissements	Durée de amortissement
28/03/2022	MEDIATHEQUE/OEUVRE D'ART/1ETAGERE BERNAR VENET2003	5 000,00	0,00	0
28/03/2022	ECOLE PRIM MACARRY/4PLANS EVACUATION A3+FRAIS DEPL	394,27	0,00	1
28/03/2022	ECOLE PRIM MACARRY/1PLAN INTERVENTION A2+FRAIS DEP	146,57	0,00	1
28/03/2022	SALLE POLYVALENT PLASCASSIER/1PLAN INTERVENTION A2	180,84	0,00	1
28/03/2022	ECOLE PRIM MACARRY/1 FRAIS DE DEPLACEMENT	0,00	0,00	0
28/03/2022	SALLE POLYVALENTE PLASCASSIER/1 FRAIS D	0,00	0,00	0
29/03/2022	ECRAN PANASONIC PALAIS	28 928,50	0,00	10
29/03/2022	DT22070101 PROXI/11BORNES HYGIENE DISTRIBUTEURS SA	5 913,60	0,00	10
29/03/2022	DT22034101 PROXI/ST CLAUDE/CANAL ACQUISITION 8 BAN	4 935,36	0,00	10
29/03/2022	DT22049701 PROXI/BD E ZOLA/S BRAHIM/4 BANCS CLEO 2	2 467,68	0,00	10
29/03/2022	DT22034201 PROXI/ST CLAUDE/CANAL/19 CORBEILLES SOL	10 615,68	0,00	10
29/03/2022	DT22034202 PROXI/ETEIGNOIR INOX SUR COUVERCLE	398,09	0,00	10
29/03/2022	DT22109501 FETES/2 ECUSSENS TRICOLERE PORTE DRAPEA	131,28	0,00	1
29/03/2022	DT22109502 FETES/12 OSSATURES BOIS PORTE DRAPEAUX	636,38	0,00	10
29/03/2022	TWINGO ZEN65/GB 507 GL (202201-00762)	10 548,73	0,00	8
29/03/2022	TWINGOS ZEN65 VEHICULE GB 485 GL (202201-00763)	10 548,73	0,00	8
29/03/2022	TWINGOS ZEN65 VEHICULE GB 515 GL (202201-00764)	10 548,73	0,00	8
29/03/2022	TWINGOS ZEN65 VEHICULE GB 522 GL (202201-00765)	10 548,72	0,00	8
29/03/2022	TRAVAUX STADE PERDIGON	3 300,00	0,00	0
31/03/2022	DT22103401 PROXI/5 MIROIRS ROUTIERS POLYMER VIALUX	1 052,76	0,00	10
31/03/2022	ORDONNANCE DE FIXATION DE CONSIGNATION	8 600,00	0,00	0
01/04/2022	ECOLE MAT.J.CRABALONA/REMPLACEMENT 9 DECLENCHEURS	1 385,28	0,00	10
04/04/2022	MÉGAPHONE 25W SVCE ÉVÈNEMENTIEL	67,85	0,00	1
04/04/2022	PC DELL LATITUDE 7420 + ACCESSOIRES	1 288,36	0,00	5
04/04/2022	8 DOUCHETTES CODE BARRE MEDIATHEQUE CHARLES NEGRE	1 968,00	0,00	5
04/04/2022	ACQUISITION LICENCE IV - MARINO/VILLE DE GRASSE	21 875,00	0,00	3
06/04/2022	DT22080801 PA/MONO-BROSSE HP EAU CHAUDE KARSCHER K	1 797,60	0,00	10
06/04/2022	DT22034601 PROXI/FOURNITURE PULVERISATEUR PLASTIQU	223,26	0,00	1
06/04/2022	ORDONNANCE DE FIXATION DE CONSIGNATION	2 500,00	0,00	0
07/04/2022	ATELIERS/2 FRAISEUSES A LAMELLES DW682K+ECO PART	386,60	0,00	1
07/04/2022	TELEPHONES TEMPORIS + ADAPTATEURS	588,87	0,00	5
07/04/2022	ESPACE CINERAIRE CIMETIERE STE BRIGITTE	18 701,60	0,00	0
08/04/2022	VEHICULE RENAULT TRAFIC EA 147 FB (202201-00766)	8 000,00	0,00	8
08/04/2022	VEHICULE RENAULT TRAFIC EA 151 FB (202201-00767)	8 000,00	0,00	8
11/04/2022	BANC DE L AMITIE PRA DESTANG	466,01	0,00	1
11/04/2022	ECOLE ELEM.J.CRABALONA/REMPLACEMENT CENTRALE TYPE4	1 746,00	0,00	10
11/04/2022	DT22076001 PROXI/LE PLAN/1 MARCHE PIED PLIANT MILL	159,41	0,00	1
11/04/2022	DT22055201 PROXI/ACQUISITIONS 2 SOUFFLEURS BR 450	1 307,29	0,00	10
12/04/2022	TRAVAUX DIVERS ECOLES	43 200,00	0,00	0
13/04/2022	6 LICENCES ADAGIO V5 TEMPORAIRES (ELECTIONS	180,00	0,00	1
13/04/2022	REQUALIFICATION RUE ANCIEN PALAIS JUSTICE	109 147,41	0,00	0
15/04/2022	1 ONDULEUR 1000VA / CRECHE LES COCCINELLES	297,60	0,00	1
15/04/2022	3 HOUSSE EXTINCTEUR 6/9-CRECHE BASTIDE PEYRARD	68,71	0,00	1
15/04/2022	4 HOUSSE EXTINCTEUR 6/9-CRECHE CASTEL AROMA	91,61	0,00	1

Accusé de réception en préfecture
 006-210600698-20230404-2023-33-DE
 Date de publication : 05/04/2023
 Date de réception en préfecture : 05/04/2023

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de amortissements	Durée de amortissement
15/04/2022	1 HOUSSE EXTINCTEUR CO2 2KG/CRECHE CASTEL AROMA	22,91	0,00	1
15/04/2022	2 HOUSSE EXTINCTEUR 6/9-CRECHE PETITES FRIMOUSSES	45,80	0,00	1
15/04/2022	4 HOUSSE EXTINCTEUR 6/9-CRECHE PETIT BOIS	91,61	0,00	1
15/04/2022	2 HOUSSE EXTINCTEUR 6/9-CRECHE LES COCCINELLES	45,80	0,00	1
15/04/2022	2 HOUSSE EXTINCTEUR 6/9-CRECHE DU PETIT PARIS	45,78	0,00	1
15/04/2022	1 HOUSSE EXTINCTEUR CO2 2KG/CRECHE DU PETIT PARIS	22,91	0,00	1
15/04/2022	HOUSSE EXTINCTEUR 6/9CRECHE BASTIDE PEYRARD 1ERBAT	22,91	0,00	1
15/04/2022	TRAVAUX SCE HYGIENE A DE CROISSET	13 384,37	0,00	0
19/04/2022	- 20 CHAISES+ 4 BANCS + 2 BACS RANG EEMACARRY	2 508,05	0,00	10
19/04/2022	- 28 CHAISES+1 FAUTEUIL+6 TABLES EE ANTOINE MAURE	2 400,91	0,00	10
19/04/2022	1 CAVE SERVICE LA SOMMELIERE SLS102DZ/VILLA FRAGO	700,00	0,00	5
21/04/2022	1 BUREAU IDRA+CAISSON/MAIRIE ANNEXE ST CLAUDE	655,64	0,00	10
21/04/2022	1 ARMOIRE A RIDEAUX GC1912/MAIRIE ANNEXE ST CLAUDE	405,05	0,00	1
21/04/2022	1FAUTEUIL DE BUREAU ZET916/MAIRIE ANNEXE ST CLAUDE	171,07	0,00	1
21/04/2022	8CHAISES VISITEUR TAURUS T/MAIRIE ANNEXE ST CLAUDE	330,53	0,00	1
21/04/2022	DT22114701 EV/2 RESEVOIRS MOBILE ESSENCE 68L+POMPE	1 004,38	0,00	10
22/04/2022	2 RIDEAUX SCENE + 1 FRISE PALAIS	2 146,92	0,00	10
22/04/2022	DRAPEAUX (SALLE PLÉNIÈRE PALAIS	1 415,39	0,00	10
22/04/2022	VE22027902 SOCLE PRESTIGE 1 DRAPEAU	529,43	0,00	10
22/04/2022	DICTAPHONE PHILIPS DSI	552,00	0,00	5
25/04/2022	DT22145301 EV/DÉBROUSSAILLEUSE FS460/AGENT DU CANA	849,66	0,00	10
25/04/2022	DT22145302 EV/DÉBROUSSAILLEUSE FS460/AGENT ALTITUD	849,66	0,00	10
25/04/2022	DT22145303 EV/DÉBROUSSAILLEUSE FS460/AGENT SERVICE	849,66	0,00	10
27/04/2022	DT22147201 ATELIERS/1 VISSEUSE PERCEUSE LI-ION 18V	447,60	0,00	1
28/04/2022	TVX FACADE 12 RUE PAUL GOBY	5 656,50	0,00	0
29/04/2022	DT22004701 GDTX/IMPASSE PETIT PARIS/GIRATOIRE/DEPL	4 397,92	0,00	0
02/05/2022	DT22144501 ATELIERS/MARTEAU PERFORATEUR H 26 MLS M	229,73	0,00	1
02/05/2022	DT22097901 PROXI/1 PERCEUSE VISSEUSE 62NM	588,12	0,00	10
04/05/2022	CONNECTEUR ONDE ECOLES	1 609,20	0,00	3
04/05/2022	VE22021501 - 13 PLAQUES DE RUE & 88 NUMÉROS DE MAI	2 141,69	0,00	10
04/05/2022	ENCEINTE PASSISE YAMAHA ESPACE CHIRIS	1 501,44	0,00	5
04/05/2022	AMPLIFICATEUR AVEC DSP ESPACE CHIRIS	397,37	0,00	1
04/05/2022	DT22058801 PA/ ACQUISITION NETTOYEUR HAUTE PESSION	7 776,00	0,00	10
05/05/2022	2 TABLEAUX 3 RABATS ST JACQUES	910,75	0,00	10
05/05/2022	1 BLOC B41 MELAMINE HETRES EE PRA D	308,56	0,00	1
05/05/2022	1 CHAUFFEUSE EM L EAU VIVE	125,48	0,00	1
09/05/2022	TVX RAVALEMENT 5 RUE DE MA POUOST	416,00	0,00	0
09/05/2022	TVX DURGENCE SIN M. FUCH RUE DE LA DELIVRANCE	587,50	0,00	0
09/05/2022	TVX TOITURE 16 RUE CHARLES NEGRE	1 849,73	0,00	0
09/05/2022	PARTICIPATION POUR EXTENSION RESEAU ENEDIS (202201-00774)	5 002,52	0,00	5
09/05/2022	CONSIG PREEMPTION PROPRIETE CADAS SECTION N°54	25 000,00	0,00	0
10/05/2022	PLATINES VINYLES MUSE MT-201 BTG	169,54	0,00	1
10/05/2022	PLATINES VINYLES MUSE MT-201 BTB	169,54	0,00	1
10/05/2022	POSTES CD CALIBERHBC433DAB	330,46	0,00	1
10/05/2022	DT22117901 FETES/EVENEMENTIEL/1SONO+RETOURS+MICROS	7 758,00	0,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de amortissement
10/05/2022	STOCK 100M² MOQUETTE DALLES GRIS CLAIR/MEDIATHEQUE	3 354,00	0,00	10
11/05/2022	LAVE LINGE VEDLFVQ1 EE A MAURE DEVIS 99	399,00	0,00	1
11/05/2022	MICROPHONE ROYER LABS R 10 + FOURNITURE	2 498,20	0,00	10
11/05/2022	SUBVENTION OPERATION FACADE 34 RUE DROITE (202201-00775)	11 092,00	0,00	5
11/05/2022	SUBVENTION PORTE D ENTREE COTE RUE DROITE (202201-00776)	300,00	0,00	1
13/05/2022	DT22128201 PROXI/1.6B PANNEAU C.CARRE G.PETITE EMP	24,89	0,00	10
13/05/2022	DT22128202 PROXI/DISQUE EMPREINTE B8 450 CL2	42,96	0,00	10
13/05/2022	DT22128206 PROXI/PAN CA EMPREINTE M8F 150X350 CL2	31,25	0,00	10
13/05/2022	DT22128203 PROXI/1.6A PANNEAU C.CARRE G.MINI. EMPR	22,08	0,00	10
13/05/2022	DT22128204 PROXI/DISQUE EMPREINTE B11 450 CL2	85,92	0,00	10
13/05/2022	DT22128205 PROXI/2.3A COLLIER DIAM.60SF FIXATION E	109,30	0,00	10
13/05/2022	DT22128207 PROXI/1.6B PANNEAU C.CARRE G.PETITE EMP	24,89	0,00	10
13/05/2022	DT22128208 PROXI/PAN CA EMPREINTE M9Z1L 250X900 CL	52,10	0,00	10
13/05/2022	DT22128209 PROXI/1.16B PANONCEAU P TYPE A.B.C.AB G	14,74	0,00	10
13/05/2022	DT22128210 PROXI/COLLIER DIAM60SF FIXATION EMPREIN	91,08	0,00	10
13/05/2022	DT22128211 PROXI/1.6B PANNEAU C.CARRE G.PETITE EMP	24,88	0,00	10
13/05/2022	DT22141401 DECI/8 SAPHIRS 4 BRONZE DN 100 3 PRISES	11 305,25	0,00	10
13/05/2022	STADE PERDIGON/RENOVATION PISTE ATHLETISME	341 016,97	0,00	0
16/05/2022	1 PLAN INTERVENTION A2/ECOLE PRIM PRA D ESTANG	180,84	0,00	1
16/05/2022	9 PLANS EVACUATION A3/ECOLE PRIM PRA D ESTANG	810,00	0,00	10
16/05/2022	1 PLAN ITV A2/ECOLE PRIM ST JACQUES/BÂT PRINCIPAL	180,84	0,00	1
16/05/2022	6 PLANS EVACUATION A3/EE ST JACQUES/BÂT PRINCIPAL	540,00	0,00	10
16/05/2022	1 PLAN ITV A2/ECOLE PRIM ST JACQUES/BÂT ANNEXE	138,00	0,00	1
16/05/2022	3 PLANS EVACUATION A3/EE ST JACQUES/BÂT ANNEXE	270,00	0,00	1
16/05/2022	2 SUPPORTS TELEPHONE A BRAS/MAISON DU PATRIMOINE	104,99	0,00	1
16/05/2022	DT22144001 FETES/10 DOUBLE ZEPHYR/FT	7 992,00	0,00	10
16/05/2022	DT22144002 FETES/10 ZEPHYR/FL	4 140,00	0,00	10
17/05/2022	MATELAS MAT126NF EM LES CIGALES	303,41	0,00	1
17/05/2022	PARTICIPATION COMMUNALE NPNRU (202201-00777)	240 000,00	0,00	5
18/05/2022	DT22096701 PROXI/1.1A/PAN.TYP.A MINI TRIANGLE A17	25,44	0,00	10
18/05/2022	DT22096702 PROXI/1.1B/PAN.TYP.A PETIT TRIANG.A17 7	46,82	0,00	10
18/05/2022	DT22096703 PROXI/1.1A/PAN.TYP.A MINI TRIANGLE AB1	25,44	0,00	10
18/05/2022	DT22096704 PROXI/1.8A/PAN.TYP.AB1 PET.TRIANG.AB1 7	46,82	0,00	10
18/05/2022	DT22096705 PROXI/1.10A OCTOGO. AB4 400CL2	37,26	0,00	10
18/05/2022	DT22096706 PROX/1.10B/PAN.TYP.AB4 PETIT OCTO.AB4 6	66,91	0,00	10
18/05/2022	DT22096707 PROX/1.1B/PAN.TYP.A PETIT TRIANGLE AB3A	46,82	0,00	10
18/05/2022	DT22096708 PROX/ AK GALVA+RAIL 700T2	71,12	0,00	10
18/05/2022	DT22096709 PROX/1.2A/PAN.TYP.B0/B1 MINI DISQUE B1	63,42	0,00	10
18/05/2022	DT22096710 PROX/1.2B/PAN.TYP.B0/B1 PET. DISQUEB1 6	73,66	0,00	10
18/05/2022	DT22096711 PROXI/DISQUE EMPREINTE B2A 450CL2	96,66	0,00	10
18/05/2022	DT22096712 PROX/1.4A/PAN TYP.B PETIT.DISQUE B2A 6	73,66	0,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Quantité des amortissements	Durée de amortissement
18/05/2022	DT22096713 PROXI/DISQUE EMPREINTE B6A1 450CL2	96,66	0,00	10
18/05/2022	DT22096714 PROX/1.5A/PAN.TYP.B6A1 PET.DISQ. B6A1 6	73,66	0,00	10
18/05/2022	DT22096715 PROXI/DISQUE EMPREINTE B6D 450CL2	96,66	0,00	10
18/05/2022	DT22096716 PROX/1.5A/PAN TYP. B6D PET.DISQUE B6D 6	73,66	0,00	10
18/05/2022	DT22096717 PROXI/DISQUE EMPREINTE B8 450CL2	96,66	0,00	10
18/05/2022	DT22096718 PROX/1.4A/PAN.TYP.B PETIT DISQUE B8 650	73,66	0,00	10
18/05/2022	DT22096719 PROXI/DISQUE EMPREINTE SPECIAL 450CL2	124,63	0,00	10
18/05/2022	DT22096720 PROXI/DISQUE EMPREINTE SPECIAL 450CL2	124,63	0,00	10
18/05/2022	DISDT22096721 PROXI/QUE EMPREINTE B13 450CL2	115,99	0,00	10
18/05/2022	DT22096722 PROXI/1.4A/PAN.TYP.B PETIT DISQUE B13 6	73,66	0,00	10
18/05/2022	DT22096723 PROXI/2.3A COLLIER DIAM 60SF	942,68	0,00	10
18/05/2022	DT22096724 PROXI/DISQUE EMPREINTE B13 450CL2	96,66	0,00	10
18/05/2022	DT22096725 PROXI/1.4A/PAN.TYP.B PETIT DISQ.B13 650	73,66	0,00	10
18/05/2022	DT22096726 PROXI/DISQUE EMPREINTE B13 450CL2	96,66	0,00	10
18/05/2022	DT22096727 PROX/1.4A/PAN.TYP.B PETIT DISQ.B13 650C	73,66	0,00	10
18/05/2022	DT22096728 PROX/DISQUE EMPREINTE B14 450CL2	96,66	0,00	10
18/05/2022	DT22096729 PROX/1.4A/PAN.TYP.B PETIT DISQ.B14 650C	73,66	0,00	10
18/05/2022	DT22096730 PROX/DISQUE EMPREINTE B14 450CL2	96,66	0,00	10
18/05/2022	DT22096731 PROX/1.4A/PAN.TYP.B PETIT DISQ. B14 650	73,66	0,00	10
18/05/2022	DT22096732 PROX/DISQUE EMPREINTE B21.1 450CL2	96,66	0,00	10
18/05/2022	DT22096733 PROX/1.4A/PAN. TYP.B PETIT DISQUE B21.1	73,66	0,00	10
18/05/2022	DT22096734 PROX/1.6B/PAN.TYP.C PETIT CARRE C1A 500	67,20	0,00	10
18/05/2022	DT22096735 PROX/1.6B/PAN TYP.C PETIT C13A 500CL2	56,00	0,00	10
18/05/2022	DT22096736 PROX/1.6B/PAN TYP.C PETIT CARRE C18 500	67,20	0,00	10
18/05/2022	DT22096737 PROX/1.6B/PAN TYP.C PETIT CARRE C20A 50	56,00	0,00	10
18/05/2022	DT22096738 PROX/ 1.6B/PAN.TYP.C PETIT CARRE C27 50	56,00	0,00	10
18/05/2022	DT22096739 PROXI/DISQUE EMPREINTE SPECIAL 450CL2	124,63	0,00	10
18/05/2022	DT22096740 PROX/2.3A/COLLIER DIAM.60	1 106,58	0,00	10
18/05/2022	DT22096741 PROX/4.1/PAN.TYP.AK700 SUR PIED CL2 SYM	306,78	0,00	10
18/05/2022	DT22096742 PROX/4.1/PAN.TYP.AK700/PIED CL2 SYMB AK	306,78	0,00	10
18/05/2022	DT22096743 PROX/4.1/PAN.TYP.AK700/PIED CL2 SYMB AK	306,78	0,00	10
18/05/2022	DT22096744 PROX/4.1/PAN.TYP.AK700/PIED CL2 SYMB AK	306,78	0,00	10
18/05/2022	DT22096745 PROX/4.1/PAN. TYP. AK700/PIED CL2 SYMB	175,31	0,00	10
18/05/2022	DT22096746 PROX/4.2A/PAN. TYP.BK650/PIED CL2 SYMB	237,22	0,00	10
18/05/2022	DT22096747 PROX/4.2A/PAN. TYP. BK650/PIED CL2 SYMB	415,12	0,00	10
18/05/2022	DT22096748 PROXI/4.2A/PAN. TYP. BK650/PIED CL2 SYM	415,12	0,00	10
18/05/2022	"DT22096749 PROXI/KC1 GALVA/PIED 800X600T2""RTE BAR""	721,22	0,00	10
18/05/2022	"DT22096750 PROXI/KM GALVA/PIED 700X200T2 ""CH DEFOR"	329,83	0,00	10
18/05/2022	"DT22096751 PROX/KM GALVA/PIED 700X200""TROUS""	131,93	0,00	10
18/05/2022	"DT22096752 PROX/KM GALVA PIED 700X200""RTE INOND""	329,83	0,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de amortissement
18/05/2022	DT22096753 PROX/K5A 50CM 13KG BD PEINTURE RETRO	432,54	0,00	10
18/05/2022	"DT22096754 PROX/KC1 GALVA/PIED 800X200T2""DEBROUSS."	977,53	0,00	10
18/05/2022	"DT22096755 PROX/KC1 GALVA/PIED 800X600""T2""GOUDRON""	244,38	0,00	10
18/05/2022	DT22096756 PROX/1.16A/PAN/A.B.C.AB MINI PANTR M1 1	29,89	0,00	10
18/05/2022	DT22096757 PROX/1.16A/PAN/A.B.C.AB MINI PANTR M1 1	29,89	0,00	10
18/05/2022	DT22096758 PROX/1.16A/PAN/A.B.C.AB MINI PANCI M8F	29,89	0,00	10
18/05/2022	DT22096759 PROX/1.16B/PAN/A.B.C.AB PET PAN DI M6A	33,16	0,00	10
18/05/2022	DT22096760 PROX/1.16B/PAN/A.B.C.AB PET PAN DI M6H 1	33,16	0,00	10
18/05/2022	DT22096761 PROX/1.16A/PAN/A.B.C.AB MINI PANCI M8D	29,89	0,00	10
18/05/2022	DT22096762 PROX/1.16A/PAN/A.B.C.AB MINI PANCI M8E	29,89	0,00	10
18/05/2022	DT22096763 PROX/1.16A/PAN/A.B.C.AB MINI PANCA M9Z1	11,95	0,00	10
18/05/2022	DT22096764 PROX/2.3A COLLIER DIAM 60	286,91	0,00	10
18/05/2022	"DT22096765 PROX/KC1 GALVA/PIED 800X600T2""DEBROUSS""	244,38	0,00	10
18/05/2022	"DT22096766 PROX/KC1 GALVA/PIED 800X600T2 ""TX ELAG""	244,38	0,00	10
18/05/2022	DT22096767 PROX/4.1/PAN TYP.AK700/PIED SYMB.AK3	306,78	0,00	10
18/05/2022	DT22096768 PROX/4.1/PAN TYP AK700/PIED SYMB AK5	306,78	0,00	10
18/05/2022	DT22096769 PROX/4.2A/PAN TYP.BK650/PIED SYMB B14	415,12	0,00	10
18/05/2022	DT22096770 PROX/4.2A/PAN TYP.BK650/PIED SYMB B3	415,12	0,00	10
18/05/2022	DT22096771 PROX/K5 50CM 1.3KG BD PEINT RETRO	432,54	0,00	10
18/05/2022	"DT22096772 PROX/PAN 150X500 DECOR SPEC.JAUNE ""CH.D"	42,18	0,00	10
23/05/2022	DT22141402 DECI/8 BOUCHES INCENDIES NR DN SÉRIE A2	1 564,18	0,00	10
23/05/2022	3 BALANCES DE CUISINES POUR ECOLES	36,00	0,00	1
24/05/2022	PALAIS EPISCOPAL/FABRICATION DE MOBILIERS	54 382,80	0,00	0
24/05/2022	RESTAURATION ET ACHAT OEUVRÉS	78 072,00	0,00	0
25/05/2022	PLAQUES DE RUE EMAILLEE + TRANSPORT	1 476,48	0,00	1
25/05/2022	NUMÉRO DE MAISON EMAILLE + TRANSPORT	1 756,20	0,00	1
25/05/2022	NUMÉRO DE MAISON EMAILLE BIS + TRANS	67,32	0,00	1
30/05/2022	DT22131701 PROX/STOCK CENTRE VILLE/5 CORBEILLES S	3 204,00	0,00	10
31/05/2022	PERIPHERI RÉSEAU SYNOLOGY DS920 DSI	1 620,00	0,00	5
31/05/2022	DT22057501 EV/ACQUISITION 2 SOUFFLEURS BR 450	1 191,89	0,00	10
31/05/2022	LAVE LINGE ELECTROLUX EW2F1483SG EE MACARRY	459,00	0,00	1
31/05/2022	POUF LE DE REF 37946 BOBLIO	165,82	0,00	1
31/05/2022	TABLE A LANGER MURALE LOOKEO BIBLIO	210,17	0,00	1
31/05/2022	REPOSE PIED FELLOWES BIBLIO	200,29	0,00	1
31/05/2022	MARCHE PIED TWINCO	224,89	0,00	1
31/05/2022	MACHINE A PLASTIFIER FELLOWES BIBLIO	406,33	0,00	1
31/05/2022	PANNEAU D'INFORMATION A4 BIBLIO	259,69	0,00	1
31/05/2022	POTEAU AVEC PANNEAU D'AFFICHAGE A3 BIBLIO	383,62	0,00	1
31/05/2022	POTEAU AVEC PANNEAU D'AFFICHAGE A4 BIBLIO	365,40	0,00	1
31/05/2022	POTEAU DE GUIDAGE A SANGLE BIBLIO	1 412,88	0,00	10
31/05/2022	MODULE LA LECTURE	1 418,36	0,00	10
01/06/2022	DT22115401 EV/PRINCESSE PAULINE/POSE DE SOL SOUPLE	6 010,36	0,00	0
02/06/2022	REQUALIFICATION DU BD CARNOT (CARNOT-REQUALIFICATION-22)	2 215,20	0,00	0
03/06/2022	5 CHARIOTS DE LAVAGE AVEC ACCESSOIRE ST EXUPERY	7 738,80	0,00	10
03/06/2022	MATERIEL SCENIQUE MCN	54 684,36	0,00	0
07/06/2022	CLAVIER + SOURIS CHERRY DC 2000 DSI	180,00	0,00	1
07/06/2022	TABLE PLIANTE ZANG BIBLIO	766,78	0,00	10

Accusé de réception en préfecture
 006-210600698-20230404-2023-33-DE
 Date de publication : 05/04/2023
 Date de réception en préfecture : 05/04/2023

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de amortissement
07/06/2022	ECRAN DE PROJECTION ORAY BIBLIO	402,67	0,00	1
07/06/2022	TABLEAU PIVOTANT SUR PIED BIBLIO	266,42	0,00	1
08/06/2022	DESTRUCTEUR DOCUMENT FELLOWES POWER/SCE POPULATION	2 256,00	0,00	5
09/06/2022	DT22141402 DECI/8 BOUCHES INCENDIES NR DN SÉRIE A2	4 692,53	0,00	10
09/06/2022	DT22141402 DECI/8 BOUCHES INCENDIES NR DN SÉRIE A2	2 116,32	0,00	10
09/06/2022	DT22141402 DECI/8 BOUCHES INCENDIES NR DN SÉRIE A2	735,83	0,00	10
09/06/2022	BD CARNOT/7 HAMPES KAKEMONOS	4 069,30	0,00	10
10/06/2022	COLLECTEUR CARENE A PEDALE BIBLIO	656,77	0,00	10
10/06/2022	FOUR MICRO-ONDE BIBLIO	560,70	0,00	10
10/06/2022	CHARIOT CAMBRO BIBLIO	381,55	0,00	1
13/06/2022	DT22032401 GDTX/STADE PERDIGON/RENOVATION PISTE AT	4 680,00	0,00	0
13/06/2022	OEUVRE D'ART/ETAGERE BERNAR VENET 2003/MEDIATHEQUE	10 000,00	0,00	0
13/06/2022	60 CHAISES COQUE M2 ACCRO/MAIRIE ANNEXE LES ASPRES	1 427,04	0,00	10
13/06/2022	40 CHAISES COQUE M2 ACCRO/MAIRIE ANNEXE LE PLAN	951,36	0,00	10
13/06/2022	39 CHAISES COQUE M2 ACCRO/MAIRIE ANNEXE MAGAGNOSC	927,58	0,00	10
13/06/2022	5 TABLES POLYPRO GRIS/MARIE ANNEXE ST ANTOINE	550,86	0,00	10
13/06/2022	50 CHAISES COQUE M2 ACCRO/MAIRIE ANNEXE PLASCASSIE	1 189,20	0,00	10
13/06/2022	11 CHAISES COQUE M2 ACCRO/MAIRIE ANNEXE ST JACQUES	261,62	0,00	1
13/06/2022	94 CHAISES COQUE M2 ACCRO/MAIRIE ANNEXE ST CLAUDE	2 235,70	0,00	10
13/06/2022	12 TABLES POLYPRO GRIS/MARIE ANNEXE ST CLAUDE	1 322,06	0,00	10
13/06/2022	10 CHAISES COQUE M2 ACCRO/MAIRIE ANNEXE ST CLAUDE	237,84	0,00	1
13/06/2022	DT22179101 PROXI/ST JACQUES/1MEULEUSE 230MM 2400W	347,30	0,00	1
14/06/2022	1 FAUTEUIL ZET 916 + ECO CONTRIBUTION/SCE JEUNESSE	165,62	0,00	1
14/06/2022	1 FAUTEUIL FUTURA 150/AGENT PHILIPONEAU/SCE JEUNES	741,55	0,00	10
14/06/2022	1 FAUTEUIL ZET 916/AGENT L.BARON/SCE JURIDIQUE	197,30	0,00	1
14/06/2022	1 FAUTEUIL ERGONOMIQUE MY CENTRIC/SCE JURIDIQUE	803,57	0,00	10
14/06/2022	2 FAUTEUILS ZET 916/MAISON DU PATRIMOINE	331,25	0,00	1
14/06/2022	2 FAUTEUILS ZET 916/ECA 500	394,61	0,00	1
14/06/2022	1 FAUTEUIL ZET 916/AGENT V.BONNAFY/BATCOMM	165,62	0,00	1
14/06/2022	1FAUTEUIL ERGO MY CENTRIC/MAIRIE ANNEXE ST ANTOINE	645,17	0,00	10
14/06/2022	2 FAUTEUILS ZET 916/FUTUR ACCUEIL MAIRIE	331,25	0,00	1
14/06/2022	2 CHAISES VISITEUR TAURUS T/FUTUR ACCUEIL MAIRIE	80,04	0,00	1
14/06/2022	1 FAUTEUIL ERGO MY CENTRIC/AGENT L.ROUX/DGS	645,17	0,00	10
14/06/2022	1FAUTEUIL ERGO MY CENTRIC/MAIRIE ANNEXE PLAN DE GR	803,57	0,00	10
14/06/2022	1 FAUTEUIL ZET 916/AGENT L.GALLAROTTI/DRH	165,62	0,00	1
14/06/2022	6 CHAISES VISITEUR COQUE ELENA/ÉLECTIONS	208,37	0,00	1
14/06/2022	4 CHAISES VISITEUR COQUE ELENA/CIMETIÈRES	138,92	0,00	1
14/06/2022	1 FAUTEUIL ZET 916/CIMETIÈRES	165,62	0,00	1
14/06/2022	1 FAUTEUIL ZET 916/COMMUNICATION	197,30	0,00	1
14/06/2022	1 RETOUR BUREAU RECOUPE AVEC 2 PIEDS/SCE JEUNESSE	189,08	0,00	1
14/06/2022	1 ARMOIRE BASSE 2 PORTES PRO/MAIRIE ST FRANCOIS	299,70	0,00	1
14/06/2022	2 CAISSON MOBILE BOIS/MAISON DU PATRIMOINE	449,30	0,00	1
14/06/2022	1CAISSON HAUTEUR BUREAU METAL/MAISON DU PATRIMOINE	308,41	0,00	1
14/06/2022	4 CAISSON MOBILE BOIS/ETUDE ET GRANDS PROJETS	898,61	0,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de amortissement
14/06/2022	1 ARMOIRE A RIDEAUX GC1912 + ECO CONTRIBUTION/GDP	405,04	0,00	1
14/06/2022	1 BUREAU COMPACT ASYMETRI/MAIRIE ANNEXE ST ANTOINE	655,66	0,00	10
14/06/2022	1 ARMOIRE A RIDEAUX GC1010/COMMANDE PUBLIQUE ACHAT	317,78	0,00	1
14/06/2022	1BUREAU RETOUR GAUCHE IDRA+CAISSON/SCE EVENEMENTIE	655,64	0,00	10
14/06/2022	SUBVENTION FACADE 10 RUE DES MOULINETS (202201-00778)	27 227,00	0,00	5
15/06/2022	ECRAN VIDEO IYAMA + ACCESSOIRES PALAI	2 969,10	0,00	10
15/06/2022	MICRO MINIATURE AKG C 411 PPA CONDEN CONSERVATOIRE	149,00	0,00	1
15/06/2022	TVX RESEAUX FIBRE	6 660,00	0,00	0
16/06/2022	DT22203401 PA/1 VISSEUSE GSR 12 VOLT	159,96	0,00	1
17/06/2022	CHAISE PLIANTE MIKA MEDIATHEQUE	1 626,72	0,00	10
17/06/2022	FAUTEUIL CHAISE RIDEAU MEDIATHEQUE	4 223,04	0,00	10
17/06/2022	TABLETTES CASQUES SAMSUNG MEDIATHEQUE	20 457,60	0,00	5
17/06/2022	ECRAN 9 DALLES PROLITE MEDIATHEQUE	39 786,00	0,00	5
17/06/2022	TABLE-CONSOLE PLIABLE EDI 2-4P BOIS B	68,98	0,00	1
20/06/2022	2 VENTILATEURS PIED	39,98	0,00	1
20/06/2022	3 VENTILATEURS	104,97	0,00	1
22/06/2022	DT22189801 PROXI/CENTRE VILLE/4 PANNEAUX ZONE PIÉT	218,45	0,00	1
22/06/2022	DT22189802 PROXI/CENTRE VILLE/1 PANNEAU ZONE PIÉTO	84,95	0,00	1
22/06/2022	1 CENTRALE SSI TYPE 4/CRECHE DU PETIT PARIS	1 785,72	0,00	10
24/06/2022	DISQUE DUR SAMSUNG SSD870 EVO DSI	864,00	0,00	5
24/06/2022	APPLE IMAC ARGENT SERVICE COMMUNICATI	2 100,00	0,00	5
24/06/2022	APPAREIL PHOTO D5600 + ACCESSOIRES MUSEES	855,79	0,00	10
24/06/2022	PARASOL CORTINA MEDIATHEQUE	1 487,62	0,00	10
24/06/2022	SOCLE BETON POUR PARASOL MEDIATHEQUE	545,71	0,00	10
24/06/2022	BAC A BEC RAYONNAGE PROSPACE MEDIATHEQUE	144,23	0,00	1
24/06/2022	BAC A BEC 4L MEDIATHEQUE	95,42	0,00	1
24/06/2022	BAC A BEC 21L MEDIATHEQUE	93,24	0,00	1
27/06/2022	- MICRO SENNHEISER PALAIS	2 302,32	0,00	10
27/06/2022	2E ACOMPTE NPNRU PARTICIPATION A L'INVEST (202201-00779)	200 000,00	0,00	5
28/06/2022	PANNEAU D'AFFICHAGE MURAL SHELLBOARD	47,99	0,00	1
28/06/2022	PANNEAU D'AFFICHAGE MURAL SHELLBOARD MEDIATHEQUE	686,28	0,00	5
28/06/2022	PANNEAU D'AFFICHAGE LIEGE SHELLBOARD MEDIATHEQUE	82,85	0,00	1
28/06/2022	VESTIAIRE MOBILE MEDIATHEQUE	154,80	0,00	1
28/06/2022	CHAISE BUREAU BELLA MEDIATHEQUE	88,56	0,00	1
29/06/2022	CAMERA FIXE OPTIMISÉE POUR LA LECTURE	2 218,46	0,00	0
29/06/2022	VENTILATEUR S/PIED AVEC BRUMISATEUR GUP	158,00	0,00	1
29/06/2022	PLAQUE JEAN DE GALIMARD	1 200,00	0,00	10
29/06/2022	110 EMETTEUR SPF 10GBE	31 878,00	0,00	5
29/06/2022	30 EMETTEUR SPF 1000BASE LX	2 475,00	0,00	5
04/07/2022	"SCE URBANISME/1 CAISSON MOBILE ""BOIS"" + ECO CONTRI"	224,65	0,00	1
05/07/2022	DT22072001 PROXI/2 PANNEAUX MOBILES MODULABLES MOD	2 939,09	0,00	10
05/07/2022	DT22187901 PROXI/LE PLAN/1 MARCHE PIED ALUMINIUM 5	82,80	0,00	1
05/07/2022	DT22204701 PROXI/CVQ/1 MARCHE PIED ALUMINIUM 5 MAR	82,80	0,00	1
06/07/2022	DT22190101 PROXI/ST CLAUDE/2 PANNEAUX VIDEO VERBAL	223,49	0,00	1
06/07/2022	DT22194501 GD TX/VOIRIE/1 CAMERA RIDGID MICRO CA35	1 041,60	0,00	10
06/07/2022	DT22194502 GD TX/VOIRIE/1 DETECTEUR DE METAUX DL77	429,60	0,00	1
06/07/2022	DT22-02318 ATELIER/1COMPRESSEUR VERT FATMAX 50L LU	336,50	0,00	1
07/07/2022	PC PORTABLE DELL PRÉCISION 3570	4 272,00	0,00	5
07/07/2022	BAINS DE SOLEIL BLEU / VERT AMANDE /ANI	959,94	0,00	10
07/07/2022	GUERIDON CUBA	105,80	0,00	1
07/07/2022	TRAVAUX 5 RUE DE LA POUOST	792,00	0,00	0
07/07/2022	16 RUE CHARLES NEGRE TV TOITURE	439,75	0,00	0

Accusé de réception en préfecture
 006-210600698-20230404-2023-33-DE
 Date de transmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de amortissements	Durée de amortissement
07/07/2022	RECONSTRUCTION MURS DE SOUTENEMENTS (202201-00418)	1 733,22	0,00	0
07/07/2022	RECONSTRUCTION MURS DE SOUTENEMENT (202201-00419)	1 055,56	0,00	0
07/07/2022	MISE EN SECURITE DES LOCAUX DE TRAVAIL	11 811,19	0,00	0
11/07/2022	DT22233801 PA/EA147FB MINIBUS/REMPLACEMENT RÉCEPTE	568,94	0,00	10
12/07/2022	CHARIOT PORTE-CHAISES BIBLIO	888,00	0,00	10
12/07/2022	CHARRIOT RABATTABLE 400KG BIBLIO	2 090,40	0,00	10
12/07/2022	ESCABEAU MT5 MARCHES BIBLIO	99,90	0,00	1
12/07/2022	ESCABEAU MT3 MARCHES BIBLIO	255,49	0,00	1
12/07/2022	DIABLE TRANSPORT SYSTEM TS1500 BIBLIO	439,99	0,00	1
12/07/2022	ÉCRAN DELL P2222H MEDIATHEQUE	10 434,60	0,00	5
12/07/2022	DT22234601 ATELIERS/5 VENTILATEURS SUR PIEDS 55W	134,52	0,00	1
12/07/2022	RENOVATION PALAIS DES CONGRES	19 544,92	0,00	0
12/07/2022	RESTAURATION LA ROTONDE CCAS	87 971,00	0,00	0
13/07/2022	RESTAURATION OEUVRE MAHP ROUTE POUDE	453,60	0,00	0
13/07/2022	"RESTAURATION OEUVRE MAHP TABLEAU ""ROU"	970,00	0,00	0
13/07/2022	BORNE INTERACTIVE TACTILE 22 POUCES	6 494,04	0,00	5
13/07/2022	TOTEM TACTILE 46"	5 903,16	0,00	5
13/07/2022	TABLEAU INTERACTIF SUR ROULETTES AVEC E	5 736,00	0,00	5
13/07/2022	TABOURET BAS MOBILE MEDIATHEQUE	542,50	0,00	10
13/07/2022	PUPITRE LUTRIN MEDIATHEQUE	303,94	0,00	1
13/07/2022	GRILLE D'EXPO KORYTEM	2 811,42	0,00	5
13/07/2022	PIED POUR GRILLE ET PANNEAU	1 954,74	0,00	5
13/07/2022	CHAIDE APPUI SUR TABLE LOLA	583,52	0,00	5
15/07/2022	DT22210501 PROXI/5 PANNEAUX TYPE CARRE	124,44	0,00	1
15/07/2022	DT22210502 PROXI/10 COLLIERS 0.60	91,08	0,00	1
15/07/2022	DT22210503 PROXI/1 CARRE EMPREINTE 500	52,39	0,00	1
15/07/2022	DT22210504 PROXI/3 CARRES EMPREINTE 500	157,18	0,00	1
15/07/2022	DT22210505 PROXI/1 PANONCEAU 200X700	14,74	0,00	1
15/07/2022	DT22210506 PROXI/1 PANONCEAU 200X700	14,74	0,00	1
15/07/2022	DT22210507 PROXI/1 PANONCEAU 250X900	16,33	0,00	1
15/07/2022	DT22210508 PROXI/1 CARRE EMPREINTE 500	52,39	0,00	1
15/07/2022	DT22210509 PROXI/16 FIXATIONS SOLOFIX	147,26	0,00	1
15/07/2022	DT22210510 PROXI/3 RECTANGLES 250X600	183,44	0,00	1
15/07/2022	DT22173801 PA/1 NETTOYEUR EXTRACTEUR/INJECTEUR PUZ	553,40	0,00	10
19/07/2022	PORTABLE DELL LATITUDE 3520 DSI	3 178,32	0,00	5
19/07/2022	SOURIS OPTIQUE DELL MS116 DSI	37,80	0,00	1
19/07/2022	SACOCHE DELL PRO SLIM 15 DSI	153,00	0,00	1
19/07/2022	SOLUTIONS D'ACCEUIL DELL WD19S DSI	556,88	0,00	5
19/07/2022	TRAVAUX DE VOIRIE	478 028,28	0,00	0
20/07/2022	MAISON DU COMMERCE/14 CHAISES VISITEUR TAURUS T NO	578,43	0,00	10
20/07/2022	MAISON DU COMMERCE/3 FAUTEUILS ZET 916 NOIR	611,42	0,00	10
20/07/2022	PALAIS DES CONGRES/SCE EVENEMENTIEL/1 FAUTEUIL ZET	171,07	0,00	1
21/07/2022	MEDIATHEQUE/NIV0 RDC EXPO/POSE 4 EXTINCTEURS EAU	329,57	0,00	1
21/07/2022	MEDIATHEQUE/NIV0 RDC EXPO/POSE 3 EXTINCTEURS CO2	280,37	0,00	1
21/07/2022	MEDIATHEQUE/NIV0 RDC RUE/POSE 6 EXTINCTEURS EAU	465,54	0,00	1
21/07/2022	MEDIATHEQUE/NIV0 RDC RUE/POSE 4 EXTINCTEURS CO2	325,82	0,00	1
21/07/2022	MEDIATHEQUE/NIV0 RDC RUE/POSE 1 EXTINCTEUR CO2 5KG	131,50	0,00	1
21/07/2022	MEDIATHEQUE/NIV-1 CTA/POSE 1 EXTINCTEUR EAU PULVER	67,99	0,00	1
21/07/2022	MEDIATHEQUE/NIV-1 CTA/POSE 1 EXTINCTEUR CO2 2KG+AC	74,26	0,00	1
21/07/2022	MEDIATHEQUE/NIV2 /POSE 3 EXTINCTEURS EAU PULVERISE	232,78	0,00	1
21/07/2022	MEDIATHEQUE/NIV2/POSE 3 EXTINCTEURS CO2 2KG+ACCESS	280,37	0,00	1
21/07/2022	MEDIATHEQUE/NIV2/POSE 1 EXTINCTEUR CO2 5KG+ACCESSO	129,48	0,00	1
21/07/2022	MEDIATHEQUE/NIV3/POSE 4 EXTINCTEURS EAU PULVERISEE	329,62	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de amortissement
21/07/2022	MEDIATHEQUE/NIV3/POSE 2 EXTINCTEURS CO2 2KG+ACCESS	206,11	0,00	1
21/07/2022	MEDIATHEQUE/NIV4/POSE 3 EXTINCTEURS EAU PULVERISEE	261,58	0,00	1
21/07/2022	MEDIATHEQUE/NIV4/POSE 2 EXTINCTEURS CO2 2KG+ACCESS	177,31	0,00	1
21/07/2022	MEDIATHEQUE/NIV1/2/POSE 1 EXTINCTEUR EAU PULVERISE	67,99	0,00	1
21/07/2022	MEDIATHEQUE/NIV1/2/POSE 1 EXTINCTEUR CO2 2KG+ACCES	74,26	0,00	1
21/07/2022	MEDIATHEQUE/NIV1/2/POSE 2 EXTINCTEURS EAU PULVERIS	135,98	0,00	1
21/07/2022	MEDIATHEQUE/NIV-1/0 ATELIER ENFANT(47-49)/2 EXTINC	135,98	0,00	1
21/07/2022	MEDIATHEQUE/2 CONSIGNE ESPACE ATTENTE SECURISE A3	69,60	0,00	1
21/07/2022	MEDIATHEQUE/1 REGISTRE DE SECURITE	6,29	0,00	1
21/07/2022	MEDIATHEQUE/1 BOITE POUR REGISTRE SECURITE	33,36	0,00	1
21/07/2022	MEDIATHEQUE/3 PANNEAUX COLONNE SECHE	32,40	0,00	1
21/07/2022	"MEDIATHEQUE/5 PANNEAUX ""DANGER ELECTRIQUE"" RIGIDE"	54,00	0,00	1
21/07/2022	MEDIATHEQUE/25 ETIQUETTE SIGNALISATION TRIANGLE DA	60,30	0,00	1
25/07/2022	DT22242901 EV/ACQUISITION 1 TAILLE HAIE HL 92	764,15	0,00	10
26/07/2022	DESSERTES MOBILES RÉSERVE DE CROISSET	1 317,14	0,00	10
26/07/2022	ARMOIRE FROIDE ELEXTROLUX SELF MUNICI	2 702,44	0,00	5
26/07/2022	POUBELLE D'EXTERIEUR MEDIATHEQUE	837,96	0,00	10
28/07/2022	TVX CAGE ESCALIER 17 RUE PAUL GOBY	283,80	0,00	0
28/07/2022	DISQUE DUR INTERNE SEAGATE RECONDITIO	192,00	0,00	1
28/07/2022	MAJ LOGICIEL PASSERELLE MEDIATHEQUE	2 568,19	0,00	0
28/07/2022	COMBINAISONS MONOPIECE 5MM SVCE JEUNESSE	934,88	0,00	10
02/08/2022	PUPITRE PRESTITAGE CRISTAL PROTOCOLE	912,00	0,00	10
02/08/2022	ABRIS 2X2 - MANIFESTATION PROTOCOLAIR	1 140,00	0,00	10
02/08/2022	DT22222201 FETES/20 TABLES PLIANTES ROMA 183X76 CM	1 725,60	0,00	10
02/08/2022	DT22222202 FETES/200 CHAISES ANNA EMPILABLES	5 904,00	0,00	10
02/08/2022	DT22209901 ATELIERS/50 VENTILATEURS /PIED D40 55W	1 273,58	0,00	10
02/08/2022	DT22209901 ATELIERS/50 VENTILATEURS /PIED D40 55W	-48,98	0,00	1
02/08/2022	DT22243001 ATELIERS/1 POSTE A SOUDER 200A/MALLETTE	358,20	0,00	1
02/08/2022	DT22251101 ATELIERS/DE CROISSET/1 PLAQUE ÉLECTRIQU	171,80	0,00	1
03/08/2022	GARDE-CORPS MÉTAL BRUT EVENEM	5 280,00	0,00	0
08/08/2022	DEVANTURE COMMERCIALES 4 PLACE AUX AIRES (202201-00780)	1 525,00	0,00	5
08/08/2022	RESEAU INFORMATIQUE MEDIATHEQUE	59 956,80	0,00	10
11/08/2022	SITE114/119-BASTIDE PEYRARD (2 BÂT)/2 PLANS ITV A2	300,53	0,00	1
11/08/2022	SITE114/119-BASTIDE PEYRARD (2 BÂT)/7 PLAN EVAC.A3	604,20	0,00	10
11/08/2022	PLACES MEDIATHEQUE/10 CORBEILLES SOLIS CYLINDRIQUE	6 348,00	0,00	10
11/08/2022	BASTIDE PEYRARD (2 BÂT)/POSE PLANS	0,00	0,00	0
11/08/2022	BASTIDE PEYRARD (2 BÂT)/POSE PLANS	0,00	0,00	0
11/08/2022	BASTIDE PEYRARD (2 BÂT)/POSE PLANS	0,00	0,00	0
18/08/2022	- BÂTON TÉLESCOPIQUE 21 POUCES AVEC POI	1 625,28	0,00	10
23/08/2022	DT22124901 GDTX/ST ANTOINE/INTER CHBASTIDES/GDCHEN	1 208,40	0,00	10
23/08/2022	DT22228401 PROXI/GDP/TRAV.RIOU BLANQUET 3 PANNEAUX	44,21	0,00	1
23/08/2022	"DT22228501 PROXI/AV M.DUVAL/1 PANNEAU ""STATIONNEME"	16,33	0,00	1
24/08/2022	DÉTECTION DE TOUS TYPES DE RÉSEAUX EN	4 380,00	0,00	0
24/08/2022	CHARIOTS POUR CHAISES JET CAP	282,00	0,00	1
24/08/2022	CHAISE PLIANTE POLYPRO	14 802,00	0,00	10
24/08/2022	CHARIOT JET CAP	564,00	0,00	10
25/08/2022	TELEVISEUR 32" AVEC SUPPORT MURAL DALL	639,60	0,00	5
25/08/2022	TELEVISEUR 55" MEDIATHEQUE	3 308,14	0,00	5
25/08/2022	TELEVISEUR 55" MEDIATHEQUE	1 236,57	0,00	5
25/08/2022	TELEVISEUR 75" MEDIATHEQUE	35 458,80	0,00	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de amortissement
25/08/2022	HOME CINEMA BIBLIOTHEQUE	621,60	0,00	5
25/08/2022	LECTEUR BLUE RAY BIBLIOTHEQUE	356,40	0,00	1
25/08/2022	LECTEUR DVD BIBLIOTHEQUE	278,40	0,00	1
25/08/2022	APPAREILS CHROMECAST BIBLIOTHEQUE	1 516,80	0,00	5
25/08/2022	PLAYER ET LICENCE BIBLIOTHEQUE	14 764,80	0,00	5
25/08/2022	RIFTER ACTIVE 7 PLACES BVM6 (202201-00768)	21 963,54	0,00	8
26/08/2022	TENTE PLIANTE OUVERTE POP UP + KIT FI MEDIATHEQUE	1 217,62	0,00	10
26/08/2022	BORNES WIFI FORTIAP 231F PALAIS	5 534,40	0,00	0
26/08/2022	MICROSOFT LICENCES CSPPERP/ACCES LTSC 2021	604,80	0,00	3
29/08/2022	DT22250401 DECI/RTE MARIGARDE/1 SAPHIR 5 BRONZE DN	2 388,49	0,00	10
29/08/2022	DT22250402 DECI/RTE MARIGARDE/3 MAJOR STOP FONTE D	392,40	0,00	1
29/08/2022	DT22250403 DECI/RTE MARIGARDE/1 INFINITY L FAH DN1	227,50	0,00	1
29/08/2022	DT22250404 DECI/RTE MARIGARDE/50 BOULONS GEOMET 50	261,60	0,00	1
31/08/2022	TABLES OCTOGONALES POMMIE ELEM A MAURE	6 184,60	0,00	10
31/08/2022	CHAISES DE RESTAUR SCOL32 ELEM A MAURE	10 149,90	0,00	10
31/08/2022	TABLES HÊTRE DE TOLEDE ELEM CINSULT	6 184,61	0,00	10
31/08/2022	CHAISES DE RESTAURATION CINSULT	10 149,89	0,00	10
31/08/2022	TABLES OCTOGONALES MATER H WALLON	5 369,66	0,00	10
31/08/2022	CHAISES DE RESTAUR 24 GEN MATER H WALLON	8 699,91	0,00	10
31/08/2022	PLONGE 2 BACS ET ÉGOUTTOIR EVENEM	1 274,40	0,00	10
31/08/2022	MEDIATHEQUE/NIV 1/FOURN ET POSE 2 EXTINCTEURS EAU	109,97	0,00	1
31/08/2022	MEDIATHEQUE/NIV 2/FOURN ET POSE 2 EXTINCTEURS EAU	109,97	0,00	1
31/08/2022	MEDIATHEQUE/NIV 2/FOURN ET POSE 1 GUERITE METAL PE	118,32	0,00	1
31/08/2022	MEDIATHEQUE/NIV -1/FOURN ET POSE 1 EXTINCTEUR EAU	54,98	0,00	1
31/08/2022	MEDIATHEQUE FOURN ET POSE 1 EXTINCTEUR EAU	54,98	0,00	1
02/09/2022	DT22266404 SCE FETES/26 ÉCOLES/30 ECUSSONS TRICOLO	1 335,60	0,00	10
02/09/2022	DT22266402 SCE FETES/26 ÉCOLES/30 DRAPEAUX UE 100X	554,40	0,00	10
02/09/2022	DT22266401 SCE FETES/26 ÉCOLES/30 DRAPEAUX FRANCE	408,24	0,00	1
02/09/2022	PANNEAUX DE SIGNALISATION	286,64	0,00	1
02/09/2022	POSE 10 BALISES CHEMIN SERVAN	314,64	0,00	1
02/09/2022	KIT BATTERIES NETTOYEUR HP S/VEHICUL	7 200,00	0,00	10
07/09/2022	PANNEAU DE RUE EMAILLE 500X300	1 058,40	0,00	10
07/09/2022	LAVE VAISSELLE INDESIT DF03C26X MUSEES	499,99	0,00	1
07/09/2022	TABLETTE WACOM SVCE COM	228,00	0,00	1
07/09/2022	DT22266403 SCE FETES/26 ÉCOLES/30 DRAPEAUX GRASSE	1 080,00	0,00	10
09/09/2022	RACK TABLEAUX 2 NIVEAUX DÉPART MUSEE	2 029,60	0,00	10
09/09/2022	RACK TABLEAUX 2 NIVEAUX SUIV. MUSEE	3 166,40	0,00	10
09/09/2022	SIEGE ASSIS DEBOUT PATINS MEDIATHEQUE	925,98	0,00	10
12/09/2022	CDE PUBLIQUE/DE CROISSET/1 CHARIOT BAS DE TRANSPORT	49,90	0,00	1
13/09/2022	FAC. REMPLAC BLOCS SECOURS LE PRIVILEGE	699,00	0,00	0
13/09/2022	DÉPLACEMENT RÉALIGNEMENT CANOPY TELEPHONIE	457,20	0,00	0
15/09/2022	SCE DES SPORTS/2 LAMPADAIRES LIBERT LED NOIR	368,76	0,00	1
15/09/2022	SCE PROXI ST CLAUDE/2 VESTIAIRES INDUSTRIEL BLEU	285,48	0,00	1
15/09/2022	SCE DRH/1 LAMPADAIRE LIBERT LED NOIR	184,38	0,00	1
15/09/2022	SCE DGS/1 REPOSE PIEDS ERGONOMIQUE PREMIUM	53,33	0,00	1
15/09/2022	SCE DGS/2 SUPPORTS ERGONOMIQUES ALU POUR NOTEBOOK	87,65	0,00	1
15/09/2022	MAIRIE ANNEXE ST ANTOINE/1 COFFRE-FORT PRIVE IGNIF	749,87	0,00	10
15/09/2022	SCE COMMANDE PUBLIQUE/2 LAMPES DE BUREAU FLEX CLED	60,80	0,00	1
15/09/2022	SCE JEUNESSE/1 ARMOIRE A CLÉS - 100 CLÉS GRIS CLAI	81,73	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20230404-2023-33-DE Date de réception : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023	
			Cumul des amortissements	Durée de amortissement
15/09/2022	SCE DGST/1 PORTE MANTEAUX EASYCLOTH STEEL RANGE 12	104,06	0,00	1
16/09/2022	BAC 84 LITRES MUSEES	471,00	0,00	1
16/09/2022	BAC 60 LITRES MUSEES	369,00	0,00	1
16/09/2022	BAC 53 LITRES MUSEES	310,80	0,00	1
16/09/2022	COUVERCLES POUR BAC MUSEES	401,40	0,00	1
20/09/2022	SITE142-MATERNELLE CRABALONA/1PLAN INTERVENTION A2	137,20	0,00	1
20/09/2022	SITE142-MATERNELLE CRABALONA/2 PLANS EVACUATION A3	193,66	0,00	1
20/09/2022	CRECHE CASTEL AROMA/1 PLAN INTERVENTION CADRE A3	161,42	0,00	1
20/09/2022	SALLE MULTI-ACTIVITE LE PLAN/1PLAN INTERVENTION A3	161,42	0,00	1
20/09/2022	SALLE POLY/57 CH CHAPELLE ST ANTOINE/1 PLAN ITV A3	161,42	0,00	1
20/09/2022	MAIRIE ANNEXE/57 CH CHAPELLE ST ANTOINE/1 PLAN ITV	161,42	0,00	1
20/09/2022	HOTEL DE VILLE/NIV2+4/FOUR+POSE 2 EXTING.CO2 2KG	322,48	0,00	1
20/09/2022	DIVERS SITES/20 REGISTRES DE SECURITE	144,36	0,00	1
20/09/2022	MATERN CRABALONA/1 RELEVÉ TOPOGRAPHIQUE	0,00	0,00	0
20/09/2022	MATERNELLE CRABALONA/3 POSE DE PLANS	0,00	0,00	0
20/09/2022	MATERNELLE CRABALONA/DEPLACEMENT	0,00	0,00	0
23/09/2022	SIEGE SATURNE MATER A MAURE - ATSEM M	414,00	0,00	1
23/09/2022	FAUTEUIL WAIKIKI MATER LES JASMIN	267,85	0,00	1
23/09/2022	APPAREIL PHOT COMPACT AGFA CHS HYGIENNE	99,99	0,00	1
27/09/2022	DT22081301 BD DU JEU DE BALLON/FOURN ET POSE 1 PUP	3 765,60	0,00	10
27/09/2022	DT22081302 PLACE AUX AIRES/FOURN ET POSE PUPITRE	3 765,60	0,00	10
27/09/2022	DT22081303 PETIT PUY/FOURN ET POSE 1 PUPITRE INTER	3 765,60	0,00	10
27/09/2022	DT22081304 COURS HONORE CRESP/FOURN ET POSE 1 PUPI	3 765,60	0,00	10
27/09/2022	DT22081305 PLACE DU 24 AOUT/FOURN ET POSE 1 TABLET	7 524,00	0,00	10
27/09/2022	DT22081306 PLACE MAUREL/FOURN ET POSE 1 TABLETTE D	3 622,80	0,00	10
27/09/2022	DT22081307 PLACE LA ROQUE/FOURN ET POSE 1 TABLETTE	3 622,80	0,00	10
27/09/2022	DT22081308 PLACE AUX HERBES/FOURN ET POSE 1 TABLET	3 622,80	0,00	10
27/09/2022	DT22081309 AVENUE THIERS/FOURN ET POSE 1 TABLETTE	3 622,80	0,00	10
27/09/2022	DT22081310 MOULINETS/FOURN ET POSE 1 TABLETTE DE L	3 622,80	0,00	10
28/09/2022	SUBVENTION FACADE 5 RUE DES FABRERIES (202201-00781)	11 151,00	0,00	5
29/09/2022	DT22274701 PROXI/CC DES RÊVES D'OR/1 PANNEAU ARRÊT	43,10	0,00	1
29/09/2022	DT22274702 PROXI/CC DES RÊVES D'OR/1 PANONCEAU ARR	32,96	0,00	1
04/10/2022	BANQUETTE HYDROLIQUE POUR PIANO CONSERVATOIRE	279,00	0,00	1
04/10/2022	BANQUETTE PIANO NOIRE MAT CONSERVATOIRE	89,00	0,00	1
04/10/2022	PORTIQUE RFID GATE MEDIATHEQUE	4 870,80	0,00	10
05/10/2022	DT22144101 FETES/1 PERSONNAGE 3D OURS DEBOUT BLANC	4 387,60	0,00	10
05/10/2022	DT22144102 FETES/1 PERSONNAGE 3D OURS MARCHEUR BLA	3 787,60	0,00	10
05/10/2022	DT22144103 FETES/1 MINI ICEBERG 3D B0	1 387,60	0,00	10
05/10/2022	PA/1 CRIC ROULEUR 3.2T	258,55	0,00	1
05/10/2022	PA/1 CRIC ROULEUR 1.25T	269,10	0,00	1
05/10/2022	PARTICIPATION OPERATIONS NPNRU (202201-00782)	200 000,00	0,00	5
07/10/2022	VIDEOPROJECTEUR EPSON EB-685W ELEM ST EXUPERY	1 440,00	0,00	10
07/10/2022	ORDI DELL LATITUDE 3520 DSI	8 541,74	0,00	5
10/10/2022	ECRAN DELL DSI	656,71	0,00	5
10/10/2022	FACADE 32 RUE DROITE COTE 4A PLA HERBES (202201-00783)	12 132,00	0,00	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumulés	
			amortissements	Durée de amortissement
12/10/2022	50 BALISE J11 BLANC NF/CE	1 724,40	0,00	10
12/10/2022	4BALISES J 13/PROXI/JEU DE BALLON	441,70	0,00	10
12/10/2022	SITE144-CRECHE PETIT BOIS/1 PLAN INTERVENTION AVEC	129,66	0,00	1
12/10/2022	SITE144-CRECHE PETIT BOIS/1 PLAN EVACUATION AVEC C	89,26	0,00	1
12/10/2022	SITE144-CRECHE PETIT BOIS/6 PLANS EVACUATION SANS	461,38	0,00	1
12/10/2022	VALIDATION ENCEINTE REFIGEREE VACCINS COVID	0,00	0,00	1
12/10/2022	SCE HYGIÈNE/W.AUDIBERT/2 ARMOIRES MONO TMP H198XL1	1 124,88	0,00	10
12/10/2022	SCE HYGIÈNE/W.AUDIBERT/1 ARMOIRE MONO TMP H120XL12	538,10	0,00	10
12/10/2022	SCE HYGIÈNE/W.AUDIBERT/1 BUREAU COMPACT 160X120 DR	442,98	0,00	1
12/10/2022	SCE HYGIÈNE/W.AUDIBERT/1 CAISSON HT BUREAU PROF 60	392,63	0,00	1
12/10/2022	SCE HYGIÈNE/BUREAU VACANT/1 ARMOIRE MONO TMP H198	562,44	0,00	10
12/10/2022	SCE HYGIÈNE/BUREAU VACANT/1 BUREAU COMPACT 160X120	442,98	0,00	1
12/10/2022	SCE HYGIÈNE/BUREAU VACANT/1 CAISSON HT BUREAU PRO	392,63	0,00	1
12/10/2022	SCE HYGIÈNE/BUREAU VACANT/1 SIÈGE MASTER HAUT DOS	150,00	0,00	1
12/10/2022	SCE HYGIÈNE/MOBILIER POUR MATÉRIEL TECHNIQUE/1 ARM	562,44	0,00	10
12/10/2022	SCE HYGIÈNE/RANGT PAPIER-ENVELOPPES/1 ARMOIRE MONO	562,44	0,00	10
12/10/2022	SCE HYGIÈNE/SALLE RÉUNION-ATTENTE/14 CHAISES TORA	846,89	0,00	10
12/10/2022	SCE HYGIÈNE/N.RANCUREL-MEDECINE DU TRAVAIL/1 ARMOI	562,44	0,00	10
12/10/2022	SCE HYGIÈNE/N.RANCUREL-MEDECINE DU TRAVAIL/1 ARMOI	568,78	0,00	10
12/10/2022	SCE HYGIÈNE/N.RANCUREL-MEDECINE DU TRAVAIL/1 ARMOI	538,10	0,00	10
12/10/2022	SCE HYGIÈNE/N.RANCUREL-MEDECINE DU TRAVAIL/4 CHAIS	241,97	0,00	1
12/10/2022	SCE HYGIÈNE/N.RANCUREL-MEDECINE DU TRAVAIL/2 SIÈGE	300,00	0,00	1
12/10/2022	SCE HYGIÈNE/M. LE CHAPELAIN/1 CAISSON HT BUREAU	392,63	0,00	1
12/10/2022	SCE HYGIÈNE/M. LE CHAPELAIN/1 SIÈGE BARI TEKNA	258,29	0,00	1
12/10/2022	SCE HYGIÈNE/S.TRETOT/2 ARMOIRES MONO TMP H160XL120	1 137,55	0,00	10
12/10/2022	SCE HYGIÈNE/PERMIS A LOUER/2 ARMOIRES MONO TMP	1 124,88	0,00	10
12/10/2022	SCE HYGIÈNE/PERMIS A LOUER/1 BUREAU COMPACT	442,98	0,00	1
12/10/2022	SCE HYGIÈNE/PERMIS A LOUER/1 CAISSON HT BUREAU	415,48	0,00	1
12/10/2022	SCE HYGIÈNE/PERMIS A LOUER/1 CONSOLE MOBILE	573,50	0,00	10
12/10/2022	SCE HYGIÈNE/M. CARRAT/1 ARMOIRE MONO TMP H160XL120	568,78	0,00	10
12/10/2022	SCE HYGIÈNE/M. CARRAT/1 BUREAU COMPACT 160X120 DRO	442,98	0,00	1
12/10/2022	SCE HYGIÈNE/M. CARRAT/1 CAISSON HT BUREAU PROF 60	392,63	0,00	1
12/10/2022	SCE HYGIÈNE/M. CARRAT/1 SIÈGE BARI TEKNA TET NOIR	258,29	0,00	1
12/10/2022	SCE HYGIÈNE/JESSICA-MCA/1 ARMOIRE MONO TMP H198	562,44	0,00	10
12/10/2022	SCE HYGIÈNE/JESSICA-MCA/2 ARMOIRES MONO TMP H160	1 137,55	0,00	10
12/10/2022	SCE HYGIÈNE/JESSICA-MCA/1 BUREAU COMPACT 160X120	442,98	0,00	1
12/10/2022	SCE HYGIÈNE/JESSICA-MCA/1 CAISSON HT BUREAU	392,63	0,00	1
12/10/2022	SCE HYGIÈNE/JESSICA-MCA/1 CONSOLE MOBILE H63XL120	573,50	0,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de amortissement
12/10/2022	SCE HYGIÈNE/JESSICA-MCA/1 SIÈGE BARI TEKNA TET NOI	258,28	0,00	1
12/10/2022	CRECHE PETIT BOIS/1 RELEVÉ DE PLANS	0,00	0,00	0
12/10/2022	CRECHE PETIT BOIS/6 POSE DE PLANS	0,00	0,00	0
12/10/2022	CRECHE PETIT BOIS/1 DEPLACEMENT	0,00	0,00	0
13/10/2022	LUTRIN ALTUGLAS - MANIFESTATION PROTO	374,40	0,00	1
13/10/2022	2 FOURS MICRO-ONDES SEVERIN 20 HW EDUCATION	180,00	0,00	1
17/10/2022	ETABLI EN METAL 1.2 SERVICE JEUNESSE	324,00	0,00	1
17/10/2022	ETABLI FIXE MAGNUSSON SERVICE JEUNESSE	458,00	0,00	1
17/10/2022	2 LAMPES DE TABLE NORDLUX SERVICE ACHATS	192,98	0,00	1
17/10/2022	4 CHAISES KINGSTON TISSU TABOURET SERVICE ACHATS	654,84	0,00	10
17/10/2022	3 FAUTEUIL DE BUREAU SERVICE ACHATS	419,70	0,00	1
17/10/2022	ENCEINTE LOGITEH Z2 SERVICE JEUNESSE	37,90	0,00	1
17/10/2022	ENCEINTE JBL CHARGE ESSENTIAL SERVICE JEUNESSE	238,00	0,00	1
17/10/2022	MICRO ONDE HISENSE 20L - SERVICE JEUNESSE	67,90	0,00	1
17/10/2022	BARBECUE TEFAL EASY GRILL - SERVICE JEUNESSE	299,97	0,00	1
17/10/2022	REFRIGERATEUR 229 L BEKO - SERVICE JEUNESSE	357,46	0,00	1
19/10/2022	LICENCES ADOBE DSI	16 020,82	0,00	3
19/10/2022	AQUISITION TERMINAL DE PAIEMENT MOVE CINE	864,00	0,00	5
20/10/2022	SUBVENTION COMPLEMENTAIRE 4 PLACE AUX AIRES (202201-00784)	283,71	0,00	1
21/10/2022	THERMOHYGROMETRES POUR LES COLLECTION	2 520,00	0,00	10
21/10/2022	CH SERVAN/BARRIERE DE PROTECTION	1 371,67	0,00	10
21/10/2022	SUBVENTION PORTE 4 /6 TRAVERSE DE LA PLACETTE (202201-00785)	350,00	0,00	1
21/10/2022	SUBVENTION FACADE 4/6 TRAVERSE DE LA PLACETTE (202201-00786)	3 050,26	0,00	5
24/10/2022	ONDULEUR EATON 1600VA	512,00	0,00	5
24/10/2022	ARMOIRES A CLES METALLIQUES MEDIATHE	55,81	0,00	1
24/10/2022	SOUSCRIPTION SEM FONCIERE - 50% DU MONTANT TOTAL	325 500,00	0,00	0
25/10/2022	SUBVENTION PORTE D ENTREE 35 PLACE AUX AIRES (202201-00787)	350,00	0,00	1
28/10/2022	DT22313901 PROXI/1 DISTRIBUTEUR ZANIMO POLYETHYLEN	117,60	0,00	1
31/10/2022	- VESTIAIRE INDUSTRIE 3 COLONNES + SERR MEDIA	832,90	0,00	10
31/10/2022	PORTATIF KENWOOD NXDN/DMR POLICE	6 438,00	0,00	5
31/10/2022	HOTEL DE VILLE/ACCUEIL/1 TELEVISEUR LG OLED 65 POU	1 877,00	0,00	10
31/10/2022	MALLE 170 L - JEUNESSE	52,90	0,00	1
31/10/2022	VIDEO PROJECTEUR EPSON SERVICE JEUNESSE	543,73	0,00	5
02/11/2022	DESTRUCTEUR OPTIMUM LEXEL SERVICE ENSEIGNEMENT	299,90	0,00	1
02/11/2022	CAFFETIERE ITALIENNE - SERVICE JEUNESSE	12,40	0,00	1
03/11/2022	LICENCES 4 ANS / COMMUNICATION	3 907,25	0,00	3
03/11/2022	2 TABLE BASSE GIGOGNE CAB MAIRE	957,90	0,00	10
03/11/2022	CANAPE MOBY TISSU JAUNE CAB MAIRE	480,00	0,00	1
03/11/2022	7 CHAISES KINGSTON NOYER CAB MAIRE	993,30	0,00	10
03/11/2022	FACADE EST NORD OUEST 14 RUE GAZAN (202201-00788)	24 646,00	0,00	5
03/11/2022	MICRO ONDE SELECTION - SERVICE JEUNESSE	89,90	0,00	1
08/11/2022	REFRIGERATEURS FAURE MEDIATHEQUE	918,00	0,00	5
08/11/2022	TABLE TOP BRANDT MEDIATHEQUE	520,00	0,00	5
08/11/2022	LAVE VAISSELLE POSTE LIBRE BRANDT MEDIATH	360,00	0,00	1
08/11/2022	LAVE LINGE BOSCH 7KG MEDIATHE	460,00	0,00	1
10/11/2022	SCE VIDÉOSURVEILLANCE/3 FAUTEUILS MAXIMA 24H 7/7	3 579,84	0,00	10
10/11/2022	MATERNELLE LES CIGALES/2 PLANS ÉVACUATION A3 AVEC	180,00	0,00	1
14/11/2022	MARTEAU PERFORATEUR SPORTS	894,00	0,00	10
14/11/2022	SOUFFLEUR A DOS BR450 STIHL SPORTS	1 443,30	0,00	10
14/11/2022	PULVERISATEUR A DOS STIHL SG 71 18L SPORTS	172,72	0,00	1
14/11/2022	LOGICIELS ASSOCIES POUR TOTEM TACTILE MEDIA	4 476,00	0,00	5
14/11/2022	4 ECRANS AUTOUR STRUCTURE LUD MEDIA	7 200,00	0,00	5
14/11/2022	DELL 3520 PORT POUR DIRECTEURS ECOL	8 038,27	0,00	5
14/11/2022	TABLE MOBILE RABATTABLE / MUSEES MEDI	1 980,00	0,00	10
16/11/2022	DISQUE DUR INTERNE SAMSUNG SSD 870 EV DS	2 520,00	0,00	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de amortissement
16/11/2022	LICENCE 3 ANS SENTINEL ONE	47 400,00	0,00	3
17/11/2022	ETABLI 1 PIED COFFRE 5 TIROIRS 180X75CM MEDIATHEQU	560,14	0,00	10
17/11/2022	ETABLI 1 PIED COFFRE 5 TIROIRS 200X75CM MEDIATHEQU	579,04	0,00	10
18/11/2022	DT22210001 EV/CANAL DE LA SIAGNE/2 TOTEMS	4 171,68	0,00	10
18/11/2022	DT22210002 EV/CANAL DE LA SIGNE/5 CARTE PANNEAUX E	15 985,20	0,00	10
18/11/2022	DT22210003 EV/CANAL DE LA SIAGNE/6 PANNEAUX DIRECT	5 654,88	0,00	10
18/11/2022	DT22210004 EV/CANAL DE LA SIAGNE/7 BORNES BALISES	1 113,84	0,00	10
21/11/2022	CALIBREUR CLASSE 1 CAL 31 94DB POLICE	871,20	0,00	10
21/11/2022	CHAISE PLIANTE POLYPRO PALAIS	1 980,00	0,00	10
23/11/2022	ORDI INTEL CREI5 BIBLIO	3 938,40	0,00	5
23/11/2022	TATAMIS - DOJO OMNISPORTS	1 320,00	0,00	10
23/11/2022	GENERATEUR DE FLAMME YLEA OPTIMUM DRH	813,58	0,00	10
23/11/2022	VE22043401 HOME CINEMA	109,92	0,00	1
23/11/2022	LECTEUR BLUE RAY MEDIATHEQUE	35,28	0,00	1
23/11/2022	TELEVISEUR 32" AVEC SUPPORT MURAL MEDIATHEQUE	366,46	0,00	1
23/11/2022	TELEVISEUR 55" AVEC PORTS HDMI ET USB MEDIATHEQU	789,49	0,00	5
23/11/2022	TELEVISEUR 75" AVEC PORTS HDMI ET USB MEDIATHEQU	4 728,85	0,00	5
24/11/2022	LOGICIEL DE GESTION DE LA TAXE LOCALE	9 372,00	0,00	3
24/11/2022	CLOCHE AGOGO CONSERVATOIRE	51,00	0,00	5
24/11/2022	1 CLOCHE AGOGO 2 GANZA CONSERVATOIRE	97,76	0,00	1
24/11/2022	EM LES CIGALES / CREATION 2 PLAN INTERVENTION A2	304,56	0,00	10
24/11/2022	EM LES CIGALES / CREATION 1 PLAN D'EVACUATION A3	104,28	0,00	1
24/11/2022	ÉGLISE STE HÉLÈNE/2 EXTINCTEURS EAU PULVÉRISÉE+ADD	101,88	0,00	10
24/11/2022	HOTEL DE VILLE/1 PLAN INTERVENTION AVEC CADRE F A2	125,10	0,00	1
24/11/2022	HOTEL DE VILLE/2 PLANS INTERVENTION F A2 PLEXI	432,72	0,00	10
24/11/2022	HOTEL DE VILLE/1 PLAN EVACUATION A3 PLEXI	215,12	0,00	1
24/11/2022	HOTEL DE VILLE/1 PLAN EVACUATION AVEC CADRE A3	121,04	0,00	1
25/11/2022	CHARIOTS A LIVRES PAGUIS MEDIATHEQUE	11 974,28	0,00	10
25/11/2022	pub. renouvellement urbain qua (202201-00819)	454,48	0,00	0
25/11/2022	pub. création centre vidéo sur (202201-00820)	444,74	0,00	0
25/11/2022	pub. création centre vidéo sur (202201-00821)	181,91	0,00	0
25/11/2022	annonce maison petite enfance (202201-00822)	1 064,92	0,00	0
25/11/2022	annonce maison petite enfance (202201-00823)	1 358,66	0,00	0
25/11/2022	annonce maison petite enfance (202201-00824)	1 535,66	0,00	0
25/11/2022	annonce réfection pelouse stad (202201-00825)	50,00	0,00	0
25/11/2022	annonce travaux maconnerie et (202201-00826)	50,00	0,00	0
25/11/2022	annonce aménagement stade paou (202201-00827)	117,76	0,00	0
25/11/2022	annonce maison petite enfance (202201-00828)	456,39	0,00	0
25/11/2022	annonce requalification avenue (202201-00829)	1 047,70	0,00	0
25/11/2022	annonce étude création grande (202201-00830)	655,41	0,00	0
25/11/2022	annonce ravalement facade écol (202201-00831)	1 506,96	0,00	0
25/11/2022	annonce réfection pelouse stad (202201-00832)	1 569,15	0,00	0
25/11/2022	annonce requalification avenue (202201-00833)	1 602,64	0,00	0
25/11/2022	annonce aménagt local 103 bd g (202201-00834)	406,88	0,00	0
25/11/2022	annonce requalification avenue (202201-00835)	50,00	0,00	0
25/11/2022	annonce requalification avenue (202201-00836)	50,00	0,00	0
25/11/2022	annonce maison petite enfance (202201-00837)	281,60	0,00	0
25/11/2022	annonce aménagement jardin Cla (202201-00838)	542,72	0,00	0
25/11/2022	annonce création aires de jeux (202201-00839)	805,86	0,00	0
25/11/2022	annonce aménagt local 103 bd g (202201-00840)	50,00	0,00	0
25/11/2022	annonce réfection pelouse stad (202201-00841)	563,20	0,00	0
25/11/2022	annonce ravalement facade écol (202201-00842)	552,96	0,00	0
25/11/2022	annonce requalification avenue (202201-00843)	506,88	0,00	0
25/11/2022	annonce maison petite enfance (202201-00844)	235,52	0,00	0
25/11/2022	annonce aménagement DRH (202201-00845)	542,51	0,00	0
25/11/2022	annonce pour création système (202201-00846)	592,74	0,00	0
25/11/2022	annonce aménagement DRH (202201-00847)	50,00	0,00	0
25/11/2022	annonce remplacement menuiseri (202201-00848)	697,51	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de amortissement
25/11/2022	annonce fourniture et pose mod (202201-00849)	966,37	0,00	0
25/11/2022	annonce aménagement salle poly (202201-00850)	158,72	0,00	0
25/11/2022	annonce fourniture et pose mod (202201-00851)	358,40	0,00	0
25/11/2022	annonce création aires de jeux (202201-00852)	291,00	0,00	0
25/11/2022	annonce réhabilitation salle s (202201-00853)	506,88	0,00	0
25/11/2022	annonce reconstruction mur sou (202201-00854)	1 243,84	0,00	0
25/11/2022	GDTX/RUE ANCIEN PALAIS JUSTICE/4 BANCS CLÉO 2 M	3 942,12	0,00	10
25/11/2022	annonce réhabilitation salle s (202201-00856)	1 411,28	0,00	0
25/11/2022	annonce pour création système (202201-00857)	249,00	0,00	0
25/11/2022	annonce reconstruction mur sou (202201-00858)	455,68	0,00	0
25/11/2022	annonce aménagement locaux vid (202201-00859)	514,28	0,00	0
25/11/2022	annonce requalification avenue (202201-00860)	174,08	0,00	0
25/11/2022	annonce consolidation et resta (202201-00861)	50,00	0,00	0
25/11/2022	annonce aménagement locaux vid (202201-00862)	50,00	0,00	0
25/11/2022	annonce amélioration voirie co (202201-00863)	1 593,07	0,00	0
25/11/2022	annonce menuiserie ext et meta (202201-00864)	1 516,53	0,00	0
25/11/2022	annonce consolidation et resta (202201-00865)	631,49	0,00	0
25/11/2022	AV N°1 ET COMPLEMENT AU CS DS LA GUP (202201-00867)	3 737,50	0,00	0
25/11/2022	DT22294401 EV/2 TAILLES HAIE STIHL HS82R LAME DE 6	1 222,30	0,00	10
25/11/2022	DT22294402 EV/1 TAILLE HAIE STIHL HS45 LAME DE 60C	271,15	0,00	1
28/11/2022	STAND DE TIR - (202201-00871)	6 379,80	0,00	0
28/11/2022	COUPE PAIN ELEC+SOCL PRA D ESTANG E	2 789,75	0,00	5
29/11/2022	DISQUE DUR INTERNE SAMSUNG SSD 870 EV	5 184,00	0,00	5
29/11/2022	PARTICIPATION FINANCIERE EXTENSION RESEAU ENEDIS	6 577,92	0,00	5
30/11/2022	HOTEL DE VILLE/FOURN ET POSE 1 PLAN ITV A2	216,36	0,00	1
01/12/2022	PROX/PARC CHÉNAIE/1 PANNEAU RÈGLEMENT+CONCEPTION	54,29	0,00	1
02/12/2022	ACCUEIL DE NUIT/REPLACEMENT CENTRALE ECS800 SSI	6 223,67	0,00	10
02/12/2022	PM/1 RIFTER BLUEHDI 130CV	22 629,11	0,00	8
05/12/2022	SUB DEVANTURE COMMERCIALE 17 RUE JEAN OSSOLA	965,00	0,00	5
06/12/2022	MEDIATHEQUE/FOURN ET POSE DIVERS PANNEAUX	594,10	0,00	10
07/12/2022	MEDIATHEQUE/BAR/1 TABLE REFRIGEREE GN 1/ 3 PORTES	2 358,00	0,00	5
07/12/2022	MEDIATHEQUE/BAR/1 LAVE-VAISSELLE FRONTAL ALPHA 50	2 640,00	0,00	5
07/12/2022	MEDIATHEQUE/BAR/1 CAVE A VINS PORTE VITREE 2 ZONES	1 182,00	0,00	5
07/12/2022	MEDIATHEQUE/BAR/1 TOASTER ELECTRIQUE 2 NIVEAUX	318,00	0,00	1
07/12/2022	MEDIATHEQUE/BAR/1 FOUR A CONVECTION VENTILE 4 NIVE	1 002,00	0,00	5
07/12/2022	MEDIATHEQUE/BAR/1 MACHINE A GLACONS COMPACT ICE	468,00	0,00	1
07/12/2022	MEDIATHEQUE/BAR/1 ARMOIRE POSITIVE 600L GASTRONOME	1 620,00	0,00	5
07/12/2022	MEDIATHEQUE/BAR/1 EXPRESSO BROYEUR DE LONGHI	367,20	0,00	1
07/12/2022	MEDIATHEQUE/BAR/1 COLLECTEUR 45L COUVERCLE BLANC	114,00	0,00	1
07/12/2022	MEDIATHEQUE/BAR/1 DISTRIBUTEUR PAPIER CLANLINE DEV	27,60	0,00	1
07/12/2022	MEDIATHEQUE/BAR/1 DISTRIBUTEUR SAVON CRYTAL 450ML	20,40	0,00	1
08/12/2022	SITE 73-ESPACE CHRIS/1EXT.EAU+ADD 6L N°5	50,94	0,00	1
08/12/2022	SITE 01-HOTEL DE VILLE/1 EXT.EAU+ADD 6L N°6	50,94	0,00	1
08/12/2022	SITE 220-CROISSET ENTRETIEN/1 EXT. POUDRE 6KG N°1	72,04	0,00	1
08/12/2022	SITE 03-APPARITEURS/1 EXT.EAU+ADD 6L N°7	50,94	0,00	1
08/12/2022	SITE 245-MAISON ST CLAUDE/1 EXT.EAU+ADD 6L N°1	405,54	0,00	1
08/12/2022	SITE 04-BATCOMM/2 EXT. EAU+ADD 6L N°5+8	101,88	0,00	10
08/12/2022	SITE 18-SCE TECHNIQUE GD CENTRE/1 EXT.EAU+ 6L N°3	50,94	0,00	1
08/12/2022	SITE 45-MOSQUEE GAMBETTA/1 EXT.EAU+ADD 6L N°3	50,94	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumulés	
			amortissements	Durée de amortissement
08/12/2022	SITE 106-SCE CIMETIERE/1 EXT.EAU+ADD 6L N°1	50,94	0,00	1
08/12/2022	SITE 125-SCE ELECTORAL/1 EXT.EAU+ADD 6L N°1	50,94	0,00	1
08/12/2022	SITE 97-MAIRIE ST CLAUDE/3 EXT.EAU+ADD 6L N°1+2+4B	152,82	0,00	10
08/12/2022	SITE 116-MAIRIE ST ANTOINE/1 EXT.EAU+ADD 6L N°4	50,94	0,00	1
08/12/2022	SITE 179-MAIRIE PLASCASSIER/1 EXT.EAU+ADD 6L N° 2	50,94	0,00	1
08/12/2022	SITE 91-EM JASMIN/2 EXT.EAU+ADD 6L N°11B+15	101,88	0,00	10
08/12/2022	SITE 46-EE GAMBETTA/2 EXT.EAU+ADD 6L N°26+27	101,88	0,00	10
08/12/2022	SITE 222-MEDIATHEQUE PLAN/1 EXT.EAU+ADD 6L N°1	50,94	0,00	1
08/12/2022	SITE 56-VILLA MUSEE FRAGO/1 EXT.POUDRE 6KG N°3	72,04	0,00	1
08/12/2022	SITE 82-CROISSET RESERV/TEXT.N31+32+33+34+54+55+56	419,86	0,00	10
08/12/2022	SITE 20-CHAPELLE ORATOIRE/1 EXT.EAU+ADD 6L N°3	50,94	0,00	1
08/12/2022	SITE 132-STADE PERDIGON/2 EXT.EAU+ADD 6L N°9+16	101,88	0,00	10
08/12/2022	SITE 155-TENNIS LA PAOUTE/1 EXT.EAU+ADD 6L N°12	50,94	0,00	1
08/12/2022	SITE 160-STADE CHILETTI+CLUB HOUSE/2 EXT.N°1+8	101,88	0,00	10
08/12/2022	SITE 74-CHIRIS CASTAFIORE/2 EXT.EAU+ADD 6L N°4+5	101,88	0,00	10
08/12/2022	SITE 75-CHIRIS KARATE/1 EXT.EAU+ADD 6L N°2	50,94	0,00	1
08/12/2022	SITE 27-LE COURS SALLE TIR/1 EXT.POUDRE 6KG N°3	72,04	0,00	1
08/12/2022	SITE 152-LEC ASPRES/2 EXT.EAU+ADD 6L N°1+7	101,88	0,00	10
08/12/2022	SITE 205-MAISON ENFANTS/5 EXT.EAU 6L N°4+5+6+11+15	254,70	0,00	10
08/12/2022	SITE 86-ECA 500/1 EXTINCTEUR EAU+ADD 6L N°4	50,94	0,00	1
08/12/2022	SITE 60-CCAS/1 EXTINCTEUR EAU+ADD 6L N°1	50,94	0,00	1
08/12/2022	SITE 144-CRECHE PETIT BOIS/2 EXT.EAU+ADD 6L N10+11	101,88	0,00	10
08/12/2022	DIVERS SITES/50 EXTINCTEURS EAU+ADD 6L	2 412,00	0,00	10
08/12/2022	DIVERS SITES/2 EXTINCTEURS EAU+ADD 9L	103,68	0,00	10
08/12/2022	DIVERS SITES/30 EXTINCTEURS CO2 2KG+PICTOGRAMME	1 324,80	0,00	10
08/12/2022	DIVERS SITES/6 EXTINCTEURS CO2 5KG+PICTOGRAMME	374,40	0,00	10
12/12/2022	MATERIEL DE RANDONNEE JEUNESSE	620,70	0,00	10
12/12/2022	CASQUE AUDIO CLEYVER SERVICE JEUNESSE	288,70	0,00	1
12/12/2022	ENCEINTE BLUETHOOT MUSE - JEUNESSE	179,00	0,00	1
12/12/2022	NEPTUNE - PALNBURO - JEUNESSE	210,99	0,00	1
13/12/2022	PIANO PETROF 1/4 QUEUE DE 1995 NE SERIE 5367 CONS	4 500,00	0,00	5
14/12/2022	INSTALLATION STANDARD 10 SWITCHS NIVEAU 2	30 776,69	0,00	5
19/12/2022	TRANSFERT DE PROPRIETE SFRS_DXIA_VILLE DE GRASSE	1,00	0,00	1
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
01/01/2022	PARCELLE BL123_BL178_BL280_BL179 (199101-00001)	987,46	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX COPROPRIETES	7 143,26	0,00	0
21/09/2022	PLACES/SCULPTURE VUES SUR L'OEUVRE DE VHILS/PLACES	870,00	0,00	0
21/09/2022	DESAMIANTAGE (202101-00722)	1 406,50	0,00	0
21/09/2022	IMMEUBLE LACOMI (202101-00723)	489,58	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX ACROBATIQUE	440,00	0,00	0
21/09/2022	POSTE DE POLICE (202101-00725)	1 524,75	0,00	0
21/09/2022	TRIBUNE STADE DE LA PAOUTE (202101-00726)	361,67	0,00	0
21/09/2022	BIBLIOTHEQUE ANTOINE MAURE (202101-00727)	564,51	0,00	0
21/09/2022	ANNONCE CONVERTURE TRIBUNE STADE PERDIGON (202101-00728)	996,00	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Années	
			Quantité des amortissements	Durée de amortissement
21/09/2022	BIBLIOTHEQUE ANTOINE MAURE (202101-00729)	996,00	0,00	0
21/09/2022	MISE EN PLACE ESPACE CINERAIRE CIMETIER ST BRIGITE (202101-00730)	1 860,00	0,00	0
21/09/2022	SALLE OMNISPORTS 2020 (202101-00731)	108,00	0,00	0
21/09/2022	GROUPE SCOLAIRE ST MATHIEU 2020 (202101-00732)	1 860,00	0,00	0
21/09/2022	PALAIS EPISCOPAL 2020 (202101-00733)	108,00	0,00	0
21/09/2022	GROS ENTRETIEN RENOVATION ECOLES	3 720,00	0,00	0
21/09/2022	CRECHE DU PEYRARD 2020 (202101-00735)	1 860,00	0,00	0
21/09/2022	MEDIATHEQUE 2020 (202101-00736)	3 156,00	0,00	0
21/09/2022	VILLA GUERIN (202101-00737)	1 860,00	0,00	0
21/09/2022	CRECHE CASTEL AROMA 2020 (202101-00738)	1 860,00	0,00	0
21/09/2022	CHAPELLE ST MICHEL - RAVALEMENT FACADES (202101-00739)	108,00	0,00	0
21/09/2022	CAVEAUX CIMETIERE DES ROUMIGUIERES (202101-00740)	108,00	0,00	0
21/09/2022	AMENAGT RESERVES MUSEES DE CROISSET (202101-00741)	3 828,00	0,00	0
21/09/2022	TRANSFERT DRH BUREAUX CGT (202101-00742)	1 860,00	0,00	0
21/09/2022	CLOCHER CATHEDRALE NOTRE DAME - TVX URGENCE (202101-00743)	1 860,00	0,00	0
21/09/2022	VOIRIE (202101-00744)	374,95	0,00	0
21/09/2022	QUARTIER LA GARE VOIE DESECLAVEMENT PRU	1 476,00	0,00	0
21/09/2022	PARUTION CREATION RESEAU EU ROSSIGNOL	996,00	0,00	0
21/09/2022	SCHEMA ASSAINISSEMENT	996,00	0,00	0
21/09/2022	ENTRETIEN ET AMELIORATION RESEAU	2 076,00	0,00	0
21/09/2022	RECONSTRUCTION MUR SOUTENEMENT CH DES PAROIRS (202101-00749)	108,00	0,00	0
21/09/2022	MISE EN SECURITE MUR SOUTENEMENT BLD ALBERT 1ER (202101-00750)	108,00	0,00	0
21/09/2022	AMENAGEMENT PLACES MEDIATHEQUE (202101-00751)	864,00	0,00	0
21/09/2022	RESEAU SOUTENEMENT PLACES MEDIATHEQUE (202101-00752)	996,00	0,00	0
21/09/2022	MUR SOUTENEMENT 2020 (202101-00753)	216,00	0,00	0
21/09/2022	VOIRIE 2020 (202101-00754)	5 580,00	0,00	0
21/09/2022	RESEAUX SOUTENEMENT PLACES MEDIATHEQUE 2020 (202101-00755)	3 540,48	0,00	0
21/09/2022	FRESQUE RAINERI	864,00	0,00	0
21/09/2022	CHEMIN DES PRES - RECONSTRUCTION MUR (202101-00757)	1 860,00	0,00	0
21/09/2022	CHEMIN CHASSEUR ALPINS - CONFORTMENT TALU (202101-00758)	108,00	0,00	0
21/09/2022	BOULEVARD CARNOT - REQUALIFICATION (202101-00759)	1 860,00	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX ENTRETIEN VOIRIES ET ESPACES PUBLICS (202101-00760)	2 516,11	0,00	0
21/09/2022	FOURNITURE ET POSE PANNEAUX SIGNALIQUES	2 076,00	0,00	10
21/09/2022	MULTIMEDIAS ECOLES	85,00	0,00	0
21/09/2022	AMENAGM* COURS HONORE CRESPIER/JARDIN PLANT (202101-00763)	17 052,00	0,00	0
21/09/2022	VILLA ST HILAIRE - AMENAGMENT PAYSAGER (202101-00764)	15 500,00	0,00	0
21/09/2022	REFECTION GAZON SYNTHETIQUE - STADE PAOUTE (202101-00765)	3 384,00	0,00	0
21/09/2022	STADE PERDIGON - DIAGNOSTIC PISTE ATHLETIQUE (202101-00766)	5 244,00	0,00	0
21/09/2022	ETUDE RESTAURATION CHAPELLE ST ANTOINE (202101-00798)	1 500,00	0,00	0
21/09/2022	RESTAURATION FACADE / TOITURE - VILLA GUERIN (202101-00799)	9 240,00	0,00	0
21/09/2022	AUDITS ENERGETIQUES ECOLES GRASSOISE (202101-00800)	31 251,48	0,00	0
21/09/2022	MEDIATHEQUE CHARLES NEGRES (202101-00801)	28 665,60	0,00	0
21/09/2022	RESTAURATION CATHEDRALE 2020 (202101-00802)	79 895,88	0,00	0
21/09/2022	ACTION COEUR DE VILLE 2020	6 240,00	0,00	0
21/09/2022	CHAPELLE SAINT FRANCOIS 2020 (202101-00804)	2 770,20	0,00	0
21/09/2022	RELOCALISATION DRH 2020 (202101-00805)	670,00	0,00	0
21/09/2022	CHAPELLE VISITATION 2020 (202101-00806)	1 948,06	0,00	0
21/09/2022	CATHEDRALE NOTRE DAME DU PUY (202101-00807)	9 234,06	0,00	0
21/09/2022	DIAGNOSTIC COMPLET DE L ATTRACTIVITE COMMERCIALE	16 146,00	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de amortissement
21/09/2022	CHAPELLES SAINT HELENE (202101-00809)	1 732,80	0,00	0
21/09/2022	CHAPELLE ST MICHEL - ETUDE RAVALEMENT FACADE (202101-00810)	3 948,00	0,00	0
21/09/2022	CRECHE DE PEYRARD - PRECONISTAION MUR SOUTENEMENT (202101-00811)	900,00	0,00	0
21/09/2022	SALLE DE BOXE - DIAGNOSTIC REPRISE MEZZANINE	3 000,00	0,00	0
21/09/2022	CHAUDIERES BATIMENTS (202101-00813)	37 775,97	0,00	10
21/09/2022	MULTIMEDIA ECOLES (202101-00814)	12 898,86	0,00	0
21/09/2022	EAUX PLUVIALES 2013 (202101-00815)	6 936,80	0,00	0
21/09/2022	EAUX PLUVIALES 2015 (202101-00817)	5 196,00	0,00	0
21/09/2022	FALAISE ROQUEVIGNON	5 700,00	0,00	0
21/09/2022	AMENAGEMENT AVENUE LIBERATION (202101-00819)	1 440,00	0,00	0
21/09/2022	MUR SOUTENEMENT-ALBERT 1er ET CH PAROIR (202101-00820)	18 033,60	0,00	0
21/09/2022	PLAN TOPOGRAPHIQUE - CHEMIN DE LA MADELEINE	3 660,00	0,00	0
21/09/2022	RENFORCEMENT STRUCTURE GRANDE ROUE HONORE CRESP	5 545,48	0,00	10
21/09/2022	CONFORTEMENT MUR AV MARECHAL LECLERC (202101-00823)	3 000,00	0,00	0
21/09/2022	ETUDES REVETEMENT - AV DE LATTRE / POMPIDOU (202101-00824)	15 481,20	0,00	0
21/09/2022	ETUDE GEOTECHNIQUE TALUS IMPASSE LAUVE (202101-00825)	2 406,00	0,00	0
21/09/2022	AMENAGEMENT REFECTION RESEAU PLACE MEDIATHEQUE (202101-00826)	25 200,00	0,00	0
21/09/2022	PLACES MEDIATHEQUE - AMENAGMENT REFECTION RESEAU (202101-00827)	95 357,80	0,00	0
21/09/2022	MUR SOUTENEMENT 2020 (202101-00828)	3 240,00	0,00	0
21/09/2022	VOIRIE 2021 (202101-00829)	13 272,00	0,00	0
21/09/2022	VOIRIE 2021 (202101-00830)	370,00	0,00	0
21/09/2022	AV. MICHEL CHEVALIER - RELEVÉ TOPOGRAPHIQUE (202101-00831)	475,00	0,00	0
21/09/2022	RESIDENCE PRADO - ETUDE AMONT EBOULEMENT (202101-00832)	6 360,00	0,00	0
21/09/2022	STADE PERDIGON - AUDIT SOLIDITE 6 MATS ECLAIRAGE (202101-00833)	3 000,00	0,00	0
21/09/2022	étude aménagement RDC Mairie + (202101-00839)	18 920,62	0,00	0
21/09/2022	RENOVATION ESCALIER - HOTEL DE VILLE (202101-00840)	1 800,00	0,00	0
21/09/2022	AUDITS ENERGETIQUES ECOLES GRASSOISES (202101-00841)	69 340,91	0,00	0
21/09/2022	CHAPELLE PENITENTS 2020 (202101-00842)	1 500,00	0,00	0
21/09/2022	CHAPELLE SAINT MICHEL 2020 (202101-00843)	8 750,00	0,00	0
21/09/2022	SHEMA DIRECTEUR EAU PLUVIALE (202101-00846)	2 784,00	0,00	0
21/09/2022	MAHP 2020 - ETUDE ELECTRIQUE ET THERMIQUE (202101-00847)	6 048,00	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX CONSTRUCTION MEDIATHEQUE	13 567,50	0,00	0
21/09/2022	DT21236601 BD CARNOT/SQUARE RASTIGNY/TRAVAUX DE VO	27 354,88	0,00	0
21/09/2022	REFECTION GAZON STADE LA PAOUTE (202101-01042)	864,00	0,00	0
21/09/2022	JARDINS DES PLANTES 2020 (202101-01043)	864,00	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX AIRES DE JEUX	2 037,52	0,00	0
21/09/2022	PÉRIL - 7 RUE REVE VIEILLE	1 308,29	0,00	0
21/09/2022	DIVERS TRAVAUX COPROPRIETES	39 519,24	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX BATIMENT CONSERVATOIRE	26 972,40	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX LOGEMENTS DE FONCTIONS	25 307,05	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX BATIMENT MAIRIE 0001 (BAT-MAIRIE-0001-2313-2021)	108 063,75	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX BATIMENT PROXIMITE (BAT-MAIRIE-0007-2313-1)	1 128,00	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX BATIMENT MAIRIE_JURIDIQUE	3 430,00	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX MARRONIERS	18 974,75	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX CHAPELLES	54 453,31	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX BATIMENTS PUBLICS 0032 (BAT-PUB-AUT-0032-2313)	3 858,82	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX EX LYCEE DE CROISSET	2 039,28	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX IMMEUBLE DRH	172 794,32	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX IMMEUBLE DRH	5 947,67	0,00	0

Accusé de réception en préfecture
 006-210600698-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20230404-2023-33-DE Date de transmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023	
			Cumul des amortissements	Durée de amortissement
21/09/2022	TRAVAUX CATHEDRALE	86 446,37	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX BATIMENTS MAHP	30 552,00	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX VILLA FRAGONARD	24 410,48	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX - SALLE SOUS LE COURS	66 980,16	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX STAND DE TIR	8 933,57	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX VILLA GUERIN	251 686,19	0,00	0
21/09/2022	STADE PERDIGON/ECLAIRAGE AIRE ENGAZONNEE (BAT-PUB-AUT-0131-2312)	7 032,66	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX CAMPUS VISITATION	142 848,27	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX GROUPE SCOLAIRE ST MATHIEU	247 595,08	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX ECOLE ST MATHIEU	6 626,40	0,00	10
21/09/2022	CIMETIERE STE BRIGITTE	11 268,00	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX DIVERS BATIMENTS COMMUNAUX	58 267,04	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX SUR DIVERS BATIMENTS COMMUNAUX	549,73	0,00	10
21/09/2022	TRAVAUX DIVERS CHAPELLES	2 050,00	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX DANS DIVERS ECOLES	215 762,38	0,00	0
21/09/2022	DIVERS TRAVAUX ESPACES VERTS	6 666,48	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX ECLAIRAGE PUBLIC 2021	1 975,68	0,00	0
21/09/2022	EQUIPEMENTS MEDIATHEQUE	19 432,80	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX FONTAINES	6 126,16	0,00	0
21/09/2022	GER ECLAIRAGE SERVICE FETES	8 730,41	0,00	0
21/09/2022	ECLAIRAGE 2021	13 783,04	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX DE MAINTENANCE	238 379,61	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX DE MAINTENANCE	10 683,12	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX SECURITE INCENDIE	159 600,00	0,00	10
21/09/2022	TRAVAUX RESEAUX 2021	74 184,24	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX SUITE INTEMPERIES	27 897,60	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX CONSTRUCTION MEDIATHEQUE	2 604 870,25	0,00	0
21/09/2022	PARKING CAPG	26 548,81	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX PLACES DE LA MEDIATHEQUE	1 329 627,03	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX DEFENCE INCENDIE	32 931,99	0,00	0
21/09/2022	RESEAU VIDEO 2021	162 436,30	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX RESEAU ERDF	4 039,16	0,00	0
21/09/2022	RESTAURATION OEUVRES 2021	37 678,00	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX DIVERS PLACES	225 732,37	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX SQUARE PASQUA	2 079,00	0,00	0
21/09/2022	RAVLORISATION JARDIN DES PLANTES	24 147,14	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX EN REGIE ATELIERS 2021	152 480,70	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX EN REGIE PROXI 2021	41 368,51	0,00	0
21/09/2022	TRAVAUX EN REGIE FETES ECLAIRAGE PUBLIC 2021	8 990,76	0,00	0
21/09/2022	PLACES MEDIATHEQUE /OEUVRES (UVRE-PLACES -MEDIATHEQUE)	2 520,00	0,00	0
TOTAL GENERAL		18 387 650,08	0,00	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A10.2

A10.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
23/02/2022	60 BORNES A SCELLER SERVICE PROXIMITE [P]	6 386,64	10	6 386,64	0,00	20,00	20,00
18/05/2022	14 chaises (2004000076) [P]	1 767,69	10	1 767,69	0,00	101,02	101,02
18/05/2022	60 BORNES A SCELLER SERVICE PROXIMITE [P]	6 386,64	10	6 386,64	0,00	20,00	20,00
24/05/2022	acquis chaises palais congrès (2001000040) [P]	11 741,99	10	11 741,99	0,00	666,71	666,71
24/05/2022	acquis chaises palais congrès (2001000040) [P]	11 741,99	10	11 741,99	0,00	646,50	646,50
24/05/2022	acquis chaises palais congrès (2001000040) [P]	11 741,99	10	11 741,99	0,00	606,10	606,10
24/05/2022	acquis chaises palais congrès (2001000040) [P]	11 741,99	10	11 741,99	0,00	656,60	656,60
24/05/2022	acquis chaises palais congrès (2001000040) [P]	11 741,99	10	11 741,99	0,00	646,50	646,50
21/06/2022	CL-158-PQ HONDA NC 700 X MOTO POLICE (2012-00645)	9 197,55	8	9 197,55	0,00	800,00	800,00
27/06/2022	CL-752-PQ HONDA NC 700 X MOTO POLICE (2012-00646)	9 197,55	8	9 197,55	0,00	800,00	800,00
27/06/2022	CL-210-PT HONDA NC 700 X MOTO POLICE (2012-00648)	9 197,55	8	9 197,55	0,00	800,00	800,00
11/07/2022	4 FAUTEUILS POUR DIVERS SERVICES [P]	614,74	10	614,74	0,00	15,00	15,00
11/07/2022	60 BORNES A SCELLER SERVICE PROXIMITE [P]	6 386,64	10	6 386,64	0,00	20,00	20,00
12/07/2022	bureau ecole wallon (2001000049)	956,86	10	956,86	0,00	30,00	30,00
12/07/2022	4 FAUTEUILS POUR DIVERS SERVICES [P]	614,74	10	614,74	0,00	15,00	15,00
13/07/2022	60 BORNES A SCELLER SERVICE PROXIMITE [P]	6 386,64	10	6 386,64	0,00	30,00	30,00
29/09/2022	DP0042- RUE DU JEU DE BOULES (2007000018) [P]	249 000,00	0	0,00	249 000,00	161 700,00	-87 300,00
30/09/2022	LOCAL 12 BD CARNOT_BL180_LOT 1333_PALMERAIE	19 859,47	0	0,00	19 859,47	100 000,00	80 140,53
29/11/2022	AY0113-128m²-SERRE MUNICIPALE (AY482-AY483-AY484) (2012000694) [P]	478,72	0	0,00	478,72	3 149,61	2 670,89
29/11/2022	AY0113-128m²-SERRE MUNICIPALE (AY482-AY483-AY484) (2012000694) [P]	478,72	0	0,00	478,72	2 053,33	1 574,61
29/11/2022	AY0274 CADAS AY477 (AY485-AY486-AY487-AY488-AY489) (202101-00702) [P]	8 165,00	0	0,00	8 165,00	22 000,00	13 835,00
29/11/2022	AY0274 CADAS AY477 (AY485-AY486-AY487-AY488-AY489) (202101-00702) [P]	8 165,00	0	0,00	8 165,00	4 946,67	-3 218,33
29/11/2022	AY0274 CADAS AY477 (AY485-AY486-AY487-AY488-AY489) (202101-00702) [P]	8 165,00	0	0,00	8 165,00	12 850,39	4 685,39
Cessions à titre gratuit							
14/01/2022	CL-158-PQ HONDA NC 700 X MOTO POLICE (2012-00645)	9 197,55	8	9 197,55	0,00	0,00	0,00
14/01/2022	CL-752-PQ HONDA NC 700 X MOTO POLICE (2012-00646)	9 197,55	8	9 197,55	0,00	0,00	0,00
14/01/2022	CL-210-PT HONDA NC 700 X MOTO POLICE (2012-00648)	9 197,55	8	9 197,55	0,00	0,00	0,00
Mise à disposition							
12/09/2022	MATERIEL ECLAIRAGE PALAIS DES CONGRES [P]	2 143,63	10	2 143,63	0,00	106,75	106,75

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Accusé de réception en préfecture 006-210008-20230404-2023-33-D- Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception en préfecture : 05/04/2023	Valeur comptable	Prix de cession	Plus ou moins values
					au jour de la cession			
12/09/2022	PLAN PLASTIFIE SECURITE PALAIS CONGRES [P]	1 460,56	10	1 460,56		0,00	72,74	72,74
12/09/2022	BM0184 (ex BL0147-22) PALAIS DES CONGRES (2012000045) [P]	10 689 031,28	0	0,00		10 689 031,28	532 274,08	-10 156 757,20
12/09/2022	POSE R.I.A / CORR PALAIS CONGRES: [P]	540,79	3	540,79		0,00	26,93	26,93
12/09/2022	SIGNALTIQUE PALAIS INTERIEUR DES CONGRES [P]	1 626,00	10	486,00		1 140,00	80,97	-1 059,03
12/09/2022	PALAIS DES CONGRES (202101-00135) [P]	57 151,42	60	952,00		56 199,42	2 846,14	-53 353,28
12/09/2022	PLAN EVACUATION - PALAIS DES CONGRES [P]	1 266,84	10	126,00		1 140,84	63,09	-1 077,75
12/09/2022	PALAIS CONGRES : PROTECT° / RESI (INT-0196) [P]	693,68	0	0,00		693,68	34,55	-659,13
12/09/2022	PALAIS DES CONGRES : MONTE-CHARGE (INT-0199) [P]	741,91	60	12,00		729,91	36,95	-692,96
12/09/2022	PALAIS DES CONGRES : TVX DE SECURITE (INT-0200) [P]	1 616,39	60	26,00		1 590,39	80,50	-1 509,89
12/09/2022	PALAIS DES CONGRES : ISSUE DE SECOURS (INT-0201) [P]	2 093,00	60	34,00		2 059,00	104,23	-1 954,77
12/09/2022	PALAIS DES CONGRES: TVX ELECTRIQUES (INT-0202) [P]	19 600,05	60	326,00		19 274,05	976,08	-18 297,97
12/09/2022	TRAVAUX WIFI PALAIS DE CONGRES (INT-0203) [P]	20 172,47	0	0,00		20 172,47	1 004,59	-19 167,88
12/09/2022	TRAVAUX CABLAGE VDI PALAIS DES CONGRES (INT-0204) [P]	11 871,50	0	0,00		11 871,50	591,20	-11 280,30
12/09/2022	PALAIS CONGRES : TVX TERRASSE (INT-0207) [P]	4 319,70	60	71,00		4 248,70	215,12	-4 033,58
12/09/2022	PALAIS DES CONGRES : INSTALLAT° (INT-0873) [P]	4 019,66	0	0,00		4 019,66	200,18	-3 819,48
12/09/2022	PALAIS CONGRES:POSE GARDE CORPS/EFFRACT° (INT-0874) [P]	4 353,11	10	435,00		3 918,11	216,78	-3 701,33
12/09/2022	PALAIS CONGRES : TVX TERRASSE (INT-0875) [P]	4 799,67	60	79,00		4 720,67	239,02	-4 481,65
12/09/2022	PALAIS CONGRES: REF. ETANCHEITE TERRASSE (INT-0878) [P]	8 398,82	60	139,00		8 259,82	418,26	-7 841,56
12/09/2022	PALAIS CONGRES: REF. ETANCHEITE TERRASSE (INT-0879) [P]	506,66	60	8,00		498,66	25,23	-473,43
12/09/2022	PALAIS CONGRES: REF. ETANCHEITE TERRASSE (INT-0880) [P]	2 977,61	60	49,00		2 928,61	148,28	-2 780,33
12/09/2022	PALAIS CONGRES:MISE/PLACE PROJECTEURS (INT-0881) [P]	6 960,72	60	116,00		6 844,72	346,64	-6 498,08
12/09/2022	BAIE SONO INCENDIE PALAIS DES CONGRES (INT-0882) [P]	17 477,15	60	291,00		17 186,15	870,36	-16 315,79
12/09/2022	PALAIS CONGRES:RECH.AMIANTE AVANT TVX (INT-0883) [P]	2 392,00	60	39,00		2 353,00	119,12	-2 233,88
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TVX RAVALEMENT FACADE (INT-1664) [P]	146,35	60	2,00		144,35	7,29	-137,06
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TX RAVALT FACADE/PEINTURE (INT-1665) [P]	154,62	60	2,00		152,62	7,70	-144,92
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TVX RAVALEMENT FACADE (INT-1666) [P]	179,40	60	2,00		177,40	8,93	-168,47
12/09/2022	PALAIS CONGRES:RÉNOVAT° FACADE/TVX PLOMB (INT-1667) [P]	207,21	60	3,00		204,21	10,32	-193,89
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TX RAVALT FACADE/PEINTURE (INT-1668) [P]	397,17	60	6,00		391,17	19,78	-371,39
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TVX RAVALEMENT FACADE (INT-1669) [P]	545,38	60	9,00		536,38	27,16	-509,22
12/09/2022	PALAIS CONGRES:CHARTRE FACADES COMMERC. (INT-1670) [P]	1 000,00	60	16,00		984,00	49,80	-934,20
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TX RAVALT FACADE/PEINTURE (INT-1671) [P]	1 006,22	60	16,00		990,22	50,11	-940,11
12/09/2022	PALAIS/CONGRES:DÉVOIEMENT LIAISONS FRIGO (INT-1672) [P]	1 133,81	60	18,00		1 115,81	56,46	-1 059,35

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Accusé de réception en préfecture 006-210008-2023-0404-2023-33-D Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception en préfecture : 05/04/2023	Valeur comptable	Prix de cession	Plus ou moins values
					au jour de la cession			
12/09/2022	PALAIS CONGRES:CHARTRE FACADES COMMERC. (INT-1673) [P]	1 500,00	60	25,00	1 475,00	74,70	-1 400,30	
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TVX RAVALEMENT FACADE (INT-1674) [P]	2 235,29	60	37,00	2 198,29	111,32	-2 086,97	
12/09/2022	PALAIS CONGRES:RÉNOVAT° FACADE/PLOMBERIE (INT-1675) [P]	2 412,60	60	40,00	2 372,60	120,15	-2 252,45	
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TX RAVALT FACADE/PEINTURE (INT-1676) [P]	2 937,83	60	48,00	2 889,83	146,30	-2 743,53	
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TVX RAVALEMENT FACADE (INT-1677) [P]	3 408,60	60	56,00	3 352,60	169,75	-3 182,85	
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TVX RÉNOVAT° FACADE (INT-1679) [P]	6 442,24	60	107,00	6 335,24	320,82	-6 014,42	
12/09/2022	ETUDE COULEURS POUR PALAIS DES CONGRES (INT-1680) [P]	7 080,32	60	118,00	6 962,32	352,60	-6 609,72	
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TX RAVALT FACADE/PEINTURE (INT-1681) [P]	7 546,07	60	125,00	7 421,07	375,79	-7 045,28	
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TVX AMÉNAGT TERRASSE (INT-1682) [P]	9 322,22	60	155,00	9 167,22	464,25	-8 702,97	
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TVX RÉNOVAT° FACADE (INT-1683) [P]	18 631,25	60	310,00	18 321,25	927,84	-17 393,41	
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TX RAVALT FACADE/PEINTURE (INT-1684) [P]	19 118,16	60	318,00	18 800,16	952,08	-17 848,08	
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TVX RÉNOVAT° FACADE (INT-1685) [P]	23 617,05	60	393,00	23 224,05	1 176,13	-22 047,92	
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TVX RÉNOVAT° FACADE (INT-1686) [P]	24 074,32	60	401,00	23 673,32	1 198,90	-22 474,42	
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TVX RÉNOVAT° FACADE (INT-1687) [P]	25 243,94	60	420,00	24 823,94	1 257,15	-23 566,79	
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TVX RÉNOVAT° FACADE (INT-1688) [P]	34 321,21	60	572,00	33 749,21	1 709,20	-32 040,01	
12/09/2022	PALAIS CONGRES:RÉNOVAT° FACADE (INT-2493) [P]	9 355,12	10	935,00	8 420,12	465,88	-7 954,24	
12/09/2022	SONORISATION PALAIS CONGRES (INT-2494) [P]	14 964,57	0	0,00	14 964,57	745,24	-14 219,33	
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TX RAVALT FACADE (INT-2495) [P]	8,13	60	0,00	8,13	0,40	-7,73	
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TX RAVALT FACADE (INT-2496) [P]	20,91	60	0,00	20,91	1,04	-19,87	
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TVX RAVALEMENT FACADE (INT-2497) [P]	30,12	60	0,00	30,12	1,50	-28,62	
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TVX RAVALEMENT FACADE (INT-2498) [P]	89,70	60	1,00	88,70	4,47	-84,23	
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TX RAVALT FACADE (INT-2499) [P]	154,62	60	2,00	152,62	7,70	-144,92	
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TX RAVALT FACADE (INT-2500) [P]	242,72	60	4,00	238,72	12,09	-226,63	
12/09/2022	PALAIS CONGRES:PEINTURE FAÇADE RDC (INT-2501) [P]	373,51	60	6,00	367,51	18,60	-348,91	
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TX RAVALT FACADE (INT-2502) [P]	397,16	60	6,00	391,16	19,78	-371,38	
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TVX RAVALEMENT FACADE (INT-2503) [P]	572,26	60	9,00	563,26	28,50	-534,76	
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TVX RAVALEMENT FACADE (INT-2504) [P]	992,19	60	16,00	976,19	49,41	-926,78	
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TX RAVALT FACADE (INT-2505) [P]	1 132,00	60	18,00	1 114,00	56,37	-1 057,63	
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TVX RAVALEMENT FACADE (INT-2506) [P]	1 704,30	60	28,00	1 676,30	84,87	-1 591,43	
12/09/2022	PALAIS CONGRES RAVALEMENT/FACADE (INT-2507) [P]	1 889,68	60	31,00	1 858,68	94,11	-1 764,57	
12/09/2022	PALAIS CONGRES:CHARTRE FACADES (INT-2508) [P]	2 500,00	60	41,00	2 459,00	124,50	-2 334,50	

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Accusé de réception en préfecture 006-2023-08-2030404-2023-33-DE Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023	Prix de cession	Plus ou moins values
					Valeur comptable au jour de la cession		
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TX RÉNOVATION FAÇADE (INT-2509) [P]	3 909,48	60	65,00	3 844,48	194,69	-3 649,79
12/09/2022	PALAIS CONGRES:MISE/PL. TOLE SUR CHASSIS (INT-2510) [P]	4 188,87	60	69,00	4 119,87	208,61	-3 911,26
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TVX RAVALEMENT FACADE (INT-2511) [P]	4 348,66	60	72,00	4 276,66	216,56	-4 060,10
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TX RAVALT FACADE (INT-2512) [P]	4 611,58	60	76,00	4 535,58	229,66	-4 305,92
12/09/2022	PALAIS CONGRES:POSE POTEAU BOIS (INT-2513) [P]	5 651,82	60	94,00	5 557,82	281,46	-5 276,36
12/09/2022	PALAIS CONGRES:RÉNOVT° FACADE (INT-2514) [P]	5 830,74	60	97,00	5 733,74	290,37	-5 443,37
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TX RÉNOVATION FAÇADE (INT-2515) [P]	6 161,55	60	102,00	6 059,55	306,85	-5 752,70
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TVX RAVALEMENT FACADE (INT-2517) [P]	8 697,31	60	144,00	8 553,31	433,13	-8 120,18
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TX RÉNOVATION FAÇADE (INT-2518) [P]	9 551,02	60	159,00	9 392,02	475,64	-8 916,38
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TVX RÉNOVAT° FACADE (INT-2519) [P]	9 850,39	60	164,00	9 686,39	490,55	-9 195,84
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TX RÉNOVATION FAÇADE (INT-2520) [P]	18 100,62	60	301,00	17 799,62	901,41	-16 898,21
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TVX RAVALEMENT FACADE (INT-2521) [P]	18 851,66	60	314,00	18 537,66	938,81	-17 598,85
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TX RAVALT FACADE (INT-2522) [P]	21 507,93	60	358,00	21 149,93	1 071,09	-20 078,84
12/09/2022	PALAIS DES CONGRES - RAVALEMENT FACADE - PEINTURE (INT-2523) [P]	7 096,81	60	118,00	6 978,81	353,42	-6 625,39
12/09/2022	RENOVATION FACADE - PALAIS DES CONGRES (INT-2524) [P]	27 758,61	60	462,00	27 296,61	1 382,38	-25 914,23
12/09/2022	PALAIS CONGRES:MISE/SÉCURITÉ TRANSFO. (INT-3278) [P]	2 853,88	0	0,00	2 853,88	142,12	-2 711,76
12/09/2022	PALAIS CONGRES/ SITE 8:TX /PERFORM ÉNERG (INT-3279) [P]	123,79	0	0,00	123,79	6,16	-117,63
12/09/2022	PALAIS DES CONGRES RETENUE DE GARANTIE (INT-3280) [P]	56,21	1	56,21	0,00	2,80	2,80
12/09/2022	PALAIS CONGRES:MISE/CONF. ASCENSEURS (INT-3281) [P]	652,38	60	10,00	642,38	32,49	-609,89
12/09/2022	TRAVAUX PALAIS CONGRES DGD (INT-3282) [P]	1 068,05	60	17,00	1 051,05	53,19	-997,86
12/09/2022	PALAIS CONGRES:MISE/CONF. ASCENSEURS (INT-3283) [P]	1 304,76	60	21,00	1 283,76	64,98	-1 218,78
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TX RÉNOVATION (INT-3284) [P]	2 314,26	60	38,00	2 276,26	115,25	-2 161,01
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TX RÉNOVATION FAÇADE (INT-3285) [P]	5 857,17	60	97,00	5 760,17	291,69	-5 468,48
12/09/2022	SALLE.COURS / SITE 7:TX /PERFORM. ÉNERG. (INT-3383) [P]	2 351,93	10	235,00	2 116,93	114,83	-2 002,10
12/09/2022	PALAIS CONGRES:MISE/CONF. MONTE-CHARGE (INT-3821) [P]	7 855,80	60	130,00	7 725,80	391,22	-7 334,58
12/09/2022	PALAIS CONGRES:MISE/PL. PORTES C-FEU (INT-3822) [P]	601,94	60	10,00	591,94	29,98	-561,96
12/09/2022	BUREAU PALAIS CONGRES :MISE/PL. CLIMATISATION (INT-4301) [P]	1 898,40	60	31,00	1 867,40	94,54	-1 772,86
12/09/2022	SCE COMMERCE:TX AMENGT/PEINTURE PALAIS DES CONGRES (INT-4303) [P]	5 228,72	60	87,00	5 141,72	260,39	-4 881,33
12/09/2022	PALAIS CONGRES: PEINTURE GRANDE SALLE (INT-4304) [P]	20 469,60	60	341,00	20 128,60	1 019,39	-19 109,21
12/09/2022	PALAIS DES CONGRES:REFECT° PEINTURE (INT-4305) [P]	1 200,00	60	20,00	1 180,00	59,76	-1 120,24
12/09/2022	PALAIS CONGRES:TX DE DECORATION / TOILES (INT-4821) [P]	1 908,00	60	31,00	1 877,00	95,02	-1 781,98

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable		Plus ou moins values
					au jour de la cession	Prix de cession	
12/09/2022	TRAVAUX PALAIS CONGRES (INT-5488) [P]	2 739,34	60	45,00	2 694,34	136,42	-2 557,92
29/09/2022	reseau sce info sce hygiène (2001000026)	1 677,43	5	1 677,43	0,00	0,00	0,00
28/11/2022	CREATION CAMPUS ANICIEN TGI (202101-00699)	8 572,79	0	0,00	8 572,79	8 572,79	0,00
28/11/2022	REQUALIFICATION ANCIEN PALAIS DE JUSTICE	2 697,36	0	0,00	2 697,36	2 697,36	0,00
28/11/2022	DT19100001 ACHAT 8 PUBLICATIONS RESTRUCTURATION MA	864,00	0	0,00	864,00	864,00	0,00
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
06/04/2022	992AEF06-FTTE Tolée court 3m3- (2002000025)	6 125,96	8	6 125,96	0,00	0,00	0,00
06/04/2022	45BCB06-VP berline-RENAULT-AD (2003000031)	8 404,75	8	8 404,75	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Modem de télémaint.+3cables (0000015)	326,35	5	326,35	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	8 interfaces nokia premicell 9 (0000017)	7 366,09	5	7 366,09	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	IMPRIMANTE MFCJ6710DW REF S1650607 (092013.0004)	257,29	5	257,29	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	ORDINATEUR FUJITSU ESPRIMO P420/IT-4790 (092015.0001)	1 250,83	5	1 250,83	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	8161YP06-FTTE Tolée court 3m3- (2000000148)	4 219,33	8	4 219,33	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Imprimante Canon LBP800 (2000000162)	303,36	5	303,36	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	5 imprimantes HP 2100 TN (2000000163)	5 699,46	5	5 699,46	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Automatisation tedeco (2000000165)	2 552,61	5	2 552,61	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Imprimante HP 2100 TN (2000000166)	2 087,67	5	2 087,67	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Logiciel utilitaire Boitier ra (2000000264)	67,11	3	67,11	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Logiciels Adobe acrobat Adobe (2000000265)	703,16	3	703,16	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Logiciels Picture publisher Fr (2000000266)	349,26	3	349,26	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Progiciel Indem 20 paies monop (2000000267)	2 178,66	3	2 178,66	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Logiciel Adobe indesign (2000000268)	571,07	3	571,07	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Informatisation gestion cimeti (2000000269)	21 150,17	3	21 150,17	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Logiciels Adobe acrobat Norton (2000000270)	644,17	3	644,17	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	220ASP06-MTL - 125 cm3-MBK-PM (2001000015)	2 437,66	8	2 437,66	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	imprim jet d'encre couleurs (2001000021)	651,28	5	651,28	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	imprim jet d'encre couleurs (2001000022)	976,92	5	976,92	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	imprimante jet d'encre sce hyg (2001000023)	651,28	5	651,28	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	imprimante medecine scolaire (2001000024)	325,64	5	325,64	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	imprimante laser cabinet (2001000025)	2 544,91	5	2 544,91	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	équipement bibliothèque (2001000027)	3 901,84	5	3 901,84	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	sagem faxecole j carabalona (2001000028)	248,49	10	248,49	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	boitier jet direct 500x (2001000029)	1 118,86	5	1 118,86	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	samsung cabinet du maire (2001000030)	727,49	10	727,49	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	sce des écoles switch (2001000031)	1 677,43	5	1 677,43	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	278WY06-CTTE Plateau -RENAULT- (2001000186)	4 339,43	8	4 339,43	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Accusé de réception en préfecture 006-210008-2023-0404-2023-33-D Date de transmission : 05/04/2023 Date de réception en préfecture : 05/04/2023	Prix de cession	Plus ou moins values
					Valeur nette comptable au jour de la cession		
29/09/2022	816ADT06-VP berline-CITROEN-AD (2002000020)	5 945,52	8	5 945,52	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	926AEE06-FTTE Tolée court 3m3- (2002000023)	6 125,96	8	6 125,96	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	179AFF06-VP berline-CITROEN-SP (2002000036)	6 067,48	8	6 067,48	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	218AFE06-FTTE Tolée court 3m3- (2002000038)	5 967,96	8	5 967,96	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	253AFL06-FTTE Tolée court 3m3- (2002000041)	5 967,96	8	5 967,96	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	imprimantes et scanners BPU (2002000042)	571,24	5	571,24	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	imprimantes et scanners lot 2 (2002000043)	571,23	5	571,23	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	imprimantes et scaners lot 2 (2002000044)	847,09	5	847,09	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	imprimantes et scanners lot 2 (2002000045)	245,60	5	245,60	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	imprimantes et scanners lot 2 (2002000046)	1 609,05	5	1 609,05	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	samsung sf 3200 (2002000049)	922,12	5	922,12	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	i unité sauvegarde pionner (2002000050)	781,07	5	781,07	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	imprimante hp 2200 parallele t (2002000051)	4 803,13	5	4 803,13	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	imprimante laser cōbles usb (2002000052)	2 184,14	5	2 184,14	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	imprimante hp deskjet 1220 (2002000054)	514,28	5	514,28	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	hub 16 ports achat (2002000056)	174,62	5	174,62	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	imprimante laser 2200 extensio (2002000057)	1 778,45	5	1 778,45	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	186AXL06-CTTE Benne lourde-REN (2002000254)	28 209,45	8	28 209,45	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	hub 16 ports accton/ecole maur (2003000040)	168,82	5	168,82	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	app numeriq/multi media/canon (2003000041)	829,00	5	829,00	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	logiciel gestion CLSH (2003000044)	3 773,38	5	3 773,38	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	videoprojecteur+ valise (2003000046)	6 091,23	5	6 091,23	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	swich 16 ports (2003000047)	175,50	5	175,50	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	hp laserjet 2200 extens/sur si (2003000052)	1 941,11	5	1 941,11	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	hp diskjet 5550/extension gara (2003000053)	202,12	5	202,12	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	HP laserjet 2200 imprimante (2003000054)	1 332,34	5	1 332,34	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	imprimante HP 970 Cxi (2003000055)	202,12	5	202,12	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	graveur sony/ecole a maure (2003000057)	296,93	5	296,93	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	table informatiq/ec mat les ci (2003000058)	648,06	10	648,06	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	table informatique /ec prim d (2003000059)	266,01	10	266,01	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	imprimante 5550/ext gar 3 ans (2003000060)	202,12	5	202,12	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	table informat/ec prim a maure (2003000061)	300,03	10	300,03	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	imprimante 5550/ ext gar 3 ans (2003000062)	202,12	5	202,12	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	lecteur optiques laser 7 douch (2003000063)	3 348,68	5	3 348,68	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	imprimante HP, lecteur carte/c (2003000064)	757,00	5	757,00	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	tables informat/ ec prim gambe (2003000065)	732,05	10	732,05	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	958BGL06-VP berline-RENAULT-PM (2004000017)	12 423,47	8	12 423,47	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	micro ord. Sony VAIO + imprim (2004000021)	2 454,19	5	2 454,19	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Accusé de réception en préfecture 006-2023-08-20230404-2023-33-DE Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception en préfecture : 05/04/2023	Prix de cession	Plus ou moins values
					Valeur comptable au jour de la cession		
29/09/2022	disques dur as/400 (2004000023)	715,20	5	715,20	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	pentium 2.6 +impr HP deskjet 5 (2004000024)	1 642,11	5	1 642,11	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	impr HP deskjet 5652 PM (2004000025)	192,02	5	192,02	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	impr HP laserjet 2300 relais e (2004000026)	816,46	5	816,46	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	impr HP laserjet 2300 drh (2004000027)	1 132,48	5	1 132,48	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	impr HP laserjet 2300 svce bib (2004000028)	1 132,48	5	1 132,48	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	impr HP laserjet 2300 svce urb (2004000029)	1 132,48	5	1 132,48	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	4 impr HP laserjet 2300 mairie (2004000030)	3 265,85	5	3 265,85	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	impr HP deskjet 5652 conversat (2004000031)	192,02	5	192,02	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	impr HP deskjet 5652 svce hygi (2004000032)	192,02	5	192,02	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	impr HP laserjet 2300 svce EGT (2004000033)	1 132,48	5	1 132,48	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	impr HP laserjet 2300 Grasse D (2004000034)	5 260,01	5	5 260,01	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Scanner HP Scanjet 3690 Parc a (2004000035)	118,40	5	118,40	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	impr HP laserjet 2300 + scann (2004000044)	1 229,56	5	1 229,56	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	impr HP deskjet 5652 Musèes (2004000046)	205,57	5	205,57	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	3 impr HP deskjet 5151 Ecole S (2004000049)	290,63	5	290,63	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	3 impr HP deskjet 5151 Ecole S (2004000050)	290,63	5	290,63	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	2 switch dlink Ecoles (2004000051)	553,75	5	553,75	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	impr HP deskjet 5652 + impr la (2004000052)	1 022,03	5	1 022,03	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	impr HP laserjet 2300 Ecoles (2004000053)	1 341,16	5	1 341,16	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	2 impr HP deskjet 5652 Jeuness (2004000055)	411,14	5	411,14	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	2 Scanner Fijitsu Logiciel cou (2004000056)	2 380,04	5	2 380,04	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Serveur+unité sauvegarde log. (2004000061)	22 965,59	5	22 965,59	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	matériel informatique ERIC Esp (2004000062)	18 103,06	5	18 103,06	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	matériel informatique ERIC Esp (2004000063)	600,33	5	600,33	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	matériel informatique ERIC Esp (2004000064)	11 574,70	5	11 574,70	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	matériel informatique ERIC Esp (2004000065)	600,33	5	600,33	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	matériel informatique ERIC Esp (2004000066)	11 574,70	5	11 574,70	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	matériel informatique ERIC Esp (2004000067)	600,33	5	600,33	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	matériel informatique ERIC Esp (2004000068)	600,33	5	600,33	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	matériel informatique ERIC Esp (2004000069)	11 574,70	5	11 574,70	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	2 RAM 1GO ECC + 1 Intel Xeon (2005000007)	990,29	5	990,29	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	2 ordinateurs 2,8ghz + moniteu (2005000008)	2 659,90	5	2 659,90	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	App photo num DSCP93 +3 imprim (2005000009)	989,75	5	989,75	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	3 imprim deskjet 6540 (2005000010)	630,81	5	630,81	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	10 imprimantes laser A4/A3 HP (2005000013)	9 919,03	5	9 919,03	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Accusé de réception en préfecture 006-2023-08-20230404-2023-33-DE Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception en préfecture : 05/04/2023	Valeur nette comptable	Prix de cession	Plus ou moins values
					au jour de la cession			
29/09/2022	réseau informatique interne Vi (2005000016)	13 175,82	5	13 175,82		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	matériel informatique Netscree (2005000017)	8 432,82	5	8 432,82		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	20 AMD XP 2600Maxdata (2005000018)	12 193,22	5	12 193,22		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	caméra touristique (2005000019)	6 414,15	5	6 414,15		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	video nec vt47 (2005000022)	1 088,36	5	1 088,36		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	matériel actif réseau (2005000023)	3 199,87	5	3 199,87		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	matériel informatique Netscree (2005000026)	907,76	5	907,76		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	5 imprimantes A4 HP laserjet 1 (2005000027)	2 003,30	5	2 003,30		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	matériel informatique réseau (2005000028)	8 448,21	10	8 448,21		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	etherlink 100PCI (2005000029)	608,08	5	608,08		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	disque dur externe USB2 (2005000030)	208,10	5	208,10		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	douchette code barre CCD Scann (2005000031)	70,56	5	70,56		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	KVM Switchview 8 ports (2005000032)	422,79	5	422,79		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	imprimante monochrome laser A4 (2005000033)	338,49	5	338,49		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	5 3COM Superstack 3 switch (2005000034)	3 388,12	5	3 388,12		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Vidéo projecteur Hitachi CPX 3 (2005000035)	1 465,00	5	1 465,00		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	matériel informatique (2005000037)	461,54	5	461,54		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	scanner HP scanjet A4 (2005000038)	121,10	5	121,10		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Memorex DVD double couche (2005000039)	49,04	5	49,04		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	micro + graveur Sony (2005000040)	460,94	5	460,94		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	module mémoire (2005000041)	717,78	5	717,78		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	disque dur La Cie (2005000042)	1 231,88	5	1 231,88		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	3 unités centrales AMD Sempron (2005000043)	1 918,65	5	1 918,65		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	10 imprimantes HP laser laserj (2005000044)	3 991,53	5	3 991,53		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	11 imprimantes HP Deskjet 6540 (2005000045)	1 307,18	5	1 307,18		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	scanner + imprimante epson (2006000012)	1 039,33	5	1 039,33		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	3 Matracom (2006000014)	1 517,72	5	1 517,72		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	mat inform Compaq (2006000015)	869,49	5	869,49		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	2 PC Dell (2006000016)	2 517,74	5	2 517,74		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	PC Dell (2006000017)	5 915,16	5	5 915,16		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	2 PC Dell (2006000018)	7 519,16	5	7 519,16		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Apple ImacG5 (2006000019)	3 018,70	5	3 018,70		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	30 microordinateurs ultraporta (2006000020)	22 286,96	5	22 286,96		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	7 PC AMD Sempron 3200 NEC (2006000021)	4 480,69	5	4 480,69		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	extension PC (2006000022)	21,70	5	21,70		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	10 onduleurs Rack pulsar Evolu (2006000023)	4 238,14	5	4 238,14		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	5 imprimantes laser Brother HL (2006000025)	707,79	5	707,79		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	5 imprimantes laser Brother HL (2006000026)	1 205,33	5	1 205,33		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	video projecteur hitashi + sca (2006000027)	1 461,15	5	1 461,15		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	2 GB single Rank ddr2 memory (2006000028)	837,20	5	837,20		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Portable Asustek (2006000029)	1 998,77	5	1 998,77		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	imprimante HP + graveur (2006000030)	1 209,16	5	1 209,16		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	5 PC Dell (2006000033)	3 109,60	5	3 109,60		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Copieur Numer. (2006000035)	3 338,63	5	3 338,63		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Video projecteur EmpS3 (2006000037)	741,52	5	741,52		0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur comptable		
					au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
29/09/2022	5 Disques dur externe 80 go Hi (2006000038)	288,90	5	288,90	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	5 Ecrans Samsung moniteur CRT (2006000039)	579,90	5	579,90	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	PC Dell (2006000040)	1 219,92	5	1 219,92	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	10 imprimantes HP JetDirect (2006000042)	4 001,00	5	4 001,00	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	6 imprimantes HP laserjet (2006000045)	1 676,67	5	1 676,67	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	5 PC Dell (2006000046)	3 109,60	5	3 109,60	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	3 disques dur 160 go hitachi (2006000048)	198,90	5	198,90	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	1 switch 8 ports (2006000050)	46,52	5	46,52	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	1 switch superstack 3 (2006000051)	142,32	5	142,32	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	5 Ecrans Samsung moniteur CRT (2006000052)	582,10	5	582,10	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	2 switch 3com (2006000053)	443,21	5	443,21	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	1 switch 3com gigabit (2006000054)	680,96	5	680,96	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	25 micro ordinateur portable t (2006000055)	19 158,72	5	19 158,72	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	2 switch 4500 50port (2006000056)	1 588,59	5	1 588,59	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	hub fast ethernet + 2 ati conv (2006000057)	535,84	5	535,84	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	2 netscreen5gt 10 user (2006000058)	968,04	5	968,04	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	téléphone portable samsung d60 (2006000062)	119,60	5	119,60	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	téléphone nokia 6230i + kit ma (2006000071)	448,50	5	448,50	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	poste numérique DSI (2006000072)	1 919,58	5	1 919,58	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	switch DSI (2006000073)	1 396,92	5	1 396,92	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	405 ASE 06 CAMION POLYBENNE RENAULT (2007-00007)	48 841,16	8	48 841,16	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Système de sauvegarde Dell (2007000135)	19 012,81	5	19 012,81	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	disqur dur (2007000136)	1 014,51	5	1 014,51	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	ordinateur (2007000137)	721,95	5	721,95	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	4 imprimantes hp (2007000138)	1 129,55	5	1 129,55	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	5 imprimantes hp jetdirect (2007000139)	1 638,28	5	1 638,28	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	4 scanner hp (2007000140)	294,69	5	294,69	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	5 modem + switch modem (2007000141)	304,98	5	304,98	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	5 modem + switch modem (2007000141)	304,98	5	304,98	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	disque dur (2007000142)	368,24	5	368,24	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	10 com switch (2007000143)	389,90	5	389,90	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	pc mairie i mac (2007000145)	2 337,80	5	2 337,80	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	16 imprimantes canon (2007000146)	1 205,58	5	1 205,58	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	matériel informatique (2007000147)	946,50	5	946,50	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	imprimante canon ecole st jacq (2007000148)	75,35	5	75,35	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	3 imprimantes canon ecoles (2007000149)	226,04	5	226,04	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	4 switch (2007000150)	3 005,88	5	3 005,88	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	graveur dvd externe plextor (2007000152)	135,27	5	135,27	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	destructeur + carte mémoire + (2007000153)	381,92	5	381,92	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	switch (2007000155)	8 512,14	5	8 512,14	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	lecteur Zip (2007000156)	1 138,47	5	1 138,47	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	3 portables écoles (2007000157)	2 077,45	5	2 077,45	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	lecteur disquettes (2007000158)	106,93	5	106,93	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	batterie (2007000159)	81,16	5	81,16	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	20 imprimantes canon + videopr (2007000161)	3 045,73	5	3 045,73	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	5 MS9540 CG Voyager (2007000162)	992,68	5	992,68	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	imprimante HP laserjet + canon (2007000163)	402,30	5	402,30	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	2 GB 667MHz 2x512MB (2007000164)	526,24	5	526,24	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Accusé de réception en préfecture 006-2100008-20230404-2023-33-DE Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception en préfecture : 05/04/2023	Prix de cession	Plus ou moins values
					Valeur comptable au jour de la cession		
29/09/2022	imprimante business inkjet 280 (2007000165)	956,68	5	956,68	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	5 modems ADSL (2007000167)	295,41	5	295,41	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	21 pc (2007000168)	36 336,93	5	36 336,93	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	67 pc + 35 portables (2007000169)	96 378,61	5	96 378,61	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	81 pc + 32 portables (2007000170)	113 848,70	5	113 848,70	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	57 pc + 1 performa (2007000171)	47 608,18	5	47 608,18	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	86 pc + 3 performa (2007000172)	80 531,83	5	80 531,83	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	41 pc standart + performa (2007000173)	72 379,26	5	72 379,26	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	3 imprimantes bastide peyrard (2007000175)	868,83	5	868,83	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	6 x materiel +logiciel bastide (2007000176)	410,47	5	410,47	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	1 imprimante laser jet bastide (2007000177)	264,30	5	264,30	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	scanner bastide peyrard (2007000178)	125,59	5	125,59	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	7 ordinateurs bastide peyrard (2007000179)	4 693,13	5	4 693,13	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	MATRA SPORT N° VAE2 VELO ELECTRIQUE (2008-00042)	2 408,04	8	2 408,04	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	SERVEUR DELL POWEREDGE 2900 BIBLIOTHEQUE	5 233,46	5	5 233,46	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	SWITCH NORTEL ERS 4526T POUR DSI	879,83	5	879,83	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	ORDINATEUR PORTABLE ASUS AP038P - DSI	1 257,21	5	1 257,21	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	12 IMPRIMANTES POUR LES ECOLES	1 082,79	5	1 082,79	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	10 TABLEAUX BLCS INTERACTIFS POUR ECOLES	12 794,81	5	12 794,81	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	MATERIEL COEUR DE RESEAU	6 449,29	5	6 449,29	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	405-ASE-06 CITROEN JUMPY CONSTRUCT* BENNE (2008-00524)	4 186,00	8	4 186,00	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	IMPRIMANTE HP BUSINESS INKJET POUR DSI	580,90	5	580,90	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	SCANNER FUJITSU F16130C SERVICE DSI	1 454,34	5	1 454,34	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	ACHAT ORDINATEURS POUR BIBLIOTHEQUE	4 278,99	5	4 278,99	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	SCANNER SCE BIBLIOTHEQUE	819,50	5	819,50	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	"ORDI APPLE IMAC 24" P/COMMUNICAT° P.R.U"	3 187,88	5	3 187,88	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	ONDULEUR EATON MX 5000 DSI SALLE SERVEUR	7 246,61	5	7 246,61	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	TBI + VIDEOPROJECTEUR SANYO EVENEMENTIEL	1 500,00	5	1 500,00	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	16 ORDINATEURS (ECRAN+UC) - EDUCATION	14 523,36	5	14 523,36	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	TBI + VIDEOPROJECTEUR ECOLE LES JASMIN	1 856,39	5	1 856,39	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	TBI + VIDEOPROJECTEUR ECOLE EAU VIVE	1 856,38	5	1 856,38	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	TBI + VIDEOPROJECTEUR ECOLE LES CIGALES	1 856,37	5	1 856,37	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	TBI + VIDEOPROJECTEUR ECOLE CRABALONA	2 248,99	5	2 248,99	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	TBI + VIDEOPROJECTEUR ECOLE PRA D'ESTANG	2 248,99	5	2 248,99	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	TBI + VIDEOPROJECTEUR ECOLE ST EXUPERY	2 248,99	5	2 248,99	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	TBI + VIDEOPROJECTEUR ECOLE ST JACQUES	2 248,99	5	2 248,99	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	TBI + VIDEOPROJECTEUR ECOLE DRACEA	2 248,99	5	2 248,99	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	TBI + VIDEOPROJECTEUR ECOLE MACARRY	2 248,99	5	2 248,99	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	TBI + VIDEOPROJECTEUR ECOLE A. MAURE	2 248,99	5	2 248,99	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Accusé de réception en préfecture 006-2023-08-20230404-2023-33-DE Date de transmission : 05/04/2023 Date de réception en préfecture : 05/04/2023	Valeur comptable	Prix de cession	Plus ou moins values
					au jour de la cession			
29/09/2022	IMPRIMANTE TICKETS	1 343,11	5	1 343,11		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	BIBLIOTHEQUE							
29/09/2022	SERVEUR DELL POWER EDGE 2900 POUR DSI	5 779,04	5	5 779,04		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	3 ORDINATEURS (ECRANS LCD+ U.C) DSI	1 870,78	5	1 870,78		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	4 COMMUTATEURS NORTEL + PORT SFP - DSI	1 547,67	5	1 547,67		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	RPLT MOTEUR BALAYEUSE VOIRIE 691BAZ06	12 941,14	8	12 941,14		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	APPAREIL PHOTO EPSON VIEWER P7000 EVENEM	788,91	5	788,91		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	ROUTEUR ETHERNET ERS 2526T ET 2550T	3 865,21	5	3 865,21		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	ACHAT ROUTEUR ETHERNET ERS 4548 GT - DSI	1 509,03	5	1 509,03		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	ACHAT ROUTEUR WLAN UCOPIA ET MAINTENANCE	6 402,24	5	6 402,24		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	IMPRIMANTE HP OFFICE PRO 8000 ET GARANTI	1 040,14	5	1 040,14		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	IMPRIMANTE HP LASERJET P3015	2 208,06	5	2 208,06		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	ONDULEUR EATON ELLIPSE ASR 750 OFF LINE	2 138,45	5	2 138,45		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	MATERIELS INFORMATIQUE POUR ORDINATEUR	10 741,43	5	10 741,43		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	MATERIELS INFORMATIQUES DIVERS	3 139,78	5	3 139,78		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	ORDINATEURS FIXES + PORTABLES P(REPORT)	1 951,32	5	1 951,32		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	ORDINATEURS PORTABLES	1 664,83	5	1 664,83		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	ORDINATEURS STOCK DSI	5 532,94	5	5 532,94		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	639-BHJ-06, PRODIM 3500 JUNGOJET1 (2011-00184)	76 998,48	8	76 998,48		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	SWITCH NORTEL	1 273,69	5	1 273,69		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	BROTHER MFC - J6710 DW	567,24	5	567,24		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	SERVEUR FICHIERS	6 510,12	5	6 510,12		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	ORDINATEURS	5 188,07	5	5 188,07		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	ORDINATEURS PORTABLES CUCS(REPORT)	1 743,77	5	1 743,77		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	SERVEUR FUJITSU ESPACE PROJETS	848,30	5	848,30		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	PORTABLES ELECTION + PC FIXE P/ERIC	13 895,09	5	13 895,09		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	ECRAN VIDEOPROJECTEUR	959,75	5	959,75		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	VIDEOPROJECTEUR POUR ELECTIONS	2 063,10	5	2 063,10		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	I PAD POUR MR LELEUX	961,00	5	961,00		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	MATERIEL RESEAU FIRE WALL NET SCREEN	1 852,38	5	1 852,38		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	MATERIEL RESEAU FIRE WALL NET SCREEN	4 452,68	5	4 452,68		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	VIDEOPROJECTEUR	2 798,64	5	2 798,64		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	IMPRIMANTE LEXMARK	736,44	5	736,44		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	SWITCH POUR LES ECOLES(REPORT)	7 379,68	5	7 379,68		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	I MACS SERVICE COMMUNICATION(REPORT)	6 645,75	5	6 645,75		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	I PAD WI FI 32 GB(REPORT)	1 773,40	5	1 773,40		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	SWITCH POUR LES ECOLES(REPORT)	606,69	5	606,69		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	MODULE MEMOIRE(REPORT)	1 192,41	5	1 192,41		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	IPAD 2 16GO WI-FI +3G BLACK(REPORT)	3 669,71	5	3 669,71		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	IMPRIMANTE LEXIMARK(REPORT)	1 206,52	5	1 206,52		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	MATERIEL CAMERA(REPORT)	1 076,40	5	1 076,40		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	MATERIEL CAMERA(REPORT)	4 560,35	5	4 560,35		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	IMPRIMANTE DAO	1 391,43	5	1 391,43		0,00	0,00	0,00
29/09/2022	ORDINATEUR DE BUREAU MR LE MAIRE	1 131,80	5	1 131,80		0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur comptable		Plus ou moins values
					au jour de la cession	Prix de cession	
29/09/2022	STOCK IMPRIMANTES INFOPRMIATIQUE	1 206,52	5	1 206,52	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	VIDEOPRO OPTOMA 2800L	1 169,69	5	1 169,69	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	PORTABLES	3 720,82	5	3 720,82	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	PE LONOVO	4 452,11	5	4 452,11	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	MEMOIRE POUR SERVEUR	1 058,27	5	1 058,27	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	ORDINATEUR CRECHE CASTEL AROMA	1 270,67	5	1 270,67	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	PCS FIXES COMPAQ 8200 TNI ECOLES	45 430,63	5	45 430,63	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Imprimante Lexmark Laser Mono E460 DN	736,44	5	736,44	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	VIDEOPROJECTEUR	741,29	5	741,29	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	VIDEOPROJECTEUR DLP OPTOMA EX610STXGA	758,40	5	758,40	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	SCANNER SCE ARCHIVES	921,16	5	921,16	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	9790ZB06-FTTE Tolée court 3m3- (2012000398)	6 097,96	8	6 097,96	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	6789XK06-VP berline-CITROEN-DI (2012000402)	3 658,78	8	3 658,78	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	732YK06-VP berline-RENAULT-JE (2012000403)	4 344,80	8	4 344,80	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Secrétariat Mr Laurent divers (2012000412)	2 751,92	10	2 751,92	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Climatisation bureau du maire (2012000414)	1 615,96	10	1 615,96	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Mobilier Grasse accueil (2012000415)	1 033,60	10	1 033,60	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Bureau et sièges accueil DGS (2012000450)	198,56	10	198,56	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Fauteuil DGS (2012000456)	244,33	10	244,33	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Logiciels (2012000570)	28 357,57	3	28 357,57	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Divers logiciels (2012000571)	89 713,58	3	89 713,58	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Logiciel archimed (2012000572)	7 304,50	3	7 304,50	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Logiciel GRH (2012000573)	988,62	3	988,62	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Logiciel élections (2012000574)	2 081,83	3	2 081,83	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	logiciel état civil (2012000575)	3 083,22	3	3 083,22	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	micro délire (2012000576)	349,32	3	349,32	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	logiciel licences (2012000577)	11 950,48	3	11 950,48	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	logiciel licences (2012000577)	11 950,48	3	11 950,48	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	CEDIT Marianne (2012000578)	36 770,70	3	36 770,70	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	SOMEI (2012000579)	23 138,88	3	23 138,88	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	IMMAC (2012000580)	100,93	3	100,93	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Logiciel passage an 2000 (2012000581)	2 291,31	3	2 291,31	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Logiciel arpège système (2012000582)	10 571,58	3	10 571,58	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Logiciel marchés (2012000583)	11 595,09	3	11 595,09	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Logiciel Norton (2012000584)	220,62	3	220,62	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Logiciels (2012000585)	272,69	3	272,69	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Logiciels (2012000586)	27,58	3	27,58	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	7363XN06-CTTE Benne lourde-REN (2012000598)	12 653,27	8	12 653,27	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	4483WK06-CTTE Plateau -RENAULT (2012000614)	3 309,36	8	3 309,36	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Moto BMW 8085 YB 06-MISE AU RE (2012000615)	1 047,78	8	1 047,78	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Moto BMW 7906 XN -MISE AU REBU (2012000616)	9 146,94	8	9 146,94	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	1957VM06-CAMION benne + 3,5T-R (2012000617)	3 119,54	8	3 119,54	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	Divers matériels incendie 3 po (2012000658)	2 283,46	10	2 283,46	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	EXTENSION COEUR RESEAU SALLE INF	12 841,46	5	12 841,46	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	ECRAN 19 LENOVO	744,01	5	744,01	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	ECRAN TREPIED	609,96	5	609,96	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	AUPGRADE PE2950 (MEM + RSX)	705,64	5	705,64	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	IMPRIMANTES LEXMARK	913,03	5	913,03	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	POINT ACCES SANS FIL LINKSYS	873,08	5	873,08	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	VIDEOPROJECTEUR DLP OPTIMA EW 536A	1 496,99	5	1 496,99	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur comptable		
					au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
29/09/2022	PC PORTABLE MR TREJEAN PSYCHOLOGUE EDUC	714,00	5	714,00	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	PC STOCK DSI	6 014,99	5	6 014,99	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	IMPRIMANTES LEXMARK MS510DN	913,03	5	913,03	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	PIECES DETACHEES PC	1 022,22	5	1 022,22	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	STATION SON ALTITUDE 500	1 004,00	5	1 004,00	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	VIDEOPROJECTEUR EB-X11	1 796,01	5	1 796,01	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	PROJECTEUR LCD EPSON	933,43	5	933,43	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	CARTES I TUNES	10 584,00	5	10 584,00	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	GRAVILLONNEUR MATERIEL ROULANT (2013-00396)	9 025,29	8	9 025,29	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	REPANDEUSE SUR FAUX CHASSIS MA (2013-00397)	15 659,41	8	15 659,41	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	IMPRIMANTE HP, VIDEOPROJECTEUR EPSON	1 116,59	5	1 116,59	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	ORDINATEUR HP PRO BOOK + MICROSOFT	1 613,69	5	1 613,69	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	CANON IMAGEPROGRAF 8400S	6 558,00	5	6 558,00	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	HP PROJECTEUR+IMPRIMANTE+LAMPE	671,46	5	671,46	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	PC PORTABLES PR ELECTIONS	3 687,60	5	3 687,60	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	VIDEOPROJECTEUR OPTOMA W307USTi	14 935,68	5	14 935,68	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	FOURNITURE/POSE MATÉRIEL INFORMATIQUE	8 400,00	5	8 400,00	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	VIDEOPROJECTEUR ECOLE MACCARI	1 105,20	5	1 105,20	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	ORDINATEUR BENQ ECRAN LED 24 POUCE	2 534,40	5	2 534,40	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	FOURNITURES ORDINATEUR BENQ	861,60	5	861,60	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	VIDEOPROJECTEUR EBX22 +CABLE AUDIO/VIDEO	701,40	5	701,40	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	PC PORTABLES HP 15.6 POUCE+BATTERIE	1 699,20	5	1 699,20	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	IMPRIMANTE LEXMARK	1 182,00	5	1 182,00	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	VIDEOPROJECTEUR EPSON LCD EB W29	583,20	5	583,20	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	VIDEOPROJECTEUR EPSON EB W29	583,20	5	583,20	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	IMPRIMANTE LASER JT PRO	955,20	5	955,20	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	IMPRIMANTES HP OOFICE JET PRO 8100	533,88	5	533,88	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	ONDULEUR 650 USB	646,80	5	646,80	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	VIDEOPROJECTEUR EPSON EB W29 J CRABALONA	595,20	5	595,20	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	ORDINATEUR OPTIPLEX ALARME POLICE M	864,44	5	864,44	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	ORDINATEUR HP PROBOOK 15.6 PORTABLE	1 864,80	5	1 864,80	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	PC PORTABLE DELL XPS 15 POUCE	2 245,01	5	2 245,01	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	PC PORTABLE HP PROBOOK 17POUCE -	1 144,15	5	1 144,15	0,00	0,00	0,00
29/09/2022	7 ONDULEURS S6 ONLINE	6 109,81	5	6 109,81	0,00	0,00	0,00
09/12/2022	692AEH06-VP berline-CITROEN-DI (2002000018)	5 945,52	8	5 945,52	0,00	0,00	0,00
09/12/2022	8983XW06-FTTE Tolée court 3m3- (2012000383)	8 122,06	0	0,00	8 122,06	8 122,06	0,00
09/12/2022	5076YN06-CTTE Plateau -RENAULT (2012000600)	6 829,72	8	6 829,72	0,00	0,00	0,00
Divers							
TOTAL GENERAL		13 611 451,09					-10 711 156,80

Accusé de réception en préfecture
 006-2023-00008-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception en préfecture : 05/04/2023

IV – ANNEXES	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20230404-2023-33-DE Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023	IV
ELEMENTS DU BILAN		
OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS		A10.3

A10.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	265 000,00

Produit des cessions		Réalizations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	312 573,43
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	74 952,30

Accusé de réception en préfecture
 006-210600698-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – ENTREES	A10.4

A10.4 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
08/03/2022	LOCAUX SERV PROXI - PARCELLE DP180	138 867,47	0,00	0
31/08/2022	PARCELLE AO-54 AV AUGUSTE RENOIR_FRAIS ACCESSOIRES	26 792,53	0,00	0
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		165 660,00	0,00	

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230404-2023-33-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

IV

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – SORTIES

A10.5

A10.5 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
16/06/2022	12 BD CARNOT BL 180 PALMERAIE	19 859,47	0	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00
15/09/2022	RUE DU JEU DE BOULES	51 925,12	0	0,00	0,00	161 700,00	161 700,00
29/11/2022	PARCELLE AY477	8 165,00	0	0,00	0,00	39 797,06	39 797,06
29/11/2022	PARCELLE AY113	478,72	0	0,00	0,00	5 202,94	5 202,94
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		80 428,31					306 700,00

IV – ANNEXES	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20230404-2023-33-DE Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)		A11

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
72	Travaux en régie		0,00
722	TRAVAUX EN REGIE ATELIERS		233 792,62
722	TRAVAUX EN REGIE SERVICE FETES		17 938,48
722	TRAVAUX EN REGIE SERVICE PROXIMITE		28 489,77
TOTAL GENERAL		0,00	0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, ...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

Accusé de réception en préfecture
 006-210600698-20230404-2023-33-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	A11

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	0,00
Recettes réelles de fonctionnement	69 920 428,22
Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement	0,00 %

IV – ANNEXES

**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT**

B1.1

B1.1 – 8015 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					22 081 766,53	14 932 619,34										483 574,54	819 975,84	
ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM	2006	P	CARRE/EST/RITOURNELLE/BEL AIR 1-2/MOULIN DE BRUN GRASSE	DEXIA CL	4 249 383,76	1 224 123,10	7,67	A	F	FIXE	3,024	F	FIXE	2,980	A-1	41 469,48	148 407,15	
OGEC FENELON	2012	P	TRAVAUX ET REAMENAGEMENT 8 RUE DU PALAIS DE JUSTICE 06520 GRASSE	CAISSE D'EPARGNE	202 267,18	151 137,28	17,51	M	F	FIXE	4,589	F	FIXE	3,500	A-1	5 406,36	6 115,80	
OGEC FENELON	2011	P	TRAVAUX ET REAMENAGEMENT 8 RUE DU PALAIS DE JUSTICE 06520 GRASSE	CAISSE D'EPARGNE	1 533 433,96	1 184 513,98	18,43	M	F	FIXE	3,886	F	FIXE	3,500	A-1	42 311,05	44 757,35	
OGEC FENELON	2013	P	TRAVAUX ET REAMENAGEMENT 8 RUE DU PALAIS DE JUSTICE 06520 GRASSE	CAISSE D'EPARGNE	817 313,68	625 796,48	18,18	M	F	FIXE	4,624	F	FIXE	3,500	A-1	22 361,95	24 086,09	
OGEC FENELON	2006	P	OGEC FENELON REEAMMENAGEMENT ET EXTENSION DU SERVICE DE RESTAURATION DE L'ECOLE STE MARTHE	CAISSE D'EPARGNE	600 000,00	161 429,42	3,85	M	F	FIXE	4,931	F	FIXE	3,500	A-1	6 370,40	37 795,12	

Accusé de réception en préfecture
 006 210 000 000 2023 001 2023 33 DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OGEF FENELON	2011	P	ACQUISITION D'UN IMMEUBLE 8 RUE DU PALAIS DE JUSTICE ET DE 2 BÂTS BD EMMANUEL BAUDOIN GRASSE 06520	CAISSE D'EPARGNE	2 650 000,00	2 014 002,16	18,93	M	F	FIXE	4,556	F	FIXE	3,500	A-1		71 888,73	73 383,15
OGEF FENELON	2016	P	FINANCEMENT DES TRAVAUX DE BATIMENTS SCOLAIRES 122 AVENUE DE SIMARD GRASSE	CAISSE D'EPARGNE	7 250 000,00	6 263 030,05	16,51	M	F	FIXE	3,548	F	FIXE	3,500	A-1		224 432,24	274 209,74
ORSAC	2005	P	CENTRE DE REEDUCATION	CAISSE D'EPARGNE	1 526 614,17	693 789,09	7,85	A	F	FIXE	4,836	F	FIXE	4,850	A-1		37 027,61	69 666,74
ORSAC	2005	P	CENTRE DE REEDUCATION (2)	CAISSE D'EPARGNE	270 000,00	121 590,56	7,82	A	F	FIXE	4,700	F	FIXE	4,700	A-1		6 292,52	12 292,72
ORSAC	2009	P	"ORSAC EXTENSION DE L'EHPAD" "MONT FLEURI" "GRASSE "	DEXIA CL	1 185 000,00	839 284,96	16,34	T	V	LIVRETA	2,621	V	LIVRETA	2,255	A-1		19 353,25	33 457,78
SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES	1997	P	LE ROY RENE 1	URCIL	33 538,78	7 252,06	3,00	A	F	FIXE	1,000	F	FIXE	1,000	A-1		90,20	1 768,36
SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT	2021	C	FINANCEMENT ZAC MARTELY	ARKEA	564 215,00	446 670,20	4,58	T	F	FIXE	1,306	F	FIXE	1,300	A-1		6 570,75	94 035,84
SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT	2022	P	CENTRE HISTORIQUE	CAISSE D'EPARGNE	1 200 000,00	1 200 000,00	5,99	A	F	FIXE	1,210	F	FIXE	1,180	A-1		0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					35 835 492,54	19 712 893,30											340 031,55	2 049 696,50
3F RESIDENCES	2017	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	294 680,92	27 646,02	12,00	A	V	LIVRETA	1,882	V	LIVRETA	1,350	A-1		401,43	2 089,34
3F RESIDENCES	2018	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	262 245,00	164 854,52	17,09	A	V	LIVRETA	1,703	V	LIVRETA	1,200	A-1		2 076,19	8 161,73
3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2006	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	7 074 315,30	2 613 433,40	5,68	A	V	LIVRETA	4,142	V	LIVRETA	1,170	A-1		35 648,27	433 426,91

Accusé de réception en préfecture
 006 210 000 000 2023 001 2023 33 DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2007	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	285 390,00	143 872,34	10,50	T	V	LIVRETA	1,680	V	LIVRETA	1,200	A-1		1 803,37	12 470,13
3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2010	X Durée Ajustable	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	334 568,85	22 194,26	0,75	A	V	LIVRETA	2,558	V	LIVRETA	1,700	A-1		891,74	30 261,03
3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2018	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	1 835 597,28	1 561 980,57	23,00	A	V	LIVRETA	2,103	V	LIVRETA	1,800	A-1		29 389,56	70 772,72
3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2018	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	1 443 733,97	1 042 455,43	9,46	A	V	LIVRETA	1,716	V	LIVRETA	1,700	A-1		19 463,10	102 432,85
3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2018	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	389 548,05	315 211,05	14,00	A	V	LIVRETA	1,449	V	LIVRETA	1,100	A-1		3 678,87	19 231,62
3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	150 835,92	137 068,27	29,92	A	V	LIVRETA	1,916	V	LIVRETA	1,500	A-1		2 109,99	3 597,43
3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	16 183,78	3 265,24	0,96	A	V	LIVRETA	1,673	V	LIVRETA	1,500	A-1		97,85	3 258,36
3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	7 294 353,12	5 084 142,89	8,71	A	V	LIVRETA	1,816	V	LIVRETA	1,500	A-1		84 688,98	561 789,30
3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2017	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	294 680,92	113 940,38	12,00	A	V	LIVRETA	1,882	V	LIVRETA	1,350	A-1		1 654,44	8 611,03
3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	62 757,26	56 553,64	21,00	A	F	FIXE	1,710	F	FIXE	1,710	A-1		1 003,03	2 103,03
3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE	1987	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	2 517 210,27	249 389,88	1,09	A	V	LIVRETA	4,048	V	LIVRETA	1,020	A-1		3 834,15	126 507,21
ADOMA	1997	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	53 011,46	2 872,91	0,07	A	F	FIXE	3,151	F	FIXE	2,980	A-1		168,75	2 789,80
ASSOCIATION ORGANISATION POUR LA SANTE DE L'ACCUEIL	2003	C	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	385 750,50	14 648,58	0,67	T	V	LIVRETA	3,111	V	LIVRETA	2,075	A-1		543,92	19 531,68

Accusé de réception en préfecture
 000 210 000 000 2023 001 2023 33 DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
ASSOCIATION ORGANISATION POUR LA SANTE DE L'ACCUEIL	2018	C	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	482 247,29	419 642,28	16,34	T	V	LIVRETA	2,012	V	LIVRETA	2,003	A-1		8 541,77	16 728,90
COTE D'AZUR HABITAT	2016	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	1 077 328,79	517 977,48	5,92	A	V	LIVRETA	1,286	V	LIVRETA	1,020	A-1		6 133,08	83 304,53
COTE D'AZUR HABITAT	2016	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	25 507,96	14 236,56	6,00	A	V	LIVRETA	1,286	V	LIVRETA	1,020	A-1		165,13	1 952,49
COTE D'AZUR HABITAT	2016	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	1 114 633,98	619 174,73	7,50	A	V	LIVRETA	1,307	V	LIVRETA	1,020	A-1		7 069,58	73 921,83
COTE D'AZUR HABITAT	2016	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	748 711,69	415 906,35	7,75	A	V	LIVRETA	1,305	V	LIVRETA	1,020	A-1		4 748,72	49 654,09
COTE D'AZUR HABITAT	2016	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	988 217,96	548 951,13	7,75	A	V	LIVRETA	1,305	V	LIVRETA	1,020	A-1		6 267,79	65 538,00
COTE D'AZUR HABITAT	2016	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	91 812,61	51 001,51	7,67	A	V	LIVRETA	1,306	V	LIVRETA	1,020	A-1		582,32	6 088,96
COTE D'AZUR HABITAT	2016	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	1 261 647,67	713 253,49	7,09	A	V	LIVRETA	1,935	V	LIVRETA	1,650	A-1		13 281,41	91 680,47
COTE D'AZUR HABITAT	2016	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	14 514,84	7 741,13	6,17	A	V	LIVRETA	1,925	V	LIVRETA	1,650	A-1		146,41	1 132,03
COTE D'AZUR HABITAT	1987	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	466 250,07	46 193,22	1,09	A	V	LIVRETA	4,048	V	LIVRETA	1,020	A-1		710,18	23 432,29
COTE D'AZUR HABITAT	1987	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	21 586,78	2 138,69	1,09	A	V	LIVRETA	4,048	V	LIVRETA	1,020	A-1		32,88	1 084,88
COTE D'AZUR HABITAT	1996	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	81 785,39	22 929,24	6,17	A	V	LIVRETA	3,095	V	LIVRETA	1,300	A-1		341,96	3 375,50
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2004	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	223 424,00	121 909,51	16,17	A	V	LIVRETA	2,352	V	LIVRETA	1,200	A-1		1 554,92	7 667,18

Accusé de réception en préfecture
 000 210 000 000 2023 001 2023 33 DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM	1997	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	108 086,35	25 545,68	6,92	A	V	LIVRETA	3,113	V	LIVRETA	1,300	A-1		383,06	3 920,40
ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM	2007	P	LE BELVEDERE LES GENETS GRASSE	DEXIA CL	1 623 892,74	1 116 364,83	16,67	A	V	FIXE	3,115	V	FIXE	3,300	A-1		37 220,97	48 478,64
LOGIREM	2018	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	22 666,39	14 224,93	8,92	A	V	LIVRETA	1,725	V	LIVRETA	1,100	A-1		175,87	1 763,53
LOGIREM	2018	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	36 772,00	23 846,68	7,17	A	V	LIVRETA	1,591	V	LIVRETA	1,100	A-1		298,48	3 287,42
LOGIREM	2018	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	18 963,14	12 297,60	7,17	A	V	LIVRETA	1,591	V	LIVRETA	1,100	A-1		153,92	1 695,31
LOGIREM	2018	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	14 126,89	9 161,30	7,42	A	V	LIVRETA	1,611	V	LIVRETA	1,100	A-1		114,67	1 262,94
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2005	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	68 299,29	49 682,00	28,84	A	V	LIVRETA	2,171	V	LIVRETA	1,200	A-1		613,29	1 425,38
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2005	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	61 132,06	44 468,45	28,84	A	V	LIVRETA	2,171	V	LIVRETA	1,200	A-1		548,93	1 275,81
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2018	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	316 041,39	280 393,11	25,00	T	V	LIVRETA	2,041	V	LIVRETA	1,950	A-1		5 524,27	8 537,13
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2018	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	38 654,33	33 989,04	25,00	T	V	LIVRETA	1,594	V	LIVRETA	1,450	A-1		499,28	1 108,68
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2018	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	330 966,32	293 634,60	25,00	T	V	LIVRETA	2,041	V	LIVRETA	1,950	A-1		5 785,17	8 940,25
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2018	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	35 072,08	30 839,15	25,00	T	V	LIVRETA	1,594	V	LIVRETA	1,450	A-1		453,02	1 005,94
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2018	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	1 708 937,68	1 482 948,71	22,67	T	V	LIVRETA	2,024	V	LIVRETA	2,075	A-1		31 155,50	50 628,79

Accusé de réception en préfecture
 000 214 000 000 2023 001 2023 33 DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2021	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	429 649,88	407 509,08	28,84	A	V	LIVRETA	1,938	V	LIVRETA	1,500	A-1		6 279,93	11 152,81
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2021	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	446 190,93	423 197,73	28,84	A	V	LIVRETA	1,938	V	LIVRETA	1,500	A-1		6 521,70	11 582,18
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2008	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	279 984,00	95 000,31	5,25	A	V	LIVRETA	2,025	V	LIVRETA	0,950	A-1		1 048,00	15 315,99
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2009	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	71 608,16	6 685,19	0,92	A	F	FIXE	6,439	F	FIXE	4,000	A-1		1 697,99	6 348,70
SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES	1996	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	15 311,67	3 710,39	5,59	A	V	LIVRETA	3,204	V	LIVRETA	1,300	A-1		56,48	634,53
SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES	1996	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	20 519,03	4 972,24	5,59	A	V	LIVRETA	3,204	V	LIVRETA	1,300	A-1		75,69	850,32
SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES	1996	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	20 054,97	4 859,81	5,59	A	V	LIVRETA	3,204	V	LIVRETA	1,300	A-1		73,98	831,09
SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES	1996	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	21 164,80	5 128,75	5,59	A	V	LIVRETA	3,204	V	LIVRETA	1,300	A-1		78,08	877,08
SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES	1996	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	26 629,95	6 453,07	5,92	A	V	LIVRETA	3,205	V	LIVRETA	1,300	A-1		98,24	1 103,56

Accusé de réception en préfecture
 000 210 000005 20230401 2023 33 DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES	1996	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	16 095,41	3 900,31	5,92	A	V	LIVRETA	3,205	V	LIVRETA	1,300	A-1	59,38	667,00	
SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES	1996	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	15 333,17	3 715,59	5,92	A	V	LIVRETA	3,205	V	LIVRETA	1,300	A-1	56,56	635,42	
SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES	1996	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	15 638,07	3 789,48	5,92	A	V	LIVRETA	3,205	V	LIVRETA	1,300	A-1	57,69	648,05	
SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES	1996	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	16 552,76	4 011,13	5,92	A	V	LIVRETA	3,200	V	LIVRETA	1,300	A-1	61,06	685,96	
SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES	1996	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	23 716,95	6 730,05	6,00	A	V	LIVRETA	3,200	V	LIVRETA	1,300	A-1	100,37	990,75	
SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES	1997	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	27 680,63	7 704,16	6,34	A	V	LIVRETA	3,125	V	LIVRETA	1,300	A-1	114,90	1 134,16	
SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES	1998	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	17 436,20	5 446,73	7,09	A	V	LIVRETA	3,052	V	LIVRETA	1,300	A-1	79,97	704,73	
SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES	1999	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	7 843,04	2 733,44	8,92	A	V	LIVRETA	2,877	V	LIVRETA	1,300	A-1	39,59	312,29	

Accusé de réception en préfecture
 000 214000005 20230404 2023 33 DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES	1996	P	LE ROY RENE 2	URCIL	37 350,11	8 076,14	3,00	A	F	FIXE	1,000	F	FIXE	1,000	A-1		100,45	1 969,32
SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES	1996	P	LES RÊVES D'OR BÂT C N°407	URCIL	27 135,93	6 092,08	3,75	A	F	FIXE	1,500	F	FIXE	1,500	A-1		113,39	1 467,16
SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES	1996	P	LES RÊVES D'OR BÂT E N°204	URCIL	27 440,82	6 160,50	3,75	A	F	FIXE	1,500	F	FIXE	1,500	A-1		114,66	1 483,65
SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES	1996	P	LES RÊVES D'OR BÂT A N°004	URCIL	43 143,08	9 685,69	3,75	A	F	FIXE	1,500	F	FIXE	1,500	A-1		180,27	2 332,63
SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES	1996	P	LES RÊVES D'OR BÂT N°007	URCIL	27 898,17	6 263,17	3,75	A	F	FIXE	1,500	F	FIXE	1,500	A-1		116,57	1 508,38
SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES	1996	P	LES RÊVES D'OR BÂT N°207	URCIL	27 745,72	6 228,97	3,84	A	F	FIXE	1,500	F	FIXE	1,500	A-1		115,94	1 500,13
SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES	1997	P	LES RÊVES D'OR BÂT A N°201	URCIL	40 094,09	11 168,95	4,17	A	F	FIXE	1,500	F	FIXE	1,500	A-1		199,57	2 135,74
SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES	1997	P	LES RÊVES D'OR BÂT A N°101	URCIL	35 977,97	10 022,38	4,17	A	F	FIXE	1,500	F	FIXE	1,500	A-1		179,08	1 916,48

Accusé de réception en préfecture
 000 210 000 000 2023 001 2023 33 DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
UNION POUR LE LOGEMENT PAR L'INSERTION SOCIALE ET LA SOLIDARITE	2002	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	126 446,86	78 576,69	29,17	A	V	LIVRETA	2,411	V	LIVRETA	1,200	A-1		983,68	3 396,36
UNION POUR LE LOGEMENT PAR L'INSERTION SOCIALE ET LA SOLIDARITE	1999	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	234 009,24	80 006,89	8,09	A	V	LIVRETA	2,937	V	LIVRETA	1,300	A-1		1 160,36	9 251,57
UNION POUR LE LOGEMENT PAR L'INSERTION SOCIALE ET LA SOLIDARITE	1999	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	17 633,93	6 028,96	8,09	A	V	LIVRETA	2,790	V	LIVRETA	1,300	A-1		87,44	697,16
UNION POUR LE LOGEMENT PAR L'INSERTION SOCIALE ET LA SOLIDARITE	2001	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	7 622,45	3 018,66	10,59	A	V	LIVRETA	2,651	V	LIVRETA	1,200	A-1		39,70	289,89
UNION POUR LE LOGEMENT PAR L'INSERTION SOCIALE ET LA SOLIDARITE	2001	P	emprunt garanti	Caisse des Dépôts et Consignation	35 442,26	14 035,98	10,59	A	V	LIVRETA	2,643	V	LIVRETA	1,200	A-1		184,61	1 347,87
TOTAL GENERAL					57 917 259,07	34 645 512,64											823 606,09	2 869 672,34

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230404-2023-33-D
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de dépôt en préfecture : 05/04/2023

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	3 694 478,43
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	9 932 809,22
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A+ B + C - D	13 627 287,65
Recettes réelles de fonctionnement	II	69 920 428,22
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	I / II	19,49

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20230404-2023-33-DE Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception en préfecture : 05/04/2023	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS		
LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS		B1.7

B1.7 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS
(Article L. 2313-1 du CGCT)

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Personnes de droit privé		
<u>Associations</u>		
100 DEGRES C THEATRE	3 900,00	
ACADEMIE GRASSOISE D AIKIDO	500,00	
ACCUEIL DES VILLES FRANCAISES	1 500,00	
ADAPEI - AM	500,00	
AEEM ASS POUR ENSEIGNEMENT AUX E MALADES	300,00	
AIKIKAI CLUB DE GRASSE	800,00	
ALL IN TENNIS COUNTRY CLUB DE GR TENNIS CLUB DE GRASSE	24 000,00	
AMBIANCE BOULISTE CERCLE GRASSOIS	4 250,00	
AMICAL MOTOR CLUB DE GRASSE	22 530,00	
AMICALE BOULISTE SAINT JOSEPH	5 000,00	
AMICALE CYCLOTOURISTE GRASSOISE	820,00	
AMICALE DE LA POLICE MUNICIPALE	1 000,00	
AMICALE GRASSOISE RADIO ASSISTANCE SECURITE AGRAS	500,00	
AMMAC ANCIEN MARINS ET MARINS ANCIENS COMBATTANTS	300,00	
AMPHORE INTERNATIONAL	1 000,00	
ANCIENS COMBATTANT VICTIMES DE GUERRE HARKIS FRANCAIS MUSULMAN	750,00	
ANCIENS COMBATTANTS DU PAYS GRAS ET AMIS	700,00	
ANCIENS DES FORCES FRANCAISES EN ALLEMAGNE ET AUTRICHE	200,00	
ART ET EDUCATION	44 232,00	
ASS HISTORIQUE DU PAYS DE GRASSE	900,00	
ASS PAYS DE GRASSE VOLLEY BALL	22 500,00	
ASS SPORTIVE DU GOLF ST DONAT	910,00	
ASSOC DES ANCIENS DE LA PREPARAT MILITAIRE MARINE DE CANNES ET GR	250,00	
ASSOCIATION ADRIEN	600,00	
ASSOCIATION AMIS DE MARGUERITE BURNAT-PROVINS	350,00	
ASSOCIATION BRAS OUVERTS	5 000,00	
ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE DE GRASSE	1 300,00	
ASSOCIATION DE SAUVEGARDE DU CANAL DE LA SIAGNE	250,00	
ASSOCIATION DES AMIS D AGORA FM	13 650,00	
ASSOCIATION DES GRANDES FAMILLES PLANOISES	300,00	
ASSOCIATION FRANCE ALZHEIMER 06	300,00	
ASSOCIATION LA POISSONNERIE	900,00	
ASSOCIATION LOCHABAIR ASSOMPTION	7 221,60	
ASSOCIATION OFFICIERS HONORAIRES DE LA COTE D'AZUR	150,00	
ASSOCIATION RALLYE KARTING SECUR	500,00	
ASSOCIATION SAMI	2 000,00	
ASSOCIATION SOURCE D'ESPOIR	500,00	
ASSOCIATION SPORT AUTOMOBILE DE GRASSE ASA	32 760,00	
ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTUREL CENTRE HOSPITALIER DE GRASSE	500,00	
AVENIR DE GRASSE	6 000,00	
AVENTURE THEATRE COMPAGNIE	3 000,00	
AZUR ET JOIE	250,00	
AZUR SPORT ET PERFORMANCE	800,00	
BADMINTON CLUB DE GRASSE	800,00	
BANQUE ALIMENTAIRE ALPES MARITIMES	500,00	
BOXING CLUB DE GRASSE	3 250,00	
BREDON TAEKWONDO CLUB	1 000,00	
CANTIFOLIA CHOEUR DE GRASSE	2 500,00	
CASTAFIORE	20 000,00	
CENTRE DE DEVELOPPEMENT CULTUREL DU PAYS DE GRASSE	2 000,00	
CERCLE CULTUREL PAYS DE GRASSE	1 500,00	
CERCLE LITTERAIRE ARTISTIQUE DE GRASSE	900,00	
CIDISOL	1 000,00	
CLIN DOEIL	500,00	
COMITE DES FETES DE MAGAGNOSC	455,00	
COMITE DES OEUVRES SOCIALES PERSO MUNIC GRASSE COS	82 342,19	
COMITE DS FETES DE STE ANNE	455,00	
COMITE MISS GRASSE ET PAYS DE GR	6 000,00	
COMITE OFFICIEL DES FETES DU PLAN DE GRASSE	455,00	
COMPAGNIE CAS 5	1 400,00	
COMPAGNIE REVEIDA	1 500,00	

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CA - 2022

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Accusé de réception en préfecture 06-2106006 Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023
COMPAGNIE THEATRE EMOIS	150,00	
COMPAGNONS BATISSEURS PROVENCE	6 000,00	
COPRO 5 RUE DES FABRERIES	11 151,00	
COSMETIC EXECUTIVE WOMEN CEW CENTRE DE BEAUTE	3 000,00	
COURIR EN PAYS DE GRASSE	15 000,00	
CREMATISTE DE GRASSE ET ENVIRONS	400,00	
DARWIN FOREVER	500,00	
DECOUVERTE DU MOYEN ET HAUT PAYS	500,00	
DOJO KUSHANKU	650,00	
ECOLE DE MUSIQUE GRASSE	3 550,00	
ECOLE DE MUSIQUE LA CHENAIE	1 200,00	
ECOLE DE THÉÂTRE GERARD PHILIPPE CENTRE ART ET CULTURE	1 500,00	
ECOLE GRASSOISE DE JUDO	1 820,00	
ENTENTE GYMNIQUE GRASSOISE	31 840,00	
ESTEREL PLONGEE	1 000,00	
FAMILLE ARC EN CIEL	4 000,00	
FAMILY SK	750,00	
FEDERATION NATIONALES DES FORCES SPECIALES ALLIEES	300,00	
FERMETTE DE PLASCASSIER CENTRE DE LOISIRS	94 006,00	
FESTIVAL TRANSMEDITERRANEE	8 190,00	
FNACA FEDERATION NATION ANCIENS COMBATTANTS ALGER	200,00	
FORUM	6 000,00	
FRANCE ESPAGNE AMERIQUE LATINE	750,00	
GOYA	200,00	
GRASSE A EDITH	1 500,00	
GRASSE ATHLETIC CLUB GAC	13 705,00	
GRASSE ECHECS	14 200,00	
GRASSE HOCKEY CLUB	1 000,00	
GRASSE LOISIRS	3 000,00	
GRASSE PELOTARI CLUB	10 000,00	
GRASSE PETANQUE	11 650,00	
GRASSE TENNIS DE TABLE	18 000,00	
GROUPE MONTAGNE ALTITUDE 500	800,00	
GYMNASTIQUE VOLONTAIRE FEDERAT FRANCAISE EDUC PHYSIQUE	910,00	
HARPEGES LES ACCORDS SOLIDAIRES	347 612,00	
INSTITUT D ETUDES OCCITANES	370,00	
JALMALV ALPES MARITIMES	700,00	
JUDO CLUB DE GRASSE	1 820,00	
JUDO CLUB DU PLAN DE GRASSE	2 830,00	
KARATE CHALLENGER	2 000,00	
L ETOILE MUSICALE	4 300,00	
L'ENTREE DES ARTISTES	500,00	
LA NUIT BLANCHE	3 730,00	
LE JEUNE BALLET MEDITERRANEEN	7 200,00	
LEI BAISSO LUSERNO	5 500,00	
LES AMIS DE LA CHAPELLE VICTORIA DE GRASSE	1 400,00	
LES AMIS DU SANCTUAIRE NOTRE DAME DE VALCLUSE	455,00	
LES AMOUREUX DU VIEUX GRASSE	910,00	
LES ARTISTES DU PAYS GRASSOIS	500,00	
LES CHAUSSETTES JAUNES	1 300,00	
LES PETITS DEBROUILLARDS	7 000,00	
LES RESTAURANTS DU COEUR	1 500,00	
LOISIRS EDUCATION ART	194 390,00	
LOISIRS EDUCATION CULTURE LEC	253 342,00	
MAISON POUR TOUS LA MOUTONNE	2 750,00	
MARGUERITE ET MARGUEROTE	2 500,00	
MEDIATION MOSAIQUE	500,00	
NIVUS NICONNUS	400,00	
OFFICE MUNICIPAL DES RETRAITES GRASSE	16 850,00	
OGEC FENELON	320 422,23	
OGEC MARIA MATER	8 361,13	
OGEC N-DAME DE LA TRAMONTANE	178,98	
OGEC SAINTE MARIE	2 407,20	
PARLONS ENSEMBLE	300,00	
PAYS DE GRASSE HANDBALL ASPPT	34 000,00	
PLANETE SCIENCES MEDITERRANEE	26 375,00	
PLASCASSIER JAZZ BAND	1 000,00	
POLYPHONIUS CANTABILE	1 400,00	
QUESTION POUR UN CHAMPION DE GRASSE	250,00	
RACING CLUB DE GRASSE	207 710,00	
RAIN DROP	3 000,00	
REUNION DES OFFICIERS FRANCAIS	200,00	
RUGBY OLYMPIQUE DE GRASSE	202 710,00	
S.N.E.M.M SOCIETE NATIONAL D'ENT DE LA MEDAILLE MILITAIRE	800,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Accusé de réception en préfecture 06-2106006 Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023 Présentation en signature
SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE	900,00	
SDC 7 RUE DE L ORATOIRE	4 112,00	
SECOURS CATHOLIQUE GRASSE	500,00	
SEMPAI GRASSE KARATE	3 500,00	
SKI CLUB DE GRASSE	6 500,00	
SOLI-CITES ASSOCIATION	20 000,00	
SPECIAL FORCE MEMORY	300,00	
SPELEO CLUB GARAGAH	500,00	
SPORT IMPACT	1 000,00	
TENNIS ALTITUDE 500 GRASSE	8 000,00	
TRIATHLON DU PAYS GRASSOIS	8 300,00	
TWIRLING BATON PLAN DE GRASSE	4 000,00	
UNAFAM UNION NATIONALE DES AMIS FAMILLES DE MALADES MENTAUX	300,00	
UNE VOIX POUR ELLES	6 000,00	
UNION CYCLISTE GRASSOISE	4 100,00	
UNION DEPARTEMENTALE CFE-CGC	1 820,00	
UNION LOCALE CFDT	4 550,00	
UNION LOCALE CGT	4 550,00	
UNION NATIONAL PARACHUTISTE CANNES ENVIRON	300,00	
UNION SPORTIVE GRASSOISE	18 500,00	
UNIVERSITE DU TEMPS LIBRE DE GRA DU PAYS DE GRASSE	500,00	
VEHICULES HISTORIQUES DU TIGNET	400,00	
<u>Entreprises</u>		
34 RUE DROITE COPRO CABINET ROULLAND	11 392,00	
AVOIR CONSEIL	3 400,26	
ENEDIS - POLE TPR	5 002,52	
ENEDIS ELECTRICITE EN RESEAU	6 577,92	
FONDATION 30 MILLIONS D AMIS	3 500,00	
INDIVISION FANTON D ANDON	24 646,00	
LE CROISSANT ROSE SAG	965,00	
SCI FADA 3	350,00	
SCI PAPIN	1 685,00	
SDC 10 RUE DES MOULINET GRASSE GESTION IMMOBILIER	27 227,00	
SDC 32 RUE DROITE	12 132,00	
SDC 35 PLACE AUX AIRES CHEZ SGI	350,00	
SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT	640 000,00	
<u>Personnes physiques</u>		
CLAUDINON CHRYSTELLE	1 808,71	
COURT DE FONTMICHEL PHILIPPE-EMMANUEL	20 661,17	
<u>Autres</u>		
URSAFF AM ENSEIGNANTS	508,18	
Personnes de droit public		
<u>Etat</u>		
<u>Régions</u>		
<u>Départements</u>		
SERVICE DEPARTEMENTAL D INCENDIE ET DE SECOURS DES AM SDIS	3 194 336,94	
<u>Communes</u>		
COMMUNE D ANTIBES	739,99	
COMMUNE D AURIBEAU SUR SIAGNE	12 979,28	
COMMUNE D OPIO	4 048,00	
COMMUNE DE BIOT	2 732,48	
COMMUNE DE CAGNES SUR MER	683,10	
COMMUNE DE CANNES	7 931,00	
COMMUNE DE CHATEAUNEUF	2 732,48	
COMMUNE DE LE TIGNET	1 024,68	
COMMUNE DE MANDELIEU	2 065,30	
COMMUNE DE MOUANS SARTOUX	16 361,84	
COMMUNE DE MOUGINS	15 883,41	
COMMUNE DE PEGOMAS	7 931,56	
COMMUNE DE PEYMEINADE	4 212,55	
COMMUNE DE SAINT CEZAIRE SUR SIAGNE	341,56	
COMMUNE DE ST VALLIER DE THIEY MONSIEUR LE MAIRE	2 732,48	
COMMUNE DE VALBONNE	16 741,44	
COMMUNE LA ROQUETTE SUR SIAGNE	4 098,72	
COMMUNE LE CANNET	13 217,58	
COMMUNE LE ROURET	4 162,56	
REMUNERATION PERSONNEL MUNICIPAL	2 184,07	
<u>Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)</u>		

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Accusé de réception en préfecture 06-2106006 Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023 Prestations en nature
CAISSE DES ECOLES	60 900,00	
CCAS DE GRASSE	3 300 000,00	
SICTIAM	11 260,86	
SYNDICAT MIXTE PARC NATUREL REGIONAL PREALPES AZUR PNR	10 537,96	
<u>Autres</u>		
CONFERENCE ST VINCENT DE PAUL	500,00	
TRESORERIE MUNICIPALE ANTIBES SIAQUEBA	0,30	
TOTAL GENERAL	9 836 304,23	

IV – ANNEXES	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20230404-2023-33-DE Date de télétransmission : 05/04/2023	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN	Date de réception préfecture : 05/04/2023	
AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT		B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

- (1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
- (2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV – ANNEXES	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20230404-2023-33-DE Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN		
AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT		B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

- (1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
- (2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV – ANNEXES	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20230404-2023-33-E Date de télétransmission : 05/04/2023	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN	Date de réception préfecture : 05/04/2023	B3
ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE		

Libellé de la recette : TAXE DE SEJOUR			
Reste à employer au 01/01/N :			0,00
Recettes			
Chapitres	Articles	Libellé de l'article	Montant
73	7362	TAXE DE SEJOUR	378 405,34
Total recettes			378 405,34
Dépenses			
Chapitres	Articles	Libellé de l'article	Montant
929	2315	TAXE DE SEJOUR	509 044,21
Total dépenses			509 044,21
Reste à employer au 31/12/N :			-130 638,87

Libellé de la recette : AMENDES DE POLICE			
Reste à employer au 01/01/N :			0,00
Recettes			
Chapitres	Articles	Libellé de l'article	Montant
13	1342	AMENDES DE POLICE	499 197,00
Total recettes			499 197,00
Dépenses			
Chapitres	Articles	Libellé de l'article	Montant
23	2315	AMENDES DE POLICE	505 596,86
Total dépenses			505 596,86
Reste à employer au 31/12/N :			-6 399,86

TOTAL Reste à employer au 01/01/N :		0,00	
TOTAL Recettes	877 602,34	Total Dépenses	1 014 641,07
TOTAL Reste à employer au 31/12/N :		-137 038,73	

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services	A	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Directeur général des services techniques	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		198,00	3,00	201,00	162,10	26,40	188,50
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	60,00	2,00	62,00	40,60	19,90	60,50
ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 1ERE CLASSE	C	59,00	0,00	59,00	58,50	0,00	58,50
ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 2E CLASSE	C	48,00	0,00	48,00	38,00	0,00	38,00
ATTACHE	A	8,00	0,00	8,00	4,00	4,00	8,00
ATTACHE HORS CLASSE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
ATTACHE PRINCIPAL	A	9,00	0,00	9,00	7,00	2,00	9,00
DIRECTEUR	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
REDACTEUR	B	8,00	1,00	9,00	8,00	0,50	8,50
REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CLASSE	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
REDACTEUR PRINCIPAL 2ECLASSE	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		406,00	24,00	430,00	319,74	85,42	405,16
ADJOINT TECHNIQUE	C	183,00	24,00	207,00	105,64	80,42	186,06
ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 1ERE CLASSE	C	26,00	0,00	26,00	25,00	0,00	25,00
ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 2E CLASSE	C	102,00	0,00	102,00	99,50	0,00	99,50
AGENT DE MAITRISE	C	32,00	0,00	32,00	31,90	0,00	31,90
AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL	C	42,00	0,00	42,00	41,90	0,00	41,90
INGENIEUR	A	5,00	0,00	5,00	4,00	1,00	5,00
INGENIEUR EN CHEF	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
INGENIEUR EN CHEF HORS CLASSE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
INGENIEUR PRINCIPAL	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
TECHNICIEN	B	6,00	0,00	6,00	5,00	1,00	6,00
TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CLASSE	B	4,00	0,00	4,00	2,80	1,00	3,80
TECHNICIEN PRINCIPAL 2E CLASSE	B	3,00	0,00	3,00	2,00	1,00	3,00
FILIERE SOCIALE (d)		61,00	0,00	61,00	57,40	0,00	57,40
ASEM PRINCIPAL 1ERE CLASSE	C	36,00	0,00	36,00	34,50	0,00	34,50
ASEM PRINCIPAL 2E CLASSE	C	25,00	0,00	25,00	22,90	0,00	22,90
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF 1ERE CLASSE	A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		8,00	0,00	8,00	8,00	0,00	8,00

Accusé de réception en préfecture
 000-210000098-20230404-2023-33-DE
 EFFECTIFS POUR LES EMPLOIS
 BUDGETAIRES EN EPT (4)
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POUR LES EMPLOIS BUDGETAIRES EN EPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
CONSEILLER DES APS	A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CONSEILLER DES APS PRINCIPAL 2E CLASSE	A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EDUCATEUR DES APS	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
EDUCATEUR DES APS PRINCIPAL 1ERE CLASSE	B	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
OPERATEUR DES APS QUALIFIE	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE CULTURELLE (h)		53,00	13,00	66,00	43,13	16,12	59,25
ADJOINT DU PATRIMOINE	C	11,00	0,00	11,00	8,70	2,00	10,70
ADJOINT DU PATRIMOINE PRINCIPAL 1ERE CLASSE	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
ADJOINT DU PATRIMOINE PRINCIPAL 2E CLASSE	C	5,00	0,00	5,00	4,50	0,00	4,50
ASSISTANT DE CONSERVATION	B	4,00	0,00	4,00	3,90	0,00	3,90
ASSISTANT DE CONSERVATION PRINCIPAL 1ERE CLASSE	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
ASSISTANT DE CONSERVATION PRINCIPAL 2E CLASSE	B	5,00	0,00	5,00	4,00	1,00	5,00
ASSISTANT ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINCIPAL 1ERE CLASSE	B	7,00	4,00	11,00	4,40	3,94	8,34
ASSISTANT ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINCIPAL 2E CLASSE	B	3,00	5,00	8,00	0,00	5,49	5,49
ATTACHE DE CONSERVATION DU PATRIMOINE	A	2,00	0,00	2,00	1,00	1,00	2,00
ATTACHE PRINCIPAL DE CONSERVATION DU PATRIMOINE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
BIBLIOTHECAIRE	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
BIBLIOTHECAIRE PRINCIPAL	A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CONSERVATEUR EN CHEF BIBLIOTHEQUE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
PROFESSEUR ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE CN	A	4,00	4,00	8,00	4,63	2,69	7,32
PROFESSEUR ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE HC	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE ANIMATION (i)		17,00	55,00	72,00	19,00	18,21	37,21
ADJOINT ANIMATION 2E CLASSE	C	9,00	53,00	62,00	12,00	16,75	28,75
ADJOINT ANIMATION PRINCIPAL 1E CLASSE	C	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ADJOINT ANIMATION PRINCIPAL 2E CLASSE	C	4,00	2,00	6,00	4,00	0,46	4,46
ANIMATEUR	B	2,00	0,00	2,00	1,00	1,00	2,00
ANIMATEUR PRINCIPAL 1ERE CLASSE	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE POLICE (j)		54,00	0,00	54,00	53,80	0,00	53,80
BRIGADIER APPELATION	C	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
BRIGADIER CHEF PRINCIPAL	C	33,00	0,00	33,00	32,80	0,00	32,80
CHEF DE SERVICE POLICE MUNICIPALE	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
CHEF DE SERVICE POLICE MUNICIPALE PRINCIPAL 1ERE CLASSE	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
CHEF DE SERVICE POLICE MUNICIPALE PRINCIPAL 2E CLASSE	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
GARDIEN-BRIGADIER	C	13,00	0,00	13,00	13,00	0,00	13,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
CHARGE DE MISSION		1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		798,00	95,00	893,00	663,17	147,15	810,32

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20230404-2023-33-DE Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N		C1.2

C1.2 – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N (1)

(1) Articles L. 2123-12 et L. 2123-14-1 du CGCT.

IV – ANNEXES	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20230404-2023-33-DE Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS		
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER		C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.				
La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Détention d'une part du capital				
- DETENTION CAPITAL	CAISSE EPARGNE	CAISSE EPARGNE	BANQUE COOPERATIVE	38 480,00
- DETENTION CAPITAL	PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT	PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT	SOCIETE PUBLIQUE LOCALE	224 328,70
- DETENTION CAPITAL	SEM PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES	SEM PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES	SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE	325 500,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
- GARANTIE EMPRUNT	SAHLM LE LOGIS FAMILIAL	SAHLM LE LOGIS FAMILIAL	SA HLM	3 041 869,98
- GARANTIE EMPRUNT	OP DE CANNES	OP DE CANNES	OPH	101 685,50
- GARANTIE EMPRUNT	SA D'HLM LOGIREM	SA D'HLM LOGIREM	SA HLM	59 530,51
- GARANTIE EMPRUNT	ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA HLM	ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA HLM	SA HLM	2 366 033,61
- GARANTIE EMPRUNT	S.O.H.L.A.M	S.O.H.L.A.M	SA HLM	128 671,68
- GARANTIE EMPRUNT	ASS ORSAC	ASS ORSAC	ASSOCIATION	1 646 060,96
- GARANTIE EMPRUNT	OGEC FENELON	OGEC FENELON	ASSOCIATION	10 321 609,94
- GARANTIE EMPRUNT	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	SA HLM	121 909,51
- GARANTIE EMPRUNT	U.L.I.S.S	U.L.I.S.S	ASSOCIATION	172 180,12
- GARANTIE EMPRUNT	SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT	SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT	SEM	1 623 161,24
- GARANTIE EMPRUNT	COTE D'AZUR HABITAT	COTE D'AZUR HABITAT	SA HLM	2 845 387,47
- GARANTIE EMPRUNT	3F RESIDENCES	3F RESIDENCES	SA HLM	182 501,34
- GARANTIE EMPRUNT	3F SUD SA D'HABITATION A LOYER MODERE		SA HLM	11 115 390,39
- GARANTIE EMPRUNT	ASSOCIATION ORGANISATION POUR LA SANTE DE L'ACCUEIL	ASSOCIATION ORGANISATION POUR LA SANTE DE L'ACCUEIL	ASSOCIATION	429 989,03
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
- SUBVENTION	LA POISSONERIE	LA POISSONERIE	ASSOCIATION	900,00
- SUBVENTION	ASS HISTORIQUE DU PAYS DE GRASSE	ASS HISTORIQUE DU PAYS DE GRASSE	ASSOCIATION	900,00
- SUBVENTION	CERCLE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE DE GRASSE	CERCLE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE DE GRASSE	ASSOCIATION	900,00
- SUBVENTION	MAISON POUR TOUS LA MOUTONNE	MAISON POUR TOUS LA MOUTONNE	ASSOCIATION	2 750,00
- SUBVENTION	COMITE DES UVRES SOCIALES PERSONNEL MUNICIPAL	COMITE DES UVRES SOCIALES PERSONNEL MUNICIPAL	ASSOCIATION	77 259,75
- SUBVENTION	HARPEGES	HARPEGES	ASSOCIATION	350 056,00
- SUBVENTION	FORUM	FORUM	ASSOCIATION	6 000,00
- SUBVENTION	LEC	LEC	ASSOCIATION	259 799,00
- SUBVENTION	REUNION DES OFFICIERS Français	REUNION DES OFFICIERS Français	ASSOCIATION	200,00
- SUBVENTION	RACING CLUB DE GRASSE	RACING CLUB DE GRASSE	ASSOCIATION	207 710,00
- SUBVENTION	ROG	ROG	ASSOCIATION	202 710,00
- SUBVENTION	ART ET EDUCATION	ART ET EDUCATION	ASSOCIATION	45 960,00
- SUBVENTION	LA FERMETTE DE PLASCASSIER	LA FERMETTE DE PLACASSIER	ASSOCIATION	94 006,00
- SUBVENTION	LOISIR EDUCATION ART	LOISIR EDUCATION ART	ASSOCIATION	206 871,08
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat etc... et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée ...).

IV – ANNEXES	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20230404-2023-33-DE Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT		C3.1

C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
CA PAYS DE GRASSE	01/01/2014	TPU AVEC FISCALITE PROPRE	0,00
Autres organismes de regroupement			
CENTRE DE GESTION DES ALPES MARITIMES		SANS FISCALITE PROPRE	3 150,00
ASSOCIATION DEPARTEMENTAL DES COMITES DE FEUX DE FORET		SANS FISCALITE PROPRE	1 991,68
AGENCE POUR LE DEVELOPPEMENT REGIONAL DU CINEMA		SANS FISCALITE PROPRE	100,00
ASSOCIATION FRANCAISE POUR LE CINEMA D'ART ET D'ESSAIS		SANS FISCALITE PROPRE	485,00
ASSOCIATION DE FORMATION ET DE PROMOTION POUR JEUNES ET ADULTES EN RECHERCHE D'INSERTION		SANS FISCALITE PROPRE	350,00
ASSOCIATION NATIONALE DES ELUS DES TERRITOIRES TOURISTIQUES		SANS FISCALITE PROPRE	1 268,00
ASSOCIATION DES VILLES ET PAYS D'ART ET D'HISTOIRE ET DES SITES PATRIMONIAUX ET CITES REMARQUABLES		SANS FISCALITE PROPRE	2 339,73
ASSOCIATION DES AMIS DE MARGUERITE BURNAT-PROVINS		SANS FISCALITE PROPRE	80,00
ASSOCIATION COLLECTIF PROUVENCO		SANS FISCALITE PROPRE	70,00
ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE		SANS FISCALITE PROPRE	9 505,29
ASSOCIATION DES VILLES MARRAINES		SANS FISCALITE PROPRE	1 992,16
CENTRE VILLE EN MOUVEMENT		SANS FISCALITE PROPRE	1 500,00
COMMISSION DU FILM ALPES MARITIMES COTE D'AZUR		SANS FISCALITE PROPRE	4 000,00
COMMUNES FORESTIERES ET PASTORALES		SANS FISCALITE PROPRE	2 000,00
FEDERATION FRANCAISE DE L'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE		SANS FISCALITE PROPRE	400,00
FEDERATION DES MASIONS D'ECRIVAIN		SANS FISCALITE PROPRE	100,00
CONSEIL NATIONAL DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS		SANS FISCALITE PROPRE	800,00
FONDATION DU PATRIMOINE		SANS FISCALITE PROPRE	1 100,00
ASSOCIATION DES AMIS DE LUCIEN JACQUES		SANS FISCALITE PROPRE	25,00
FEDERATION EUROPEENNE MAISON DE LA POESIE		SANS FISCALITE PROPRE	50,00
ABC FONCTIONNEMENT		SANS FISCALITE PROPRE	260,00
ASSOCIATION DES MAIRES POUR LE CIVISME		SANS FISCALITE PROPRE	1 500,00
AVENIO UTILISATEURS		SANS FISCALITE PROPRE	60,00
FEDERATION EUROPEENNE DES CITES NAPOLEONIENNES		SANS FISCALITE PROPRE	2 139,00
FNCV LES VITRINES DE France		SANS FISCALITE PROPRE	820,00
PALMIERSUD		SANS FISCALITE PROPRE	1 000,00
RESEAU CAREL		SANS FISCALITE PROPRE	50,00
FNCV LES VITRINES DE France		SANS FISCALITE PROPRE	820,80
CASTRUM DES ALPES MARITIMES		SANS FISCALITE PROPRE	15,00
HISTOIRE ET CULTURE EN PAYS DE HAUT SIAGNE		SANS FISCALITE PROPRE	15,00
ASSOCIATION DES MAIRES RURAUX DES ALPES MARITIMES		SANS FISCALITE PROPRE	100,00
SITES HISTORIQUES GRIMALDI		SANS FISCALITE PROPRE	700,00
LA FAGE		SANS FISCALITE PROPRE	30,00
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE LES Français UNION REGIONALE PACA		SANS FISCALITE PROPRE	150,00
ACADEMIE INTERNATIONALE DE LA PIPE	01/01/2020	SANS FISCALITE PROPRE	36,02
ASSOCIATION POUR LA COOPERATION DES PROFESSIONNELS DE L'INFORMATION MUSICALE	01/01/2020	SANS FISCALITE PROPRE	80,00

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20230404-2023-33-DE Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS		
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE		C3.3

C3.3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES	SEPF		-	21060069800356		

IV – ANNEXES	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20230404-2023-33-DE Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS		
LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE		C3.4

C3.4 – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
ESPACE CULTUREL	LOCATION DE SALLES		-	
EVENEMENTIEL	LOCATION DE SALLES		-	
SALLES POLYVALENTES	LOCATION DE SALLES		-	
CINEMA	CINEMA STUDIO		-	

IV – ANNEXES	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20230404-2023-33-DE Date de télétransmission : 05/04/2023	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	Date de réception préfecture : 05/04/2023	C3.5

C3.5 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	46 117 101,51	31 050 505,32	4 869 582,13	10 197 014,06
RECETTES	46 117 101,51	30 347 063,99	5 541 362,08	10 228 675,44
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	73 143 717,90	66 214 498,46	0,00	6 929 219,44
RECETTES	73 143 717,90	71 529 576,66	0,00	1 614 141,24

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et caisses des écoles, régies personnalisées ...qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.

(2) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	46 117 101,51	31 050 505,32	4 869 582,13	10 197 014,06
RECETTES	46 117 101,51	30 347 063,99	5 541 362,08	10 228 675,44
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	73 143 717,90	66 214 498,46	0,00	6 929 219,44
RECETTES	73 143 717,90	71 529 576,66	0,00	1 614 141,24
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	119 260 819,41	97 265 003,78	4 869 582,13	17 126 233,50
TOTAL GENERAL DES RECETTES	119 260 819,41	101 876 640,65	5 541 362,08	11 842 816,68

(1) Y compris les rattachements.

Accusé de réception en préfecture
 000 210600000 20230404 2023-33-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION	
PRESENTATION AGREGÉE ET CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (Cf. liste des principales opérations en annexe de la M14) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	46 117 101,51	31 050 505,32	4 869 582,13	10 197 014,06
RECETTES	46 117 101,51	30 347 063,99	5 541 362,08	10 228 675,44
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	73 143 717,90	66 214 498,46	0,00	6 929 219,44
RECETTES	73 143 717,90	71 529 576,66	0,00	1 614 141,24
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	119 260 819,41	97 265 003,78	4 869 582,13	17 126 233,50
TOTAL GENERAL DES RECETTES	119 260 819,41	101 876 640,65	5 541 362,08	11 842 816,68

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20230404-2023-33-DE Date de télétransmission : 05/04/2023 Date de réception préfecture : 05/04/2023	IV
DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES		D1

D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases/N-1 (%)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%)	Variation de taux/N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit/N-1 (%)
TFPB	83 075 834,00	3,74	30,07	3,72	24 995 467,00	0,00
TFPNB	658 857,00	0,55	14,70	0,55	96 852,00	0,00
CFE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	0,00	0,00			0,00	0,00

IV – ANNEXES	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20230404-2023-33-DE Date de télétransmission : 05/04/2023	IV
ARRETE ET SIGNATURES	Date de réception préfecture : 05/04/2023	D2

Nombre de membres en exercice : 0
 Nombre de membres présents : 0
 Nombre de suffrages exprimés : 0
 VOTES :
 Pour : 0
 Contre : 0
 Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .
 A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .
 A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

SIGNATURES DES MEMBRES PRESENTS AU CONSEIL MUNICIPAL

4 AVRIL 2023

2023-33 COMPTE ADMINISTRATIF - BUDGET PRINCIPAL

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230404-2023-33-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

LE MAIRE

Jérôme VIAUD

Valérie COPIN

François ROUSTAN

Claude MASCARELLI

Ali AMRANE

Anne-Marie DUVAL

Roger MISSENTI

Annie OGGERO-MAIRE

Serge PERCHERON

Richard KISS

Jeannette GISQUET

Jean-François LAPORTE

Levanna CALATAYUD

Magali CONESA

Stéphane CASSARINI

Alexane ISNARD

Christophe MOREL

Catherine BUTTY

Nicolas DOYEN

Murièle CHABERT

Cyril DAUPHOUD

Mélanie ZARRILLO

Jean-Marc GARNIER

Dominique BOURRET

Marie-Madeleine GUALLINO

Jean-Pierre BICAÏL

Stéphanie MANDREA

Alexandre GAIFFE

Philippe-Emmanuel
de FONTMICHEL

Myriam LAZREUG

Jean-Paul CAMERANO

Aline BOURDAIRE

Gilles RONDONI

Nicole NUTINI

Pascal PELLEGRINO

Marie CHABAUD

Philippe BONELLI

Karine GIGODOT

Laurence COSTE

Franck BARBEY

Jocelyne BUSTAMENTE

Charles FERRERO

Paul EUZIERE

Mekia Noura ADDAD

Patrick ISNARD

- **Les acquisitions et cessions immobilières réalisées par la Commune de Grasse durant l'année 2022 :**

DATE	VENDEUR	ACQUEREUR	PRIX	CADASTRE - ADRESSE
ACQUISITION AMIABLE 1/03/2022	SCI IRIS SCI ESSENTIA	COMMUNE	120 000 €	Parcelle DP 180 Lots 13, 14, 28 et 29 Centre artisanal du Plan 3 route de la Paoute
CESSION 16/06/2022	COMMUNE	PONS	100 000 €	Parcelle BL 180 Lot 1333 12 boulevard Carnot
ACQUISITION PAR PREEMPTION 12/07/2022	DELLANEGRA/ LORMERIC	COMMUNE	25 000 €	Parcelle AO 54 27 avenue Auguste Renoir
CESSION 15/09/2022	COMMUNE	TISSOT	161 700 €	Parcelle DP 81 Rue du Jeu de boules
CESSION 4/10/2022	COMMUNE	DINELLI	16 000 €	Parcelle AY 484 et 487 - Traverse des Jasmins Quartier Bon Marché
CESSION 19/10/2022	COMMUNE	MASSA	22 000 €	Parcelle AY 488 Traverse des Jasmins Quartier Bon Marché
CESSION 8/11/2022	COMMUNE	FATTER	7 000 €	Parcelle AY 483 et 486 - Traverse des Jasmins Quartier Bon Marché
ACQUISITION AMIABLE 16/11/2022	AUCHAN	COMMUNE	1 €	Parcelle DV 583 Chemin de la Chapelle
CESSION 15/12/2022	COMMUNE	SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT	1 €	Parcelle BE 95 - 2 Place aux Herbes Parcelle BE 105 volume n°1 Lots n°3 et 8 - 34 rue Droite Parcelle BE 114 lot n°1 - 35 rue Droite Parcelle BE 102 Lot n°2 - 2 rue Vieille Boucherie Parcelle BE 103 Lots n°1, 2, 3 et 15 - 38 rue Droite Parcelle BH 150 Lots n°2 et 4 - 11 Place Jean Jaurès
CESSION 21/12/2022	COMMUNE	QUINTESENCE	2 550 000€	Parcelles BL 123 178 179 et 280 Avenue Pierre Sépard
CESSION 22/12/2022	COMMUNE	SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT	1 €	Parcelles BE 363 Volume n°2 et BE 365 – 47et 49 rue Droite Parcelle BE 125 – 1 rue de la Lauve Parcelle BE 126 – 3 rue de la Lauve Parcelle BE 128 – 5 rue de la Lauve Parcelle BE 131 Lots 1 et 2 – 10 rue de la Fontette Parcelles BE 293 327 328 329 et 330 45 rue Droite
ECHANGE 31/12/2022	DEPARTEMENT DES A-M	COMMUNE	0 €	Ancienne caserne des pompiers Parcelle BL 27 Ancienne Gendarmerie Parcelle BM 181

- Les acquisitions et cessions immobilières réalisées par la Société **PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT** durant l'année 2022 dans le cadre de la convention signée avec la Commune de Grasse :

Accusé de réception en préfecture
N° 2023-00000
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

DATE	VENDEUR	ACQUEREUR	PRIX	CADASTRE - ADRESSE
ACQUISITION AMIABLE 14/09/2022	PIERAZZI / VERGNE	SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT	100 000,00 €	Parcelle BE 113 Lots 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9 et 10 28 Rue Marcel Journet
ACQUISITION AMIABLE 22/09/2022	GUIRADO	SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT	15 000 €	Parcelle BH 182 Lot 1 4bis rue Porte neuve
ACQUISITION AMIABLE 27/10/2022	COLIBERT	SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT	25 000 €	Parcelle BE 83 Lots 11 et 14 6 Place Vieille Boucherie
ACQUISITION AMIABLE 15/12/2022	COMMUNE	SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT	1 €	Parcelle BE 95 2 Place aux Herbes Parcelle BE 105 volume n°1 Lots n°3 et 8 - 34 rue Droite Parcelle BE 114 lot n°1 35 rue Droite Parcelle BE 102 Lot n°2 2 rue Vieille Boucherie Parcelle BE 103 Lots n°1, 2, 3 et 15 - 38 rue Droite Parcelle BH 150 Lots n°2 et 4 - 11 Place Jean Jaures
ACQUISITION AMIABLE 21/12/2022	EPF PACA	SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT	458 086.90 €	Parcelle BE 18 Lots 9, 10, 11 et 12 1 Place du Patti Parcelle BE 267 2 rue André KALIN
ACQUISITION AMIABLE 22/12/2022	COMMUNE	SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT	1 €	Parcelles BE 363 Volume n°2 et BE 365 - 47 et 49 rue Droite Parcelle BE 125 1 rue de la Lauve Parcelle BE 126 3 rue de la Lauve Parcelle BE 128 5 rue de la Lauve Parcelle BE 131 Lots 1 et 2 10 rue de la Fontette Parcelles BE 293, 327, 328 329 et 330 - 45 rue Droite

- Les acquisitions et cessions immobilières réalisées par l'Etablissement Public Foncier P.A.C.A durant l'année 2022 dans le cadre de la convention d'intervention foncière :

DATE	VENDEUR	ACQUEREUR	PRIX	CADASTRE - ADRESSE
ACQUISITION PAR PREEMPTION 4/07/2022	BERTHE	EPF PACA	53 000 €	Parcelle BE 38 Lot n°15 15 rue Paul GOBY
ACQUISITION PAR PREEMPTION 4/07/2022	LEFEBVRE	EPF PACA	50 000 €	Parcelle BE 38 Lot n°18 15 rue Paul GOBY

DATE	VENDEUR	ACQUEREUR	PRIX	CADASTRE - ADRESSE
ACQUISITION PAR PREEMPTION 12/07/2022	GARNERO	EPF PACA	160 280 €	Parcelle BE 38 Lots n° 1, 2, 13 et 14 15 rue Paul GOBY
CESSION 21/12/2022	EPF PACA	SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT	458 086.90 €	Parcelle BE 18 Lots 9, 10, 11 et 12 1 Place du Patti Parcelle BE 267 2 rue André KALIN

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230329-2023-34-DE
Date de transmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2023 - 34 BILAN DES ACQUISITIONS ET CESSIONS 2022

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOUD
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOUD à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 34

DU 4 AVRIL 2023

BILAN DES ACQUISITIONS ET CESSIONS 2022

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet le bilan 2022 des acquisitions et cessions.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
JURIDIQUE		

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 2241-1,

Considérant que conformément à l'article susvisé, le bilan des acquisitions et cessions opérées sur le territoire d'une commune de plus de 2 000 habitants donne lieu à une délibération annuelle du Conseil Municipal,

Considérant que ce bilan est annexé au compte administratif de la Commune,

Conformément aux dispositions de l'article L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal est invité à prendre acte du bilan ci-annexé des acquisitions et des cessions immobilières réalisées en 2022 par la Commune de Grasse, par l'Etablissement Public Foncier P.A.C.A. et par la Société Pays de Grasse Développement sur le territoire grassois.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 7 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

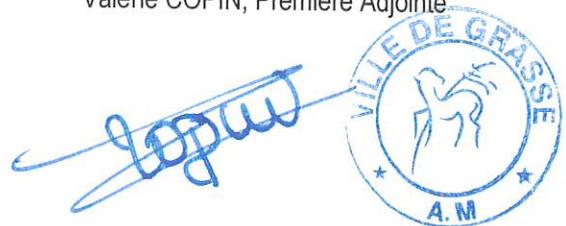
- **APPROUVER** le bilan des acquisitions et des cessions pour l'année 2022.

Delibération affichée le **5 AVR. 2023**
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,



Ch. N. M.

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

5 AVR. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230329-2023-35-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

Résultats budgétaires de l'exercice

00402 - POMPES FUNEBRES DE GRASSE

Exercice 2022

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)		127 110,89	127 110,89
Titres de recette émis (b)		22 424,00	22 424,00
Réductions de titres (c)			
Recettes nettes (d = b - c)		22 424,00	22 424,00
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)		127 110,89	127 110,89
Mandats émis (f)		123 639,96	123 639,96
Annulations de mandats (g)			
Depenses nettes (h = f - g)		123 639,96	123 639,96
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent			
(h - d) Déficit		101 215,96	101 215,96

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230329-2023-35-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception en préfecture : 05/04/2023

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

00402 - POMPES FUNEBRES DE GRASSE

Exercice 2022

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2021	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2022	RESULTAT DE L'EXERCICE 2022	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2022
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
POMPES FUNEBRES DE GRASSE					
Investissement					
Fonctionnement	102 110,89		-101 215,96		894,93
Sous-Total	102 110,89		-101 215,96		894,93
TOTAL III	102 110,89		-101 215,96		894,93
TOTAL I + II + III	102 110,89		-101 215,96		894,93



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2023 - 35 BUDGET ANNEXE – SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES
COMPTE DE GESTION 2022

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOU
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOU à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 35

DU 28 MARS 2023

BUDGET ANNEXE
SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES
COMPTE DE GESTION 2022

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet d'approuver le compte de gestion 2022 de Monsieur le Comptable Public, document qui est le reflet du compte administratif 2022.

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 1612-12,

Après s'être fait présenter le budget de l'exercice 2022, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Comptable Public accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer.

Après s'être assuré que le Comptable Public a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2021, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a prononcé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Considérant que le compte de gestion présenté par Monsieur le Comptable Public du Service de Gestion Comptable de Grasse n'appelle aucune remarque particulière et est conforme au compte administratif,

- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;
- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2022 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

La Commission Optimisation et Performance des Moyens et Ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 7 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **DECLARER** que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2022 par le Comptable Public, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.



Délibération affichée le **- 5 AVR. 2023**

suivent les signatures

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Maire,

[Signature]

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

[Signature]
- 5 AVR. 2023

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le



Documents contrat de prêt

Financement : MD0395
Numéro de client : 07653865

Concernant l'emprunteur :

S.A. PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES

Référence du prêt : 00603860379

Emetteur :

AGCE ENTREPRISE MOUGINS
096765

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230329-2023-37-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

Contrat Prêteur

Financement : MD0395
Numéro de client : 07653865

Concernant l'emprunteur :

S.A. PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES

Référence du prêt : 00603860379

Emetteur :

AGCE ENTREPRISE MOUGINS
096765

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230329-2023-37-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023



CREDIT AGRICOLE MUTUEL PROVENCE COTE D'AZUR
B.P. 78 83002 DRAGUIGNAN CEDEX
Tél : 04 94 84 40 40 (non surtaxé) Fax : 04 94 84 43 14

Siège Social : "Les Negadis" 83300 DRAGUIGNAN
RCS : 415 176 072 RCS DRAGUIGNAN

CONTRAT DE PRET

Les présentes ont pour objet de définir les conditions financières, particulières et générales d'un prêt consenti par le CREDIT AGRICOLE MUTUEL PROVENCE COTE D'AZUR société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit, société de courtage d'assurance immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurance sous le numéro 07005753 ci-après dénommé(e) le « **Prêteur** ».

Le présent prêt est consenti par le **Prêteur** à :

S.A. PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES
dont le siège social est : 4 RUE DE LA DELIVRANCE
06130-GRASSE

Code APE : 7022Z
Numéro SIREN : 922674007

Représenté(e) par :
MONSIEUR FERRERO FREDERIC en qualité de REPRESENTANT
MONSIEUR VIAUD JEROME en qualité de REPRESENTANT
ci-après dénommé(s) l' « **Emprunteur** » quand bien même seraient-ils plusieurs.

Ces appellations désignent également les mandataires conventionnels ou les représentants légaux des parties.

Si le présent contrat comporte plusieurs prêts, la somme totale est désignée par abréviation le **Prêt**.

Chaque prêt est accompagné de ses conditions financières et particulières, comportant la désignation du crédit, ses conditions de remboursement, son taux effectif global et les garanties exigées.

Date d'édition du contrat : 03/04/2023

Les conditions de ce contrat sont valables jusqu'au 02/06/2023.

Dispositions spécifiques au démarchage

Lorsque le prêt a été conclu après qu'il a été précédé d'un démarchage dans les conditions fixées aux articles L 341-1 et suivants du code monétaire et financier, les dispositions suivantes sont également applicables.

A la demande de l'**Emprunteur**, le contrat prendra effet dès sa signature.

L'**Emprunteur** conserve néanmoins le droit de se rétracter dans le délai de 14 jours calendaires à compter de la signature du prêt, par lettre recommandée, adressée au siège social du **Prêteur**, dont l'adresse est en tête des présentes, indiquant les coordonnées de l'**Emprunteur** et la référence de financement du contrat de prêt faisant l'objet de la rétractation.

Si tout ou partie du prêt a déjà été mis à la disposition de l'**Emprunteur**, la rétractation n'est valablement exercée qu'à la condition d'être immédiatement accompagnée de la restitution de ces fonds et au plus tard dans les trente jours.

La rétractation intervient sans frais ni pénalité. Toutefois, si le contrat a commencé à être exécuté lorsqu'intervient la rétractation, le **Prêteur** pourra demander le paiement proportionnel du service financier fourni, c'est-à-dire des intérêts au taux contractuel depuis la date de mise à disposition des fonds.

Compte n° : 44696109378 - Agence de : AGENCE ENTREPRISE MOUGINS

Référence financement : MD0395

OBJET DU FINANCEMENT
FINANCEMENT D'UN LOCAL

CONDITIONS FINANCIERES ET PARTICULIERES DU PRET

Référence du prêt : 00603860379 (numéro susceptible de modifications à l'initiative du **Prêteur**)

DESIGNATION DU CREDIT

MT ENTREPRISE

Montant : cent soixante-quinze mille sept cent vingt-cinq euros (175 725,00 EUR)
Durée : 120 mois
Taux d'intérêt annuel fixe : 4,0700 %

La première mise à disposition des fonds devra être effectuée au plus tard le 01/08/2023. Passé ce délai, aucune demande de mise à disposition de fonds ne pourra être acceptée par le **Prêteur**.

La mise à disposition totale des fonds devra être effectuée au plus tard le 28/03/2024. Passé ce délai, aucune nouvelle demande de mise à disposition de fonds ne pourra être acceptée par le **Prêteur**.

TAUX EFFECTIF GLOBAL

Taux d'intérêt annuel : 4,0700 % l'an
Frais de dossier : 1 230,00 EUR
Frais de prise de garantie hypothécaire évalués à : 1 660,00 EUR
Taux effectif global : 4,42 % l'an
Taux effectif global en fonction de la périodicité mensuelle : 0,37 %

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230329-2023-37-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

CONDITIONS DE REMBOURSEMENT

Périodicité : mensuelle
Nombre d'échéances : 120 Jour d'échéance retenu le : 15
Date de première échéance liée à la mise à disposition des fonds du prêt et précisée au tableau d'amortissement du prêt.
Date de dernière échéance précisée au tableau d'amortissement du prêt.
Montant des échéances sans Assurance Emprunteur :
119 échéance(s) de 1 784,98 EUR (capital et intérêts)
1 échéance(s) de 1 785,24 EUR (capital et intérêts)
Les intérêts sont payables à terme échu.
S'agissant d'un prêt à échéances constantes, le montant de l'échéance est ici précisé en capital et intérêts.

GARANTIES

A la sûreté et remboursement du présent prêt en principal et intérêts, frais, indemnités et autres accessoires et de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent contrat, l'**Emprunteur** ou un tiers constituant fournit au **Prêteur** la(les) garantie(s) désignée(s) ci-dessous :

HYPOTHEQUE LEGALE SPECIALE DE PRETEUR DE DENIERS DE RANG 1

sur le bien financé sis à GRASSE (ALPES MARITIMES) 06130 21 A 27 RUE PAUL GOBY
portant sur ENSEMBLE IMMOBILIER 10 A 14 PLACE MAUREL
Références cadastrales : SECTION BE N°32 LIEUDIT 12 PL LIEUTENANT GEORGES
SURFACE 00 HA 00 A 51 CA
SECTION BE N°33 LIEUDIT 23 RUE PAUL GOBY
SURFACE 00 HA 00 A 54 CA
SECTION BE N°34 LIEUDIT 21 RUE PAUL GOBY
SURFACE 00 HA 00 A 71 CA
SECTION BE N°35 LIEUDIT 10 PL LIEUTENANT GEORGES
SURFACE 00 HA 00 A 28 CA - TOTAL SURFACE 00 HA 02 A 04 CA
LOTS DE COPROPRIETE SUIVANTS : LOT NUMERO DEUX (2) -
LOT NUMERO TROIS (3)- LOT NUMERO SIX (6)- LOT NUMERO SEPT (7)

pour un montant en principal de 175 725,00 EUR outre les accessoires.

pour une durée de 132 mois

Tel que ce bien existe et se comporte, avec toutes ses dépendances, tous immeubles par destination, toutes constructions, augmentations et améliorations qui pourraient y être faites.

L'**Emprunteur** déclare qu'il destine la somme de : 175 725,00 EUR à provenir du présent prêt, au paiement à due concurrence du prix d'acquisition du/des biens(s) ci-dessus désigné(s).

Le prêt devra être authentifié par acte notarié, dont les frais seront supportés par l'**Emprunteur**. Ces frais font partie intégrante des « frais de prise de garantie hypothécaire » et pris en compte comme tels dans le paragraphe relatif au coût total du crédit, ainsi que dans le calcul du Taux Effectif Global ou du Taux Annuel Effectif Global.

CAUTION COLLECTIVITE PUBLIQUE

COMMUNE GRASSE

dont le siège social est : HOTEL DE VILLE
06130 GRASSE

Immatriculée 210600698 RCS

Représenté(e) par :

- MONSIEUR VIAUD JEROME dûment habilité

Pour un montant en principal de 87 863,00 EUR, plus intérêts, commissions, frais et accessoires.

REMBOURSEMENT ANTICIPE - INDEMNITE

L'**Emprunteur** a la faculté de rembourser par anticipation son prêt, en partie ou en totalité, à tout moment.

Une demande devra être adressée au **Prêteur** par lettre recommandée avec avis de réception portant mention de la date précise du remboursement anticipé et s'il s'agit d'un remboursement partiel, du montant du remboursement envisagé. Si cette date coïncide avec une date d'échéance, cette échéance sera exigible et le capital à rembourser par anticipation sera celui restant dû après cette échéance. Tout remboursement anticipé pourra être partiel ou total ; sans pouvoir être inférieur à 10 % du montant initial du prêt sauf s'il s'agit de son solde.

Tout remboursement anticipé donnera lieu au paiement par l'**Emprunteur** des indemnités suivantes :

- une indemnité de gestion égale à 2 mois d'intérêts calculés au taux d'intérêt sur le capital remboursé par anticipation ;
- lorsque le remboursement anticipé intervient en période de baisse de taux, une indemnité financière égale au nombre de mois (M) calculés au taux d'intérêt du prêt sur la base du capital remboursé par anticipation. Elle est déterminée par application des équations suivantes :

- pour un prêt IN FINE :

$$M = \frac{[\text{TEC10}(1) - \text{TEC10}(2)] \times \text{durée restant à courir en nombre de mois}}{\text{Taux d'intérêt du prêt}}$$

- pour un prêt AMORTISSABLE :

$$M = \frac{[\text{TEC10}(1) - \text{TEC10}(2)] \times \text{durée restant à courir en nombre de mois}}{\text{Taux d'intérêt du prêt} \times 2}$$

- dans laquelle TEC10(1) est le TEC10 associé à la date de réalisation et TEC10(2) est le TEC10 associé au remboursement anticipé.

$$\text{IF} = \frac{M \times \text{Taux d'intérêt du prêt} \times \text{Capital remboursé par anticipation}}{12}$$

Accusé de réception en préfecture
006-21060698-20230329-2023-37-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

Dans l'une ou l'autre de ces formules :

Le « taux d'intérêt du prêt » auquel il est fait référence est celui en vigueur à la date du remboursement anticipé.

La durée restant à courir, exprimée en nombre de mois est déterminée par la durée qui sépare la date de remboursement anticipé et la date de dernière échéance normale du prêt.

Pour le calcul de M, le résultat sera arrondi à la première décimale après la virgule comme suit :

- si la deuxième décimale après la virgule est 0, 1, 2, 3, ou 4, le résultat sera arrondi à l'unité inférieure de la première décimale, comme l'illustre l'exemple suivant pour un résultat de 5,72 la valeur de M sera 5,7,

- si la deuxième décimale après la virgule est 5, 6, 7, 8 ou 9, le résultat sera arrondi à l'unité supérieure de la première décimale, comme l'illustre l'exemple suivant pour un résultat de 5,38 la valeur de M sera 5,4.

En tout état de cause cette indemnité ne peut être supérieure à un maximum appelé plafond, ni inférieure à un minimum appelé plancher.

Ce plafond est déterminé par l'application de la formule mathématique sur l'indemnité financière (IF) dans laquelle M est égal à 12.

Ce plancher est déterminé par l'application de la formule mathématique sur l'indemnité financière (IF) dans laquelle M est égale à 3.

En conséquence, si l'indemnité financière est supérieure au plafond, son montant est égal à ce plafond ; et si elle est inférieure au plancher, son montant est égal au plancher. Cette indemnité est exigible et devra être payée le jour du remboursement anticipé. La baisse des taux est constatée dès lors que la valeur du TEC10 (taux de l'échéance constante 10 ans) du mois précédant celui de la date de remboursement anticipé, ou s'il venait à disparaître, de tout autre index qui lui serait substitué, est inférieure à la valeur du TEC10 du mois précédant celui du jour de la réalisation du prêt. Par contre, si la réalisation et/ou le remboursement interviennent entre le 1er et le 5 du mois, le TEC10 pris en compte sera celui du deuxième mois précédant le mois du(des) événement(s) ci-dessus précisé(s).

Le calcul de cette indemnité sera effectué et communiqué à l'**Emprunteur** au plus tard la veille de la date de remboursement anticipé.

Les intérêts normaux courront jusqu'au jour du remboursement anticipé effectif.

JUSTIFICATION DES FONDS

L'**Emprunteur** s'engage à fournir au **Prêteur** le jour de la mise à disposition des fonds ou à défaut, au fur et à mesure de l'utilisation des fonds, les justifications relatives à l'objet du prêt et au montant de la dépense.

L'**Emprunteur** autorise le **Prêteur** à effectuer tout contrôle sur place ou sur pièce de l'exactitude des justifications fournies.

L'**Emprunteur** reconnaît que, à défaut d'une présentation des justifications de la dépense ayant servi de base au calcul du prêt, le prêt deviendra exigible.

L'**Emprunteur** s'engage, dans le cas où le montant des dépenses réellement engagées se révélerait inférieur au coût du projet figurant dans la demande, à rembourser à due concurrence une partie du montant réalisé.

FINANCEMENT A COURT TERME D'ATTENTE

En cas de mise à disposition des fonds préalable d'un prêt à court terme d'attente ayant permis à l'**Emprunteur**, d'effectuer ses investissements sans retard, l'**Emprunteur** donne ordre au **Prêteur** de rembourser dès la réalisation du prêt, et nonobstant tout autre terme convenu, toutes les sommes dues au titre du financement à court terme d'attente, celui-ci ayant la même destination que le présent prêt.

CONDITIONS GENERALES

DECLARATION GENERALE

L'**Emprunteur** et éventuellement la **Caution** déclarent qu'il n'existe de leur chef aucun obstacle d'ordre légal ou contractuel à la conclusion des présentes par suite de faillite, redressement judiciaire, cessation de paiement, liquidation des biens, confiscation, mise sous séquestre totale ou partielle de leurs biens, placement sous un régime de protection de la personne les privant de leur pleine capacité juridique (par exemple tutelle) ou tout autre motif, et que leur situation d'endettement est celle indiquée lors de la demande de prêt.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

L'**Emprunteur** s'engage :

- à fournir les garanties prévues aux présentes,
- à payer les frais, droits et indemnités auxquels pourraient donner lieu les présentes et leurs suites et autorise le **Prêteur** à prélever les frais de dossier selon le barème en vigueur ainsi que toutes sommes dues et non encore payées par l'**Emprunteur** y compris, le cas échéant, les frais de garantie,
- à fournir les justificatifs d'adhésion pour l'assurance emprunteur obligatoire,
- à employer les fonds du prêt, qui lui est consenti par le **Prêteur**, selon la désignation et la destination précisées dans les présentes,
- à se soumettre à toutes opérations de vérification, contrôle, effectuées par le **Prêteur** ou ses mandataires en vue de justifier que l'emploi des fonds est conforme à la destination du prêt. Il s'engage en outre à fournir au **Prêteur** à toute époque tout renseignement qui pourra lui être demandé sur sa situation financière et notamment tous documents comptables et/ou fiscaux.

DECLARATION DE L'EMPRUNTEUR

L'**Emprunteur** déclare :

- que la signature de ce contrat a été régulièrement autorisée par les organes compétents de la personne morale et que les mesures nécessaires à l'exécution du contrat sont prises,
- que ses comptes sociaux sont sincères et véritables et, le cas échéant, certifiés par les Commissaires aux Comptes,
- qu'il ne relève ou n'est susceptible de relever d'aucune procédure collective ou d'aucun règlement amiable,
- qu'il est à jour de ses paiements vis-à-vis de l'Administration Fiscale, des Douanes, de la Sécurité Sociale et d'autres organismes sociaux,
- qu'aucun événement en cours n'est constitutif d'un cas d'exigibilité anticipée prévu par les présentes.

CONDITION SUSPENSIVE - CONDITION RESOLUTOIRE STIPULEES AU SEUL BENEFICE DU PRETEUR

Les clauses du présent paragraphe sont stipulées au seul bénéfice du **Prêteur**.

Lorsqu'une garantie est exigée par le **Prêteur**, le prêt est en principe consenti sous la condition suspensive que cette garantie soit effectivement donnée. Si le prêt est réalisé avant que la garantie soit effectivement donnée, à défaut de constitution de la garantie, les sommes versées par le **Prêteur** à l'**Emprunteur** doivent être immédiatement remboursées au **Prêteur**.

Lorsqu'une Assurance Emprunteur est exigée par le **Prêteur**, le prêt est consenti sous la condition suspensive que cette Assurance Emprunteur soit effectivement souscrite et, le cas échéant, déléguée au profit du **Prêteur**.

Si le prêt est réalisé avant la date de conclusion de l'adhésion à l'Assurance Emprunteur soit dans le cas où l'**Emprunteur** n'était pas accepté par l'Assureur au titre du contrat d'Assurance Emprunteur proposé par le **Prêteur** ou si l'**Emprunteur** n'acceptait pas la proposition faite par l'Assureur (acceptation avec réserves ou à un taux majoré) dans un délai de 4 mois à compter de l'envoi de cette proposition, le contrat de prêt pourrait être résolu de plein droit sans aucun frais ni pénalité, sur simple demande de l'**Emprunteur**, présentée dans le délai d'un mois à compter de la notification du refus d'acceptation, ou à l'initiative du **Prêteur** par lettre recommandée adressée à l'**Emprunteur**, entraînant le remboursement immédiat au **Prêteur** des sommes versées par le **Prêteur** à l'**Emprunteur**.

Le prêt est également consenti sous la condition résolutoire qu'il ne soit porté à la connaissance du **Prêteur**, postérieurement à sa décision d'accorder le prêt, aucun fait ou information qui aurait été de nature - si le **Prêteur** en avait été informé - à conduire à un refus du prêt.

En outre, le contrat doit être conclu dans les deux mois suivant la décision du **Prêteur** d'accorder le prêt ; à défaut le **Prêteur** peut revenir sur son accord et refuser le prêt ou en modifier les clauses et conditions.

REALISATION DU PRET

La mise à disposition des fonds du ou des présents prêts se fera à partir de la conclusion du contrat principal, c'est-à-dire :

- pour une acquisition, à partir de la signature du contrat de vente,
- pour les constructions, améliorations ou autres financements : au fur et à mesure de l'avancement des travaux ou de la présentation de factures.

Après versement de l'apport personnel exigé par le **Prêteur**, la réalisation du prêt s'effectue, généralement :

- soit au moyen d'un virement adressé au Notaire ou au rédacteur de l'acte objet du prêt,
- soit au moyen d'un chèque émis à l'ordre du vendeur, remis à l'**Emprunteur** ou adressé directement au vendeur,
- soit par versement au compte de l'**Emprunteur**, ou au profit de tous les délégataires désignés par lui et acceptés par le **Prêteur**.

De convention expresse, si le prêt est réalisé sur le compte courant de l'**Emprunteur**, cette réalisation n'opérera aucune novation de la créance du **Prêteur**, et n'affectera notamment en aucune manière les sûretés consenties à ce dernier en garantie du remboursement du prêt.

Dans l'hypothèse où le prêt est réalisé par inscription sur le compte de l'**Emprunteur**, celui-ci reconnaît que la réalisation du prêt et de ses remboursements seront suffisamment justifiés par les écritures du **Prêteur**.

Dans tous les cas, si une Assurance Emprunteur est exigée par le **Prêteur**, la réalisation pourra être suspendue jusqu'à la date de conclusion de l'adhésion à l'Assurance Emprunteur.

PRET DEBLOQUE PAR TRANCHES

Si le prêt est débloqué en plusieurs tranches, les intérêts ne seront dus que sur les sommes débloquées.

Le capital s'amortira au fur et à mesure des déblocages de fonds en fonction des dates de versement et de la périodicité des remboursements. De ce fait les échéances du prêt varieront en conséquence et ne seront stabilisées qu'après le versement de la dernière tranche.

AUTORISATION DE PRELEVEMENT

L'**Emprunteur** autorise le **Prêteur** à débiter son compte de façon permanente du montant des sommes exigibles. Tous les versements auront lieu au siège du **Prêteur**, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une de ses Agences.

CONTRE-PASSATION

Dans la mesure où l'opération de prélèvement autorisée par l'**Emprunteur** à la clause « AUTORISATION DE PRELEVEMENT » aurait pour effet de faire apparaître un débit au solde du compte de l'**Emprunteur**, ce dernier autorise le **Prêteur** à contre-passer l'écriture de débit sans que cette opération emporte novation de la créance constatée au contrat de prêt.

EXCLUSION DU COMPTE COURANT

Les parties reconnaissent expressément l'autonomie du contrat de prêt et conviennent expressément d'exclure toute créance résultant du prêt de tout mécanisme de compensation inhérent à la relation de compte courant, et ce nonobstant toute clause contraire figurant, le cas échéant, dans toute convention conclue entre les parties. L'**Emprunteur** renonce ainsi à exercer tout droit de compensation dont il pourrait se prévaloir pour le paiement des créances issues du contrat de prêt y compris la compensation pour dettes connexes.

REMBOURSEMENT DU PRET - PAIEMENT DES INTERETS - INDEMNITES

L'**Emprunteur** s'engage à rembourser le prêt et à payer des intérêts au **Prêteur** conformément aux dispositions des conditions financières et particulières des présentes. En cas de financement soumis au code de la consommation, l'utilisation de lettre de change ou de billet à ordre pour le remboursement du crédit est interdite.

Le montant de la première échéance sera minoré ou majoré du montant des intérêts en fonction de la date effective de remise des fonds par rapport au point de départ du délai d'amortissement.

Le montant des échéances en capital et intérêts est précisé sur le tableau d'amortissement remis à l'**Emprunteur**.

Intérêts de retard :

Toute somme non payée à son échéance ou à sa date d'exigibilité donnera lieu de plein droit et sans mise en demeure préalable au paiement d'intérêts de retard dont le taux est précisé au paragraphe « TAUX DES INTERETS DE RETARD » ou pour les prêts soumis au Code de la Consommation au paragraphe « DÉFAILLANCE DE L'EMPRUNTEUR ».

Il en sera de même de toutes avances faites par le **Prêteur** notamment pour les primes payées aux compagnies d'assurance.

Les intérêts de retard sont exigibles à tout instant et si, par suite de leur retard de paiement, ils sont dus pour une année entière, ils produiront eux-mêmes des intérêts au taux majoré indiqué ci-dessus, et ce, conformément aux dispositions de l'article 1343-2 du Code Civil relatif à la capitalisation des intérêts.

Indemnité de recouvrement due si le prêt n'est pas soumis au code de la consommation :

Si pour parvenir au recouvrement de sa créance, le **Prêteur** a recours à un mandataire de Justice ou exerce des poursuites ou produit à un ordre, l'**Emprunteur** s'oblige à lui payer, outre les dépens mis à sa charge, une indemnité forfaitaire de 7 % calculée sur le montant des sommes exigibles avec un montant minimum de 2 000 euros.

IMPUTATION DES PAIEMENTS

Tous paiements partiels de l'**Emprunteur** s'imputent d'abord sur la portion du PRET non garantie lorsque les sûretés du PRET ne garantissent qu'une partie du PRET, et notamment en cas de cautionnement limité.

SOLIDARITE ET INDIVISIBILITE

Solidarité

Il est expressément stipulé que toutes les obligations résultant du présent contrat à la charge de toutes les personnes désignées sous cette entité.

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

Indivisibilité en cas de décès

La créance du **Prêteur** étant stipulée indivisible pourra être réclamée à chacun des héritiers de tout débiteur conformément à l'article 1320 dernier alinéa du Code Civil. Ceux-ci auront éventuellement à supporter solidairement les frais de signification faite en vertu de l'article 877 du Code Civil.

TAUX DES INTERETS DE RETARD

Le taux des intérêts de retard sera égal au taux du prêt, majoré de **2,0000** point(s).

ASSURANCE EMPRUNTEUR (en cas de refus « contrat assurance groupe » par l'un des emprunteurs)

Le **Prêteur** a souscrit un contrat d'assurance collective destiné à couvrir ses emprunteurs.

Lorsqu'une ou plusieurs personnes ont sollicité leur admission dans ce contrat, il a été remis à chacune d'entre elles un exemplaire de la notice d'information, précisant en particulier, les différents risques assurables.

L'**Emprunteur** a refusé d'adhérer à ce contrat-groupe.

Dans le cas où l'**Emprunteur** s'est assuré auprès d'une autre compagnie d'assurance et a délégué le bénéfice de la prestation de ce contrat souscrit au **Prêteur** en qualité de bénéficiaire acceptant, l'**Emprunteur** s'engage :

- à fournir annuellement au **Prêteur** son attestation d'assurance,
- en cas de résiliation de ladite assurance pour quelque motif que ce soit, à en informer le **Prêteur**, à en souscrire une autre et à en déléguer le bénéfice au **Prêteur**, bénéficiaire acceptant.

CAUTION D'UNE COLLECTIVITE PUBLIQUE

Le représentant de la Commune désigné au chapitre « GARANTIES » des conditions particulières, agissant en son nom, déclare que par délibération ci-dessus rappelée, approuvée par l'autorité de tutelle compétente, le Conseil Municipal a décidé de se constituer caution solidaire, avec renonciation aux bénéfices de discussion et de division, de la **Collectivité Emprunteuse** pour le remboursement du présent prêt et s'est engagé à faire voter à cet effet, une imposition à l'amortissement du prêt consenti.

En outre, le représentant ci-dessus désigné es-qualités oblige la **Collectivité Emprunteuse** à effectuer le paiement des échéances au **Prêteur** en cas de défaillance de la **Collectivité Emprunteuse** susvisée selon les conditions stipulées au présent contrat ; il oblige également la **Collectivité Emprunteuse** à prendre toutes dispositions pour que l'imposition décidée en garantie du remboursement soit toujours d'un montant égal à celui de l'annuité et soit maintenue jusqu'au remboursement intégral du prêt. Le **Prêteur** pourra, à tout moment, s'assurer que le budget communal comporte bien en recettes et dépenses les prévisions correspondant au service du présent prêt, et en cas d'inexécution des engagements ci-dessus, sous réserve de la faculté de résiliation prévue, saisir l'autorité de tutelle compétente en vue de l'inscription d'office au budget de la **Collectivité Emprunteuse** des sommes nécessaires au service de l'emprunt. Le **Prêteur** pourra sans avoir à respecter d'autre formalité que l'envoi d'une simple lettre recommandée, exercer son recours contre la **Caution** dès que la créance, objet du présent prêt, sera devenue exigible pour une cause quelconque, notamment en cas de déchéance du terme.

Le présent engagement demeurera valable jusqu'à complet remboursement en principal, intérêts, frais et accessoires de la créance ainsi garantie.

DELIVRANCE D'UNE COPIE EXECUTOIRE A ORDRE

Les parties requièrent le Notaire désigné de délivrer une copie exécutoire à l'ordre du **Prêteur** conformément aux dispositions des articles 3 et suivants de la loi 76-519 du 15 Juin 1976.

En application des articles 5 et 11 de cette loi, la copie exécutoire devra mentionner :

- la dénomination « copie exécutoire à ordre (transmissible par endossement) »,
- le montant de la somme due ou restant due à concurrence de laquelle la copie vaut titre exécutoire,
- la mention « Copie exécutoire unique » ou l'indication de son numéro en cas de pluralité de copies exécutoires,
- la référence complète à l'inscription de la sûreté et la date extrême d'effet de cette inscription.

L'endossement de la copie exécutoire à ordre sera effectué et emportera transfert de la créance et de ses accessoires dans les conditions fixées aux articles 6 et 11 de ladite loi ; en conséquence, il emportera subrogation de l'endossataire dans tous les droits, actions, hypothèque et nantissement attachés à la créance et notamment dans l'effet de toute inscription qui sera prise en vertu des présentes. Conformément à l'article 10 de la loi 76-519 du 15 Juin 1976, la mainlevée de toute inscription hypothécaire prise en vertu des présentes sera donnée par le dernier endossataire.

ASSURANCE DES BIENS FINANCES OU DONNES EN GARANTIE

L'**Emprunteur** reconnaît avoir été informé qu'en cas de sinistre occasionnant la perte totale ou partielle du bien financé, il devra poursuivre le remboursement de son prêt conformément aux dispositions contractuelles et qu'à défaut, il s'expose à la déchéance du bénéfice de son prêt et, le cas échéant, à la déclaration des incidents de paiement à la Banque de France. S'il décide de ne pas souscrire à une assurance couvrant les risques de perte et dommages notamment en cas d'incendie du bien financé ou d'y renoncer, c'est en toute connaissance de cause qu'il devra en assumer les conséquences, le **Prêteur** ne pouvant être tenu pour responsable à quelque titre que ce soit de la décision de l'**Emprunteur**.

Lorsque le bien financé ou un autre bien est donné en garantie du présent prêt, l'**Emprunteur**, et/ou le cas échéant le **Tiers Garant**, s'oblige(nt) après l'octroi du prêt, à informer le **Prêteur** et à lui fournir, à sa demande les justificatifs de toute assurance souscrite en vue de couvrir les risques de perte et dommages du bien donné en garantie, pour permettre au **Prêteur**, conformément à l'article L121-13 du code des assurances, de faire opposition à tout moment et pendant la durée du crédit entre les mains de l'assureur.

L'adhésion à une assurance contre les risques de perte et dommages du bien financé ou donné en garantie ne constitue pas une condition d'octroi du crédit.

En cas de sinistre du (ou des) bien donné en garantie, l'**Emprunteur** et/ou le **Tiers Garant** le cas échéant, s'engage(nt) à en informer immédiatement le **Prêteur**, les indemnités dues par l'assureur seront jusqu'à concurrence du montant de la créance exigible résultant des présentes versées directement par lui au **Prêteur** conformément aux dispositions de l'article L 121-13 du code des assurances.

L'**Emprunteur**, ou le cas échéant le **Tiers Garant**, aura la faculté de rétablir le bien donné en garantie dans son état primitif dans un délai d'un an à partir du sinistre.

L'indemnité sera alors remise à l'**Emprunteur**, ou le cas échéant au **Tiers Garant**, déduction faite de ce qui sera exigible, par acomptes qui lui seront versés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, constaté s'il y a lieu par un délégué du **Prêteur**. Si à l'expiration de ce délai d'un an l'**Emprunteur**, ou le cas échéant le **Tiers Garant**, n'a pas commencé à faire reconstruire ou s'il a notifié son intention de

ne pas reconstruire, l'indemnité sera définitivement acquise à due concurrence au **Prêteur** et imputée sur la créance comme versement par anticipation.

DECHEANCE DU TERME

Exigibilité du présent prêt

Le prêt deviendra de plein droit exigible, si bon semble à la banque, en capital, intérêts, frais, commissions et accessoires par la seule survenance de l'un quelconque des événements énoncés ci-dessous et dans les huit jours de la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'**Emprunteur** par le **Prêteur** :

- en cas de non-respect d'un seul des engagements stipulés à ce contrat, notamment en cas d'utilisation des fonds à une destination autre que celle indiquée au contrat de prêt ou de déclaration inexacte, et/ou le cas échéant de l'acte séparé établissant la garantie du prêt,
- en présence d'une Assurance Emprunteur obligatoire, en cas de renonciation à cette adhésion par l'**Emprunteur** dans les délais précisés dans la notice d'assurance ou de rétractation, si l'**Emprunteur** ne respecte pas l'engagement de souscription d'une assurance équivalente,
- à défaut de paiement à bonne date par l'**Emprunteur** d'une quelconque somme due au **Prêteur** au titre de ce présent prêt ou de tous autres contrats, à un quelconque organisme privilégié (notamment impôts, contributions, taxes, cotisations sociales) ainsi qu'à tout autre créancier (primes Assurance Emprunteur),
- si l'**Emprunteur** cesse de remplir les conditions réglementaires qui lui ont permis d'obtenir le présent prêt,
- dans le cas où les biens immeubles hypothéqués au profit du **Prêteur** appartenant à l'**Emprunteur** ou à un tiers seraient aliénés en totalité ou en partie, ou feraient l'objet d'une dépréciation du fait de l'**Emprunteur** ou de ce tiers,
- si la garantie du prêt devient insuffisante, notamment dans le cas où les biens de l'**Emprunteur** ou de la **Caution** ne seraient pas suffisamment assurés contre les différents risques susceptibles de les atteindre ou seraient donnés en gage,
- en cas de liquidation judiciaire, état d'insolvabilité ou de cessation des paiements révélés par des impayés, protêts ou déconfiture de l'**Emprunteur** ou de la **Caution**,
- en cas de décès de l'**Emprunteur** et/ou de la personne adhérente à l'assurance groupe et ce à due concurrence du montant couvert par l'assurance,
- en cas de cessation d'exploitation ou de cessation de l'entreprise (individuelle ou sous forme sociale) comme au cas où l'**Emprunteur** cesserait de faire valoir personnellement son exploitation,
- dans tous les cas où les justifications, renseignements et déclarations fournis par l'**Emprunteur** et les **Cautions** auraient été reconnus faux ou inexacts comme au cas où ceux-ci se seraient rendus coupables de toute manœuvre frauduleuse envers le **Prêteur**,
- en cas de non-respect par l'**Emprunteur** de ses engagements ou de déclaration inexacte de sa part concernant les Sanctions Internationales,
- en cas de perte par l'**Emprunteur** de plus de 50 % du capital social ou en cas de retrait de l'agrément particulier délivré par les Pouvoirs Publics,
- en cas de fusion, scission, dissolution, apport de tout ou partie de l'actif social de l'**Emprunteur** à une autre société, modifications statutaires, relatives notamment à la répartition et à la détention du capital dans la société, à la modification de la personne des associés disposant d'un pouvoir effectif au sein de la société,
- en cas de violation des statuts de l'**Emprunteur**, ou de leur modification sans que celle-ci ait été communiquée préalablement au **Prêteur**,
- lorsque le prêt est garanti par un organisme de cautionnement, et dans le cas où sans accord préalable du **Prêteur**, les fonds provenant de la vente du bien immobilier objet du prêt ne seraient pas affectés au remboursement des sommes restant dues.

La non-application immédiate d'un cas d'exigibilité ne vaudra pas renonciation à une mise en jeu ultérieure de cette clause.

EXIGIBILITE DES AUTRES PRETS

La survenance d'un des cas d'exigibilité ci-dessus mentionnés entraînera de plein droit l'exigibilité des prêts consentis tant antérieurement que postérieurement au présent prêt.

OBLIGATIONS D'INFORMATION INCOMBANT A L'EMPRUNTEUR

Tant que l'**Emprunteur** sera redevable d'une somme quelconque au titre du présent prêt à l'égard du **Prêteur**, il s'engage :

à fournir au Prêteur :

- annuellement et au plus tard six mois à compter de la date de l'arrêté comptable, tous les documents comptables et assimilés relatifs à la situation de l'entreprise (bilans, comptes de résultat, annexes, éventuellement balance, poste clients, carnet de commandes, état des stocks, et s'il y a lieu, rapport des commissaires aux comptes certifiant les comptes sociaux,.....).

Dans l'hypothèse où l'**Emprunteur** est une personne morale appartenant à un groupe de sociétés, il s'engage à fournir également les documents consolidés de l'ensemble du groupe six mois après la clôture de l'exercice.

- à tout moment, à la demande du **Prêteur** et dans les 21 jours de cette demande, toutes situations financières intermédiaires, tous documents et informations sur sa situation économique comptable et financière ainsi que sur celle de l'ensemble du groupe de personnes morales dont il fait éventuellement partie.

à notifier immédiatement au Prêteur :

- l'ouverture d'une procédure amiable ou de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire de son entreprise ou de celle de la **Caution** ou encore celle de tout actionnaire détenant un tiers au moins de son capital social,
- toute décision de modification de la forme juridique de l'entreprise,
- la perte de la moitié de son capital,
- le changement de la personne de son représentant, la cession de la majorité de son capital social, ou de tout blocage du contrôle dudit capital.
- toute fusion, scission, absorption, apport partiel d'actif ou cessation d'activité.

à informer le Prêteur dans les 8 jours de leur survenance :

- de tout événement susceptible d'affecter sensiblement le volume de ses engagements financiers et notamment d'accroître ceux-ci de plus de 20 % par rapport au volume du trimestre précédent,
- de tout fait susceptible de nuire aux droits et garanties du **Prêteur**,
- de toute décision de rupture ou de non-renouvellement des concours par une autre banque.

Les informations prévues au présent article devront être communiquées par écrit au **Prêteur** même si les événements visés font par ailleurs l'objet d'une publication légale.

PREUVE

La preuve de la mise à disposition des fonds du prêt, de même que celle des remboursements, résultera des écritures du **Prêteur**.

CONTROLE ET VERIFICATION

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230329-2023-37-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

commissions et accessoires par la seule

Il est convenu que le **Prêteur** aura la possibilité et non pas l'obligation de procéder à tout moment à des opérations de vérification, contrôle, en vue de justifier que l'emploi des fonds est conforme à la destination du prêt.

TAUX EFFECTIF GLOBAL

Pour satisfaire aux prescriptions du Code de la Consommation, lors de la détermination du **taux effectif global**, devant être ajoutés au taux d'intérêt conventionnel, notamment le montant des frais de dossier, la prime Assurance **Emprunteur**, les frais fiscaux, le coût des garanties. Les éléments non connus avec précision au moment de l'octroi du prêt, n'ont fait l'objet que d'une estimation. Le taux effectif global, indiqué aux conditions financières et particulières, est calculé conformément à l'article L 314-1 du Code de la Consommation selon la méthode de calcul en vigueur à la date d'édition du présent document.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230329-2023-37-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception en préfecture : 05/04/2023

FRAIS

Tous les frais, droits et émoluments, ainsi que les indemnités auxquels pourront donner lieu les présentes et leurs suites seront à la charge exclusive de l'**Emprunteur**. Celui-ci mandate expressément le **Prêteur** pour faire le nécessaire.

IMPOTS

Les taxes ou impôts qui viendraient grever le présent prêt avant qu'il ne soit remboursé, devront s'ils n'ont pas été mis par la loi à la charge exclusive du **Prêteur**, être acquittés par l'**Emprunteur** en sus des sommes exigibles.

CLAUSE DE CESSIBILITE

L'**Emprunteur** reconnaît expressément que toute créance issue du prêt concerné, actuelle ou future, peut être librement cédée par le **Prêteur** sans formalité à un tiers tel qu'une banque centrale ou toute autre entité de refinancement des établissements de crédit nonobstant toute clause contraire figurant, le cas échéant, dans le/les Contrat(s) de Prêt(s).

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX, LE FINANCEMENT DU TERRORISME, LA CORRUPTION ET LA FRAUDE – RESPECT DES SANCTIONS INTERNATIONALES

Le **Prêteur** est tenu de respecter les dispositions légales et réglementaires relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme et plus généralement, à exercer une vigilance constante sur les opérations effectuées par ses clients.

Le **Prêteur** est également tenu d'agir conformément aux lois et réglementations en vigueur dans diverses juridictions, en matière de sanctions économiques, financières ou commerciales, et de respecter toute mesure restrictive relative à un embargo, au gel des avoirs et des ressources économiques, à des restrictions pesant sur les transactions avec des individus ou entités ou portant sur des biens ou des territoires déterminés émises, administrées ou mises en application par le Conseil de sécurité de l'ONU, l'Union européenne, la France, les États-Unis d'Amérique (incluant notamment le bureau de contrôle des Actifs Etrangers rattaché au Département du Trésor, l'OFAC et le Département d'État) et par des autorités locales compétentes pour édicter de telles sanctions (ci-après les « Sanctions Internationales »).

Dans le présent article, le terme « Personne Sanctionnée » désigne toute Personne qui fait l'objet ou est la cible de Sanctions Internationales, et le terme « Territoire Sous Sanction » désigne tout pays ou territoire qui fait l'objet ou dont le gouvernement fait l'objet d'un régime de Sanctions Internationales interdisant ou restreignant les relations avec ces pays, territoire ou gouvernement.

Déclarations de l'Emprunteur relatives aux Sanctions Internationales

L'**Emprunteur** déclare :

- que ni lui, ni à sa connaissance, aucune de ses filiales, aucun de leurs représentants légaux, administrateurs, dirigeants et employés respectifs :

(a) n'est une Personne Sanctionnée ;

(b) n'est une Personne :

1 - détenue ou contrôlée par une Personne Sanctionnée ;

2 - située, constituée ou résidente dans un Territoire Sous Sanction ;

3 - engagée dans une activité avec une Personne Sanctionnée ;

4 - ayant reçu des fonds ou tout autre actif d'une Personne Sanctionnée ;

5 - engagée dans une activité avec une Personne située, constituée ou résidente dans un Territoire Sous Sanctions.

Ces déclarations seront réputées être réitérées jusqu'au terme du présent contrat.

Engagements de l'Emprunteur relatifs aux Sanctions Internationales

L'**Emprunteur** s'engage :

- à informer sans délai le **Prêteur** de tout fait dont il aura connaissance qui viendrait à rendre inexacte l'une ou l'autre de ses déclarations relatives aux Sanctions Internationales figurant dans le présent contrat ;

- à ne pas utiliser directement ou indirectement les fonds prêtés et à ne pas prêter, apporter ou rendre autrement disponibles ces fonds à (l'une de ses filiales, joint-ventures ou) toute autre Personne pour toute opération qui aurait pour objet ou pour effet le financement ou la facilitation des activités ou des relations d'affaire :

(a) avec une Personne Sanctionnée ou avec une Personne située dans un Territoire Sous Sanction ou,

(b) susceptibles de constituer d'une quelconque manière une violation des Sanctions Internationales par toute Personne, y compris pour toute Personne participant au présent contrat ;

- à n'utiliser aucun revenu, fonds ou profit provenant de toute activité ou opération réalisée avec une Personne Sanctionnée ou avec toute Personne située dans un Territoire Sous Sanction dans le but de rembourser ou payer les sommes dues au **Prêteur** au titre du présent contrat ;

- à communiquer immédiatement tout justificatif qui pourrait être demandé par le **Prêteur** pour lui permettre de conclure à l'absence de risque d'infraction aux Sanctions Internationales.

Tant que le client n'a pas fourni les justificatifs demandés par le **Prêteur** pour lui permettre de conclure à l'absence de risques d'infraction aux sanctions internationales ou que les justificatifs ne sont pas jugés suffisants, le **Prêteur** se réserve le droit de suspendre le déblocage des fonds.

Le **Prêteur** se réserve le droit de suspendre le déblocage des fonds lorsque, selon son analyse, l'opération objet du financement serait susceptible de constituer une infraction à une règle relevant des Sanctions Internationales.

Le **Prêteur** peut également être amené à réaliser des investigations dans le cadre du financement envisagé qui pourrait selon son analyse, être susceptible de constituer une infraction à une règle relevant des sanctions internationales conduisant le cas échéant à retarder ou suspendre le déblocage des fonds.

PROTECTION DES DONNEES - SECRET PROFESSIONNEL

1 - Protection des données personnelles

Le présent article vous permet, en votre qualité de personne physique Client, Utilisateur, Titulaire ou signataire du présent contrat, de disposer d'une information synthétique et globale sur les traitements de données personnelles opérés par la Caisse Régionale.

Vous pouvez accéder à une information détaillée sur les traitements réalisés par la Caisse Régionale sur vos données personnelles, notamment concernant les finalités des traitements, les bases légales permettant à la Caisse Régionale de traiter les données, leurs durées de conservation, leurs destinataires et, le cas échéant, les transferts de celles-ci vers un pays non membre de l'Union européenne ainsi que les garanties mises en œuvre, en consultant la Politique de protection des données personnelles, accessible sur Internet à l'adresse suivante : <https://www.credit-agricole.fr/ca-pca/particulier/informations/politique-de-protection-des-donnees-personnelles-de-la-caisse-regionale.html> ou disponible sur simple demande dans votre agence.

Les données personnelles que nous recueillons auprès de vous dans le cadre de notre relation, y compris pour le fonctionnement du produit ou du service auquel vous souscrivez par le présent contrat, sont nécessaires à plusieurs titres, notamment :

- pour l'exécution des contrats relatifs aux produits et services que vous avez souscrits avec nous,
- pour satisfaire à nos obligations légales,
- pour poursuivre nos intérêts légitimes, dans le respect de vos droits.

A ce titre, certaines données collectées ou traitées peuvent être requises par la réglementation ou être nécessaires pour la conclusion de contrats. Vos données personnelles peuvent être recueillies à travers différents canaux de communication, notamment en agence, par téléphone ou sur les sites et applications mobiles de la Caisse Régionale.

Nous utiliserons vos données personnelles principalement pour les finalités suivantes : la gestion de notre relation au quotidien, de nos produits et services bancaires et assurantiels ; le recouvrement, la gestion du contentieux et de la preuve ; la prospection et l'animation commerciale ; l'évaluation et la gestion du risque, la sécurité et la prévention des impayés et de la fraude ; et le respect des obligations légales et réglementaires, notamment en matière de lutte contre le blanchiment. Nous pouvons avoir recours à des opérations de ciblage ou de profilage afin de vous proposer un conseil et des offres personnalisées, un service de plus grande qualité et vous fournir tous les éléments pour vous aider à prendre les meilleures décisions.

Nous conservons et traitons vos données personnelles pour la durée nécessaire à la réalisation de la finalité poursuivie. La durée maximum de conservation est celle correspondant à la durée de la relation contractuelle ou de la relation d'affaires. Cette durée peut être augmentée des délais nécessaires à la liquidation et la consolidation des droits et des durées légales de conservation et de prescription. Pour satisfaire à nos obligations légales ou répondre aux demandes des régulateurs et des autorités administratives, ainsi qu'à des fins de recherches historiques, statistiques ou scientifiques, nous pourrions être amenés à archiver vos données dans les conditions prévues par la loi.

Nous vous informons que vos données personnelles pourront être transmises aux destinataires mentionnés à l'article 2 « Secret professionnel ».

Vous pouvez à tout moment dans les conditions prévues par la loi, accéder à vos données personnelles, vous opposer pour motif légitime à leur traitement, les faire rectifier, demander leur effacement, la limitation de leur traitement, leur portabilité, ou communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès.

Vous pouvez également, à tout moment et sans justification vous opposer à l'utilisation de vos données à des fins de prospection commerciale par la Caisse Régionale ou par des tiers. Vous pouvez enfin, lorsque le traitement a pour base légale le consentement, retirer ce consentement. Pour ce faire, il vous suffit d'écrire par lettre simple à : **Service Clients - 422 Avenue du Maréchal Juin - BP 123 - 04101 MANOSQUE CEDEX, ou courriel : scl4@ca-pca.fr**. Les frais de timbre vous seront remboursés sur simple demande de votre part.

Veillez noter que l'exercice de certains de ces droits pourra empêcher la Caisse Régionale de fournir, selon les cas, certains produits ou services.

La Caisse Régionale a désigné un Délégué à la Protection des Données, que vous pouvez contacter aux adresses suivantes : **Crédit Agricole Provence Côte d'Azur - DPO - Les Négadis - Avenue Paul Arène - BP 78 - 83002 Draguignan ; dpo@ca-pca.fr**

En cas de contestation, vous pouvez former une réclamation auprès de la CNIL dont le site internet est accessible à l'adresse suivante <http://www.cnil.fr> et le siège est situé 3 Place de Fontenoy, 75007 Paris.

Les données personnelles recueillies par la Caisse Régionale au cours de la relation bancaire conformément aux finalités convenues peuvent, à l'occasion de diverses opérations, faire l'objet d'un transfert vers un pays membre ou non de l'Union européenne. Dans le cadre d'un transfert vers un pays non membre de l'Union européenne, des garanties assurant la protection et la sécurité de ces données ont été mises en place.

2 - Secret professionnel

Les opérations et les données personnelles sont couvertes par le secret professionnel auquel la Caisse Régionale est tenue. Toutefois, pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires, la Caisse Régionale est parfois tenue de communiquer des informations aux autorités judiciaires ou administratives légalement habilitées. Ainsi, par exemple, certaines informations doivent être adressées à l'administration fiscale (déclaration des ouvertures de comptes, déclaration de revenus de capitaux mobiliers) ou encore à la Banque de France (fichier des interdictions bancaires, fichier des incidents de remboursement de crédit). En outre, vous autorisez expressément la Caisse Régionale à partager les données vous concernant et leurs mises à jour avec les tiers suivants :

- a) l'organe central du Groupe Crédit Agricole, tel que défini par le Code monétaire et financier, afin que celui-ci puisse satisfaire, au bénéfice de l'ensemble du Groupe, à ses obligations légales et réglementaires, notamment en matière de déclarations prudentielles auprès de toute autorité ou tout régulateur compétent ;
- b) toute entité du Groupe Crédit Agricole, à des fins de prospection commerciale ou de conclusion de contrats,
- c) les médiateurs, auxiliaires de justice et officiers ministériels dans le cadre de leurs missions de recouvrement de créances, ainsi que les personnes intervenant dans le cadre de la cession ou du transfert de créances ou de contrats ;
- d) les bénéficiaires de virement de fonds et à leur prestataire de service de paiement à des fins de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et dans le respect de la réglementation en matière d'embargos et de sanctions internationales ;
- e) les partenaires de la Caisse Régionale, pour vous permettre de bénéficier des avantages du partenariat auquel elle a adhéré, le cas échéant, et ce dans le cadre exclusif des accords de partenariat ;
- f) les sociétés du Groupe Crédit Agricole chargées de la gestion ou de la prévention de risques opérationnels (évaluation du risque, sécurité et prévention des impayés et de la fraude, lutte contre le blanchiment des capitaux...) au bénéfice de l'ensemble des entités du Groupe ;
- g) toute entité du Groupe Crédit Agricole en cas de mise en commun de moyens ou de regroupement de sociétés afin de permettre à ces entités de réaliser les missions faisant l'objet de cette mise en commun ;

h) les sous-traitants de la Caisse Régionale et notamment ceux participant à la gestion des produits ou services et à l'offre de produits bancaires ou financiers, et ce pour les seuls besoins des travaux de sous-traitance ;

i) Crédit Agricole SA ou toute entité du Groupe, et leurs sous-traitants, dans le cadre de la mise en place de systèmes informatisés d'analyse des données des clients des entités du Groupe Crédit Agricole ayant pour objet l'élaboration et/ou l'application de modèles algorithmiques prédictifs, notamment de notation (« scoring »), avec comme finalités (i) la passation de contrats et l'exécution de contrats relatifs à des produits bancaires et/ ou assurantiels, (ii) l'amélioration des services qui vous sont rendus et l'adéquation des produits bancaires et/ou assurantiels qui vous sont proposés, (iii) l'élaboration de statistiques et d'études actuarielles et simulations relatives aux contrats conclus avec la banque et (iv) la lutte contre la fraude ;

(j) Vous autorisez également la Caisse Régionale à communiquer vos coordonnées personnelles (dans la limite de ce qui est nécessaire à l'enquête) à des instituts d'enquêtes ou de sondages, agissant pour le compte exclusif de la Caisse Régionale, à des fins statistiques, sachant qu'il n'est pas tenu de répondre à leurs sollicitations et que ses données sont détruites après traitement.

GARANTIE

Les garanties offertes par l'**Emprunteur** à la sûreté du prêt sont indiquées aux conditions financières et particulières. L'**Emprunteur** ne pourra exiger la mise à disposition des fonds du crédit qu'après avoir fourni au **Prêteur** les garanties prévues.

Le **Prêteur** se réserve la possibilité au cours de la durée du crédit de demander à l'**Emprunteur** des garanties complémentaires si celles qui avaient été prises initialement venaient à disparaître ou à être modifiées dans leur existence et/ou consistance ou si la situation de l'**Emprunteur** venait à se modifier, sans préjudice de l'application des dispositions concernant l'exigibilité anticipée du prêt.

ATTRIBUTION DE JURIDICTION

En cas de contestation sur l'exécution du contrat de prêt, sauf application de l'article 44 du nouveau code de Procédure Civile, le **Prêteur** pourra en cas de litige, saisir à son choix, outre la juridiction du lieu où demeure le défendeur, celle du lieu d'exécution du présent contrat mentionné à la clause « ELECTION DE DOMICILE ».

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution du présent contrat et ses suites, il est élu domicile pour le **Prêteur** en son Siège Social, pour l'**Emprunteur** et tout autre intervenant à l'acte, en leur domicile respectif, ou Siège Social.

SIGNATURE DU PRETEUR

Référence du prêt : 00603860379

Représenté(e) par le Directeur Crédit :



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230329-2023-07-DF
Date de télétransmission : 05/04/2023
Statut : enregistré et l'exécution

SIGNATURE DE L'EMPRUNTEUR SANS ASSURANCE EMPRUNTEUR

Référence du prêt : 00603860379

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230329-2023-37-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

L'**Emprunteur** soussigné S.A. PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES
dont le siège social est : 4 RUE DE LA DELIVRANCE
06130-GRASSE

représenté(e) par :

- MONSIEUR FERRERO FREDERIC en qualité de REPRESENTANT
- MONSIEUR VIAUD JEROME en qualité de REPRESENTANT

- déclare avoir pris connaissance des conditions financières, particulières et générales du présent contrat, de la notice d'information de l'Assurance Emprunteur et connaître parfaitement les obligations qui en découlent,
- déclare avoir pris connaissance des conditions du contrat d'assurance groupe proposé par le CREDIT AGRICOLE MUTUEL PROVENCE COTE D'AZUR **et refuser d'y adhérer,**
- déclare rester en possession d'une fiche d'information précontractuelle présentant certaines caractéristiques du/des prêt(s),
- reconnaît également avoir reçu, pris connaissance et accepté les dispositions figurant sous l'article « PROTECTION DES DONNEES – SECRET PROFESSIONNEL » des conditions générales du présent produit, et être informé(e) des traitements de données à caractère personnel mis en œuvre notamment à l'occasion de l'ouverture et de la gestion du produit ou du service auquel il (elle) souscrit à l'occasion du présent contrat, ainsi que des situations de levée du secret bancaire. En conséquence, vous autorisez expressément votre Caisse Régionale de Crédit Agricole à communiquer des informations vous concernant, dans les conditions prévues à l'article précité, aux tiers visés, notamment pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires, pour l'exécution des travaux confiés à des prestataires de services, intervenant à l'occasion ou pour la réalisation des prestations ou opérations, à toute société du groupe Crédit Agricole à des fins de prospection commerciale, ainsi qu'à Crédit Agricole S.A ou toute entité du Groupe, et leurs sous-traitants, en vue de l'élaboration et/ou de l'utilisation de modèles prédictifs, notamment de notation (« scoring ») ou pour la réalisation d'enquêtes de sondages. La liste des destinataires d'informations vous concernant pourra vous être communiquée sur simple demande de votre part adressée à votre Caisse Régionale de Crédit Agricole,
- déclare accepter l'utilisation de la langue française pendant la durée du contrat de crédit,
- déclare accepter le présent contrat de prêt.

**DATE et SIGNATURE DE L'EMPRUNTEUR
et cachet de la société**

A, le

SIGNATURE DE LA CAUTION

Référence des prêts : 00603860379

COMMUNE GRASSE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230329-2023-37-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

(1) Signature accompagnée de la mention des nom et prénoms du signataire et du cachet de la collectivité.

La **Caution** soussignée déclare se porter caution après avoir pris connaissance des conditions financières, particulières et générales du présent contrat et connaître parfaitement les obligations qui en découlent.

SIGNATURE DE LA CAUTION (1) :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230329-2023-37-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

CONTRAT D'ASSURANCE EMPRUNTEUR AssuReponse Pro

Notice d'information - Contrat collectif n° - 1002

AssuReponse Pro / 01 – 2022

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230329-2023-37-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

Ce contrat, ci-après dénommé « le Contrat », est un contrat d'assurance emprunteur de groupe à adhésion facultative souscrit par le Prêteur auprès de l'Assureur PREDICA, au profit des Emprunteurs ayant contracté un Financement auprès du Prêteur.

Il relève des branches 1, 2 et 20 du Code des assurances et est régi par les lois et règlements français, notamment le Code des assurances.

LEXIQUE ET DEFINITIONS	2
CONVENTION AERAS : S'ASSURER ET EMPRUNTER AVEC UN RISQUE AGGRAVÉ DE SANTÉ	2
LES ABRÉVIATIONS UTILISÉES	2
OBJET DU CONTRAT	2
VOS CONDITIONS ET MODALITÉS D'ADHÉSION	2
1. QUI PEUT ADHÉRER ?	2
2. COMMENT ADHÉRER ?	3
LES GARANTIES DU CONTRAT	3
3. LES QUOTITÉS ASSURÉES (TAUX DE COUVERTURE)	3
4. LES GARANTIES SOCLES : DÉCÈS ET PERTE TOTALE ET IRRÉVERSIBLE D'AUTONOMIE (PTIA)	4
5. LES GARANTIES COMPLEMENTAIRES ET EXTENSION DE COUVERTURE ACCESSIBLES SOUS CONDITIONS	4
6. RÈGLEMENT ET MONTANT DES PRESTATIONS	7
7. QUELS SONT LES RISQUES EXCLUS DE VOTRE CONTRAT ?	8
8. LA TERRITORIALITÉ	8
LA VIE DU CONTRAT	8
9. MODIFICATION DU CONTRAT EN COURS DE VIE DU FINANCEMENT	8
10. LA DATE D'EFFET ET LA DURÉE DE VOTRE CONTRAT	8
11. CESSATION DES GARANTIES ET RÉSILIATION DU CONTRAT	9
12. CALCUL ET PAIEMENT DES PRIMES	9
QUE FAIRE EN CAS DE SINISTRE ?	9
13. LES FORMALITÉS À REMPLIR	9
14. LES BÉNÉFICIAIRES DES PRESTATIONS	11
15. CONTRÔLE ET EXPERTISE	11
INFORMATIONS LÉGALES	11
16. QUE FAIRE EN CAS DE DÉSACCORD SUR L'APPLICATION DU CONTRAT ?	11
17. INFORMATIONS PRÉCONTRACTUELLES RELATIVES À LA VENTE À DISTANCE	11
18. PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	12
19. PRESCRIPTION	12
20. AUTORITÉ CHARGÉE DU CONTRÔLE DE L'ASSUREUR	13
21. SANCTIONS INTERNATIONALES	13

LEXIQUE ET DEFINITIONS

Pour l'exécution et l'interprétation du Contrat, les définitions suivantes sont retenues :

- **Accident** : désigne tout événement non intentionnel de la part de l'Assuré, provenant exclusivement et d'une cause extérieure à l'Assuré et provoquant une atteinte corporelle. Les interventions chirurgicales et leurs suites directes ou indirectes ne sont pas des accidents au sens du Contrat.
- **Assuré/Vous** : désigne tout Candidat à l'assurance dont au moins une garantie du Contrat a pris effet.
- **Assureur** : PREDICA, entreprise régie par le Code des assurances.
- **Candidat à l'assurance/Vous** : désigne :
 - l'Emprunteur, le Co-emprunteur ou la Caution personne physique,
 - le dirigeant de droit ou de fait, l'associé ou la personne physique désignée indispensable à la bonne marche de la personne morale Emprunteuse, Co-emprunteuse ou Caution,ayant rempli et signé les formalités d'adhésion au Contrat, pour laquelle l'acceptation de l'Assureur est en attente. Lorsque l'adhésion d'assurance a pris effet, cette personne est alors dénommée l'Assuré.
- **Caution** : désigne toute personne physique ou morale s'engageant à se porter garant du remboursement de tout ou partie du Financement en cas de défaillance de l'Emprunteur et/ou du Co-emprunteur dans le cadre des prêts figurant dans votre demande d'adhésion ou le cas échéant dans votre dernier avenant au Contrat signé.
- **Contrat** : désigne le présent contrat d'assurance emprunteur de groupe souscrit par le Prêteur auprès de l'Assureur.
- **Convention AERAS** : dispositif en faveur des Candidats à l'assurance présentant un risque aggravé de santé en vue de faciliter leur accès à l'assurance emprunteur. Un pavé d'information sur cette convention figure ci-dessous.
- **Emprunteur/Co-emprunteur** : toute personne physique ou morale ayant contracté un Financement auprès du Prêteur.
- **Prêteur** : désigne la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel ou sa filiale qui a consenti le Financement.
- **Consolidation** : désigne l'état de santé ou les lésions, caractérisant un certain degré d'incapacité de l'Assuré, qui se fixent et prennent un caractère permanent tel qu'un traitement ne permet pas d'y remédier mais seulement d'éviter une aggravation. Cet état doit être reconnu par l'Assureur.
- **Cancer** : Un cancer est une maladie caractérisée par la prolifération incontrôlée des cellules liée à un échappement du mécanisme de régulation.
- **Infarctus du myocarde ou syndrome coronarien aigu** : Il s'agit de lésion(s) vasculaire(s) coronaire(s) avec nécrose du muscle cardiaque, permanente et irréversible.
- **Délai de franchise** : période d'interruption continue d'activité figurant dans la demande d'adhésion, et le cas échéant dans le dernier avenant au Contrat signé, au titre de laquelle aucune prestation n'est due.
- **Financement** : désigne le ou les prêts destinés à financer une activité commerciale ou professionnelle, consentis par le Prêteur à l'Assuré et figurant sur la demande d'adhésion et, le cas échéant, sur le dernier avenant au Contrat signé.
- **Mentions légales de l'Assureur** : PREDICA, S.A. au capital entièrement libéré de 1 029 934 935 €, entreprise régie par le Code des assurances, siège social : 16 -18 boulevard de Vaugirard - 75015 PARIS, 334 028 123 RCS Paris.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230329-2023-37-DE
Direction de l'action sociale et imprévisible
Date de réception préfecture : 05/04/2023

CONVENTION AERAS : S'ASSURER ET EMPRUNTER AVEC UN RISQUE AGGRAVÉ DE SANTÉ

Lorsqu'elles sont applicables, l'Assureur s'engage à respecter les dispositions de la Convention AERAS, et notamment :

- à transmettre votre demande d'adhésion à un 2ème niveau d'examen, et le cas échéant, à un 3ème niveau si les conditions d'accès à ce dernier niveau d'examen sont remplies ;
- à étudier votre éligibilité aux garanties ITT, IPT, IPP et à la garantie Invalidité Spécifique AERAS ;
- à mettre en œuvre le dispositif d'écrêtement des surprimes si vous justifiez des conditions d'éligibilité.

Par ailleurs, en cas d'adhésion soumise à sélection médicale, Vous pouvez bénéficier, dans les conditions prévues par la Convention AERAS, du dispositif du **Droit à l'oubli** en vigueur à la date de conclusion de votre adhésion et expliqué dans le Document d'information AERAS remis simultanément au questionnaire de santé

La Convention AERAS met également en place une **Grille de référence** définissant les conditions dans lesquelles, pour certaines pathologies, Vous pouvez accéder à des conditions d'assurance standard ou s'y approchant. Dans le cadre de cette grille de référence, vous devez déclarer les informations relatives à votre état de santé lors de votre adhésion.

Les dispositions de la présente Notice s'entendent sans préjudice de celles de la Convention AERAS.

LES ABRÉVIATIONS UTILISÉES

- **DORSO-PSY** : Affections dorsales et psychiatriques sans condition d'hospitalisation
- **IA** : Invalidité AERAS
- **IPP** : Invalidité Permanente Partielle
- **IPpro** : Invalidité Permanente Professionnelle en capital
- **IPT** : Invalidité Permanente Totale
- **ITT** : Incapacité Temporaire Totale
- **PTIA** : Perte Totale et Irréversible d'Autonomie

OBJET DU CONTRAT

Ce Contrat a pour objet de Vous couvrir en cas de survenance des risques de **Décès** et de **Perte Totale et Irréversible d'Autonomie** (PTIA). En outre, en cas d'adhésion soumise à sélection médicale et selon le choix de l'Assuré, le Contrat Vous permet de Vous couvrir en cas de survenance du risque d'**Incapacité Temporaire Totale** (ITT) et d'**Invalidité Permanente Totale** (IPT).

Il Vous permet également, en cas d'adhésion soumise à sélection médicale et en fonction des caractéristiques de votre Financement, de votre âge et de votre situation professionnelle, de Vous couvrir en cas de survenance du risque d'**Invalidité Permanente Professionnelle en Capital** (IPpro) et d'**Invalidité Permanente Partielle** (IPP) et de renforcer les couvertures ITT, IPT, IPP et IPpro en cas d'**affections dorsales et psychiatriques** (DORSO-PSY).

Sous réserve d'acceptation du risque par l'Assureur, ces garanties Vous sont acquises si elles figurent dans votre demande d'adhésion signée, ou le cas échéant, dans votre proposition d'assurance signée ou votre dernier avenant au Contrat signé.

VOS CONDITIONS ET MODALITÉS D'ADHÉSION

1. QUI PEUT ADHÉRER ?

Vous pouvez adhérer au Contrat, lorsque Vous contractez, auprès du Prêteur, un ou plusieurs prêts destinés à financer une activité commerciale ou professionnelle, en votre qualité :

- D'unique Emprunteur ;
- De conjoint, partenaire de PACS ou concubin, Co-emprunteur ou Caution ;
- De dirigeant de droit ou de fait, d'associé ou de personne physique désignée indispensable à la bonne marche de la personne morale Emprunteuse, Co-emprunteuse ou Caution ;
- De personne physique ou morale Caution ;
- D'administrateur légal d'un mineur ou d'un incapable majeur, Emprunteur ou Co-emprunteur.

Et si Vous êtes âgé, lors de la signature de votre demande d'adhésion, et, le cas échéant, de votre avenant au Contrat, **d'au moins 18 ans** et de :

- **moins de 80 ans pour la garantie Décès (*)** ;
- **moins de 70 ans pour la garantie PTIA** ;
- **moins de 64 ans pour les garanties ITT, IPT, IPpro, IPP, l'extension de couverture DORSO-PSY, et la garantie Capital Décès Complémentaire.**

(*) En cas de Financement faisant dépasser l'encours global assuré auprès de l'Assureur, tous contrats d'assurance emprunteur confondus, de 2 000 000 €, la limite d'âge d'adhésion à la garantie Décès est abaissée à 75 ans.

2. COMMENT ADHÉRER ?

2.1. MODALITÉS D'ADHÉSION

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230329-2023-37-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

L'adhésion au Contrat est subordonnée à l'acceptation de l'Assureur.

Pour adhérer au Contrat, Vous devez renseigner intégralement et signer une demande d'adhésion au Contrat.

L'adhésion au contrat d'assurance peut être réalisée en agence ou sur internet, sous réserve des modalités d'adhésion proposées par le Prêteur.

En cas d'adhésion en ligne sur internet, vous donnez votre consentement à la communication des informations précontractuelles et contractuelles sous un format dématérialisé. Vous avez cependant la possibilité de modifier à tout moment votre décision et de revenir à une communication sur un format papier. Compte tenu des caractéristiques de votre Financement, de votre âge, de votre situation professionnelle, des garanties et extension de couverture demandées, votre adhésion au Contrat peut également être subordonnée à une sélection médicale.

Il Vous est alors demandé de renseigner et de signer un questionnaire de santé. Le questionnaire de santé peut éventuellement être complété d'une visite médicale et d'un bilan biologique, dont les frais inhérents sont pris en charge en tout ou partie par l'Assureur. Vous pouvez en outre être invité à produire à vos frais toute copie de documents se rapportant à votre état de santé lorsque ces documents sont nécessaires à l'instruction de votre demande d'adhésion. Vous avez toujours la possibilité de remplir seul votre questionnaire de santé. A cet effet, le Prêteur met à votre disposition, si Vous le souhaitez, une enveloppe qui permet l'envoi du questionnaire de santé au médecin conseil de l'Assureur sous pli Confidentiel - Secret médical.

La durée de validité du questionnaire de santé est fixée à 6 mois à compter de sa signature. Si l'Assureur ne l'a pas reçu dans ce délai, Vous devrez remplir un nouveau questionnaire.

La durée de validité des examens médicaux est fixée à 6 mois à compter de la date à laquelle ils ont été effectués.

Si postérieurement à la réalisation de votre questionnaire de santé, une évolution de votre état de santé survient avant la date de conclusion de l'adhésion telle que cette dernière est définie à l'article 10.1 de la présente notice, Vous êtes tenu d'en informer l'Assureur.

Conformément au Code des assurances, toute réticence, omission ou fausse déclaration portant sur les éléments constitutifs du risque connus de l'Assuré, selon qu'elle est commise intentionnellement ou non, l'expose aux sanctions prévues par le Code des assurances, c'est à dire la nullité de l'adhésion ou la réduction d'indemnités (articles L.113-8 et L.113-9 du Code des assurances). En cas de réduction proportionnelle de l'indemnité pour fausse déclaration non intentionnelle, constatée après le sinistre, l'Assuré doit rembourser à l'Assureur les sommes qui ont été indûment réglées au titre de son indemnisation, proportionnellement aux primes qu'il aurait dû payer à l'Assureur.

À l'adhésion comme en cours de Contrat, l'Assuré doit informer l'Assureur du nom des autres assureurs couvrant le même risque. Quand plusieurs assurances sont contractées sans fraude, chacune d'elle produit ses effets dans les limites des garanties de chaque contrat d'assurance.

2.2. CONVENTION SUR LA PREUVE

Par dérogation à l'article 1359 du code civil, il est convenu qu'en cas d'adhésion à distance par téléphone ou par internet (sous réserve que ces modalités soient proposées par le Prêteur), les données sous forme électronique et les enregistrements téléphoniques conservés par l'Assureur, ou par le Prêteur pour le compte de l'Assureur, vaudront signature par l'Assuré, lui seront opposables, et pourront être admis comme preuves de son identité et de son consentement relatif tant à l'adhésion au Contrat qu'aux conditions générales telles que prévues dans la présente Notice, dûment acceptées par lui.

2.3. DÉCISION DE L'ASSUREUR ET NOTIFICATION

Au terme de l'examen de votre dossier, l'Assureur peut :

- **ACCEPTER** votre demande d'adhésion :
 - au taux de cotisation de base du Contrat ou à un taux majoré ;
 - avec ou sans réserves : l'acceptation peut prévoir l'exclusion de certaines garanties et/ou extensions de couverture et/ou certaines pathologies pour des garanties et/ou extensions de couverture précises.

En cas de réserve partielle ou totale portant sur les garanties ITT et IPT, l'acceptation avec réserves peut s'accompagner, conformément à la Convention AERAS révisée, d'une proposition de la garantie Invalidité AERAS telle que définie à l'article 5.5 « Invalidité AERAS (IA) ».

- **REFUSER** votre demande. Cette décision déclenche automatiquement dans le cadre de la Convention AERAS révisée, une étude du dossier dans un contrat de 2ème niveau. Pour les prêts professionnels, si à l'issue de cette étude, une proposition d'assurance ne peut toujours pas être établie, le dossier est examiné (sous condition d'âge et de montant emprunté) par un 3ème niveau national.

En cas d'acceptation avec réserves ou à un taux majoré, l'Assureur communique à l'Assuré une proposition d'assurance précisant le taux de cotisation ainsi que les risques couverts. Cette proposition d'assurance doit être datée et signée par l'Assuré, qui retourne ensuite un exemplaire à l'Assureur.

Dans tous les cas d'acceptation, l'Assuré reçoit de l'Assureur un certificat récapitulatif d'assurance.

En cas de refus, l'Assuré est informé par écrit de la décision.

La durée de validité de l'acceptation de l'Assureur est fixée à quatre mois à compter de l'envoi à l'Assuré de la proposition d'assurance, ou à défaut à compter de la date de signature de la demande d'adhésion. Dans tous les cas si, avant la fin de ce délai, la prise d'effet du Contrat n'est pas intervenue ou si le contrat de prêt devient caduque, la demande d'adhésion doit être renouvelée.

LES GARANTIES DU CONTRAT

Au titre de chaque prêt(s) figurant dans votre demande d'adhésion ou le cas échéant dans votre dernier avenant au Contrat signé, les garanties complémentaires et, le cas échéant, l'extension de couverture dont Vous bénéficiez sont celles précisées par prêt dans votre certificat d'assurance ou, le cas échéant, votre dernier avenant au Contrat signé.

3. LES QUOTITÉS ASSURÉES (TAUX DE COUVERTURE)

Les prestations d'assurance sont acquises à l'Assuré selon la quotité assurée (également appelée taux de couverture) indiquée sur sa demande d'adhésion ou le cas échéant sur son dernier avenant au Contrat, sans que le taux de couverture puisse, pour chaque Assuré, être supérieur à 100 % du montant du prêt.

Au titre de chaque prêt, la quotité assurée peut être modulée par garantie de la manière suivante :

- une quotité choisie pour les garanties Décès, PTIA et Capital Décès Complémentaire ;
- une quotité choisie pour les garanties ITT, IPT, IPpro, IPP et pour l'extension de couverture DORSO-PSY. Cette quotité ne peut être inférieure à la moitié de la quotité Décès.

En cas de sinistre, les prestations liées aux garanties et à l'extension de couverture sont déterminées au prorata de la quotité assurée.

4. LES GARANTIES SOCLES : DÉCÈS ET PERTE TOTALE ET IRRÉVERSIBLE D'AUTONOMIE (PTIA)

4.1. GARANTIE DÉCÈS

Le décès de l'Assuré est pris en charge s'il survient pendant la période d'effet des garanties, avant la fin du mois de son 80^{ème} anniversaire et sous réserve des exclusions visées à l'article 7 « Quels sont les risques exclus de votre Contrat ? ».

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230329-2023-37-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

4.2. GARANTIE PERTE TOTALE ET IRRÉVERSIBLE D'AUTONOMIE (PTIA)

Vous êtes en état de Perte Totale et Irréversible d'Autonomie pendant la période d'effet des garanties lorsque les trois conditions suivantes sont cumulativement réunies :

- l'invalidité dont Vous êtes atteint Vous place dans l'impossibilité totale et définitive de Vous livrer à toute occupation ou à toute activité rémunérée ou pouvant Vous procurer gain ou profit ;
- elle Vous met définitivement et de façon permanente dans l'obligation de recourir à l'assistance d'une tierce personne pour accomplir l'ensemble des actes ordinaires de la vie (se laver, s'habiller, se nourrir, se déplacer) ;
- la date de la PTIA, telle que reconnue par l'Assureur, intervient avant la fin du mois de votre 70^{ème} anniversaire.

4.3. PRESTATIONS DÉCÈS OU PTIA

Au titre du ou des prêts assurés par le Contrat, hors ouvertures de crédits et crédits permanents renouvelables, l'Assureur verse, dans la limite de la quotité assurée et du plafond maximal fixé à l'article 6.2 « Prestations maximales garanties » de la présente notice, le capital restant dû au titre du prêt tel qu'il ressort du tableau d'amortissement arrêté à la date de survenance du décès ou de reconnaissance par l'Assureur de l'état de PTIA, y compris les intérêts normaux courus de l'échéance précédant le sinistre jusqu'à la date de celui-ci, mais à l'exclusion des intérêts courus depuis cette date.

Au titre des ouvertures de crédits et des crédits permanents renouvelables, l'Assureur verse, dans la limite de la quotité assurée, le montant du plafond autorisé.

Cas particuliers :

- si le décès de l'Assuré survient avant le point de départ de l'amortissement, le capital de base retenu est le montant du prêt tel qu'il est défini au contrat de prêt ;
- en cas de prêt partiellement débloqué, le montant versé par l'Assureur inclut le capital restant dû au jour du décès de l'Assuré correspondant aux fonds débloqués antérieurement et les sommes restant à débloquenter telles que définies au contrat de prêt.

5. LES GARANTIES COMPLÉMENTAIRES ET EXTENSION DE COUVERTURE ACCESSIBLES SOUS CONDITIONS

L'adhésion aux garanties complémentaires et à l'extension de couverture est accessible à l'Assuré uniquement en cas d'adhésion soumise à sélection médicale et en complément des garanties socles Décès et PTIA.

Par ailleurs, l'adhésion aux garanties IPP et IPpro et l'extension de couverture DORSO-PSY est accessible à l'Assuré en fonction de son Financement, de son âge et de sa situation professionnelle et, au titre de la garantie IPP et de l'extension de couverture DORSO-PSY uniquement si ce dernier a souscrit la garantie ITT.

Au titre des garanties complémentaires et de l'extension de couverture, l'appréciation par l'Assureur des notions d'ITT, d'IPT, d'IPpro, d'IPP et de l'extension de couverture DORSO-PSY n'est pas liée à la décision des organismes sociaux (Caisse primaire d'assurance maladie ou tout autre organisme assimilé) ou de la CDAPH (Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées).

5.1. GARANTIE INCAPACITÉ TEMPORAIRE TOTALE (ITT)

5.1.A. DÉFINITION DE L'INCAPACITÉ TEMPORAIRE TOTALE

Vous êtes en état d'ITT lorsque, pendant la période d'effet des garanties, les conditions suivantes sont cumulativement réunies :

- **Si Vous exercez une activité professionnelle à la veille du sinistre** : Vous Vous trouvez, à la suite d'un Accident ou d'une maladie, dans l'incapacité totale, reconnue médicalement, d'exercer votre activité professionnelle (définie comme l'activité professionnelle que Vous exercez au jour du sinistre), même à temps partiel ;
- **Si Vous n'exercez pas d'activité professionnelle ou si Vous êtes demandeur d'emploi à la veille du sinistre** : Vous Vous trouvez, à la suite d'un Accident ou d'une maladie dans l'incapacité totale, reconnue médicalement, d'exercer une activité quelconque, professionnelle ou non, même à temps partiel ;
- Dans tous les cas, cette incapacité est continue et persiste au-delà de la durée du Délai de franchise mentionné sur la demande d'adhésion, ou le cas échéant sur le dernier avenant au Contrat signé, période pendant laquelle aucune prestation n'est due par l'Assureur ;
- Dans tous les cas, cette incapacité doit être justifiée par la production des pièces prévues à l'article 13.3 « En cas d'Incapacité Temporaire Totale ».

La garantie ITT ne s'applique ni durant la phase de différé total en capital et intérêts pour les prêts en comportant, ni aux prêts non amortissables à différé total (remboursement en une seule fois du capital et des intérêts), ni aux ouvertures de crédit et ni aux crédits permanents renouvelables.

5.1.B. FRANCHISE ITT

Le Délai de franchise applicable figure sur votre demande d'adhésion ou le cas échéant, sur votre dernier avenant au Contrat signé. Il correspond à la période d'interruption continue d'activité, au titre de laquelle aucune prestation n'est due par l'Assureur.

Non-application du Délai de franchise en cas d'ITT successives :

Le Délai de franchise n'est pas appliqué en cas de nouvelle période d'ITT justifiée par l'Assuré, conformément à l'article 13.3, si la durée d'interruption de la prise en charge au titre de la garantie ITT a été inférieure à 90 jours.

5.1.C. PRESTATIONS ITT

L'Assureur règle au Prêteur, dans la limite des sommes dues, de la quotité assurée et du plafond mensuel fixé à l'article 6.2 « Prestations maximales garanties » de la présente notice, les échéances du prêt arrêtees à la veille du sinistre, au prorata du nombre de jours d'incapacité :

- en capital et intérêts pour les prêts en cours d'amortissement ;
- en intérêts seulement pour les prêts en phase de différé d'amortissement du capital avec paiement régulier d'intérêts pendant cette période ;
- en intérêts seulement pour les prêts amortis en capital en une seule fois au terme mais avec paiement régulier d'intérêts, la partie en capital de la dernière échéance n'étant jamais prise en charge par l'Assureur.

Aucune majoration d'échéance ne peut être prise en considération pendant une prise en charge au titre de la garantie ITT : pour les prêts à échéances modulables et les opérations de réaménagement du crédit, les échéances prises en charge seront celles en vigueur à la veille du sinistre.

Cas particuliers :

- Par dérogation à l'alinéa précédent, seront prises en compte les modifications à la hausse des échéances **résultant de la fin d'exercice d'une option contractuelle prévue au contrat de prêt et décidée avant la date du sinistre**. Ainsi la prise en charge se poursuivra sur la base des nouvelles échéances résultant de la fin de l'exercice d'une telle option, sans toutefois que le montant de l'échéance puisse être supérieur à celui qui était défini avant exercice de l'option du contrat de prêt ;
- En cas de modification des échéances à la baisse pendant une prise en charge : l'Assureur retiendra, pour assiette de calcul de la prestation, le montant de la nouvelle échéance.

Le versement des prestations est subordonné à la présentation des justificatifs précisés à l'article 13.3 et au résultat de contrôles administratifs et/ou médicaux demandés par l'Assureur dont la conséquence peut être la poursuite ou l'arrêt de l'indemnisation.

5.1.D. CESSATION DU VERSEMENT DES PRESTATIONS ITT

Le versement des prestations cesse :

- dans les cas de cessation des garanties visés à l'article 11 « Cessation des garanties et résiliation du Contrat » ;
- dès que Vous reprenez une activité professionnelle, même à temps partiel ;
- dès que Vous n'êtes plus en mesure de fournir les justificatifs prévus à l'article 13.3 ;
- dès que Vous bénéficiez de prestations d'incapacité permanente partielle (et notamment indemnités journalières pour temps partiel thérapeutique, pension d'exploitant agricole invalide aux deux tiers, pension de première catégorie pour les salariés) ;
- dès le moment où, après expertise médicale demandée par l'Assureur, Vous êtes reconnu capable d'exercer votre activité professionnelle même à temps partiel si Vous exercez une activité professionnelle à la veille du sinistre ;
- dès le moment où, après expertise médicale demandée par l'Assureur, Vous êtes reconnu capable d'exercer une activité quelconque, professionnelle ou non, même à temps partiel, si Vous n'exerciez pas d'activité professionnelle ou si Vous étiez demandeur d'emploi à la veille du sinistre ;
- dès que Vous percevez une prise en charge au titre de la garantie Invalidité Permanente Totale ou de la garantie Invalidité Permanente Partielle ou de la garantie Invalidité Permanente Professionnelle en Capital ;
- au 1095^{ème} jour suivant la date du sinistre, date à laquelle l'Assureur étudiera une éventuelle prise en charge au titre de la garantie Invalidité Permanente Totale, de la garantie Invalidité Permanente Partielle, ou de la garantie Invalidité Permanente Professionnelle en Capital.

5.2. GARANTIE INVALIDITÉ PERMANENTE TOTALE (IPT)

5.2.A. DÉFINITION DE L'INVALIDITÉ PERMANENTE TOTALE (IPT)

Vous êtes en état d'Invalidité Permanente Totale à partir du jour de consolidation de votre état de santé et dans les conditions indiquées ci-après. A la date de consolidation de votre état de santé, et au plus tard après 36 (trente-six) mois à compter de la date de survenance du sinistre ITT, le médecin conseil de l'Assureur fixe, sur base des documents médicaux transmis et/ou d'une expertise médicale, votre taux global d'incapacité, sur la base de vos taux d'incapacité fonctionnelle et professionnelle.

(1) Taux d'incapacité fonctionnelle

Ce taux est apprécié en dehors de toute considération professionnelle. Il tient compte uniquement de la diminution de la capacité physique ou mentale de l'Assuré, suite à son Accident ou à sa maladie, par référence au barème indicatif d'évaluation des taux d'incapacité en droit commun édité par le Concours Médical le plus récent au jour de l'expertise.

(2) Taux d'incapacité professionnelle

Ce taux est apprécié en fonction du degré et de la nature de l'incapacité de l'Assuré par rapport à sa profession. Il tient compte de sa capacité à l'exercer antérieurement à la maladie ou à l'Accident, des conditions d'exercice normales de sa profession et de ses possibilités d'exercice restantes, sans considération des possibilités de reclassement dans une profession différente.

Ces deux taux permettent de définir votre taux global d'incapacité, d'après le tableau suivant :

TAUX GLOBAL D'INCAPACITE DU CONTRAT										
(2) Taux d'incapacité professionnelle en %	(1) Taux d'incapacité fonctionnelle en %									
	10	20	30	40	50	60	70	80	90	100
10	10	16	21	25	29	33	37	40	43	46
20	13	20	26	32	37	42	46	50	55	58
30	14	23	30	36	42	48	53	58	62	67
40	16	25	33	40	46	52	58	63	69	74
50	17	27	36	43	50	56	63	68	74	79
60	18	29	38	46	53	60	66	73	79	84
70	19	30	40	48	56	63	70	77	83	89
80	20	32	42	50	58	66	73	80	87	93
90	21	33	43	52	61	69	76	83	90	97
100	22	34	45	54	63	71	79	86	93	100

Etat d'IPP :

Vous bénéficiez d'une prestation égale à 50 % de celle prévue dans le cadre de l'ITT

Etat d'IPT :

Vous bénéficiez d'une prestation identique à celle de l'ITT

Si le taux global d'incapacité fixé sur la base de ce tableau, déterminé par le médecin conseil de l'Assureur, est égal ou supérieur à 66 %, les prestations de l'Assureur sont acquises.

Si le taux global d'incapacité déterminé par le médecin conseil de l'Assureur sur la base de ce tableau est inférieur à 66 %, aucune prestation n'est due par l'Assureur au titre de la garantie IPT.

Si Vous n'exerciez pas d'activité professionnelle au jour du sinistre, Vous êtes considéré en IPT lorsque votre taux d'incapacité fonctionnelle est supérieur ou égal à 66 %.

La garantie Invalidité Permanente Totale ne s'applique ni durant la phase de différé total en capital et intérêts pour les prêts en comportant, ni aux prêts non amortissables à différé total (remboursement en une seule fois du capital et des intérêts), ni aux ouvertures de crédit, ni aux crédits permanents renouvelables.

La garantie IPT ne peut pas se cumuler avec la garantie ITT. La perception de la garantie IPT fait cesser votre prise en charge au titre de la garantie ITT.

L'Assureur n'est pas tenu de suivre les décisions des organismes sociaux (Caisse primaire d'assurance maladie ou tout autre organisme assimilé) ou de la CDAPH (Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées).

5.2.B. PRESTATIONS IPT

La prestation garantie au titre du risque IPT, ses modalités de calcul et de versement sont identiques à celles de la garantie ITT définies à l'article 5.1 à l'exception du Délai de franchise.

5.2.C. CESSATION DU VERSEMENT DES PRESTATIONS IPT

Le versement des prestations cesse :

- dans les cas de cessation des garanties visés à l'article 11 « Cessation des garanties et résiliation du Contrat » ;
- dès que Vous n'êtes plus en mesure de fournir les justificatifs prévus à l'article 13.4 ;

- dès le moment où, après contrôle administratif et/ou médical demandé par l'Assureur, Vous êtes reconnu capable d'exercer votre activité professionnelle, même à temps partiel ;
- dès le moment où, après contrôle administratif et/ou médical demandé par l'Assureur, Vous êtes reconnu capable d'exercer une quelconque activité, professionnelle ou non, même à temps partiel, si Vous n'exerciez pas d'activité professionnelle au moment du sinistre ;
- dès que votre taux d'incapacité global, apprécié par le médecin conseil de l'Assureur, passe en dessous de 66 % ;
- dès que votre taux d'incapacité fonctionnelle, apprécié par le médecin conseil de l'Assureur, passe en dessous de 66 %, si Vous n'exerciez pas d'activité professionnelle au moment du sinistre ;
- dès que Vous reprenez une quelconque activité professionnelle, de quelque nature que ce soit, même à temps partiel ;
- lorsque Vous êtes indemnisé (pour la première fois ou de nouveau) par Pôle Emploi.

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception en préfecture : 05/04/2023

5.3. GARANTIE INVALIDITÉ PERMANENTE PARTIELLE (IPP)

5.3.A. DÉFINITION DE L'INVALIDITÉ PERMANENTE PARTIELLE

Lorsque vous en bénéficiez, la garantie IPP Vous est acquise à partir du jour de consolidation de votre état de santé si votre taux global d'incapacité, déterminé par le médecin conseil de l'Assureur dans les conditions définies à l'article 5.2 de la présente Notice, est égal ou supérieur à 33 % et inférieur à 66 %.

Si le taux global d'incapacité déterminé par le médecin conseil de l'Assureur est inférieur à 33 % dans les conditions définies à l'article 5.2 de la présente Notice, aucune prestation n'est due par l'Assureur.

Seules les personnes exerçant une activité professionnelle au moment du sinistre peuvent bénéficier des prestations prévues au titre de cette garantie.

La garantie Invalidité Permanente Partielle ne s'applique ni durant la phase de différé total en capital et intérêts pour les prêts en comportant, ni aux prêts non amortissables à différé total (remboursement en une seule fois du capital et des intérêts), ni aux ouvertures de crédit, ni aux crédits permanents renouvelables.

La garantie IPP ne peut pas se cumuler avec la garantie ITT. La perception de la garantie IPP fait cesser votre prise en charge au titre de la garantie ITT.

L'Assureur n'est pas tenu de suivre les décisions des organismes sociaux (Caisse primaire d'assurance maladie ou tout autre organisme assimilé) ou de la CDAPH (Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées).

5.3.B. PRESTATIONS IPP

Pendant la durée d'Invalidité Permanente Partielle, après consolidation de votre état de santé, l'Assureur verse une prestation égale à 50 % de la prestation prévue au titre de la garantie ITT, avec les mêmes limites de montant de prise en charge à l'exception du Délai de franchise.

5.3.C. CESSATION DU VERSEMENT DES PRESTATIONS

Le versement des prestations cesse :

- dans les cas de cessation des garanties visés à l'article 11 « Cessation des garanties et résiliation du Contrat » ;
- dès que votre taux d'incapacité global, apprécié par le médecin conseil de l'Assureur, passe en dessous de 33 % à la date de mise en jeu de la garantie IPT ou de la garantie IPpro ;
- dès que Vous êtes déclaré apte à reprendre votre activité professionnelle par le médecin conseil de l'Assureur ;
- lorsque Vous reprenez une activité professionnelle, de quelque nature que ce soit, même à temps partiel ;
- lorsque Vous êtes indemnisé (pour la première fois ou de nouveau) par Pôle Emploi.

5.4. GARANTIE INVALIDITÉ PERMANENTE PROFESSIONNELLE EN CAPITAL (IPpro)

5.4.A. DÉFINITION DE L'INVALIDITÉ PERMANENTE PROFESSIONNELLE EN CAPITAL

Vous êtes en état d'Invalidité Permanente Professionnelle à partir du jour de consolidation de votre état de santé et dans les conditions indiquées ci-après.

Vous êtes reconnu en état d'Invalidité Permanente Professionnelle lorsque, à la date de consolidation de votre état de santé, et au plus tard après 36 mois à compter de la date de survenance du sinistre ITT, le médecin conseil de l'Assureur reconnaît, sur base des documents médicaux transmis et/ou d'une expertise médicale, que votre état d'invalidité Vous place de façon permanente dans l'impossibilité totale de poursuivre votre profession.

L'état d'Invalidité Permanente Professionnelle est apprécié en fonction :

- de la nature de l'incapacité de l'Assuré par rapport à sa profession en tenant compte de la façon dont la profession était exercée antérieurement à la maladie ou l'accident par l'Assuré ;
- des conditions d'exercice dans les règles de l'art de la profession de l'Assuré ;
- et, le cas échéant, des possibilités d'exercice restantes pour l'Assuré après consolidation, notamment en termes de rééducation ou d'appareillage.

La garantie bénéficie à l'Assuré uniquement si au moment du sinistre celui-ci exerce une activité professionnelle.

La garantie Invalidité Permanente Professionnelle en Capital ne s'applique ni durant la phase de différé total en capital et intérêts pour les prêts en comportant, ni aux prêts non amortissables à différé total (remboursement en une seule fois du capital et des intérêts), ni aux ouvertures de crédit, ni aux crédits permanents renouvelables.

La garantie IPpro ne peut pas se cumuler avec la garantie ITT. La perception de la garantie IPpro fait cesser votre prise en charge au titre de la garantie ITT.

L'Assureur n'est pas tenu de suivre les décisions des organismes sociaux (Caisse primaire d'assurance maladie ou tout autre organisme assimilé) ou de la CDAPH (Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées).

5.4.B. PRESTATIONS IPpro

En cas d'Invalidité Permanente Professionnelle reconnue par l'Assureur, avant le 31 décembre de l'année de la liquidation de votre retraite, l'Assureur verse au Prêteur, dans la limite de la quotité assurée et du plafond maximal d'indemnisation indiqué à l'article 6.2, le capital restant dû au titre du prêt tel qu'il ressort du tableau d'amortissement arrêté à la date de reconnaissance par l'Assureur de l'état d'IPpro de l'Assuré, y compris les intérêts normaux courus de l'échéance du prêt précédant le sinistre jusqu'à la date de celui-ci, mais à l'exclusion des intérêts courus depuis cette date.

Cas particuliers :

- si l'Invalidité Permanente Professionnelle survient avant le point de départ de l'amortissement, le capital de base retenu est le montant du prêt tel qu'il est défini au contrat de prêt ;
- en cas de prêt partiellement débloqué, le montant versé par l'Assureur inclut le capital restant dû au jour de l'Invalidité Permanente Professionnelle correspondant aux fonds débloqués antérieurement et les sommes restant à débloquent telles que définies au contrat de prêt.

5.5. GARANTIE INVALIDITÉ AERAS (IA) POUR LES PRÊTS PROFESSIONNELS

L'Assureur s'engage à respecter les dispositions de la Convention AERAS en vigueur à la date d'adhésion.

Si les garanties Incapacité Temporaire Totale et Invalidité Permanente Totale sont refusées pour raisons médicales, ou si elles sont accordées mais avec réserves, l'Assureur peut proposer à l'Assuré une garantie Invalidité AERAS. Seuls les Assurés en activité professionnelle au jour du sinistre peuvent être garantis pour le risque Invalidité AERAS. Le courrier mentionné à l'article 2.3 « Décision de l'Assureur et obligation de présence si cette garantie est ou non accordée ».

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

5.5.A. DÉFINITION DE L'INVALIDITÉ AERAS (IA)

L'Assuré est en état d'Invalidité AERAS lorsque, conformément aux dispositions de la Convention AERAS, les six conditions suivantes sont cumulativement remplies :

- son invalidité doit être consécutive à une maladie ou à un Accident qui a entraîné l'interruption totale de toute activité professionnelle ;
- la consolidation de l'état d'invalidité a été constatée ;
- le taux d'incapacité fonctionnelle est supérieur ou égal à 70 % (ce taux d'incapacité sera évalué par référence au barème indicatif d'invalidité du Code des Pensions Civiles et Militaires de Retraite publié au Journal Officiel par décret N°2001-99 du 31 janvier 2001) ;
- la détermination du taux d'incapacité fonctionnelle s'effectuera en priorité sur analyse du dossier médical comprenant toutes les pièces demandées ci-dessous. L'Assureur se réserve le droit de diligenter un contrôle médical tel que prévu à l'article 15.1 pour apprécier ce taux et juger de la réalisation du risque Invalidité AERAS ;
- l'Assuré doit justifier d'une incapacité professionnelle, attestée par le bénéficiaire :
 - lorsqu'il est salarié : d'une pension d'invalidité 2ème ou 3ème catégorie selon la définition de l'article L 341-4 du Code de la Sécurité sociale ;
 - lorsqu'il est fonctionnaire ou assimilé : d'un congé longue durée ;
 - lorsqu'il est non salarié : d'une notification d'inaptitude totale à l'exercice de sa profession ;
- la date de reconnaissance par l'Assureur se situe avant la fin du mois du 67ème anniversaire de l'Assuré.

5.5.B. PRESTATION GARANTIE

La prestation garantie au titre du risque Invalidité AERAS, ses modalités de calcul et de versement et ses conditions d'exclusion telles que définies à l'article 7 « Quels sont les risques exclus de votre Contrat ? » et de cessation sont identiques à celles définies pour la garantie ITT. Par exception, la date de début de prise en charge correspond à la date de reconnaissance par l'Assureur de l'état d'Invalidité AERAS. La date de consolidation retenue par les organismes sociaux (Caisse Primaire d'Assurance Maladie ou tout autre organisme assimilé) ou de la CDAPH (Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées) ne lie pas l'Assureur.

5.5.C. CESSATION DU VERSEMENT DES PRESTATIONS IA

Le versement des prestations Invalidité AERAS cesse :

- dans les cas de cessation de l'adhésion et des garanties visés à l'article 11 « Cessation des garanties et résiliation du Contrat » ;
- lorsque l'Assuré n'est plus reconnu en état d'Invalidité AERAS tel que défini à l'article 5.4.A ;
- lorsqu'il n'est plus en mesure de fournir les justificatifs définis à l'article 13.5 ;
- lorsqu'après contrôle médical, le taux d'incapacité fonctionnelle est inférieur à 70 % ;
- en cas de reprise d'une activité professionnelle, même à temps partiel.

5.6. EXTENSION DE COUVERTURE AFFECTIIONS DORSALES ET PSYCHIATRIQUES SANS CONDITION D'HOSPITALISATION (DORSO-PSY)

Lorsque vous bénéficiez de l'extension de couverture DORSO-PSY, cette extension s'applique aux garanties ITT, IPT, IPP et IPpro (selon les garanties dont Vous bénéficiez). Le Délai de franchise choisie pour la garantie ITT s'applique à cette extension de couverture.

Dans le cadre de cette extension DORSO-PSY, Vous êtes couvert, sans condition d'hospitalisation, pour les pathologies suivantes :

- les suites et conséquences de troubles du psychisme ou de maladies psychiatriques : névroses, psychoses, syndrome dépressif, anxiété pathologique, troubles de l'adaptation et troubles bi-polaires ;
- les suites et conséquences des syndromes de fatigue chronique, fibromyalgie ou syndrome polyalgique idiopathique diffus ;
- les sinistres résultant d'une atteinte et/ou affection vertébrale, para-vertébrale, discale ou radiculaire et spécialement : cervicalgies, dorsalgies, lombalgies, radiculalgies (névralgies cervico-brachiales, sciatalgies, cruralgies) et coccygodynies.

Les exclusions spécifiques détaillées dans votre proposition d'assurance signée sont applicables au titre de l'extension de couverture DORSO-PSY.

Cette extension de couverture cesse le même jour que la garantie principale concernée. Les modalités de calcul et de versement des prestations sont identiques à celles de la garantie principale concernée.

5.7. GARANTIE CAPITAL DÉCÈS COMPLÉMENTAIRE

L'adhésion à la garantie Capital Décès Complémentaire assure le versement en cas de décès accidentel de l'Assuré avant son 67^{ème} anniversaire d'un capital à un bénéficiaire désigné. Le bénéficiaire est visé dans la clause bénéficiaire type reprise dans la demande d'adhésion ou le dernier avenant au Contrat signé ou est explicitement désigné dans tout autre document manuscrit signé de l'Assuré qu'il lui appartient de transmettre à l'Assureur.

Le montant du capital versé au titre de cette garantie est égal à 50 % du montant de la prestation versée au Prêteur au titre de la garantie décès du Contrat.

La garantie cesse dans les cas de cessation de l'adhésion et des garanties visés à l'article 11 « Cessation des garanties et résiliation du Contrat ».

IMPORTANT : Vous pouvez mettre fin à cette garantie à tout moment par lettre recommandée adressée au Prêteur. Cette garantie cesse au dernier jour du mois suivant la réception par le Prêteur de votre demande.

6. RÈGLEMENT ET MONTANT DES PRESTATIONS

6.1. RÈGLEMENT DES PRESTATIONS

Pour chaque garantie la prestation est calculée selon les quotités assurées (également appelées taux de couverture) portées sur votre demande d'adhésion ou le cas échéant sur le dernier avenant à votre Contrat signé.

Si plusieurs personnes sont assurées pour un même Financement, les prestations de l'Assureur sont limitées aux montants dus au titre des prêts garantis et figurant sur le tableau d'amortissement.

Le remboursement des mensualités de prêts doit se poursuivre jusqu'à la prise en charge des prestations par l'Assureur.

6.2. PRESTATIONS MAXIMALES GARANTIES

Si Vous êtes assuré pour plusieurs prêts auprès de l'Assureur, le montant maximal de la prestation à verser est limité par Assuré et pour tous prêts confondus :

- à 15 000 000 € pour les garanties décès et PTIA et IPpro ;
- à 7 500 000 € pour la garantie Capital Décès Complémentaire ;
- à 10 000 € par mois pour les garanties IA, ITT et IPT, IPP et l'extension de couverture DORSO-PSY.

7. QUELS SONT LES RISQUES EXCLUS DE VOTRE CONTRAT ?

Sont exclus pour l'ensemble des garanties du Contrat :

- Le suicide de l'Assuré dans la première année d'assurance.
- Les accidents, blessures, maladies et mutilations, lorsque ces événements résultent d'un fait volontaire de l'Assuré.

- Les conséquences des faits de guerre étrangère lorsque l'Etat Français est partie belligérante.
 - Les conséquences des faits de guerre civile, d'émeutes, d'insurrections, d'attentats et d'actes de terrorisme, quels qu'en soient le lieu et les protagonistes, dès l'instant où l'Assuré y prend une part active. Les gendarmes, les militaires, les policiers, les pompiers et les démineurs dans l'exercice de leur profession ne sont pas visés par cette exclusion.
 - Les risques aériens se rapportant à des compétitions, démonstrations, acrobaties, raids, vols d'essai, vols sur prototypes, tentatives de records.
 - Les risques encourus sur véhicules terrestres à moteur à l'occasion de compétitions ou de rallyes de vitesse.
 - Les effets directs ou indirects d'explosions, de dégagement de chaleur, d'inhalations, quand ils proviennent de la transmutation de noyaux d'atome. Les gendarmes, les militaires, les policiers et les personnels civils de la défense, dans l'exercice de leurs missions, ne sont pas visés par cette exclusion.
- Si vous ne bénéficiez pas de l'extension de couverture affections dorsales et psychiatriques sans condition d'hospitalisation (DORSO-PSY), sont exclus pour les garanties ITT, IPT, IPP, IPpro du Contrat :
- Les suites et conséquences de troubles du psychisme ou de maladies psychiatriques : névroses, psychoses, syndrome dépressif, anxiété pathologique, troubles de l'adaptation et troubles bi-polaires, sauf si cette atteinte et/ou affection nécessite une hospitalisation de plus de 9 jours consécutifs, exclusion faite des séjours en maison de convalescence ou de repos ;
 - Les suites et conséquences des syndromes de fatigues chroniques, fibromyalgie ou syndrome polyalgique idiopathique diffus, sauf si cette atteinte et/ou affection nécessite une hospitalisation de plus de 9 jours consécutifs, exclusion faite des séjours en maison de convalescence ou de repos ;
 - Les sinistres résultant d'une atteinte et/ou affection vertébrale, para-vertébrale, discale ou radiculaire et spécialement : cervicalgies, dorsalgies, lombalgies, radiculalgies (névralgies cervico-brachiales, sciatalgies, cruralgies), et coccygodynies, sauf si cette atteinte et/ou affection nécessite une hospitalisation de plus de 9 jours consécutifs, exclusion faite des services de SSR (Soins de Suite et Réadaptation dont la rééducation fonctionnelle) et des séjours en maison de convalescence ou de repos.

8. LA TERRITORIALITÉ

Les garanties et l'extension de couverture du Contrat couvrent l'Assuré dans tous les pays du monde sous réserve de la production des justificatifs visés à l'article 13.

Si l'Assureur demande une visite médicale, elle doit obligatoirement s'effectuer sur le sol français.

Les frais éventuellement engagés par l'Assuré pour se rendre à la convocation médicale de l'Assureur sur le sol français, restent à la charge de l'Assuré. Les honoraires du médecin désigné par l'Assureur sont pris en charge par ce dernier.

LA VIE DU CONTRAT

9. MODIFICATION DU CONTRAT EN COURS DE VIE DU FINANCEMENT

Toute modification d'une ou plusieurs caractéristiques de votre Contrat et des garanties est subordonnée à l'acceptation préalable de l'Assureur ainsi qu'à la signature d'un avenant entre Vous et l'Assureur.

Ce Contrat peut couvrir, le cas échéant, plusieurs prêts contractés à des dates différentes. La couverture d'un prêt octroyé par le Prêteur a posteriori de l'adhésion au Contrat est subordonnée à l'acceptation préalable de l'Assureur, ainsi qu'à la signature d'un avenant entre Vous et l'Assureur.

Les conditions d'acceptation au Contrat fixées par l'Assureur au moment de l'adhésion ; à savoir l'acceptation au taux de cotisation de base, ou à un taux majoré, avec ou sans réserves (exclusion de certaines garanties et/ou de l'extension de couverture et/ou certaines pathologies pour des garanties et/ou pour l'extension de couverture précises), s'appliquent également à la couverture des prêts rattachés au Contrat a posteriori de l'adhésion.

10. LA DATE D'EFFET ET LA DURÉE DE VOTRE CONTRAT

10.1. DATE DE CONCLUSION DE L'ADHÉSION

L'adhésion est conclue :

- soit à la date de signature de votre demande d'adhésion si Vous êtes accepté au taux de cotisation de base sans réserve ;
- soit à la date de réception par l'Assureur de la proposition d'assurance dument acceptée par Vous, le cas échéant.

10.2. PRISE D'EFFET DES GARANTIES

Au titre de chaque prêt, les garanties et l'extension de couverture prennent effet, sous réserve de l'encaissement de la première prime, à la plus tardive des deux dates suivantes :

- à la date de conclusion de l'adhésion ou de l'avenant au Contrat ;
- à la date de signature du contrat de prêt.

Par ailleurs :

- Une garantie « décès accidentel » est accordée à compter du jour de la signature de la demande d'adhésion (hors demande de devis), jusqu'à la date de prise d'effet des garanties sous réserve toutefois qu'une demande de prêt ait été formalisée auprès du Prêteur. Elle est égale au montant emprunté pondéré par la quotité d'assurance demandée dans la limite de 200 000 €. **Cette couverture « décès accidentel » cesse en tout état de cause en cas de refus de l'adhésion par l'Assureur et au plus tard 3 mois après la date de signature de votre demande d'adhésion.**
- Si la date de prise d'effet des garanties retenue est antérieure à la date d'expiration du délai de renonciation tel que prévu à l'article 10.3 « Faculté de renonciation » de la présente notice, les garanties ne pourront prendre effet qu'à l'expiration dudit délai de renonciation, sauf demande contraire de l'Assuré, exprimée notamment sous forme de demande de mise à disposition de tout ou partie des sommes objets du contrat de prêt, **et sous réserve de l'encaissement de la première prime.**

10.3. FACULTÉ DE RENONCIATION

10.3.A. DÉLAI POUR EXERCER LA FACULTÉ DE RENONCER

L'Assuré a la faculté de renoncer à son adhésion par lettre recommandée avec avis de réception pendant le délai de 30 jours calendaires révolus à compter de la date de signature de la demande d'adhésion, ou de la proposition d'assurance le cas échéant.

Vous ne pouvez plus exercer votre droit de renonciation dès lors que Vous demandez la prise en charge d'un sinistre mettant en jeu une garantie du Contrat.

10.3.B. MODALITÉS DE LA RENONCIATION

La renonciation doit être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, envoyée au Prêteur. Elle peut être faite selon le modèle suivant : « Je soussigné(e) M. Mme..... [nom, prénom, adresse] déclare renoncer au Contrat signé le à [lieu d'adhésion]. Le [date et signature]. »

10.3.C. EFFETS DE LA RENONCIATION

L'adhésion est réputée ne jamais avoir existé et l'Assureur procède, par l'intermédiaire du Prêteur, au remboursement de l'intégralité des primes versées dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception.

10.4. DURÉE DU CONTRAT

Votre adhésion est conclue pour la durée de votre Financement, soit jusqu'au plus tardif des termes des prêts figurant dans votre demande d'adhésion, ou le cas échéant dans votre dernier avenant au Contrat signé, sous réserve de la survenance des cas de cessation mentionnés à l'article 11.

Accès de lecture en préfecture
006-210600698-20230329-2123-37-DF
Date de rétrotransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

11. CESSATION DES GARANTIES ET RÉSILIATION DU CONTRAT

11.1. CAS DE CESSATION DES GARANTIES

Votre adhésion et vos garanties cessent en cas :

- de non-paiement des primes et après mise en œuvre des formalités de l'article L.141-3 du Code des assurances ;
- de règlement des prestations au titre des garanties Décès ou PTIA ;
- de règlement des prestations au titre de la garantie IPpro ;
- de survenance de l'échéance finale du prêt comportant le terme le plus tardif et figurant dans votre demande d'adhésion, ou le cas échéant dans votre dernier avenant au Contrat signé ;
- de remboursement total anticipé du ou des Financement(s) couvert(s) par le Contrat ;
- d'exigibilité du ou des Financement(s) couvert(s) avant terme ;
- de cessation du ou des Financement(s) ou d'absence de prise d'effet du Financement, quelque qu'en soient les causes, et notamment en cas de résolution du Financement, d'exercice par l'Assuré de son droit de rétractation au Financement, de non réalisation des conditions suspensives d'obtention du Financement ;
- de transfert du ou des Financement(s) à un autre emprunteur, sauf dans le cas où l'Emprunteur personne physique transfère son ou ses prêt(s) à une personne morale dont il est l'unique associé ;
- de départ de l'Assuré, associé ou dirigeant de droit de la personne morale emprunteuse, co-emprunteuse ou caution, dans la mesure où il résilie son engagement de caution ;
- de réception par l'Assureur de la lettre de renonciation conformément à l'article 10.3 « Faculté de renonciation » ;
- à l'issue de la 10^{ème} année d'assurance pour les ouvertures de crédit et les crédits permanents renouvelables ;
- de fin de votre engagement de caution du Financement, si Vous avez adhéré au Contrat en qualité de caution personne physique ou de caution personne morale.

En outre, chaque garantie cesse au plus tard au dernier jour du mois de survenance de l'âge limite de garantie fixé à :

- 80 ans pour la garantie Décès ;
- 70 ans pour la garantie Perte Totale et Irréversible d'Autonomie ;
- 67 ans pour les garanties Incapacité Temporaire Totale, Invalidité Permanente Totale, Invalidité AERAS, Invalidité Permanente Professionnelle en Capital, Invalidité Permanente Partielle, Affections dorsales et psychiatriques sans condition d'hospitalisation et Capital Décès Complémentaire.

11.2. RÉSILIATION

L'Assuré ne dispose pas du droit de résilier annuellement son adhésion au Contrat conclu dans le cadre de son activité professionnelle.

12. CALCUL ET PAIEMENT DES PRIMES

12.1. MONTANT DE LA PRIME

La couverture des risques garantis est accordée moyennant le paiement par l'Assuré au Prêteur, d'une prime d'assurance. La prime d'assurance est déterminée selon les conditions tarifaires indiquées dans votre demande d'adhésion ou le cas échéant votre proposition d'assurance signée, ou votre avenant au Contrat signé, ou le contrat de prêt, ou dans le courrier adressé par le Prêteur si l'assurance est souscrite en cours de prêt.

Dans le cas d'un remboursement anticipé partiel d'un prêt, pour le calcul des primes suivantes, le montant de l'assiette de prime est diminué au titre de ce prêt du montant du capital remboursé.

La prime d'assurance est calculée en fonction de la durée de chacune des garanties. La cessation contractuelle des garanties PTIA, ITT, IPT, IPP, IPpro, Capital Décès Complémentaire et de l'extension de couverture DORSO-PSY pour un prêt n'entraîne donc pas de diminution du montant de la prime due.

12.2. MODALITÉS DE PAIEMENT DE LA PRIME

Les primes sont payables d'avance mensuellement au Prêteur, au nom et pour le compte de l'Assureur, distinctement de l'échéance de prêt. Elles sont payables notamment par prélèvement sur un compte ouvert au nom de l'Assuré ou de l'Emprunteur et pour le compte de l'Assureur auprès d'un établissement français ou de l'Union Européenne.

L'Assuré est tenu au paiement de l'intégralité de ses primes pendant toute la durée de l'adhésion. Une prise en charge au titre de l'ITT, de l'IPT, de l'IPP, de DORSO-PSY ne suspend pas l'obligation de paiement de vos primes d'assurance.

En cas de non-paiement des primes, le Prêteur peut exclure définitivement l'Assuré conformément à l'article L. 141-3 du Code des assurances. L'exclusion interviendra au terme d'un délai de 40 jours à compter de l'envoi par le Prêteur d'une lettre recommandée de mise en demeure adressée au plus tôt 10 jours après la date à laquelle les sommes dues doivent être payées.

QUE FAIRE EN CAS DE SINISTRE ?

13. LES FORMALITÉS À REMPLIR

La demande de prise en charge doit se faire auprès du Prêteur qui Vous communiquera les coordonnées du service auquel devra être adressée la déclaration de sinistre. Les frais liés à l'obtention et à l'envoi des pièces justificatives sont à la charge de l'Assuré.

Si Vous faites intentionnellement de fausses déclarations sur la nature, les causes, les circonstances, les conséquences du sinistre, ou si Vous produisez des documents falsifiés, la garantie et/ ou l'extension de couverture ne Vous sera pas acquise, et ce pour la totalité du sinistre. Vous perdrez également tout droit à garantie pour la totalité du sinistre si celui-ci est volontairement provoqué.

NOTA : le versement des prestations est subordonné à la production des justificatifs ci-dessous. L'appréciation du risque garanti relève de l'Assureur qui se réserve le droit de demander toute pièce complémentaire nécessaire à l'étude de la demande de prestation.

13.1. JUSTIFICATIFS À FOURNIR EN CAS DE DÉCÈS

- Un acte ou un bulletin de décès
- Un certificat médical indiquant en particulier si le décès est dû à une cause naturelle ou accidentelle et s'il est dû ou non à un risque exclu

La déclaration doit être faite dans les jours qui suivent la survenance du décès.

Pour la garantie Capital Décès Complémentaire :

- Un acte de notoriété ou de dévolution successorale établi par le notaire chargé de la succession
- Une copie de la carte d'identité du (ou des) bénéficiaire(s)

- Le RIB du (ou des) bénéficiaire(s)

13.2. JUSTIFICATIFS À FOURNIR EN CAS DE PERTE TOTALE ET IRRÉVERSIBLE D'AUTONOMIE

- Un questionnaire médical d'incapacité - invalidité préétabli, tenu à votre disposition chez le Prêteur, à compléter par vos soins et avec l'aide de votre médecin. En cas de refus du médecin d'utiliser ce document, Vous devrez fournir, en plus de ce questionnaire médical incomplet, un certificat médical confirmant :

Accusé de réception en préfecture
Comité Médical 209822033 et
Date de réception préfecture : 05/04/2023

- que Vous êtes dans l'incapacité totale et définitive de Vous livrer à toute occupation ou à toute activité rémunérée ou pouvant Vous procurer gain ou profit ;
 - la date à laquelle cet état a revêtu un caractère définitif et la nature de la maladie ou de l'accident dont résulte la PTIA ;
 - que votre état Vous oblige à recourir à l'assistance totale et constante d'une tierce personne pour accomplir les quatre actes ordinaires de la vie (se laver, s'habiller, se nourrir, se déplacer).
- Un justificatif de prise en charge de l'invalidité mentionnant l'assistance d'une tierce personne délivré par votre organisme de protection sociale **pour les personnes exerçant une activité professionnelle ou étant au chômage lors de la survenance de l'état de PTIA.**

Le dossier complet de demande de prise en charge doit être remis dans les jours qui suivent la survenance de l'invalidité et au plus tard dans un délai de 2 ans.

13.3. JUSTIFICATIFS À FOURNIR EN CAS D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE TOTALE, DE DORSO-PSY

- Un questionnaire médical d'incapacité - invalidité préétabli, tenu à votre disposition chez le Prêteur, à compléter par vos soins et avec l'aide de votre médecin. En cas de refus du médecin d'utiliser ce document, Vous devrez fournir, en plus de ce questionnaire médical incomplet, un certificat médical indiquant :

- la nature de la maladie ou de l'Accident ayant provoqué l'incapacité
 - la date de l'accident ou de début de la maladie
 - la durée probable de l'incapacité
- Vous devez joindre également :
- **pour les salariés** : les bordereaux de paiement d'indemnités journalières maladie ou accident de votre organisme de protection sociale, ou une attestation de l'employeur en cas de subrogation. Le titre de pension invalidité 1^{ère} catégorie n'est pas recevable pour justifier de l'éligibilité à l'Incapacité Temporaire Totale, à DORSO-PSY ;
 - **pour les fonctionnaires et assimilés** : une attestation de l'employeur ou l'arrêté de position administrative ;
 - **pour les personnes sans profession, les demandeurs d'emploi et les retraités** : un certificat médical précisant les périodes d'incapacité à vos activités habituelles non professionnelles, même à temps partiel ;
 - **pour les Travailleurs Non-Salariés** : les indemnités journalières pour les personnes relevant du régime social des indépendants, à défaut un certificat médical précisant les périodes d'arrêt de travail, ou le titre de pension pour incapacité au métier.

- La déclaration doit être faite à l'issue de la période de franchise et au plus tard dans le délai de 90 jours suivant cette date. A défaut une déchéance partielle de garantie pourra être appliquée, conformément à l'article L 113-2-4° du Code des assurances (réduction de votre prestation dans la proportion du préjudice que ce manquement nous aura fait subir) et la prise en charge débutera au jour de la réception du dossier complet par l'Assureur.

Pour la poursuite de l'indemnisation, ces pièces doivent être fournies au rythme de leur renouvellement par l'organisme concerné, tous les trois mois pour le certificat médical et à la demande de l'Assureur pour le questionnaire médical d'incapacité - invalidité. **A défaut de présentation de ces pièces, les prestations cessent d'être versées.**

13.4. JUSTIFICATIFS À FOURNIR EN CAS D'INVALIDITÉ PERMANENTE TOTALE, D'INVALIDITÉ PERMANENTE PARTIELLE, D'INVALIDITÉ PERMANENTE PROFESSIONNELLE EN CAPITAL

Un questionnaire médical d'incapacité - invalidité préétabli, tenu à votre disposition chez le Prêteur, à compléter par vos soins et avec l'aide de votre médecin. En cas de refus du médecin d'utiliser ce document, Vous devrez fournir, en plus de ce questionnaire médical incomplet, un certificat médical indiquant :

- la nature de la maladie ou de l'Accident ayant provoqué l'incapacité
 - la date de l'accident ou de début de la maladie
 - la durée probable de l'incapacité
- Vous devez joindre également :
- **pour les salariés le cas échéant** : une copie de la notification par votre organisme de protection sociale de votre mise en invalidité de 2^{ème} ou 3^{ème} catégorie, ou une copie de la notification d'attribution d'une rente correspondant à un taux d'invalidité supérieur à 66 % ;
 - **pour les fonctionnaires et assimilés** : une copie de l'avis du Comité Médical ou de la Commission de Réforme, et une copie de l'arrêté de position administrative ou une copie du titre de pension ;
 - **pour les personnes sans profession, les demandeurs d'emploi et les retraités** : un certificat médical précisant les périodes d'incapacité à vos activités habituelles non professionnelles, même à temps partiel ;
 - **pour les Travailleurs Non-Salariés** : une copie du titre de pension d'invalidité permanente totale et définitive.

Il Vous appartient de déclarer la consolidation de votre état de santé dans les 6 mois de celle-ci. Si la consolidation de votre état de santé est déclarée après ce délai, la prise en charge débutera, sous réserve d'acceptation du dossier par l'Assureur, à compter du jour de la réception par celui-ci de la déclaration de consolidation.

13.5. JUSTIFICATIFS À FOURNIR EN CAS D'INVALIDITÉ AERAS

Il revient à l'Assuré de fournir au Prêteur, **dans les 180 jours qui suivent la survenance de l'invalidité**, toute information de nature à permettre de constater et vérifier un droit à prestations et notamment :

- un questionnaire médical d'incapacité - invalidité préétabli, tenu à votre disposition chez le Prêteur, à compléter par vos soins et avec l'aide de votre médecin. En cas de refus du médecin d'utiliser ce document, l'Assuré devra fournir, en plus du questionnaire médical incomplet, un certificat médical attestant la date à laquelle cet état a revêtu un caractère définitif et la nature de la maladie ou de l'accident dont résulte l'invalidité.

Vous devez joindre également :

- **pour les salariés** : une copie de la notification par votre organisme de protection sociale d'une pension d'invalidité 2^{ème} ou 3^{ème} catégorie ;
- **pour les fonctionnaires et assimilés** : une copie de l'avis du Comité Médical ou de la Commission de Réforme, et une copie de l'arrêté de position administrative ou une copie du titre de pension ;
- **pour les non-salariés** : une copie du titre de pension d'invalidité à 100 % ou une copie du titre de pension d'invalidité permanente totale et définitive.

14. LES BÉNÉFICIAIRES DES PRESTATIONS

Le Prêteur est bénéficiaire acceptant des prestations garanties au titre de l'extension de couverture et des garanties autres que la seule garantie Capital Décès Complémentaire, à concurrence des sommes qui lui sont dues, fixées selon le tableau d'amortissement ou l'échéancier du (des) prêt(s). Le surplus éventuel est versé à vos héritiers en cas de décès, et à Vous-même en cas de PTIA ou d'IPpro. Lorsque l'emprunteur est une personne morale, le surplus est reversé à la personne morale.

Au titre de la seule garantie Capital Décès Complémentaire, le bénéficiaire est la personne désignée conformément aux dispositions de l'article 5.8 de la présente notice.

15. CONTRÔLE ET EXPERTISE

15.1. EXAMEN DES PIÈCES MÉDICALES ET/OU ADMINISTRATIVES

La production des justificatifs définis aux paragraphes 13 « les formalités à remplir » est indispensable mais nullement suffisante pour obtenir le paiement des prestations. En effet, au terme de l'examen de l'ensemble des pièces médicales et/ou administratives fournies, l'Assureur détermine si Vous êtes en état de PTIA, d'ITT, d'IPT, d'IPPro, d'IPA et si Vous pouvez bénéficier de l'extension de couverture DORSO-PSY au sens du Contrat et peut :

- accepter la prise en charge ;
- refuser la prise en charge ;
- arrêter la prise en charge ;
- suspendre la prise en charge dans l'attente de la production de justificatifs supplémentaires et/ou des conclusions du rapport d'une visite médicale effectuée à la demande de l'Assureur auprès d'un médecin désigné par ce dernier et à ses frais. Vous pouvez Vous faire assister du médecin de votre choix, à vos frais.

Les conclusions de la visite médicale peuvent conduire à une cessation de prise en charge par l'Assureur. Si Vous contestez cette décision, une procédure de conciliation peut être demandée selon les modalités prévues à l'article 15.2.

Si Vous refusez de Vous soumettre à la visite médicale ou si Vous ne pouvez être joint par défaut de notification de changement d'adresse, la prise en charge est suspendue et reprendra le cas échéant à compter de la date de la visite médicale. Dans ce cas, cette période de suspension ne pourra faire l'objet d'aucune indemnisation quelles que soient les conclusions de la visite médicale.

15.2. CONCILIATION ET TIERCE EXPERTISE

Tout refus de prise en charge par l'Assureur suite à un contrôle médical, dès lors que ce refus n'est pas la conséquence d'une fausse déclaration intentionnelle, peut faire l'objet, à votre demande, d'une procédure de conciliation.

Votre demande, formulée par écrit et adressée au Prêteur, doit indiquer que Vous sollicitez la mise en place de cette procédure et être accompagnée d'un certificat du médecin que Vous désignerez pour Vous représenter. Cette lettre, destinée à l'Assureur, doit lui parvenir dans un délai de 90 jours suivant le contrôle médical pour permettre la mise en place de cette procédure. Le certificat doit détailler votre état de santé au jour du dernier contrôle médical effectué par l'Assureur et indiquer son évolution depuis cette date. Votre demande doit en outre, mentionner que Vous acceptez les règles de la procédure de conciliation indiquées ci-après.

La procédure de conciliation sera initiée dans les 12 mois qui suivent la date de la visite médicale.

Le médecin que l'Assuré aura désigné et le médecin contrôleur de l'Assureur, rechercheront une position commune relative à l'état de santé de l'Assuré. L'accord éventuel des parties sera formalisé par la signature d'un procès-verbal d'accord. Si celui-ci n'est pas obtenu, l'Assureur invitera alors son médecin contrôleur et le médecin désigné par l'Assuré à désigner un médecin tiers expert. Les conclusions de cet expert s'imposeront aux parties dans le cadre de la procédure de conciliation.

Quelle que soit l'issue de cette conciliation, l'Assuré prendra en charge les frais et honoraires de son médecin ainsi que la moitié des frais et honoraires du médecin tiers expert.

En tout état de cause, les parties conservent le droit de saisir les tribunaux.

INFORMATIONS LÉGALES

16. QUE FAIRE EN CAS DE DÉSACCORD SUR L'APPLICATION DU CONTRAT ?

Pour toute réclamation relative au processus d'adhésion ou pour toute demande de précision ou réclamation quant à l'application du Contrat, Vous pouvez Vous adresser à Crédit Agricole Assurances - Emprunteur - Adhésions CRCA - TSA 92018 - 59569 La Madeleine Cedex.

En cas de désaccord avec une décision de l'Assureur et après qu'il aura épuisé les voies de recours amiable auprès de ce dernier, l'Assuré ou ses ayants droit peuvent saisir la Médiation de l'Assurance TSA 50110 - 75441 PARIS Cedex 09.

L'avis du Médiateur ne s'impose pas aux parties en litige, qui conservent le droit de saisir les tribunaux. Le Médiateur n'est pas habilité à se prononcer sur les conditions d'admission dans l'assurance.

Pour les adhésions conclues en ligne, la réclamation peut être effectuée au moyen de la plateforme de Règlement en Ligne des Litiges (RLL) accessible via l'adresse : <http://ec.europa.eu/consumers/odr/>.

17. INFORMATIONS PRÉCONTRACTUELLES RELATIVES À LA VENTE À DISTANCE

Le Contrat est assuré par PREDICA, pour l'ensemble des garanties du Contrat.

Cette entreprise est régie par le Code des assurances. L'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), sise 4 Place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09, est chargée du contrôle de l'Assureur.

Le montant minimum de la prime est indiqué dans la demande d'adhésion ou le cas échéant la proposition d'assurance, l'avenant au Contrat, ou le contrat de prêt, ou dans le courrier adressé par le Prêteur si l'assurance est souscrite en cours de prêt.

La durée de l'adhésion est fixée à l'article 10 « La date d'effet et la durée de votre Contrat ». Les garanties proposées à l'adhésion sont définies aux articles 4 et 5 de la présente notice.

Les exclusions des garanties sont mentionnées à l'article 7 « Quels sont les risques exclus de votre Contrat ».

L'offre contractuelle définie dans la présente notice d'information est valable pendant toute la durée de validité du contrat de prêt.

Les dates de conclusion de l'adhésion et de prise d'effet des garanties sont définies aux articles 10.1 « Date de conclusion de l'adhésion » et 10.2 « Prise d'effet des garanties ».

L'adhésion au Contrat s'effectuera selon les modalités décrites à l'article 2 « Comment adhérer ? ». Les modalités de paiement des primes sont indiquées à l'article 12 « Calcul et paiement des primes ». Les frais afférents à la technique de commercialisation à distance utilisée sont à la charge de l'Assuré. Ainsi, les frais d'envois postaux au même titre que le coût des communications téléphoniques à destination de l'Assureur et de ses prestataires ou des connexions Internet seront supportés par l'Assuré et ne pourront faire l'objet d'aucun remboursement.

Il existe un droit de renonciation dont la durée, les modalités pratiques d'exercice et l'adresse à laquelle envoyer la renonciation sont prévues à l'article 10.3 « Faculté de renonciation ». En contrepartie de la prise d'effet immédiate des garanties à la date de conclusion de l'adhésion ou à la date de signature du contrat de prêt, l'Assuré doit acquitter un premier versement de prime au moins égal au versement initial minimum.

Les relations précontractuelles et contractuelles entre l'Assureur et l'Assuré sont régies par le droit français. L'Assureur utilisera la langue française pendant la durée de l'adhésion.

Les modalités d'examen des réclamations sont explicitées à l'article 16 « Que faire en cas de désaccord sur l'application du Contrat ? ».

Il existe un Fonds de garantie des assurés contre la défaillance des sociétés d'assurance de personnes (instauré par la loi n° 99-532 du 25/06/99 - article L423-1 du Code des assurances), et un Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et autres infractions (loi n° 90-86 du 23/01/90).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230329-2023-37-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

18. PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

- Finalités et bases légales des traitements :

Les données à caractère personnel concernant l'Assuré, collectées dans le cadre de l'adhésion au Contrat et au cours de son exécution, sont traitées par PREDICA dont les coordonnées figurent à l'article LEXIQUE ET DEFINITIONS de la présente notice d'information, responsable de traitement.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230329-2023-37-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

Ces données font l'objet de traitements sur les bases et dans le cadre des finalités suivantes :

- Sur la base de l'exécution contractuelle : le traitement des données dans le cadre de l'instruction de la demande d'adhésion de l'emprunteur, la passation, l'exécution et la gestion du Contrat, l'exercice des recours et la gestion des réclamations et des contentieux ;
- Sur la base des obligations légales, réglementaires et administratives de l'Assureur en vigueur : le traitement des données notamment dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, les obligations de connaissance client (KYC), les obligations déclaratives fiscales (FATCA - Foreign Account Tax Compliance Act, OFAC - Office of Foreign Assets Control, EAI -Echange Automatique d'Information), la gestion des demandes de droit des clients sur leur données à caractère personnel ;
- Sur la base de l'intérêt légitime de l'Assureur : le traitement des données dans le cadre de l'élaboration de statistiques et études actuarielles, la lutte contre la fraude, la réalisation d'actions de prospection et de gestion commerciale des clients et prospects (programmes de fidélité, suivi de la relation clients, opérations techniques de prospection, actions de fidélisation, de prospection, de sondage, de test produit ou services et de promotion, opérations de sollicitations, élaboration de statistiques commerciales, échange des données relatives à l'identification des clients pour améliorer le service au client, organisation de jeux concours, de loteries ou de toute opération promotionnelle, gestion des avis des personnes) ;
- Sur la base du consentement de l'Assuré : le traitement des données de santé dans le cadre de l'instruction de la demande d'adhésion de l'emprunteur, la passation et l'exécution du Contrat.

Sauf indication contraire, toutes les données sont obligatoires pour la passation de l'adhésion au Contrat.

- Durées de conservation des données :

Conformément à la législation en vigueur sur la protection des données personnelles, l'Assuré est informé que ses données à caractère personnel seront conservées, proportionnellement aux finalités décrites et pour les durées suivantes :

- Dans le cadre de l'instruction de la demande d'adhésion de l'emprunteur, la passation, l'exécution et la gestion de l'adhésion au Contrat : les données sont conservées pour une durée correspondant aux délais de prescription mentionnés à l'article 19. « Prescription » de la présente notice d'information, et de manière générale dans le respect des délais de prescription qui résultent notamment du Code des assurances et du Code civil et dans le respect des délais relatifs aux obligations légales, réglementaires et administratives de l'Assureur (notamment comptables et fiscales), soit pour une durée maximale de 10 ans à compter de la cessation ou de la résiliation du Contrat ;
- Dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme : 5 ans à compter à compter du moment où le responsable de traitement a eu connaissance de l'opération ;
- Dans le cadre des obligations de connaissance client, notamment en respect de la réglementation sur les sanctions internationales : 5 ans à compter de la cessation ou de la résiliation du Contrat ;
- Dans le cadre de lutte contre la fraude : 6 mois à compter de l'alerte pour les alertes non pertinentes. Pour les alertes pertinentes, la durée de conservation est de 5 ans à compter de la clôture du dossier de fraude ou prescription légale applicable en cas de poursuite ;
- Dans le cadre de la prospection commerciale et en l'absence de conclusion du Contrat : 5 ans à compter du dernier contact resté infructueux en cas de collecte de données de santé des prospects. Pour les autres cas, la durée de conservation est de 3 ans compter du dernier contact resté infructueux.

- Destinataire des données :

Les destinataires de ces données sont : l'intermédiaire d'assurance auprès duquel l'adhésion au Contrat a été réalisée et le cas échéant, les co-assureurs et réassureurs, les autorités administratives et judiciaires pour satisfaire aux obligations légales, réglementaires et administratives de l'Assureur, ainsi qu'à une ou plusieurs sociétés du Groupe Crédit Agricole chargées de la gestion et de la prévention des risques opérationnels (lutte contre le blanchiment de capitaux, évaluation des risques) au bénéfice de l'ensemble des entités du Groupe Crédit Agricole, sans possibilité d'opposition de la part de l'Assuré.

Ces données sont également communiquées aux sous-traitants de l'Assureur, dont la liste peut être communiquée à l'Assuré sur simple demande de sa part selon les modalités précisées ci-après.

Les données pourront être également communiquées aux autres entités assurances du Groupe Crédit Agricole dans le seul et unique but d'une meilleure connaissance client, et afin de proposer à l'Assuré des produits d'assurance adaptés à ses besoins. Les données pourront également être utilisées à des fins statistiques. L'Assuré peut à tout moment s'y opposer selon les modalités précisées ci-après.

L'Assureur peut également communiquer les coordonnées personnelles de l'Assuré à des instituts d'enquêtes ou de sondage, agissant pour le compte exclusif de l'Assureur et des sociétés d'assurance du Groupe Crédit Agricole, à des fins statistiques, sachant que l'Assuré n'est pas tenu de répondre à leurs sollicitations et que ses données sont détruites après traitement. L'Assuré peut exercer son droit d'opposition à ces enquêtes dès le premier contact.

- Droit des assurés

En application de la réglementation en vigueur, l'Assuré dispose, sur ses données à caractère personnel, des droits :

- d'accès,
 - de rectification,
 - à l'effacement : notamment lorsque les données ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles ont été collectées, ou lorsque le consentement de l'Assuré a été exclusivement requis pour le traitement et qu'il le retire (cas de la prospection commerciale par voie électronique par exemple), ou encore si l'Assuré s'oppose au traitement. Toutefois, l'Assuré ne dispose pas du droit à l'effacement lorsque les données concernées sont obligatoires, indispensables à l'exécution de l'adhésion au Contrat ;
 - de limitation : notamment en cas d'inexactitude des données ou lorsque l'Assuré conteste le fondement de l'intérêt légitime de collecte de la donnée ;
- d'opposition au traitement de ses données, notamment à des fins de prospection commerciale, dès lors qu'il ne s'agit pas d'un traitement obligatoire, indispensable à l'exécution du Contrat ;**

- de retrait, à tout moment, de son consentement au traitement des données relatives à sa santé avec effet pour le futur.

En cas de sinistre nécessitant le traitement de données de santé, si l'Assuré ne retire son consentement au traitement de ses données de santé, la prestation ne pourra pas être fournie par l'Assureur, la garantie n'étant pas acquise à l'Assuré, et ce pour la totalité du sinistre.

Aceusé de réception en préfecture
N° 126010330
Date de télétransmission : 05/04/2023
Préfecture de la Seine-Saint-Denis

- d'un droit à la portabilité qui permet à l'Assuré de demander le transfert de ses données à caractères personnelles qu'il a fournies et qui font l'objet d'un traitement automatisé dans le cadre de l'exécution de l'adhésion au Contrat. L'Assuré peut demander un transfert soit directement vers lui, soit vers un responsable de traitement qu'il aura indiqué à l'Assureur. Ce transfert sera effectué dans un format structuré.

L'ensemble des droits de l'Assuré peuvent être exercés soit par email à : donneespersonnelles-PREDICA-ADE@ca-assurances.fr, soit par courrier simple à : PREDICA - Délégué à la Protection des Données - Droit d'accès - 75724 Paris cedex 15.

Après épuisement des procédures internes de réclamation détaillées à l'article 16. « Que faire en cas de désaccord sur l'application du Contrat ? », et en cas de désaccord persistant, la CNIL peut être saisie à partir de son site internet : www.cnil.fr.

L'Assuré dispose également du droit de s'inscrire gratuitement sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique.

19. PRESCRIPTION

Conformément aux articles L.114-1 et suivants du Code des Assurances, toutes actions dérivant du Contrat sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance. Toutefois, ce délai ne court :

- 1° En cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'Assureur en a eu connaissance ;
- 2° En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'Assuré contre l'Assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'Assuré ou a été indemnisé par ce dernier. La prescription est portée à dix ans dans les contrats d'assurance sur la vie lorsque le bénéficiaire est une personne distincte du souscripteur et, dans les contrats d'assurance contre les Accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'Assuré décédé. Pour les contrats d'assurance sur la vie, nonobstant les dispositions du 2°, les actions du bénéficiaire sont prescrites au plus tard 30 ans à compter du décès de l'Assuré. La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre. L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'Assureur à l'Assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'Assuré à l'Assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité. Les causes ordinaires d'interruption de la prescription (articles 2240 et suivants du Code civil) sont : la reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait ; la demande en justice, même en référé ; une mesure conservatoire prise en application du code des procédures civiles d'exécution ou un acte d'exécution forcée ; l'interpellation visée à l'article 2245 du Code civil.

20. AUTORITÉ CHARGÉE DU CONTRÔLE DE L'ASSUREUR

L'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), sise 4 Place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09, est chargée du contrôle de PREDICA.

21. SANCTIONS INTERNATIONALES

PREDICA, en tant que filiale du Groupe Crédit Agricole, respecte toutes les règles relatives aux Sanctions Internationales, qui sont définies comme les lois, réglementations, règles ou mesures restrictives à caractère obligatoire édictant des sanctions économiques, financières ou commerciales (notamment toutes sanctions ou toutes mesures relatives à un embargo, un gel des fonds et des ressources économiques, à des restrictions pesant sur les transactions avec des individus ou entités ou portant sur des biens ou des territoires déterminés), émises, administrées ou mises en application par le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations-Unies, l'Union Européenne, la France, les Etats-Unis d'Amérique (incluant notamment les mesures édictées par le Bureau de Contrôle des Actifs Etrangers rattaché au Département du Trésor ou OFAC et du Département d'Etat), ou toute autre autorité compétente ayant le pouvoir d'édicter de telles sanctions.

En conséquence, aucune prestation ne pourra être payée en exécution du Contrat si ce paiement contrevient aux dispositions sus-indiquées.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230329-2023-37-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

FICHE D'INFORMATION PRECONTRACTUELLE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230329-2023-37-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

Date de l'édition : 03/04/2023

La présente fiche est délivrée par le CREDIT AGRICOLE MUTUEL PROVENCE COTE D'AZUR, Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit et de courtage d'assurance dont le siège social est "Les Negadis" 83300 DRAGUIGNAN, immatriculée sous le n° 415 176 072 RCS DRAGUIGNAN et immatriculée au registre des Intermédiaires en Assurance sous le numéro 07005753.

Contrôlé par :

- la Banque Centrale Européenne (Kaiserstrasse 29 - 60311 Francfort-sur-le-Main, Allemagne),
- l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (4 Place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09. Voir le site internet : <https://acpr.banque-france.fr/>),
- l'Autorité des Marchés Financiers (17 place de la Bourse - 75082 Paris cedex 02),
- Crédit Agricole S.A. (12, Place des États-Unis - 92127 Montrouge Cedex).

En cas de démarchage, indiquer les nom et prénom de la personne procédant au démarchage et son adresse professionnelle

Nom et prénom de la personne physique

procédant au démarchage :

Adresse professionnelle :

Crédit aux professionnels : MT ENTREPRISE

Présentation :

Prêt ne bénéficiant d'aucune bonification d'intérêts, destiné aux artisans, commerçants, PME-PMI, professions libérales et associations quelle que soit la forme juridique pour financer tous les investissements professionnels corporels ou incorporels, les prêts de consolidation, de restructuration du haut de bilan à l'exclusion des financements personnels et patrimoniaux.

Durée : de 24 à 180 mois

Différé d'amortissement : possible jusqu'à 24 mois.

Débloqué fractionné autorisé.

Montant : 175 725,00 EUR

Taux d'intérêt : 4,0700 %

Fonctionnement :

Le crédit doit être utilisé à la réalisation de l'objet prévu. Les fonds sont mis à la disposition après fourniture du (des) justificatif(s) nécessaire(s) et formalisation des garanties éventuellement requises par le Prêteur.

Les documents contractuels prévoient notamment les conditions financières et particulières ainsi que les modalités de remboursement du prêt.

Assurance des Emprunteurs (ADE) :

Le Prêteur propose l'adhésion à une assurance collective destinée à garantir ses emprunteurs. Les conditions et limites de cette assurance sont précisées sur la notice d'assurance remise à l'Emprunteur et, éventuellement, sur les documents contractuels ou par courrier.

Risques particuliers :

L'Emprunteur doit veiller à provisionner son compte avant la date de prélèvement des échéances de remboursement, sous peine d'exigibilité anticipée du solde du crédit selon conditions contractuelles et, le cas échéant, de déclaration des incidents de paiement à la Banque de France sous certaines conditions.

Conditions de l'offre contractuelle :

Conditions financières : les conditions particulières de l'offre contractuelle indiquent notamment le montant, la durée, le taux d'intérêt, les garanties éventuelles, le taux effectif global (TEG), et le cas échéant le coût de l'assurance collective.

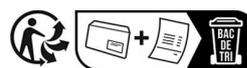
Modalités de conclusion du contrat - Date et lieu de signature du contrat :

Un contrat de prêt est soumis à l'accord et à la signature de l'Emprunteur et le cas échéant à la caution au lieu précisé sur le contrat.

Délai de rétractation :

Lorsqu'un acte de démarchage précède, au sens de l'article L.341-1 du Code Monétaire et financier, la conclusion du contrat, l'Emprunteur dispose d'un délai de rétractation de quatorze jours à compter de la signature du contrat.

Initiales : 



Fonds de garantie ou mécanismes d'indemnisation : La Caisse Régionale est adhérente du Fonds de garantie des dépôts (comptes de dépôts et produits d'épargne bancaire), du Fonds de Garantie des cautions (cautions données par la Caisse Régionale) et du Fonds de garantie des investisseurs (compte d'instruments financiers)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230329-2023-37-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

S.A. PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES
dont le siège social est : 4 RUE DE LA DELIVRANCE
06130-GRASSE

Code APE : 7022Z
Numéro SIREN : 922674007

Représenté(e) par :

MONSIEUR FERRERO FREDERIC en qualité de REPRESENTANT
MONSIEUR VIAUD JEROME en qualité de REPRESENTANT

A, le

Signature :



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2023 - 37 SAEML PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES
ACQUISITION D'UN LOCAL COMMERCIAL 25/27 RUE PAUL GOBY
CONTRACTUALISATION D'UN EMPRUNT BANCAIRE
AUPRES DU CREDIT AGRICOLE DE 175 725 €
GARANTIE D'EMPRUNT A HAUTEUR DE 50 % DE LA VILLE DE GRASSE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOU
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOU à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 37

DU 4 AVRIL 2023

SAEML PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES
ACQUISITION D'UN LOCAL COMMERCIAL 25/27 RUE PAUL GOBY
CONTRACTUALISATION D'UN EMPRUNT BANCAIRE AUPRES DU CREDIT AGRICOLE DE 175 725 €
GARANTIE D'EMPRUNT A HAUTEUR DE 50 % DE LA VILLE DE GRASSE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Par délibération n° 2022-86, le conseil Municipal a approuvé l'entrée de la ville de Grasse dans l'actionnariat de la SAEML Pays de Grasse Dynamiques. Dans le cadre de ses actions, la SAEML Pays de Grasse Dynamiques souhaite acquérir un local commercial sis au 25/27 rue Paul Goby à Grasse ; pour cela elle doit contracter un emprunt bancaire de 175 725,00 €, lequel doit être garanti par la ville de Grasse dans les conditions ci-dessous détaillées.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C
SAEML FONCIERE PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES	/	/

Monsieur le Maire expose :

Vu la délibération n° 2022-86 par laquelle le conseil Municipal approuvait l'entrée de la ville de Grasse dans l'actionnariat de la SAEML Pays de Grasse Dynamiques ;

Vu les articles L.2252-1 et L.2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant que SAEML Pays de Grasse Dynamiques, pour parvenir à atteindre ses objectifs opérationnels, a un besoin immédiat de financement, notamment pour procéder à l'acquisition d'un local commercial sis au 25/27 rue Paul Goby à Grasse ;

Considérant qu'après consultation et analyse des propositions, la SAEML Pays de Grasse Dynamiques a décidé de retenir la proposition du Crédit Agricole ;

Considérant l'offre de financement d'un montant de 175 725,00 € émise par le Crédit Agricole (ci-après « le Bénéficiaire ») et acceptée par la SAEML Pays de Grasse Dynamiques (ci-après « l'Emprunteur ») pour les besoins de financement de l'acquisition du local commercial sis 25/27 rue Paul Goby à Grasse, pour laquelle par la ville de Grasse (ci-après « le Garant ») décide d'apporter son cautionnement (ci-après « la garantie ») à hauteur de 50 % dans les termes et conditions fixées ci-dessous.

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu l'offre de Financement du Crédit Agricole annexée à la présente délibération dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

Montant du prêt : 175 725,00 €

Durée : 10 ans

Taux d'intérêt annuel : fixe 4,07 %

Périodicité des échéances : mensuelle

Frais de dossier : 1 230 €

La commission « Optimisation et performance des moyens et ressources » ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 7 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **DECIDER** d'accorder la garantie d'emprunt dans les conditions ci-après détaillées :

ARTICLE 1^{er} : Accord du Garant

Le Garant accorde son cautionnement avec renonciation au bénéfice de discussion pour le remboursement de toutes sommes dues en principal à hauteur de 50,00 % (quotité garantie), augmentées dans la même proportion de tous intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires, au titre du contrat à venir entre l'emprunteur et le Bénéficiaire (ci-après « le Prêt »).

L'offre de prêt est jointe en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : Déclaration du Garant

Le Garant déclare que la garantie est accordée en conformité avec les dispositions du Code général des collectivités territoriales et notamment celles relatives au plafond de garantie, à la division du risque et au partage du risque.

ARTICLE 3 : Mise en garde

Le Garant reconnaît être parfaitement conscient de la nature et de l'étendue de son engagement de caution tel que décrit aux articles 1 et 4 du présent engagement.

Il reconnaît par ailleurs être pleinement averti du risque de non remboursement du prêt par l'Emprunteur et des conséquences susceptibles d'en résulter sur sa situation financière.

ARTICLE 4 : Appel de la garantie

En cas de non-paiement total ou partiel d'une échéance par l'Emprunteur, le cautionnement pourra être mis en jeu par lettre recommandée avec avis de réception, adressée par le Bénéficiaire au Garant au plus tard 90 jours après la date d'échéance concernée.

Sans préjudice des dispositions de l'article L.2252-1 du Code général des collectivités territoriales, le Garant devra alors effectuer le versement sans pouvoir opposer l'absence de ressources prévues pour ce règlement, ni exiger que le Bénéficiaire ne s'adresse au préalable à l'Emprunteur défaillant.

En outre, le Garant s'engage pendant toute la durée de l'emprunt à créer et à mettre en recouvrement, en cas de besoin, les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement de toutes sommes dues au titre de la garantie.

Article 5 : Bénéfice du cautionnement

Le Garant accepte expressément et sans qu'il soit besoin d'une quelconque notification, de maintenir sa garantie en cas de fusion, scission, apport partiel d'actifs (ou toute autre opération ayant un effet similaire) du Bénéficiaire ou de l'Emprunteur avec toute autre personne morale même si cela implique une modification de la forme juridique de l'une quelconque de ces entités ou la création d'une personne morale nouvelle.

Le cautionnement bénéficie au Bénéficiaire, ainsi qu'à tous ses éventuels cessionnaires, subrogés, successeurs ou ayants cause.

Tout bénéficiaire d'une cession ou d'un transfert de tout ou partie des droits et/ou obligations du Bénéficiaire au titre du prêt bénéficiera de plein droit du cautionnement en lieu et place du Bénéficiaire cédant ou transférant, ce que le Garant reconnaît et accepte expressément sans qu'il soit besoin d'une quelconque notification.

Dans l'hypothèse d'un transfert par voie de novation à un tiers de tout ou partie des droits et obligations du Bénéficiaire au titre du prêt, le Garant accepte expressément que le bénéfice du cautionnement soit de plein droit transmis au nouveau créancier et maintenu à son profit, conformément aux dispositions de l'article 1281 alinéa 3 du code civil, sans qu'il soit besoin d'une quelconque notification.

ARTICLE 6 : Durée

La garantie est conclue pour la durée du prêt augmentée d'un délai de trois mois.

ARTICLE 7 : Publication de la garantie

Le Garant s'engage à effectuer les mesures de publicité requises par les articles L.2131-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à en justifier auprès du Bénéficiaire.

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette opération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération adoptée le **5 AVR. 2023**
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire.



Valérie Copin

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

Valérie Copin



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

5 AVR. 2023



Dossier suivi par :
Guillaume JULIEN
☎ 04 93 18 79 33 – 07 64 44 62 31
guillaume.julien@cecaz.caisse-epargne.fr

Monsieur le Président
SAEM PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES

4 rue de la Délivrance

06130 GRASSE

A l'attention de M. Frédéric FERRERO

Nice, le 22 mars 2023

Objet : Offre de financement

Monsieur le Président,

Je vous remercie d'avoir consulté la Caisse d'Épargne Côte d'Azur pour votre besoin de financement. En réponse à votre consultation, nous avons le plaisir de vous adresser ci-après les caractéristiques de notre offre.

Cette offre porte sur un emprunt pour un montant maximum de 122.475 € destiné au financement des investissements de l'année.

Cette proposition est indicative, sous réserve de l'accord de notre comité de crédit.

Souhaitant répondre au mieux à votre attente et restant à votre disposition pour tout renseignement ou cotations complémentaires, nous vous prions de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de notre considération distinguée.

François-Xavier DRUART
*Directeur du Centre d'Affaires
Arenas
Caisse d'Épargne Côte d'Azur*

Guillaume JULIEN
*Chargé d'Affaires Collectivités
et Institutionnels Locaux
Caisse d'Épargne Côte d'Azur*



PRÊT A TAUX REVISABLE (LIVRET A)

CARACTERISTIQUES

➤ Emprunteur	PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES
➤ Montant maximum	122.475 euros
➤ Versement des fonds	Un ou plusieurs versements, dans le délai maximum de 2 mois à compter de la signature du contrat
➤ Durée de la phase d'amortissement	10 ans
➤ Amortissement du capital	Linéaire ou progressif
➤ Périodicité	Trimestrielle ou Annuelle
➤ Base de calcul des intérêts	30/360
➤ Conditions financières	Taux du Livret A + 0,60 % (Constatation de l'index 2 jours ouvrés avant le début de la période d'intérêts) A ce jour le taux du Livret A est de 2%
➤ Remboursement anticipé	Possible à chaque échéance moyennant le paiement d'une indemnité de 3 % du CRD
➤ Option de passage à taux fixe	Possible à une date d'échéance, sans frais, une demande de cotation devra être adressée au prêteur
➤ Garantie	Caution solidaire de la Ville de Grasse à hauteur de 50% du montant du crédit
➤ Frais de dossier :	0,20 %

(Conditions indicatives du 22/03/2023)

" Bon pour Accord "
22/03/2023



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2023 - 38 SAEML PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES
ACQUISITION D'UN LOCAL COMMERCIAL 29 RUE PAUL GOBY
CONTRACTUALISATION D'UN EMPRUNT BANCAIRE
AUPRES DE LA CAISSE D'EPARGNE DE 122 475 €
GARANTIE D'EMPRUNT A HAUTEUR DE 50 % DE LA VILLE DE GRASSE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOU
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOU à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 38

DU 4 AVRIL 2023

**SAEML PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES
ACQUISITION D'UN LOCAL COMMERCIAL 29 RUE PAUL GOBY
CONTRACTUALISATION D'UN EMPRUNT BANCAIRE AUPRES DE LA CAISSE D'EPARGNE DE 122 475 €
GARANTIE D'EMPRUNT A HAUTEUR DE 50 % DE LA VILLE DE GRASSE**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Par délibération n° 2022-86, le conseil Municipal a approuvé l'entrée de la ville de Grasse dans l'actionnariat de la SAEML Pays de Grasse Dynamiques. Dans le cadre de ses actions, la SAEML Pays de Grasse Dynamiques souhaite acquérir un local commercial sis au 29 rue Paul Goby à Grasse ; pour cela elle doit contracter un emprunt bancaire de 122 475,00 €, lequel doit être garanti par la ville de Grasse dans les conditions ci-dessous détaillées.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C
SAEML FONCIERE PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES	/	/

Monsieur le Maire expose :

Vu la délibération n° 2022-86 par laquelle le conseil Municipal approuvait l'entrée de la ville de Grasse dans l'actionnariat de la SAEML Pays de Grasse Dynamiques ;

Vu les articles L.2252-1 et L.2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant que la SAEML Pays de Grasse Dynamiques, pour parvenir à atteindre ses objectifs opérationnels, a un besoin immédiat de financement, notamment pour procéder à l'acquisition d'un local commercial sis au 29 rue Paul Goby à Grasse ;

Considérant qu'après consultation et analyse des propositions, la SAEML Pays de Grasse Dynamiques a décidé de retenir la proposition de la Caisse d'Epargne ;

Considérant l'offre de financement d'un montant de 122 475,00 € émise par la Caisse d'Epargne (ci-après « le Bénéficiaire ») et acceptée par la SAEML Pays de Grasse Dynamiques (ci-après « l'Emprunteur ») pour les besoins de Financement de l'acquisition du local commercial sis 29 rue Paul Goby à Grasse, pour laquelle la ville de Grasse (ci-après « le Garant ») décide d'apporter son cautionnement (ci-après « la garantie ») à hauteur de 50 % dans les termes et conditions fixées ci-dessous.

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu l'offre de Financement de la Caisse d'Epargne annexée à la présente délibération, dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

Montant du prêt : 122 475,00 €
Durée : 10 ans
Taux révisable : Livret A + 0,60 %
Périodicité des échéances : trimestrielles ou annuelles
Frais de dossier : 0,20 %

La commission « Optimisation et performance des moyens et ressources » ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 7 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **DECIDER** d'accorder la garantie d'emprunt dans les conditions ci-après détaillées :

ARTICLE 1^{er} : Accord du Garant

Le Garant accorde son cautionnement avec renonciation au bénéfice de discussion pour le remboursement de toutes sommes dues en principal à hauteur de 50,00 % (quotité garantie), augmentées dans la même proportion de tous intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires, au titre du contrat à venir entre l'emprunteur et le Bénéficiaire (ci-après « le prêt »).

L'offre de prêt est jointe en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : Déclaration du Garant

Le Garant déclare que la garantie est accordée en conformité avec les dispositions du Code général des collectivités territoriales et notamment celles relatives au plafond de garantie, à la division du risque et au partage du risque.

ARTICLE 3 : Mise en garde

Le Garant reconnaît être parfaitement conscient de la nature et de l'étendue de son engagement de caution tel que décrit aux articles 1 et 4 du présent engagement.

Il reconnaît par ailleurs être pleinement averti du risque de non remboursement du prêt par l'Emprunteur et des conséquences susceptibles d'en résulter sur sa situation financière.

ARTICLE 4 : Appel de la garantie

En cas de non-paiement total ou partiel d'une échéance par l'Emprunteur, le cautionnement pourra être mis en jeu par lettre recommandée avec avis de réception, adressée par le Bénéficiaire au Garant au plus tard 90 jours après la date d'échéance concernée.

Sans préjudice des dispositions de l'article L.2252-1 du Code général des collectivités territoriales, le Garant devra alors effectuer le versement sans pouvoir opposer l'absence de ressources prévues pour ce règlement ni exiger que le Bénéficiaire ne s'adresse au préalable à l'Emprunteur défaillant.

En outre, le Garant s'engage pendant toute la durée de l'emprunt, à créer et à mettre en recouvrement, en cas de besoin, les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement de toutes sommes dues au titre de la garantie.

Article 5 : Bénéfice du cautionnement

Le Garant accepte expressément et sans qu'il soit besoin d'une quelconque notification, de maintenir sa garantie en cas de fusion, scission, apport partiel d'actifs (ou toute autre opération ayant un effet similaire) du Bénéficiaire ou de l'Emprunteur avec toute autre personne morale, même si cela implique une modification de la forme juridique de l'une quelconque de ces entités ou la création d'une personne morale nouvelle.

Le cautionnement bénéficie au Bénéficiaire, ainsi qu'à tous ses éventuels cessionnaires, subrogés, successeurs ou ayants cause.

Tout bénéficiaire d'une cession ou d'un transfert de tout ou partie des droits et/ou obligations du Bénéficiaire au titre du prêt bénéficiera de plein droit du cautionnement en lieu et place du Bénéficiaire cédant ou transférant, ce que le Garant reconnaît et accepte expressément sans qu'il soit besoin d'une quelconque notification.

Dans l'hypothèse d'un transfert par voie de novation à un tiers de tout ou partie des droits et obligations du Bénéficiaire au titre du prêt, le Garant accepte expressément que le bénéfice du cautionnement soit de plein droit transmis au nouveau créancier et maintenu à son profit, conformément aux dispositions de l'article 1281 alinéa 3 du code civil, sans qu'il soit besoin d'une quelconque notification.

ARTICLE 6 : Durée

La garantie est conclue pour la durée du prêt augmentée d'un délai de trois mois.

ARTICLE 7 : Publication de la garantie

Le Garant s'engage à effectuer les mesures de publicité requises par les articles L.2131-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à en justifier auprès du Bénéficiaire.

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette opération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Deliberation affichée le **- 5 AVR. 2023**
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

Ch. M. Du.



La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

Valérie Copin



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

- 5 AVR. 2023

Club européen des maires des villes de la parfumerie

The European Club of Fragrance Cities' Mayors

STATUTS

Préambule :

La commune de Grasse, reconnue mondialement pour son savoir-faire dans le domaine de la parfumerie, a souhaité créer un Club européen réunissant les villes de la parfumerie, représentées par leurs maires (ou une fonction équivalente à celle d'un maire), sous la forme d'une Association régie par la loi de 1901. Le but de ce Club européen est de réunir les maires des villes ayant une activité, un patrimoine et une histoire liés aux filières des Plantes à Parfum, Aromatiques et Médicinales (PPAM) et des Huiles Essentielles et/ou aux secteurs économiques de l'Alimentation, des Parfums et des Cosmétiques qu'elles fournissent.

Le Club a notamment pour vocation de montrer comment l'histoire de ces plantes, des parfums et des arômes est profondément ancrée dans ces villes, qui contribuent à un patrimoine et un atout économique uniques en Europe. Les cultures, leur récolte, leur transformation et leur utilisation, ont nourri les traditions, les savoir-faire, et les modes de vie de nombreux territoires, dont l'identité reste aujourd'hui encore marquée par cet héritage.

Après des décennies compliquées, marquées par la mondialisation de l'économie et en Europe par la délocalisation d'activités économiques vers des destinations aux coûts plus faibles de production, les secteurs économiques de l'Alimentation, des Parfums et Cosmétiques réinvestissent en Europe et dans les territoires historiquement associés aux PPAM et aux huiles essentielles. A la faveur de l'évolution des modes de productions et de consommation vers des produits de qualité, authentiques, sains ou biologiques, les filières PPAM et des huiles essentielles ont renoué avec la croissance et le développement et retrouvé une place centrale dans les chaînes de valeur des secteurs économiques de l'Alimentation, des Parfums et des Cosmétiques.

Le Club européen des maires représente des territoires qui sont confrontés à cette évolution et qui y répondent, localement, à travers des stratégies, des initiatives et des politiques de développement économique et rural, d'aménagement urbain et d'utilisation des sols pour que cohabitent agriculture, entreprises, commerces et logements, d'attractivité pour renforcer la visibilité et les marques territoriales des villes, d'investissement dans les infrastructures et l'innovation, la R&D ou la formation, pour attirer les talents et compétences et soutenir l'emploi dans les filières, culturelles pour préserver ou valoriser le patrimoine et les savoir-faire, d'environnement pour relever avec les entreprises et acteurs locaux des filières les défis liés au changement climatique, etc. Ces pratiques et politiques sont essentielles pour les villes et territoires

du Club, qui offre à ses maires membres l'opportunité de travailler sur ces sujets, d'échanger et partager leurs vues au sein du Club et dans des événements auxquels le Club participe et qu'il organise, afin de faire connaître leurs actions en tant que maire, leurs besoins, attentes et propositions pour leurs villes et pour les filières et secteurs qu'ils représentent indirectement.

Le Club est un relai qui permet aux maires de communiquer et faire entendre leur voix auprès des institutions et organisations européennes ou internationales, gouvernements et autorités nationales, et toute autre partie prenante dont les initiatives, projets, publications, études, décisions, actions, politiques ou réglementations ont ou pourraient avoir un impact sur leurs territoires et ses filières ou secteurs. Le Club travaille sur ces sujets, à l'aune des grandes tendances économiques, sociales, agricoles, environnementales, etc. et de l'évolution des modes de consommation et de production pour qu'ils continuent de remettre à l'honneur les productions, cultures, patrimoines, savoir-faire et territoires que le Club réunit.

Le Club sera composé par des communes, prises en la personne de leurs maires ou représentants officiels équivalents à la fonction de maire (ci-après représentants officiels équivalents) respectifs, qui représentent, en plus de leurs villes, les producteurs, les transformateurs, les négociants et les utilisateurs finaux dans l'Alimentation, les Parfums, les Cosmétiques, de PPAM et d'Huiles Essentielles installés dans les villes membres.

Le Club est ouvert à toute commune d'Europe ou liée à l'histoire européenne des parfums, arômes et cosmétiques, sans limite de nationalité, qui respecte les conditions d'adhésion.

En France, la création de cette Association internationale s'inscrit dans la compétence dévolue aux collectivités territoriales de mettre en œuvre toute action internationale de coopération prévue à l'article L. 1115-1 du code général des collectivités territoriales.

TITRE Ier : But, durée, siège et composition

Article 1^{er} : Dénomination

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une Association régie par la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901, sous les dénominations de « *Club européen des maires des villes de la parfumerie* » en Français et de « *European Club of Fragrance Cities' Mayors* » en Anglais.

Article 2 : Objet social

L'Association « Club européen des maires des villes de la parfumerie, European Club of Fragrance Cities' Mayors » a pour objet de :

- Favoriser les opportunités de mise en réseau aux niveaux européen et international entre les maires (ou représentant officiel équivalent), membres du Club et entre ceux-ci et des parties-prenantes ou décideurs que les membres

du Club souhaiteraient pouvoir rencontrer et, le cas échéant, avec lesquels ils souhaiteraient pouvoir travailler à des projets et initiatives d'intérêt pour le Club ;

- Représenter et promouvoir les villes membres à la lumière de leur rôle dans le soutien au savoir-faire dans les domaines de l'Alimentation, des Parfums, des Cosmétiques, des filières des PPAM et des Huiles Essentielles ; Promouvoir, défendre, valoriser et développer ces filières, patrimoines, savoir-faire, activités et métiers dans toute leur diversité afin de libérer leur potentiel et qu'il bénéficie pleinement aux territoires et habitants des villes membres ;
- Procéder à des échanges d'expériences fructueux entre les villes membres et utiliser le Club pour identifier, chercher et obtenir des financements, publics et privés, pour les initiatives, projets, actions et politiques des villes membres et, le cas échéant, de leurs partenaires dans les filières et secteurs représentés par le Club ;
- Élaborer des prises de position, des recommandations et tout autre contenu pertinent à l'appui d'une communication du Club, en faveur d'instruments politiques, législatifs et financiers soutenant le développement des villes membres et de leurs activités liées à l'objet du Club, à destination des institutions européennes ou internationales, des gouvernements et autorités nationales et de toute autre institution, organisation ou partie-prenante dont les politiques, règles et réglementations, décisions ou propositions, publications ou travaux ont ou auront un impact sur les villes membres et les secteurs représentés par le Club ;
- Organiser des événements (manifestations, conférences, séminaires ou réunions) réunissant les parties prenantes intéressées par les activités du Club et toute autre partie prenante avec laquelle le Club et ses villes membres, y compris leurs acteurs directs et indirects de la chaîne de valeur liée à cette économie, souhaiteraient échanger, débattre ou discuter, notamment s'agissant de sujets d'actualité ayant un impact sur les villes membres et les secteurs et filières représentés par le Club ;
- Initier des relations, travaux et projets avec d'autres acteurs directement ou indirectement concernés par l'Alimentation, les Parfums, les Cosmétiques, les PPAM et Huiles Essentielles. En particulier, le Club sera chargé d'animer le réseau des maires (ou représentant officiel équivalent) des villes membres, de leur proposer un programme annuel d'activités, qu'il exécutera avec leur soutien, et d'organiser des actions au service des villes membres et des secteurs et filières représentés par le Club ;
- Répondre à des appels à projets et à manifestation d'intérêt, à tout niveau pertinent (régional, national, européen, international) et pouvoir soutenir ses villes membres, y compris les acteurs directs et indirects de la chaîne de valeur liée à cette économie sur leurs territoires, dans leur recherche de soutien financier public ;
- Recueillir les bonnes et meilleures pratiques des maires (ou représentant officiel équivalent) dans les secteurs représentés par le Club et être une plateforme de

communication, d'information, d'étude, de documentation, de recherche et d'innovation, de développement et de diffusion de ces exemples de pratiques, qu'elles soient politiques, socio-économiques, culturelles, règlementaires, etc.

Article 3 : Siège social

Le siège social est fixé à Hôtel de ville de Grasse, Place du Petit Puy, 06130 Grasse, France.

Le siège social pourra néanmoins être transféré dans l'une des villes membres de l'Association par décision du Bureau prise à la majorité des trois quarts de ses membres.

Article 4 : Durée

La durée de l'Association est illimitée.

Article 5 : Moyens d'action

Pour poursuivre son objet social, l'Association dispose des moyens d'action suivants :

- Renforcer la coopération entre des villes partageant des intérêts et des priorités similaires et entretenir ces partenariats dans un réseau dynamique et pérenne ;
- Organiser, animer ou participer à des événements dédiés à la promotion des racines locales et agricoles des filières des PPAM et des Huiles essentielles dans les secteurs économiques de l'Alimentation, des Parfums, des Cosmétiques ;
- Impliquer et travailler avec les acteurs directs et indirects de la chaîne de valeur liée à cette économie sur des questions clés, telles que le développement rural, l'agriculture, l'attractivité, la compétitivité, l'innovation, la recherche, l'éducation, la formation, l'accès au marché, la propriété intellectuelle, la réglementation, la qualité, la réputation, etc... ; Ces travaux pourront prendre la forme d'ateliers, colloques, études et autres collaborations structurées et organisées, dont les conclusions et autres résultats pourront être diffusés et/ou exécutés avec le soutien du Club ;
- S'engager à haut niveau auprès des autorités, institutions et acteurs nationaux, européens ou internationaux pour défendre, promouvoir et soutenir leurs intérêts et obtenir des financements pour des initiatives, études, travaux et projets spécifiques ;
- Accroître la communication, la visibilité, la notoriété et la promotion de leurs villes grâce à la plateforme du Club et à ses outils de médias sociaux ; Travailler à des marques territoriales, labels et autres indications, y compris

géographiques protégées, s'appuyant et permettant de développer le potentiel des secteurs et filières représentés par le Club ;

- Recevoir ou recueillir et partager ou diffuser des informations précises et opportunes sur les principaux développements réglementaires ou économiques ayant un impact sur les secteurs et filières représentés par le Club et leur chaîne de valeur, y compris leurs producteurs, transformateurs, négociants et utilisateurs finaux dans l'Alimentation, les Parfums et Cosmétiques, de PPAM et Huiles Essentielles.

Article 6 : Composition

L'Association se compose des catégories de membres suivantes :

- Les membres fondateurs :

Sont considérées comme telles, les communes dont le maire a participé à la constitution de l'Association, à savoir les maires des villes de Grasse, Sault et ...

Ils sont membres de droit du Bureau.

- Les membres adhérents :

Sont considérées comme telles les communes dont le maire (ou un représentant officiel équivalent) a adhéré à l'Association après sa constitution.

Pour être membre adhérent, il faut présenter au Bureau une demande d'adhésion écrite signée par le maire (ou un représentant officiel équivalent) de la commune candidate, soit sur papier à en-tête de celle-ci ou en remplissant le formulaire d'adhésion de l'Association.

Le Bureau est en droit de refuser toute adhésion de façon discrétionnaire, sans avoir à en faire connaître les motifs.

L'adhésion est sans limite de temps, gratuite et ne donne pas lieu au règlement d'une cotisation.

En cas d'indisponibilité ou incapacité, un maire membre de l'Association peut désigner suppléant un élu de sa ville pour le représenter dans l'Association.

Article 7 : Perte de la qualité de membre

La qualité de membre de l'Association se perd :

- par démission du maire (ou du représentant officiel équivalent) adressée par lettre au Président de l'Association ;
- par disparition ou fusion ;

- en cas d'exclusion décidée par le Bureau pour motif grave, le membre intéressé ayant été préalablement invité à fournir ses explications.

TITRE II : Finances

Article 8 : Ressources

Les ressources de l'Association se composent de :

- subventions qui peuvent lui être accordées ;
- dons et legs que l'Association peut recevoir en raison de son objet, notamment dans le cadre du mécénat ;
- toute autre ressource autorisée par la loi ;

Article 9 : Comptabilité

Il est tenu une comptabilité des deniers par recettes et par dépenses, et s'il y a lieu, une comptabilité matières.

TITRE III : Organes de l'Association

Article 10 : L'Assemblée générale

Article 10-1 : Composition et fonctionnement

L'Assemblée générale se compose de l'ensemble des membres de l'Association, représentés par leurs maires (ou tout représentant officiel équivalent).

Elle se réunit chaque année en session ordinaire sur convocation du Président qui arrête son ordre du jour sur proposition du Bureau.

Elle peut être convoquée en session extraordinaire, soit sur décision du Président qui arrête son ordre du jour, soit à la demande des deux tiers de ses membres qui, dans ce cas, proposent un ordre du jour au Bureau, qui l'arrête.

Elle peut également, sur son initiative, se réunir dans toute ville de l'un des membres de l'Association.

Les réunions de l'Assemblée générale peuvent se tenir par visio-conférence, organisée par le Secrétariat général de l'Association.

Sur proposition unanime du Bureau et avec l'assistance du Secrétariat général de l'Association, les membres composant l'Assemblée générale de l'Association peuvent être consultés par écrit.

Pour siéger, l'Assemblée doit réunir le quorum constitué par la moitié au moins de ses membres. Le quorum doit être vérifié à l'ouverture de chaque session par la signature des membres présents sur la liste prévue à cet effet. À défaut de quorum, une nouvelle assemblée est convoquée dans un délai de 3 mois. L'Assemblée peut alors siéger quel que soit le nombre de membres présents.

Article 10-2 : Attributions

L'Assemblée générale définit les orientations de l'Association ainsi que les grands principes de son action.

Elle se prononce sur le rapport moral, le rapport administratif et financier ainsi que sur le projet de budget.

Elle approuve les comptes de l'Association.

Elle élit le Bureau.

Elle ratifie toute convention passée entre l'Association et d'autres organismes internationaux.

Elle peut émettre des vœux et prendre des résolutions.

Article 10-3 : Processus décisionnel

Les projets et propositions de délibérations sont soumis par le Président de séance aux membres de l'Assemblée générale, pour approbation.

Le Président de séance œuvre pour que toutes les délibérations soient adoptées par consensus.

Si tel n'est pas le cas, le Président de séance peut décider l'ajournement ou la mise aux voix.

En cas de vote, chaque délibération est prise à la majorité des 9/10ème des présents et votants, l'abstention n'étant pas considérée comme un vote.

Le Secrétariat général de l'Association prépare tous les documents de séance.

Article 11 : Le Bureau

Article 11-1 : Composition et fonctionnement

Le Bureau de l' Association est élu pour deux ans par l'Assemblée générale.

Il se compose de 7 membres : les 3 membres fondateurs le sont de droit et 4 sont élus par l'Assemblée générale.

Le Bureau élit en son sein le Président, le vice-Président et le Trésorier. Le Bureau peut élire un Secrétaire général parmi ses membres ; s'il n'en est pas membre, le Bureau désigne le Secrétaire général de l'Association, sur proposition du Président.

Les membres du Bureau sont rééligibles.

Le Bureau se réunit sur convocation de son Président au moins une fois par an, avant l'Assemblée générale.

Il peut se réunir exceptionnellement, à la demande de son Président ou de la majorité de ses membres.

Les membres du Bureau ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont confiées.

Article 11-2 : Attributions

Le Bureau assure l'exécution des décisions de l'Assemblée générale dont il exerce les pouvoirs par délégation.

Il veille à l'application des vœux émis et des résolutions prises par l'Assemblée générale et peut prendre, à cet égard, toute décision qu'il juge utile.

Il examine les demandes d'admission des nouveaux membres et décide d'y faire droit ou de les refuser.

Il adopte le rapport moral, le rapport administratif et financier, le projet de budget et les comptes de l'Association. Il les soumet à l'approbation de l'Assemblée générale.

D'une manière générale, il est habilité à prendre toutes les mesures nécessaires à l'administration de l'Association et à la réalisation de ses objectifs. Il est assisté dans l'exercice de ses attributions par un Secrétariat général de l'Association, auquel il peut décider de déléguer une partie de ses missions pour la durée de sa mandature.

Article 11-3 : Processus décisionnel

Le Bureau délibère valablement lorsque la moitié de ses membres est présente. En cas de vote et de partage des voix, la voix du Président est prépondérante.

Si l'un des membres du Bureau ne peut assister à la réunion, il a la possibilité de donner mandat de le représenter à un autre membre du Bureau, ou d'exprimer son opinion par écrit.

Le Président peut procéder à la consultation des membres du Bureau par correspondance.

Les réunions du Bureau peuvent se tenir par visio-conférence. Le Secrétariat général de l'Association en prépare les ordres du jour, sur proposition des membres du Bureau et après approbation du Président.

Article 11-4 : Le Président

Le Président est chargé d'exécuter les décisions du Bureau et d'assurer le bon fonctionnement de l'Association. Il est assisté dans ses missions par le Secrétariat général de l'Association.

Il représente l'Association dans tous les actes de la vie civile et est investi de tous pouvoirs à cet effet. Il a notamment qualité pour agir en justice au nom de l'Association, tant en demande qu'en défense, et consentir toutes transactions.

En cas d'absence ou de maladie, il est remplacé par le vice-président, et en cas d'empêchement de ce dernier, par le membre le plus ancien.

Il fait ouvrir et fonctionner au nom de l'Association, auprès de toute banque ou tout établissement de crédit, tout compte de dépôt ou compte courant. Il crée, signe, accepte, endosse et acquitte tout chèque et ordre de virement pour le fonctionnement des comptes.

Il peut déléguer à un autre membre, à un permanent de l'Association, au Secrétariat général de l'Association ou toute personne qu'il jugera utile, certains des pouvoirs ci-dessus énoncés.

Toutefois, la représentation de l'Association en justice, à défaut du Président, ne peut être assurée que par un mandataire agissant en vertu d'un pouvoir spécial.

Article 11-5 : Le Trésorier

Le Trésorier est chargé de la gestion de l'Association, perçoit les recettes, effectue les paiements, sous le contrôle du Président. Il tient une comptabilité régulière de toutes les opérations et rend compte à l'assemblée générale qui statue sur la gestion.

Toutefois, les dépenses supérieures à **X** euros doivent être autorisées par le Bureau.

Le Trésorier fait ouvrir et fonctionner au nom de l'Association, auprès de toute banque ou tout établissement de crédit, tout compte de dépôt ou compte courant. Il crée, signe, accepte, endosse et acquitte tout chèque et ordre de virement pour le fonctionnement des comptes. Il est assisté dans ses missions par le Secrétariat général de l'Association.

Article 11-6 : Le Secrétariat général de l'Association

Le Secrétariat général de l'Association est chargé de tout ce qui concerne la correspondance et les archives. Il rédige les procès-verbaux de réunions des Assemblées et du Bureau et, en général, toutes les écritures concernant le fonctionnement de l'Association, à l'exception de celles qui concernent la comptabilité.

Le Secrétariat général de l'Association peut être exercé soit par un membre du Bureau si celui-ci décide d'en élire un selon les modalités d'élection prévues à l'Article 11-1, soit par une personne physique ou morale qui n'est pas membre du Bureau, désignée

Secrétaire général de l'Association, sur proposition du Président et après approbation du Bureau, pour la durée de sa mandature.

Le poste de Secrétaire général peut dans ce cas être rétribué et, sous réserve de sa reconduction par le Bureau, s'exercer sans autre limite de temps. Le Secrétaire général peut être assisté par une ou plusieurs personnes physiques, permanentes de l'Association ou de la personne morale exerçant le Secrétariat général de l'Association, travaillant sous sa seule autorité et dont il est responsable devant le Bureau.

En l'absence de Secrétaire général désigné ou en cas de vacance de poste, le Président, ou en son absence ou incapacité le Vice-président, assure l'intérim du poste.

TITRE IV : Modification des statuts et dissolution de l'Association

Article 12 : Modification des statuts

Les statuts de l'Association sont modifiés par l'Assemblée générale à la majorité des trois quarts de ses membres.

Article 13 : Dissolution

La dissolution de l'Association ne peut résulter que d'une décision de l'Assemblée générale prise à la majorité des deux tiers des membres de l'Association.

Sur proposition du Bureau, l'Assemblée générale décide de l'emploi des biens disponibles de l'Association. Ces biens ne pourront être remis qu'à un ou plusieurs organismes poursuivant des objectifs analogues à ceux de l'Association.

Le Bureau est chargé de régler les problèmes relatifs à la dissolution.

TITRE IV : Divers

Article 14 : Règlement intérieur

Le Bureau peut, s'il le juge nécessaire, établir un règlement intérieur destiné à déterminer les détails d'exécution des présents statuts. Il peut, le cas échéant, se faire assister dans cette mission par le Secrétariat général de l'Association, qui lui soumet dans ce cas pour approbation tous projets de règlement intérieur ou de mise à jour ou de modification de ses dispositions.

Il est soumis, ainsi que ses mises à jour ou toute modification de ses dispositions, à l'approbation de l'Assemblée générale.

Article 15 : Formalités

Le Président, au nom du Bureau, est chargé de remplir les formalités de déclarations et de publications prévues par la loi du 1er juillet 1901 et par le décret du 16 août 1901.

Les présents statuts ont été approuvés lors de l'Assemblée générale constitutive le...

Ils ont été établis en autant d'exemplaires que de parties intéressées, dont un pour la déclaration et un pour l'association.

Le Président :

Le Secrétaire général :



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

**2023 - 39 CREATION DE L'ASSOCIATION « VILLES EUROPEENNES DE LA PARFUMERIE »
LE CLUB EUROPEEN DES MAIRES DES VILLES DE PARFUMS, PPAM
ET HUILES ESSENTIELLES**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOUD
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOUD à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

DU 4 AVRIL 2023

**CREATION DE L'ASSOCIATION « VILLES EUROPEENNES DE LA PARFUMERIE »
LE CLUB EUROPEEN DES MAIRES DES VILLES DE PARFUMS, PPAM ET HUILES ESSENTIELLES**

RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT

La ville de Grasse, reconnue mondialement pour son savoir-faire dans le domaine de la parfumerie, souhaite créer un Club des villes européennes de la parfumerie sous la forme d'une Association régie par la loi de 1901. Le but de ce Club est de réunir les villes ayant une activité, un patrimoine et une histoire liés aux secteurs économiques des Parfums, Plantes à parfum, Aromatiques et Médicinales (PPAM) et des huiles essentielles, pour les représenter aux niveaux européen et international.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Direction Générale des Services	/	/

Monsieur le Maire expose :

La ville de Grasse, reconnue mondialement pour son savoir-faire dans le domaine de la parfumerie, souhaite créer un Club des villes européennes de la parfumerie sous la forme d'une Association régie par la loi de 1901. Le but de ce Club est de réunir les villes ayant une activité, un patrimoine et une histoire liés aux secteurs économiques des Parfums, Plantes à parfum, Aromatiques et Médicinales (PPAM) et des huiles essentielles, pour les représenter aux niveaux européen et international.

Le Club sera composé par des communes, prises en la personne de leurs maires ou représentants officiels respectifs, qui représentent, en plus de leurs villes, les producteurs, les transformateurs, les négociants et les utilisateurs finaux de parfums, de PPAM et d'huiles essentielles installés dans les villes membres.

Les maires membres du Club pourront ainsi porter la voix de ces acteurs économiques aujourd'hui menacés par les propositions européennes précitées, au moment où les institutions européennes entament les travaux législatifs et réglementaires sur ces sujets. Ils pourront ainsi témoigner de l'importance de ces activités pour leur territoire, le patrimoine et la culture européennes en plus de son économie.

CONSIDERANT que l'UNESCO a inscrit en 2018 sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité les savoir-faire liés au parfum en Pays de Grasse ; Que ces savoir-faire comprennent la culture de la plante à parfum, la connaissance des matières premières naturelles et leur transformation et l'art de composer un parfum ;

CONSIDERANT l'adoption en 2019 par la Commission européenne de la stratégie de l'UE pour la durabilité dans le domaine des produits chimiques « Vers un environnement exempt de substances toxiques », dans laquelle les matières premières naturelles, dont les huiles essentielles, sont considérées dangereuses au même titre que les autres substances chimiques ;

CONSIDERANT la mobilisation des acteurs de la culture de la plante à parfum et de sa transformation à Grasse et dans le Pays de Grasse ; constatant que c'est toute la filière des Plantes à Parfum, Aromatiques et Médicinales (PPAM) qui s'est élevée contre les propositions de la Commission européenne, tant en France que dans de nombreux autres pays européens (notamment en Allemagne, Bulgarie, Espagne, Italie ou Roumanie) ; que les

secteurs européens de la parfumerie, des cosmétiques, de l'agroalimentaire ou de l'hygiène appuient les inquiétudes exprimées par la filière PPAM pour l'utilisation à venir des huiles essentielles et des ingrédients naturels d'origine agricole dans leurs productions, alors même que les consommateurs les plébiscitent ;

CONSIDERANT que le maire de Grasse a été directement sollicité par un grand nombre de ces acteurs pour qu'il porte leur voix au niveau des institutions françaises et européennes ; qu'une première série de rencontres à Grasse, Paris, Bruxelles et Strasbourg a effectivement confirmé les inquiétudes des professionnels et les enjeux pour le territoire grassois, et d'autres en France et en Europe, des orientations européennes qui menacent l'activité même de la filière PPAM, le développement économique de secteurs aussi importants que l'agriculture, l'alimentation ou les cosmétiques et les savoir-faire et le patrimoine liés au parfum ;

CONSIDERANT que la Commission européenne a publié le 19 décembre 2022 un acte délégué et une proposition de révision du règlement portant classification, étiquetage et emballage des produits chimiques qui ne fait pas de distinction entre les substances chimiques et les matières premières naturelles ; qu'elle confirme ainsi ses orientations et les inquiétudes des filières et secteurs économiques concernées ; qu'en 2023, cette proposition – et d'autres à suivre comme la révision du règlement sur les produits cosmétiques et du règlement sur l'enregistrement et la classification des produits chimiques (REACH) – va être étudiée par le Parlement européen et le Conseil de l'UE représentant les États-membres dans la cadre de la procédure législative européenne ;

CONSIDERANT que la ville de Grasse souhaite réitérer son soutien à la filière PPAM et aux secteurs de l'agriculture, de l'alimentation, de la parfumerie et des cosmétiques face aux inquiétudes nées des propositions réglementaires de la Commission européenne, notamment parce qu'elles ne tiennent pas compte de spécificités des matières premières naturelles.

Au regard de l'ensemble de ces éléments il est donc proposé au Conseil Municipal de créer cette association internationale s'inscrivant dans la compétence dévolue aux collectivités territoriales de mettre en œuvre toute action internationale de coopération prévue à l'article L. 1115-1 du code général des collectivités territoriales,

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 7 mars 2023.

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la création du Club tel qu'exposé précédemment ;
- **APPROUVER** les statuts de l'association ci-annexés ;
- **APPROUVER** la fixation de son siège social à l'Hôtel de Ville de Grasse ;
- **AUTORISER** que Monsieur le Maire représente la Ville de Grasse dans les organes de l'association dans les conditions des articles 6 et 10 des statuts afin de faire adhérer d'autres maires de France et d'Europe, qui seront autant de membres que nécessaires au lancement de l'association, puis à son fonctionnement tel que prévu par ses statuts.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le **5 AVR. 2023**

suivant les signatures

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Maire,

Édith



La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

Valérie Copin



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le **- 5 AVR. 2023**

MISE À DISPOSITION DE FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX

Convention de mise à disposition des fonctionnaires territoriaux du service des Ressources Humaines de la Ville de Grasse au Centre Communal d'Action Sociale

ENTRE LES SOUSIGNES :

La Ville de GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 210 600 698 000 18 dont le siège est situé Place du Petit Puy 06130 GRASSE et représentée par Madame Valérie COPIN, première adjointe au Maire, agissant au nom et pour le compte de la Ville, habilitée à signer les présentes en vertu de l'arrêté pris en date du 6 juin 2020, visé en préfecture de Nice le 8 juin 2020.

Dénommée ci-après, « **la Ville** »,

ET

Le Centre Communal d'Action Sociale de GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 260 600 374 000 45, dont le siège est situé 42, boulevard Victor Hugo, Villa Guérin et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte dudit Centre Communal d'Action Sociale, habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération n°2020 07 3 du conseil d'administration prise en date du 16 juillet 2020, visée en Préfecture de Nice le 21 juillet 2020.

Dénommée ci-après, « **le CCAS** »,

Ci-après désignées ensemble, « **les parties** »

Vu la Loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,

Vu la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le Code Général de la fonction publique territoriale et notamment ses articles L.512-6 à L.512-15 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

Vu l'avis du comité social territorial de la Ville de Grasse en date du 24 mars 2023 ;

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI

ARTICLE 1 : OBJET

Conformément aux dispositions des articles L. 512-6 à L.512-15 et du décret n°2008-580, la Ville de Grasse met à disposition onze agents du service des Ressources Humaines auprès du Centre Communal d'Action Sociale.

ARTICLE 2 : NATURE DES FONCTIONS

La Ville met à disposition du CCAS, les onze agents du service des Ressources Humaines suivants afin d'exercer leurs fonctions à hauteur de 20 % d'un équivalent temps plein pour le CCAS,

- Madame Martine VIDAL, attaché principal,
- Madame Laurence GALLAROTTI, rédacteur principal de 1^{ère} classe,
- Madame Floriane GALLOT, rédacteur territorial,
- Madame Laure SPAGARELLI, attaché territorial,
- Madame Caroline HELLOCO, adjoint administratif principal de 2^{ème} classe,
- Madame Imène JARRAR-YAHMES, adjoint administratif principal de 2^{ème} classe,
- Monsieur Franck ROCHE, adjoint administratif territorial,
- Madame Sophie GALLE, adjoint administratif principal de 1^{ère} classe,
- Madame Nathalie SERBAN, rédacteur territorial,
- Madame Savéa AMRANE, adjoint administratif principal de 1^{ère} classe,
- Madame Sylvie TORRENTE, adjoint administratif principal de 2^{ème} classe

Les quotités précisées ci-dessus pourront être modifiées d'un commun accord entre les parties en fonction de l'évolution des besoins constatés du CCAS.

En vertu de la présente convention, les fonctionnaires sont mis à disposition du Centre Communal d'Action Sociale en vue d'exercer les fonctions suivantes :

- Assurer une activité de conseil en matière de gestion des ressources humaines : management, recrutement, politique de rémunération, gestion de carrière, hygiène et sécurité, formation, surveillance médicale
- Assurer la gestion du personnel du CCAS (titulaires, contractuels, agents de droit privé) :
 - o la gestion des carrières (avancements, positions administratives, retraites, discipline),
 - o la gestion du temps de travail (absences, application du cadre général du temps de travail),
 - o la gestion de la paie (liquidation, mandatement, déclaration de fin d'année) à partir des données fournies par le CCAS,
 - o la gestion de la formation et des conditions de vie au travail
 - o la gestion des fiches de poste,
 - o la gestion des procédures de recrutement, des offres et demandes d'emplois,
 - o la gestion des dossiers de mobilités internes.
- Accompagner dans la conduite de projet d'organisation intéressant le CCAS (organisation de service, aménagement du temps de travail) :
 - o élaborer les bilans et études règlementaires
 - o établir le plan et le bilan de formation (recensement des besoins, mise en œuvre et suivi des actions),
 - o élaborer le budget du personnel et de la formation professionnelle,
 - o suivre mensuellement les dépenses de personnel,

- assurer la protection juridique et la prévoyance du personnel,
 - gérer les dossiers liés à la médecine du travail,
 - réaliser diverses études en matière d'hygiène et de sécurité (actions de prévention, réalisation de fiches techniques, mise en place d'outils intéressant l'hygiène et la sécurité au travail),
- Assurer le secrétariat de Direction

En sus de ce qui précède, le CCAS pourra avoir ponctuellement recours à l'expertise, au conseil et à l'assistance des services de la Ville non mentionnés à l'article 2.

Si tout ou partie de ces concours venaient toutefois à devenir réguliers ou récurrents, l'intégration au sein de l'article 2 précité des prestations en question sera réétudié.

La Ville de Grasse continue de gérer la situation administrative de son personnel.

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'EMPLOI

Le lieu d'exercice des missions des agents mis à disposition est situé au 11 rue Gazan, 06130 GRASSE dans le bâtiment du Portalet.

Les conditions de travail des agents mis à disposition sont établies par la Ville.

Les décisions relatives aux congés annuels, aux congés exceptionnels, aux récupérations, aux congés de maladie ordinaire et aux maladies et accidents et imputables au service relèvent de la Ville.

La Ville continue de gérer la carrière des agents mis à disposition et leur assure la formation spécifique par l'intermédiaire du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT).

La Ville délivre les autorisations de travail à temps partiel et prend les décisions relatives aux congés de longue maladie, congé de longue durée, congé pour maternité ou adoption, congé de paternité, congé de formation professionnelle, congé pour validation des acquis de l'expérience, congé pour bilan de compétences, congé pour formation syndicale, congé pour accompagnement d'une personne en fin de vie, congé pour siéger comme représentant d'une association ainsi que celles relatives au bénéfice du compte personnel de formation.

ARTICLE 4 : CONTROLE ET EVALUATION DE L'ACTIVITÉ

Un rapport sur la manière de servir des agents mis à disposition est établi une fois par an par le CCAS et transmis à la Ville qui réalise les entretiens professionnels desdits agents.

En cas de faute disciplinaire, la Ville de Grasse est saisie par le CCAS.

ARTICLE 5 : RÉMUNÉRATION DES FONCTIONNAIRES MIS À DISPOSITION

La Ville de Grasse continue à verser aux fonctionnaires mis à disposition la totalité de la rémunération correspondant à leur grade ou à leur emploi d'origine.

ARTICLE 6 : MODALITES DE REMBOURSEMENT

En application de l'article L. 512-15 du Code Général de la Fonction Publique et de l'article 2 II du décret n°2008-580 précité, la mise à disposition donne lieu à remboursement. Toutefois, il peut être dérogé à cette règle lorsque la mise à disposition intervient entre une collectivité territoriale et un établissement public administratif dont elle est membre ou qui lui est rattaché.

Dans ce cas, il revient à l'assemblée délibérante de décider de l'exonération partielle ou totale, temporaire ou définitive, du remboursement de la rémunération et des charges sociales y afférentes.

À cette fin, il est proposé au Conseil Municipal d'exonérer totalement le CCAS du remboursement des rémunérations et charges sociales afférentes à la mise à disposition des fonctionnaires de la Ville présentée ci-dessus et pour la durée de cette mise à disposition.

La Ville de Grasse supporte seule les charges résultant d'un accident survenu dans l'exercice des fonctions ou d'un congé pour raisons de santé qui provient d'une des causes exceptionnelles prévues à l'article L27 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, ainsi que l'allocation temporaire d'invalidité.

ARTICLE 7 : DROITS ET OBLIGATIONS

Les agents mis à disposition demeurent soumis aux droits et obligations des fonctionnaires tels que définis par la loi n°83-634 du 13 juillet 1983.

ARTICLE 8 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Les parties déclarent avoir souscrit auprès des compagnies notoirement solvables, des polices d'assurance dont l'objet est de garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elles encourent du fait des activités respectives découlant de la présente convention.

En cas de faute lourde commise par l'un des parties au détriment de l'autre, la partie victime pourra engager la responsabilité d l'autre partie, après avoir tenté toute démarche amiable utile dont la saisine du comité social territorial et la mise en œuvre des procédures de conciliation prévue à l'article 13.

ARTICLE 9 : DUREE

La présente convention entre en vigueur à compter du 1^{er} mai 2023 pour une durée initiale d'un an renouvelable deux fois.

Au terme de ces renouvellements, une nouvelle convention sera rédigée.

ARTICLE 10 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la convention fera l'objet d'un avenant soumis au conseil municipal. En cas de modification portant sur la mise en œuvre de l'article 2, les parties conviennent que :

- la partie à l'initiative de la modification informe l'autre partie de son intention par écrit, moyennant l'observation d'un préavis de trois mois et l'envoi d'un projet d'avenant ;
- dans ce délai, le comité social territorial devra être saisi et émettre un avis dans le cas où cette modification entraînerait une modification de l'organisation ou du fonctionnement des services concernés ou une modification des conditions de travail des agents concernés.

ARTICLE 11 : FIN DE LA MISE À DISPOSITION

La mise à disposition des agents du service des Ressources Humaines de la Ville de Grasse au profit du CCAS peut prendre fin :

- Avant le terme fixé à l'article 9 de la présente convention à la demande des parties, sous réserve d'un préavis de 1 mois ;
- Au terme prévu à l'article 9 de la présente convention.

En cas de faute disciplinaire, il pourra être mis fin sans préavis à la mise à disposition d'un agent par un accord entre les parties.

ARTICLE 12 : TRANSMISSION PRÉALABLE DE LA CONVENTION

La présente convention a été transmise le 23 mars 2023 aux fonctionnaires de la Ville de Grasse pour accord, avant leur signature.

ARTICLE 13 : LITIGES ET COMPETENCES JURIDICTIONNELLES

Les parties s'engagent à rechercher en cas de litiges, sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourent en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L211-4 du code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec des voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant le Tribunal administratif de Nice.

Fait à Grasse, le XX2023,

Fait en deux exemplaires originaux.

Pour la Ville de GRASSE,

**Pour le Centre Communal d'Action
Sociale,**

La Première Adjointe au Maire,

Le Président,

Valérie COPIN

Jérôme VIAUD

Maire de Grasse

Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

Président de la Communauté
d'Agglomération du Pays de Grasse



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2023 - 40 RESSOURCES HUMAINES
MISE A DISPOSITION DE FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX
DU SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES DE LA VILLE DE GRASSE
AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOU
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOU à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

DU 4 AVRIL 2023

RESSOURCES HUMAINES

MISE A DISPOSITION DE FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX DU SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES DE LA VILLE DE GRASSE AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le Centre Communal d'Action Sociale de Grasse (CCAS), en tant qu'établissement public administratif, dispose d'un pouvoir propre. Dans un contexte de transformation, de réforme permanente de la réglementation, induisant une gestion des ressources humaines de plus en plus complexe et dans un souci de rationalisation des moyens et d'optimisation des ressources, il est apparu opportun de renforcer les liens entre la Ville et le CCAS. Au terme d'une réflexion commune, la mise à disposition apparaît comme la solution permettant de s'adapter à ces nouveaux enjeux.

Le présent rapport a pour objet le projet de convention de mise à disposition de fonctionnaires territoriaux du service des ressources humaines de la ville de Grasse au profit du Centre Communal d'Action Sociale de Grasse.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Direction des ressources humaines	/	/

Madame Valérie COPIN expose :

Vu la Loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,

Vu la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le Code Général de la Fonction Publique Territoriale et notamment ses articles L.512-6 à L.512-15 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 24 mars 2023 ;

Considérant que, conformément à l'article 1 du décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif à la mise à disposition, l'assemblée délibérante doit être informée préalablement de la mise à disposition d'un agent faisant partie des effectifs de la Ville,

Considérant que la mise à disposition est une modalité particulière de la position d'activité d'un fonctionnaire, définie par l'article L. 512-6 du Code Général de la Fonction Publique comme « la situation du fonctionnaire réputé occuper son emploi qui, demeurant dans son corps ou son cadre d'emplois d'origine, continue à percevoir la rémunération correspondante mais exerce ses fonctions hors de l'administration où il a vocation à servir ».

Considérant que la mise à disposition ne peut avoir lieu qu'avec l'accord obligatoire du fonctionnaire et doit être prévue par une convention conclue entre l'administration d'origine et l'administration d'accueil.

Considérant qu'en application de l'article L. 512-15 du Code Général de la Fonction Publique et de l'article 2 II du décret n°2008-580 précité, la mise à disposition donne lieu à remboursement mais qu'il peut être dérogé à cette règle lorsque la mise à disposition intervient entre une collectivité territoriale et un établissement public administratif dont elle est membre ou qui lui est rattaché. Dans ce cas, il revient à l'assemblée délibérante de décider de l'exonération partielle ou totale, temporaire ou définitive, du remboursement de la rémunération et des charges sociales afférentes.

Considérant que cette mise à disposition entrera en vigueur à compter du 1^{er} mai 2023, conditionnée par la mise en œuvre, par le prestataire de l'applicatif métier CIRIL, des deux phases d'hébergement et de fusion des bases de données de la Ville et du CCAS.

Considérant qu'il est proposé à l'assemblée délibérante d'approuver la convention de mise à disposition de onze fonctionnaires territoriaux du service des ressources humaines de la ville de Grasse au profit du Centre Communal d'Action Sociale selon les clauses et conditions énumérées au projet de convention joint en annexe de la présente délibération.

Considérant l'intérêt de rationalisation et d'optimisation des ressources que revêt cette mise à disposition,

La commission Optimisation et performances des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 7 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les termes de la Convention de mise à disposition de onze fonctionnaires territoriaux du service des ressources humaines de la ville de Grasse au profit du Centre Communal d'Action Sociale ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué, à signer pour le compte de la Commune ladite convention ainsi que les éventuels avenants à venir dans la mesure où ces derniers ne dénatureraient pas la convention initiale, ainsi que toute pièce, de nature administrative, technique et/ou financière, nécessaire à l'exécution à la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Delibération affichée le ... 5 AVR. 2023
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,



La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

A blue ink signature of Valérie Copin, the Secretary of the meeting.



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

5 AVR. 2023

Grades ou Emplois	Postes		pourvus				Postes vacants	observations
	ouverts	pourvus	stagiaire	titulaire	contractuel	dont détaché		
Administrateur	0	0					0	
Directeur Général des Services	1	0					1	
Directeur Général Adjoint	4	3		3		3	1	
Attaché hors classe	2	1		1		1	1	
Directeur Territorial	2	1		1			1	
Attaché Principal	9	8		7	1	2	1	
Attaché	7	5		4	1		2	
Rédacteur principal de 1ere classe	5	1		1			4	
Rédacteur principal de 2ème classe	8	3		3			5	
Rédacteur	9	6	3	3	0	1	3	
Adjoint administratif principal 1è cl	73	63		63		2	10	
Adjoint administratif principal 2eme cl	68	48		48		2	20	
Adjoint administratif	65	53	3	34	16	1	12	
Adjoint administratif à temps non complet	5	2		1	1		3	
Chargé de mission	7	7			7		0	
total général	265	201	6	169	26	12	64	

Grades ou Emplois	Postes		pourvus				Postes vacants	observations
	ouverts	pourvus	stagiaire	titulaire	contractuel	dont détaché		
Directeur Général des Services Techniques	1	0					1	
Ingénieur en chef hors classe	1	0					1	
Ingénieur en chef	3	1		1			2	
Ingénieur principal	2	1			1		1	
Ingénieur	8	3		2	1		5	
Technicien territorial principal de 1ère classe	5	3		2	1		2	
Technicien territorial principal de 2ème classe	5	3		2	1		2	
Technicien territorial	7	3		3			4	
Agent de maîtrise principal	55	32		32			23	
Agent de maîtrise	41	29		29			12	
Adjoint technique principal de 1ère classe	43	21		21			22	
Adjoint technique principal de 2ème classe	113	100		100			13	
Adjoint technique	165	137	11	98	28	2	28	
Adjoint technique à temps non complet	33	23	3	2	18		10	
Total général	482	356	14	292	50	2	126	

Grades ou Emplois	Postes		pourvus				Postes vacants	observations
	ouverts	pourvus	stagiaire	titulaire	contractuel	dont détaché		
Conservateur en chef du patrimoine	1	0					1	
Conservateur en chef bibliothèques	2	1		1		1	1	
Conservateur des bibliothèques	1	0					1	
Attaché de conservation du patrimoine Pal	3	1		1			2	
Attaché de conservation du patrimoine	6	2		1	1		4	
Bibliothécaire principal	3	0					3	
Bibliothécaire	4	2		2		0	2	Intégration Philippot L
Assistant de conservation principal 1ère cl	11	3		3			8	
Assistant de conservation principal de 1ère cl temps non complet	1	0					1	
Assistant de conservation principal 2ème cl	12	5		4	1		7	
Assistant de conservation principal de 2ème cl temps non complet	1	0					1	
Assistant de conservation	10	5	0	5		0	5	
Adjoint du patrimoine principal de 1ère cl	12	3		3			9	
Adjoint du patrimoine principal de 2ème cl	16	6		6			10	
Adjoint du patrimoine	21	12	1	9	2	0	9	
Adjoint du patrimoine à temps non complet	1	0					1	
Professeur d'enseignement artistique hors cl	4	2		2			2	
Professeur d'enseignement artistique cl normale	5	4		4			1	
Professeur d'enseignement artistique cl normale à temps non complet	5	5		1	4		0	
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe	11	7		4	3		4	

Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe à temps non complet	5	3		1	2		2	
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe	4	4	1		3		0	
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe à temps non complet	5	5			5		0	
Assistant d'enseignement artistique à temps non complet	1	0					1	
Total général	145	70	2	47	21	1	75	

Grades ou Emplois	Postes		pourvus				Postes vacants	observations
	ouverts	pourvus	stagiaire	titulaire	contractuel	dont détaché		
Conseiller des APS principal	1	0					1	
Conseiller des APS	2	0					2	
Educateur des A.P.S principal de 1ère cl	5	5		5			0	
Educateur des A.P.S principal de 2ème cl	1	0					1	
Educateur des A.P.S	2	2		2			0	
Opérateur des A.P.S principal	0	0					0	
Opérateur des A.P.S Qualifié	1	1		1			0	
Opérateur des A.P.S	2	0					2	
Total général	14	8	0	8	0	0	6	

Grades ou Emplois	Postes		pourvus				Postes vacants	observations
	ouverts	pourvus	stagiaire	titulaire	contractuel	dont détaché		
Directeur de police municipale	1	0					1	
Chef de service de police municipale principal de 1ère classe	3	2		2			1	
Chef de service de police municipale principal de 2ème classe	3	2		2			1	
Chef de service de police municipale	2	1		1			1	
Brigadier chef principal	36	33		33			3	
Gardien-brigadier	29	18	6	12		1	11	
Total général	74	56	6	50	0	1	18	

Grades ou Emplois	Postes		pourvus				Postes vacants	observations
	ouverts	pourvus	stagiaire	titulaire	contractuel	dont détaché		
Agent spécialisé principal des E.M de 1è cl	48	25		25			23	
Agent spécialisé principal des E.M de 2è cl	28	25	5	20		3	3	
Médecin Hors classe	1	0					1	
Total général	77	50	5	45	0	3	27	

Grades ou Emplois	Postes		pourvus				Postes vacants	observations
	ouverts	pourvus	stagiaire	titulaire	contractuel	dont détaché		
Animateur principal de 1ère classe	3	2		2			1	
Animateur principal de 2ème classe	2	0					2	
Animateur	4	2	1		1	1	2	
Adjoint d'animation principal 1ècl	3	0					3	
Adjoint d'animation principal 2è cl	6	4		4		1	2	
Adjoint d'animation principal 2ème cl à temps non complet	3	0					3	
Adjoint d'animation	13	9	0	7	2		4	
Adjoint d'animation à temps non complet	119	44	0	8	36		75	
Total général	153	61	1	21	39	2	92	

Filières	Postes		pourvus				Postes vacants	observations
	ouverts	pourvus	stagiaire	titulaire	contractuel	dont détaché		
Administrative	265	201	6	169	26	12	64	
Technique	482	356	14	292	50	2	126	
Culturelle	145	70	2	47	21	1	75	
Sportive	14	8	0	8	0	0	6	
Sociale	77	50	5	45	0	3	27	
Sécurité	74	56	6	50	0	1	18	
Animation	153	61	1	21	39	2	92	
Médico-sociale	4	0	0	0	0	0	4	
Total général	1214	802	34	632	136	21	412	

TABLEAU DES EMPLOIS VILLE DE GRASSE

EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET

Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Créés	Nb heures hebdomadaires
DGS					
	Directeur Général des Services	Emploi fonctionnel	non	1	35,00
	Directeur Général Adjoint	Emploi fonctionnel	non	1	35,00
	Directeur	Cadre d'emploi des Attachés	oui	1	35,00
	Assistante administrative	Cadre d'emplois adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Catherine GIL			
	Responsable Mission Agenda 21	Cadres d'emplois de Catégorie A	oui	1	35,00
	Conseiller technique	Cadre d'emplois adjoints administratifs	oui	2	35,00
	Assistant Technique	Cadrrre d'emplois techniciens	oui	1	35,00
	Assistant Administratif	Cadre d'emplois adjoints administratifs	oui	6	35,00
	Agent de gestion administrative	Cadre d'emplois adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Chauffeur	Cadre d'emplois adjoints techniques et agents maîtrise	oui	3	35,00
Protocole					
	Chargé de projets	Cadre d'emplois adjoints administratifs et techniques	oui	2	35,00
	Agent de service du protocole	Cadre d'emplois adjoints techniques	oui	1	35,00
	Agent d'entretien	Cadre d'emplois adjoints techniques	oui	1	35,00
Communication					
	Directrice de la communication	Cadre d'emploi des Adjoint sadministratifs	oui	1	35,00
	Responsable communication	Cadre d'emplois de catégorie A et B filière administrative		1	
	Chargé de distribution Kiosque	Cadre d'emplois de catégorie C	oui	1	35,00
	Chargé de communication	Cadre d'emplois adjoints administratifs	oui	2	35,00
	Infographiste	Cadre d'emplois adjoints techniques et agents maîtrise	oui	2	35,00
	Chargé communication Relations Presse	Cadre d'emplois des rédacteurs	oui	1	35,00
	Cadre d'emplois des rédacteurs	Cadre d'emplois des Adjoint administratifs	oui	1	35,00
Contrôle de gestion					
	Manager contrôleur de gestion	Cadre d'emploi des Attachés	oui	1	35,00
Direction des Affaires juridiques					

Accusé de réception en préfecture
 006-210600698-20230329-2023-41-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Créés	Nb heures hebdomadaires
Juridique et Foncier	Directeur Juridique	Cadres d'emplois A filières administrative et technique	oui	1	35,00
	Responsable secteur foncier	Cadre d'emplois A et B de la filière administrative	oui	1	35,00
	Gestionnaire foncier	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
	Assistante administrative foncier	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Contentieux- Consultations juridiques-Conventions	Cadre d'emplois des rédacteurs	oui	1	35,00
	Juriste Polyvalent	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	31,50
	Chargé d'inventaire du patrimoine	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	31,50
	Gestionnaire des Périls	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Gestion du Patrimoine-Comptabilité	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Gestion des Assurances - Secrétariat	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Agent administratif accueil	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
Assemblées					
	Gestionnaire des Assemblées	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
Contrôle Publicité					
	Contrôle affichage publicitaire	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Assistante administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
Conformité urbanisme					
	Agent Instructeur	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	31,50
	Agent administratif accueil	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	3	35,00
	Agent contrôleur	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Agent Contrôleur	Cadre d'emplois de catégorie C	oui	1	35,00
Direction des Affaires Financières					
	Directeur	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
Affaires financières					
	Exécution budgétaire- Gestion de la Dette	Cadre d'emplois des attachés	oui	2	35,00
	Secrétariat	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Agent gestionnaire secteur	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	5	35,00
	Agent de gestion comptable DGST	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	3	35,00
Informatique / Téléphonie					

Accusé de réception en préfecture
 006-210600698-20230329-2023-41-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Créés	heures hebdomadaires
	Responsable Service Informatique	Cadre d'emplois des techniciens	oui	1	35,00
	Agent du Pôle technique Informatique Ecoles	Cadre d'emplois de catégorie C	oui	4	35,00
	Agent de gestion administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	2	35,00
	Responsable réseau et téléphonie	Cadre d'emplois des agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Agent assistant fonctionnel	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
Contrôle Fiscalité					
	Agent gestionnaire taxes	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Contrôleur de terrain	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
DGA ATTRACTIVITE EVENEMENTIEL					
	Directeur Général Adjoint	Emploi fonctionnel	non	1	35,00
	Assistante administrative	Cadre d'emplois adjoints administratifs	oui	1	35,00
Direction Evénementiel					
	Directeur évènementiel	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	
Evénementiel	Chargé de projet au pool évènementiel	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	agent de gestion administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	2	35,00
Coordination de Manifestations					
	Chef de service	Cadre d'emploi des agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Agent de gestion administrative	Cadre d'emploi des adjoints administratifs	oui	2	35,00
	Dessinateur	Cadre d'emploi des agents de maîtrise	oui	1	35,00
Palais des Congrès et Réceptif					
	Responsable Palais des Congrès	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
	Agent d'Accueil	Cadres d'emplois des adjoints administratifs	oui	2	35,00
	Responsable technique	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Technicien SSIAP 1	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
	Technicien Polyvalent	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Régisseur Technique Palais des Congrès	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
Relations Internationales					
	Agent de gestion des relations internationales	Cadre d'emplois adjoints administratifs	oui	1	35,00

Accusé de réception en préfecture
 006-210600698-20230329-2023-41-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023
 Nbre heures

Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	pourvoir par un agent contractuel	Postes Créés	hebdomadaires
Fêtes et Illuminations					
	Responsable de service	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Adjoint chef de service	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Assistante administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Sonoriste	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
	Chauffeur PL	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Chauffeur Nacelle	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Polyvalent Electricien	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Polyvalent Fêtes	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
	Manutentionnaire	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	6	35,00
	Gestionnaire Atelier	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Direction Commerce				
Projet Cœur de ville					
Manager de commerce Maison du Commerce	Chef de projet Cœur de Ville	Cadre d'emplois attachés et ingénieurs	oui	1	35,00
	Chef de service	Cadre d'emplois des Rédacteurs	oui	1	35,00
	Agent de développement commercial	Cadre d'emploi des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Agent de développement commercial	Cadre d'emploi des adjoints administratifs et rédacteurs	oui	1	35,00
Foires & Marchés					
	Receveur-Placier	Cadres d'emplois techniques de catégorie C	oui	1	35,00
Domaine Public Commercial					
	Secrétariat Commerce	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	2	35,00
DGA CITOYENNETE RESSOURCES					
RGPD	Directeur Général Adjoint	Emploi fonctionnel	non	1	35,00
POLE ADMINISTRATIF	Délégué Protection des Données	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	35,00
Direction Citoyenneté					
Etat-Civil Affaires Générales	Directeur Citoyenneté	Cadre d'emploi des Attachés	oui	1	35,00

Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Créés	heures hebdomadaires
Elections	Agent de gestion Etat Civil	Cadre d'emploi des adjoints administratifs	oui	5	35,00
	Agent de gestion formalités administratives	Cadre d'emploi des adjoints administratifs	oui	5	35,00
	Responsable Sce Electoral	Cadres d'emploi des adjoints administratifs et des rédacteurs	oui	1	35,00
Service des Cimetières	Agent de gestion administrative	Cadre d'emploi des adjoints administratifs	oui	2	35,00
	Agent de gestion administrative	Cadre d'emploi des Adjoints administratifs	oui	2	35,00
	Agent d'accueil	Cadre d'emploi des Adjoints administratifs	oui	2	35,00
Mairies annexes	Responsable technique des cimetières	Cadre d'emplois des adjoints techniques et Agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Agent technique cimetière	Cadre d'emplois des adjoints techniques et Agents de maîtrise	oui	4	35,00
	responsable mairies annexes	Cadre d'emploi des adjoints administratifs	oui	1	35,00
Courrier	Agent de gestion des Mairies annexes	Cadre d'emploi des adjoints administratifs	oui	12	35,00
	Agent de Gestion Postale Aspres Animation relais information quartier	Cadre d'emploi des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Agent de gestion administrative	Cadre d'emploi des adjoints administratifs	oui	1	35,00
Appariteurs	Responsable Service Courrier	Cadre d'emploi des adjoints administratifs	oui	2	35,00
	Agent Appariteur	Cadre d'emplois adjoints techniques et agents maîtrise	oui	4	35,00
	Vaguemestre	Cadre d'emplois adjoints techniques et agents maîtrise	oui	1	35,00
Accueil	Agent d'accueil	Cadre d'emplois adjoints administratifs	oui	3	35,00
	Agent standardiste	Cadres d'emplois catégorie C	oui	2	35,00
Pôle administratif RH	Directeur des Ressources Humaines	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
	Secretariat de Direction et Elue	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Responsable administratif	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
	Assistant Contrats	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	2	35,00
	Gestionnaire de Paye	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Gestionnaire de Paye	Cadre d'emplois des rédacteurs	oui	1	35,00
	Responsable des carrières	Cadre d'emplois B et A de la filière administrative	oui	1	35,00
	Agent de gestion administrative carrières	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230329-2023-41-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Créés	Nb heures hebdomadaires
Pôle Formation Conditions de vie au	Gestionnaire des congés - absences	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	2	35,00
	Responsable Formation Conditions de vie au travail	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
	Assistant Formation Conditions de vie au travail	Cadre d'emplois des Rédacteurs	oui	1	35,00
Couverture Numérique					
POLE SECURITE ERP	Webmestre	Cadre d'emplois des rédacteurs	oui	1	35,00
	Responsable cellule ERP	Cadre d'emplois des techniciens	oui	1	35,00
	Gestionnaire administratif Commission de Sécurité	Cadre d'emplois des techniciens	oui	1	35,00
	Assistante cellule ERP	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
CLSPD					
	Coordinatrice CLSPD	Cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs	oui	1	35,00
Direction de la Police Municipale					
Police municipale					
	Directeur de la Police Municipale	Cadres d'emplois A de la filière administrative ou A et B de la filière Sécurité	oui	1	35,00
	Directeur adjoint PM	Cadre d'emplois des chefs de service de PM	oui	1	35,00
	Chef de service Responsable B.O.E	Cadre d'emplois des chefs de service de PM	oui	1	35,00
	Agent de gestion administrative de direction	Cadres d'emplois des agents de PM et adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Agent de gestion administrative PM/Bureau d'ordre	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	2	35,00
	Agent Polyvalence Réservation GDP/CCAS	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	1	35,00
	Responsable Brigades PM 1 et 2	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	2	35,00
	Adjoint Chef Brigade	Cadres d'emplois des agents de PM	oui	2	35,00
	Gardiens PM	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	24	35,00
	Responsable Brigade de Nuit	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	1	35,00
	Adjoint Responsable Brigade de nuit	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	1	35,00
	Agent Brigade de Nuit	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	9	35,00
	Responsable Brigade Hameaux	Cadre d'emplois des chefs de service de PM	oui	1	35,00
	Adjoint responsable Brigade Hameaux	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	1	35,00
	Brigade Hameaux	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	3	35,00
Responsable Brigade Moto	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	1	35,00	
Adjoint responsable Brigade Moto	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	1	35,00	

Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Créés	heures hebdoma daires	
Centre de protection urbain	Agent Brigade Moto	Cadres d'emplois des agents de PM	oui	4	35,00	
	Responsable Brigade Environnement	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	1	35,00	
	Adjoint Responsable Brigade Environnement	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	1	35,00	
	Brigade Environnement	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	6	35,00	
	Standard PM	Cadres d'emplois des agents de PM et adjoints administratifs	oui	3	35,00	
	Secrétariat référent voisins vigilants-élus sécurité et	Cadres d'emplois des agents de PM et adjoints administratifs	oui	1	35,00	
	Secteur Auto Fourrière	Cadre d'emplois Chef de service	oui	1	35,00	
	Assistant administrative	Cadres d'emplois des agents de PM et adjoints administratifs	oui	1	35,00	
	Gestion administrative secteur Etrangers- Objets Trouvés	Cadres d'emplois des agents de PM et adjoints administratifs	oui	1	35,00	
	Responsable brigade régie des parkings	Cadres d'emplois des agents de PM et adjoints administratifs	oui	1	35,00	
	Agent verbalisateur stationnement	Cadres d'emplois des agents de PM et adjoints administratifs	oui	6	35,00	
	Agent administratif de suivi Chargé de mission Vidéo Protection	Cadre d'emplois des adjoints administratifs Cadre d'emplois des techniciens	oui oui	1 1	35,00 35,00	
	Adjoint au responsable CSU	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00	
	Opérateur vidéoprotection	Cadres d'emplois des adjoints administratifs	oui	15	35,00	
	POLE SANTE PREVENTION					
	Scce Communal d'Hygiène & Santé					
		Responsable Secteur Hygiène	Cadre d'emplois des ingénieurs	oui	1	35,00
	Agent de gestion administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00	
	Agent de salubrité	Cades d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00	
	Agent d'accueil et de salubrité	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00	
	Inspecteur de salubrité	Cadre d'emplois des techniciens	oui	2	35,00	
	Instructeur permis de louer	Cadres d'emplois C filière technique	oui	2	35,00	
	Responsable cellule logements vacants	Cadre d'emplois des Chefs de service de PM	non	1	35,00	
	Agent de contrôle logements vacants	Cadres d'emplois C filière technique ou administrative	oui	1	35,00	
Service Prévention						
	Conseiller de Prévention	Cadre d'emplois des ingénieurs	oui	1	35,00	
	Assistant de Prévention	Cades d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00	
Médecine professionnelle						
	Assistant administratf	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00	
	Médecin	Cadre d'emplois des médecins	oui	1	35,00	

Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Créés	heures hebdomadaires
	Secrétariat médical	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Assistance sociale	Cadres d'emplois de catégorie A filière médico-sociale	oui	1	35,00
DGA CULTURE SPORT JEUNESSE ET					
Jeunesse	Directeur Général Adjoint	Emploi fonctionnel	non	1	35,00
	Assistante administrative	Cadre d'emploi des Adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Chef de Service	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
	Responsable secteur Ados	Cadre d'emplois des animateurs	oui	1	35,00
	Responsable secteur périscolaire	Cadre d'emplois des adjoints d'animation et animateurs	oui	1	35,00
	Responsable Projets	Cadre d'emplois des animateurs	oui	2	35,00
	Agent de gestion administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	5	35,00
	Animateur Espace Internet Citoyen	Cadres d'emplois de catégorie C	oui	2	35,00
	Animateur CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation et animateurs	oui	8	35,00
Vie Scolaire	Agent CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui	7	35,00
	Responsable de service	Cadres d'emplois de catégorie A	oui	1	35,00
	Assistante administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Gestionnaire personnel des Ecoles	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Gestionnaire Inscriptions	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Agent de gestion administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	5	35,00
	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
Ecole de St François	Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	3	35,00
	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
Ecole de St Mathieu	Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	4	35,00
	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
Ecole Maternelle Antoine Maure	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	4	35,00
Ecole Maternelle du Cinsault	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	4	35,00
Ecole Maternelle Gambetta	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	7	35,00
Ecole Maternelle Henri Wallon	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	4	35,00

Accusé de réception en préfecture
006-21060698-20230329-2023-41-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	heures hebdoma daires
Ecole Maternelle Jean Crabalona	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
	Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	8	35,00
	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
Ecole Maternelle L'eau Vive	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	4	35,00
	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
Ecole Maternelle Les Cigales	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	5	35,00
	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	4	35,00
Ecole Maternelle Les Jasmins	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
	Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	10	35,00
	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
Ecole Maternelle Rose de Mai	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	6	35,00
	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
Ecole Maternelle St Antoine	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	7	35,00
	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
Ecole Primaire Antoine Maure	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	4	35,00
	Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	5	35,00
Ecole Primaire Dracéa	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	4	35,00
	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
Ecole Primaire Gambetta	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	5	35,00
	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	31,50
Ecole Primaire Gérard Philipe	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	5	35,00
	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
Ecole Primaire Jean Crabalona	Agent d' entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Agent spécialisé AVS	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	1	35,00
Ecole Primaire Macarry	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00

Accusé de réception en préfecture
 006-210600698-20230329-2023-41-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023

Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Créés	hebdoma daires
Ecole Primaire Pra d'Estang	Agent responsable d'office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
Ecole Primaire St Antoine	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
Ecole Primaire St Exupéry	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	4	35,00
	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
Ecole Primaire St Jacques	Agent spécialisé AVS	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	6	35,00
	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
Brigade Remplaçantes Restauration Municipale	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise et ATSEM	oui	7	35,00
	Agent de restauration	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
Cohésion sociale et urbaine					
	Coordinateur GUP	Cadre d'emplois des animateurs	oui	1	35,00
	Agent de médiation et technique	Cadres d'emplois des adjoints administratifs, d'animation et techniques	oui	2	35,00
Direction Culture					
Ville d'Art et d'Histoire	Directeur	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
	Assistante administrative	Cadre d'emploi des Adjoints administratifs	oui	2	35,00
	Chargé de mission Restauration	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
	Chargé d'encaissement et d'inscription	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Responsable de service	Cadre d'emplois des attachés de conservation	oui	1	35,00
	Chargé de mission	Charge de mission	oui	1	35,00
	Chargé des questions d'urbanisme patrimonial	Cadre d'emplois des technicien	oui	1	35,00
	Agent de gestion administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Médiateur du patrimoine / Guide conférencier	Cadre d'emplois des assistants de conservation	oui	2	35,00
	Guide conférencier	Cadre d'emplois B culturelle	oui	1	35,00
	Agent d'accueil	Cadres d'emplois C	oui	1	35,00
	Agent d'accueil Cathédrale	Cadres d'emplois C	oui	1	35,00
	Chargé événementiel et touristique	Cadres d'emplois C	oui	1	35,00
Conservatoire	Directeur du conservatoire	Cadres d'emplois A filière administrative, culturelle ou artistique	oui	1	16,00

Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Créés	heures hebdoma daires	
Espace Altitude 500 Cinéma	Responsable de l'enseignement	Cadres d'emplois A filière artistique	oui	1	16,00	
	Agent de Gestion Administrative	Cadres d'emplois C	oui	3	35,00	
	Responsable département Piano	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	16,00	
	Responsable département Formation musicale	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	16,00	
	Musicien Accompagnement	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	20,00	
	Professeur de chant choral	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	20,00	
	Professeur de flute	Cadre d'emplois A artistique	oui	1	16,00	
	Professeur de formation musicale	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	20,00	
	Professeur de guitare	Cadre d'emplois A filière artistique	oui	1	16,00	
	Professeur de harpe	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	16,00	
	Professeur de percussions	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	16,00	
	Professeur de piano	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	3	20,00	
	Professeur de saxophone	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	20,00	
	Professeur de trompette	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	20,00	
	Professeur de violon	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	2	20,00	
	Professeur de contrebasse et foramtion musicale	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	20,00	
	Archives	Responsable	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
Agent de gestion administrative		Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00	
Agent d'accueil et administratif		Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00	
Technicien		Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00	
Projectionniste		Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	2	35,00	
Responsable des Archives Communales		Cadres d'emplois A filière culturelle	oui	1	35,00	
Agent d'Accueil		Cadres d'emplois C toutes filières	oui	2	35,00	
Magasinier		Cadres d'emplois des adjoints techniques et du patrimoine	oui	1	35,00	
Bibliothèques & Médiathèque	Agent de gestion administrative	Cadre d'emploi des Adjoints administratifs	oui	1	35,00	
	e-archiviste	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	1	35,00	
	Chef de Service des bibliothèques	Cadre d'emploi des conservateurs des bibliothèques	oui	1	35,00	
	Responsable Administrative	Cadre d'emploi des Attachés	oui	1	35,00	
	Responsable plateau Loisirs et Savoirs	Cadre d'emplois des bibliothécaires	oui	1	35,00	
Chargé de bibliothèque: responsable des commandes	Cadre d'emplois de catégorie A filière culturelle	oui	1	35,00		

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230329-2023-41-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de		
			pourvoir par un agent contractuel	Postes Créés	heures hebdomadaires
	Chargé de bibliothèque Langue s & littérature	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	2	35,00
	Chargé de bibliothèque Loisirs et Savoirs	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	3	35,00
	Gestionnaire des navettes	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	1	35,00
	Chargé bibliothèque patrimoniale	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	1	35,00
	Responsable de site Villa Saint Hilaire	Cadre d'emplois des assistants de conservation	oui	1	35,00
	Chargé de bibliothèque patrimoine	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	4	35,00
	Magasinier	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	1	
	Responsable de sites: Médiathèque Charles Nègre et St	Cadre d'emplois des bibliothécaires	oui	1	35,00
	Responsable traitement des collections	Cadre d'emplois des assistants de conservation	oui	1	35,00
	Chargé de bibliothèque : Loisirs et savoirs	Cadre d'emplois des assistants de conservation	oui	1	35,00
	Chargé action culturelle adultes	Cadre d'emplois des assistants de conservation	oui	1	35,00
	Responsable Accueil et inscription	Cadre d'emplois des assistants de conservation	ASCONS	1	35,00
	Chargé action culturelle adolescents	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine et des Assistants de conservation	oui	1	35,00
	Chargé des expositions	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine et des Assistants de conservation	oui	1	35,00
	Chargé action culturelle enfants	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine et des Assistants de conservation	oui	1	35,00
	Chargé bibliothèque Artothèque et Beaux Arts	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine et des assistants de conservation	oui	1	35,00
	Assistante administrative et financière	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	1	35,00
	Assistante de direction	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Technicien réseau son et lumière	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	35,00
	Factotum	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	35,00
	Acquéreur de documents	Cadres d'emplois C et B filière culturelle	oui	1	35,00
	Chargé de bibliothèque patrimoine	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	35,00
	Chargé de bibliothèque jeunesse	Cadres d'emplois C et B filière culturelle	oui	1	35,00
	Technicien réseau son et lumière	Cadre d'emplois B filière technique	oui	1	35,00
	Agent factotum-Gardien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	35,00
	Chargé de bibliothèque patrimoine	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	35,00
	Responsable de l'Action culturelle	Cadres d'emplois A et B filières administrative ou culturelle	oui	1	35,00
	Chargé de communication	Cadres d'emplois C filière culturelle ou administrative	oui	1	35,00
	Chargé des publics empêchés	Cadre d'emplois B filière culturelle	oui	1	35,00
	Responsable de plateau Langues & Littérature, Maison de la poésie	Cadre d'emplois B filière culturelle	oui	1	35,00
	Responsable de plateau Petite Enfance	Cadre d'emplois B filière culturelle	oui	1	35,00
	Chargé de gestion des expositions	Cadre d'emplois C filière culturelle	oui	1	35,00
	Chargé d'accueil et inscriptions	Cadres d'emplois C filière culturelle ou administrative	oui	2	35,00
	Chargé de la gestion des expositions	Cadres d'emplois C filière culturelle ou administrative	oui	1	35,00

Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	heures hebdoma daires
	Chargé de bibliothèque : politique documentaire	Cadres d'emplois C filière culturelle ou administrative	oui	1	35,00
	Chargé de bibliothèque spécialisé Cinéma/DVD	Cadre d'emplois C filière culturelle	oui	1	35,00
	Chargé de bibliothèque patrimoine: salon de la poésie	Cadre d'emplois C filière culturelle	oui	1	35,00
Direction des Sports et de la Vie					
Sports	Directeur	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
	Assistante administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	2	35,00
	Gestionnaire des subventions	Cadre d'emplois des rédacteurs	oui	1	35,00
	Agent de gestion administrative finances Rh	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Educateur sportif Salle de Musculation	Cadres d'emplois catégorie C	oui	3	35,00
	Educateur sportif scolaire	Cadres d'emplois A et B filière sportive	oui	7	35,00
	Responsable Technique Installations sportives et Atelier	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Agent technique atelier	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
	Gardien Salle Amiral de Grasse	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Gardien Salle Cantepedrix	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Gardien Salle De Croisset	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Gardien salle des Jasmins	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Gardien salle Omnisports	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
	Gardien salle Saint Exupery	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Gardien salle Saint Hilaire	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Gardien salle Tocqueville	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
	Gardien stade Jean Girard	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Gardien stade La Paoute	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
	Gardien stade Le Plan	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
	Gardien stade Perdigon	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
Gardien stade Plascassier	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00	
Vie Associative	Responsable Pôle associations	Cadres d'emplois A filière culturelle	oui	1	35,00
	Secrétariat	Cadre d'emploi des Adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Agent d'Accueil	Cadres d'emplois C toutes filières	oui	3	35,00
	Agent de gestion administrative	Cadre d'emploi des Adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Agent d'Accueil Musée Marine	Cadres d'emplois catégorie C	oui	1	35,00
Vie Associative	Agents extérieur	Cadres d'emplois catégorie C	oui	2	35,00

Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Créés	heures hebdomadaires
DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES					
	Modernisation NPNRU	Cadre d'emplois des ingénieurs	oui	1	35,00
	Techniciens de maintenance des bâtiments	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
Cellule Energies et Développement					
	Responsable cellule énergie	Cadre d'emplois des ingénieurs	oui	1	35,00
	Agent de gestion administrative	Cadres d'emplois de catégorie C	oui	1	35,00
Commande Publique et Achats					
	Chef de Service	Cadre d'emplois des rédacteurs	oui	1	35,00
	Adjoint chef de service	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Assistant Achats	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	2	35,00
	Assistant Commande Publique	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	2	35,00
	Assistant administratif et secrétariat	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
Parc Automobile					
	Responsable Parc Auto	Cadre d'emplois des ingénieurs	oui	1	35,00
	Agent de gestion administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Chef d'atelier	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Agent mécanicien	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	4	35,00
Entretien des locaux					
	Agent d'entretien des locaux	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	29	35,00
Direction Proximité et Cadre de Vie					
	Directeur	Cadres d'emplois B et A technique	oui	1	35,00
	Directeur adjoint	Cadres d'emplois C et B technique	oui	1	35,00
	Agent de gestion administrative	Cadres d'emplois C	oui	2	35,00
Service Proximité et Interventions					
	Contrôleur de chantier	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Chauffeur	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Agent d'entretien de la voie publique PIL	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	16	35,00
Service Proximité secteur ouest					
	Chef de Secteur Ouest	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00

Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	heures hebdoma daires
Service Proximité Centre ville et	Référent Saint Claude	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Agent d'entretien de la voie publique secteur ouest	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	13	35,00
Service Proximité secteur Est	Chef de Service	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Adjoint Chef de secteur Centre ville Périphérie	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Agent d'entretien de la voie publique Centre ville périphérie	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	21	35,00
Service Espaces Verts	Chef de service	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Référent Le Plan Plascassier	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Agent d'entretien de la voie publique secteur Est	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	10	35,00
	Chef de service	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Adjoint chef de service	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
Service Domaine Public	Agent des espaces verts	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	27	35,00
	Mécanicien	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Chef de service	Cadre d'emplois des techniciens territoriaux	oui	1	35,00
	Secrétaire/Assistante	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Gestionnaire	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Cadre d'emplois des adjoints techniques et adjoints administratifs	oui	1	35,00
				828	

TABLEAU DES EMPLOIS VILLE DE GRASSE

EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET

Direction	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Créés	NO heures hebdoma daires	
3	DGA RESSOURCES RESEAUX SECURITE						
	POLE ADMINISTRATIF						
	Direction Citoyenneté						
	Appariteurs						
		Vaguemestre	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	17,5	
	Direction de la Police Municipale						
	Police municipale						
		Agent standard Brigade	Cadres d'emplois des adjoints administratif	oui	1	20,00	
	DGA SPORTS CULTURE JEUNESSE						
3	Jeunesse						
3		Agent CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui	2	17,68	
3		Agent CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui	2	16,55	
		Agent CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui	1	11,36	
3		Agent CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui	1	7,86	
3		Agent CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui	1	5,44	
3		Agent CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui	48	15,00	
		Agent CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui	12	17,5	
		Agent CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui	1	13,2	
	Vie Associative						
		Agent extérieur	Cadres d'emplois catégorie C	oui	1	17,50	
	Ville d'Art et d'Histoire						
		Animateur du patrimoine	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	1	17,50	

Conservatoire

3
3
3
3

Professeur de violoncelle	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	8,00	
Professeur de violoncelle	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	5,00	
Ensemble jazz	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	12,00	
Professeur de clarinette	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	11,00	
Professeur Musique traditionnelle	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	10,00	
Professeur de flûte	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	6,00	
Professeur d'alto	Cadre d'emploi A filière artistique	oui	1	10,00	
Professeur de musique	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	8,00	
Professeur de musique	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	3,00	
Professeur de violon	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	11,00	
Professeur de percussions	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	14,00	
Professeur de percussions	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	4,00	
Professeur de chant lyrique	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	3,00	
Vie Scolaire					
Ecole maternelle les Cigales	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	27,25
Ecole Maternelle Rose de Mai	Assistante de vie scolaire	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui	1	29,55
Ecole Primaire Gérard Philipe	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	25,86
	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	26,07
	AVS	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	14,73
	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	27,45
	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	26,70
Ecole Primaire Pra d'Estang	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	25,86
Ecole de St François	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	21,50
	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	31,00
Ecole St Mathieu	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	25,67
Ecole Primaire St Antoine	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	27,22
Ecole Primaire St Exupéry	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	27,25
	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	2	25,67
Ecole Primaire Saint Jacques	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	27,25
Ecole Primaire Jean Crabalona	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	27,23

Brigade Bus	Agent d'accompagner	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	2	19,00	
	Agent d'accompagner	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	28,50	
	Brigade adjoint technique	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	4	30,50
	DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES					
	Direction Bâtiments					
	Entretien des locaux	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	18,86
		Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	17,50
	DGA ATTRACTIVITE EVENEMENTIEL COMMERCE					
	Direction Evénementiel					
Relations Internationales						
	Chargé des Relations Internationales	Cadre d'emplois Rédacteurs	oui	1	17,50	
Total				112		



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2023 - 41 MODIFICATION ET CREATION EMPLOIS PERMANENTS
MODIFICATION TABLEAU DES EMPLOIS ET TABLEAU DES EFFECTIFS

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOU
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOU à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

DU 4 AVRIL 2023

**CREATION D'EMPLOIS PERMANENTS
MODIFICATION TABLEAU DES EMPLOIS ET TABLEAU DES EFFECTIFS**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet la création de postes ainsi que l'actualisation du tableau des emplois et du tableau des effectifs, en raison des réaménagements nécessaires au bon fonctionnement des services.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
RESSOURCES HUMAINES	CHAPITRE 012	

Madame Valérie COPIN expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Conformément à l'article L 313-1 du Code Général de la fonction publique portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Vu les tableaux des emplois et des effectifs existants.

Il appartient donc à l'assemblée délibérante de la collectivité ou de l'établissement public de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Ainsi, le bon fonctionnement du service des cimetières nécessite la création d'un poste supplémentaire d'agent technique à pouvoir par réaffectation interne d'un agent.

Par ailleurs, il est procédé à la régularisation d'un poste d'agent administratif au sein du service des archives municipales occupé par un agent en disponibilité et pourvu pour remplacement par un agent contractuel.

De même, l'ouverture de la Médiathèque a entraîné une révision de l'organigramme, avec changement de certaines appellations de poste mais à effectif constant.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 7 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la création d'un poste et les modificatifs divers d'intitulés ;
- **APPROUVER** les tableaux des emplois et des effectifs communaux impactés annexés.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le **- 5 AVR. 2023**
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe



del. M.

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

- 5 AVR. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230404-2023-42-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

Liste des marchés conclus de Janvier à Février 2023

Ville de Grasse

Conformément à l'article L. 2122-22.4 du C.G.C.T. et en application de l'article L. 2122-23 du C.G.C.T.

MARCHES CONCLUS CONFORMEMENT A L'ARTICLE L.2123-1 ET R2123- 1 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (PROCEDURE ADAPTEE)

01.23	SEM PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES - CONSULTATION POUR LA DESIGNATION D'UN COMMISSAIRE AUX COMPTES	SERVICE	03/01/2023	03/01/2023	PKF ARSILON COMMISSAIRES AUX COMPTES	75008	PARIS	5 500,00 € par an pour 6 ans soit 33 000,00€ HT
02.23	REFONTE DU SITE INTERNET DE LA VILLE DE GRASSE	SERVICE	09/01/2023	09/01/2023	SARL CREASIT	44000	NANTES	11 594.00
03.23	PROTECTION CONTRE LES EBOULEMENTS ROCHEUX AU DROIT DE LA RESIDENCE DU PRADO DANS LE QUARTIER DES RIBES A GRASSE - TRAVAUX PHASE 1	TRAVAUX	17/01/2023	18/01/2023	NGE FONDATIONS	06340	DRAP	400 000,00€ pour une durée de 4 mois à compter de la date fixée par l'OS de démarrage



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2023 - 42 MARCHES PUBLICS
PORTE A CONNAISSANCE DES DECISIONS PRISES DURANT LA PERIODE
DE JANVIER A FEVRIER 2023

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOUD
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOUD à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 42

DU 4 AVRIL 2023

MARCHES PUBLICS

PORTE A CONNAISSANCE DES DECISIONS PRISES DURANT LA PERIODE DE JANVIER A FEVRIER 2023

RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT

En application du Code Général des Collectivités Territoriales, il est porté à connaissance du Conseil municipal les décisions prises par Monsieur le Maire pour la période de janvier à février 2023, dans le cadre de sa délégation relative aux marchés publics.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DGST / Service de la Commande publique et des Achats	/	/

Madame Valérie COPIN expose :

Considérant qu'en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T), Monsieur le Maire a reçu délégation du Conseil municipal, et ce pendant toute la durée de son mandat, de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants,

Considérant qu'en application de l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) Monsieur le Maire doit rendre compte au Conseil municipal des décisions prises dans le cadre de cette délégation relative aux marchés publics,

Il est porté à connaissance du conseil municipal de la liste globale des marchés notifiés pendant la période de janvier à février 2023 (liste ci-jointe).

La commission Optimisation et performances des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 7 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **PRENDRE CONNAISSANCE** des décisions prises par Monsieur le Maire dans le cadre de sa délégation relative aux marchés publics.

Délibération affichée le - 5 AVR. 2023

suivent les signatures

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Maire,



La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

- 5 AVR. 2023



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2023 - 43 DELEGATION DU DROIT DE PREEMPTION A LA SAEML FONCIERE
PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOUD
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOUD à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 43

DU 4 AVRIL 2023

DELEGATION DU DROIT DE PREEMPTION A LA SAEML FONCIERE PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

L'évolution du projet concernant l'immeuble du 15 rue Paul Goby nécessite de retirer le Droit de Préemption Urbain à l'Etablissement Public Foncier PACA et de déléguer celui-ci à la SAEML foncière Pays de Grasse Dynamiques.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
JURIDIQUE		

Monsieur Christophe MOREL expose :

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 1521-1 à L. 1525-3,

Vu l'article L-211-2 du Code de l'urbanisme instituant la possibilité pour les communes de déléguer le droit de préemption,

Vu les délibérations du 28 juin et du 6 décembre 2022 relatives à la création de la SAEML foncière Pays de Grasse Dynamiques,

Vu la délibération du 7 juillet 2020 déléguant le Droit de Préemption Urbain à l'Etablissement Public Foncier PACA sur l'immeuble 15 rue Paul Goby,

Considérant que la SAEML foncière Pays de Grasse Dynamiques a une mission foncière, dans un but d'intérêt général et réalise à ce titre les opérations suivantes :

- L'acquisition et la réhabilitation en vue de leur commercialisation locative et la gestion d'immeubles à usage commercial, artisanal, de bureaux, de résidence hôtelière, de résidences étudiantes ou de services destinés à la location ou éventuellement à la vente ;
- La valorisation des immeubles par la réalisation de travaux de construction, d'amélioration ou de rénovation,
- La réalisation d'opérations de promotion immobilière ;
- La réalisation de tous équipements se rattachant à son activité immobilière ;
- La réalisation d'études en relation avec les domaines précités ;
- La participation au capital de sociétés dont l'objet est identique à celui décrit au premier alinéa et éventuellement la cession des dites participations ;
- La mise en place des moyens financiers nécessaires à ces opérations, en ce compris la conclusion de tout emprunt, avec ou sans garantie, ayant pour but de permettre la réalisation de l'objet social ;

Considérant que, pour ce faire, il convient de doter la SAEML foncière Pays de Grasse Dynamiques du Droit de Préemption Urbain ;

Considérant que le plan d'affaires voté le 30 novembre 2022, lors du premier Conseil d'Administration de la SAEML Pays de Grasse Dynamiques, inclut l'acquisition du local du rez-de-chaussée de l'immeuble sis au 15 rue Paul Goby,

Considérant que l'immeuble sis 15 rue Paul GOBY cadastré Section BE n°38, d'une contenance cadastrale de 454m² et développant environ 1000m² (circulation incluse), présente un intérêt tout particulier qui lui confère un emplacement pivot du fait de sa localisation stratégique au droit de la future coulée verte et de son interface possible avec les places de la médiathèque et Vercueil.

Considérant que la maîtrise foncière de cet immeuble conforte la rénovation des îlots Nègre, Goby, et Sainte Marthe, entreprises dans le cadre du Programme de Rénovation Urbaine, et l'aménagement à venir de l'îlot Médiathèque Sud dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain, permet à la collectivité de réaffirmer sa volonté de réhabilitation urbaine massive, complète, en rénovant des espaces publics, des équipements, et les logements de ce quartier dégradé.

Considérant les potentialités architecturales de cet immeuble, et la possibilité d'y installer une école d'enseignement supérieur, en lien avec le projet global de revitalisation du centre-ville portée par les dispositifs du NPNRU ou encore Action Cœur de Ville,

Considérant la singularité du projet relatif au 15 Paul GOBY qui dépasse la seule réhabilitation de logements, il convient de retirer la délégation consentie à l'Etablissement Public Foncier PACA sur cet immeuble et d'instaurer la SAEML foncière Pays de Grasse Dynamiques comme délégataire de ce même droit de préemption.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 7 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **RETIRER** le droit de préemption urbain consenti à l'Etablissement Public Foncier PACA sur l'immeuble sis 15 rue Paul Goby cadastré Section BE n° 38 ;
- **DELEGUER** le droit de préemption urbain au profit de la SAEML foncière Pays de Grasse Dynamiques sur l'immeuble sis 15 rue Paul Goby cadastré Section BE n° 38.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le **5 AVR. 2023**
suivant les signatures
POUR EXTRAIT COPIÉ
Le Maire,



La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

A blue ink signature of Valérie Copin, the Secretary of the Council.



5 AVR. 2023

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

OPERATION DE REQUALIFICATION URBAINE DU QUARTIER FLEURS DE GRASSE ET HAMEAU

CHARTRE DE RELOGEMENT

VERSION DU 6 MARS 2023

LES SIGNATAIRES :

Entre :

L'Etat, représenté par Monsieur le Préfet agissant au nom et pour le compte de l'Etat,

La Commune de Grasse, représenté par Monsieur le Maire,

3F SUD, représenté par son Directeur Général,

Action Logement Services, représenté par la Directrice Régionale PACA et Corse agissant au nom et pour le compte dudit Organisme,

La Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes,

Les bailleurs,

Les représentants des locataires

CI-APRES DESIGNES LES « PARTENAIRES »

SOMMAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230404-2023-44-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

Article 1. Objet de la présente charte de relogement	3
Article 2. Contexte	3
Article 3. Diagnostics préalables	4
Article 5. Le programme prévisionnel de démolition	4
Article 6. L'offre en relogement	5
Article 7. Les Instances de pilotage et de mise en œuvre du relogement	5
1. Le COPIL relogement.....	5
2. Le COTECH relogement.....	6
3. Le cellule relogement de 3F SUD	6
Article 8. Cadre opérationnel de mise en œuvre des relogements	7
1. Les locataires concernés	7
2. Enregistrement des ménages à reloger dans le Système National d'Enregistrement (SNE)	8
3. Passage des ménages relogés en CALEOL.....	8
4. Le nombre de propositions valables de relogements	8
5. La Prise en charge des frais de déménagement et frais d'installation	9
6. La gestion du dépôt de garantie	9
7. La Maîtrise du taux d'effort et du reste à vivre	10
8. La possibilité du relogement temporaire sur site	10
Article 9. Les engagements des Partenaires	11
1. Engagements 3FSUD	11
2. Engagements de l'Etat	11
3. Engagement de la Ville de Grasse.....	11
4. Engagements d'Action Logement Services	11
5. Engagements des autres bailleurs	13
6. Engagements de la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes	13
Article 10 - Information et Satisfaction des locataires	13
Article 11 – Evaluation de l'opération de relogement	14
Article 12 - Evolution de la Charte de Relogement	14
Article 13 - Durée et mise en œuvre de la charte	14
Signatures	15

ARTICLE 1. OBJET DE LA PRESENTE CHARTE DE RELOGEMENT

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230404-2023-44-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

La Charte de relogement précise les modalités de relogement et d'accompagnement social des ménages dont les immeubles sont voués à démolition sur les résidences Fleurs de Grasse et Hameau à Grasse appartenant à 3F SUD.

Cette charte a pour objectifs :

- ▷ De fixer les modalités de mise en œuvre de l'opération entre les différentes parties, de façon à finaliser celle-ci dans les délais prévus,
- ▷ D'apporter toutes les garanties d'application du droit au relogement des locataires,
- ▷ De donner la possibilité aux ménages de réaliser des parcours résidentiels positifs tenant compte des souhaits et besoins exprimés, ainsi que de leurs capacités (localisation, niveau de loyer)
- ▷ De mobiliser une offre adaptée et suffisante
- ▷ De réserver en priorité les logements sur la commune pour le relogement,
- ▷ De favoriser la mixité sociale et de garantir la cohérence avec les dispositifs existants ou à venir,
- ▷ De respecter les exigences légales et légitimes des locataires dans le choix de leur nouveau logement,
- ▷ D'accompagner les familles en situation difficile dans la recherche de solutions adaptées.

ARTICLE 2. CONTEXTE

3F Sud gère un patrimoine de 542 logements dénommé les Fleurs de Grasse à Grasse (06), composé exclusivement de logements locatifs sociaux et situé en secteur QPV.

Construits entre 1973 et 1983, ce patrimoine présente une série de dysfonctionnements techniques, sociaux, et sur le plan de la sécurité publique, malgré un environnement urbain favorable.

Afin d'enrayer les processus de paupérisation, 3F Sud a impulsé en 2017 une réflexion sur le devenir du site, en partenariat avec les collectivités locales et les services de l'Etat. Des études ont été engagées afin d'explorer plusieurs options de renouvellement urbain. Les réflexions se sont par ailleurs nourries d'un dialogue permanent avec les habitants.

L'examen des scénarios montre qu'une stratégie de réhabilitation, même lourde, ne répondrait pas aux enjeux urbains, sans effet notable sur l'évolution de la structure de l'offre (maintien d'un taux élevé de logements sociaux) et peu satisfaisante du point de vue patrimonial (pérennité limitée des immeubles confrontés à des pathologies graves).

Afin d'interrompre la spirale de dégradation et renouveler l'attractivité du site, les acteurs ont retenu un scénario volontariste de démolition totale. En lieu et place des bâtiments existants, il est prévu de reconstituer, sur un site élargi, un ensemble urbain mieux intégré à son environnement, diversifié en offres, et modernisé du point de vue de l'habitat, des équipements et des aménagements.

Le Préfet des Alpes Maritimes a autorisé, par décision du 12 janvier 2021, la démolition des 542 logements locatifs sociaux des Fleurs de Grasse et du Hameau. L'opération de relogement s'effectuera de manière progressive, d'ici à 2028, suivant le rythme des relogements et les nécessités opérationnelles.

Le relogement doit permettre de proposer aux ménages un accompagnement de qualité. La construction du projet de relogement se fera en proximité avec les ménages, en prenant notamment en compte les ressources effectives qu'ils trouvent actuellement dans le quartier, ou dont ils auront exprimé la nécessité, afin de lever tous les freins à leur mobilité et leur permettre de se projeter dans leur projet résidentiel.

Pour cela les partenaires de Charte de relogement veilleront à son articulation avec la conférence intercommunale du logement (CIL) et la convention intercommunale d'attribution (CIA).

La présente charte de relogement constitue un accord partenarial signé entre les partenaires. Elle précise les modalités du relogement pour les ménages résidant aux Fleurs de Grasse.

ARTICLE 3. DIAGNOSTICS PREALABLES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230404-2023-44-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

Afin d'aboutir à la conception d'un projet pertinent, 3F SUD a fait réaliser, en 2019, plusieurs études sur les Fleurs de Grasse : étude urbaine (Reichen&Robert), étude technique (Edifis), et étude sociale (La Condition Urbaine / Cfgéo / API Provence). Ces études ont intégré des entretiens avec les ménages (86% des locataires ont été rencontrés), la visite technique de tous les logements, des relevés et observations de terrain, des entretiens avec les partenaires, des analyses statistiques. Une mission d'animation de la concertation a aussi été confiée à Rouge Vif et Cabanon Vertical durant toute cette période

Quelques enseignements du diagnostic social en quelques chiffres (source Diagnostic API Provence _ 2019)

- ▷ Un vieillissement de la population
- ▷ Une sous occupation importante
- ▷ Des problématiques santé et mobilité
- ▷ Importance des familles avec enfant adulte potentiellement décohabitant
- ▷ Des ménages en grande précarité économique

Le recueil des souhaits des ménages quant à leur de parcours logement a été amorcé au moment de ce diagnostic. La réactualisation du diagnostic social par la cellule relogement mise en place par le bailleur sera un préalable à l'opérations de relogement.

ARTICLE 5. LE PROGRAMME PREVISIONNEL DE DEMOLITION

Partenaires et bailleur souhaitent engager un programme de valorisation urbaine du quartier, permettant l'amélioration significative du cadre de vie et le développement de l'attractivité de ce secteur. L'objectif de ce projet est la reconquête urbaine et sociale de ce territoire.

L'organisation du relogement sera induite par les nécessités opérationnelles liées à la mise en œuvre du projet et nécessite donc la libération des bâtiments.

Les bénéficiaires sont les locataires présents et titulaires d'un contrat de location sur les Fleurs de Grasse et le Hameau.

Il est prévu la démolition des 542 logements locatifs sociaux, qui s'organisera en 3 phases (à confirmer opérationnellement) :

- Phase 1 : 161 logements (bâtiments G à J + le Hameau)
- Phase 2 : 155 logements (bâtiments A à F)
- Phase 3 : 226 logements (bâtiments K à S)

Au 1^{ER} Janvier 2023, 398 logements restent occupés.

ARTICLE 6. L'OFFRE EN RELOGEMENT

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230404-2023-44-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

Le parc existant : Les relogements seront réalisés sur l'ensemble du patrimoine 3FSUD existant, suivant les libérations de logements et avec accord des réservataires.

Les programmes neufs :

Sur le quartier : dans le cadre du projet urbain des Fleurs de Grasse, il est proposé un total de 729 logements, dans une programmation diversifiée et équilibrée par 3FSUD :

- ▷ 226 logements locatifs sociaux,
- ▷ 76 logements sociaux dédiés à des personnes en perte d'autonomie liée à l'âge ou au handicap
- ▷ 45 logements en accession sociale
- ▷ 187 logements en accession libre
- ▷ 195 logements locatifs intermédiaires

Hors site : des relogements pourront être réalisés sur des constructions neuves 3FSUD, sous réserve de l'accord du réservataire et de la validation de la commission d'attribution.

Patrimoine des autres bailleurs signataires : en neuf et/ou sur leur parc existant suivant les engagements de chacun, les bailleurs signataires de la présente charte participeront à la mobilisation d'une offre en relogement

ARTICLE 7. LES INSTANCES DE PILOTAGE ET DE MISE EN ŒUVRE DU RELOGEMENT

Les circulaires du 22 octobre 1998 et du 15 novembre 2001, portant sur la démolition de logements locatifs sociaux, rappellent la nécessité de la concertation avec les habitants et de la qualité du plan de relogement.

Les signataires de cette charte s'inscrivent dans ces orientations. Ils l'appliqueront en conformité avec les recommandations de la CNIL (délibération du 20 décembre 2001) en matière de traitement des informations relatives aux ménages à reloger.

Le relogement constitue l'un des enjeux majeurs du projet urbain. La réussite du projet nécessite de réunir toutes les conditions d'une prise en compte maximale des souhaits et des contraintes des locataires. Cette réussite est liée non seulement à un relogement individuel satisfaisant des familles mais aussi à la politique générale d'explication et de concertation du projet auprès de la population

La participation de chacun des partenaires aux instances de pilotage et de suivi du relogement est définie de la façon suivante :

1. Le COPIL relogement

La gouvernance des opérations de relogement est effectuée de manière partenariale et concertée dans le cadre d'un COPIL Relogement, en articulation avec les principes et objectifs définis par l'ensemble des partenaires dans la présente Charte de relogement.

Le COPIL Relogement est composé des signataires de la Présente Charte de Relogement : il est co-présidé par M. le Maire ou son représentant et M. le Directeur Général de 3F SUD ou son représentant.

Cette instance est le pilote de la Charte de Relogement et a pour missions de :

- Suivre l'avancement de l'opération de relogement ;
- Valider et orienter les propositions du COTECH Relogement ;
- Etudier les tableaux de bord proposés par la Maitrise d'Œuvre Urbaine et Sociale (MOUS) ;

- Adapter le cadre d'intervention en fonction des contraintes ;
- Planifier les libérations et tenir les objectifs de délais ;
- Evaluer le bilan du plan de relogement ;
- S'assurer de la mobilisation des Partenaires.

Fréquence du COPIL Relogement

Le COPIL relogement se réunira autant que de besoin et a minima une fois par semestre. Cette périodicité pourra être adaptée en fonction de l'état d'avancement des relogements.

2. Le COTECH relogement

Garante de la bonne application de la Charte de relogement, cette instance partenariale est chargée d'appliquer les orientations du COPIL Relogement et de mettre en rapport les besoins en relogement avec l'offre mobilisable.

Son rôle est d'assurer la mise en œuvre opérationnelle du relogement dans sa globalité et de permettre de régler efficacement et de manière concertée les difficultés pouvant survenir pour certains ménages.

Le COTECH est composé des services opérationnels des signataires de la charte et de la MOUS relogement.

Le rôle du COTECH Relogement est de :

- Fixer les modalités et priorités des relogements en tenant compte des situations des locataires.
- Assurer le suivi des relogements.
- Examiner les dossiers particuliers et complexes en vue notamment de les confier à la MOUS (décohabitation, hébergement, regroupement familial, demande de logement plus grand...).
- Apprécier, au constat de refus de relogement abusif, la nécessité de déclencher le processus d'un congé donné par le bailleur, conformément à la loi SRU.
- Coordonner les actions des partenaires sociaux, auprès des familles en difficulté et proposer des solutions.
- S'assurer que les logements mis à disposition en dehors du patrimoine 3F Sud sont proposés rapidement afin de ne pas bloquer la relocation de logements qui ne seraient pas susceptibles d'intéresser les familles concernées par le relogement.

Fréquence du COTECH relogement

Le COTECH se réunira autant que de besoin et a minima fois par trimestre. Il peut être sollicité plus fréquemment à la demande de l'un des partenaires.

3F Sud assure le secrétariat de ces séances.

3. Le cellule relogement de 3F SUD

Afin de procéder à la mise en œuvre des relogements, 3F Sud s'engage à :

- Procéder au recrutement **d'un.e chargé.e d'accompagnement social (CAS)**
- Mandater un prestataire extérieur, dans le cadre d'une Maîtrise d'œuvre Urbaine et Sociale (**MOUS**) pour une assistance à maîtrise d'ouvrage sur l'opération de relogement et la prise en charge de situations spécifiques

Ce binôme constituera la cellule relogement de 3FSUD, et aura en charge de

- Mettre en place les outils nécessaires à la conduite du relogement des familles ;
- Réactualiser les enquêtes sociales individuelles et définir le « projet logement » avec chaque famille,
- Assurer l'information individuelle permanente des locataires sur l'avancement de leur relogement ;

- Effectuer le travail préalable de collecte de documents nécessaires à l'enregistrement dans le SIRE ;
- Prendre connaissance et analyser l'offre de logements disponibles (en lien avec le pôle commercial 3SUD) afin de faire des propositions adaptées aux besoins des ménages ;
- Accompagner les locataires et mettre en œuvre le relogement ;
- Etudier les dossiers particuliers (décohabitation, hébergement, logement adapté, etc.) ;
- Coordonner les actions des partenaires auprès des familles présentant des fragilités sociales ou économiques (CCAS, MSD, CAF...) ;
- Alerter le COTECH relogement et le COPIL des situations de blocages pressenties ou avérées
- Favoriser l'intégration sociale des familles dans leur nouvel environnement ;
- Assurer l'accompagnement social des familles jusqu'à 3 mois après le relogement ;
- Assurer le bilan du processus relogement.

Les équipes de gestion de proximité (gérance de Grasse 3F Sud, pôle commercial 3FSUD, pôle contentieux 3F Sud) seront mobilisées.

Des solutions d'accompagnement social et d'aides financières seront recherchées pour les ménages en difficulté (Fonds Solidarité Logement, mesures d'Accompagnement Social Lié au Logement, tutelle/curatelle, etc.) avec les partenaires, services sociaux et milieu associatif.

L'accompagnement sera personnalisé et variable selon le degré de difficultés des familles : dettes, entretien du logement, personnes âgées isolées, personnes seules avec enfants, personnes handicapées, personnes sous tutelle ou curatelle, fragilité financière, situation de pauvreté ou de grande pauvreté et problème comportementaux.

La gestion des impayés fera l'objet d'un traitement différencié selon la coopération des ménages. Le diagnostic social permettra de disposer d'un état des lieux précis des situations, des procédures contentieuses et des protocoles d'apurement s'y rattachant. Sur cette base, il sera possible d'engager un travail social avec les familles coopérantes, en amont du relogement et pendant le relogement. Pour les locataires non-coopérants, les procédures contentieuses devront être menées à leur terme

ARTICLE 8. CADRE OPERATIONNEL DE MISE EN ŒUVRE DES RELOGEMENTS

Si le relogement peut être appréhendé comme une opportunité pour certains ménages, il est nécessaire que les personnes concernées aient toutes les informations en main en amont du processus et une bonne connaissance du cadre dans lequel leur relogement se déroulera.

Une convention individuelle de relogement sera établie pour chaque locataire dès acceptation de l'offre de relogement et reprendra l'ensemble des engagements de 3F SUD appliqué au relogement concerné.

1. Les locataires concernés

Le présent dispositif s'adresse aux ménages titulaires d'un bail locatif, recensés comme locataires en titre lors de l'enquête social et aux ménages dont la clause résolutoire du bail aurait été prononcée, sous réserve que ces derniers s'acquittent de leur indemnité d'occupation et de leur plan d'apurement en cours si la dette n'est pas totalement résorbée.

Cas des demandes de décohabitation :

- ▷ Sous réserve de logements disponibles en sus des besoins directement liés aux relogements, les demandes des décohabitants directs, (descendants et ascendants identifiés), feront l'objet d'un examen privilégié dans le cadre des attributions de droit commun, sous condition de ressources suffisantes et déclarées dans l'enquête OPS 2020 sur la situation de 2019.
- ▷ La prise en charge du déménagement ne sera pas proposée dans ce cadre et aucune réduction de loyer ne pourra être appliquée.
- ▷ Le départ du décohabitant devra être concomitant ou antérieur au déménagement du locataire en titre

- ▷ Les personnes hébergées sans ascendance ou descendance directe avec le locataire en titre devront prendre en charge leur relogement et ne pourront prétendre à aucune proposition dans le cadre du dispositif de relogement.

En cas d'impayés :

- ▷ les engagements du locataire sur la dette seront mis en place et devront être respectés depuis 4 mois, pour que des solutions permettant un relogement soient recherchées.
- ▷ Dans le cadre de la prévention des expulsions pour impayé de loyer, des locataires ont pu signer un protocole (dit « protocole Borloo ») visant la résorption de la dette. Celui-ci est considéré comme un titre de location en règle dès lors que les engagements pris sont respectés.

2. Enregistrement des ménages à reloger dans le Système National d'Enregistrement (SNE)

Les ménages devant bénéficier d'un relogement devront être enregistrés dans le SNE, dans le cadre d'une opération générant du relogement issu logement social.

L'article L. 441-2-1 du CCH précise les conditions d'enregistrement de la demande de logement des ménages relogés dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain : « La situation des personnes devant bénéficier d'un relogement dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain fait l'objet d'un enregistrement d'office par le bailleur dont elles sont locataires dans le SNE sur la base des informations fournies par le ménage ou, à défaut, connues du bailleur. »

La cellule relogement enregistrera les demandes sur le SNE. Les services de la CAPG seront en appui et en complément (notamment pour l'enregistrement des dossiers de demandes de décohabitation validés par le COTECH).

3. Passage des ménages relogés en CALEOL

Conformément à l'article L. 441-2 du CCH, qui prévoit que la commission d'attribution et d'examen de l'occupation des logements créée dans chaque organisme d'habitation à loyer modéré attribue nominativement chaque logement locatif, les logements attribués aux ménages relogés dans le cadre du présent projet de renouvellement urbain font l'objet d'une décision lors d'un passage en CALEOL.

Dans le cadre de la présente Charte, les partenaires affirment une règle de priorité dans la désignation des candidats, en faveur des ménages à reloger, par rapport aux autres catégories de demandeurs de logements.

Conformément au règlement intérieur d'attribution de 3F, un seul candidat par logement est proposé en CALEOL dans le cadre des relogements rendus nécessaires par une opération de renouvellement urbain.

4. Le nombre de propositions valables de relogements

Respectant les conditions prévues à l'article 13 bis de la loi n°48-1360 du 1er septembre 1948 qui s'appliquent pour les opérations de renouvellement urbain, les partenaires s'engagent à faire jusqu'à **trois propositions de relogement** conformes aux besoins des ménages, dans l'hypothèse où les deux premières propositions n'auraient pas abouti.

Les propositions de relogement devront être les plus ajustées aux projets des ménages, à leurs capacités contributives et à leurs souhaits, et ce, dès la première proposition.

Le nombre de pièces du logement proposé est adapté, autant que possible, à la composition familiale. En cas d'occupation normale, le logement proposé est de même type que le logement actuel. Les situations de sous ou sur occupation doivent être examinées en concertation avec le ménage en vue d'une meilleure adéquation du logement d'accueil et du loyer de relogement.

3F SUD devra être particulièrement vigilant au formalisme des propositions de relogement faites aux ménages et à la traçabilité des refus.

En cas de refus de la proposition de relogement, le motif devra être examiné avec attention en COTECH relogement, afin de préciser les attentes et le souhait du ménage, mieux appréhender son besoin de relogement et mieux adapter l'offre suivante.

Selon l'article L. 353-15 du CCH, le locataire ayant refusé trois offres de relogement respectant les conditions prévues à l'article 13 bis de la loi n°48-1360 du 1er septembre 1948, ne bénéficie plus du droit au maintien dans les lieux, à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la notification de la 3ème offre. Une procédure juridique pourra être engagée par 3F SUD, après accord du COTECH Relogement.

Les locataires doivent visiter tout logement proposé avant de faire connaître leur réponse. En cas d'accord du locataire, une convention de relogement est signée dans un délai de 1 mois.

Congé

Tous les locataires concernés par le relogement reçoivent un courrier notifiant officiellement le congé, et devront vider l'intégralité du logement.

5. La Prise en charge des frais de déménagement et frais d'installation

- ▷ **Le coût des déménagements** des ménages concernés par le relogement sera pris en charge par 3FSUD pour l'ensemble des ménages à reloger (hors décohabitants), quel que soit le bailleur d'accueil. Les déménagements seront réalisés par un prestataire choisi dans le cadre d'un appel d'offre, dans la limite des coûts forfaitaires en fonction du lieu de relogement, des types de logement et des prestations définies au marché. (prévoir notamment une aide à la mise sous carton pour les personnes à mobilité réduite ou souffrant de handicap reconnu par la MDPH).
- ▷ Les ménages pourront bénéficier d'une **aide pour frais d'installation**.
 - Les frais liés aux ouvertures et fermetures des compteurs d'énergie et abonnements (gaz, électricité, téléphonie, internet, eau), seront remboursés par 3F SUD sur présentation de factures.
 - Les frais de suivi de courrier postal (pour une durée de 6 mois) seront remboursés par 3F Sud, sur présentation de factures.

6. La gestion du dépôt de garantie

- En cas de maintien dans le parc de 3F Sud, le dépôt de garantie est transféré sauf en cas de dette non résorbée.
- En cas de relogement chez un autre bailleur, et en l'absence de dettes locatives, le dépôt de garantie est transféré sans réévaluation de bailleur à bailleur.

7. La Maîtrise du taux d'effort et du reste à vivre

Compte tenu de la fragilité socio-économique des ménages concernés par le relogement, l'encadrement de l'impact financier du relogement pour les ménages est une exigence forte des partenaires. Il s'agit d'un critère essentiel de qualité du relogement des ménages et un élément-clé d'évaluation de l'impact social du projet.

Cet encadrement de l'impact financier du relogement se traduit par la nécessité de maîtriser le reste à charge après relogement, en tenant compte de l'évolution de la typologie du logement, de sa surface et de son niveau de service.

- ▷ Le loyer résiduel d'arrivée devra être **compatible avec les ressources du ménage**, et garantir un **reste à vivre suffisant**
- ▷ **Règle du résiduel proportionnel à la surface** : pour tout relogement sur le patrimoine 3F SUD, un loyer résiduel proportionnel à la surface sera maintenu. Pour y parvenir, 3FSUD pourra appliquer une réduction de bas de quittance, en complément de l'APL et du RLS estimé.

Synthèse du calcul théorique¹

$$\begin{array}{l}
 \text{Loyer} \\
 \text{théorique} \\
 \text{d'arrivée}
 \end{array}
 = \frac{\begin{array}{l} \text{Loyer 1} \\ + \text{Charges 1} \\ - \text{APL 1} \\ - \text{RLS 1} \end{array}}{\text{Surface 1}} \times \text{Surface 2} = \begin{array}{l} \text{Loyer 2} \\ + \text{loyer parking} \\ \text{éventuel} \\ + \text{Charges 2} \\ - \text{APL 2} \\ - \text{RLS 2} \end{array} - \text{Réduction éventuelle de} \\
 \text{quittance}$$

- ▷ Cette règle s'applique pour tout relogement définitif sur du patrimoine 3FSUD ;
- ▷ Ne seront prises en compte que les charges comparables : dans la situation de départ, l'eau et le chauffage étant compris dans les charges, il conviendra d'estimer cette dépense dans le logement d'arrivée si les systèmes sont individualisés ;
- ▷ L'indice de revalorisation des loyers sera appliqué chaque année ;
- ▷ Stationnement : afin de garantir un stationnement après relogement dans des conditions similaires à la situation de départ, une place de stationnement (en extérieur en priorité ou en sous-sol) sera attribuée gratuitement à chaque ménage relogé
- ▷ En cas de relogement chez un autre bailleur : le taux d'effort et le reste à vivre devront être adaptés à la situation des ménages relogés sur leur parc. Les règles d'attribution classiques s'appliqueront.

Un outil de calcul du reste à charge et du reste pour vivre avant et après relogement sera utilisé afin d'établir les conditions financières précises de chaque proposition de relogement.

8. La possibilité du relogement temporaire sur site

En prévision d'un relogement définitif sur un programme neuf sur le site des Fleurs de Grasse, un relogement temporaire pourra être proposé sur les bâtiments des tranches de démolition 2 et 3, dans l'attente des livraisons.

Le relogement définitif pourra être étudié sur un programme neuf selon la situation du ménage au moment des livraisons : la corrélation composition familiale et typologies disponibles devra être étudiée.

Si le relogement définitif s'avère impossible pour des raisons de composition familiale sur un programme neuf Fleurs de Grasse, un relogement devra être réalisé sur du parc extérieur 3F SUD ou d'un autre bailleur.

¹ Loyer « 1 » = loyer du logement de départ ; Loyer « 2 » = loyer du logement d'arrivée

ARTICLE 9. LES ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

L'ensemble des signataires de la présente charte s'engage à mettre au service de l'opération, **de manière prioritaire**, les logements dont ils disposent.

1. Engagements 3FSUD

Unique bailleur démolisseur, 3F SUD prend des engagements spécifiques :

- ▷ Mettre en œuvre toutes les dispositions nécessaires auprès de son Conseil d'Administration et de sa Commission d'Attribution afin d'assurer une affectation prioritaire de son patrimoine en faveur des ménages à reloger ;
- ▷ Mandater une MOUS ;
- ▷ Mandater une société de déménagement ;
- ▷ Appliquer l'ensemble des clauses de la présente charte ;
- ▷ Assurer l'entretien courant des immeubles pendant toute la phase de relogement ;
- ▷ Prendre des mesures anti-squats à la libération des logements afin de garantir aux locataires encore en place la jouissance paisible des lieux.
- ▷ 3F Sud s'engage à tenir informé l'ensemble des réservataires, des attributions effectuées sur leur contingent dans le cadre de ce plan de relogement.

2. Engagements de l'Etat

L'Etat s'engage à :

- ▷ Désigner un référent local qui participera au COTECH Relogement et, qui fera le lien entre les services de l'Etat et l'équipe de relogement.
- ▷ Mettre à disposition son contingent de manière prioritaire, appartenant au patrimoine des bailleurs signataires de la présente charte, pour une désignation unique dans le cadre de ce projet urbain sous réserve que :
 1. les vacants lui soient systématiquement signalés,
 2. le logement soit attribué à une personne figurant sur la liste des ménages à reloger issue de l'enquête sociale.

3. Engagement de la Ville de Grasse

La Ville de Grasse s'engage à :

- ▷ Copiloter le COTECH et le COPIL avec 3F SUD
- ▷ Mettre à disposition de manière prioritaire les logements de son contingent qui se libèrent sur l'ensemble du patrimoine de 3F Sud pour une désignation unique dans le cadre de l'opération.
- ▷ Mettre à disposition de manière prioritaire son contingent appartenant au patrimoine des bailleurs signataires de la charte sur la totalité de son territoire
- ▷ Continuer à entretenir les espaces extérieurs, dont elle a la gestion, environnant les bâtiments à démolir
- ▷ Mobiliser son CCAS pour participer aux instances de suivi du projet

4. Engagements d'Action Logement Services

La volonté d'Action Logement Services est d'accompagner ses partenaires sur les programmes de relogement préalables aux opérations de démolition menées. A ce titre, Action Logement Services s'engage à être

partenaire du dispositif en mobilisant l'offre locative dont il dispose située sur le territoire de la commune afin de faciliter le relogement des salariés des entreprises du secteur assujetti concernés par les projets de démolition.

Une part importante des logements financés par Action Logement Services ayant pu être réservée en droit de suite pour le compte des entreprises adhérentes, l'engagement contractuel pris avec ces entreprises reste toujours d'actualité et ne pourra être occulté.

Une mobilisation au titre d'un public non éligible au contingent d'Action Logement Services pourra également être envisagée au cas par cas, en contrepartie d'une compensation sur le territoire de la même commune, sur un logement équivalent à celui remis à disposition pour un tour, ou toute autre contrepartie définie d'un commun accord. La mobilisation des réservations Action logement inclut les logements neufs qui seront cependant réservés en priorité aux salariés des entreprises du secteur assujetti.

Action Logement Services en tant que partenaire se propose de récupérer auprès des responsables de données personnelles les informations obtenues par la cellule relogement sur les ménages relevant du public éligible afin de pouvoir proposer directement à ce public des solutions de relogement adaptées grâce à son parc de droits de réservation en logements familiaux et logements-foyers détenus auprès de tous les bailleurs des zones concernées. Il s'agira notamment de recueillir les informations relatives à l'identification de ces ménages (n° Siret ou employeur).

Action Logement Services peut également proposer aux salariés qui rencontrent des difficultés conjoncturelles son service d'accompagnement social. Son objet est de favoriser l'accès ou le maintien dans le logement grâce à une prise en charge personnalisée. Les salariés qui seraient en difficulté dans le cadre d'un relogement pourront bénéficier de ce service. Ce réseau dénommé CIL PASS Assistance est déployé au niveau national. Il s'adresse aux ménages dont les difficultés font souvent suite à un accident de la vie qui déstabilise leur budget et fragilise leur situation locative.

Action Logement services pourra également mobiliser, en tant que de besoin, des moyens et des aides au titre de la solvabilisation et de la sécurisation (Avance loca-pass, Visale) des salariés relogés.

5. Engagements des autres bailleurs

Les objectifs de relogement par organisme de logement social sont définis de manière partenariale.

La répartition par bailleur prend en compte le patrimoine social existant, de manière à le mobiliser proportionnellement au parc de chacun, et en mobilisant de manière complémentaire les constructions neuves futures de 3FSUD ;

Les bailleurs partenaires de la Charte de Relogement définissent les objectifs de relogement suivants :

TABLEAU ESTIMATIF A CONFIRMER AVEC CHAQUE BAILLEUR

Bailleurs	Parc sur Grasse au 1er janvier 2022	Estimations des objectifs de relogements à réaliser sur la période 2023-2028
3FSUD (hors logements à démolir)	1332	263
Côte d'Azur Habitat	369	43
BATIGERE	161	19
S.A. LOGIREM	138	16
FONCIERE LOGEMENT	137	16
CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.	132	15
S.A. LOGIS FAMILIAL	120	14
OPH CANNES PAYS DE LERINS	56	7
POSTE HABITAT PROVENCE	38	4
VILOGIA	38	4
IN LI	38	4
GRAND DELTA	28	3
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	23	3
I.C.F. HABITAT SUD-EST MEDITERRANEE	17	2
UNICIL SA D'HLM	8	1

- ▷ Afin de reloger dans les délais impartis, l'ensemble des bailleurs sociaux, signataires de la présente charte, se propose de mettre à disposition, dans leur patrimoine existant, ainsi que dans leurs programmes de constructions à venir, les logements ci-dessus dénombrés.
- ▷ Chaque bailleur d'engage à désigner un référent au sein de son organisme qui participera au COTECH, et qui assurera le suivi du dispositif afin de mettre en œuvre une collaboration efficace.
- ▷ Les bailleurs s'engagent à informer les réservataires des déclarations de vacance et en adressent copie à la cellule relogement mise en place par le bailleur 3F SUD. Celle-ci analyse les vacances et l'adéquation avec les besoins identifiés des ménages à reloger et signale aux bailleurs et aux réservataires les logements qui pourraient correspondre. Les réservataires informent la cellule relogement de leurs décisions de mettre le logement à sa disposition.

6. Engagements de la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes

- ▷ Désigner un référent qui participera au COTECH et au COPIL. Les travailleurs sociaux du pôle d'interventions sociales feront le lien avec les différents services de la CAFAM et l'équipe de relogement. **ENGAGEMENT SOUMIS A LA CAF – EN ATTENTE DE RETOUR**

ARTICLE 10 - INFORMATION ET SATISFACTION DES LOCATAIRES

- **Une permanence de proximité** : le/la chargé.e d'accompagnement social 3F SUD et l'opérateur MOUS se tiendront à disposition dans des bureaux installés sur site. Ils/elles feront preuve d'une grande disponibilité pour recevoir les locataires aux horaires indiqués.
- **Communication** :
 - **Réunions publiques** au démarrage de l'opération et sur des temps forts du projet

- Un guide du relogement, diffusé en format papier, permettra de vulgariser les règles du relogement à l'ensemble des locataires
 - les « **Lettres du projet** » serviront de support de communication sur le volet relogement
- **A destination des partenaires associatifs** : les sujets relatifs au relogement (diagnostic, avancement) seront évoqués lors des réunions partenariales, avec les acteurs locaux, notamment associatifs (Réunions des Acteurs des Fleurs de Grasse OU Réunion de coordination de quartier)

ARTICLE 11 – EVALUATION DE L'OPERATION DE RELOGEMENT

- Evaluation de l'opération :
 - En COPIL seront présentés des tableaux de bord permettant un suivi des principaux indicateurs
 - Nombre de relogements traités
 - Etat de l'occupation par bâtiment et par phase
 - Rythme mensuel moyen des relogements
 - Répartition par réservataire et par bailleur
 - Evolution des conditions de logement des ménages avant et après relogement (typologie, taux d'effort...)
 - Bilan qualitatif annuel
 - En plus des tableaux de bord, une évaluation qualitative sera réalisée annuellement
 - Localisation des relogements
 - Accompagnements sociaux mobilisés
 - Principaux freins identifiés et leviers proposés par la cellule relogement
 - ...
- Satisfaction des ménages : 3F Sud procédera à la réalisation d'une enquête post-relogement 6 mois après le relogement.

ARTICLE 12 - EVOLUTION DE LA CHARTE DE RELOGEMENT

Sur proposition du COPIL Relogement, les partenaires s'engagent à réexaminer la présente Charte, selon :

- ▷ l'évolution du programme
- ▷ l'évolution du patrimoine des parties prenantes
- ▷ la mobilisation éventuelle d'autres acteurs
- ▷ l'évolution réglementaire (et notamment la gestion en flux annuel des contingents de réservation)

ARTICLE 13 - DUREE ET MISE EN ŒUVRE DE LA CHARTE

La Charte de Relogement prend effet à compter de sa date de signature et jusqu'à la date d'achèvement du relogement des familles concernées.

Elle est établie en XXX exemplaires

SIGNATURES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230404-2023-44-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

3FSUD	VILLE DE GRASSE
PREFECTURE DES ALPES MARITIMES	ACTION LOGEMENT

PROVISoire



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2023 - 44 OPERATION DE REQUALIFICATION DE LA RESIDENCE DES FLEURS DE GRASSE
QUARTIER LES ASPRES/LA BLAQUIERE
MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL ET DE
RELOGEMENT
SIGNATURE DE LA CHARTE DU RELOGEMENT

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOUD
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOUD à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 44

DU 4 AVRIL 2023

**OPERATION DE REQUALIFICATION DE LA RESIDENCE DES FLEURS DE GRASSE
QUARTIER LES ASPRES/LA BLAQUIERE
MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL ET DE RELOGEMENT
SIGNATURE DE LA CHARTE DU RELOGEMENT**

RESUME SYNTHETIQUE

L'ensemble immobilier Les Fleurs de Grasse, composé de 542 logements locatifs sociaux, détenu par l'organisme de logement social 3F Sud, fait l'objet depuis 2017 d'une réflexion soutenue sur le devenir du site, visant à enrayer le processus de paupérisation et à résoudre les dysfonctionnements techniques et sécuritaires. Aussi, sur la base d'une démarche active de concertation avec les habitants, les acteurs ont retenu un scénario volontariste de renouvellement global, incluant 3 phases de démolition pour reconstituer un programme de logements, d'équipements et de commerces, favorisant mixité sociale et fonctionnelle. Dès lors, afin de garantir un accompagnement qualitatif des résidents du quartier, 3F Sud, aux côtés de la Ville de Grasse, de l'Etat, d'Action Logement, de la CAF des Alpes-Maritimes et des bailleurs sociaux volontaires, déploie une stratégie de relogement formalisée au sein d'une charte partenariale. Aussi, convient-il d'en approuver les termes et d'autoriser Monsieur le Maire à la signer.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT
AMENAGEMENT	Sans incidence	

Monsieur Christophe MOREL expose :

Vu le Programme Local de l'Habitat (PLH) du Pays de Grasse 2017-2022 prolongé de 2 années et le programme d'actions mettant en œuvre les moyens pour satisfaire les besoins en logement et en hébergement, dans le respect de la mixité sociale et en assurant une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements ;

Considérant l'opération de requalification de la résidence des Fleurs de Grasse située dans le quartier des Aspres/la Blaquièrre, participant pleinement à la revitalisation de la Ville et à son attractivité, prévoyant la démolition de 542 logements et la réalisation de 729 logements dont 226 logements locatifs sociaux, 76 logements sociaux dédiés à des personnes en perte d'autonomie liée à l'âge ou au handicap, 195 logements locatifs intermédiaires, 45 logements en accession sociale et 187 logements en accession libre, ainsi que des espaces publics, des commerces et des équipements ;

Considérant le projet de charte de relogement adossée à l'opération de requalification, issu d'un travail partenarial, mentionnant les engagements des signataires ;

L'ambitieux programme de reconquête urbaine et sociale du quartier prévoit la démolition des 542 logements locatifs sociaux, en 3 phases opérationnelles. Le bailleur 3F Sud doit donc s'assurer de mobiliser une offre adaptée et suffisante, prioritairement sur la commune de Grasse, pour pouvoir engager une stratégie de relogement compatible avec les besoins des ménages.

A cet effet, la Charte de relogement précise les modalités de relogement et d'accompagnement social des locataires dont les immeubles sont voués à démolition sur les résidences Fleurs de Grasse et Hameau appartenant à 3F Sud. Elle doit contribuer à la bonne réalisation du projet tout en garantissant aux résidents un relogement qualitatif dans le respect de leurs droits, la possibilité de s'inscrire dans des parcours résidentiels positifs, également un accompagnement des familles en situation difficile dans la recherche de solutions adaptées.

Elle identifie en outre, dans son article 6, l'offre en relogement à mobiliser :

- Sur le patrimoine du bailleur 3F Sud :

- Dans le parc existant : les relogements seront réalisés sur l'ensemble du patrimoine existant, suivant les libérations de logements et avec accord des réservataires.
- Dans les programmes neufs :
 - Sur le quartier renouvelé – à terme, 729 nouveaux logements, dont 302 logements locatifs sociaux familiaux et spécifiques autonomie, 232 logements en accession, dont 45 en accession sociale, 195 logements locatifs intermédiaires
 - Hors site : des relogements pourront être réalisés sur des constructions neuves 3F Sud, sous réserve de l'accord du réservataire et de la validation de la commission d'attribution.
- Sur le patrimoine des autres bailleurs signataires : en neuf et/ou sur leur parc existant suivant les engagements de chacun.

L'article 7 prévoit l'installation d'instances de pilotage et de validation dédiées à la stratégie de relogement des résidents des Fleurs de Grasse : un comité de pilotage, un comité technique. L'organisme 3F Sud a d'ores et déjà procédé à la constitution d'une cellule relogement, composée d'une chargée d'accompagnement social et d'une équipe en charge d'une Maîtrise d'œuvre Urbaine et Sociale (MOUS).

Dans son article 8, la charte fixe le cadre opérationnel de mise en œuvre des relogements en précisant notamment les bénéficiaires, les conditions de relogement, les règles de priorité en CALEOL, les conditions de prise en charge des frais de déménagement et d'installation, les mesures visant à garantir un reste à vivre maîtrisé.

L'article 9 précise les engagements des partenaires. Ainsi, au travers de la charte, la Ville de Grasse s'engage à :

- Copiloter le COTECH et le COPIL avec 3F SUD ;
- Mettre à disposition de manière prioritaire les logements de son contingent qui se libèrent sur l'ensemble du patrimoine de 3F Sud pour une désignation unique dans le cadre de l'opération ;
- Mettre à disposition de manière prioritaire son contingent appartenant au patrimoine des bailleurs signataires de la charte sur la totalité de son territoire ;
- Continuer à entretenir les espaces extérieurs dont elle a la gestion, environnant les bâtiments à démolir ;
- Mobiliser son CCAS pour participer aux instances de suivi du projet.

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 7 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

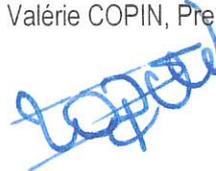
- **APPROUVER** les termes du projet de charte de relogement, joint en annexe de la présente délibération, établie dans le cadre de l'opération de requalification urbaine de la résidence des Fleurs de Grasse située dans le quartier des Aspres / la Blaquière ;
- **METTRE EN ŒUVRE** les moyens nécessaires pour remplir les engagements portés par la Ville ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer la charte de relogement, aux côtés de l'Etat, d'Action Logement, de la CAF des Alpes-Maritimes, de 3F Sud et les bailleurs sociaux partie prenante à la charte.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 35 voix pour, 8 voix contre : Monsieur EUZIERE (2 voix), Madame CONESA, Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Monsieur CASSARINI (2 voix), Monsieur Patrick ISNARD (2 voix).

Delibération affichée le
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,



La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

- 5 AVR. 2023

CONVENTION

ENTRE-LES SOUSSIGNES,

LA COMMUNE DE GRASSE

La « Commune de Grasse », identifiée sous le numéro SIREN N° 210 600 698 000 18,

Siège : Place du Petit Puy – BP 12031 – 06131 GRASSE Cedex, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, Maire de Grasse, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal n° 2023-45 en date du 4 avril 2023.

ET

L'OCCUPANT

La Société CARAMBA FOOD, dont le siège social est situé Via C. Fiorillo, 654033 Marina di Carrara, et représentée par Monsieur GIOVANNI FREDIANI, agissant en qualité de Directeur.

PREAMBULE

Dans le cadre du jumelage de la ville de Grasse avec la ville de Carrare, une fête toscane va être organisée sur le Cours Honoré Cresp, du 5 au 9 juillet 2023.

IL EST CONVENU ET ARRETÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} - OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités selon lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable le Cours Honoré Cresp, dans le cadre de l'organisation de « la Fête Toscane ».

ARTICLE 2 - DESCRIPTIF DE LA MANIFESTATION

La mise à disposition du domaine public est consentie dans le cadre la manifestation « Fête Toscane » dont les caractéristiques sont ci-après définies :

- Fête Toscane
- Lieu : Cours Honoré Cresp
- Du 3 /07/ 2023 au 10/07/2023, montage et démontage inclus
- Horaires d'ouverture au public : tous les jours de 11 heures à 23 heures du 5 au 9 juillet 2023.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 ENGAGEMENTS DE LA SOCIETE

1. Généralités

La manifestation consiste à organiser une fête toscane dans le cadre du jumelage avec la Ville de Carrare.

Dans ce cadre, l'occupant invitera les visiteurs à découvrir des produits typiques de la Toscane, et notamment :

- Culinaire
- Artisanal
- Boisson

L'occupant proposera des dégustations, de la vente de produits et un espace restauration sous le chapiteau.

2. Redevance d'occupation

Le coût d'investissement à la charge de l'occupant a été pris en compte dans le calcul de la redevance d'occupation. A ce titre, l'occupation du domaine public est consentie et acceptée moyennant une redevance comprenant :

- Une part fixe d'un montant de 500 euros payable à la signature de la présente convention après émission par la collectivité d'un titre de recette ;
- Une part variable correspondant à 1,5 % du chiffre d'affaire réalisé lors de la manifestation.

La part variable sera payable à l'issue de la manifestation après transmission des documents comptables.

Ainsi, le bénéficiaire devra transmettre, à l'issue de la manifestation, à la Ville de Grasse un bilan certifié afin de calculer le montant de la part variable.

3. Moyens techniques et humains mis à disposition

L'occupant s'engage à mettre en œuvre « la Fête Toscane » et ainsi, prendra en charge **sur la durée de la manifestation** :

- Le matériel nécessaire à l'élaboration de la dégustation de plats typiques ainsi que le personnel afférent.
- Les frais d'hébergement et nourriture pour le personnel, durant la semaine de la manifestation, seront pris en charge par l'organisateur.
- La décoration du chapiteau mis à disposition par la ville
- Des groupes d'animation musicale

4. Montage – Démontage

Le montage et le démontage du matériel spécifique afférent aux activités culinaires sont à la charge de l'occupant.

3.2 ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE GRASSE

1. Généralités

La Commune de GRASSE met à disposition le domaine public sis Cours Honoré Cresp au bénéfice de l'occupant tel que repéré ci-après sur le plan en annexe.

La mise à disposition est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public. A ce titre, l'autorisation d'occupation consentie présente un caractère précaire et révocable.

2. Moyens techniques et humains mis à disposition

La Commune de GRASSE mettra à disposition de l'organisateur le prêt de matériel technique, à savoir :

- Un chapiteau propriété de la ville
- Des tables et chaises pour le public
- L'installation d'une sonorisation pour les animations
- La mise en place d'une décoration florale et arbustive de base
- Les branchements et alimentations à la manifestation à savoir :
 - L'installation électrique
 - L'installation une évacuation d'eau

Par ailleurs, la commune prendra à sa charge les frais inhérents au gardiennage du site la nuit.

3. Montage – Démontage

Le montage et démontage du matériel technique mis à disposition par la Commune sera assuré par les agents municipaux.

Le montage pourra s'effectuer à compter du 3 juillet matin. La fête toscane commencera le 5 juillet 2023 pour se terminer le 9 juillet 2023 au soir. Démontage le 10 juillet 2023.

ARTICLE 4 - CONDITIONS D'OCCUPATION

1. Conditions de jouissance

L'occupant devra jouir des lieux concédés en bon père de famille et veillera à ce que la tranquillité et le bon ordre ne soient troublés ni par son fait, ni celui de ses préposés, de ses fournisseurs ou de ses clients.

L'occupant devra se conformer aux prescriptions légales et administratives relatives à son activité, de façon que la commune ne puisse être inquiétée ou recherchée.

A ce titre, il devra obtenir tous les agréments et les autorisations nécessaires à l'exercice de cette dernière.

La mise à disposition du domaine public est accordée à des fins déterminées, l'Organisateur se doit de les respecter. L'occupant doit respecter le matériel et les équipements mis à disposition

Le site devra être restitué en bon état de propreté. Le nettoyage des lieux, du mobilier, appareils mis à disposition et l'évacuation des déchets sont à la charge de L'occupant. Tous dégâts matériels, toutes dégradations et tous manquements à la propreté des lieux qui auront été constatés pourront ouvrir droit à réparation au bénéfice de la Commune.

2. Sécurité

L'occupant veillera au strict respect des consignes de sécurités et des obligations imposées par la législation en vigueur.

3. Hygiène et propreté

L'occupant devra satisfaire à toutes les obligations imposées par la réglementation en vigueur, notamment la réglementation relative à l'hygiène et la salubrité.

4. Personnel

Le personnel employé devra être en situation régulière au regard de la loi et notamment du code du travail.

ARTICLE 6 - ETAT DES LIEUX

La mise à disposition se fera conjointement à un état des lieux et du matériel, en présence de l'occupant et d'un représentant de la Ville de Grasse habilité lors de la prise de possession des lieux, ainsi que lors de sa restitution.

ARTICLE 7 - SECURITE

L'occupant s'engage d'ores et déjà par la présente à respecter toutes les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, notamment l'arrêté du 25 juin 1980 modifié et celui du 23 janvier 1985 modifié portant sur les chapiteaux, tentes et structures.

Il s'engage notamment à se soumettre aux obligations d'obtention d'une autorisation et/ou d'une déclaration auprès des autorités compétentes pour l'organisation de la manifestation et à fournir les documents techniques nécessaires à l'ouverture au public (extrait de registre de sécurité, attestation de bon montage).

Le non-respect de ces dispositions pourra entraîner l'annulation de la manifestation programmée.

L'occupant s'assurera que les différentes sorties et issues de secours, les dégagements et autres axes de circulation restent libres et accessibles toute la durée de l'exploitation ainsi que lors des temps de montage et de démontage de la manifestation.

L'occupant s'engage à respecter les conditions d'utilisation des structures.

Il s'engage à porter à la connaissance du public le plan d'évacuation ainsi que les consignes de sécurité en cas d'incendie.

L'occupant s'engage à faire vérifier les installations électriques par un organisme agréé. Il devra être en capacité de produire l'attestation correspondante. Il ne sera pas autorisé le passage de câbles électriques dans les circulations réservées au public.

D'une manière générale, l'occupant s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité. Il reconnaît veiller à la sécurité du public pendant tout le déroulement de la manifestation. L'organisateur de la manifestation doit être impérativement présent pendant toute la durée de la manifestation.

L'occupant devra justifier, pour sa manifestation, d'un service de sécurité afin de pallier les éventuels risques de débordement liés à l'accueil du grand public (soirée dansante, concert, animations, foires etc...)

Si un accident corporel survenait du fait du non respect de cette clause, la Ville de GRASSE ne serait en aucun cas inquiétée, seule la responsabilité de l'occupant serait alors engagée.

Si des dégradations du fait du non respect de cette clause devaient avoir lieu, la Ville de GRASSE se réserve le droit d'exiger de l'occupant le remboursement intégral du montant des réparations.

ARTICLE 8 - ASSURANCES

L'occupant devra justifier, lors de la réservation, qu'il est couvert par une assurance pour tous les risques de son fait ou de celui de son personnel et participants liés à ses activités pendant la manifestation et couvrant tous les dommages pouvant résulter des activités exercées au cours de l'utilisation du domaine public mis à disposition.

La société est également responsable des vols, bris ou détériorations des équipements dans l'enceinte du lieu de la manifestation, à l'exclusion des dégâts causés par force majeure.

L'occupant sera tenu de souscrire pour la durée de la manifestation une assurance en responsabilité civile vis-à-vis du public et les risques de dommages matériels et corporels et pour les biens lui appartenant.

ARTICLE 9 - DENONCIATION DU CONTRAT

Le présent contrat peut être dénoncé :

- Par la Commune de Grasse à tout moment et sans délai en cas de force majeure, pour des motifs sérieux tenant au bon fonctionnement du service public et de l'ordre public ou pour tout autre motif d'intérêt général, par

lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'occupant ; étant précisé que toute résiliation quel qu'en soit le motif ne pourra donner lieu au versement d'une quelconque indemnité par la Commune de Grasse.

- Par l'occupant, à tout moment et sans délai en cas de force majeure dûment constatée et signifiée à la Commune de Grasse par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas d'annulation du fait de l'occupant, et ce moins d'un mois avant la date de l'événement, l'occupant sera dans l'obligation d'assumer financièrement les frais engagés par la Ville de Grasse pour la manifestation.

ARTICLE 10 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toutes modifications de la présente convention devront faire l'objet d'avenants et seront jointes à la présente avec accord des parties signataires.

ARTICLE 11 - CARACTERE PERSONNEL DE L'OCCUPATION

La présente convention est consentie « *intuitu personae* », le bénéficiaire ne pourra céder les droits en résultant à qui que ce soit.

L'occupant s'interdit de concéder ou de sous-louer les biens mis à sa disposition, sauf accord exprès de la ville de Grasse.

ARTICLE 12 – DUREE

La présente convention est consentie à titre précaire et révocable pour la durée de la manifestation, soit du 3 juillet 2023 au 10 juillet 2023.

ARTICLE 11 - LITIGE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux territorialement compétents, mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc.)

Fait à GRASSE, en double exemplaire, le

Pour la Société CARAMBA FOOD

Monsieur GIOVANNI FREDIANI

Le Maire,

Monsieur Jérôme VIAUD
Vice –président du Conseil Départemental
des Alpes Maritimes
Président de la Communauté
d'Agglomération du Pays de Grasse



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2023 - 45 ORGANISATION DE LA FETE TOSCANE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOU
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOU à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 45

DU 4 AVRIL 2023

ORGANISATION DE LA FETE TOSCANE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Dans le cadre du jumelage avec la Ville de Carrare, la ville souhaite organiser sur le Cours Honoré Cresp une Fête Toscane du 5 au 9 juillet 2023.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
COORDINATION	Recettes	500 € + 1,5 % du chiffre d'affaire

Madame Aline BOURDAIRE expose :

Considérant que dans le cadre du jumelage de la ville de Grasse avec la ville de Carrare, une Fête Toscane va être organisée sur le Cours Honoré Cresp, partie haute, ainsi qu'un marché italien organisé par la ville de Grasse.

Considérant que dans ce cadre, les visiteurs seront invités à découvrir des produits typiques (culinaires, artisanat, ...) de la Toscane et de Carrare en particulier, ainsi que des produits issus de la péninsule italienne.

Considérant que dans le cadre de la Fête de la Toscane, il leur sera proposé un espace restauration.

Considérant qu'à cette fin, une convention entre la ville et une société de restauration italienne sera conclue afin d'organiser ladite manifestation.

Considérant que la ville de Grasse mettra à la disposition de la société une partie du cours Honoré Cresp ainsi que du matériel technique nécessaire au déroulement de la manifestation.

La société sera en charge des animations et de l'espace de restauration.

Considérant que le marché italien est organisé directement par la ville de Grasse dans les conditions financières et juridiques traditionnelles des marchés grasseois.

Considérant qu'une convention précisant les conditions et les modalités du partenariat dans le cadre de l'organisation de la Fête Toscane sera conclue entre les parties.

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le principe de la manifestation « la Fête Toscane » et le partenariat en découlant. La société CARAMBA FOOD règlera une redevance de 500 € et un pourcentage de 1,5 % du chiffre d'affaire réalisé ;

- **APPROUVER** les termes de la convention jointe en annexe ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer la convention ainsi que tous documents, contrats et avenants, nécessaires à la mise en œuvre de cette manifestation.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le **- 5 AVR. 2023**

suivent les **PROCES**
POUR EXTRAORDINAIRE

Le Maire



La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

- 5 AVR. 2023

**NOTE DE PRESENTATION
BUDGET PRINCIPAL VILLE DE GRASSE**

AFFECTATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION 2022

Le résultat de fonctionnement est le cumul du résultat de fonctionnement reporté de 2021 (2 947 K€) et du résultat comptable dégagé pour les seules opérations de l'exercice 2022 (5 402 K€), soit un total à affecter de **8 329 K€**.

	Montants en K€
<i>Emplois budgétaires</i>	
Dépenses de fonctionnement	-64 857
Recettes de fonctionnement	70 259
Excédent reporté 2021 budget principal	2 924
Excédent cumulé SIAQUEBA	6
Déficit cumulé du SIGLE	-3
RESULTAT A AFFECTER	8 329

Le solde peut être affecté selon le choix de l'assemblée délibérante à la section d'investissement (compte 1068 excédent de fonctionnement capitalisé) ou faire l'objet d'un report en section de fonctionnement (compte 002, excédent de fonctionnement reporté).

Les emplois et ressources budgétaires de la section d'investissement 2022 sont les suivants :

	Montants en K€
<i>Emplois budgétaires</i>	
Dépenses réelles investissement	-30 395
Dépenses d'ordre d'investissement	-503
Déficit reporté 2021 budget principal	-5 344
Déficit reporté cumulé SIAQUEBA	-2
Excédent cumulé du SIGLE	3
Total emplois	-36 242
<i>Ressources budgétaires</i>	
Recettes réelles investissement	26 372
Recettes d'ordre d'investissement	3 747
Total ressources	30 119
Besoin de financement	-6 123
Dépenses réelles reportées	-4 721
Recettes réelles reportées	5 462
Excédent de financement reports	741
Résultat net	-5 382

On constate un déficit de financement cumulé d'investissement avec la reprise des résultats des syndicats de **- 5 382 K€**.

Il est donc proposé d'affecter **5 382 K€ à l'investissement** au compte 1068, pour couvrir le besoin de financement y compris les restes à réaliser.

Le solde, soit **2 947 K€**, est reporté au compte 002 excédent de fonctionnement capitalisé.



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2023 - 46 BUDGET PRINCIPAL
AFFECTATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2022

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOUD
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOUD à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 4 AVRIL 2023

BUDGET PRINCIPAL
AFFECTATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2022

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Il s'agit d'affecter au budget 2022 le résultat excédentaire cumulé de fonctionnement du budget principal de l'exercice 2022, qui se fixe à **8 328 967,59 €**.

Madame Catherine BUTTY rappelle à l'Assemblée Municipale que, conformément à l'instruction budgétaire et comptable M14, il lui appartient d'affecter chaque année le résultat d'exploitation de l'exercice écoulé.

Vu le Compte Administratif 2022 de la commune statuant sur le résultat de fonctionnement de l'exercice 2022 ;

La Commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 7 mars 2023,

Le Conseil Municipal,

- **AFFECTE** le résultat au 31 décembre 2022, soit 8 328 967,59 € comme suit :

Section de fonctionnement

Excédent antérieur reporté budget principal 2021	2 923 869,56 €
Excédent cumulé reporté SIAQUEBA	5 681,26 €
Déficit cumulé reporté SIGLE	- 2 760,94 €
Résultat de l'exercice 2022	5 402 177,71 €
Excédent au 31 décembre 2022	8 328 967,59 €

Section d'investissement

Déficit antérieur reporté budget principal 2021	- 5 344 866,41 €
Déficit cumulé reporté SIAQUEBA	- 1 948,08 €
Excédent cumulé du SIGLE	2 960,42 €
Résultat déficitaire de l'exercice 2022	- 779 716,75 €
Excédent restes à réaliser	741 730,02 €
Déficit cumulé d'investissement 2022 y compris restes à réaliser :	- 5 381 840,80 €

Affectation en réserves en section d'investissement (compte 1068) 5 381 840,80 €

Affectation en section de fonctionnement en excédent reporté (compte 002) 2 947 126,79 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 35 voix pour, 8 abstentions : Monsieur EUZIERE (2 voix), Madame CONESA, Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Monsieur CASSARINI (2 voix), Monsieur Patrick ISNARD (2 voix).

Délibération émise le **- 5 AVR. 2023**
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

Renard



La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

Valérie Copin



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

- 5 AVR. 2023

COMMUNE : 069 GRASSE
 ARRONDISSEMENT : 06 GRASSE
 TRÉSORERIE OU SGC : SGC DE GRASSE

ÉTAT DE NOTIFICATION DES PRODUITS PRÉVISIONNELS ET DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2023

I – RESSOURCES FISCALES DONT LE TAUX DOIT ÊTRE VOTÉ EN 2023

Taxes	Bases d'imposition effectives 2022 1	Taux de référence 2023 2	Taux plafonds 2023 3	Bases d'imposition prévisionnelles 2023 4	Produits référence (col. 4 x col. 2) 2023 5	Taux votés 2023 6	Produits attendus (col. 4 x col. 6) 2023 7
Taxe foncière bâtie (TFB)	83 075 834	30,07	95,60	88 816 000	26 706 971	30,07	26 706 971
Taxe foncière non bâties (TFNB)	658 857	14,70	123,50	683 000	100 401	14,70	100 401
Taxe d'habitation (TH)	12 882 880	18,90	55,76	13 797 564	2 607 740	18,90	2 607 740
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	>>>	>>>	>>>	>>>	>>>		
Total					29 415 112		

Taxe	Bases d'imposition effectives 2022	Taux de référence de TH 2023	Taux de majoration 2022	Bases d'imposition prévisionnelles 2023	Produit référence (col.4 x col.2 x col.3) 2023	Taux de majoration voté 2023	Produit attendu (col. 4 x col. 6 x taux TH voté 2023)
Majoration de taxe d'habitation (MTHS)	10 519 246	18,90	20,00	11 266 112	425 859	20,00	425 859

Aide au calcul des taux par variation proportionnelle : il n'est pas nécessaire de remplir cette rubrique en cas de reconduction des taux de référence ou de variation différenciée.

Taxes	Calcul du coefficient de variation proportionnelle (6 décimales) 8	Taux proportionnels (col. 2 x col. 9) 10	Si l'un des taux déterminés de manière proportionnelle excède le taux plafond indiqué en colonne 3, une variation différenciée doit obligatoirement être votée.	Si la diminution sans lien des taux a été décidée en 2023, cochez la case <input type="checkbox"/>
Taxe foncière bâties (TFB)	Produit total souhaité $\frac{29\,415\,112}{29\,415\,112} = 1,000000$	30,07		
Taxe foncière non bâties (TFNB)		14,70		
Taxe d'habitation (TH)		18,90		
Cotisation foncière des entreprises (CFE)				
Produit total de référence (total colonne 5)				

II – RESSOURCES FISCALES INDÉPENDANTES DES TAUX VOTÉS EN 2023

TVA	IFER	TASCOM	TAFNB	Allocations compensatrices	DCRTP	FNGIR	Effet du coefficient correcteur	Total 11
>>>	0			1 589 996	22 813	157 013	7 713 161	9 482 983

III – TOTALISATION DES RESSOURCES FISCALES PRÉVISIONNELLES POUR 2023

Produits attendus des ressources à taux voté (col. 7)	+	Produits attendus des ressources indépendantes des taux votés (col. 11)	=	Total prévisionnel au titre de la fiscalité directe locale 2023
29 840 971		9 482 983		39 323 954

À NICE

Le 08 MARS 2023

Pour la Direction des Finances publiques,
 JEAN-PAUL CATANESE
 DIRECTEUR DEP. DES FINANCES PUBLIQUES

Le

Pour la Préfecture, Pour la Commune,


 Le Maire,
 Le 4/04/2023
 Jean-Jacques VASSO
 Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes
 Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

ÉTAT DE NOTIFICATION DES PRODUITS PRÉVISIONNELS ET DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2023

IV – INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

1. DÉTAIL DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES ET DOTATIONS	2. BASES EXONÉRÉES	3. PRODUITS DES IFER
Taxe foncière bâtie : a. Personnes de condition modeste <input type="text" value="17 616"/> b. Baux à réhabilitation, QPPV, Mayotte <input type="text" value="57 564"/> c. Exonérations de longue durée (logem. sociaux) <input type="text" value="18 018"/> d. Locaux industriels <input type="text" value="1 494 507"/> Taxe foncière non bâtie <input type="text" value="2 291"/> Taxe d'habitation : a. Dotation pour perte de THLV <input type="text"/> b. Dotation pour Mayotte <input type="text"/> Cotisation foncière des entreprises : a. Exonérations en zone d'aménagem. du territoire <input type="text" value=">>>"/> b. Base minimum <input type="text"/> c. Locaux industriels <input type="text"/> d. Autres allocations <input type="text"/>	Taxe foncière bâtie : a. Par le conseil municipal <input type="text"/> b. Par la loi <input type="text" value="6 905 468"/> Taxe foncière non bâtie : a. Par le conseil municipal <input type="text"/> b. Par la loi (terres agricoles) <input type="text" value="22 544"/> c. Par la loi (autres) <input type="text"/> Cotisation foncière des entreprises a. Par le conseil municipal <input type="text"/> b. Par la loi <input type="text"/>	a. Éoliennes et hydroliennes <input type="text"/> b. Centrales électriques <input type="text"/> c. Centrales photovoltaïques <input type="text"/> d. Centrales hydrauliques <input type="text"/> e. Centrales géothermiques <input type="text"/> f. Transformateurs électriques <input type="text"/> g. Stations radioélectriques <input type="text"/> h. Installations gazières et autres <input type="text"/> 5. RÉFORMES FISCALES Taxe d'habitation : a. Fraction de TVA nationale (%) <input type="text"/> b. TVA prévisionnelle <input type="text"/> c. Coefficient correcteur <input type="text" value="1,273502"/>
	4. BASES TAXÉES DE TAXE D'HABITATION a. Hors résid. principales et log. vacants <input type="text" value="13 797 564"/> b. Logements vacants soumis à la THLV <input type="text" value=">>>"/>	

6. ÉLÉMENTS UTILES AU VOTE DES TAUX

6.1. TAUX PLAFONDS

Taxes	Taux moyens communaux de 2022 au niveau :		Taux plafonds de 2023	Taux des EPCI de 2022	Taux plafonds communaux à ne pas dépasser pour 2023 (col. 13 - col. 14)
	national 11	départemental 12			
Taxe foncière bâtie (TFB)	38,28	31,27	95,70	0,10400	95,60
Taxe foncière non bâties (TFNB)	50,44	29,89	126,10	2,60000	123,50
Taxe d'habitation (TH)	22,98	25,57	63,93	8,17000	55,76
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	>>>	>>>	>>>	>>>	>>>

6.2. MAJORATION SPÉCIALE DU TAUX DE CFE

Taux moyens pondérés des taxes foncières de 2022 au niveau :	
a. National	<input type="text" value=">>>"/>
b. Communal	<input type="text" value=">>>"/>
Taux maximum :	
a. Taux communal majoré à ne pas dépasser	<input type="text" value=">>>"/>
b. Taux maximum de la majoration spéciale	<input type="text" value=">>>"/>

6.3. DIMINUTION SANS LIEN : année antérieure à 2023 au titre de laquelle...

a. ...la diminution sans lien a été appliquée	<input type="text" value=">>>"/>
b. ...les taux précédemment diminués sans lien ont été augmentés	<input type="text" value=">>>"/>

Taux de CFE perçue en 2022 par la communauté d'agglomération. La communauté urbaine ou de communes ayant opté pour la fiscalité professionnelle unique

RÉFORME FISCALE : DÉTERMINATION DU COEFFICIENT CORRECTEUR COMMUNAL

En application de l'article 16 de la loi de finances pour 2020, les parts communale et départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) sont fusionnées et affectées aux communes dès 2021 en compensation de la perte de la taxe d'habitation (TH) sur les résidences principales.

La sur ou sous-compensation est neutralisée chaque année à compter de 2021 par l'application d'un coefficient correcteur au produit de TFPB qui aurait résulté du maintien des taux à leur niveau de 2020 et à l'allocation compensatrice de TFPB relative à la diminution de moitié des valeurs locatives des locaux industriels (A du III de l'article 29 de la loi de finances pour 2021).

Les articles 41 de la loi n° 2021-1900 de finances initiale pour 2022 et 11 de la loi n° 2022-1157 de finances rectificative pour 2022 ont modifié l'article 16 de la loi 2019-1479 de finances pour 2020 qui définit le calcul du coefficient correcteur.

I - RESSOURCES À COMPENSER

Bases communales de TH des résidences principales pour 2020 x Taux de TH 2017*.....	73 857 519	x	18,90	=	13 959 071
dont bases des rôles supplémentaires de TH de 2020 émis jusqu'au 15 novembre 2021.....	47 884				*Taux de TH de 2017 de la commune et, le cas échéant, des syndicats
+ Allocations compensatrices de TH versées à la commune en 2020 au titre des exonérations compensées.....					1 688 758
+ Produit annuel moyen des rôles supplémentaires de TH des résidences principales perçu par la commune de 2018 à 2020.....					58 662
= Ressources communales supprimées par la réforme.....					15 706 491 A

II - RESSOURCES DE COMPENSATION

Produit net de TFPB perçu par le département en 2020 sur la commune.....					8 839 039
+ Allocations compensatrices de TFPB versées au département en 2020 pour les exonérations compensées sur la commune.....					3 938
= Ressources départementales affectées à la commune par la réforme.....					8 842 977 B

III - TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIÈS APRÈS RÉFORME

Produits nets de TFPB perçus en 2020 par la commune et le département sur la commune..	16 255 866	+	8 839 039	=	25 094 905 C
--	------------	---	-----------	---	---------------------

IV - SUR- OU SOUS-COMPENSATION (AVANT APPLICATION DU COEFFICIENT CORRECTEUR) ET CALCUL DU COEFFICIENT CORRECTEUR

Différence entre les ressources à compenser et celles transférées du département...	15 706 491 A	-	8 842 977 B	=	6 863 514 D
---	---------------------	---	--------------------	---	--------------------

Coefficient correcteur = 1 +	différence de ressources	6 863 514 D	= 1 +	
	TFPB « après réforme »	25 094 905 C		1,273502 E

Si **D** > 0 et **E** > 1, la commune est sous-compensée.
 Si **D** < 0 et **E** < 1, la commune est sur-compensée.
 Le coefficient correcteur ne s'applique pas aux communes sur-compensées avec une différence **D** inférieure en valeur absolue à 10 000 €.



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2023 - 47 VOTE DES TAUX DE FISCALITE DIRECTE LOCALE 2023

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOUND
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOUND à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 47

DU 4 AVRIL 2023

VOTE DES TAUX DE FISCALITE
DIRECTE LOCALE 2023

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Ce rapport a pour objet de fixer le taux des taxes d'habitation sur les résidences secondaires, sur le foncier bâti et le foncier non bâti.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
AFFAIRES FINANCIERES	Recettes : 73111	-----

Madame Catherine BUTTY expose :

Il appartient au Conseil Municipal de fixer avant le 15 avril, les taux des taxes foncières bâti et non bâti mais également celui de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, les communes récupérant depuis 2023 leur pouvoir de taux.

En ce qui concerne le taux de référence sur les propriétés bâties 2021, ce dernier est désormais égal à la somme du taux communal (19,45 %) et du taux départemental voté en 2020 (10,62 %).

Compte tenu des recettes nécessaires à l'équilibre du budget 2023, je vous propose de maintenir les taux d'imposition ménages suivants inchangés :

- Taxe d'habitation sur les résidences secondaires 18,90 %
- Taxe foncier bâti : 30,07 %
- Taxe foncier non bâti : 14,70 %

La Commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 7 mars 2023,

Le Conseil Municipal,
Vu le Code général des impôts,
Vu le budget 2023,

- **ADOpte** les taux suivants :
- Taxe d'habitation sur les résidences secondaires 18,90 %
- Taxe foncier bâti : 30,07 %
- Taxe foncier non bâti : 14,70 %

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.



Délibération affichée le **5 AVR. 2023**

suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME

La Maire,

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

5 AVR. 2023



NOTE DE PRESENTATION BUDGET SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES

AFFECTATION DES RESULTATS 2022

Excédent antérieur reporté	102 110,89 euros
Résultat de l'exercice	- 101 215,96 euros
Excédent au 31 décembre 2022	894,93 euros
Affectation à l'excédent reporté (report à nouveau créditeur) ligne 002	894,93 euros

Le résultat de fonctionnement est le cumul du résultat de fonctionnement reporté de 2021 (102 K€) et du résultat comptable dégagé pour les seules opérations de l'exercice 2022 (- 101 K€), soit un total à affecter de **894,93 €**.



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2023 - 49 BUDGET ANNEXE – SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES
AFFECTATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2022

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOUD
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOUD à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 49

DU 4 AVRIL 2023

**BUDGET ANNEXE - SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES
AFFECTATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2022**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Il s'agit d'affecter au budget 2023 le résultat cumulé de l'exercice 2022, qui se fixe à **894,93 euros**.

Madame Catherine BUTTY rappelle à l'Assemblée Municipale que, conformément à l'instruction budgétaire et comptable M 4, il lui appartient d'affecter chaque année le résultat d'exploitation de l'exercice écoulé.

Le Conseil Municipal,

Vu le Compte Administratif 2022 du Service Extérieur des Pompes Funèbres de la commune statuant sur le résultat d'exploitation de l'exercice 2022,

La Commission Optimisation et Performance des Moyens et Ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 7 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AFFECTER** le résultat au 31 décembre 2022, soit un excédent de 894,93 € comme suit :

Excédent antérieur reporté	102 110,89 euros
Résultat de l'exercice	- 101 215,96 euros
Excédent au 31 décembre 2022	894,93 euros

Affectation à l'excédent reporté (report à nouveau créditeur) ligne 002 **894,93 euros**

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 5 AVR. 2023

suivent les signatures

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Maire,



La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

- 5 AVR. 2023



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2023 - 51 BUDGET PRINCIPAL - DOTATION INITIALE
AU SERVICE PUBLIC INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU CREMATORIUM

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOUD
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOUD à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 51

DU 4 AVRIL 2023

BUDGET PRINCIPAL
DOTATION INITIALE AU SERVICE PUBLIC INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU CREMATORIUM

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La régie municipale créée par délibération n° 2022-135 du service public industriel et commercial du crématorium devant faire face à des dépenses courantes avant la mise en exploitation du service, il est nécessaire de prévoir une dotation initiale qui lui permettra de faire face aux dépenses de fonctionnement.

INCIDENCE FINANCIERE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT H.T
AFFAIRES FINANCIERES	SANS INCIDENCE BUDGETAIRE	100 000 €

Madame Catherine BUTTY expose :

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4,

Vu la délibération n° 2022-135 portant approbation de la création d'une régie dotée de la simple autonomie financière en vue de l'exploitation du service public industriel et commercial du Crématorium,

Considérant que conformément à l'article L.2224-1 et L.2224-2 du CGCT, les communes ont pour obligation de créer un budget annexe équilibré en dépenses et en recettes ;

Considérant que conformément à l'article L.2221-11 du CGCT, les produits des régies dotées de la simple autonomie financière, y compris les taxes ainsi que les charges, font l'objet d'un budget spécial annexé à celui de la commune ;

Considérant que les recettes du budget annexe ne pourront être perçues qu'à la mise en exploitation du service soit, compte tenu du délai de construction du crématorium, sur l'exercice budgétaire 2026 ;

Considérant qu'avant la mise en exploitation du service, le budget annexe du crématorium devra faire face aux dépenses de fonctionnement courantes estimées à ce jour à un montant de 100 000 € H.T pour les exercices 2023, 2024 et 2025 ;

Une dotation initiale de 100 000 € est donc prévue du budget principal vers le budget annexe du crématorium. Cette dotation est non assujettie à la TVA.

Les crédits nécessaires sont prévus en section de fonctionnement du budget principal 2023 de la Ville sur le compte 67441 en dépenses et sur le compte 7741 du budget annexe en recettes.

Il vous est donc proposé d'autoriser le versement d'une dotation initiale de 100 000 € H.T.

La Commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 7 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement d'une dotation initiale d'un montant de 100 000 € H.T à la régie municipale du service public industriel et commercial du crématorium ;
- **DIRE** que les crédits nécessaires sont prévus au budget principal 2023 de la Ville ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à la mise en œuvre et au versement de la dotation initiale et de l'avance pluriannuelle remboursable.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Delibération affichée le - 5 AVR. 2023
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,



h.

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

Valérie Copin

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

5 AVR. 2023



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2023 - 53 BUDGET PRINCIPAL
MODIFICATION DU REGIME DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOUD
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOUD à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 53

DU 4 AVRIL 2023

BUDGET PRINCIPAL
MODIFICATION DU REGIME DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet d'autoriser la modification de gestion des provisions pour risques et charges du régime semi-budgétaire à un régime budgétaire.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES	-	-

Madame Catherine BUTTY expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2121-29, L.2321-2 et R.2321-2, R.2321-3 ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

Considérant qu'en vertu du principe comptable de prudence, les collectivités comptabilisent toute perte financière probable, dès lors que cette perte est envisagée. Les provisions permettent ainsi de constater un risque ou une charge probable ou encore d'étaler une charge ;

Considérant que le mécanisme des provisions est simple. Dès lors que la survenance d'un risque (litige par exemple) ou d'une charge apparaît comme probable, la collectivité provisionne sur l'exercice en cours ;

Considérant que la provision pour litige doit être constituée dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la commune ;

Considérant que la provision pour dépréciation doit être constituée dès l'ouverture d'une procédure collective (redressement et liquidation judiciaires) pour les garanties d'emprunts, les prêts et créances, les avances de trésorerie et les participations en capital à un organisme ;

Considérant que la provision pour dépréciation des restes à recouvrer doit être constituée dès que le recouvrement est compromis malgré les diligences du comptable ;

Considérant qu'en dehors des trois cas visés ci-dessus, une provision peut être constituée dès l'apparition d'un risque avéré ;

Considérant qu'une délibération fixe pour chaque provision les conditions de constitution, de reprise et de répartition et d'ajustement de la provision. Un état annexé au budget et au compte administratif retrace leur montant, leur évolution et leur emploi ;

Considérant que depuis le 1^{er} janvier 2006, le régime de droit commun des provisions est la semi budgétisation ;

Considérant ainsi qu'en cas d'absence de délibération, le régime des provisions de droit commun (semi-budgétaires) s'applique ;

Considérant que le régime semi-budgétaire enregistre une dépense au compte 68 par un mandat réel afin de constituer la dotation. Le comptable public crédite un compte de provision bloquant la somme à utiliser pour faire face au risque ou à la charge ;

Considérant que conformément à l'article R.2321-3 du CGCT, le régime des provisions budgétaires peut être appliqué sur option décidée par l'assemblée délibérante par une délibération spécifique et seulement au cours d'un même mandat ou après renouvellement du conseil municipal ;

Considérant que les provisions budgétaires constituent des opérations d'ordre budgétaire entre sections et sont retracées en dépenses et en recettes de la section de fonctionnement, au chapitre 042 " Opérations d'ordre de transfert entre sections " et en recette de la section d'investissement, au chapitre 040 " Opérations d'ordre de transfert entre sections " ;

Ce changement de méthode nous permettra réglementairement d'amortir la charge pesant sur la section de fonctionnement.

La Commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 7 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ADOPTER** l'option du régime des provisions budgétaires.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération arrêtée le 5 AVR. 2023

suivant les signatures

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Maire,



La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

5 AVR. 2023



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2023 - 54 BUDGET PRINCIPAL
REPRISE DES PROVISIONS CONSTITUEES SOUS LE REGIME SEMI-BUDGETAIRE
CONSTITUTION DE PROVISIONS SOUS LE REGIME BUDGETAIRE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOU
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOU à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 54

DU 4 AVRIL 2023

**BUDGET PRINCIPAL
REPRISE DES PROVISIONS CONSTITUEES SOUS LE REGIME SEMI-BUDGETAIRE
CONSTITUTION DE PROVISIONS SOUS LE REGIME BUDGETAIRE**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet d'autoriser la reprise des provisions pour risques et charges semi-budgétaire et de constituer des provisions sous le régime budgétaire

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES	7815-7817 6815-15182	Recette nette : 140 075,78 €

Madame Catherine BUTTY expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2121-29, L.2321-2 et R.2321-2, R.2321-3 ;

Vu la délibération n° 2023-53 adoptant la modification du régime des provisions,

Considérant que les provisions constituées sous l'ancien régime ne peuvent être maintenues,

Considérant que par délibération n° 2016-75, le conseil municipal autorisait la constitution d'une provision pour risque d'irrecouvrabilité d'un montant de 51 141,26 €, liée à des travaux réalisés par la ville sur un immeuble en péril ;

Considérant qu'il convient de procéder à la reprise de cette provision par l'émission d'un titre au compte 7817, et de constater au budget primitif 2023 cette même provision par un mandat d'ordre budgétaire au compte 6815 et un titre d'ordre budgétaire au compte 15182 ;

Considérant que par délibération n° 2018-81, le conseil municipal autorisait la constitution d'une provision pour risque d'irrecouvrabilité d'un montant de 88 934,52 €, liée à la construction de la crèche de la Maison du Peyrard et la condamnation à verser une indemnité à la ville de l'architecte, dont l'entreprise a fait l'objet d'une procédure de liquidation ;

Considérant qu'il convient de procéder à la reprise de cette provision par l'émission d'un titre au compte 7815 et de constater au budget primitif 2023 cette même provision par un mandat d'ordre budgétaire au compte 6815 et un titre d'ordre budgétaire au compte 15182 ;

La Commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 7 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** la reprise des provisions constituées par délibération n° 2016-75 pour un montant de 51 141,26 € et par délibération n° 2018-81 pour un montant de 88 934,52 € ;
- **DECIDER** de la constitution d'une provision budgétaire pour risque d'irrecouvrabilité pour compte de tiers d'un montant de 140 075,78 € par un mandat d'ordre budgétaire au compte 6815 et un titre d'ordre budgétaire au compte 15182 sur le budget principal 2023.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Delibération affichée le **- 5 AVR. 2023**

suivent les signatures

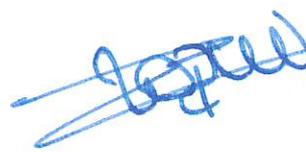
POUR EXTRAIT CONFORME

Le Maire,



L.

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

- 5 AVR. 2023



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2023 - 55 BUDGET PRINCIPAL
RUPTURE ANTICIPÉE PAR LA VILLE DU CONTRAT DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE
CONSTITUTION D'UNE PROVISION POUR RISQUE INDEMNITAIRE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Magali CONESA
(Prend part aux délibérations N°1 à N°4)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°1 à N°5)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Jean-Marc GARNIER
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Charles FERRERO
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

ABSENT SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG

PROCURATION :

Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Pascal PELLEGRINO
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Monsieur Charles FERRERO à Monsieur le Maire
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 55

DU 4 AVRIL 2023

**BUDGET PRINCIPAL
RUPTURE ANTICIPEE PAR LA VILLE DU CONTRAT DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE
CONSTITUTION D'UNE PROVISION POUR RISQUE INDEMNITAIRE**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet d'autoriser la constitution d'une provision pour le risque indemnitaire d'une requalification de la rupture anticipée du contrat PPP éclairage public en résiliation pour motif d'intérêt général.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES	6815-15182	755 000 € T.T.C

Madame Catherine BUTTY expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2121-29, L.2321-2 et R.2321-2, R.2321-3 ;

Vu la délibération n° 2023-53 adoptant la modification du régime des provisions,

Considérant que les provisions constituées sous l'ancien régime ne peuvent être maintenues,

Considérant qu'à la suite de la rupture anticipée par la Ville du Contrat PPP éclairage public pour faute de son partenaire, la société Illuminéo Grasse a déposé un recours auprès du Tribunal Administratif pour annuler la décision ;

Considérant que cette procédure s'est accompagnée d'une demande de requalification de la décision de résiliation du contrat pour faute en résiliation pour motif d'intérêt général ;

Considérant que cette démarche s'est accompagnée d'une demande indemnitaire ;

Considérant que par courrier du 29 décembre 2022 la société Illuminéo a notifié officiellement la requête indemnitaire à la Ville de façon à couvrir la possible irrecevabilité de sa requête indemnitaire ;

Considérant que notre conseil juridique a jugé le risque désormais suffisamment important pour la Ville pour constituer une provision pour risque indemnitaire,

Considérant que la requête indemnitaire d'un montant global de 930 000 € se décompose de la manière suivante :

- 720 000 € de manque à gagner ;
- 200 000 € de préjudice d'image ;
- 10 000 € de frais irrépétibles.

Considérant que sur le manque à gagner, rien n'est dit du mode de calcul de ce préjudice qui permettrait de reconstituer la somme revendiquée de 720 000 € ;

Considérant qu'une approche rigoureuse et prudentielle des droits indemnitaires d'Illuminéo se base sur les stipulations de l'article 61.3.2 du contrat en matière d'indemnisation pour motif d'intérêt général permettant ainsi de recomposer le calcul du manque à gagner en tenant compte de la durée résiduelle du contrat au jour de sa résiliation ;

Considérant que sur la base de ces éléments, le montant du manque à gagner s'établit à 581 632,27 € HT, soit 697 958,72 € TTC arrondis à 700 000 € TTC, une provision sera donc constituée sur la base de ce montant ;

Considérant que sur le préjudice d'image, Illuminéo n'apporte aucun élément de nature à justifier le principe et le montant, ce poste pouvant être également reconsidéré à la baisse dans la mesure où le risque de la Ville sur ce point ne pourrait raisonnablement dépasser les 50 000 € HT, soit 50 000 € TTC selon notre conseil, montant qui sera donc retenu pour notre provision ;

Considérant que sur les frais irrépétibles, il est assez inhabituel que les juridictions administratives les fixent au montant aussi élevé sollicité de 10 000 €. Une somme de 5 000 € HT soit 5 000 € TTC correspondrait à une hypothèse plus probable et sera donc retenue pour notre provision ;

Considérant qu'il convient de procéder à la constitution d'une provision au budget primitif 2023 par l'émission d'un mandat d'ordre budgétaire au compte 6815 et un titre d'ordre budgétaire au compte 15182 ;

La Commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 7 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **DECIDER** de la constitution d'une provision budgétaire pour risque indemnitaire d'un montant de 755 000 € par un mandat d'ordre budgétaire au compte 6815 et un titre d'ordre budgétaire au compte 15182 sur le budget principal 2023.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Delibération affichée le ... **5 AVR. 2023**

suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire



La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

5 AVR. 2023

**Procès-verbal de mise à disposition
De la maison des associations à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse**

Etabli entre :

La commune de Grasse, identifiée sous le numéro SIREN N° 210 600 698 000 18 et représentée par Mme Karine GIGODOT, Conseillère Municipal en charge des affaires juridiques, agissant au nom et pour le compte de ladite commune en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 4 avril 2023, reçue en Préfecture le xxx avril 2023.

D'UNE PART,

ET

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège est situé au 57 avenue Pierre Sépard 06131 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération n° XXXX du conseil communautaire prise en date du 06 avril 2023, visée en Préfecture le XX avril 2023.

D'AUTRE PART,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1321-1, L 5211-5-1, L.5211-17, et L 5216-5 ;

Vu la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

Vu la loi n°04-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération en vigueur ;

Considérant que la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse est compétente pour créer et mettre en œuvre des dispositifs pour développer l'enseignement supérieur et la recherche sur le territoire, dont le déploiement d'un campus territorial multisite,

Considérant qu'aux regards des enjeux du développement de l'enseignement supérieur et de la recherche pour le territoire et de l'intérêt de redynamiser le centre historique de la Commune de Grasse, la Ville s'est inscrite dès le début dans le déploiement du projet Grasse Campus,

Considérant qu'à ce titre, la Commune de Grasse, est propriétaire d'un bien, situé au 16, rue de l'Ancien Palais de Justice, dénommé « maison des Associations », bâtiment à réhabiliter dans le cadre de ce projet,

Considérant les statuts de la communauté d'agglomération du pays de Grasse et de sa compétence facultative telle que définie en matière de développement d'enseignement supérieur et de la recherche,

Considérant que le code général des collectivités territoriales prévoit de plein droit la mise à disposition à titre gratuit, sans transfert de propriété, des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice d'une compétence transférée ;

Considérant que ledit bien désigné « Maison des Associations » de la Commune de Grasse est dédié au soutien de l'action de Grasse Campus, et par voie de conséquence, doit être mis à disposition à la CAPG, pour l'exercice de sa compétence enseignement supérieur et de la recherche, conformément au L1321-1 du code général des collectivités territoriales,

Considérant que le Code général des collectivités territoriales prévoit de plein droit la mise à disposition à titre gratuite, des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice d'une compétence transférée ;

Considérant qu'il convient de constater contradictoirement la mise à disposition de ce bien en précisant sa consistance, sa situation juridique, son état général ainsi que sa valeur ;

Considérant que ce procès-verbal emporte transfert des locaux ainsi que ses contrats et substitution de la commune à la CAPG dans ses droits et obligations rattachés audit bien ainsi transféré,

Considérant que la mise à disposition des biens immobiliers n'entraîne pas de transfert de propriété, ni de transfert de pouvoir d'aliénation ;

Considérant la nécessité d'établir un procès-verbal de mise à disposition des locaux de l'immeuble situé 16, rue de l'ancien Palais de Justice à Grasse conformément au plan annexé de façon contradictoire entre le Maire de la Ville de Grasse ou son représentant et le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

AU VU DE CES DISPOSITIONS EST ETABLI LE PROCES-VERBAL DE CONSTAT DE TRANSFERT DES BIENS SUIVANTS :

Article 1 – Est constatée par le présent procès-verbal la mise à disposition à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, à titre gratuit, à compter de sa signature, les locaux accueillant actuellement la maison des associations située 16, rue de l'ancien Palais de Justice à Grasse, partie du domaine public conformément au plan annexé, pour une contenance cadastrale de 920m² représentant le terrain d'assiette de deux constructions : un bâtiment principal d'une surface de 848 m² et un bâtiment annexe d'une surface de 276 m²

Article 2 – Le bien est mis à disposition en l'état où il se trouve à compter de la date de signature du procès-verbal à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

Article 3 – Une liste précisant la consistance, l'état et la situation juridique des biens, les parcelles cadastrées concernées, leur valeur nette comptable, l'évaluation de leur remise en état ainsi que d'autres mentions apportées contradictoirement est jointe en annexe du présent procès-verbal.

Article 4 – La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse est substituée de plein droit à la commune dans tous les contrats liés à l'entretien et aux réparations nécessaires à la préservation de la partie du bien transféré. Elle est désormais détentrice du pouvoir de gestion et assume l'ensemble des droits et obligations du propriétaire des biens considérés, à l'exception du droit d'aliénation.

Article 5 – Le Maire conserve son pouvoir de police.

Article 6 – La présente mise à disposition sera constatée dans les comptes des deux collectivités par des opérations d'ordre non budgétaire dans le courant de l'exercice 2023 sur la base d'un actif dont la valorisation totale s'établit à 1 969 000,00 €

Article 7 – La présente mise à disposition des biens s'opère durant la durée de l'exercice effectif de la compétence communautaire.

Fait à Grasse le

**Pour la Commune de
GRASSE**

La Conseillère Municipale en charge
des Affaires Juridiques

KARINE GIGODOT

**Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de
Grasse**

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

ETAT DESCRIPTIF ET COMPTABLE DES BIENS MIS A DISPOSITIONS

1- Descriptif général du bien de la commune de Grasse

Désignation du bien :

Le bâtiment mis à disposition est situé au 16 rue de l'ancien Palais de Justice à Grasse dénommé « maison des Associations », cadastré BM 181, partie du domaine public conformément au plan annexé, pour une contenance cadastrale de 920m² représentant le terrain d'assiette de deux constructions :

- Un bâtiment principal d'une surface de 848 m²
- Un bâtiment annexe d'une surface de 276 m²

Les caractéristiques principales de ce bien sont les suivantes.

- **Accès**

L'accès principal au bâtiment se fait par le Rue de l'Ancien Palais de Justice. Le bâtiment comporte une unique entrée qui ouvre sur le hall. L'accès au bâtiment annexe se fait par la Montée du Casino. Un accès carrossable est également présent depuis la Montée du Casino.

- **Bâtiments**

Le bâtiment principal est un parallépipède rectangle auquel se sont adjointes des constructions latérales plus récentes. Le bâtiment originel comportait 2 étages principaux, avec des planchers intermédiaires. Depuis la surélévation, le bâtiment actuel comporte 3 étages.

Le bâtiment annexe comporte quant à lui 2 étages

- **Classement**

Ces bâtiments ne sont ni inscrits ni classés à l'inventaire des monuments historiques. En revanche, il est dans des périmètres de protection des monuments historiques.

- **Architecture**

L'architecture du bâtiment principal est représentative du style néo-classique sous Louis-Philippe. Il s'agit d'un exemple d'architecture parlante et moralisante : sévère, isolée dans l'environnement et didactique.

Appréciation sur l'état général du bien :

Etat :

L'état général des bâtiments est le suivant :

Structure : état assez moyen

Couverture : état dégradé

Façades : état dégradé

Menuiseries extérieures : état fortement dégradé

Intérieurs : état dégradé

Equipements techniques (CVC, électricité, ascenseur, ...) : état fortement dégradé

La mise à disposition des bâtiments et des biens mobiliers équipements rattachés, se réalisent en l'état où ils se trouvent à compter du 01 mars 2023.

Servitudes :

Les bâtiments ne sont pas grevés d'aucune servitude.

2- Descriptif à l'actif de la commune de Grasse

Parcelle BM 181 répertoriée dans l'actif de la Ville et domaine public valorisé à 1 969 000,00 €

Le bien est ainsi réparti :

- Une parcelle d'une contenance cadastrale de 920 m² valorisée à 1€, référencée TER-01006-2115 dans l'actif de la Ville
- Un bâtiment principal d'une surface de 848 m² valorisé à 1 485 509,00 €, référencé BAT-PUB-AUT-PALAIS-1, dans l'actif de la Ville
- Un bâtiment annexe d'une surface de 276 m² valorisé à 483 490,00 € référencé BAT-PUB-AUT-PALAIS-2, dans l'actif de la Ville

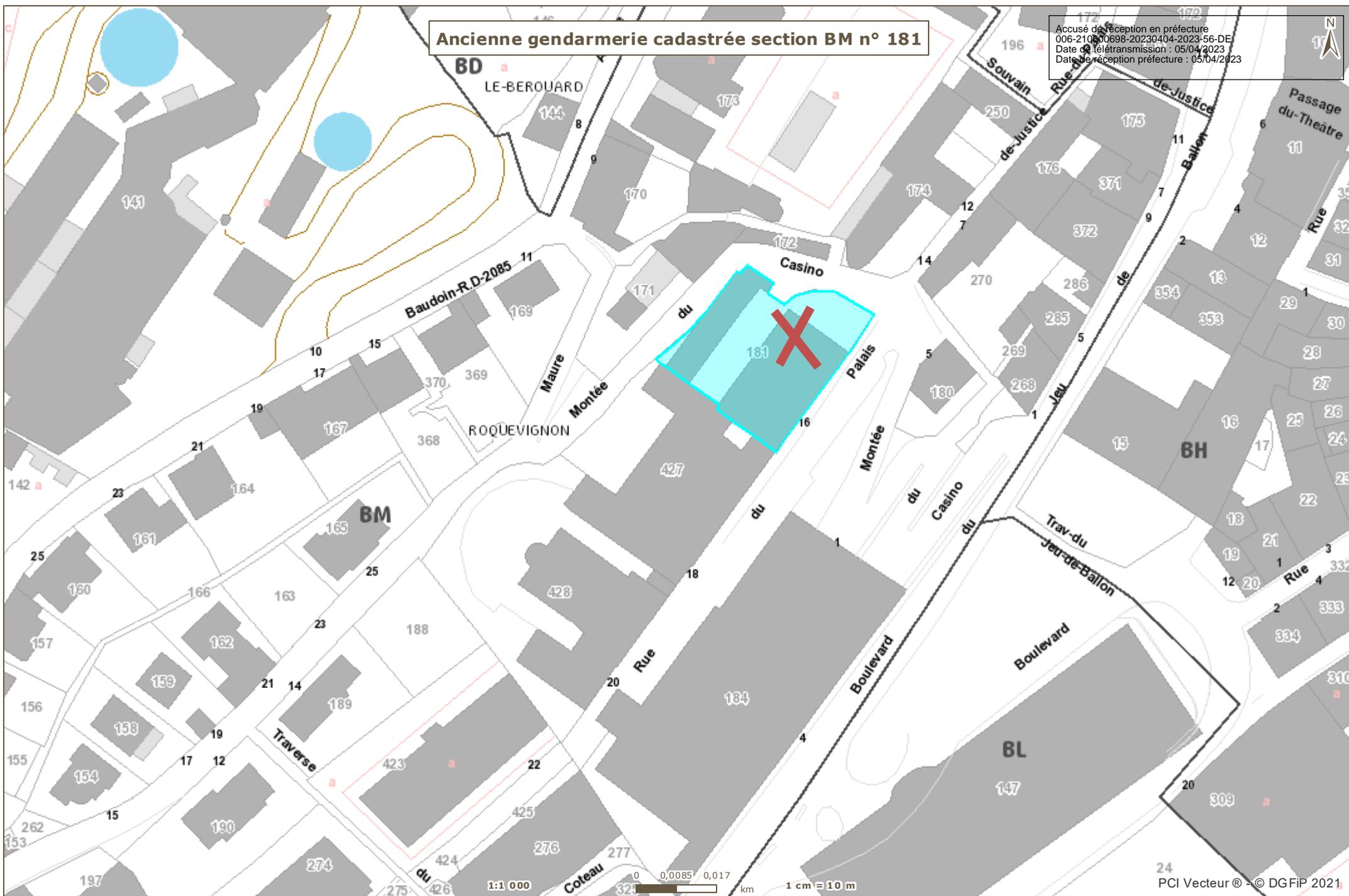
Valeur totale nette : 1 969 000,00 €

Annexe :

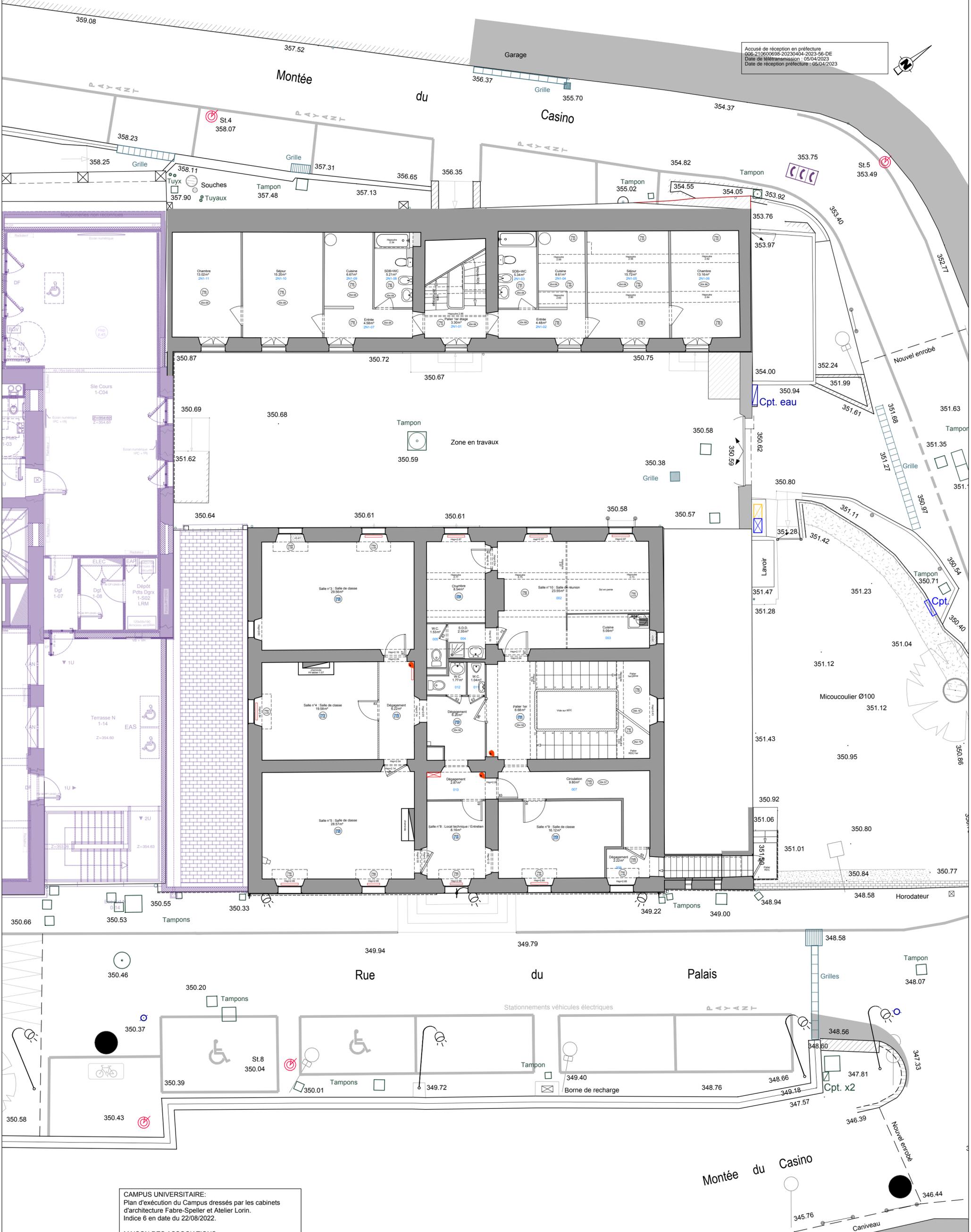
- Plan cadastral
- Plans des niveaux des bâtiments

Ancienne gendarmerie cadastrée section BM n° 181

Accusé de réception en préfecture
006-210800698-20230404-2023-56-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023



Accusé de réception en préfecture
006-21060689-20230404-2023-56-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023



CAMPUS UNIVERSITAIRE:
Plan d'exécution du Campus dressés par les cabinets d'architecture Fabre-Speller et Atelier Lorin.
Indice 6 en date du 22/08/2022.

MAISON DES ASSOCIATIONS:
Plan des intérieurs dressé par Mme Carole YKEN, Géomètre-Topographe à la D.G.S.T. de Grasse selon plan d'Etat des lieux en date du 11/02/2019.

ANCIENNE GENDARMERIE:
Plan des intérieurs dressé par Mme Carole YKEN, Géomètre-Topographe à la D.G.S.T. de Grasse selon plan d'Etat des lieux en date du 17/10/2022.

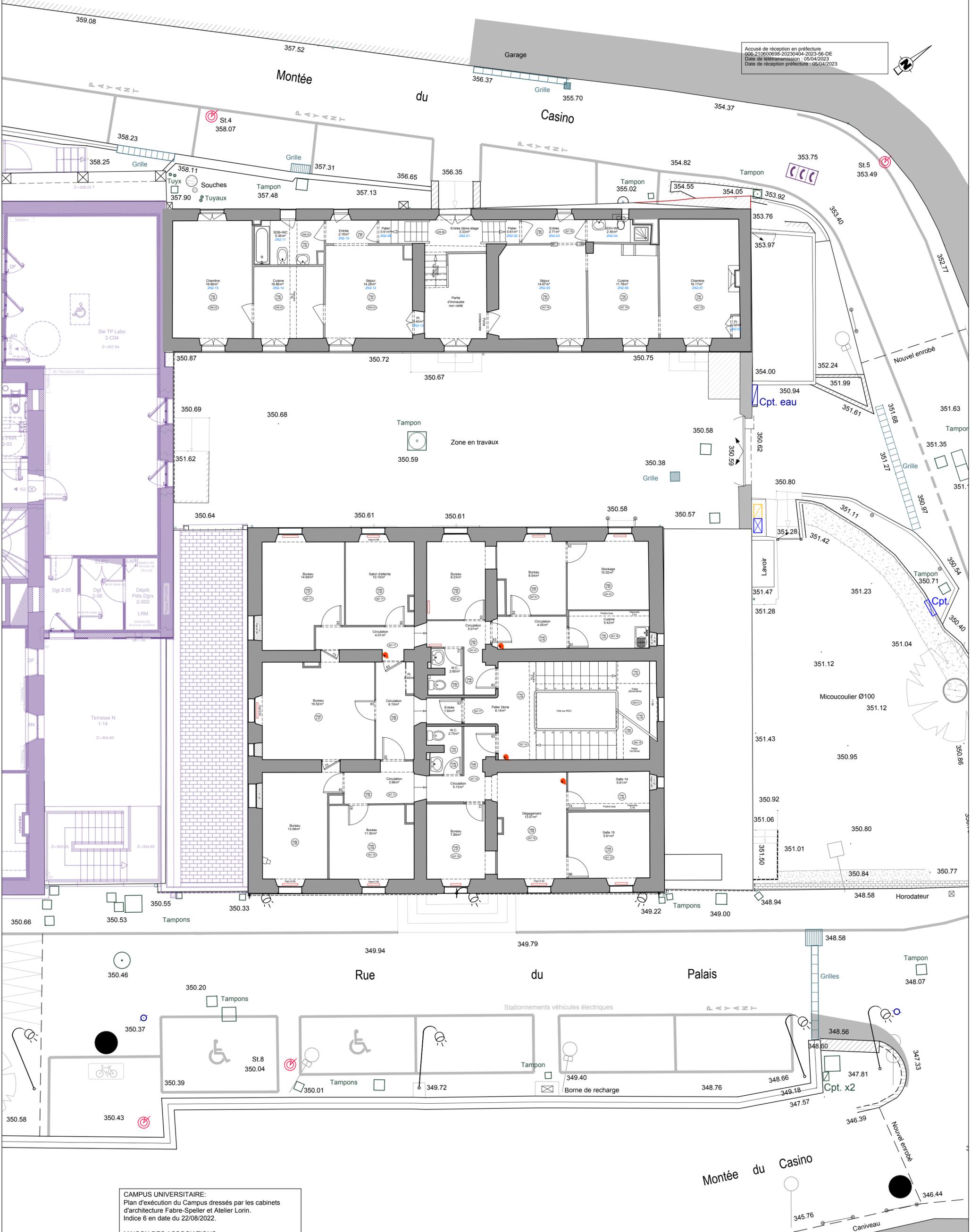
PLAN TOPOGRAPHIQUE:
Plan de récolement dressé par Mme Gwenaëlle BRUAND, Géomètre-Topographe à Cagnes-sur-Mer selon plan d'Etat des lieux en date du 14/02/2023.

ASS_011_Total R+1 20230302.dwg / A2_Portrait / Dessinateur : Cyken / Enregistré le : 03/03/2023

Projection Altimétrique : NGF
Projection planimétrique : Lambert 93

Campus Universitaire		
Rue du Palais de Justice - Montée du Casino - 06130 Grasse		
Maison des Associations / Logements gendarmerie		Niveau R+1
Plan des intérieurs		Etat des lieux en date du 17/10/2022
 VILLE DE GRASSE Direction Générale des Services Techniques Direction Études et Grands Projets Place du 24 août - 06131 Grasse Mail : sebastien.larue@ville-grasse.fr Téléphone : 04.97.05.52.58 / Fax : 04.97.05.52.01	Date de création 23/12/2022	Ind.A
	Date de modification 02/03/2023	Chef de projet S.LARUE Échelle 1/100

Accusé de réception en préfecture
006-21060689-20230404-2023-56-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023



CAMPUS UNIVERSITAIRE:
Plan d'exécution du Campus dressés par les cabinets d'architecture Fabre-Speller et Atelier Lorin.
Indice 6 en date du 22/08/2022.

MAISON DES ASSOCIATIONS:
Plan des intérieurs dressé par Mme Carole YKEN, Géomètre-Topographe à la D.G.S.T. de Grasse selon plan d'Etat des lieux en date du 11/02/2019.

ANCIENNE GENDARMERIE:
Plan des intérieurs dressé par Mme Carole YKEN, Géomètre-Topographe à la D.G.S.T. de Grasse selon plan d'Etat des lieux en date du 17/10/2022.

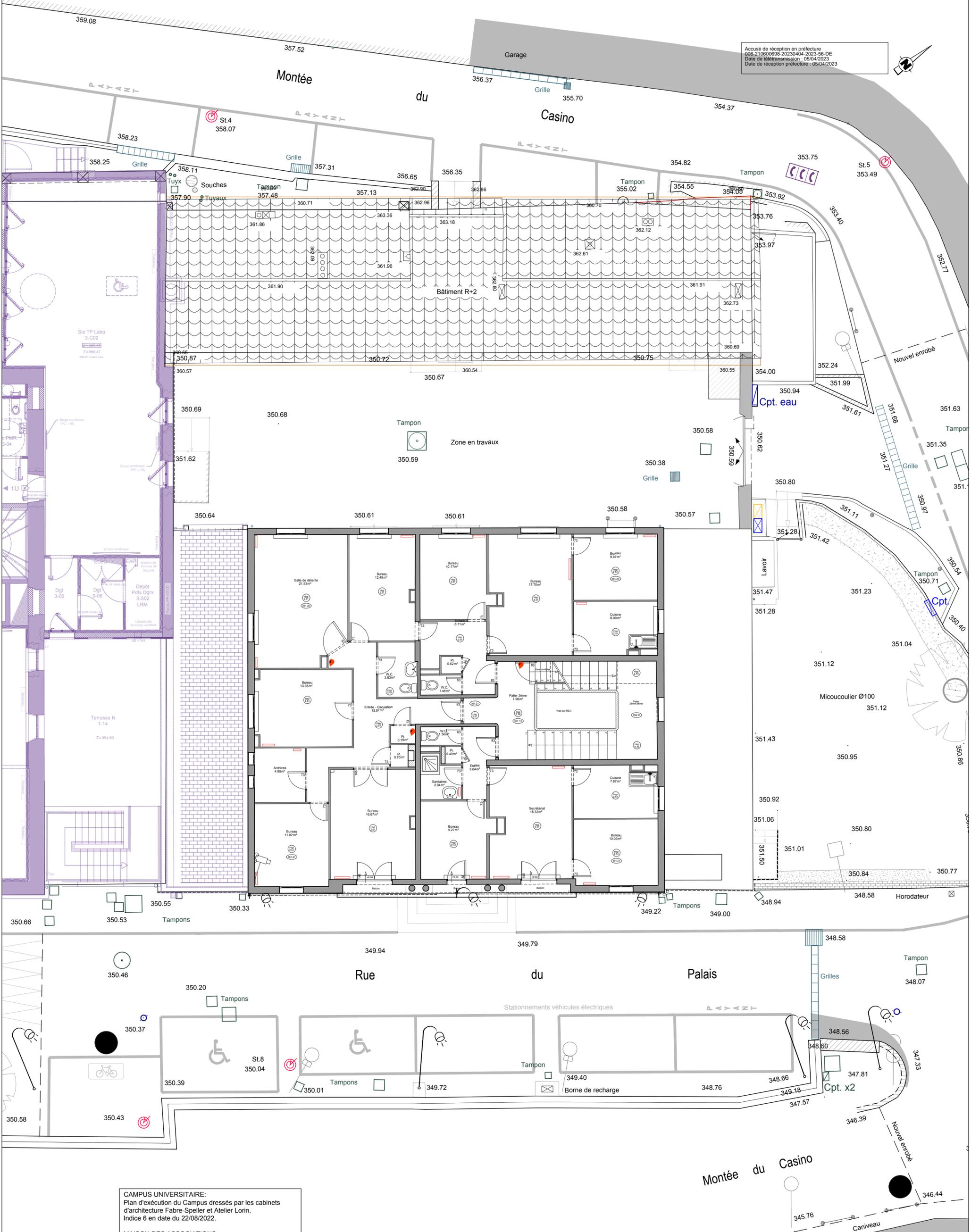
PLAN TOPOGRAPHIQUE:
Plan de récolement dressé par Mme Gwenaëlle BRUAND, Géomètre-Topographe à Cagnes-sur-Mer selon plan d'Etat des lieux en date du 14/02/2023.

ASS_011_Total R+2 20230302.dwg / A2_Portrait / Dessinateur : Cyken / Enregistré le : 03/03/2023

Projection Altimétrique : NGF
Projection planimétrique : Lambert 93

Campus Universitaire		
Rue du Palais de Justice - Montée du Casino - 06130 Grasse		
Maison des Associations / Logements gendarmerie		Niveau R+2
Plan des intérieurs		Etat des lieux en date du 17/10/2022
 VILLE DE GRASSE Direction Générale des Services Techniques Direction Études et Grands Projets Place du 24 août - 06131 Grasse Mail : sebastien.larue@ville-grasse.fr Téléphone : 04.97.05.52.58 / Fax : 04.97.05.52.01	Date de création 23/12/2022	Chef de projet S.LARUE
	Ind.A	Échelle 1/100
Date de modification 02/03/2023		

Accusé de réception en préfecture
006-21060689-20230404-2023-56-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023



CAMPUS UNIVERSITAIRE:
Plan d'exécution du Campus dressés par les cabinets d'architecture Fabre-Speller et Atelier Lorin.
Indice 6 en date du 22/08/2022.

MAISON DES ASSOCIATIONS:
Plan des intérieurs dressé par Mme Carole YKEN, Géomètre-Topographe à la D.G.S.T. de Grasse selon plan d'Etat des lieux en date du 11/02/2019.

ANCIENNE GENDARMERIE:
Plan des intérieurs dressé par Mme Carole YKEN, Géomètre-Topographe à la D.G.S.T. de Grasse selon plan d'Etat des lieux en date du 17/10/2022.

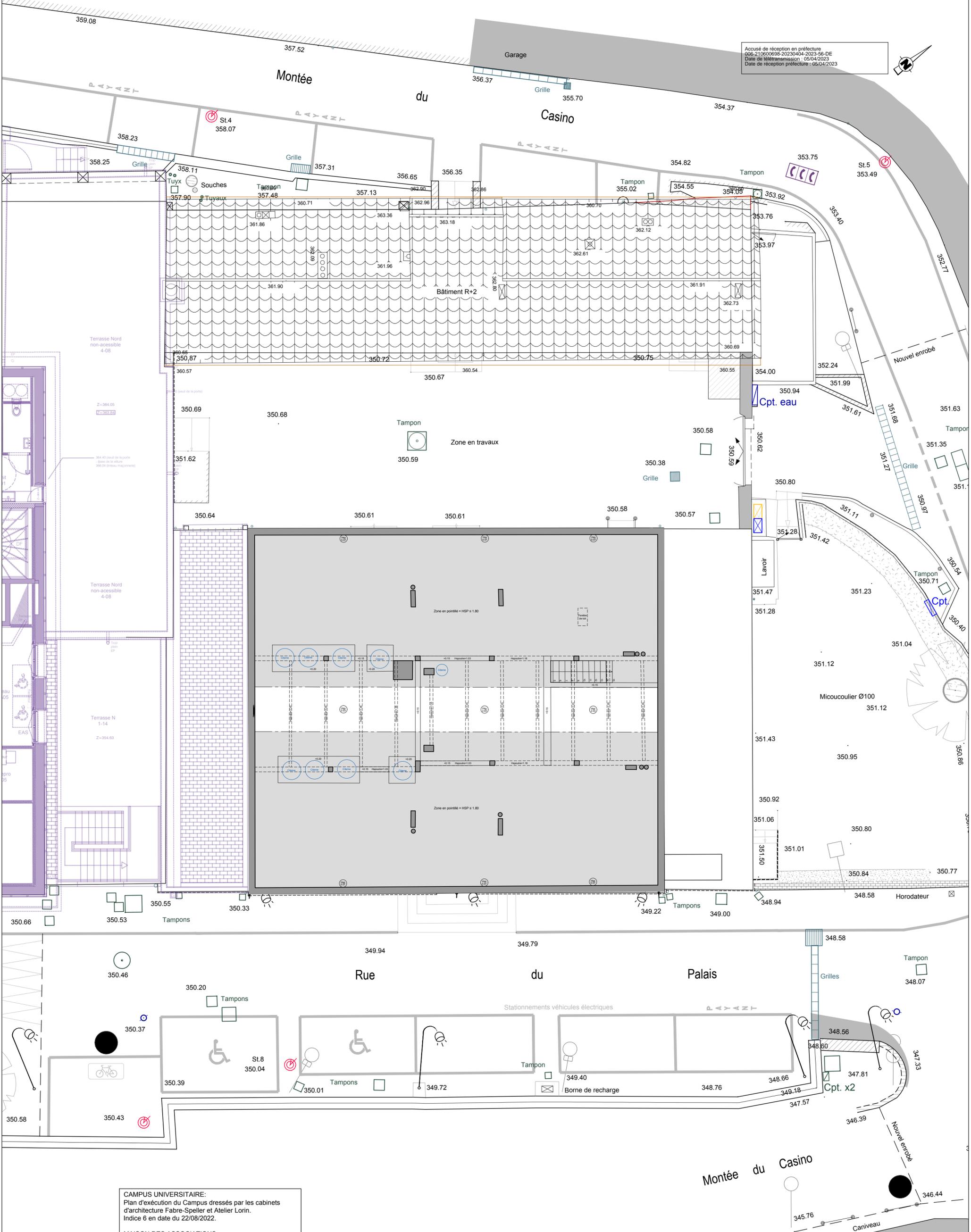
PLAN TOPOGRAPHIQUE:
Plan de récolement dressé par Mme Gwenaëlle BRUAND, Géomètre-Topographe à Cagnes-sur-Mer selon plan d'Etat des lieux en date du 14/02/2023.

ASS_011_Total R+3 20230302.dwg / A2_Portrait / Dessinateur : Cyken / Enregistré le : 03/03/2023

Projection Altimétrique : NGF
Projection planimétrique : Lambert 93

Campus Universitaire		
Rue du Palais de Justice - Montée du Casino - 06130 Grasse		
Maison des Associations / Logements gendarmerie		Niveau R+3
Plan des intérieurs		Etat des lieux en date du 17/10/2022
 VILLE DE GRASSE Direction Générale des Services Techniques Direction Études et Grands Projets Place du 24 août - 06131 Grasse Mail : sebastien.larue@ville-grasse.fr Téléphone : 04.97.05.52.58 / Fax : 04.97.05.52.01	Date de création 23/12/2022	Ind.A
	Date de modification 02/03/2023	1/100
		Chef de projet S.LARUE Échelle

Accusé de réception en préfecture
006-21060689-20230404-2023-56-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023



CAMPUS UNIVERSITAIRE:
Plan d'exécution du Campus dressés par les cabinets d'architecture Fabre-Speller et Atelier Lorin.
Indice 6 en date du 22/08/2022.

MAISON DES ASSOCIATIONS:
Plan des intérieurs dressé par Mme Carole YKEN, Géomètre-Topographe à la D.G.S.T. de Grasse selon plan d'Etat des lieux en date du 11/02/2019.

ANCIENNE GENDARMERIE:
Plan des intérieurs dressé par Mme Carole YKEN, Géomètre-Topographe à la D.G.S.T. de Grasse selon plan d'Etat des lieux en date du 17/10/2022.

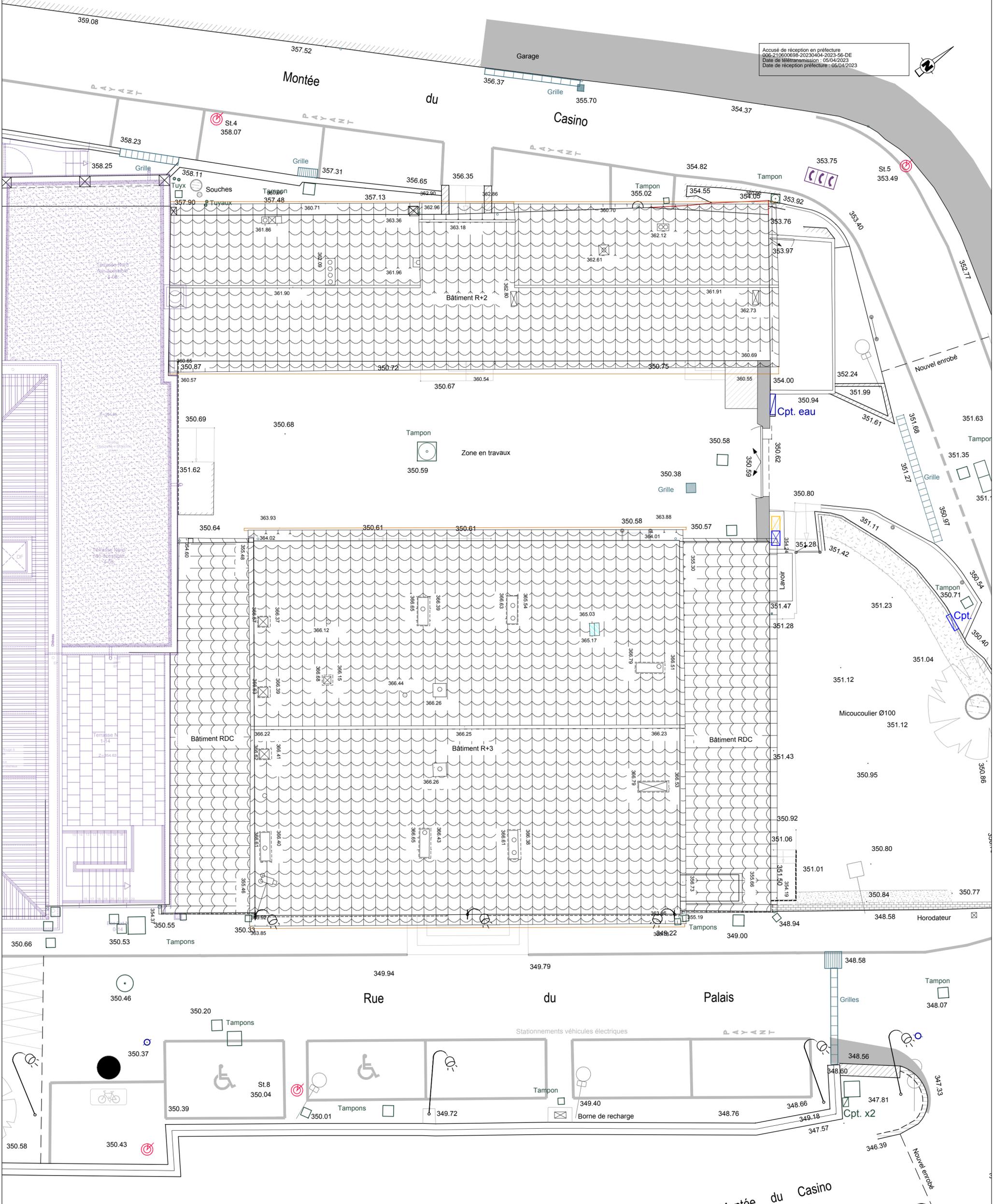
PLAN TOPOGRAPHIQUE:
Plan de récolement dressé par Mme Gwenaëlle BRUAND, Géomètre-Topographe à Cagnes-sur-Mer selon plan d'Etat des lieux en date du 14/02/2023.

ASS_011_Total R+4 20230302.dwg / A2_Portrait / Dessinateur : Cyken / Enregistré le : 03/03/2023

Projection Altimétrique : NGF
Projection planimétrique : Lambert 93

Campus Universitaire		
Rue du Palais de Justice - Montée du Casino - 06130 Grasse		
Maison des Associations / Logements gendarmerie		Niveau R+4
Plan des intérieurs		Etat des lieux en date du 17/10/2022
 VILLE DE GRASSE Direction Générale des Services Techniques Direction Études et Grands Projets Place du 24 août - 06131 Grasse Mail : sebastien.larue@ville-grasse.fr Téléphone : 04.97.05.52.58 / Fax : 04.97.05.52.01	Date de création 23/12/2022	Chef de projet S.LARUE
	Ind.A	Échelle 1/100
Date de modification 02/03/2023	EDL	

Accusé de réception en préfecture
006-21060689-20230404-2023-56-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023



CAMPUS UNIVERSITAIRE:
Plan d'exécution du Campus dressés par les cabinets d'architecture Fabre-Speller et Atelier Lorin.
Indice 6 en date du 22/08/2022.

MAISON DES ASSOCIATIONS:
Plan des intérieurs dressé par Mme Carole YKEN, Géomètre-Topographe à la D.G.S.T. de Grasse selon plan d'Etat des lieux en date du 11/02/2019.

ANCIENNE GENDARMERIE:
Plan des intérieurs dressé par Mme Carole YKEN, Géomètre-Topographe à la D.G.S.T. de Grasse selon plan d'Etat des lieux en date du 17/10/2022.

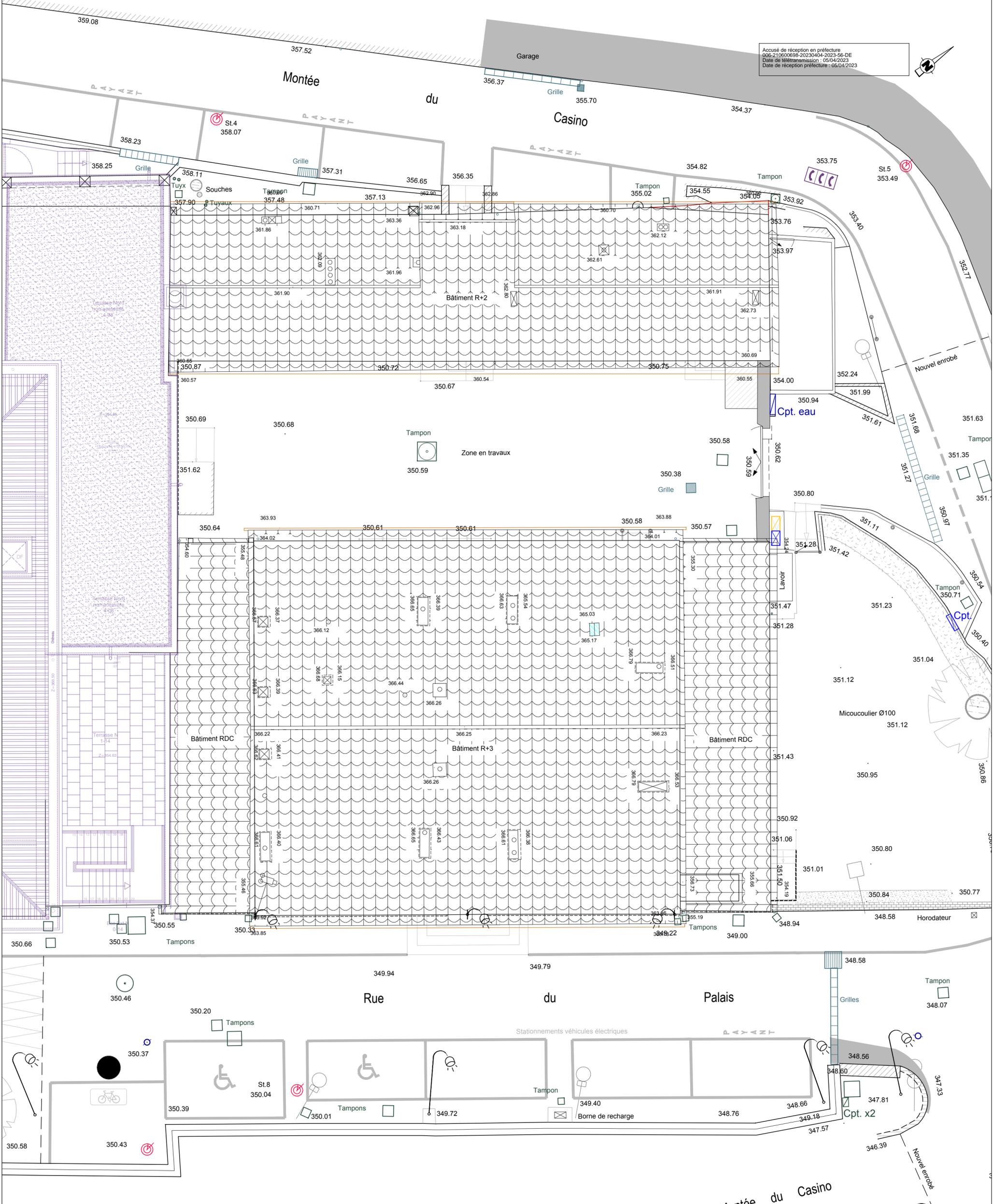
PLAN TOPOGRAPHIQUE:
Plan de récolement dressé par Mme Gwenaëlle BRUAND, Géomètre-Topographe à Cagnes-sur-Mer selon plan d'Etat des lieux en date du 14/02/2023.

ASS_011_Total R+5 20230302.dwg / A2_Portrait / Dessinateur : Cyken / Enregistré le : 03/03/2023

Projection Altimétrique : NGF
Projection planimétrique : Lambert 93

Campus Universitaire		
Rue du Palais de Justice - Montée du Casino - 06130 Grasse		
Maison des Associations / Logements gendarmerie		Niveau R+5
Plan des intérieurs		Etat des lieux en date du 17/10/2022
 VILLE DE GRASSE Direction Générale des Services Techniques Direction Études et Grands Projets Place du 24 août - 06131 Grasse Mail : sebastien.larue@ville-grasse.fr Téléphone : 04.97.05.52.58 / Fax : 04.97.05.52.01	Date de création 23/12/2022	Chef de projet S.LARUE
	Ind.A	Échelle 1/100
Date de modification 02/03/2023	EDL	

Accusé de réception en préfecture
006-21060689-20230404-2023-56-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023



CAMPUS UNIVERSITAIRE:
Plan d'exécution du Campus dressés par les cabinets d'architecture Fabre-Speller et Atelier Lorin.
Indice 6 en date du 22/08/2022.

MAISON DES ASSOCIATIONS:
Plan des intérieurs dressé par Mme Carole YKEN, Géomètre-Topographe à la D.G.S.T. de Grasse selon plan d'Etat des lieux en date du 11/02/2019.

ANCIENNE GENDARMERIE:
Plan des intérieurs dressé par Mme Carole YKEN, Géomètre-Topographe à la D.G.S.T. de Grasse selon plan d'Etat des lieux en date du 17/10/2022.

PLAN TOPOGRAPHIQUE:
Plan de récolement dressé par Mme Gwenaëlle BRUAND, Géomètre-Topographe à Cagnes-sur-Mer selon plan d'Etat des lieux en date du 14/02/2023.

ASS_011_Total Toitures 20230302.dwg / A2_Portrait / Dessinateur : Cyken / Enregistré le : 03/03/2023

Projection Altimétrique : NGF
Projection planimétrique : Lambert 93

Campus Universitaire		
Rue du Palais de Justice - Montée du Casino - 06130 Grasse		
Maison des Associations / Logements gendarmerie	Niveau Toitures	
Plan des intérieurs	Etat des lieux en date du 17/10/2022	
 VILLE DE GRASSE Direction Générale des Services Techniques Direction Études et Grands Projets Place du 24 août - 06131 Grasse Mail : sebastien.larue@ville-grasse.fr Téléphone : 04.97.05.52.58 / Fax : 04.97.05.52.01	Date de création 23/12/2022	Chef de projet S.LARUE
	Ind.A	Échelle 1/100
Date de modification 02/03/2023	EDL	



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2023 - 56 ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
MISE A DISPOSITION D'UN BIEN IMMOBILIER APPARTENANT A LA VILLE DE GRASSE
A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE
DANS LE CADRE DE L'EXTENSION DU CAMPUS ETUDIANTS

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOU
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOU à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 56

DU 4 AVRIL 2023

**ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
MISE A DISPOSITION D'UN BIEN IMMOBILIER APPARTENANT A LA VILLE DE GRASSE
A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE
DANS LE CADRE DE L'EXTENSION DU CAMPUS ETUDIANTS**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Fort du succès du Campus étudiants et eu égard à la demande exponentielle de locaux d'enseignement pour étudiants, il doit être envisagé dès à présent l'extension de cet équipement.
La ville de Grasse est propriétaire de l'ancienne gendarmerie, affectée aujourd'hui aux associations, sise rue de l'Ancien Palais de Justice, qui pourrait être destinée au développement de Grasse Campus.
Il est en conséquence proposé de mettre à disposition ce bien immobilier appartenant à la ville de Grasse, à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
AFFAIRES JURIDIQUES	/	/

Madame Catherine BUTTY expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1321-1, L 5211-5-1, L.5211-17, et L 5216-5 ;

Vu la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

Vu la loi n° 04-809 du 13 août relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 18 décembre 2015 arrêtant les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 modifiant les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2019_091 passée au conseil communautaire le 28 juin 2019, portant « *modification des statuts de la Communauté d'Agglomération* », ajoutant aux compétences facultatives, le « *développement de l'enseignement supérieur et de la recherche* »,

La délibération n° DL2023_077 approuvant le transfert de l'ancienne gendarmerie, affectée aujourd'hui aux associations, de la ville de Grasse à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse sera présentée au Conseil Communautaire le 6 avril 2023.

Considérant qu'au regard des enjeux du développement de l'enseignement supérieur et de la recherche pour le territoire et de l'intérêt de redynamiser le centre historique de la commune de Grasse, la ville s'est inscrite dès le début du projet dans le déploiement du « projet Grasse Campus » ;

Considérant que le campus étudiants inauguré le 6 février 2023, sis rue de l'Ancien Palais de Justice est d'ores et déjà entièrement occupé par des écoles et universités supérieures,

Considérant que la demande de locaux destinés à l'enseignement supérieur est exponentielle sur le territoire du Pays de Grasse,

Considérant qu'à ce titre, la ville de Grasse, est propriétaire d'un bien, situé rue de l'Ancien Palais de Justice, anciennement gendarmerie, Maison des Associations aujourd'hui, attendant au premier campus étudiants, bâtiment à réhabiliter dans le cadre du développement de Grasse Campus,

Considérant les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et ses compétences facultatives telles que définies en matière de développement d'enseignement supérieur,

Considérant que le code général des collectivités territoriales prévoit de plein droit la mise à disposition à titre gratuite, des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice d'une compétence transférée ;

Considérant qu'il convient de constater contradictoirement la mise à disposition de ce bien en précisant sa consistance, sa situation juridique, son état général ainsi que sa valeur ;

Considérant que ce procès-verbal emporte transfert du bâtiment ainsi que ses contrats et substitution de la commune à la CAPG dans ses droits et obligations rattachés audit bien ainsi transféré et ce à compter du 1^{er} mars 2023,

La commission Optimisation et Performance des Moyens et Ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 7 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le procès-verbal de mise à disposition dudit bien de la commune de Grasse ci-joint en annexe, au profit de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;
- **PRENDRE ACTE** du transfert du bien objet du présent procès-verbal, des actes et contrats rattachés ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer le procès-verbal de mise à disposition de ladite propriété de la commune de Grasse et de poursuivre l'ensemble des formalités liées au transfert de ce bien.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.



Delibération affichée le **5-AVR. 2023**
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

h.

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

Valérie Copin



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le **- 5 AVR. 2023**

**Procès-verbal de mise à disposition
du bien situé au : 4 cours Honoré Cresp, 06130 GRASSE
dans le cadre de la compétence « Promotion du tourisme »
à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse**

Etabli entre :

La commune de Grasse, identifiée sous le numéro SIREN N° 210 600 698 000 18 et représentée par Aline BOURDAIRE, Adjointe Déléguée aux relations avec la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse en matière de l'attractivité touristique en lien avec la politique touristique et du rayonnement de la Ville, agissant au nom et pour le compte de ladite commune en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 04 avril 2023,

D'UNE PART,

ET

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège est situé au 57 avenue Pierre Sépard 06131 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération n° XXX du conseil communautaire prise en date du 06 avril 2023, visée en Préfecture le XXX.

D'AUTRE PART,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1321-1, L 5211-5-1, L.5211-17, et L 5216-5 ;

Vu la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

Vu la loi n° 04-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 portant modification des statuts de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération de conseil municipal de la commune de Grasse en date du 04 avril 2023 autorisant la mise à disposition d'un local d'une superficie de 185 m² sur les 4 418 m² au total du bâtiment cadastré n° BM0184 (ex BL0147-22) et portant le numéro d'inventaire BAT AUT CONS 0141 sis au 4 cours Honore Cresp 06130 GRASSE et autorisant le Maire ou son représentant à signer le procès-verbal correspondant ;

Considérant que la promotion de tourisme du Pays de Grasse relève de la compétence de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse, que les biens affectés à cette compétence doivent être mis à disposition pour son exercice,

Considérant que le code général des collectivités territoriales prévoit de plein droit la mise à disposition, sans transfert de propriété, des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice de cette compétence ;

Considérant qu'il convient de constater contradictoirement la mise à disposition de ces biens en précisant leurs quantités, contenance, état général ainsi que leurs valeurs ;

AU VU DE CES DISPOSITIONS EST ÉTABLI LE PROCÈS-VERBAL DE CONSTAT DE TRANSFERT DES BIENS SUIVANTS :

Article 1 – Est constatée par le présent procès-verbal la mise à disposition à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, à titre gratuit, à compter de sa signature, d'un local d'une superficie de 185 m² sur les 4 418 m² au total du bâtiment cadastré n° BM0184 (ex BL0147-22) et portant le numéro d'inventaire BAT AUT CONS 0141 sis au 4 cours Honore Cresp 06130 GRASSE, dont l'état descriptif et le périmètre sont joints en annexe.

Article 2 – Cette mise à disposition concerne un local d'une superficie de 185 m² sur les 4 418 m² au total du bâtiment cadastré n° BM0184 (ex BL0147-22)
Il est mis à disposition en l'état où il se trouve à compter de la date de signature du procès-verbal à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

Article 3 – Une liste précisant la consistance, l'état et la situation juridique des biens, les parcelles cadastrées concernées, leur valeur nette comptable, l'évaluation de leur remise en état ainsi que d'autres mentions apportées contradictoirement est jointe en annexe du présent procès-verbal.

Article 4 – La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse est substituée de plein droit à la commune dans tous les contrats liés à l'entretien et aux réparations nécessaires à la préservation de la partie du bien transféré. Elle est désormais détentrice du pouvoir de gestion et assume l'ensemble des droits et obligations du propriétaire des biens considérés, à l'exception du droit d'aliénation.

Article 5 – Le Maire conserve son pouvoir de police sur les voies ouvertes à la circulation, notamment ceux relevant des articles L 2212 et L 2213 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 6 – La présente mise à disposition sera constatée dans les comptes des deux collectivités par des opérations d'ordre non budgétaire dans le courant de l'exercice 2023, sur la base d'un actif dont la valorisation totale s'établit à 473 537,39 €.

Article 7 – La présente mise à disposition des biens s'opère durant la durée de l'exercice effectif de la compétence communautaire.

Fait à Grasse, le

**Pour la Commune de
GRASSE**

L'Adjointe déléguée aux relations avec la Communauté
d'Agglomération du Pays de Grasse en matière d'attractivité
touristique en lien avec la politique touristique et du
rayonnement de la Ville,

Aline BOURDAIRE

**Pour la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse**

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

ETAT DESCRIPTIF ET COMPTABLE DES BIENS MIS A DISPOSITIONS

1- Descriptif général du bien de la commune de Grasse

Désignation du bien :

Le local mis à disposition, situé au 4 cours Honore Cresp 06130 GRASSE, fait partie d'un ensemble immobilier cadastré BM0184 (ex BL0147-22). Cette propriété d'une superficie d'environ 4 418 m², dont 185 m² objet de la mise à disposition, a été acquise par la Commune de Grasse le 31 décembre 1994.

Elle est composée comme suit :

- Superficie totale bâtiment : 4 418 m²
- Référence cadastrale du bien : BM0184 (ex BL0147-22)

Appréciation sur l'état général du bien :

Etat : Nu à aménager

Désordres éventuels :

Infiltrations d'eau depuis les étages
Infiltrations d'eau en façade

Servitudes :

Existence de servitudes mais non précisées

Observations :

Les locaux de stockages seront partagés avec les services du Palais

2- Descriptif à l'actif de la commune de Grasse

Le bien : Palais des Congrès

La surface totale de plancher mise à disposition du bâtiment est de 185 m².

Date d'acquisition ou de construction par la Commune : 31 décembre 1994

Valeur totale nette : 473 537,39 €.

Annexes :

- **Plan du R+1 du bâtiment**
- **Détail inventaire**

ANNEXE 2 - PV MISE A DISPOSITION LOCAL PALAIS DES CONGRES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230404-2023-57-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

Num. inventaire	Libellé	Montant	Date d'acquisition	Valeur brute	Durée	Date début amortissement
BATIMENT						
BAT AUT CONS 0141	BM0184 (ex BL0147-22) PALAIS DES CONGRES	10 689 031,28	31/12/1994	10 689 031,28	0	
TOTAL BATIMENT POUR UNE SURFACE DE 4 418m²		10 689 031,28				
SURFACE MISE A DISPOSITION : 185 m² / 4 418m²		4,19%				
TOTAL POUR UNE SURFACE DE 185 m² MISE A DISPOSITION		447 594,11				

Num. inventaire	Libellé	Montant	Date d'acquisition	Valeur brute	Durée	Date début amortissement
TRAVAUX						
2010-00108	MATERIEL ECLAIRAGE PALAIS DES CONGRES	2 143,63	28/09/2010	2 143,63	10	01/01/2011
2010-00425	PLAN PLASTIFIE CTM PALAIS CONGRES	163,01	01/01/2010	163,01	1	01/01/2011
2010-00429	PLAN PLASTIFIE PALAIS DES CONGRES	330,10	01/01/2010	330,10	1	01/01/2011
2010-00430	PLAN PLASTIFIE SECURITE PALAIS CONGRES	1 460,56	01/01/2010	1 460,56	10	01/01/2011
2012-00455	PALAIS CONGRES:PLAN ÉVACUAT°	80,87	19/11/2012	80,87	1	01/01/2013
2012-00456	PALAIS CONGRES:EXTINCTEUR/CORRECTIF	55,42	19/11/2012	55,42	1	01/01/2013
2012-00457	PALAIS CONGRES:EXTINCT./ CORRECTIF	51,21	19/11/2012	51,21	1	01/01/2013
2013-00160	POSE R.I.A / CORR PALAIS CONGRES:	540,79	18/03/2013	540,79	3	01/01/2014
201901-00053	SIGNALETIQUE PALAIS INTERIEUR DES CONGRES	1 626,00	31/01/2019	1 626,00	10	01/01/2020
202101-00880	PLAN EVACUATION - PALAIS DES CONGRES	1 266,84	18/11/2021	1 266,84	10	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2009	PALAIS DES CONGRES	57 151,42	01/01/2009	57 151,42	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS DES CONGRES : MONTE-CHARGE	741,91	01/01/2010	741,91	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS DES CONGRES : TVX DE SECURITE	1 616,39	01/01/2010	1 616,39	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS DES CONGRES : ISSUE DE SECOURS	2 093,00	01/01/2010	2 093,00	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS DES CONGRES: TVX ELECTRIQUES	19 600,05	01/01/2010	19 600,05	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES : TVX TERRASSE	4 319,70	01/01/2010	4 319,70	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES : TVX TERRASSE	4 799,67	01/01/2011	4 799,67	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES: REF. ETANCHEITE TERRASSE	8 398,82	01/01/2011	8 398,82	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES: REF. ETANCHEITE TERRASSE	506,66	01/01/2011	506,66	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES: REF. ETANCHEITE TERRASSE	2 977,61	01/01/2011	2 977,61	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:MISE/PLACE PROJECTEURS	6 960,72	01/01/2011	6 960,72	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	BAIE SONO INCENDIE PALAIS DES CONGRES	17 477,15	01/01/2011	17 477,15	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:RECH.AMIANTE AVANT TVX	2 392,00	01/01/2011	2 392,00	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TVX RAVALEMENT FACADE	146,35	01/01/2012	146,35	1	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TX RAVALT FACADE/PEINTURE	154,62	01/01/2012	154,62	1	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TVX RAVALEMENT FACADE	179,40	01/01/2012	179,40	1	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:RÉNOVAT° FACADE/TVX PLOMB	207,21	01/01/2012	207,21	1	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TX RAVALT FACADE/PEINTURE	397,17	01/01/2012	397,17	1	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TVX RAVALEMENT FACADE	545,38	01/01/2012	545,38	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:CHARTRE FACADES COMMERC.	1 000,00	01/01/2012	1 000,00	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TX RAVALT FACADE/PEINTURE	1 006,22	01/01/2012	1 006,22	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS/CONGRES:DÉVOIEMENT LIAISONS FRIGO	1 133,81	01/01/2012	1 133,81	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:CHARTRE FACADES COMMERC.	1 500,00	01/01/2012	1 500,00	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TVX RAVALEMENT FACADE	2 235,29	01/01/2012	2 235,29	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:RÉNOVAT° FACADE/PLOMBERIE	2 412,60	01/01/2012	2 412,60	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TX RAVALT FACADE/PEINTURE	2 937,83	01/01/2012	2 937,83	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TVX RAVALEMENT FACADE	3 408,60	01/01/2012	3 408,60	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TVX RÉNOVAT° FACADE	6 442,24	01/01/2012	6 442,24	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	ETUDE COULEURS POUR PALAIS DES CONGRES	7 080,32	01/01/2012	7 080,32	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TX RAVALT FACADE/PEINTURE	7 546,07	01/01/2012	7 546,07	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TVX AMÉNAGT TERRASSE	9 322,22	01/01/2012	9 322,22	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TVX RÉNOVAT° FACADE	18 631,25	01/01/2012	18 631,25	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TX RAVALT FACADE/PEINTURE	19 118,16	01/01/2012	19 118,16	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TVX RÉNOVAT° FACADE	23 617,05	01/01/2012	23 617,05	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TVX RÉNOVAT° FACADE	24 074,32	01/01/2012	24 074,32	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TVX RÉNOVAT° FACADE	25 243,94	01/01/2012	25 243,94	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TVX RÉNOVAT° FACADE	34 321,21	01/01/2012	34 321,21	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TX RAVALT FACADE	8,13	01/01/2013	8,13	1	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TX RAVALT FACADE	20,91	01/01/2013	20,91	1	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TVX RAVALEMENT FACADE	30,12	01/01/2013	30,12	1	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TVX RAVALEMENT FACADE	89,70	01/01/2013	89,70	1	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TX RAVALT FACADE	154,62	01/01/2013	154,62	1	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TX RAVALT FACADE	242,72	01/01/2013	242,72	1	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:PEINTURE FAÇADE RDC	373,51	01/01/2013	373,51	1	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TX RAVALT FACADE	397,16	01/01/2013	397,16	1	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TVX RAVALEMENT FACADE	572,26	01/01/2013	572,26	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TVX RAVALEMENT FACADE	992,19	01/01/2013	992,19	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TX RAVALT FACADE	1 132,00	01/01/2013	1 132,00	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TVX RAVALEMENT FACADE	1 704,30	01/01/2013	1 704,30	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES RAVALEMENT/FACADE	1 889,68	01/01/2013	1 889,68	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:CHARTRE FACADES	2 500,00	01/01/2013	2 500,00	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TX RÉNOVATION FAÇADE	3 909,48	01/01/2013	3 909,48	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:MISE/PL. TOLE SUR CHASSIS	4 188,87	01/01/2013	4 188,87	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TVX RAVALEMENT FACADE	4 348,66	01/01/2013	4 348,66	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TX RAVALT FACADE	4 611,58	01/01/2013	4 611,58	60	01/01/2022

BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:POSE POTEAU BOIS	5 651,82	01/01/2013	5 651,82	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:RENOVT° FACADE	5 830,74	01/01/2013	5 830,74	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TX RÉNOVATION FAÇADE	6 161,55	01/01/2013	6 161,55	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TVX RAVALEMENT FACADE	8 697,31	01/01/2013	8 697,31	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TX RÉNOVATION FAÇADE	9 551,02	01/01/2013	9 551,02	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TVX RÉNOVAT° FACADE	9 850,39	01/01/2013	9 850,39	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TX RÉNOVATION FAÇADE	18 100,62	01/01/2013	18 100,62	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TVX RAVALEMENT FACADE	18 851,66	01/01/2013	18 851,66	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TX RAVALT FACADE	21 507,93	01/01/2013	21 507,93	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS DES CONGRES - RAVAELEMENT FACADE - PEINTURE	7 096,81	01/01/2013	7 096,81	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	RENOVATION FACADE - PALAIS DES CONGRES	27 758,61	01/01/2013	27 758,61	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS DES CONGRES RETENUE DE GARANTIE	56,21	01/01/2014	56,21	1	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:MISE/CONF. ASCENSEURS	652,38	01/01/2014	652,38	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	TRAVAUX PALAIS CONGRES DGD	1 068,05	01/01/2014	1 068,05	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:MISE/CONF. ASCENSEURS	1 304,76	01/01/2014	1 304,76	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TX RÉNOVATION	2 314,26	01/01/2014	2 314,26	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TX RÉNOVATION FAÇADE	5 857,17	01/01/2014	5 857,17	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:MISE/CONF. MONTE-CHARGE	7 855,80	01/01/2015	7 855,80	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:MISE/PL. PORTES C-FEU	601,94	01/01/2015	601,94	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	BUREAU PALAIS CONGRES :MISE/PL. CLIMATISATION	1 898,40	01/01/2016	1 898,40	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	SCE COMMERCE:TX AMENGT/PEINTURE PALAIS DES CONGRES	5 228,72	01/01/2016	5 228,72	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES: PEINTURE GRANDE SALLE	20 469,60	01/01/2016	20 469,60	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS DES CONGRES:REFECT° PEINTURE	1 200,00	01/01/2016	1 200,00	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	PALAIS CONGRES:TX DE DECORATION / TOILES	1 908,00	01/01/2017	1 908,00	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2313	TRAVAUX PALAIS CONGRES	2 739,34	01/10/2018	2 739,34	60	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2315	TRAVAUX WIFI PALAIS DE CONGRES	20 172,47	01/01/2010	20 172,47	0	
BAT-LOC-0072-2315	PALAIS CONGRES : PROTECT° / RESI	693,68	01/01/2010	693,68	0	
BAT-LOC-0072-2315	TRAVAUX CABLAGE VDI PALAIS DES CONGRES	11 871,50	01/01/2010	11 871,50	0	
BAT-LOC-0072-2315	PALAIS DES CONGRES : INSTALLAT°	4 019,66	01/01/2011	4 019,66	0	
BAT-LOC-0072-2315	PALAIS CONGRES:POSE GARDE CORPS/EFFRACT°	4 353,11	01/01/2011	4 353,11	10	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2315	SONORISATION PALAIS CONGRES	14 964,57	01/01/2013	14 964,57	0	
BAT-LOC-0072-2315	PALAIS CONGRES:RÉNOVAT° FACADE	9 355,12	01/01/2013	9 355,12	10	01/01/2022
BAT-LOC-0072-2315	PALAIS CONGRES/ SITE 8:TX /PERFORM ÉNERG	123,79	01/01/2014	123,79	0	
BAT-LOC-0072-2315	PALAIS CONGRES:MISE/SÉCURITÉ TRANSFO.	2 853,88	01/01/2014	2 853,88	0	
BAT-PUB-AUT-0059-2315	PALAIS CONGRES/ SITE 8:TX /PERFORM ÉNERG	2 351,93	01/01/2014	2 351,93	10	01/01/2022

TOTAL TRAVAUX 619 553,48

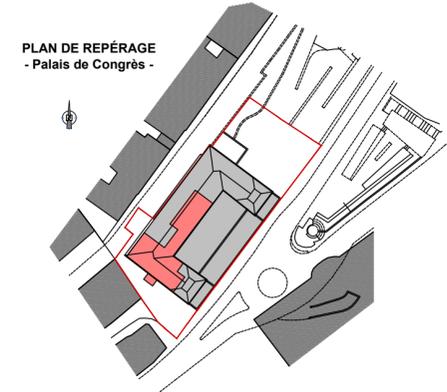
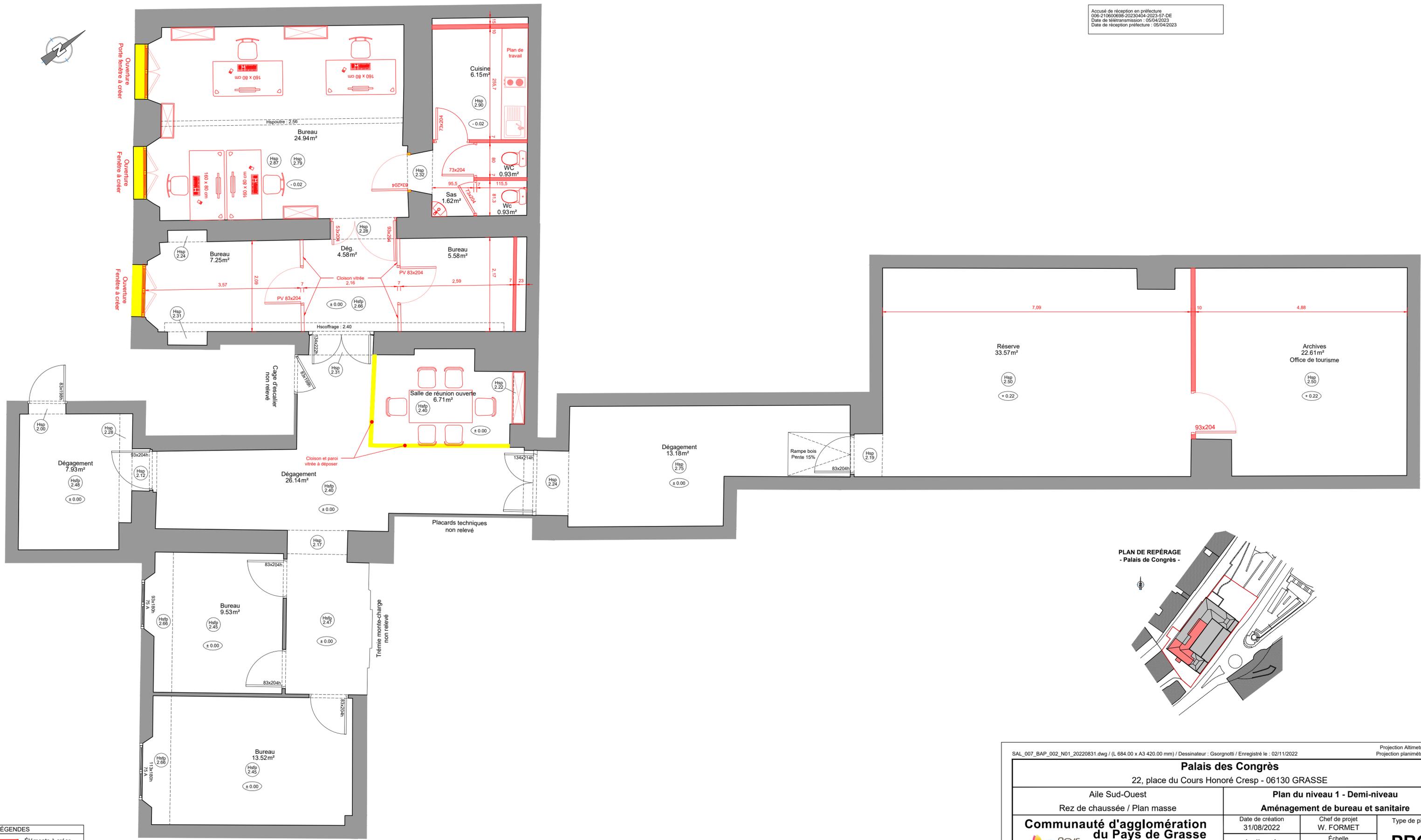
SURFACE MISE A DISPOSITION : 185 m² / 4 418 m² 4,19%

TOTAL POUR UNE SURFACE DE 185 m² MISE A DISPOSITION 25 943,28

TOTAL ACTIF MIS A DISPOSITION 473 537,39 €

Accusé de réception en préfecture
 2106006960230404-2021-01-02
 Date de télétransmission : 05/04/2022
 Date de réception en préfecture : 01/01/2022

Accusé de réception en préfecture
 006-210600698-20230404-2023-57-DE
 Date de télétransmission : 05/04/2023
 Date de réception préfecture : 05/04/2023



LÉGENDES
 — Éléments à créer
 — Éléments à déposer

SAL_007_BAP_002_N01_20220831.dwg / (L 684.00 x A3 420.00 mm) / Dessinateur : Gsorgnotti / Enregistré le : 02/11/2022
 Projection Altimétrique : Sans
 Projection planimétrique : Sans

Palais des Congrès			
22, place du Cours Honoré Cresp - 06130 GRASSE			
Aile Sud-Ouest Rez de chaussée / Plan masse		Plan du niveau 1 - Demi-niveau Aménagement de bureau et sanitaire	
Communauté d'agglomération du Pays de Grasse <small>57 Avenue Pierre Sémard - 06130 Grasse Site Internet : http://www.paysdegrasse.fr Courriel : contact@paysdegrasse.fr Contact : 04 97 05 22 00</small>	Date de création 31/08/2022	Chef de projet W. FORMET	Type de pièce
	Indice A	Échelle 1/50	PRO
Date de modification 28/10/2022			



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2023 - 57 BATIMENTS COMMUNAUX
MISE A DISPOSITION D'UN BIEN IMMOBILIER APPARTENANT A LA VILLE DE GRASSE
A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE
EN VUE DE LA RELOCALISATION DES SERVICES ADMINISTRATIFS
DE L'OFFICE DE TOURISME DE GRASSE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOU
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOU à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 57

DU 4 AVRIL 2023

**BATIMENTS COMMUNAUX
MISE A DISPOSITION D'UN BIEN IMMOBILIER APPARTENANT A LA VILLE DE GRASSE
A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE EN VUE DE LA RELOCALISATION
DES SERVICES ADMINISTRATIFS DE L'OFFICE DE TOURISME DE GRASSE**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Poursuivant les objectifs de repositionner l'Office de tourisme de Grasse dans un lieu plus attractif et d'apporter une réponse plus adaptée et plus moderne aux touristes, la CAPG a implanté en 2021 l'accueil de cet Office au rez-de-chaussée du Palais des congrès. La CAPG souhaite à présent rapprocher les services administratifs de l'Office de tourisme de l'espace d'accueil.

Après étude, il s'avère que des locaux dans le Palais des Congrès dont la ville de Grasse est propriétaire, sont adaptés pour accueillir ces services administratifs. Il est en conséquence proposé de mettre à disposition ce bien immobilier appartenant à la ville de Grasse, à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
AFFAIRES JURIDIQUES	/	/

Madame Catherine BUTTY expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1321-1, L 5211-5-1, L.5211-17, et L 5216-5 ;

Vu la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

Vu la loi n° 04-809 du 13 août relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 18 décembre 2015 arrêtant les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 modifiant les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Considérant que la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse exerce de plein droit la compétence obligatoire en matière de développement économique et qu'à ce titre, elle gère la promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme ;

Considérant qu'en 2021, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse a réalisé des travaux dans des anciens locaux mis à disposition du casino, sis boulevard du Jeu de Ballon à Grasse, afin de repositionner l'Office de tourisme dans le centre de Grasse, ses objectifs étant d'implanter l'accueil touristique dans un lieu plus attractif et d'apporter des solutions d'accueil et d'agencement plus adaptées et plus modernes aux touristes ;

Considérant que les services administratifs de l'Office de tourisme sont actuellement implantés dans des locaux attenants au parc de stationnement Notre-Dame-des-fleurs et que ce faisant, ils sont excentrés par rapport à l'espace d'accueil ;

Considérant que des locaux d'une superficie de 185 m² sont disponibles au 1^{er} niveau, aile sud-ouest, dans le Palais des Congrès sis boulevard du Jeu de Ballon à Grasse, propriété de la ville de Grasse et que ces locaux sont adaptés pour accueillir les services administratifs de l'Office de tourisme ;

Considérant la nécessité d'établir un procès-verbal de mise à disposition d'un local d'une superficie de 185 m² sur les 4 418 m² au total du bâtiment cadastré n° BM0184 (ex BL0147-22) et portant le numéro d'inventaire BAT AUT CONS 0141 sis au 4 cours Honore Cresp 06130 GRASSE, de façon contradictoire entre le Maire de la Ville de Grasse ou son représentant et le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Considérant que le montant immobilisé du bâtiment s'élevait à 10 689 031.28 € dans l'actif de la Ville, une première mise à disposition de 220 m² ayant été acceptée par délibération 2022-44 ;

Considérant que cette première mise à disposition à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse été valorisée à 563 125,44 € ;

Considérant que cette nouvelle mise à disposition doit être proratisée par rapport à la surface, soit 4,19 % de la surface totale portant ainsi le montant de l'actif mis à disposition à 473 537,39 € (détail joint en annexe 2).

Considérant que le Code général des collectivités territoriales prévoit de plein droit la mise à disposition à titre gratuite, des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice d'une compétence transférée ;

Considérant qu'il convient de constater contradictoirement la mise à disposition de ce bien en précisant sa consistance, sa situation juridique, son état général ainsi que sa valeur ;

Considérant que ce procès-verbal emporte transfert du bâtiment ainsi que ses contrats et substitution de la commune à la CAPG dans ses droits et obligations rattachés audit bien ainsi transféré et ce à compter du 11 avril 2023,

La commission Optimisation et Performance des Moyens et Ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 7 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ACCEPTER** la mise à disposition du local d'une superficie de 185 m² environ sur les 4 418 m² au total du bâtiment cadastré n° BM0184 (ex BL0147-22) et portant le numéro d'inventaire BAT AUT CONS 0141 sis au 4 cours Honore Cresp 06130 GRASSE et de matériels divers en faveur de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour un montant de 473 537,39 € selon les modalités précisées en annexe ;
- **APPROUVER** le procès-verbal de mise à disposition dudit bien de la commune de Grasse ci-joint en annexe, au profit de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

- **PRENDRE ACTE** du transfert du bien objet du présent procès-verbal, des actes et contrats rattachés ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer le procès-verbal de mise à disposition de ladite propriété de la commune de Grasse et à poursuivre l'ensemble des formalités liées au transfert de ce bien.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le **- 5 AVR. 2023**
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,



La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

- 5 AVR. 2023



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

**2023 - 58 TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE (TLPE)
TARIFS 2024**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOU
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOU à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

DU 4 AVRIL 2023

TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE (TLPE)
TARIFS 2024

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La présente délibération concerne la modification des tarifs de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) pour l'année 2024.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
JURIDIQUE		

Madame Murièle CHABERT expose :

La loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 a modifié la réglementation en matière de taxes sur la publicité et a instauré, à compter du 1^{er} janvier 2009, la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) en remplacement des taxes antérieures : taxe sur l'affichage (TSA), taxe sur les véhicules publicitaires et taxe sur l'emplacement publicitaire (TSE).

Vu la loi de Modernisation de l'Economie n° 2008-776 du 4 août 2008 ;

Vu la délibération n° 2012-131 du 28 juin 2012 ;

Vu les articles L. 2333-6 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Considérant que la période transitoire de 5 ans relative au lissage des tarifs, prévue à l'article L. 2333-16 alinéa C du CGCT, est arrivée à expiration le 31 décembre 2013 ;

Considérant qu'au terme de la période susvisée, l'article L. 2333-12 du CGCT dispose que « les tarifs maximaux et les tarifs appliqués sont relevés, chaque année, dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de la pénultième année ». Ainsi pour l'exercice 2024, le taux de variation applicable aux tarifs de la TLPE sera de + 6,00 % (source Insee) ;

Considérant que l'article L. 2333-9 du CGCT fixe les tarifs maximaux de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure ainsi que les coefficients multiplicateurs applicables aux différents supports en fonction de leur superficie, avec une distinction supplémentaire pour les publicités et les pré-enseignes, dont l'affichage se fait par un procédé numérique ou non numérique ;

Considérant que la révision des tarifs continuera de s'appliquer automatiquement en l'absence de nouvelles dispositions législatives ;

Considérant que les dispositions précitées fixent une règle d'arrondi selon laquelle les tarifs obtenus par application du relèvement « sont des nombres avec deux chiffres après la virgule, ils sont arrondis au dixième d'euro, les fractions d'euro inférieures à 0,05 € étant négligées et celles égales ou supérieures à 0,05 € étant comptées pour 0,1 € » ;

Considérant que la superficie taxable d'un dispositif est la superficie utile d'affichage déterminée par un rectangle passant par les points extrêmes de l'inscription, forme ou image du dispositif considéré, les superficies étant arrondies au dixième ;

Considérant que le non-respect des dispositions législatives est constitutif d'une contravention prévue par l'article L. 2333-15 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Considérant que la bonne information des redevables et des administrés justifie qu'une grille tarifaire mentionnant les montants actualisés de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure soit approuvée par le Conseil Municipal.

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la grille des tarifs de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure ci-dessous ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les actes ou documents se rapportant à l'application desdits tarifs, au recouvrement ou à la mise en œuvre de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure, objet de la présente délibération.

Dispositifs	Superficies	Tarifs 2023 (par m ²)	Tarifs 2024 (par m ²)
Publicités et Pré-enseignes	Non numériques <= 50 m ²	Non numériques 22,00 €	Non numériques 23,30 €
	> 50 m ²	44,00 €	46,60 €
	Numériques <= 50 m ²	Numériques 66,00 €	Numériques 69,90 €
	> 50 m ²	132,00 €	139,80 €
Enseignes	<= 7 m ²	Exonération	Exonération
	<= 12 m ²	22,00 €	23,30 €
	<= 50 m ²	44,00 €	46,60 €
	> 50 m ²	88,00 €	93,20 €

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Delibération affichée le **5 AVR. 2023**

suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME

Le Maire



h.

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

Valérie Copin

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le **5 AVR. 2023**



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 59 **FOIRES ET MARCHES**
UN PRINTEMPS AU JARDIN – ESPRIT CAMPAGNE
DISPOSITIONS RELATIVES A L'ORGANISATION
ADOPTION DES TARIFS

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOUD
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOUD à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 59

DU 4 AVRIL 2023

FOIRES ET MARCHES
UN PRINTEMPS AU JARDIN-ESPRIT CAMPAGNE
DISPOSITIONS RELATIVES A L'ORGANISATION
ADOPTION DES TARIFS

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet l'adoption des dispositions relatives à l'organisation et l'adoption des tarifs de la manifestation « Un printemps au jardin-esprit campagne ».

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
FOIRES ET MARCHES	RECETTES	

Madame Marie-Madeleine GUALLINO expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° 2022-211 du 6 décembre 2022 portant sur la tarification du domaine public commercial,

Considérant que depuis 3 ans, au printemps, la commune de Grasse organise une foire aux plantes sur la place du Cours Honoré CRESP.

Considérant que l'intérêt grandissant pour cette manifestation l'incite à la faire évoluer, notamment en y incluant des producteurs locaux, des exposants des métiers de bouche et/ou non-alimentaire ainsi que des associations en lien avec le terroir et les savoir-faire spécifiques.

Considérant que cet évènement est voulu comme un lieu de rencontre convivial, un espace de partage de connaissances permettant de mieux appréhender l'avenir de façon économe en ressources non renouvelables et de rendre un hommage particulier à ceux qui vivent de la culture de la terre, tout en la préservant.

Considérant qu'une manifestation semblable était organisée au mois de juin sur le hameau du Plan de Grasse, sous l'appellation « Esprit campagne, passion terroir ».

Considérant qu'il y a donc lieu de mutualiser ces deux événements, dont les thématiques se juxtaposent afin de rendre plus lisible le calendrier des manifestations et donner une plus grande envergure à celle-ci.

Considérant que dans le cadre de l'évolution de cette manifestation, il est souhaité étendre les lieux investis aux rues et places du centre-ville en y proposant également des stands de vente, d'animation et des ateliers en lien avec la thématique de la manifestation.

Considérant que les exposants pourront bénéficier d'un emplacement à titre commercial et qu'il convient donc d'adopter une tarification de mise à disposition du domaine public correspondant à 2,50 € le mètre linéaire pour 2023.

Considérant que ces tarifs seront réévalués annuellement sur la base de la tarification en vigueur, suivant l'indice ILC du 3ème trimestre 2022.

Considérant que dans un esprit de dynamisation et d'attractivité de la manifestation auprès des visiteurs, il convient de proposer des animations, ateliers et stands d'information.

Considérant qu'à cette fin, il pourra être proposé aux exposants et aux partenaires, selon les disponibilités, un stand à titre gracieux en centre-ville sous couvert d'une animation en continu sur ce stand ou d'un atelier ponctuel en lien avec le thème de la manifestation.

Considérant que pour participer à la manifestation, les exposants devront remplir un dossier d'inscription soumis à validation de l'organisation, stipulant les éléments liés au statut de leur activité.

Considérant qu'il sera demandé aux exposants de fournir tous justificatifs professionnels jugés nécessaires (dont liste non exhaustive : assurance, carte de commerçant ambulant, licence ou formation, etc...), ainsi qu'un chèque de caution qui sera encaissé en cas de désistement non justifié / hors délai.

Considérant que les recettes générées par cet événement seront encaissées via la régie municipale du service « Foires et Marchés ».

Considérant que la commission optimisation et performance des moyens et ressources a été saisie de ce dossier dans sa séance du 7 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les tarifs suivants :
Caution inscription exposant : 100 €
Emplacement domaine public exposants
place du Cours Honoré CRESP pour 2023 : 2,50 € le mètre linéaire
Gratuité domaine public pour les exposants proposant un stand animation ou atelier en centre-ville
- **APPROUVER** les dispositions ci-dessus énoncées ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à effectuer toute démarche nécessaire à la bonne exécution de cette délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Delibération affichée le **- 5 AVR. 2023**

suivent les signatures

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Maire,



h.

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le **- 5 AVR. 2023**

**CONVENTION DE FINANCEMENT
CONSENTIE DANS LE CADRE DU
« DISPOSITIF INTRACTING SÉCURISÉ »**

entre

LA COMMUNE DE GRASSE

et

LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

CONVENTION DE FINANCEMENT

ENTRE :

(1) **LA COMMUNE DE GRASSE**

Collectivité territoriale identifiée sous le numéro SIREN 210 600 698 et ayant son siège à Hôtel de Ville, place du petit Puy 06130 Grasse,

Représentée aux fins des présentes par Jérôme VIAUD, agissant en qualité de maire et dûment habilitée à cet effet par délibération n° en date du 4 avril 2023,

Ci-après, indifféremment, désignée la « **Personne Publique** » ou l'« **Emprunteur** »,

D'UNE PART,

ET

(2) **LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS,**

Etablissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier et dont le siège est situé au 56 rue de Lille à PARIS (75007),

Représentée aux fins des présentes par Monsieur Rouque Alexis, agissant en qualité de Directeur régional pour la Direction Régionale Provence Alpes Côte d'Azur de la Banque des Territoires de la Caisse des dépôts et consignations et dûment habilité à cet effet par un arrêté du Directeur général délégué en date du 12 octobre 2022,

Ci-après, indifféremment, désignée la « **Caisse des Dépôts** » ou la « **CDC** » ou le « **Prêteur** »,

D'AUTRE PART,

Celles-ci désignées ci-après, ensemble, les « **Parties** » et, individuellement, une « **Partie** »

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	DEFINITIONS ET INTERPRETATION	6
ARTICLE 2.	OBJET ET DURÉE DE LA CONVENTION.....	9
ARTICLE 3.	ENGAGEMENTS FINANCIERS	9
ARTICLE 4.	TAUX D'INTÉRÊT ET COMMISSION.....	13
ARTICLE 5	CONDITIONS SUSPENSIVES ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DE LA CONVENTION	14
ARTICLE 6.	MODALITÉS DE VERSEMENT ET REMBOURSEMENT.....	16
ARTICLE 7	AMELIORATION DE LA PERFORMANCE ÉNERGETIQUE DU PATRIMOINE IMMOBILIER DE LA PERSONNE PUBLIQUE	18
ARTICLE 8.	COMITÉ DE PILOTAGE.....	20
ARTICLE 9.	RÉSILIATION ANTICIPÉE	23
ARTICLE 10.	TRANSFERT DE LA CONVENTION	25
ARTICLE 11.	CONFIDENTIALITÉ.....	25
ARTICLE 12.	PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	26
ARTICLE 13.	DIVISIBILITÉ DES CLAUSES DE LA CONVENTION	26
ARTICLE 14.	RENONCIATION – ABSENCE D’IMPRÉVISION.....	26
ARTICLE 15.	ELECTION DE DOMICILE.....	26
ARTICLE 16.	NOTIFICATIONS	27
ARTICLE 17.	MODIFICATION DE LA CONVENTION	27
ARTICLE 18.	DROIT APPLICABLE – JURIDICTION COMPÉTENTE.....	27
ANNEXES	29

IL EST PRÉALABLEMENT RAPPELÉ QUE :

- A.** Dans le cadre de la stratégie nationale bas carbone (SNBC), pour atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050, la France doit réduire sa consommation en énergie et accélérer la rénovation énergétique de ses bâtiments. La rénovation énergétique des bâtiments et/ou équipements publics est un enjeu majeur de la transition énergétique qui nécessite des investissements importants dans la durée et constitue l'un des pivots principaux des engagements pris au niveau national en matière d'énergie renouvelable, de mix énergétique et d'efficacité énergétique.
- B.** L'obligation de mise en œuvre d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans les bâtiments existants à usage tertiaire, procède des dispositions de la Loi dite « ELAN » du 23 novembre 2018 et son décret d'application codifié aux articles R. 131-38 et suivants du Code de la construction et de l'habitation, et précisé par arrêté. Ces dispositions réglementaires prévoient une réduction de la consommation d'énergie finale de ces bâtiments d'au moins 40% à échéance 2030, 50% d'ici à 2040 et 60% d'ici à 2050.
Dès lors que les bâtiments publics sont concernés par lesdites dispositions, les collectivités publiques y ont réfléchi pour l'ensemble de leur patrimoine y compris, le cas échéant, leurs ouvrages, dans la mesure où ce patrimoine constitue un réservoir d'économies d'énergie.
- C.** Dans cette perspective, la Personne Publique s'engage dans un programme de rénovation de son patrimoine dans le cadre d'un Contrat de Performance Énergétique de type marché public global de performance.
- Ses trois objectifs majeurs sont de :
- Contribuer aux exigences nationales en matière de réduction des consommations énergétiques et d'émission de gaz à effet de serre du parc des bâtiments et/ou équipements existants en se conformant *a minima* à la réglementation en vigueur ;
 - Réduire sa facture énergétique et ainsi pour lui permettre d'augmenter sa marge de manœuvre budgétaire et sa capacité d'autofinancement ;
 - Accroître la qualité d'accueil et de confort de ses usagers et de ses utilisateurs.
- D.** La **Caisse des Dépôts** et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays agissant en appui des politiques publiques conduites par l'État et les collectivités locales. En son sein, la Banque des Territoires, direction de l'établissement public Caisse des Dépôts, (ci-après la « **Banque des Territoires** » ou « **BDT** ») partenaire privilégiée des collectivités territoriales, les accompagne dans la réalisation de leurs projets de développement en renforçant son appui aux acteurs du territoire afin de mieux répondre à leurs besoins.
- E.** Ce plan définit notamment les modalités d'intervention et la mobilisation des ressources financières de la Caisse des Dépôts auprès des acteurs territoriaux afin d'accélérer leurs projets de rénovation énergétique.
- F.** Dans le cadre de son axe stratégique autour de la transition énergétique et de sa contribution au plan de relance 2020 concernant la rénovation énergétique des bâtiments et des équipements, la CDC accompagne la mise en place d'un modèle économique vertueux pour l'efficacité énergétique du patrimoine immobilier des personnes publiques, permettant notamment le développement de programmes d'actions à fort potentiel d'économies d'énergies à court et moyen termes.

- G.** Afin de concourir à cet objectif de réduction des consommations énergétiques des bâtiments et/ou équipements publics, la CDC a accepté d'accompagner au moyen du Dispositif d'Intracting Sécurisé, la Personne Publique par le financement de son Contrat de Performance Énergétique et, le cas échéant, l'assistance à la valorisation des Certificats d'Économie d'Énergie qui seront partagés avec la CDC.
- H.** Dans un contexte marqué par l'accélération du changement climatique et les conflits à l'Est de l'Europe, la transition énergétique de la France est plus que jamais la première des priorités aujourd'hui. C'est la raison, pour laquelle le Gouvernement français a acté l'engagement d'un Plan national de sobriété énergétique. La ville de Grasse a décidé, par souci de solidarité et d'exemplarité, de prendre part à cette mobilisation nationale pour réduire ses besoins énergétiques.
- I.** Pour sa part, la Personne Publique a conduit les études nécessaires, dans le cadre de de l'élaboration de son schéma directeur d'aménagement lumière qui lui ont permis de définir une stratégie énergétique sur son parc d'éclairage public s'appliquant au périmètre retenu dans le cadre du Dispositif Intracting Sécurisé.
- La ville de Grasse a approuvé son schéma directeur d'aménagement lumière pour l'ensemble de son parc d'éclairage public en mars 2022. Ces études préalables ont permis de construire un programme de rénovation visant notamment à diviser par deux les consommations énergétiques et limiter la pollution lumineuse. Les travaux identifiés ont été intégrés dans un marché global de performance énergétique.
- J.** La Personne Publique a préalablement identifié un programme lui permettant de réduire d'au moins 40% les consommations d'énergie finale du périmètre concerné par le Contrat de Performance Énergétique et dont elle a chiffré le coût.
- K.** Ce programme générera des CEE pour lesquels les options, (« **Option** ») peuvent être envisagées, à savoir selon si la personne décide de :
- OPTION A – Valoriser elle-même les CEE
- OPTION B – Céder les CEE au titulaire du CPE
- OPTION C – Céder les CEE à la Caisse des Dépôts ou à un tiers prestataire de la Caisse des Dépôts,
- En l'espèce, la Personne Publique a opté pour l'**Option A**.
- L.** Dans ces conditions et dès lors que le projet satisfait aux conditions du Dispositif Intracting Sécurisé, la CDC consent à la Personne Publique une Avance Remboursable Intracting selon les modalités fixées aux présentes.
- M.** A cette fin, les Parties ont établi la présente convention.

CECI EXPOSE, LES PARTIES AUX PRÉSENTES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. DEFINITIONS ET INTERPRETATION

1.1 DEFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application de la Convention, les termes et expressions en majuscules ci-après auront les significations suivantes :

« **Avance Remboursable Intracting** » ou « **ARI** » : désigne l'avance octroyée à la Personne Publique par la CDC dans le cadre du Dispositif Intracting Sécurisé, mise à disposition de l'Emprunteur en un ou plusieurs Versement(s), affectée exclusivement au financement de la réalisation du Contrat de Performance Énergétique décrit à l'Annexe 1 et remboursée par l'Emprunteur dans les conditions prévues à la Convention.

« **Cas de Défaut** » : désigne l'un quelconque des événements mentionnés à l'Article 9.1 « **Cas de Défaut** ».

« **Cas de Défaut Potentiel** » : désigne tout événement mentionné à l'Article 9.1 « **Cas de Défaut** », qui, du fait de l'envoi d'une notification, de l'écoulement d'un délai de grâce et/ou d'une décision prise par la CDC en application des Documents de Financement, serait susceptible de devenir un Cas de Défaut.

« **Certificats d'Économie d'Énergie** » ou « **CEE** » : désignent des biens meubles négociables, dont l'unité de compte est le kilowattheure d'énergie finale économisé (ou « kWh cumac ») conformément à l'article L. 221-8 du Code de l'énergie.

« **Comité de Pilotage** » : désigne l'instance réunissant les représentants des Parties à la Convention, chargée d'orienter et de constater la réalisation des conditions de mise en œuvre du Dispositif Intracting Sécurisé conformément aux stipulations de la Convention.

« **Commission** » : désigne la rémunération due par l'Emprunteur à la Caisse des Dépôts au titre de la Convention.

« **Consommation de Référence** » : désigne la consommation d'Énergie de la Personne Publique sur une période dite " de référence ", précédant la mise en œuvre du Contrat de Performance Énergétique, mesurée ou évaluée en unités physiques (exprimées en kWh, m³, ...) telle que déterminée par le titulaire du CPE, ou le cas échéant le tiers accrédité désigné dans le cadre du CPE, et validée par le Comité de Pilotage.

Elle est dite « **Ajustée** » lorsque cette Consommation de Référence fait l'objet de mesures d'ajustement pour corriger la réalisation d'évènements biaisant les résultats.

« **Consommation Constatée** » : désigne la consommation d'Énergie des ouvrages de la Personne Publique après réalisation des travaux prévu dans le Contrat de Performance Énergétique, issue du suivi réalisé et supervisé par la Personne Publique. La Consommation Constatée est calculée en unités physiques (exprimées en kWh, m³,) conformément au protocole de mesure et de vérification décrit en Annexe 1 telle que déterminée par le titulaire du CPE, ou, le cas échéant, le tiers accrédité désigné dans le cadre du CPE, et validée par le Comité de Pilotage.

« **Consommation d'Énergie Évitée** » : désigne le différentiel entre la Consommation de Référence Ajustée et la Consommation Constatée, exprimées en unités physiques, (kWh, m³) selon le référentiel et les indicateurs utilisés tel que déterminé par le titulaire du CPE, ou le cas échéant le tiers accrédité désigné dans le cadre du CPE, et validé par la Comité de Pilotage.

« **Contrat de Performance Énergétique** » ou « **CPE** » : désigne un contrat, conforme à l'arrêté du 24 juillet 2020, conclu entre la Personne Publique en qualité de donneur d'ordre et une société de services d'efficacité énergétique visant à garantir une diminution des consommations énergétiques de la Personne Publique en qualité de maître d'ouvrage, vérifiée et mesurée par rapport à une situation de référence contractuelle, sur une période de temps donnée grâce à un investissement dans des travaux, fournitures ou prestations de services et qui prévoit, en cas de non atteinte des objectifs fixés au dit contrat, des pénalités financières à la charge de la société de services d'efficacité.

« **Convention** » : désigne l'ensemble constitué par le présent contrat, ainsi que ses annexes (« **Annexe(s)** ») et ses éventuels avenants.

« **Dépenses Éligibles** » : désignent les dépenses qui concourent à la réalisation du Contrat de Performance Énergétique et qui font l'objet du Plan de Financement du Contrat de Performance Énergétique prévu en Annexe 2.

« **Dispositif Intracting Sécurisé** » : désigne le mécanisme contractuel permettant un accompagnement financier de la Personne Publique par la CDC sous la forme de la mise à disposition de l'ARI dans le cadre du Contrat de Performance Énergétique qui est mis en œuvre, dirigé et vérifié par la Personne Publique, devant générer des Économies d'Énergie et ainsi contribuer à l'atteinte des objectifs de réduction de consommations énergétique de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) nationale.

« **Économies d'Énergies** » : désignent l'évaluation physique et financière de la Consommation d'Énergie Évitée exprimée en énergie finale grâce à la mise en œuvre du Contrat de Performance Énergétique.

« **Énergie** » : désigne tout type d'énergies (notamment, la chaleur et l'électricité), ainsi que tout type de fluides (l'eau y compris).

« **GES** » : expriment les émissions de gaz à effet de serre selon l'unité de mesure " équivalent CO₂ ".

« **GES Constatés** » : désignent les émissions de gaz à effet de serre de l'équipement objet du Contrat de Performance Énergétique, après travaux.

« **GES de Référence** » : désignent les émissions de gaz à effet de serre de l'équipement faisant l'objet du Contrat de Performance Énergétique, avant travaux.

« **GES Évité** » : désigne l'écart entre les GES de Référence et les GES Constatés.

« **Jour Ouvré** » : désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

« **Objectif d'Amélioration de la Performance Énergétique** » : désigne les objectifs d'Économies d'Énergie à atteindre tels que prévus en Annexe 1.

« **Période d'Amortissement** » : désigne, pour chaque Versement, la période débutant à l'issue d'un Versement, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article 6.2 « **Remboursement de l'ARI par la Personne Publique** » et allant jusqu'à la dernière Date d'Échéance.

« **Plateforme de Suivi Énergétique** » : désigne la plateforme numérique et dont l'accès est proposé à la Personne Publique dès sa mise en service. La plateforme collecte des données énergétiques des patrimoines concernés par le Contrat de Performance Énergétique et le Dispositif Intracting Sécurisé pour effectuer le suivi, l'analyse la consolidation et la restitution des indicateurs nécessaires au suivi de la performance du Contrat de Performance Énergétique.

« **Plan de Financement du Contrat de Performance Énergétique** » : désigne le plan de trésorerie prévisionnel du Dispositif Intracting prévu à l'Annexe 2.

« **Versement** » : désigne la mise à disposition de l'Emprunteur de l'ARI affecté à une tranche de travaux du Projet et tout Projet ne peut comprendre plus de cinq (5) tranches annuelles. Il donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre.

« **Valeur Ajustée des CEE de l'Opération** » : désigne la valeur ajustée des certificats d'économie d'énergie de l'opération après travaux et recalculée soit selon la valeur de vente des CEE, soit selon les volumes (en KWh cumac) effectivement obtenus et l'évolution de l'indice de cotation « Emmy ». La Valeur Ajustée des CEE de l'Opération est utilisée pour calculer le montant définitif de la Commission.

« **Valeur Estimée des CEE de l'Opération** » : désigné la valeur estimée des certificats d'économie d'énergie de l'opération au moment de la signature de la Convention. Cette valeur permet de déterminer la valeur nominale de la Commission, ainsi que sa valeur minimale et maximale.

1.2 INTERPRETATION

Dans la Convention, sauf indication contraire :

- a) « **Annexe** », « **Article** » et « **paragraphe** » désignent une annexe, un article, ou un paragraphe de la Convention et « **préambule** » désigne le préambule figurant ci-avant ;
- b) « **personne** » s'entend de tout individu, toute entreprise, toute société, tout gouvernement, tout État ou tout démembrement d'un État, ainsi que de toute association, fiducie, coentreprise, consortium, société de personnes ou autre entité ayant ou non la personnalité morale ;
- c) « **réglementation** » s'entend de toute réglementation, tout règlement, toute instruction ou circulaire officielle, toute exigence ou recommandation (ayant ou non force obligatoire) émanant de toute entité gouvernementale, intergouvernementale ou supranationale, de toute agence, direction, ou autre division de toute autre autorité ou organisation ;
- d) toute référence à une Partie (en quelque qualité que ce soit) inclut ses successeurs, cessionnaires et ayants-droits au titre de la Convention ;
- e) toute référence à une disposition légale ou réglementaire s'entend de cette

disposition telle qu'amendée ou mise à jour ; et

f) toute référence à une heure du jour s'entend de l'heure à Paris.

Les titres des Articles et des Annexes sont indiqués par commodité uniquement et ne sauraient influencer l'interprétation de la Convention.

Un **Cas de Défaut** ou un **Cas de Défaut Potentiel** est « en cours » s'il n'y a pas été remédié ou si les personnes qui peuvent s'en prévaloir n'y ont pas renoncé.

ARTICLE 2. OBJET ET DURÉE DE LA CONVENTION

2.1 OBJET DE LA CONVENTION

Dans le cadre du Dispositif Intracting Sécurisé, la CDC met à la disposition de la Personne Publique une Avance Remboursable Intracting destinée à financer le projet de rénovation du parc d'éclairage public (« **Projet** ») et pour lequel la Personne Publique passera un marché public global de performance.

La Convention a pour objet de définir les modalités du financement consenti par la CDC à la Personne Publique, sous la forme d'une ARI, pour la mise en place du Dispositif Intracting Sécurisé, ainsi que les obligations de chacune des Parties dans ce cadre et en lien avec le marché public global de performance de la Personne Publique.

En cas de contradiction entre la Convention et ses Annexes, les stipulations de la Convention prévaudront sur les Annexes.

2.2 DUREE DE LA CONVENTION

La Convention entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article 5.1 « **Conditions suspensives à la prise d'effet de la Convention** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance de l'ARI et selon les modalités du « **Tableau prévisionnel de Versement(s) et caractéristiques de l'ARI** » de l'Annexe 2.

ARTICLE 3. ENGAGEMENTS FINANCIERS

3.1 MONTANT DU DISPOSITIF INTRACTING

L'enveloppe financière globale nécessaire à la Personne Publique pour réaliser le programme de travaux du Contrat de Performance Énergétique est fixée à un montant total de 2 071 344,00 euros.

Les engagements financiers des Parties portant sur les Dépenses Éligibles au Dispositif Intracting Sécurisé sur la période de dix (10) ans sont fixés pour un montant maximum de 2 071 344,00 €.

3.2 AVANCE REMBOURSABLE INTRACTING

Au titre du dispositif, la CDC consent à la Personne Publique une Avance Remboursable Intracting représentant 100 % du besoin de financement des Dépenses Éligibles au Dispositif Intracting Sécurisé, soit un montant total de deux millions

soixante et onze mille et trois cents quarante-quatre euros (2 071 344,00 €) et tel qu'indiqué à l'Annexe 2.

3.3 DECLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE LA PERSONNE PUBLIQUE

3.3.1 Déclarations de la Personne Publique

La Personne Publique reconnaît que la CDC a conclu le Convention en se fondant notamment sur les déclarations et garanties suivantes faites par la Personne Publique.

a) Constitution

La Personne Publique est une collectivité territoriale, existant valablement au regard des lois françaises et la Personne Publique a la capacité de conduire son activité.

b) Capacité et pouvoirs

La Personne Publique a le pouvoir et la capacité de signer la Convention et d'exécuter ses obligations ; aucune limitation de pouvoirs d'emprunter ne sera dépassée par la Personne Publique du fait de la mise à disposition de l'ARI.

c) Autorisations

La Personne Publique déclare que l'ensemble des autres autorisations, licences, agréments ou accords requis pour la conclusion, la validité, l'exécution et l'opposabilité de la Convention, ont été obtenus et demeurent en vigueur et il n'existe pas de circonstances en raison desquelles ces autorisations, agréments, licences ou accords vont être rétractés ou modifiés (en tout ou partie) ou ne vont pas être renouvelés dans les mêmes termes.

d) Force obligatoire

Les obligations qui incombent à la Personne Publique au titre de la Convention sont conformes à la loi, valables, lui sont opposables et sont susceptibles d'être mises en œuvre en justice, sous réserve des lois et règlements affectant de manière générale les droits des créanciers.

e) Obligations inconditionnelles et *pari passu*

Les obligations de la Personne Publique au titre de la Convention sont inconditionnelles et (dans la mesure où ces obligations ne bénéficient pas d'une priorité particulière au titre d'une sûreté) viennent au moins *pari passu* avec l'endettement chirographaire et non subordonné de la Personne Publique, sous réserve des obligations qui sont privilégiées par l'effet de la loi.

f) Autorisations et respect de la loi

- l'ensemble des autorisations ou accords pour permettre à la Personne Publique de conduire les activités qui sont les siennes ont été obtenus et ces autorisations et accords demeurent en vigueur (sous réserve des autorisations dont l'obtention est en cours, dans la mesure où les demandes d'autorisations ont été effectuées dans des délais raisonnables) et il n'existe pas de circonstances portées à la connaissance de la Personne Publique, aux termes

desquelles ces autorisations et accords vont être rétractés ou modifiés en tout ou en partie ; et

- la Personne Publique respecte les dispositions législatives, réglementaires et administratives qui lui sont applicables.

g) Absence de litige

Aucune instance, action, démarche ou procédure judiciaire, fiscale, administrative ou arbitrale n'a été notifiée à l'encontre de la Personne Publique.

h) Absence de Cas de Défaut Potentiel, Cas de Défaut, cas de force majeure

- Aucun Cas de Défaut Potentiel n'est en cours.
- Aucun Cas de Défaut n'est en cours.
- Aucun cas de force majeure n'est en cours.

i) Documents de l'opération

La Convention et le CPE sont pleinement en vigueur à compter de la date à laquelle ils doivent entrer en vigueur et les engagements souscrits par la Personne Publique au titre de ces documents sont valables, conformes à la loi et peuvent lui être opposés conformément à leurs termes.

j) Exactitude des informations et des documents

- Les documents remis et les informations communiquées par la Personne Publique à la CDC en vue d'obtenir l'ARI et/ou en application de la Convention, sont, à la date à laquelle ils ont été remis, réguliers, exacts et sincères et aucun évènement, ni aucune information, n'est de nature à les rendre inexacts ou incorrects sur un point significatif.

k) Réitération

Les déclarations faites par la Personne Publique au titre du présent article sont réitérées (ou, le cas échéant, réputées être réitérées) par la Personne Publique à chaque date d'envoi d'une demande de Versement et à chaque date à laquelle un Versement doit être mis à disposition, sur le fondement de faits et circonstances existants à la date considérée, étant précisé que l'absence d'un avis contraire manifesté par la Personne Publique vaudra confirmation implicite que lesdites déclarations sont exactes à tous égards.

3.3.2 Engagements de la Personne Publique

À compter de la date de signature de la Convention, et aussi longtemps que des sommes resteront dues au titre de la Convention (en principal, intérêts, commissions, frais et accessoires), la Personne Publique prend, pour son propre compte et vis-à-vis de la CDC, les engagements suivants :

a) Autorisations

La Personne Publique s'engage à obtenir et à maintenir en vigueur, tous permis, licences et autres autorisations de toutes autorités compétentes nécessaires dans le

cadre de l'exercice de ses activités.

b) Utilisation des Crédits

La Personne Publique s'engage à utiliser l'ARI conformément aux stipulations de la Convention.

c) *Pari passu*

La Personne Publique s'engage à faire en sorte que ses obligations au titre de la Convention viennent, à tout moment, au moins au même rang en droit et en priorité de paiement, que toutes les obligations chirographaires présentes ou futures (certaines ou éventuelles) de la Personne Publique qui ne sont pas subordonnées et qui ne sont pas privilégiées par l'effet de la loi.

d) Respect des lois et règlements

La Personne Publique s'engage à respecter l'ensemble des lois ou règlements qui lui sont applicables.

e) CPE

La Personne Publique s'engage :

- à exécuter ses obligations au titre du CPE conformément à ses termes ; et
- à mettre en œuvre ses droits au titre du CPE.

La Personne Publique s'engage à ne pas modifier, de manière substantielle ou qui affecterait immédiatement ou à terme de quelque manière que ce soit les droits de la CDC, le CPE sans l'accord préalable et écrit de la CDC.

f) Budget

Pendant toute la durée de la Convention et à l'occasion de l'adoption de chacun de ses budgets annuels, la Personne Publique s'engage à allouer les fonds nécessaires au remboursement de l'ARI à hauteur des montants et dans le respect de l'échéancier fixé par le Plan de Financement du Contrat de Performance Énergétique.

g) Paiement de la Commission

Elle s'engage en outre à s'acquitter de la Commission de la CDC selon les modalités prévues à l'Article 4 « **Taux d'intérêt et Commission** ».

h) Utilisation de l'ARI

La Personne Publique s'engage également à utiliser l'ARI exclusivement pour financer un Contrat de Performance Énergétique dont l'engagement de réduction des consommations sera d'au minimum de 40% des consommations (en énergie finale) par rapport aux consommations de référence.

i) Collaboration

Enfin, la Personne Publique s'engage à collaborer avec la CDC dans le cadre du suivi des performances énergétiques du Contrat de Performance Énergétique et, le cas

échéant, avec les prestataires de la CDC qui seront en charge de la valorisation des CEE et de la plateforme de suivi des consommations énergétiques des bâtiments.

ARTICLE 4. TAUX D'INTÉRÊT ET COMMISSION

L'ARI est remboursable selon les modalités prévues à l'Article 6 « **Modalités de Versement et de Remboursement** » et porte intérêt au taux fixe de 0% par an.

Le taux effectif global (TEG) figurant à l'Annexe 3 à la date de signature de la Convention, puis, par lettre séparée, à la date à laquelle la Commission est définitivement établie conformément aux stipulations de la Convention. Dans chaque cas, le TEG est donné à titre indicatif en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Ce TEG est calculé pour la durée totale de l'ARI sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt auquel s'ajoute la **Commission**, ci-après.

En outre, la Personne Publique sera redevable d'une Commission perçue par la CDC au titre de sa rémunération en contrepartie de la mise à disposition de l'ARI.

Le montant de la Commission, arrêté au regard des caractéristiques du Projet, est fixé à une valeur de référence de 2 071 344,00 euros.

La Commission sera perçue par la CDC en une fois dans les dix-huit (18) mois après réception finale des travaux afin de prendre en compte l'éventuel temps de traitement administratif liés aux procédures des CEE.

OPTION A – la Personne Publique décide de valoriser elle-même les CEE

La Personne Publique s'est engagée à procéder elle-même (ou à faire procéder) à l'ensemble des tâches qui lui permettront de récupérer et de valoriser les Certificats d'Economie d'Energie générés par la réalisation du programme de travaux prévu par le Contrat de Performance Energétique.

Les études préparatoires conduites en amont du lancement du Contrat de Performance Energétique ont permis de déterminer un potentiel de 50 573 MWhcumac.

Avec une hypothèse de valorisation du MWh cumac de 6€/MWhcumac, le gisement total (c'est-à-dire la Valeur Estimée des CEE de l'Opération) est estimé au montant de 303 438€ Cf. Détail du calcul en Annexe 1).

Aussi et en règlement de la Commission due au titre de l'Avance Remboursable Intracting, la Personne Publique reversera à la CDC le montant de 28 379€ correspondant à 9,4% de la Valeur Estimée des CEE de l'Opération.

Ce montant sera ajusté en cas de variation de la valorisation constatée :

- Soit par la vente des CEE par la Personne Publique au plus tard dix-huit (18) mois après la réception des travaux ;
- Soit en cas d'évolution des volumes de CEE finalement obtenu et/ou de l'indice de cotation des CEE classique prévu à l'article L. 221-11 du Code de l'énergie et disponible sur le Registre National des Certificats d'Économie d'Énergie ou

« Emmy », à date d'échéance du paiement et, au plus tard, dix-huit (18) mois après la réception des travaux.

Dans tous les cas et au plus tard à date d'échéance des dix-huit (18) mois, la Personne Publique produira la justification des volumes intégralement obtenus (décision du ministre chargé de l'énergie de délivrance de CEE et extrait du compte Emmy montrant que les CEE délivrés ont bien été crédités au compte de la Personne Publique).

En cas de vente, la Personne Publique produira l'acte de vente des CEE dans lequel figure le prix de cession, ainsi que la copie de l'ordre de transfert de CEE signé par l'acheteur et le vendeur, transmis au teneur du Registre National des Certificats d'Economies d'Energie.

Dans l'un ou l'autre de ces cas, la Personne Publique versera à la Caisse des Dépôts la quote-part de 9,4% de la Valeur Ajustée des CEE de l'Opération, étant entendu que la rémunération de la CDC ne pourra dépasser deux fois la rémunération initialement estimée en Euros, ni être inférieure à la moitié et étant entendu qu'une baisse des volumes des CEE résultant d'un non-respect par la Personne Publique ou ses partenaires du Projet ou du programme de rénovation ne donnera pas lieu à diminution de la Commission.

Un tableau prévu en Annexe 2, retrace l'ensemble des caractéristiques financières de l'ARI, selon le (ou les) Versement(s) à réaliser.

ARTICLE 5 CONDITIONS SUSPENSIVES ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DE LA CONVENTION

5.1 CONDITIONS SUSPENSIVES A LA PRISE D'EFFET DE LA CONVENTION

La Convention signée par ses Parties prendra effet, après réalisation à la satisfaction de la CDC, de l'ensemble des conditions ci-après mentionnées, à savoir :

- Production de la décision exécutoire de l'organe compétent de la Personne Publique autorisant le recours à l'Avance Remboursable Intracting et au Contrat de Performance Energétique et la signature de la Convention et du CPE accompagnée, le cas échéant, de la délibération du conseil portant délégation à l'exécutif en cas de décision prise par ce dernier
- Production de la décision d'attribution du marché de Contrat de Performance Energétique objet de l'ARI avec communication de l'acte d'engagement et une copie signée par toutes les parties du Contrat de Performance Energétique
- Production d'une attestation du représentant de la Personne Publique sur l'absence de recours à l'encontre du Contrat de Performance Energétique

A défaut de réalisation de ces conditions à la date du **30/06/2023**, la CDC pourra considérer la Convention comme nulle et non avenue. Les conditions suspensives devront être satisfaisantes pour le Prêteur sur la forme comme sur le fond. Le Prêteur s'engage à informer l'Emprunteur de la réalisation desdites conditions suspensives dans les meilleurs délais.

5.2 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE L'ARI

L'ARI est versée conformément au Plan de Financement du Contrat de Performance Énergétique et doit être employée aux seules fins de réaliser les investissements prévus au dit contrat.

La mise à disposition de l'ARI est soumise à la réalisation des conditions suspensives prévues ci-après. Les conditions suspensives devront être satisfaisantes pour le Prêteur sur la forme comme sur le fond. Le Prêteur s'engage à informer l'Emprunteur de la réalisation desdites conditions suspensives dans les meilleurs délais.

Le Versement de l'ARI sera effectué, après réalisation, à la satisfaction de la CDC, de la production de :

- une attestation du représentant légal de la Personne Publique certifiant, au terme du délai légal, du caractère définitif de l'ensemble des actes liés au présent dispositif et donc de l'absence de recours de quelque nature que ce soit susceptible de faire obstacle à la réalisation de l'opération financée et en particulier l'absence de recours et la purge des recours contre le CPE et les actes détachables relatifs à la Convention.

Dans le cas d'une ARI avec plusieurs Versements, le (ou les) Versement(s) suivant(s) sera (seront) effectué(s) sous réserve que le Prêteur ait constaté que :

- l'avancement des travaux est conforme au calendrier prévisionnel du Versement concerné

Par ailleurs, la CDC ne sera tenue de mettre à disposition un Versement, à moins que les conditions suivantes :

- aucun Cas de Défaut Potentiel ni aucun Cas de Défaut ne sont en cours, ni ne surviendraient en raison de la mise en place d'un Versement
- aucun cas de force majeure n'est en cours, ni ne surviendrait en raison de la mise en place d'un Versement
- les Déclarations Réitérées sont exactes et sincères sur tous leurs aspects significatifs
- le Versement demandé respecte les stipulations de la Convention

n'aient été réalisées à la satisfaction de la CDC tant sur la forme que sur le fond ou qu'elle y a renoncé expressément.

La CDC confirmera, dans les meilleurs délais, à la Personne Publique la réalisation desdites conditions.

ARTICLE 6. MODALITÉS DE VERSEMENT ET REMBOURSEMENT

6.1 MODALITÉS DE VERSEMENT ET NOTIFICATION

Tout Versement est subordonné au respect de l'Article 5 « **Conditions suspensives et date limite de validité de la Convention** » et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours Ouvrés après la réalisation des conditions suspensives.

Il devra intervenir avant la Date Limite de Mobilisation et, en tout état de cause, avant la date du 15 décembre.

La Personne Publique doit adresser à la CDC sa demande de Versement au plus tard dix (10) Jours Ouvrés avant la Date de Valeur du Versement, étant précisé que la date de mise à disposition demandée devra être un Jour Ouvré.

L'échéancier de Versement(s) est prévu à l'Annexe 2.

Il appartient à la Personne Publique de s'assurer que le Plan de Financement du CPE correspond au Projet financé et, en cas de modification dudit plan résultant notamment d'un évènement empêchant la réalisation du Projet, la Personne Publique devra en informer, dans les plus brefs délais, la CDC afin que les Parties puissent convenir des suites à réserver.

A réception d'une demande de Versement de la Personne Publique accompagnée de son RIB, la CDC effectue le versement par virement bancaire.

Toute demande est adressée par la Personne Publique, par courrier, à la Direction Régionale de la Caisse des Dépôts à l'adresse suivante :

CAISSE DES DEPOTS

Banque des Territoires
Direction régionale Provence Alpes Côte d'Azur
Agence de Nice
455, Promenade des Anglais
06200 Nice

A l'attention de Monia Barkat

6.2 REMBOURSEMENT DE L'ARI PAR LA PERSONNE PUBLIQUE

La Personne Publique s'engage à procéder au remboursement de l'ARI selon les modalités définies à la Convention.

L'échéancier de remboursement de l'ARI est défini par le Plan de Financement du Contrat de Performance Énergétique.

Un premier tableau d'amortissement théorique, établi à titre indicatif, est prévu à l'Annexe 2. Ce tableau indique le montant prévisionnel des échéances, sur la base d'une Date de Valeur théorique d'un Versement et à partir des conditions financières connues à la date d'émission de la Convention, ainsi que les années de remboursement des échéances.

Un tableau d'amortissement définitif parviendra à la Personne Publique après chaque Versement. Il indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts sur la base d'une Date de Valeur définitive du Versement.

La Personne Publique paie, à chaque Date d'Échéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités de calcul des échéances et des intérêts (Cf. Article 4 « **Taux d'intérêt et Commission** »), ainsi que leurs caractéristiques financières définies au tableau prévu à l'Annexe 2.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice de la Caisse des Dépôts. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par la CDC à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

En cas d'impossibilité de prélèvement, les paiements devront être effectués par virement sur le compte de la CDC dont les références sont les suivantes :

Code Banque	Code Guichet	N° de compte	Clé RIB
40031	00001	0000115964X	97

En cas d'insuffisance des Economies d'Énergie retracées par le Rapport, la Personne Publique peut solliciter la CDC pour le réaménagement de ses échéances afin de les ajuster aux Economies d'Énergie réalisées.

Dans ce cas, le Comité de Pilotage pourra modifier l'échéancier du Plan de Financement du Contrat de Performance Énergétique.

6.3 REMBOURSEMENT ANTICIPÉ VOLONTAIRE

Avant les échéances prévues par la Convention et son Annexe 2, la Personne Publique pourra proposer un remboursement anticipé volontaire total ou partiel de l'ARI. Ce remboursement anticipé interviendra sans frais, droits ou pénalités autre que le paiement intégral de la Commission.

Si le remboursement anticipé est partiel, le versement par la Personne Publique d'un tel remboursement anticipé interviendra dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la signature par les Parties de l'avenant actualisant le Plan de Financement du Contrat de Performance Énergétique.

Si le remboursement anticipé est total, il interviendra dans les trente (30) jours calendaires de la réception par la CDC d'une notification de remboursement anticipé adressée par la Personne Publique.

En cas de remboursement anticipé total ou partiel de l'ARI par la Personne Publique, la Commission restera acquise à la CDC pour l'intégralité de son montant initial. Si la Commission n'a pas encore été payée à la CDC au moment du remboursement anticipé, la Commission sera exigible à sa date normale d'exigibilité en cas de remboursement anticipé partiel ou, en même temps que le remboursement de l'ARI en cas de remboursement anticipé total.

6.4 – RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de l'ARI non réglée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de ladite date, au taux de l'ARI majoré de trois (3) % l'an.

Dans le cas d'un remboursement anticipé obligatoire, la date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre de la Convention.

ARTICLE 7 AMELIORATION DE LA PERFORMANCE ÉNERGETIQUE DU PATRIMOINE IMMOBILIER DE LA PERSONNE PUBLIQUE

7.1. DÉMARCHE POURSUIVIE PAR LA PERSONNE PUBLIQUE

La Personne Publique a réalisé des audits énergétiques pour le Projet et qui ont permis de définir un projet de rénovation énergétique sous la forme d'un Contrat de Performance Énergétique dont les caractéristiques prévisionnelles sont fournies en Annexe 1.

7.2. ETABLISSEMENT DES CONSOMMATIONS DE RÉFÉRENCE

Dans le cadre du Contrat de Performance Énergétique, la Consommation de Référence sera déterminée pour établir les Économies d'Énergie qui seront réalisées. La quantité de GES de Référence est également établie afin de pouvoir déterminer la réduction d'émissions.

Après la mise en œuvre des travaux prévus par le Contrat de Performance Énergétique, la Consommation d'Énergie Évitée est déterminée à l'aide des données de la Personne Publique, qui compare la Consommation d'Énergie Constatée à la Consommation de Référence.

7.3 SUIVI DE LA PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE DU CPE

7.3.1 Mesure de la performance énergétique

Pendant toute la durée de la Convention, les consommations d'Énergie de la Personne Publique devront faire l'objet de mesures et de vérifications selon la méthodologie prévue au CPE. Ces mesures et vérifications qui relèvent de la responsabilité de la Personne Publique, permettront de déterminer avec précision la réduction des consommations énergétiques et de réduction des GES effectives.

7.3.2 Accès à la Plateforme de Suivi Énergétique

Les Parties conviennent de la nécessité de suivre et de partager les données de consommations énergétiques.

Ce suivi énergétique consiste à (i) mesurer et évaluer les Consommations d'Énergie Évitées, (ii) estimer la réduction des émissions de GES et (iii) valoriser les Économies d'Énergie.

Ces données permettent de s'assurer du niveau de réduction effectif des consommations en cohérence avec le rapport de suivi énergétique produit par le titulaire du CPE, ci-après « **Rapport** ».

La Personne Publique s'engage à communiquer à la Caisse des Dépôts ces données.

A cet effet, les Parties conviennent de partager ces données notamment au sein de la Plateforme de Suivi Énergétique dès sa mise en service. La Personne Publique adressera à la CDC ces données sous la forme soit du « Rapport » de performance, soit de fichiers informatiques de type tableur [Excel].

La Personne Publique pourra accéder à la Plateforme de Suivi Énergétique à sa mise en service et en autorisera, durant la première période triennale, la collecte des données énergétiques et patrimoniales nécessaires au suivi, à l'analyse, la consolidation et la restitution des indicateurs de performance selon les indicateurs prévus en Annexe 1.

Au-delà de la première période triennale, la Personne Publique s'engage à maintenir un suivi des consommations et des Économies d'Énergie soit dans le cadre de la Plateforme de Suivi Énergétique, soit suivant un procédé de son choix et ce, en cohérence avec la garantie de performance due dans le cadre de l'exploitation du contrat de performance énergétique.

La Personne Publique assurera le reporting du suivi des travaux réalisés dans le cadre du CPE et des Économies d'Énergie constatées et dès l'accès à la Plateforme de Suivi Énergétique, elle y partagera les données en vue de la restitution d'indicateurs de pilotage de consommations énergétiques.

7.3.3 Méthode d'évaluation des Économies d'Énergie

La Personne Publique établira la Consommation de Référence pour le patrimoine concerné, et s'assurera du paramétrage de ces éléments dans la Plateforme de Suivi Énergétique.

Au terme de chaque année d'exécution de la Convention et dans le cadre du Rapport, la Personne Publique établira les Consommations d'Énergie Évitées pour l'année N.

Elle préparera également une évaluation financière des Économies d'Énergie réalisées pour l'année N. Pour établir cette évaluation, elle pourra, le cas échéant, s'appuyer sur les indicateurs issus de la Plateforme de Suivi Énergétique et rapprochera les quantités physiques de la Consommation d'Énergie Évitée des coûts énergétiques de la Personne Publique de l'année N, objet du Rapport.

7.4 LE RAPPORT DE SUIVI DU CONTRAT DE PERFORMANCE ÉNERGETIQUE

Le Rapport comprenant un bilan technique et le Suivi Budgétaire Analytique est présenté en Comité de Pilotage à l'issue de la première année d'exécution de la Convention et à l'issue de la troisième année.

Le Rapport est adressé au Comité de Pilotage aux fins d'examen et de validation dans les conditions prévues à l'Article 8 « **Comité de Pilotage** » et est communiqué aux Parties dans un délai ne pouvant excéder deux (2) mois après le terme de l'année d'exécution de la période visée.

7.4.1 Bilan technique

La Personne Publique met en place des indicateurs de suivi, et transmet toutes données de consommations énergétiques nécessaires au suivi de la Convention durant la première période triennale, via, le cas échéant, la Plateforme de Suivi Énergétique de la CDC après sa mise en service.

Ces données de consommations sont renseignées selon les relevés de consommation et de facturation sous la supervision de la Personne Publique.

Ils permettent de suivre et établir les éléments suivants :

- les conditions de mise en œuvre du programme de travaux du Contrat de Performance Énergétique : coûts, nature, écarts entre le programme et le budget prévisionnel et le programme et les dépenses réalisés ;
- le respect du planning d'exécution et de livraison de travaux du Contrat de Performance Énergétique ;
- le déploiement et la portée des actions de sensibilisation menées auprès du personnel, des usagers et de tout public ;
- les Consommations Constatées avec l'aide des données énergétiques de la Personne Publique (par mesure ou calcul) et les Consommations de Référence, mesurées et ajustées, les Consommations d'Energie Évitées, ainsi que la valorisation financière des Économies d'Energie en résultant ;
- la quantité de GES Constatée (par mesure ou calcul), la quantité de GES de Référence ajustée de la Consommation de Référence et enfin la quantité de GES Évitée ;
- une analyse des résultats obtenus comparés au scénario de l'inaction en consommation d'énergie, en GES et en coûts évités.

Le Rapport du Dispositif Intracting Sécurisé retrace la synthèse de ce suivi technique.

ARTICLE 8. COMITÉ DE PILOTAGE

Les Parties mettent en place un Comité de Pilotage dont la fonction est de suivre et de piloter la mise en œuvre du Dispositif Intracting Sécurisé.

La mise en place du Comité de Pilotage et la participation de représentants de la CDC au Comité de Pilotage ne remet en aucun cas en cause les droits du Prêteur au titre de la Convention. Aucune décision prise par le Comité de Pilotage ne saurait être interprétée comme une décision du Prêteur.

Les droits de la CDC en tant que membre du Comité de Pilotage :

- permettent à la CDC de recevoir des informations et de les valider ; et
- ne remettent pas en cause les droits et/ou obligations de la Personne Publique au titre du Projet, de la Convention ou du CPE et ne sont pas de nature à exonérer la Personne Publique de sa responsabilité vis-à-vis de la CDC en cas de violation des stipulations de la Convention.

8.1 COMPOSITION DU COMITÉ DE PILOTAGE

Le Comité de Pilotage est composé des :

Représentants de la Personne Publique

- du Directeur Général des Services Techniques
- du Responsable du Service Transition Energétique et Ecologique
- du Directeur des Affaires Financières

Le président du Comité de Pilotage est désigné parmi les représentants de la Personne Publique.

Représentants de la CDC

- Madame Monia Barkat, Chargée de développement
- Madame Bariza CHERIEF, Responsable TEE

En outre, chacune des Parties peut proposer d'inviter, avec voix consultative, toute personne dont les compétences, les qualifications ou l'expertise technique sont susceptibles d'éclairer les décisions du Comité de Pilotage. Cette proposition est acceptée par l'autre Partie par simple échange de courriers préalablement à la tenue dudit comité et sans condition de délai.

8.2 FONCTIONNEMENT DU COMITÉ DE PILOTAGE

Le Comité de Pilotage est convoqué par son président. La convocation est adressée aux membres du Comité au moins quinze (15) jours calendaires avant la tenue du Comité de Pilotage et elle est accompagnée de l'ordre du jour et, le cas échéant, du Rapport.

Le Comité de Pilotage se réunit :

- Pour la 1^{ère} fois, dans le délai de deux mois (2) mois à compter de la prise d'effet de la Convention, afin de préciser, le cas échéant, les modalités d'exécution du Contrat de Performance Énergétique (validation de la Consommation de Référence, établissement de la Consommation de Référence Ajustée du CPE, liste des actions de sensibilisation, actualisation du calendrier de travaux...); ;
- Au terme de la première année et de la troisième année d'exécution de la Convention, dans un délai ne pouvant excéder deux (2) mois après ce terme, pour constater les conditions de mise en œuvre du Dispositif Intracting Sécurisé et valider le bilan du Dispositif ; et

- À tout moment, dans les trente (30) jours calendaires d'une demande adressée par l'une des Parties à l'autre et, entre autres, en cas de modification de la Convention, du programme ou du Plan de Financement du CPE.

L'organisation et le secrétariat du Comité de Pilotage sont assurés par la Personne Publique.

Chaque séance du Comité de Pilotage donnera lieu à la rédaction d'un compte-rendu écrit, adressé aux Parties dans un délai maximal d'un (1) mois à compter de sa tenue.

8.3 CONDITIONS DE VOTE DU COMITÉ DE PILOTAGE

Le Comité de Pilotage prend ses décisions à l'unanimité de ses membres ayant voix délibérative, présents ou représentés, étant précisé que chacune des Parties à la Convention doit être représentée par au moins un (1) membre pour que le Comité puisse valablement délibérer.

A défaut de réunion de ce quorum, un nouveau Comité de Pilotage sera convoqué, sans être délié de l'exigence que chacune des Parties soit représentée par au moins un (1) membre pour délibérer valablement.

En cas d'impossibilité de décision unanime, un expert indépendant peut être désigné d'un commun accord par les Parties pour statuer sur un point donné.

8.4 RÔLE ET ATTRIBUTIONS DU COMITÉ DE PILOTAGE

Il examine les orientations du Projet et ses évolutions, valide le Rapport établi par la Personne Publique en application de l'Article 7.4 « **Le Rapport de suivi du Contrat de Performance Énergétique** ».

Il s'assure de l'atteinte des objectifs de performance énergétique sur la base du « Rapport » annuel établi dans le cadre du Contrat de Performance Énergétique et selon les modalités d'exécution dudit contrat. Il valide les données résultant du calcul des Consommations Constatées à la suite de la mise en œuvre du programme de travaux du CPE, des Consommations d'Énergie Évitées et des Économies d'Énergie.

Le Comité de Pilotage est destinataire de toutes les informations financières et opérationnelles émanant de la Personne Publique, résultant notamment des données énergétiques.

Le Comité peut demander la communication de tous éléments justificatifs des mesures et des calculs lui permettant de disposer d'une vision du fonctionnement du Dispositif Intracting Sécurisé.

8.5 AJUSTEMENTS DU DISPOSITIF INTRACTING SÉCURISÉ

Le Comité de Pilotage est chargé d'examiner, le cas échéant, les ajustements nécessaires à apporter au Dispositif Intracting Sécurisé, et notamment en cas d'évolution significative du programme de travaux du Contrat de Performance Énergétique, de l'Objectif d'Amélioration de la Performance Énergétique et du Plan de Financement du Contrat de Performance Énergétique. Il examine toute demande de travaux supplémentaires ou modificatifs et statuera sur leur éligibilité au Dispositif Intracting Sécurisé.

Des ajustements du programme du Contrat de Performance Énergétique et de l'Objectif d'Amélioration de la Performance Énergétique peuvent notamment être révisés en cas d'écart entre les Économies d'Énergie réalisées au cours d'une année et ledit objectif.

Ces ajustements proposés et validés en Comité de Pilotage sont actés par voie d'avenant entre les Parties, conformément à l'Article 17 « **Modification de la Convention** ».

8.6 BILAN DE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS ENERGETIQUES DU CONTRAT DE PERFORMANCE ENERGETIQUE

Au terme de la première et troisième année à compter de la signature de la Convention et, *a minima*, à l'issue de la première et deuxième année qui suit la livraison finale du programme de travaux du Contrat de Performance Énergétique, et sur proposition de la Personne Publique, le Comité de Pilotage constatera de l'atteinte de l'objectif de réduction de consommation énergétique du Contrat de Performance Énergétique.

Dans le cas où le bilan présenté au Comité de Pilotage serait négatif, le Comité de pilotage délibère pour décider si des mesures appropriées de réajustement des travaux prévus dans le cadre du CPE (sur la base de propositions formulées et étudiées par la Personne Publique en lien avec le titulaire du Contrat de Performance Énergétique), des dispositions à mettre en œuvre afin d'atteindre le niveau de réduction initialement visé.

Dans une telle hypothèse, la délibération du Comité de Pilotage peut être ajournée pour un délai maximum de quarante-cinq (45) jours calendaires pour permettre aux Parties de se concerter sur les mesures d'ajustement susceptibles d'être mises en œuvre.

ARTICLE 9. RÉSILIATION ANTICIPÉE

9.1 CAS DE DÉFAUT

Chacun des cas visés ci-après constitue un Cas de Défaut.

9.1.1 Défaut de paiement

La Personne Publique est défaillante dans le paiement d'une somme quelconque due au titre de la Convention, qu'il s'agisse d'une somme en principal, intérêts, commissions, frais ou accessoires, à la date d'exigibilité de la somme concernée (et la Personne Publique est considérée comme défaillante cinq (5) Jours Ouvrés après cette date si le défaut de paiement est imputable à un problème de nature purement technique ou administrative).

9.1.2 Non-respect d'un engagement

La Personne Publique ne respecte pas ses obligations contractuelles au titre de la Convention, et notamment dans les hypothèses suivantes :

- si les sommes versées par la CDC au titre de la Convention sont utilisées par la Personne Publique à des fins non conformes aux objectifs définis par la Convention ou en raison du non-respect des réglementations applicables notamment en matière de commande publique
- si la Personne Publique se montre négligente ou bien défaillante dans la mise en œuvre et le suivi du Contrat de Performance Énergétique

En cas de manquement par la Personne Publique de ses obligations contractuelles, la Caisse des Dépôts pourra mettre en demeure la Personne Publique de s'y conformer par lettre recommandée avec avis de réception. La Personne Publique disposera alors d'un délai de trente (30) jours calendaires, à compter de la date d'envoi de la lettre recommandée, pour faire connaître ses observations.

Si les observations apportées par la Personne Publique ne permettent pas de justifier les manquements ou que les corrections éventuellement apportées par la Personne Publique ne permettent pas de remédier aux manquements contractuels, la Caisse des Dépôts pourra résilier la Convention par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette résiliation prendra effet de plein droit trente (30) jours calendaires après la date d'envoi de cette lettre recommandée.

9.1.3 Inexactitude d'une déclaration

Une déclaration ou garantie faite ou supposée être réitérée par la Personne Publique au titre de la Convention est inexacte (sauf en cas d'inexactitude résultant d'une erreur purement matérielle) à la date à laquelle elle a été faite ou, le cas échéant, réitérée, dans la mesure où il n'a pas été remédié à cette inexactitude, en ce qui concerne les déclarations ou garanties auxquelles il peut être remédié, à l'expiration d'un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la première des deux dates suivantes : (i) la date à laquelle la Personne Publique aura eu connaissance de l'inexactitude concernée, ou (ii) la date à laquelle la CDC aura notifié cette inexactitude à la Personne Publique.

9.1.4 Illégalité, annulation, résiliation, modification

- Il est ou devient illégal pour la Personne Publique d'exécuter une quelconque obligation en vertu de la Convention ou du CPE ou une obligation mise à sa charge en vertu de la Convention ou du CPE n'est pas valable, obligatoire et opposable ou ne l'est plus.
- La Convention ou le CPE est annulé(e), invalidé(e) (ou l'une de ses stipulations est annulée), résilié(e), résolu(e) ou autrement frappé(e) de caducité ou n'est pas ou n'est plus pleinement en vigueur ou la Personne Publique ou une partie au CPE délivre une notification de résiliation dudit contrat.

9.1.5 Forme juridique

La Personne Publique (i) cesse d'être une collectivité territoriale ou (ii) change de personnalité juridique y compris, le cas échéant, en raison d'une fusion de groupements ou d'un transfert de compétence sauf accord exprès et préalable de la CDC.

9.1.7 Force majeure

En cas de survenance d'un événement de force majeure tel que défini par la jurisprudence française affectant l'exécution de la Convention, la première Partie qui en a connaissance en informe l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de trente (30) jours. Les Parties pourront alors se rencontrer pour essayer d'y remédier. Si l'événement de force majeure rend impossible la poursuite de l'exécution de la Convention durant plus de six (6) mois la Convention pourra être résiliée de plein droit trente (30) jours calendaires après notification par l'une des Parties à l'autre, par lettre recommandée avec avis de réception, et constatation par les Parties de l'événement rendant impossible l'exécution de la Convention.

9.2 CONSEQUENCES DE LA SURVENANCE D'UN CAS DE DEFAULT

En cas de survenance d'un Cas de Défaut, la CDC déclarera par simple avis à la Personne Publique l'exigibilité immédiate de tout ou partie des sommes avancées par la CDC en exécution de la Convention. En conséquence, la CDC ne sera plus tenue de mettre à disposition de la Personne Publique de Versement et ses engagements à ce titre seront résiliés et toutes les sommes dues par la Personne Publique à la CDC au titre de la Convention, ainsi que les intérêts courus sur celles-ci, et tous autres montants dus en vertu de la Convention, deviendront immédiatement exigibles de plein droit.

La Personne Publique reste tenue de rembourser à la CDC l'intégralité des sommes dues au titre de la Convention (principal et Commission) à la date effective de résiliation.

A la demande de la Personne Publique, la CDC pourra accepter que le remboursement des sommes qui lui sont dues fasse l'objet d'un nouvel échelonnement, arrêté par les Parties.

ARTICLE 10. TRANSFERT DE LA CONVENTION

Dans l'hypothèse où l'une des Parties se trouverait substituée par une autre personne morale en cours d'exécution de la Convention, notamment en conséquence d'une modification de statut ou d'un transfert de compétence, la Convention sera transmise à la personne morale venant aux droits de la Partie se trouvant substituée, laquelle devra en poursuivre l'exécution. Aucun transfert de la Convention par la Personne Publique ne sera possible sans l'accord préalable et écrit de la CDC.

ARTICLE 11. CONFIDENTIALITÉ

Les Parties s'engagent à veiller au respect de la confidentialité des informations et documents, qui leur auront été communiqués ou dont elles auront eu connaissance lors de la négociation et de l'exécution de la Convention, sous réserve de ceux dont elles auront convenu expressément qu'ils peuvent être diffusés.

Ne sont pas des informations confidentielles :

- Les informations qui seraient déjà dans le domaine public ou celles notoirement connues au moment de leur communication ;
- Les informations que la loi ou la réglementation oblige à divulguer, notamment à la demande de toute autorité administrative ou judiciaire compétente ou en

raison de toute obligation d'information ou de toute obligation de communication de documents administratifs.

La présente obligation de confidentialité s'appliquera pendant toute la durée de la Convention et demeurera en vigueur pendant une durée de deux (2) ans au terme de la Convention.

Aux fins de réalisation du programme du CPE, les Parties conviennent que ces informations et documents confidentiels pourront être transmis aux prestataires de la Personne Publique sous réserve que ceux-ci concluent un engagement de confidentialité dans une forme préalablement approuvée par les Parties.

ARTICLE 12. PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Chacune des Parties s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données personnelles, notamment la Loi n° 78-17 du 06 janvier 1978 modifiée et mise à jour, et le Règlement Général sur la Protection des Données (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE.

ARTICLE 13. DIVISIBILITÉ DES CLAUSES DE LA CONVENTION

Si l'une quelconque des stipulations de la Convention s'avère nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision administrative ou judiciaire devenue définitive, elle est alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la Convention, ni altérer la validité de ses autres stipulations.

ARTICLE 14. RENONCIATION – ABSENCE D'IMPRÉVISION

Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la Convention ou constate son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

Sans préjudice des stipulations de la Convention, chacune des Parties convient par les présentes que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre de la Convention est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 du Code civil.

ARTICLE 15. ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la Convention, les Parties font élection de domicile à l'adresse figurant en tête des présentes. Toute modification de domicile devra être notifiée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 16. NOTIFICATIONS

Toutes notifications, demandes ou communications pouvant ou devant être faites en exécution de la Convention seront, sauf stipulation contraire de la Convention, faites par écrit et envoyées soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, soit par courrier électronique, aux adresses et numéros figurant ci-dessous :

La Caisse des Dépôts :

Attention : de Madame Monia BARKAT
Email : monia.barkat@caissedesdepots.fr

La Personne Publique :

Attention : de Madame Carine GIOVINAZZO
Email : energie@ville-grasse.fr

ARTICLE 17. MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification apportée à la Convention doit prendre la forme d'un avenant, dûment daté et signé entre les Parties.

Tout avenant à la Convention emportant modification substantielle des conditions de mise en œuvre du Dispositif Intracting, devra :

- Faire l'objet d'un accord de l'organe compétent de la CDC ;
- Être validé par l'organe compétent de la Personne Publique pour permettre la signature par le représentant légal de la Personne Publique.

ARTICLE 18. DROIT APPLICABLE – JURIDICTION COMPÉTENTE

La Convention est soumise au droit français pour sa validité, son interprétation et son exécution.

En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver, de bonne foi et dans un délai raisonnable, un accord entre elles.

A défaut, tout litige sera soumis à la juridiction exclusive des tribunaux compétents situés dans le ressort de la Cour d'Appel de Paris.

Fait à [●], le [●] 2023, en deux (2) exemplaires originaux.

Pour la Personne Publique :

*Civilité Prénom NOM,
Qualité*

[Cachet]

Pour la Caisse des Dépôts :

*Civilité Prénom NOM,
Qualité*

PROJET

ANNEXES

Annexe 1

Description du Projet et des caractéristiques du Contrat de Performance Énergétique

Annexe 2

Tableaux financiers A, B et C

Annexe 3

Taux effectif global (TEG)

Annexe 4

Modalités d'échanges et d'utilisation des données exploitées par la Plateforme de Suivi Énergétique

Annexe 5

Notice relative à la communication

Annexe 6

Marques et logotypes de la Caisse des dépôts et consignations (logotype de la Banque des Territoires)

PROJET

ANNEXE 1

Description du Projet et des caractéristiques du Contrat de Performance Energétique

Préalable : si une bonification des CEE est attendue au titre du CPE, ce CPE devra être conforme au II de l'article 6 de l'arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie et respecter les dispositions relatives aux contrats de performance énergétique fixées en annexe IX de l'arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie.

Programme de travaux du CPE :

L'Avance Remboursable Intracting, objet de la Convention, est exclusivement destinée à financer le Contrat de Performance Energétique ayant pour objet la conception, la rénovation, l'exploitation et la maintenance des installations d'éclairage public et des installations connexes

Les investissements financeront notamment les travaux de rénovation de l'éclairage public dans un objectif d'économies d'énergie et la mise aux normes des armoires et rénovation de l'éclairage de mise en valeur.

Mission d'exploitation maintenance du CPE éligible :

Les missions d'exploitation maintenance prévu dans ce contrat seront :

- G0 - Exploitation et gestion du marché
- G1 - Gestion de l'énergie
- G2 - Entretien – Maintenance
- G3 – Sinistres/vandalismes ou Evolution du patrimoine
- G4 - Travaux de Reconstruction du patrimoine

Engagement de réduction des consommations et pénalités prévus en cas de non atteinte¹ :

En l'état, les consommations énergétiques de références des bâtiments dans le périmètre du CPE éligible sont estimées à 50 573 MWhcumac.

Le CPE éligible comporte un engagement de réduction des consommations énergétiques globale en énergie finale de 50% (phase consultation) et 59% (phase offre finale) à partir de la fin de la deuxième année de travaux.

En cas de non-atteinte du niveau de performance énergétique, le Contrat de Performance Énergétique prévoit des pénalités suffisamment dissuasives pour pouvoir s'assurer que le titulaire du contrat fera tous ses efforts pour les atteindre (étant entendu qu'une sous-performance est pénalisée à hauteur du coût énergétique des dépassements) définie ainsi Pénalité (€) = [(quantité d'énergie effectivement consommée sur la période de suivi) – (quantité d'énergie E_c fixées dans la Situation de référence)] * (prix unitaire moyen TTC du kWh payé par la Collectivité au cours de l'année concernée (abonnement exclu))

Protocole de mesure et de vérification :

Dans le cadre du Contrat de Performance Énergétique, le protocole de mesure et de vérification prévu afin de s'assurer de la bonne atteinte des réductions des consommations énergétiques prévues au dit contrat est l'option C.

¹ Sauf exception un MGPE doit avoir au moins un engagement de réduction des consommations énergétique d'au moins 40% pour être éligible au Dispositif Intracting Sécurisé.

Evaluation du gisement et valorisation des Certificats d'Économie d'Énergie générés dans le cadre de l'opération :

Les études préparatoires conduites en amont du lancement du Contrat de Performance Énergétique ont conclu à un potentiel de 50 573 MWhcumac.

Avec une hypothèse de valorisation du MWh cumac de 6€/MWhcumac, le gisement total est estimé à 303 438€HT.

OPTION A – la Personne Publique décide de valoriser elle-même les CEE

Pour la valorisation des Certificats d'Économie d'Énergie généré par la réalisation du programme de travaux prévu par le Contrat de Performance Énergétique, la Personne Publique a décidé de procéder elle-même à l'ensemble des tâches qui lui permettront de récupérer ces derniers.

PROJET

ANNEXE 2 Tableaux financiers A, B et C

A. Plan de Financement du Contrat de Performance Énergétique



Convention INTRACTING Sécurisé mono-maitre d'ouvrage Ville de Grasse - Eclairage Public : Plan de financement

22/03/2023

MAITRE D'OUVRAGE : Ville de Grasse

Montant du projet	2 071 344 €	Consommation énergie annuelle (KWh)	3 919 854
Montant du CPE	2 071 344 €	Economie annuelle planifiée (KWh)	2 313 144
Autres dépenses	0 €	% d'économie d'énergie	59,0%
Subventions / AF	0 €	CEE disponibles pour le MOA	275 059 €
ARI CDC : Montant total	2 071 344 €	% des CEE pour le MOA	90,6%
Montant estimé des CEE	303 438 €	Montant des CEE pour la BDT	28 379 €
Durée du financement	11 ans	Inflation travaux	0%
% des CEE pour la BDT	9,4%		
TRI BDT	0,250%		

ANNEE	Travaux APE	Autres dep	Subv/AF	CEE	Tr. ARI	ECH ARI	CEE BDT	Emplois	Ressources	Balance	Cumul
2023	- 1 151 036	-	-	-	1 151 036	-	-	1 151 036	1 151 036	-	-
2024	- 920 308	-	-	-	920 308	- 115 104	-	1 035 412	920 308	- 115 104	- 115 104
2025	-	-	-	-	-	- 207 134	-	207 134	-	- 207 134	- 322 238
2026	-	-	-	303 438	-	- 207 134	- 28 379	235 513	303 438	67 925	- 254 313
2027	-	-	-	-	-	- 207 134	-	207 134	-	- 207 134	- 461 448
2028	-	-	-	-	-	- 207 134	-	207 134	-	- 207 134	- 668 582
2029	-	-	-	-	-	- 207 134	-	207 134	-	- 207 134	- 875 717
2030	-	-	-	-	-	- 207 134	-	207 134	-	- 207 134	- 1 082 851
2031	-	-	-	-	-	- 207 134	-	207 134	-	- 207 134	- 1 289 985
2032	-	-	-	-	-	- 207 134	-	207 134	-	- 207 134	- 1 497 120
2033	-	-	-	-	-	- 207 134	-	207 134	-	- 207 134	- 1 704 254
2034	-	-	-	-	-	- 92 031	-	92 031	-	- 92 031	- 1 796 285
TOTAL	- 2 071 344	-	-	303 438	2 071 344	- 2 071 344	- 28 379	4 171 067	2 374 782	- 1 796 285	-

Total des investissements du CPE (imputable à la section investissement de la Personne Publique)

B. Tableau prévisionnel de Versement(s) avec récapitulatif des caractéristiques de l'ARI

	Versement 1	Versement 2
Année de Versement	2023	2024
Montant	1 151 036 €HT	920 308 €HT
Durée d'amortissement <i>dont différé d'amortissement</i>	10 ans	10 ans
Taux d'intérêt annuel fixe	0 %	0 %
Périodicité des échéances	semestriel	semestriel
Commission	28 379€	
Profil d'amortissement	Echéances constantes	Echéances constantes

D. Tableau théorique d'amortissement



TABLEAUX D'AMORTISSEMENTS

ID	1_TR	ID	2_TR
Capital	1 151 036 €	Capital	920 308 €
Echéance	115 104 €	Echéance	92 031 €
Taux	0,00%	Taux	0,00%
Durée	10	Durée	10
Report	0	Report	0

ANNEE	CRD	INT	AMORT	ECH	CRD	INT	AMORT	ECH
2023								
2024	1 151 036	-	115 104	115 104				
2025	1 035 932	-	115 104	115 104	920 308	-	92 031	92 031
2026	920 829	-	115 104	115 104	828 277	-	92 031	92 031
2027	805 725	-	115 104	115 104	736 246	-	92 031	92 031
2028	690 622	-	115 104	115 104	644 216	-	92 031	92 031
2029	575 518	-	115 104	115 104	552 185	-	92 031	92 031
2030	460 414	-	115 104	115 104	460 154	-	92 031	92 031
2031	345 311	-	115 104	115 104	368 123	-	92 031	92 031
2032	230 207	-	115 104	115 104	276 092	-	92 031	92 031
2033	115 104	-	115 104	115 104	184 062	-	92 031	92 031
2034	0				92 031	-	92 031	92 031

PROJET

ANNEXE 3 Taux effectif global (TEG)

Conformément aux stipulations de l'Article 4 « **Taux d'Intérêt et Commission** » de la Convention, et en vue de satisfaire aux obligations des articles L. 314-1 à L. 314-5 et R. 314-1 et suivants du Code de la consommation et de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier, et à cette fin seulement, il est indiqué par la présente que le taux effectif global de l'Avance Remboursable Intracting s'élève à la date de signature de la Convention au taux de 0,00% l'an, sur la base d'un taux d'intérêt de 0% l'an avec un taux de période de 0,00%, la période étant une durée de 10 ans.

Le taux effectif global et le taux de période de l'Avance Remboursable Intracting indiqués ci-dessus ont été calculés sur :

- (i) l'hypothèse d'un unique Versement de l'Avance Remboursable Intracting en totalité à la date de signature de la Convention
- (ii) la base d'un taux d'intérêt à 0% pendant la durée de la Convention,
- (iii) un montant de Commission fixé à une valeur de référence de 28 379€ telle qu'indiquée à l'Article 4 « **Taux d'intérêt et Commission** ».

Le taux effectif global mentionné ci-dessus, est donné à titre indicatif et ne saurait lier la Caisse des Dépôts et Consignations pour l'avenir.

Toutefois, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes estimations qu'elle jugeait nécessaires à l'appréciation du coût global de l'Avance Remboursable Intracting.

ANNEXE 4

Modalités d'échanges et d'utilisation des données exploitées par la Plateforme de Suivi Énergétique

Pour assurer la mise en œuvre du Dispositif Intracting, la Caisse des Dépôts met en place une Plateforme de Suivi Énergétique qui rassemble un ensemble de données nécessaire au suivi de l'exécution du Dispositif Intracting et à l'élaboration des indicateurs prévus en Annexe 1.

Conformément aux dispositions relatives à la Plateforme de Suivi Énergétique, les Parties posent le principe d'un échange de données.

Est entendu par échange de données la mise à disposition et le transfert de données dont les Parties sont propriétaires ou pour lesquelles elles disposent d'un droit d'utilisation, nécessaires pour veiller au bon déroulement de l'exécution de la Convention.

Les Parties s'accordent mutuellement un droit personnel, non cessible, non transmissible et non exclusif, d'utiliser les données pour leurs besoins.

Dans le cadre de la Convention, la Personne Publique consent à la transmission de toutes données utiles aux fins d'exécution du Dispositif Intracting Sécurisé durant les trois premières années, par un système de télérelève, ou par saisie dans la Plateforme de Suivi Énergétique dans les conditions de l'Article 7.3.2 « **Accès à la Plateforme de Suivi Énergétique** ».

La Caisse des Dépôts s'engage à n'utiliser ces données qu'aux fins de suivi et de reporting interne et externe, ainsi qu'à un traitement statistique de ces chiffres à un niveau national.

La Personne Publique peut à travers la mise à disposition d'une interface web accéder à la Plateforme de Suivi Énergétique, pour :

- consulter et modifier ses données ;
- consulter les indicateurs de performance établis par celle-ci.

ANNEXE 5 Notice relative à la communication

Communication effectuée par la Personne Publique

Toute action de communication, écrite ou orale, menée par la Personne Publique désignée, ci-après, comme "**Bénéficiaire**" et impliquant la Caisse des Dépôts fera l'objet d'un accord de principe par la Caisse des Dépôts. La demande sera soumise à la Caisse des Dépôts dans un délai de quinze (15) jours ouvrés. La Caisse des Dépôts s'engage à répondre dans un délai de trois (3) jours ouvrés.

En cas d'accord de la Caisse des Dépôts, le Bénéficiaire s'engage à apposer ou à faire apposer en couleur, le logotype "**Banque des Territoires**" en version identitaire selon les modalités visées ci-après, et à faire mention du soutien de la Banque des Territoires de la Caisse des Dépôts à la Personne Publique et lors de toutes les interventions ou présentations orales dans le cadre d'opérations de relations publiques et de relations presse, réalisées dans le cadre de la Convention, pendant toute la durée de la Convention.

Le format, le contenu et l'emplacement de ces éléments seront déterminés d'un commun accord entre les Parties, en tout état de cause, leur format sera au moins aussi important que celui des mentions des éventuels autres partenaires du Bénéficiaire. De manière générale, le Bénéficiaire s'engage, dans l'ensemble de ses actions de communication, d'information et de promotion à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée de la Caisse des Dépôts.

A ce titre, le Bénéficiaire s'oblige à soumettre, dans un délai minimal de quinze (15) jours avant sa divulgation au public, à l'autorisation préalable et écrite de la Caisse des Dépôts, le contenu de toute publication ou communication écrite ou orale relative au Dispositif Intracting.

La Caisse des Dépôts pourra, pendant ce délai, demander des modifications ou s'opposer à toute communication qu'elle estimera de nature à porter atteinte à son image ou à sa renommée.

Toute utilisation, représentation ou reproduction des signes distinctifs de la Caisse des Dépôts par le Bénéficiaire et non prévue par le présent article, est interdite.

Aux seules fins d'exécution et pour la durée des obligations susvisées, la Caisse des Dépôts autorise le Bénéficiaire dans le cadre de la Convention, à utiliser la marque française semi-figurative "**Banque des Territoires Groupe Caisse des Dépôts**" n° 18-4.456.085 (version identitaire du logotype Banque des Territoires) et en cas de contraintes techniques, et dans ce seul cas, la version carrée du logotype Banque des Territoires à savoir la marque française semi-figurative "**Banque des Territoires & logo**" n° 18/4.456.087, conformément aux représentations jointes en Annexe 6. La Caisse des Dépôts autorise ainsi en outre le Bénéficiaire à utiliser dans ce cadre, la marque française semi-figurative "**Groupe Caisse des Dépôts**" et logo n° 16/4.250.914.

A l'extinction des obligations susvisées, le Bénéficiaire s'engage à cesser tout usage des marques susvisées et des signes distinctifs de la Caisse des Dépôts, sauf accord exprès contraire écrit.

Communication effectuée par la Caisse des Dépôts

Toute action de communication, écrite ou orale, impliquant le Bénéficiaire fera l'objet d'un accord de principe par le Bénéficiaire. La demande sera soumise au Bénéficiaire dans un délai de deux (2) jours ouvrés. Le Bénéficiaire s'engage à répondre dans un délai de deux (2) jours ouvrés.

De manière générale, la Caisse des Dépôts s'engage, dans l'ensemble de ses actions de communication, d'information et de promotion, à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée du Bénéficiaire.

Dans ce cadre, le Bénéficiaire autorise expressément la Caisse des Dépôts à utiliser la marque / Logo de la Personne Publique telle/tels que reproduite(s) en annexe et désignée la " Marque Bénéficiaire ".

PROJET

ANNEXE 6
Marques et logotypes de la Caisse des dépôts et consignations
(logotype de la Banque des Territoires)

Logotypes Banque des Territoires Groupe Caisse des Dépôts :

- Version identitaire : n°19/4.524.153



- Sa hauteur minimum est de 13 mm du haut au bas de l'hexagone
- Son espace de protection est intégré dans le logo (filet) et doit impérativement être respecté.
- Il ne doit être ni altéré, ni déformé. C'est un ensemble immuable.
- Il existe un autre format : le logo carré : n°18/4.456.087



- Sa longueur minimum : 20 mm (du G de GROUPE au S de DÉPÔTS). Son espace de protection : il est intégré dans le logo (filet) et doit impérativement être respecté.
- Il ne doit être ni altéré, ni déformé. C'est un ensemble immuable.

Toute utilisation autre que celle prévue pour le Programme d'actions, devra être formalisée par un document plus complet.

Marque et logotype de la Caisse des Dépôts : n°19/4.519.996



Ce logotype se caractérise par les éléments suivants

- Le logo existe uniquement en version rouge (Pantone 485 C) ou en version noire (Pantone Black C)
- La taille minimale du logo est de 15 mm, ce qui préserve la visibilité et la lisibilité de la médaille.

Marques et logotypes de la Personne Publique



La typographie utilisée pour le logo ainsi que pour tous les documents est la,
Century Old Style Std (Regular, Bold et Italic)
La typographie utilisée pour la Base Line «Le goût de l'essentiel» est la,
Minion Pro Regular

CENTURY OLD STYLE STD

Regular

abcdefghijklmnopqrstuvwxy
ABCDEFGHIJKLMNPOQRSTUVWXYZ

Bold

abcdefghijklmnopqrstuvwxy
ABCDEFGHIJKLMNPOQRSTUVWXYZ

Italic

abcdefghijklmnopqrstuvwxy
ABCDEFGHIJKLMNPOQRSTUVWXYZ

MINION PRO

Regular

abcdefghijklmnopqrstuvwxy
ABCDEFGHIJKLMNPOQRSTUVWXYZ



PANTONE	CMJN	RVB	WEB
 7407 U	C=22 M=38 J=61 N=0,5	R=194 V=162 B=111	# C2A16F
 433 U	C=65 M=56 J=48 N=24	R=92 V=92 B=96	# 5C5C60

UTILISATION EN
N&B



 Doré = 40% Noir • Gris = 78% noir

PROJET



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 60 TRANSITION ENERGETIQUE - MISE EN PLACE DU DISPOSITIF « INTRACTING » POUR LE FINANCEMENT DES TRAVAUX DE RENOVATION DU PARC D'ECLAIRAGE PUBLIC

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOUD
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOUD à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

DU 4 AVRIL 2023

**TRANSITION ENERGETIQUE - MISE EN PLACE DU DISPOSITIF « INTRACTING »
POUR LE FINANCEMENT DES TRAVAUX DE RENOVATION DU PARC D'ECLAIRAGE PUBLIC**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Activement engagée dans une démarche de transition énergétique, la ville de Grasse a approuvé son schéma directeur d'aménagement lumière pour l'ensemble de son parc d'éclairage public en mars 2022. Ces études préalables ont permis de construire un programme de rénovation visant notamment à diviser par deux les consommations énergétiques et limiter la pollution lumineuse. Les travaux identifiés ont été intégrés dans un marché global de performance énergétique pour un montant estimatif de 2 071 344 € HT. La Banque des Territoires propose d'avoir recours au dispositif de l'Intracting et ainsi apporter 100 % du besoin de financement sous forme d'avances remboursables. L'investissement sera par la suite remboursé par les économies d'énergie réalisées.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT
DGST / Service transition énergétique et écologique	Dépenses : travaux	2 071 344,00 € HT

Madame Anne-Marie DUVAL expose :

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte,

Vu l'engagement de la ville de Grasse de gérer le patrimoine communal de manière écoresponsable en optimisant les performances énergétiques sur le parc d'éclairage public et en limitant les problématiques liées à la pollution lumineuse, défini dans la Stratégie Municipale de Développement Durable votée à l'unanimité lors du Conseil Municipal du 28 juin 2016,

Vu la délibération n° 2019-180 du Conseil Municipal en date du 12 novembre 2019 déclarant l'état d'urgence climatique,

Vu la délibération n° 2022-69 du Conseil Municipal en date du 29 mars 2022 approuvant le schéma directeur d'aménagement lumière définissant la stratégie d'éclairage raisonnée visant la diminution des consommations énergétiques mais aussi la réduction des effets dus à la pollution lumineuse sur l'environnement et sur la santé humaine,

Vu le plan de sobriété énergétique présenté par le gouvernement français en octobre 2022 invitant les collectivités territoriales à réduire la consommation d'électricité liée à l'éclairage public,

Considérant que la commune de Grasse a lancé une consultation pour un marché global de performance énergétique comprenant la conception, la rénovation, l'exploitation et la maintenance des installations d'éclairage public et des installations connexes,

Considérant que l'objectif de ce marché est d'améliorer la performance de l'éclairage public, de la signalisation lumineuse tricolore et l'éclairage extérieur des équipements sportifs,

Considérant que le titulaire du marché s'engage à réduire les consommations énergétiques et à respecter les objectifs de performance et de qualité de services définis lors de la consultation,

Considérant que 5 479 luminaires seront remplacés par des luminaires LED et 349 rééquipés en LED (retrofit) afin d'avoir un parc d'éclairage public 100% LED,

Considérant que ces travaux représentent un investissement lourd pour la Ville s'élevant à 2 071 344 € HT soit 2 485 612,80 € TTC,

Considérant que ces travaux engendreront une économie d'énergie de 2 313 144 kWh/an (-59%) au bout de la deuxième année de travaux soit une économie estimée de 550 000 € TTC/an, représentant un temps de retour sur investissement de 4,5 ans (*sans prendre en compte l'évolution des prix de l'énergie*),

Considérant que le titulaire du marché réalisera les travaux demandés et sera garant des économies d'énergie, à défaut il prendra à sa charge tout dépassement,

Considérant que cet investissement peut faire l'objet d'un financement via le dispositif « Intracting », soutenu par la Caisse des Dépôts,

Considérant que le principe de ce dispositif est simple, les économies réalisées sur le budget de fonctionnement sont « sanctuarisées » dans le budget et placées dans un fonds interne créé pour rembourser l'investissement,

Considérant que la Banque des Territoires joue le rôle de tiers de confiance et de tiers-financier en apportant 100 % du besoin de financement sous forme d'avances remboursables,

Considérant que le dispositif « Intracting » concourt à organiser et à financer des actions de performances énergétiques tout en incluant un volet méthodologique apportant à cette démarche une réelle approche transversale, novatrice et mobilisatrice autour de l'enjeu de la transition énergétique,

Considérant la proposition de la Banque des Territoires, partenaire depuis de nombreuses années de la ville de Grasse, à savoir :

- Un accompagnement de la collectivité favorisant une conduite du changement,
- Un abondement de 100 % du financement à la réalisation des travaux et un remboursement sur 10 ans,
- Une révision du plan de financement si les économies ne sont pas au rendez-vous,
- Une rémunération des fonds propres de la Banque des Territoires à un taux d'intérêt de 0,00 %,
- Une participation de la commune de Grasse à hauteur d'environ 29 000 € issus de la vente des certificats d'économies d'énergie générés par les travaux réalisés (*montant calculé sur la base d'intérêts théoriques qui seraient perçus avec un taux fixe annuel 0,25% sur la durée de l'échéancier*)

Pour le financement de cette opération, la commune de Grasse est invitée à réaliser auprès de la Caisse des dépôts et consignations une avance remboursable Intracting d'un montant total de 2 071 344 € HT et comprenant 2 tranches de versements dont les caractéristiques financières sont les suivantes :

	Versement 1	Versement 2
Année de versement	2023	2024
Montant	1 151 035,70 €HT	920 308,30 €HT
Durée d'amortissement	10 ans	10 ans
Taux d'intérêt annuel fixe	0 %	0 %
Commission	environ 29 000€	
Périodicité des échéances	semestriel	semestriel
Profil d'amortissement	échéances constantes	échéances constantes

Considérant que le montant de la commission sera ajusté en cas de variation de la valorisation des certificats d'économies d'énergie. Il est précisé que cette commission due à la Banque des Territoires ne pourra dépasser deux fois la commission initialement prévue, ni être inférieure à la moitié de cette dernière.

La commission Equipement et Aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 7 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la mise en place du dispositif « Intracting » pour financer les travaux de rénovation du parc d'éclairage public de la commune de Grasse ;
- **APPROUVER** les termes de la convention « Intracting » jointe à la présente pour permettre la mise en œuvre de la rénovation du parc d'éclairage public de la commune de Grasse ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer ladite convention mais également l'ensemble des documents nécessaires à la mise en place de ce dispositif ;
- **INSCRIRE** aux budgets de la Ville les sommes nécessaires à cette opération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Delibération affichée le **5 AVR. 2023**
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,



L.

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

5 AVR. 2023

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE ENTRE LA COMMUNE DE GRASSE
ET MONSIEUR DENIS GRIDEL**

Mécénat de 5 œuvres originales

ENTRE LES SOUSSIGNES :

COMMUNE DE GRASSE

La Commune de Grasse, Hôtel de Ville – Place du Petit Puy – B.P. 12069 - 06131 GRASSE, identifiée sous le numéro SIREN 210 600 698 00 18, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de la Commune en vertu d'une délibération n° 2023-xxx en date du 4 avril 2023, visée en Préfecture le xxx/xxx/2023.

ci-après désigné « **La commune de Grasse** »

Et :

Monsieur Denis GRIDEL

Adresse : 13 impasse du Jeu de Ballon, 06130 Grasse

Tel : 06 29 79 23 52

Mel : denis.gridel@wanadoo.fr

Ci-après désigné par le terme « **Le mécène** »,

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Dans le cadre du Service Bibliothèque & Médiathèques, la Médiathèque Charles Nègre est un lieu d'échanges intergénérationnels ouvert à tous ayant pour thématique « l'Image ». Cette médiathèque de lecture publique met à disposition du public des fonds diversifiés d'une richesse importante, ainsi que de nouveaux services tels que l'Artothèque.

Monsieur Denis GRIDEL, artiste grassois, a présenté son travail artistique de sculpteur dans son atelier de la Poissonnerie jusqu'en 2023, mais aussi à l'occasion de nombreuses expositions temporaires et d'activités de land-art. Architecte-urbaniste jusqu'en 2009, Denis GRIDEL s'est préoccupé des structures des bâtiments, des villes et des paysages. Dès la fin des années 60, il s'est intéressé aux structures auto-tendantes qui deviennent sculptures.

Ces structures nécessitent d'être conçues globalement et doivent répondre à des logiques de mécanique statique. Liens, tensions, équilibres et rapports dans l'espace y sont essentiels.

Il pratique également le collage et est l'auteur d'une série notamment sur le thème des ronds ou triangles "cubistes", œuvres uniques répertoriées et signées.

Une convention ayant pour objet de définir les conditions matérielles du don de Monsieur Denis GRIDEL doit être signée.

ARTICLE 1 - OBJET

Le mécène offre à la commune de Grasse 5 œuvres originales dont il est l'auteur :

- Rond cubiste n° 2 dit « La Tortue »

Matériaux : Rond de papier fort noir de 27 cm de diamètre, déchiré, les 5 morceaux séparés sont collés l'un en recto les autres en verso sur carton toilé blanc.

Date de réalisation : décembre 2016

Valeur : 150 €

- Rond Cubiste n° 3

Matériaux : Autour d'un cercle vide de 27 cm de diamètre, papier fort noir, déchiré en 3 parties collées recto ou verso sur carton toilé blanc.

Dimensions : 40x50 sans orientation préférentielle

Date de réalisation : décembre 2016

Valeur : 150 €

- Rond Cubiste n° 4 dit « Lune »

Matériaux : Papier fort noir, déchiré, les morceaux collés recto ou verso sur carton toilé blanc, spray vernis incolore ou spray argenté sur certains morceaux. Encadrement simple d'atelier.

Date de réalisation : décembre 2016

Valeur : 150 €

- Triangle Cubiste n° 02

Matériaux : demi triangle isocèle de côté 55 cm en papier fort noir avec voile de couleur acrylique rouge brique sur une face, découpes, déchirures et pliages laissent apparaître le noir. Collé sur carton toilé blanc.

Date de réalisation : janvier 2018

Valeur : 150 €

- Triangle Cubiste n° 04

Matériaux : triangle isocèle de côté 32 cm en papier fort noir avec voile de couleur acrylique rouge brique sur une face, lisière déchirée, 6 découpes partielles laissent apparaître le noir. La trace du triangle avant pliage est marquée et on peut comprendre que le dépliage reconstituerait le triangle d'origine.

Date de réalisation : janvier 2018

Valeur : 150 €

Valeur totale du mécénat : 750,00 €

ARTICLE 2 : PROPRIETE DE LA COLLECTION

La commune de Grasse est seule propriétaire des œuvres objets de la présente. A ce titre, le mécène ne pourra prétendre à aucun droit de propriété sur les biens précités.

En revanche, le mécène impose que ces œuvres soient entreposées, gérées et empruntables à l'artothèque de la Médiathèque Charles Nègre.

Les œuvres pourront être prêtées à toute personne qui souhaiterait les exposer, dans le respect de la charte de l'Artothèque.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DU MECENE

La participation du mécène est limitée aux documents décrits à l'article 1 de la présente convention, ceci quelles que soient les sujétions prévues ou imprévues rencontrées dans la mise en œuvre du projet.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE LA COMMUNE DE GRASSE

La commune de Grasse déclare accepter le présent engagement du mécène.

La commune de Grasse déclare avoir fourni au mécène un document explicatif des modalités de valorisation des dons et prestations en nature dans le cadre de la loi sur le mécénat, intitulé « Cadre fiscal de la valorisation des dons en nature et compétences relatifs au Mécénat » (document cadre fiscal en annexe de la présente convention).

4.1 Affectation du don :

La commune de Grasse s'engage à utiliser le don effectué dans le cadre de la présente convention et à la seule fin définie par la présente convention.

A la réception du don, la commune de Grasse établira et enverra un reçu fiscal au mécène (Cerfa 11580*03 de « reçu pour don aux œuvres ») pour un montant de 750,00 € (sept-cent cinquante euros).

4.2 Mention du nom du mécène :

Pour assurer à l'action le rayonnement qu'il convient, la commune de Grasse développe une communication à laquelle, dans une certaine mesure, le mécène est associé.

La commune de Grasse s'engage à faire apparaître le nom du mécène sur :

***Les outils de communications relatives au projet ou à la communication du mécénat sur la commune en général pour l'année de signature de la convention.**

4.3 Contreparties :

Comme indiqué précédemment, le mécène en sa qualité d'auteur soutient les actions de la commune de Grasse définies ci-dessus dans le cadre de sa politique de mécénat.

Conformément à la réglementation applicable, sans que cela puisse remettre en cause l'intention libérale du mécène, la commune de Grasse fera bénéficier au mécène des contreparties suivantes, dont la valeur est nettement disproportionnée à celle du don effectué au profit de la collectivité :

- Inscription du nom du mécène sur le cartel des œuvres à chaque fois qu'elles seront utilisées dans une exposition et inscription au dos de l'œuvre empruntée ;
- Communication sur les réseaux sociaux du nom du mécène lors de chaque action de communication liée à ces œuvres

Et ce pendant l'année de signature de la convention.

Aucune disposition de cette convention ne pourra être interprétée comme créant un lien de subordination entre le mécène et la commune de Grasse.

ARTICLE 5 : REMERCIEMENTS

La commune de Grasse s'engage à mentionner autant que possible le soutien de son mécène dans les discours officiels et dans la presse dédiée à l'évènement.

La commune de Grasse mentionnera également « le mécène » parmi ses mécènes de l'année sur les supports qu'elle sera amenée à utiliser pour promouvoir de façon générale sa politique de mécénat.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de la signature des présentes, et prendra fin dès que les œuvres seront reçues au service des Bibliothèque & Médiathèques. Seul l'engagement de conserver les œuvres au sein de la Médiathèque Charles Nègre n'est pas soumis à une durée quelconque.

ARTICLE 7 : ELIGIBILITE AU MECENAT

La commune de Grasse déclare être habilitée à fournir des reçus de dons aux œuvres, conformément au texte de la loi n° 2003-79 du 1^{er} août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations.

ARTICLE 8 : CONFIDENTIALITE

Chacune des parties considérera comme confidentielle toute information ou élément, comprenant notamment mais non exclusivement, les échanges techniques, artistiques, transmis par l'autre.

En conséquence, chaque partie s'engage à ne pas les utiliser à d'autres fins que celles prévues à la convention et à assurer de manière générale leur confidentialité en prenant toutes les mesures qu'elle jugera utiles.

Cet engagement restera applicable tant pendant la durée des présentes qu'au-delà et sans limitation de durée. Ne seront toutefois pas entendues comme confidentielles les informations qui seront tombées dans le domaine public antérieurement ou postérieurement à la signature de la présente convention.

ARTICLE 9 : REPORT – ANNULATION – RESILIATION

La présente convention se trouverait suspendue ou annulée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure par la loi et la jurisprudence.

Toute annulation pour une raison autre que celles décrites ci-dessus entraînera pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre partie une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties d'une des obligations définies dans la Convention et trente (30) jours après réception par la partie défaillante d'une lettre recommandée avec avis de réception de mise en demeure de s'exécuter restée sans effet, la partie lésée pourra résilier de plein droit ladite convention par lettre recommandée avec avis de réception, sans qu'il soit besoin pour cela d'accomplir aucune formalité judiciaire et ce, sans préjudice d'une éventuelle action en dommages et intérêts.

Toute résiliation de la présente convention ne saurait affecter les droits et engagements de l'une ou l'autre des parties, consentis ou exercés avant la date de résiliation anticipée concernée.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toutes modifications de la présente convention devront faire l'objet d'avenants et seront jointes à la présente avec accord des parties signataires.

ARTICLE 11 : LITIGES

En cas de litige relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente, les parties s'engagent à rechercher en priorité un règlement à l'amiable (conciliation, arbitrage, etc...). A défaut, le différend sera porté devant le Tribunal administratif de Nice.

Nombre de pages : 5 + 1 annexe de 2 pages

Fait à Grasse, le

en deux (2) exemplaires originaux

M. Denis GRIDEL

**Pour la commune de Grasse,
M. Jérôme VIAUD**

**Maire de Grasse,
Vice-Président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse**

Annexe : CADRE FISCAL DU MECENAT – Art. 238 bis du CGI

Les mécènes de l'article 238 bis du Code Général des Impôts :

Cadre général :

La Loi n° 2003-709 du 1^{er} août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations a modifié l'article 238 bis du Code Général des Impôts avec des mesures qui améliorent la situation des entreprises. Depuis le 1^{er} janvier 2003, l'entreprise mécène bénéficie d'une réduction d'impôts de 60 % du montant du don, dans la limite de 0,5 % de son chiffre d'affaires HT annuel, avec la possibilité de reporter l'excédent sur cinq exercices en cas de dépassement du seuil annuel ou si le résultat de l'entreprise l'année du don est nul ou déficitaire. La réduction d'impôt est calculée en priorité sur les dépenses de l'année, les reports sont retenus ensuite par ordre d'ancienneté.

Régime réel d'imposition :

Les entreprises concernées par l'avantage fiscal prévu par la loi sont celles qui sont soumises à un impôt sur le résultat en France. Il s'agit soit de l'impôt sur les sociétés (IS), soit de l'impôt sur le revenu dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux (BIC), des bénéfices non commerciaux (BNC) ou des bénéfices agricoles (BA). Elles doivent relever d'un régime réel d'imposition, ce qui exclut de l'avantage fiscal lié au mécénat les entreprises soumises aux forfaits.

Obligations déclaratives :

Pour bénéficier de l'avantage fiscal, les entreprises sont soumises à des obligations déclaratives particulières.

- Pour celles soumises à l'impôt sur les sociétés, elles doivent joindre une déclaration n° 2069-M-SD (art 49 septimes X annexe III du CGI) ;
- Lorsqu'elles disposent d'une déduction d'impôt non imputée sur l'impôt dû au titre des exercices antérieurs, elles doivent joindre en plus l'état de suivi n° 2069-MSI-SD
- Pour celles soumises aux BIC, BNC, BA, elles doivent joindre une déclaration n° 2069-M-SD
- Lorsqu'elles disposent d'une déduction d'impôt non imputée sur l'impôt dû au titre des exercices antérieurs, elles doivent joindre en plus l'état de suivi n° 2069-MS2-SD.

Exemples concrets :

L'entreprise Je suis mécène a un chiffre d'affaires constant de 300 000 euros HT annuel. Elle réalise des bénéfices depuis 5 ans et dépend du régime réel d'imposition de l'IS. Elle décide de soutenir une association de loi 1901 reconnue d'intérêt général et les actions culturelles menées par la collectivité sur laquelle elle est implantée. Elle fait plusieurs dons successifs sur 3 ans :

Année N : Don en nature valorisé à hauteur de 500 euros HT en mai – Don financier de 1000 euros HT en octobre

Année N+1 : Don financier de 1000 euros HT en avril – Don financier de 1000 euros HT en septembre

Année N+2 : Don en nature valorisé à hauteur de 800 euros en mai – Don en nature et prestations valorisé à 500 euros HT.

Année N+3 : Don en nature valorisé à hauteur de 800 euros en mai

Compte tenu de son chiffre d'affaires de 300 000 euros, l'entreprise Je suis mécène a une capacité annuelle de « générosité défiscalisable » de 0,5 % X 300 000, soit 1 500 euros HT. Pour l'année N, la somme des dons vaut 1 500 euros HT et ne dépasse donc pas le plafond autorisé. L'entreprise pourra déduire 60 % X 1 500, soit 900 euros.

En revanche sur l'année N+1, son don total de 2 000 euros dépasse le plafond. Elle devra déduire dans la limite du plafond de 1 500 euros HT et reporter les 500 euros de don excédentaire sur l'année suivante. Sur N+2, le total des dons effectués, 1 300 euros HT, ne dépasse pas le plafond de 0,5 %.

Mais le report ne peut être entièrement consommé. L'entreprise Je suis mécène décide d'affecter le report sur l'année N+3. L'année N+2, elle bénéficie donc d'une déduction de 60 % X 1 300, soit 780 euros HT. L'année N+3, elle reporte l'excédent de 500 euros de l'année N+1 et bénéficie donc d'une déduction égale à 60 % X (500+800), soit 780 euros HT.

Evaluation fiscale du don en nature et prestations :

Les types d'apports et leur évaluation :

- Apport d'une immobilisation : évaluation à la valeur vénale. Le don se traduit d'une part, par la réalisation d'une plus ou moins-value égale à la différence entre la valeur vénale du bien appréciée à la date du don et sa valeur nette comptable. La plus-value immédiatement appréhendée par le donateur est imposable au taux de droit commun. D'autre part, par une perte égale à la valeur vénale du bien donné. Cette perte est déductible au taux de droit commun.
- Apport en stock (valeur nette comptable pour les éléments inscrits à l'actif de l'entreprise) : évaluation au coût de revient, dont charges directes et indirectes (ex : coût de transport). Si le bien est neuf et a été acheté par l'entreprise mécène, sa valorisation est égale au prix d'achat mentionné sur la facture. Attention, si le bien fourni est totalement amorti, l'entreprise ne peut prétendre utiliser ce don au titre des réductions d'impôts car la valeur de ce bien est nulle du point de vue comptable et fiscal. La TVA acquittée par l'entreprise sur le bien n'est pas déductible car elle est utilisée dans le cadre d'une opération non imposable, sauf s'il s'agit de biens de faible valeur, ou dans le cas de dons à des FRUP ou ARUP.
- Mise à disposition d'un local : valeur locative (prix de marché)
- Mise à disposition de personnel ou mécénat de compétences : coût de revient (salaires bruts + charges sociales et fiscales) et non-valeur marchande (Instruction fiscale 4 C-5-04 du 13 juillet 2004).

Responsabilité :

La valeur du don en nature est déterminée sous la responsabilité du donateur. La formule « Valeur des biens reçus - Informations fournies par l'entreprise donatrice » est apposée par le bénéficiaire sur le cerfa.

L'organisme bénéficiaire engage sa responsabilité sur le montant qu'elle indique sur le reçu fiscal. En cas d'établissement irrégulier de reçu, elle est soumise à une amende de 25 % des sommes perçues.



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 61 SERVICE BIBLIOTHEQUE ET MEDIATHEQUES
ACCEPTATION D'UN MECENAT DE MONSIEUR DENIS GRIDEL

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOUD
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOUD à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 61

DU 4 AVRIL 2023

SERVICE BIBLIOTHEQUE ET MEDIATHEQUES
ACCEPTATION D'UN MECENAT DE MONSIEUR DENIS GRIDEL

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet d'accepter un mécénat portant sur 5 œuvres originales pour la collection de l'artothèque de la Médiathèque Charles Nègre.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
BIBLIOTHEQUE ET MEDIATHEQUES	RECETTES	750 €

Madame Dominique BOURRET expose :

Considérant que la Médiathèque Charles Nègre est un lieu d'échanges intergénérationnels ouvert à tous ayant pour thématique « l'image ». Cette médiathèque de lecture publique met à disposition du public des fonds diversifiés d'une richesse importante, ainsi que de nouveaux services tels que l'Artothèque.

Considérant que Monsieur Denis GRIDEL, sculpteur grassois, propose un mécénat à la commune de Grasse en offrant 5 œuvres originales dont il est l'auteur, afin qu'elles intègrent le fonds de l'Artothèque :

- Rond cubiste n° 2 dit « La Tortue »
Matériaux : Rond de papier fort noir de 27 cm de diamètre, déchiré, les 5 morceaux séparés sont collés l'un en recto, les autres en verso, sur carton toilé blanc.
Date : décembre 2016
Valeur : 150 €
- Rond Cubiste n° 3
Matériaux : Autour d'un cercle vide de 27 cm de diamètre, papier fort noir, déchiré en 3 parties collées recto ou verso sur carton toilé blanc.
Dimensions : 40x50 sans orientation préférentielle.
Date de réalisation : décembre 2016
Valeur : 150 €
- Rond Cubiste n° 4 dit « Lune »
Matériaux : Papier fort noir, déchiré, les morceaux collés recto ou verso sur carton toilé blanc, spray vernis incolore ou spray argenté sur certains morceaux. Encadrement simple d'atelier.
Date de réalisation : décembre 2016
Valeur : 150 €
- Triangle Cubiste n° 02
Matériaux : demi triangle isocèle de côté 55 cm en papier fort noir avec voile de couleur acrylique rouge brique sur une face, découpes, déchirures et pliages laissent apparaître le noir. Collé sur carton toilé blanc.
Date de réalisation : janvier 2018
Valeur : 150 €

- Triangle Cubiste n° 04

Matériaux : triangle isocèle de côté 32 cm en papier fort noir avec voile de couleur acrylique rouge brique sur une face, lisière déchirée, 6 découpes partielles laissent apparaître le noir. La trace du triangle avant pliage est marquée et on peut comprendre que le dépliage reconstituerait le triangle d'origine.

Date de réalisation : janvier 2018

Valeur : 150 €

Valeur totale du mécénat : 750,00 €

Considérant qu'une convention ayant pour objet de définir les conditions matérielles du don de Monsieur Denis GRIDEL doit être signée.

La commission Vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les termes de la convention de mécénat en nature concernant les œuvres offertes par Monsieur Denis GRIDEL ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer ladite convention ainsi que les éventuels avenants à venir, dans la mesure où ce ou ces derniers ne seront pas de nature à dénaturer la convention initiale, ainsi que toute pièce de nature administrative, technique et/ou financière, nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Delibération affichée le **5 AVR. 2023**
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire



La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le **5 AVR. 2023**

**SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET
AUTRES ORGANISMES DE DROIT PRIVE - BP 2023**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230404-2023-62-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

SECTEUR CULTUREL

	AVANCE CM DECEMBRE 2022	SUBVENTIONS VOTEES CONSEIL MUNICIPAL 4 AVRIL 2023	BP 2023 AVANCES COMPRISES
100° Théâtre	0	3 900	3 900
Académie vocale Mezza Voce	0	800	800
Amis de la Chapelle Victoria	0	1 400	1 400
Amis de l'orgue de la cathédrale de Grasse	0	1 000	1 000
Amis du sanctuaire de Valcluse	0	455	455
Amoureux du vieux Grasse	0	910	910
Association Azur et Joie	0	250	250
Association des Amis d'Agora FM	2 500	6 600	9 100
Association historique du Pays de Grasse	0	900	900
Aventure Théâtre Compagnie	0	3 000	3 000
Cantifolia, Chœur de Grasse	0	2 500	2 500
Centre Art et Culture Gérard Philippe	0	1 500	1 500
Cercle Culturel Pays de Grasse	0	1 500	1 500
Cercle italien de Grasse	0	250	250
Cercle Litteraire et artistique de Grasse	0	900	900
Compagnie Cas 5	0	1 400	1 400
Compagnie Reveïda	0	1 500	1 500
Ecole de Musique de Grasse	0	3 000	3 000
Ecole de Musique La Chênaie	0	1 700	1 700
Festival Transméditerranée	0	4 000	4 000
France Espagne Amérique Latine	0	500	500
Grasse à Edith	0	1 500	1 500
Institut d'Etudes Occitanes	0	370	370
Korsoi	0	1 500	1 500
L'étoile Musicale	0	4 300	4 300
La Nuit Blanche	0	2 730	2 730
La Poissonnerie	0	900	900
Le Jeune Ballet Méditerranéen	0	10 000	10 000
Les artistes du pays grassois	0	500	500
MPT La Moutonne	0	2 750	2 750
Ni vus Ni connus	0	500	500
Polyphonus Cantabile	0	1 400	1 400
Questions pour un Champion	0	250	250
Système Castafiore	0	20 000	20 000
Université du temps libre	0	500	500
AVANCES CM DECEMBRE 2022	0		
TOTAL CM 4 AVRIL 2023		85 165	
TOTAL SECTEUR AVANCES COMPRISES			87 665



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	39

2023 - 62 SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
SECTEUR CULTUREL
EXERCICE 2023

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOU
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOU à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 62

DU 4 AVRIL 2023

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
SECTEUR CULTUREL
EXERCICE BUDGETAIRE 2023

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Ce rapport autorise Monsieur le Maire à verser des subventions de fonctionnement aux associations ci-dessous désignées pour l'exercice 2023 et à signer les conventions correspondantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Association	Dépenses	85 165 €

Madame Annie OGGERO-MAIRE expose :

Le Conseil Municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu le budget primitif 2023 de la commune,

La commission Vivre Ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement des subventions de fonctionnement aux associations conformément à la liste jointe ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes pour les associations bénéficiant d'une subvention.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres d'associations bénéficiaires de ces subventions ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil pour les subventions qui les concernent : Monsieur EUZIERE, Monsieur LAPORTE.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Delibération affichée le - 5 AVR. 2023

suivent les signatures

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Maire

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe



h.



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

- 5 AVR. 2023

**SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET
AUTRES ORGANISMES DE DROIT PRIVE - BP 2023**

SECTEUR DIVERS

	AVANCE CM DECEMBRE 2022	SUBVENTIONS VOTEES CONSEIL MUNICIPAL 4 AVRIL 2023	BP 2023 AVANCES COMPRISES
Association communle de chasse	0	1 300	1 300
Association crématiste de Grasse	0	400	400
Association de sauvegarde du canal de la Siagne	0	250	250
Forum	0	3 000	3 000
AVANCES CM DECEMBRE 2022	0		
TOTAL CM 4 AVRIL 2023		4 950	
TOTAL SECTEUR AVANCES COMPRISES			4 950

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230404-2023-63-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	40

2023 - 63 SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
SECTEUR DIVERS
EXERCICE 2023

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOU
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOU à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 63

DU 4 AVRIL 2023

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
SECTEUR DIVERS
EXERCICE BUDGETAIRE 2023

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Ce rapport autorise Monsieur le Maire à verser des subventions de fonctionnement aux associations ci-dessous désignées pour l'exercice 2023 et à signer les conventions correspondantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Associations	Dépenses	4 950 €

Madame Annie OGGERO-MAIRE expose :

Le Conseil Municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu le budget primitif 2023 de la commune,

La commission Vivre Ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement des subventions de fonctionnement aux associations conformément à la liste jointe ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes pour les associations bénéficiant d'une subvention.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres d'associations bénéficiaires de ces subventions ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil pour les subventions qui les concernent : Monsieur GARNIER.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Delibération affichée le ... **5 AVR. 2023**
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,



h.

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

[Signature]

5 AVR. 2023



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

**SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET
AUTRES ORGANISMES DE DROIT PRIVE - BP 2023**

Accusé de réception en préfecture
005-210600698-20230404-2023-64-DE
2023-03
Date de réception : 05/04/2023

SECTEUR ENSEIGNEMENT - JEUNESSE

	AVANCE CM DECEMBRE 2022	SUBVENTIONS VOTEES CONSEIL MUNICIPAL 4 AVRIL 2023	BP 2023 AVANCES COMPRISES
ART ET EDUCATION	3 000	28 000	31 000
HARPEGES	15 000	105 000	120 000
LA FERMETTE DE PLASCASSIER	10 000	53 000	63 000
LOISIRS EDUCATION ART	10 000	27 200	37 200
LOISIRS EDUCATION CULTURE	40 000	80 000	120 000
PLANETE SCIENCES MEDITERRANEE (exceptionnelle)	0	3 000	3 000
SCOUTS ET GUIDES DE France	0	900	900
UNION DELEGUES DEPARTEMENTAUX EDUCATION NAT.	0	730	730

AVANCES CM DECEMBRE 2022

78 000

TOTAL CM 4 AVRIL 2023

297 830

TOTAL SECTEUR AVANCES COMPRISES

375 830



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 64 **SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS**
SECTEUR ENSEIGNEMENT JEUNESSE
EXERCICE 2023

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOUD
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOUD à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 64

DU 4 AVRIL 2023

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
SECTEUR ENSEIGNEMENT/JEUNESSE
EXERCICE BUDGETAIRE 2023

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Ce rapport autorise Monsieur le Maire à verser des subventions de fonctionnement aux associations ci-dessous désignées pour l'exercice 2023 et à signer les conventions correspondantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Associations	Dépenses	297 830 €

Madame Annie OGGERO-MAIRE expose :

Le Conseil Municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu le budget primitif 2023 de la commune,

La commission Vivre Ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement des subventions de fonctionnement aux associations conformément à la liste jointe ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes pour les associations bénéficiant d'une subvention.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres d'associations bénéficiaires de ces subventions ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil pour les subventions qui les concernent.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

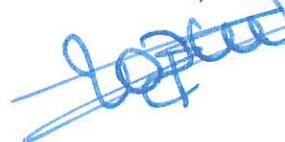
Delibération affichée le **5 AVR. 2023**

suivant les signatures

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe



5 AVR. 2023



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES DE DROIT PRIVE - BP 2023

SECTEUR SYNDICATS

	AVANCE CM DECEMBRE 2022	SUBVENTIONS VOTEES CONSEIL MUNICIPAL 4 AVRIL 2023	BP 2023 AVANCES COMPRISES
CFDT	0	4 550	4 550
CFE CGC	0	1 820	1 820
UNION LOCALE CGT	0	4 550	4 550
AVANCE CM DECEMBRE 2022	0		
TOTAL CM 4 AVRIL 2023		10 920	
TOTAL SECTEUR AVANCES COMPRISES			10 920



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 65 **SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS**
SECTEUR SYNDICATS
EXERCICE 2023

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOUD
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOUD à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 65

DU 4 AVRIL 2023

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
SECTEUR SYNDICATS
EXERCICE BUDGETAIRE 2023

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Ce rapport autorise Monsieur le Maire à verser des subventions de fonctionnement aux associations ci-dessous désignées pour l'exercice 2023 et à signer les conventions correspondantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Associations	Dépenses	10 920 €

Madame Annie OGGERO-MAIRE expose :

Le Conseil Municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu le budget primitif 2023 de la commune,

La commission Vivre Ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement des subventions de fonctionnement aux associations conformément à la liste jointe ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes pour les associations bénéficiant d'une subvention.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres d'associations bénéficiaires de ces subventions ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil pour les subventions qui les concernent.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Deliberation affichée le **5 AVR. 2023**
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire



La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

Valérie Copin



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

5 AVR. 2023

SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES DE DROIT PRIVE - BP 2023

Accusé de réception en préfecture
006 210600698 20230404 2023_66 DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

SECTEUR EVENEMENTIEL/ANIMATION

	AVANCE CM DECEMBRE 2022	SUBVENTIONS VOTEES CONSEIL MUNICIPAL 4 AVRIL 2023	BP 2023 AVANCES COMPRISES
Accueil des Villes Françaises	0	750	750
Association des Grandes Familles Planoises	0	300	300
Association des Vieilles Familles Grassoises	0	1 150	1 150
Cercle de Sainte-Anne	0	300	300
Comité des Fêtes de Magagnosc	0	455	455
Comité des Fêtes de Saint-Antoine	0	455	455
Comité des Fêtes de Saint-Jacques	0	455	455
Comité des Fêtes de Sainte-Anne	0	455	455
Comité Miss Grasse et Pays Grassois	0	6 000	6 000
Comité Officiel des Fêtes du Plan de Grasse	0	455	455
Découverte du Moyen et haut Pays	0	500	500
Lei Baisso Luserno	0	5 500	5 500

AVANCES CM DECEMBRE 2022

0

TOTAL CM 4 AVRIL 2023

16 775

TOTAL SECTEUR AVANCES COMPRISES

16 775



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	40

2023 - 66 SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
SECTEUR EVENEMENTIEL / ANIMATION
EXERCICE 2023

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOUD
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOUD à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 66

DU 4 AVRIL 2023

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
SECTEUR EVENEMENTIEL / ANIMATION
EXERCICE BUDGETAIRE 2023

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Ce rapport autorise Monsieur le Maire à verser des subventions de fonctionnement aux associations ci-dessous désignées pour l'exercice 2023 et à signer les conventions correspondantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Associations	Dépenses	16 775 €

Madame Annie OGGERO-MAIRE expose :

Le Conseil Municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu le budget primitif 2023 de la commune,

La commission Vivre Ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement des subventions de fonctionnement aux associations conformément à la liste jointe ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes pour les associations bénéficiant d'une subvention.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres d'associations bénéficiaires de ces subventions ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil pour les subventions qui les concernent : Madame OGGERO-MAIRE.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le ... **5 AVR. 2023**
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,



La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

5 AVR. 2023

**SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET
 AUTRES ORGANISMES DE DROIT PRIVE - BP 2023**

SECTEUR SOCIAL SANTE

	AVANCE CM DECEMBRE 2022	SUBVENTIONS VOTEES CONSEIL MUNICIPAL 4 AVRIL 2023	BP 2023 AVANCES COMPRISES
ADAPEI AM	0	500	500
Adrien	0	600	600
Amphore International	0	1000	1000
Association d'Action Educative	0	500	500
Association pour l'enseignement aux enfants malades	0	300	300
Banque alimentaire	0	500	500
Cidi Sol	0	1000	1000
Clin D'œil	0	700	700
Comité des Œuvres Sociales	30 000	42 000	72 000
France Alzheimer	0	300	300
GOYA	0	200	200
Harpèges (centre social)	0	73 250	73 250
JALMALV	0	700	700
Les Centres de Beauté Cosmetic Executive Women	0	3 000	3 000
Les Restaurants du Cœur	0	1500	1500
Médiation Mosaïque	0	500	500
Office Municipal des Retraités	8 500	8 350	16 850
Parlons Ensemble	0	300	300
SAMI	0	2000	2000
Secours Catholique	0	500	500
Société St Vincent de Paul	0	500	500
Tous addict	0	300	300
UNAFAM	0	300	300
Visite de Malades en Etablissements Hospitaliers	0	455	455
AVANCES CM DECEMBRE 2022	38 500		
TOTAL CM 4 AVRIL 2023		139 255	
TOTAL SECTEUR AVANCES COMPRISES			177 755



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 67 **SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS**
SECTEUR SOCIAL SANTE
EXERCICE 2023

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOUD
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOUD à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 67

DU 4 AVRIL 2023

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
SECTEUR SOCIAL SANTE
EXERCICE BUDGETAIRE 2023

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Ce rapport autorise Monsieur le Maire à verser des subventions de fonctionnement aux associations ci-dessous désignées pour l'exercice 2023 et à signer les conventions correspondantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Associations	Dépenses	139 255 €

Madame Annie OGGERO-MAIRE expose :

Le Conseil Municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu le budget primitif 2023 de la commune,

La commission Vivre Ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement des subventions de fonctionnement aux associations conformément à la liste jointe ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes pour les associations bénéficiant d'une subvention.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres d'associations bénéficiaires de ces subventions ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil pour les subventions qui les concernent.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le **- 5 AVR. 2023**
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,



La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

- 5 AVR. 2023

**SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET
AUTRES ORGANISMES DE DROIT PRIVE - BP 2023**

SECTEUR MILITAIRE

	AVANCE CM DECEMBRE 2022	SUBVENTIONS VOTEES CONSEIL MUNICIPAL 4 AVRIL 2023	BP 2023 AVANCES COMPRISES
Amicale de la Police Municipale	0	1000	1000
Amicale des Sapeurs Pompiers de Grasse	0	1500	1500
Anciens Combattants du Pays Grassois et Amis	0	700	700
Anciens Combattants victimes de guerre Harkis	0	750	750
Anciens des Forces françaises en Allemagne et en Autriche	0	300	300
Association des Anciens de la Préparation Militaire Marine	0	250	250
Association Nationale des Membres de l'Ordre du Mérite	0	250	250
Association des Officiers Honoraires de la Côte d'Azur	0	100	100
Fédération Nationale des Forces Spéciales Alliées	0	300	300
Réunion des officiers français	0	200	200
Société des Membres de la Légion d'Honneur	0	400	400
Société Nationale d'Entraide de la Médaille Militaire	0	600	600
Souvenir français	0	200	200
Special Force Memory	0	300	300
Union Nationale des Parachutistes	0	300	300
TOTAL CM 4 AVRIL 2023	0	7 150	
TOTAL SECTEUR AVANCES COMPRISES			7 150



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 68 SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
SECTEUR MILITAIRE
EXERCICE 2023

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOU
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOU à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 68

DU 4 AVRIL 2023

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
SECTEUR MILITAIRE
EXERCICE BUDGETAIRE 2023

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Ce rapport autorise Monsieur le Maire à verser des subventions de fonctionnement aux associations ci-dessous désignées pour l'exercice 2023 et à signer les conventions correspondantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Associations	Dépenses	7 150 €

Madame Annie OGGERO-MAIRE expose :

Le Conseil Municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu le budget primitif 2023 de la commune,

La commission Vivre Ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement des subventions de fonctionnement aux associations conformément à la liste jointe ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes pour les associations bénéficiant d'une subvention.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres d'associations bénéficiaires de ces subventions ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil pour les subventions qui les concernent : M. AMRANE et M. KISS.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Delibération affichée le **- 5 AVR. 2023**
suivre les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

u.



La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

- 5 AVR. 2023

**SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET
AUTRES ORGANISMES DE DROIT PRIVE - BP 2023**

Accusé de réception en préfecture
20230600698-20230404-2023-69-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

SECTEUR SPORT

	AVANCE CM DECEMBRE 2022	SUBVENTIONS VOTEES CONSEIL MUNICIPAL 4 AVRIL 2023	BP 2023 AVANCES COMPRISES
Académie Grassoise d'Aikido	0	500	500
Aikikai Club de Grasse	0	1 110	1 110
All In Tennis Club de Grasse	12 000	18 398	30 398
Ambiance Bouliste Cercle Grassois	0	4 431	4 431
Amical Motor Club de Grasse	12 000	10 530	22 530
Amicale Bouliste St Joseph	0	9 114	9 114
Amicale cyclotouriste Grassoise	0	820	820
ASA Grasse	15 000	17 760	32 760
Association Sportive du Golf St Donat	0	910	910
Association sportive et Culturelle Centre hospitalier de Grasse	0	500	500
Association Sports et Loisirs	0	439	439
Avenir de Grasse	1 500	12 490	13 990
Azur Sport et Performance	0	882	882
Badminton Club de Grasse	0	1 000	1 000
Boxing Club de Grasse	0	6 830	6 830
Centre International de taekwondo		290	290
Courir en Pays de Grasse	0	16 945	16 945
Dojo Kushanku	0	650	650
Ecole du Tigre Blanc		255	255
Ecole Grassoise de Judo	0	4 710	4 710
Entente Gymnique Grassoise	12 000	10 345	22 345
Estérel Plongée	0	1 000	1 000
Family SK	0	915	915
Grasse à New York		215	215
Grasse Athletic Club	8 000	8 950	16 950
Grasse Echecs	7 000	7 469	14 469
Grasse Hockey Club	0	1 000	1 000
Grasse Loisirs	0	3 000	3 000
Grasse Pétanque	6 000	10 400	16 400
Grasse Tennis de Table	0	18 280	18 280
Groupe Montagne Altitude 500	0	800	800
Gymnastique Volontaire	0	910	910
Judo Club de Grasse	0	1 820	1 820
Judo Ju Jitsu Club du Plan de Grasse	0	5 308	5 308
Karaté Challenger Grasse	0	3 080	3 080
Les Chaussettes Jaunes	0	1 300	1 300
Pays de Grasse Hand Ball ASPPT	10 000	24 605	34 605
Pays de Grasse Volley Ball	15 000	8 190	23 190
Racing Club Pays de Grasse	102 000	153 374	255 374
Rallye Karting Sécurité 06	0	500	500
Ruby Tourist		189	189
Rugby Olympique Grassois	82 000	126 609	208 609
RugbyTots		715	715
Sempai de Grasse	0	3 915	3 915
Ski Club de Grasse	3 500	3 000	6 500
Spéléo-Club-Garagahl	0	500	500
Sport Impact	0	3 850	3 850
Sporting Club de Magagnosc	0	1 517	1 517
Tennis Altitude 500 Grasse	0	11 230	11 230
Triathlon du Pays Grassois	0	8 875	8 875
Twirling baton du Plan de Grasse	0	4 125	4 125
Union Cycliste Grassoise	0	3 800	3 800
Union Sportive Grassoise	8 000	11 485	19 485
USP - Grasse Pelotari Club	5 000	7 685	12 685
Wagokoro		65	65

AVANCES CM DECEMBRE 2022

299 000

TOTAL CM 4 AVRIL 2023

557 585

TOTAL SECTEUR AVANCES COMPRISES

856 585



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 69 **SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS**
SECTEUR SPORT
EXERCICE 2023

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOUD
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOUD à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 69

DU 4 AVRIL 2023

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
SECTEUR SPORT
EXERCICE BUDGETAIRE 2023

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Ce rapport autorise Monsieur le Maire à verser des subventions de fonctionnement aux associations ci-dessous désignées pour l'exercice 2023 et à signer les conventions correspondantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Associations	Dépenses	557 585 €

Madame Annie OGGERO-MAIRE expose :

Le Conseil Municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu le budget primitif 2023 de la commune,

La commission Vivre Ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement des subventions de fonctionnement aux associations conformément à la liste jointe ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes pour les associations bénéficiant d'une subvention.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres d'associations bénéficiaires de ces subventions ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil pour les subventions qui les concernent.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Delibération affichée le **5 AVR. 2023**
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire.

u.



La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

(Signature)



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

5 AVR. 2023

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

LA COMMUNE DE GRASSE, identifiée sous le numéro SIREN 210 600 698 et représentée par son Maire en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Commune en vertu de la délibération du Conseil Municipal n°2023-xx en date du 4 avril 2023,

Adresse : Hôtel de Ville, Place du Petit Puy, BP12069, 06131 GRASSE CEDEX

D'une part,

ET

La société ADOMA

Adresse : Direction Territoriale des Alpes Maritimes et de la Corse, 5 rue Joseph Passeron 06300 NICE

Représentée par Madame Géraldine Fettig, Directrice Territoriale

D'autre part

Ci-après dénommées conjointement « les Parties »

PRÉAMBULE

ADOMA est confronté à des faits de dégradations, de nuisances, d'incivilités et d'actes de délinquance dans l'enceinte de son parc immobilier.

Face à ces phénomènes, ADOMA, la gendarmerie nationale et la police nationale ont décidé depuis des années d'établir une collaboration partenariale au travers de conventions, nationales et locales, dans un souci de complémentarité des actions menées par chacun et dans une logique de territoire.

Afin de compléter et d'en apporter une déclinaison locale au plus près des besoins de chacun sur la commune de Grasse, il est convenu par la présente convention, d'établir une collaboration partenariale et coopérative entre Adoma et la Police Municipale de Grasse.

Aussi considérant que cette convention :

- vise notamment à prévenir et lutter avec plus d'efficacité contre les infractions commises à l'encontre des personnes et des biens et de préserver ou ramener, en priorité sur les sites considérés comme les plus vulnérables, la sécurité et la tranquillité des lieux,
- vise à faciliter l'échange et la circulation d'informations entre les parties signataires,

Et que :

- ces dispositions sont applicables pour la Police Municipale à l'ensemble du parc immobilier d'ADOMA situé au sein de la commune,

adresse : 1. Résidence sociale -ST Exupéry, 19 avenue Jean XXIII - 06130 Grasse

2. Résidence sociale - Chiris, 4 avenue Chiris - 06130 Grasse

Il est convenu ce qui suit,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230404-2023-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

ARTICLE 1

ADOMA pour chacun de ses sites, couverts par le régime fixé par la présente convention, désigne aux services de la Police Municipale des référents locaux et territoriaux. Ces éléments sont communiqués en annexe 1 du présent document.

Au niveau de la Police Municipale est désigné un point d'entrée unique représenté par Monsieur le Directeur de la Police Municipale, qui avec le Coordinateur chargé de la prévention de la délinquance et des partenariats de la commune (coordonnateur du CLSPD), deviennent les interlocuteurs privilégiés.

Ils prennent en charge la déclinaison de la présente convention, et assurent le partenariat avec le Coordinateur Régional sûreté-sécurité d'ADOMA, sur toutes les questions relatives à ce domaine.

Les coordonnées des référents, des unités de la Police Municipales et modalités sont jointes en annexe 2 de la convention.

ARTICLE 2

Un bilan semestriel est adressé par ADOMA au chef de la Police Municipale afin de rendre visible l'évolution des actes de malveillance sur le territoire concerné notamment en matière d'atteintes aux personnes et aux biens, de trafics de stupéfiants supposés et d'aborder les retours d'expérience.

ADOMA est un partenaire du CLSPD de Grasse, organisé par le coordonnateur du CLSPD, et sera associé aux travaux du groupe de travail dédié (Par exemple : GT Habitat, cadre de vie et tranquillité).

ARTICLE 3

Toute situation **urgente** doit faire l'objet d'un appel à la Police Municipale concomitamment à la police nationale en composant le **04 93 40 17 17** et en composant le numéro « **17** ».

Pour les affaires qui nécessitent une information des services de Police nationale **sans caractère d'urgence**, le Coordinateur sûreté-sécurité d'ADOMA prend attache avec l'unité de police nationale compétente.

ARTICLE 4

Toutes les infractions relatives aux atteintes aux biens et à fortiori aux personnes, à l'intérieur des sites ADOMA doivent faire systématiquement l'objet d'un dépôt de plainte pour initier l'enquête qui doit permettre l'identification et la recherche des auteurs. Les lieux de commission des faits doivent être préservés jusqu'à l'arrivée des forces de l'ordre, sauf cas de force majeure.

Afin de faciliter le dépôt de plainte des agents habilités par ADOMA dans les meilleures conditions, les contacts téléphoniques préalables avec les référents seront privilégiés.

Hors les situations d'urgence nécessitant une intervention immédiate des forces de l'ordre, et lorsque l'auteur des faits est inconnu, les agents pourront effectuer une pré-déclaration de plainte sur internet sur le site www.pre-plainte-en-ligne.gouv.fr en remplissant un formulaire guidé. Ce dispositif permettra d'obtenir un rendez-vous pour signer la plainte à la date et auprès du commissariat.

La qualité de « personne chargée d'une mission de service public » sera rappelée notamment lors de violences volontaires.

ARTICLE 5

ADOMA prend toutes mesures utiles pour assurer la tranquillité des bâtiments relevant de son patrimoine (telles que définies dans le code de la construction et de l'habitation) et la tranquillité résidentielle (telles que définies par les obligations du bailleur).

ADOMA peut solliciter l'intervention du correspondant sûreté du commissariat de police territorialement compétent afin de bénéficier de conseils de sûreté, d'une consultation voire d'un diagnostic ou audit de sûreté notamment en matière de vidéo protection.

ARTICLE 6

Pour les situations d'infractions pénalement répréhensibles les plus préoccupantes dans les parties communes (occupation sans droit ni titre nuisances de tous types, ...), le coordinateur sûreté-sécurité d'ADOMA se rapproche de la Police Municipale en informant parallèlement le commissariat de police afin d'envisager une réponse circonstanciée, rapide et commune.

A cette fin ADOMA transmet toutes les informations utiles en sa possession (nombre de squatteurs présents, tranche horaire, localisation précise au sein du bâtiment ...).

Les parties peuvent se réunir autant que de besoin, à la demande d'une ou l'autre, en vue d'évoquer les situations des résidents ou des squatteurs ou tiers-occupants mis en cause pour avoir commis des infractions générant un trouble important à l'ordre public au sein du parc immobilier et constituant un trouble de jouissance.

ARTICLE 7

Afin de faciliter l'intervention des forces de l'ordre au sein des immeubles de son patrimoine, ADOMA s'assure que les services de police nationale ainsi que les services d'incendie et de secours sont en mesure d'accéder aux parties communes aux fins d'intervention. A ce titre, la délivrance d'une réquisition ne sera pas un préalable nécessaire à une intervention au sein des résidences concernées.

Modifié par la loi n°2021-1520 du 25 novembre 2021-art.20.

ADOMA accordera à la Police Municipale une autorisation permanente de pénétrer, par la remise de badges d'accès, dans ces mêmes parties communes et renouvellera chaque année ladite autorisation.

En outre, ADOMA s'engage à mettre à disposition de ses interlocuteurs l'ensemble des informations relatives à son patrimoine (organigramme, digicode, plans des sites).

La présence ou l'installation de vidéoprotection est également portée à la connaissance des services de la Police Municipale compétents et la transmission des enregistrements vers les services régaliens intervient dans le cadre de la législation en vigueur.

ARTICLE 8

Les signataires ou leurs représentants se réunissent à minima annuellement, ou à la demande de l'un d'entre eux, afin d'évaluer les actions entreprises dans le cadre de ses dispositions et en dresser le bilan.

ARTICLE 9

La présente convention entre en vigueur à compter de la signature et pour une période d'un an, tacitement renouvelable, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties avec un préavis de trois mois.

ANNEXES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230404-2023-70-DE
Date de télérmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

Sont annexées à la présente convention les pièces suivantes :

- 01 : Liste des référents locaux et territoriaux ADOMA
- 02 : Liste des référents de la Police Municipale et de la commune de Grasse

Fait en deux exemplaires à GRASSE le,

Pour la société ADOMA

Le Maire

La Directrice de la Direction Territoriale
des Alpes Maritimes et de la Corse,
Madame Géraldine Fettig

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

Annexe n°1

Liste des référents locaux et territoriaux ADOMA

- **Coordinatrice régionale Sûreté-sécurité (PACA et OCCITANIE) :**
 - Mme Ann'Estelle Ferey – anne-estelle.ferey@adoma.cdc-habitat.fr – 06 24 97 29 76
- **Directrice territoriale des Alpes Maritimes/Corse :**
 - Mme Géraldine Fettig – geraldine.fettig@adoma.cdc-habitat.fr 06 24 83 31 70
- **Directrice territoriale adjointe Secteur Ouest, Nicéa et Corse :**
 - Mme Michèle Cousin – michele.cousin@adoma.cdc-habitat.fr – 06 25 59 54 74
- **Responsable Maintenance territorial secteur Ouest, Nicéa :**
 - Jean-François ROUX – jean-francois.roux@adoma.cdc-habitat.fr – 07 63 62 99 60
- **Responsables de résidence des 2 résidences sociales de Grasse :**
 - Mme Sandrine Cœurderoy
 - sandrine.coeurderoy@adoma.cdc-habitat.fr - 04 93 40 11 07
 - Mme Coralie Schaefer
 - coralie.schaefer@adoma.cdc-habitat.fr – 04 93 40 11 07

Annexe n°2

Liste des référents Commune de Grasse

- **Point d'entrée Police Municipale**

- Standard PM : 04.93.40.17.17
- Monsieur Hervé CHOSSON, Directeur de la Police Municipale de Grasse
- Monsieur François BORELLA, Chef de service Police Municipale, Adjoint au Directeur
- Monsieur Jean-Noël FUNEL, Chef de service adjoint Police Municipale, Responsable du BOE

- **Coordonnateur CLSPD**

- Madame Margaux RAVARY – margaux.ravary@ville-grasse.fr – 06.23.74.50.30 – 04.97.05.49.42

CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE A L'ENLEVEMENT DES VEHICULES

Entre :

LA COMMUNE DE GRASSE, identifiée sous le numéro SIREN 210 600 698 et représentée par son Maire en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Commune en vertu de la délibération du Conseil Municipal n°2017-87 en date du 28 mars 2017,

Adresse : Hôtel de Ville, Place du Petit Puy, BP12069, 06131 GRASSE CEDEX

D'une part,

ET

La société ADOMA

Adresse : Direction Territoriale des Alpes Maritimes et de la Corse, 5 rue Joseph Passeron 06300 NICE

Représentée par Madame Géraldine Fettig, Directrice Territoriale

D'autre part

Ci-après dénommées conjointement « les Parties »

PRÉAMBULE

La société ADOMA doit faire face à la présence, au sein de ses résidences situées sur le territoire de la commune de Grasse, de véhicules tampons, souvent en voie d'épavisation, ou de véhicules épaves. Or, la présence de ce type de véhicules contribue au sentiment d'abandon et d'insécurité des habitants et est un facteur de risques (trafics, incendies...).

Dans ce cadre, la commune de Grasse et la société ADOMA se sont mis d'accord afin de mettre en place une procédure d'enlèvement des véhicules susmentionnés et de déterminer la prise en charge financière relative aux opérations de fourrière, dans le cadre de la délibération du Conseil Municipal n°2017-87 du 28 mars 2017 relative à la conclusion de conventions de partenariat avec les bailleurs sociaux relatives à l'enlèvement des véhicules.

C'est pourquoi il a été convenu d'établir la présente convention.

adresse : 1. Résidence sociale -ST Exupéry, 19 avenue Jean XXIII - 06130 Grasse

2. Résidence sociale - Chiris, 4 avenue Chiris - 06130 Grasse

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration entre la commune de Grasse et la société ADOMA pour la mise en fourrière de véhicules, en stationnement abusif sur les voies privées ouvertes ou non à la circulation publique, desservant les ensembles immobiliers du bailleur social.

Ces ensembles immobiliers sont les suivants :

1. Résidence sociale -ST Exupéry, 19 avenue Jean XXIII - 06130 Grasse ;
2. Résidence sociale - Chiris, 4 avenue Chiris - 06130 Grasse.

La présente convention définit les engagements respectifs des parties dans la mise en œuvre de la procédure d'enlèvement et de mise en fourrière d'une part, ainsi que la prise en charge financière inhérente à ces opérations de fourrière d'autre part, comprenant l'hypothèse des propriétaires défaillants (inconnu, introuvable, insolvable).

ARTICLE 2 : DEFINITIONS

a) Détermination des véhicules hors d'usage ou en stationnement abusif

Les critères sont les suivants :

- **1^{er} cas, le véhicule tampon** : Véhicule immatriculé qui ne bouge pas depuis plus de sept jours, et/ou qui a un défaut d'assurance, mais qui est identifiable.
- **2^{ème} cas, le véhicule en voie d'épavisation** : véhicule qui n'est susceptible de réparation immédiate, mais qui est identifiable (présence de plaques d'immatriculation, de numéro de série ou de moteur)
- **3^{ème} cas, le véhicule épave** : véhicule qui n'est plus en état de rouler, non identifiable, dont tout laisse à penser qu'il est abandonné (absence de plaques d'immatriculation, de roues, de portières, etc). Le véhicule épave (réduit à l'état de carcasse) est considéré comme un déchet au regard du Code de l'Environnement.

b) Dispositions du Code de la Route

Stationnement abusif sur la voie publique : Article R417-12 :

« Il est interdit de laisser abusivement un véhicule en stationnement sur une route.

Est considéré comme abusif le stationnement ininterrompu d'un véhicule en un même point de la voie publique ou de ses dépendances, pendant une durée excédant sept jours ou pendant une durée inférieure mais excédant celle qui est fixée par arrêté de l'autorité investie du pouvoir de police.

Tout stationnement abusif est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la deuxième classe.

Lorsque le conducteur ou le titulaire du certificat d'immatriculation est absent ou refuse, malgré l'injonction des agents, de faire cesser le stationnement abusif, l'immobilisation et la mise en fourrière peuvent être prescrites dans les conditions prévues aux [articles L. 325-1 à L. 325-3](#). »

Véhicules laissés sans droit sur le domaine privé du maître des lieux : Article L325-12 :

« Peuvent, à la demande du maître des lieux et sous sa responsabilité, être mis en fourrière, aliénés et éventuellement livrés à la destruction les véhicules laissés, sans droit, dans les lieux publics ou privés où ne s'applique pas le code de la route.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article.

Peuvent également, même sans l'accord du propriétaire du véhicule, à la demande du maire ou de l'officier de police judiciaire territorialement compétent, agissant sur initiative et sous la responsabilité du maître des lieux publics ou privés où ne s'applique pas le présent code, être mis en fourrière et, le cas échéant, aliénés ou livrés à la destruction les véhicules privés d'éléments indispensables à leur utilisation normale et insusceptibles de réparation immédiate, à la suite de dégradations ou de vols. »

ARTICLE 3 : PROCEDURE D'ENLEVEMENT

Sur demande d'ADOMA, la procédure suivante sera mise en œuvre :

A) Repérage – Signalement - Demande d'identification des véhicules

ADOMA réquisitionnera le Bureau Auto de la Police Municipale au moyen d'une fiche signalétique qui comportera les renseignements utiles suivants : marque du véhicule, état du véhicule, absence ou relevé du n° immatriculation, état de la vignette d'assurance, adresse précise accompagnée d'un plan de localisation, photos, observations diverses. A cette fiche de signalement sera joint un avis Recommandé avec Accusé Réception prépayé conformément à l'article R 325-49 du Code de la Route.

B) Enlèvement des véhicules tampons ou en voie d'épavisation

Pour tout véhicule contrevenant, et lorsque l'identité de son propriétaire est connue, ADOMA le mettra en demeure par courrier Recommandé avec Accusé de Réception, à venir retirer son véhicule dans un délai de 8 jours à réception.

- A défaut d'exécution par le propriétaire au terme des 8 jours, ADOMA sollicitera l'enlèvement du véhicule auprès du Bureau Auto de la Police Municipale au moyen d'une fiche signalétique à laquelle il joindra le justificatif de sa mise en demeure.
- Dans le l'hypothèse où l'identité et l'adresse du propriétaire s'avèreraient inconnues, ADOMA joindra à sa requête une demande d'identification. Après identification, le Service Auto adressera une mise en demeure, par lettre recommandée avec avis de réception, au propriétaire d'avoir à retirer son véhicule dans les 8 jours. Les frais de mise en demeure resteront à la charge de ADOMA. En cas d'inexécution par le propriétaire ou s'il n'a pu être identifié, le Chef de la Police Municipale ou le responsable occupant ces fonctions, prescrira la mise en fourrière.

C) Enlèvement des véhicules épaves

Après réquisition du Bureau Auto et lorsque l'état d'épave est dûment constaté par le Chef de la Police Municipale ou le Responsable occupant ces fonctions, ADOMA diligentera, après accord écrit des services de Police Municipale, la société titulaire de son marché aux fins d'enlèvement du véhicule épave, considéré comme un déchet, pour sa destruction. (ou le fourrieriste titulaire du marché Ville de Grasse si le bailleur n'en a pas)

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DES PARTIES ET PRISE EN CHARGE FINANCIERE

A) La Commune de Grasse s'engage :

- Après réquisition de la société ADOMA, à faire procéder par son Bureau Auto aux opérations d'identification et d'enlèvement du véhicule ;
- A faire bénéficier à ADOMA, en cas de propriétaire insolvable, introuvable ou inconnu, du tarif appliqué à la Commune obtenu dans le cadre de sa Délégation de Service Public avec le fourrieriste. Il s'agit d'un tarif forfaitaire qui comprend : les frais d'immobilisation et d'enlèvement, de gardiennage, d'expertise et de destruction du véhicule ;
- A établir un Etat Récapitulatif de ses frais, qu'après avoir tout mis en œuvre pour recouvrer les sommes auprès du contrevenant et/ou seulement que ses recherches d'identification du propriétaire du véhicule se sont avérées vaines.

B) La société ADOMA s'engage :

- A signaler régulièrement les véhicules tampons ou en voie d'épavisation ainsi que les véhicules épaves selon la procédure décrite à l'article 3 ci-dessus. Un tableau de suivi mensuel recensant les signalements et les opérations d'enlèvement sera adressé au Bureau Auto de la Police Municipale ;

- A régler à la Commune l'ensemble des frais postaux, qu'il s'agisse de propriété connue ou inconnue.
- A régler à la Commune un montant forfaitaire par véhicule, dans l'hypothèse où son propriétaire s'avérerait insolvable, introuvable ou inconnu. Il s'agit du montant forfaitaire dont la Commune bénéficie dans le cadre de sa Délégation de Service Public avec le fourieriste. Ce montant forfaitaire sera réglé sur production d'un Etat Récapitulatif de Frais, établi par le Bureau Auto et après émission d'un titre de recette. A titre indicatif, le montant forfaitaire 2018 est de 192,49 € (frais d'enlèvement, de gardiennage et d'expertise et de destruction le cas échéant) ; conformément à la Délégation de Service Public du 28 février 2013 « Mise en fourrière des véhicules », modifiée par avenant adopté par délibération n° 2016-34 en date du 23 février 2016.

ARTICLE 5 : DUREE

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de la signature des présentes. A son terme, elle pourra être reconduite de façon tacite.

ARTICLE 6 : RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties, qui devra en aviser l'autre par un courrier Recommandé avec Avis de Réception, au moins trois mois à l'avance.

ARTICLE 7 : LITIGE

En cas de difficultés dans l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher préalablement un accord amiable. A défaut, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Nice.

ARTICLE 8

Les signataires ou leurs représentants se réunissent à minima annuellement, ou à la demande de l'un d'entre eux, afin d'évaluer les actions entreprises dans le cadre de ses dispositions et en dresser le bilan.

ARTICLE 9

La présente convention entre en vigueur à compter de la signature et pour une période d'un an, tacitement renouvelable, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties avec un préavis de trois mois.

ANNEXES

Sont annexées à la présente convention les pièces suivantes :

- 01 : Liste des référents locaux et territoriaux ADOMA
- 02 : Liste des référents de la Police Municipale et de la commune de Grasse

Fait en deux exemplaires à GRASSE le,

Pour la société ADOMA

Le Maire

La Directrice de la Direction Territoriale
des Alpes Maritimes et de la Corse,
Madame Géraldine Fettig

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

Annexe n°1

Liste des référents locaux et territoriaux ADOMA

- **Coordinatrice régionale Sûreté-sécurité (PACA et OCCITANIE) :**
 - Mme Ann'Estelle Ferey – anne-estelle.ferey@adoma.cdc-habitat.fr – 06 24 97 29 76
- **Directrice territoriale des Alpes Maritimes/Corse :**
 - Mme Géraldine Fettig – geraldine.fettig@adoma.cdc-habitat.fr 06 24 83 31 70
- **Directrice territoriale adjointe Secteur Ouest, Nicéa et Corse :**
 - Mme Michèle Cousin – michele.cousin@adoma.cdc-habitat.fr – 06 25 59 54 74
- **Responsable Maintenance territorial secteur Ouest, Nicéa :**
 - Jean-François ROUX – jean-francois.roux@adoma.cdc-habitat.fr – 07 63 62 99 60
- **Responsables de résidence des 2 résidences sociales de Grasse :**
 - Mme Sandrine Cœurderoy
 - sandrine.coeurderoy@adoma.cdc-habitat.fr - 04 93 40 11 07
 - Mme Coralie Schaefer
 - coralie.schaefer@adoma.cdc-habitat.fr – 04 93 40 11 07

Annexe n°2

Liste des référents Commune de Grasse

- **Point d'entrée Police Municipale**

- Standard PM : 04.93.40.17.17
- Monsieur Hervé CHOSSON, Directeur de la Police Municipale de Grasse
- Monsieur François BORELLA, Chef de service Police Municipale, Adjoint au Directeur
- Monsieur Jean-Noël FUNEL, Chef de service adjoint Police Municipale, Responsable du BOE

- **Coordonnateur CLSPD**

- Madame Margaux RAVARY – margaux.ravary@ville-grasse.fr – 06.23.74.50.30 – 04.97.05.49.42



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

**2023 - 70 CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA SOCIETE ADOMA
ET LA COMMUNE DE GRASSE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOUD
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOUD à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

DU 4 AVRIL 2023

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA SOCIETE ADOMA ET LA COMMUNE DE GRASSE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Il est proposé au Conseil Municipal d'adopter la convention de partenariat entre la Commune et la société ADOMA, avec comme objectif de renforcer la sécurité et la sûreté de ses deux résidences implantées sur le territoire de la Commune.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
POLICE MUNICIPALE	NEANT	NEANT

Monsieur Jean-Pierre BICAIL expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2121-29 et suivants et L.2122-21,

Considérant que la société ADOMA, opérateur du logement accompagné implanté sur l'ensemble du territoire national, dispose de deux résidences sur le territoire de la commune de Grasse :

- La résidence sociale Saint Exupéry, 19 avenue Jean XXIII – 06130 GRASSE,
- La résidence sociale Chiris, 4 avenue Chiris – 06130 GRASSE.

Considérant qu'ADOMA souhaite amplifier sa lutte contre des faits de dégradation, de nuisances, d'incivilités et d'actes de délinquance dans l'enceinte de son parc immobilier.

Considérant qu'afin de lutter contre ces phénomènes, ADOMA a établi un partenariat avec la gendarmerie nationale et la police nationale.

Considérant qu'afin de compléter ce dispositif, ADOMA a exprimé le souhait d'étendre ce partenariat afin d'établir une collaboration entre ses services et la police municipale de Grasse.

Considérant qu'à cette fin, ADOMA et la commune de Grasse se sont entendus sur les termes de la convention de partenariat, annexée à la présente délibération.

Considérant que cette convention de partenariat prévoit la désignation de référents ADOMA et commune de Grasse, désignés en tant qu'interlocuteurs privilégiés, l'information concomitante de la Police Municipale et de la Police Nationale en cas d'urgence, la démarche à suivre en cas de dépôt de plainte et d'intervention des services de police et l'intervention de la Police Municipale, avec information de la Police Nationale, en cas d'infraction pénale particulièrement préoccupante dans les parties communes.

Considérant qu'à cette fin, ADOMA accorde à la Police Municipale une autorisation permanente de pénétrer dans les parties communes de ses deux résidences.

Considérant que cette convention est conclue pour une période d'un an, renouvelable tacitement, à compter de sa signature.

La commission qualité de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ACCEPTER** les termes de la convention de partenariat entre ADOMA et la commune de Grasse ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer pour le compte de la Commune tous documents à intervenir dans cette affaire.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Delibération affichée le ... **5 AVR. 2023**
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire



La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le **- 5 AVR. 2023**



CONTRAT DE CONCESSION DE SERVICE PUBLIC

MISE EN FOURRIERE DES VEHICULES ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE

PREAMBULE

Par contrat n°06 069 00 01.18, en date du 8 mars 2018, la commune de Grasse a délégué son service public de la mise en fourrière des véhicules, de l'enlèvement et du gardiennage à l'entreprise EURL A.A.06 pour une durée de 5 ans à compter du 13 mars 2018.

Ce contrat arrivant à échéance le 13 mars 2023, la commune de Grasse a lancé une procédure conformément aux dispositions du Code de la commande publique et des articles L.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales afin de désigner un nouveau concessionnaire du service public de la mise en fourrière des véhicules, de l'enlèvement et du gardiennage.

A l'issue de la procédure, aucune candidature satisfaisante n'a été reçue par la Commune. Celle-ci a ainsi pris la décision de mettre en place une nouvelle procédure de sélection d'un concessionnaire du service public de la mise en fourrière des véhicules, de l'enlèvement et du gardiennage.

Dans l'attente de la fin de la nouvelle procédure, la Commune a pris la décision de conclure un contrat temporaire de concession de service public jusqu'au 30 septembre 2023.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE PREMIER : OBJET

Le présent contrat a pour objet de fixer les modalités d'exécution du contrat temporaire de concession du service public de la mise en fourrière des véhicules, de l'enlèvement et du gardiennage entre la commune de Grasse et la société A.A.06.

L'article L.2122-1 du Code de la commande publique prévoit la possibilité pour un acheteur de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables lorsque en raison notamment de l'existence d'une première procédure infructueuse, le respect d'une telle procédure est contraire aux intérêts de l'acheteur et à un motif d'intérêt général.

En l'espèce, la signature de ce contrat est un motif d'intérêt général. En effet, il est nécessaire pour la Commune de disposer d'un concessionnaire du service public de la mise en fourrière des véhicules, de l'enlèvement et du gardiennage le temps de l'aboutissement d'une nouvelle procédure de sélection.

ARTICLE 2 : CONCESSIONNAIRE

Nom, prénom, qualité et adresse professionnelle du signataire :

agissant pour mon propre compte¹ ;

- après avoir rempli la fiche d'identification du candidat ci-annexée,
- après avoir pris connaissance du cahier des charges et des documents qui y sont mentionnés,
- et après avoir fourni les pièces prévues en annexe du règlement de la consultation,

Je m'**ENGAGE** sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par les dispositions du présent contrat, à exécuter personnellement les prestations qui me concernent, dans les conditions ci-après définies.

ARTICLE 3 : DUREE

Le présent contrat de concession de service public est conclu à compter du 4 avril 2023, et jusqu'au 30 septembre 2023, et est non renouvelable.

ARTICLE 4 : CLAUSE FINANCIERE

4.1 : TARIFS APPLIQUES PAR LE CONCESSIONNAIRE

Les montants maxima sont fixés par arrêté du 4 novembre 2020 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

FRAIS DE FOURRIERE : IMMOBILISATION MATERIELLE (euros TTC)			
CATEGORIES VEHICULES	MONTANTS MAXIMA	TARIFS APPLIQUES	
		aux propriétaires des véhicules et enlèvements sur le domaine privé (art 5.1.1 du cahier des charges)	à la Ville de Grasse (art 5.1.4 du cahier des charges)
PL 44t PTAC 19t	7,60	7,60	0
PL 19t PTAC 7,5t	7,60	7,60	0
PL 7,5t PTAC 3,5t	7,60	7,60	0
Voitures particulières	7,60	7,60	0
Autres véhicules immatriculés	7,60	7,60	0
Cyclomoteurs > 25 km/h	7,60	7,60	0

FRAIS DE FOURRIERE : OPERATIONS PREALABLES (euros TTC)			
CATEGORIES VEHICULES	MONTANTS MAXIMA	TARIFS APPLIQUES	
		aux propriétaires des véhicules et enlèvements sur le domaine privé (art 5.1.1 du cahier des charges)	à la Ville de Grasse (art 5.1.4 du cahier des charges)
PL 44t PTAC 19t	22,90	22,90	0
PL 19t PTAC 7,5t	22,90	22,90	0
PL 7,5t PTAC 3,5t	22,90	22,90	0
Voitures particulières	15,20	15,20	0
Autres véhicules immatriculés	7,60	7,60	0
Cyclomoteurs > 25 km/h	7,60	7,60	0

FRAIS DE FOURRIERE : ENLEVEMENT (euros TTC)			
CATEGORIES VEHICULES	MONTANTS MAXIMA	TARIFS APPLIQUES	
		aux propriétaires des véhicules et enlèvements sur le domaine privé (art 5.1.1 du cahier des charges)	à la Ville de Grasse (art 5.1.4 du cahier des charges)
PL 44t PTAC 19t	274,40	274,40	274,40
PL 19t PTAC 7,5t	213,40	213,40	213,40
PL 7,5t PTAC 3,5t	122,00	122,00	122,00
Voitures particulières	121,27	121,27	121,27
Autres véhicules immatriculés	45,70	45,70	45,70
Cyclomoteurs > 25 km/h	45,70	45,70	45,70

FRAIS DE FOURRIERE : GARDE JOURNALIERE (euros TTC)			
CATEGORIES VEHICULES	MONTANTS MAXIMA	TARIFS APPLIQUES	
		aux propriétaires des véhicules et enlèvements sur le domaine privé (art 5.1.1 du cahier des charges)	à la Ville de Grasse (art 5.1.4 du cahier des charges)
PL 44t PTAC 19t	9,20	9,20	0
PL 19t PTAC 7,5t	9,20	9,20	0
PL 7,5t PTAC 3,5t	9,20	9,20	0
Voitures particulières	6,42	6,42	0
Autres véhicules immatriculés	3,00	3,00	0
Cyclomoteurs > 25 km/h	3,00	3,00	0

FRAIS DE FOURRIERE : MISE EN VENTE (euros TTC)			
CATEGORIES VEHICULES	MONTANTS MAXIMA	TARIFS APPLIQUES	
		aux propriétaires des véhicules et enlèvements sur le domaine privé (art 5.1.1 du cahier des charges)	à la Ville de Grasse (art 5.1.4 du cahier des charges)
PL 44t PTAC 19t	120	120	0
PL 19t PTAC 7,5t	120	120	0
PL 7,5t PTAC 3,5t	120	120	0
Voitures particulières	100	100	0
Autres véhicules immatriculés	50	50	0
Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadricycles à moteur non soumis à réception	50	50	0

4.2 : REMUNERATION

S'agissant d'un contrat de concession de service public, le concessionnaire réclamera aux propriétaires des véhicules mis en fourrière, le paiement des frais d'enlèvement et de garde conformément au prix fixé dans le contrat de la présente concession.

En cas de déplacement justifié par nécessité urgente et hors faute du propriétaire du véhicule, les frais seront supportés par la Ville de Grasse qui en demandera, éventuellement, le remboursement à qui de droit. Les tarifs appliqués seront les tarifs fixés dans le contrat.

Dans le cas où le véhicule est remis au service des Domaines en vue de son aliénation, celui-ci règlera le concessionnaire. Si le produit de la vente est inférieur, le propriétaire ou ses ayants droits restent débiteurs de la différence : celle-ci est recouvrée à l'initiative de l'administration par le receveur des impôts compétent. Si le produit de la vente est supérieur, il sera versé à la Caisse des Dépôts et Consignations. Le produit de la vente est conservé durant deux ans pour le propriétaire du véhicule ou ses ayants-droits.

Dans le cas où le propriétaire du véhicule est inconnu, introuvable ou insolvable et pour les véhicules non identifiables par les services de la police nationale, ou n'est pas venu régler les frais de fourrière, une indemnité conforme au tarif fixé dans le contrat de la présente délégation par véhicule, sera versée par la Ville de Grasse au concessionnaire.

ARTICLE 5 : MODALITES D'EXECUTION

5.1 : LIMITE TERRITORIALE ET NATURE DES VEHICULES

La mission de service public déléguée est applicable sur toute l'étendue du territoire de la commune de Grasse, quel que soit le lieu où il se trouve, qu'il soit ouvert ou fermé, privé ou public.

Tout type de véhicule peut être déplacé, enlevé ou gardé en fourrière. La liste des véhicules concernée est détaillée en dessous. Sont notamment visés par le présent cahier des charges :

- les véhicules de transport de marchandises (camionnettes, camions, remorques, semi-remorques)
- les véhicules de transport en commun de personnes (cars)
- les véhicules particuliers (voitures légères, breaks, 4x4...)
- les remorques de camping et autres,
- les motocyclettes avec ou sans side-car,
- les vélomoteurs et scooters,
- les matériels de chantier de travaux publics et autres à l'exception du gros matériel impliquant un démontage (ex : grue)

NOTA BENE : les véhicules concernés sont généralement inférieurs à 7,5 tonnes. Au-delà, le concessionnaire pourra faire appel à un sous-traitant agréé pour l'enlèvement de ce type de véhicules et sous son entière responsabilité.

5.2 : OBLIGATIONS DU CONCESSIONNAIRE

Le concessionnaire est chargée de :

- fournir les terrains et locaux nécessaires au fonctionnement de la fourrière.
- l'administration de la fourrière,
- fournir à l'administration municipale le matériel et les conducteurs nécessaires à l'enlèvement et à la mise en fourrière des véhicules ; le concessionnaire s'engage à mettre à disposition de la Ville de Grasse, un véhicule avec chauffeur 24 heures/24 et 7 jours/7.
- garder les véhicules mis en fourrière à ses risques et périls,
- remettre les véhicules, après mainlevée, aux propriétaires ou à leurs représentants, aux heures ouvrées de bureau,
- remettre sur ordre du de Monsieur le Maire et après mainlevée prononcée par l'officier de police judiciaire les véhicules au service des Domaines. Dans le cas où ce dernier lui en confie la garde, remettre les véhicules aux nouveaux propriétaires sur instruction de ce service,

- remettre le véhicule pour lequel une décision de destruction a été prise à l'entreprise de démolition désignée par l'administration après mainlevée prononcée à cette fin par l'officier de police judiciaire qui a prononcé la mise en fourrière en échange d'un bon d'enlèvement.

Le traitement des véhicules est le même que ce soit sur le domaine public ou sur le domaine privé, y compris dans les copropriétés, les parkings, qu'ils soient couverts ou ouverts. La Police Municipale est l'autorité compétente en matière de fourrière.

Le concessionnaire devra fournir à l'administration municipale la liste des véhicules faisant l'objet de chaque remise aux Domaines pour aliénation.

Le concessionnaire devra, tous les mois, fournir un état par catégorie d'infraction, des véhicules entrés en fourrière.

5.2 : OBLIGATIONS DE LA COMMUNE

L'administration s'engage à désigner et réserver, sur le territoire de la commune de Grasse, à la seule entreprise contractante, toutes opérations d'enlèvement de véhicules et de mise en fourrière dans les conditions prévues par le Code de la Route, à moins que le propriétaire du véhicule n'ait demandé à le faire retirer de la fourrière par un réparateur de son choix.

La destruction des véhicules ne pourra en aucun cas être exercée par le gardien de la fourrière

L'administration désignera au concessionnaire, l'entreprise de démolition des véhicules située sur le territoire de la commune. Néanmoins, le concessionnaire reste libre de faire appel à l'entreprise de démolition de son choix.

5.3 : INSTALLATIONS

Le concessionnaire existante et expérimentée avec un bail commercial met à la disposition de l'administration les installations nécessaires en vue du stockage des véhicules mis en fourrière, de ceux remis au service du Domaine et de ceux remis à l'entreprise de démolition désignée par l'administration en vue de leur destruction.

Le terrain destiné à la mise en fourrière doit présenter une aire clôturée de capacité suffisante pour accueillir l'ensemble des véhicules ayant fait l'objet d'une mise en fourrière. Ce terrain doit être situé sur le territoire de la commune ou sur une commune limitrophe et être bien desservi par les transports en commun afin de permettre aux propriétaires de pouvoir récupérer leurs véhicules le plus aisément possible.

Le sol de cette aire doit être bitumé ou bétonné. Elle devra être gardée jour et nuit. Elle comportera obligatoirement, comme installations fixes, une loge de gardien ainsi qu'un bureau minimum et des locaux sanitaires. Le concessionnaire a la charge du nettoyage journalier et du parfait entretien des installations et locaux et plus généralement, le concessionnaire veillera à la qualité des conditions d'utilisation.

Au cas où ces travaux ne seraient pas effectués dans un délai de quinze jours, l'administration pourra, sur simple injonction, les faire exécuter aux frais du concessionnaire.

Le concessionnaire devra mettre à disposition un local administratif sur le site avec un Secrétariat pour la restitution des véhicules en horaires de journée, l'enregistrement et les différentes tâches administratives de la fourrière.

5.4 : VEHICULES D'ENLEVEMENT OU DE DEPLACEMENT

Pour les enlèvements et les déplacements, le concessionnaire a l'obligation de mettre à disposition de la Ville de Grasse, un véhicule d'enlèvement avec chauffeur, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, 365 jours par an. Afin de permettre une plus grande rapidité des interventions de nuit et jours fériés les chauffeurs devront être domiciliés sur la commune ou sur une commune limitrophe.

De plus, il doit pourvoir à l'enlèvement des véhicules stationnés dans le Centre Historique avec du matériel adéquat (par exemple : véhicules d'enlèvement de petite taille). En outre, il devra pouvoir assurer l'enlèvement des poids-lourds, semi-remorques, caravanes de toute catégorie.

Dans le cas où le concessionnaire ne disposerait pas lui-même du matériel nécessaire à l'enlèvement des véhicules, notamment ceux supérieurs à 7,5 T, il devra faire appel à un sous-traitant agréé sous sa responsabilité pleine et entière.

Le concessionnaire et la Ville de Grasse pourront établir conjointement, un calendrier d'enlèvement des véhicules ne présentant pas un caractère d'urgence. Le caractère d'urgence est défini par la Police Municipale ; le concessionnaire ne pourra élever une quelconque contestation.

Le concessionnaire et la Ville de Grasse pourront établir conjointement, une date d'enlèvement des véhicules pour des motifs de sécurité publique définis par la Police Municipale.

Le concessionnaire disposera à tout moment et à ses frais, d'un moyen de communication dans chaque véhicule d'enlèvement.

5.5 : ENTRETIEN

Le concessionnaire assure l'entretien du matériel et équipements nécessaires à son bon fonctionnement.

5.6 : MODALITES D'INTERVENTION

5.6.1 – Enlèvement des véhicules en infraction au code de la route

Appel d'enlèvement

Sur simple appel téléphonique ou verbal de la Police Municipale confirmé par fax et/ou mail, le concessionnaire devra immédiatement envoyer sur les lieux indiqués, un véhicule d'enlèvement adapté aux besoins.

Pour toute demande d'intervention par la Police Nationale, un numéro d'ordre est délivré par le Bureau Auto de la Police Municipale.

En cas de manifestations prévues à l'avance, les instructions seront données au concessionnaire sous forme de note de service par l'autorité de police chargée du service d'ordre et ce, impérativement 48 heures avant le début de la manifestation, en indiquant si c'est possible, l'heure à laquelle interviendra le premier appel.

Délai d'intervention

Le délai d'intervention qui s'écoule entre l'appel ci-dessus mentionné et le début de l'opération d'enlèvement tel que défini par l'article 3.1.3 ci-après, ne devra pas excéder trente minutes.

Passé ce délai, une pénalité forfaitaire de trente et un euros (31 euros) pour chaque période de trente minutes et par véhicule de quelque nature qu'il soit, sera appliquée sans mise en demeure préalable.

Toutefois, cette pénalité sera supprimée si le concessionnaire peut justifier qu'à cette heure, tous les véhicules étaient employés à l'enlèvement de véhicules à mettre en fourrière à la demande de la Ville de Grasse ou par suite d'empêchement majeur justifié.

En cas de manifestation, les véhicules devront être enlevés en totalité, au plus tard une heure avant le début de celle-ci. Les autorités de police chargées du service d'ordre devront prévoir les temps suffisants pour permettre au concessionnaire de finir en temps voulu et anticiper l'heure à laquelle interviendra le premier appel.

Délai d'enlèvement

Le délai d'enlèvement est compris entre le moment où l'opération d'enlèvement est réputée commencée et celui où le départ vers la fourrière s'effectue. Il devra être le plus réduit possible afin de ne pas entraver la circulation.

Classement des véhicules rentrant en fourrière

Au terme des trois jours suivant l'arrivée des véhicules, ils seront classés aux dires de l'expert, en deux catégories dans les conditions définies par l'article R325-30 I du Code de la Route :

- 1 : véhicule à remettre au service des domaines en vue de son aliénation, après un délai de 15 jours suivant la notification de mise en fourrière, véhicule considéré comme abandonné,
- 2 : véhicule à détruire, à l'expiration du délai d'abandon de 10 jours suivant la notification de mise en fourrière et après estimation du véhicule,

Les véhicules réclamés par leurs propriétaires, moins de trois jours suivant la mise en fourrière peuvent être restitués sans avoir été classés

Ils seront garés convenablement par le concessionnaire. Chaque entrée de véhicule sera immédiatement portée sur un registre. Ce registre, dont la facture et la tenue seront prescrites par l'administration sera paraphé par elle et pourra être contrôlé à tout moment.

Le délai de 15 jours prévu ci-dessus est réduit à 7 jours pour les véhicules ayant servi à commettre l'infraction prévue à l'article L.236-1 du Code de la route. A l'expiration de ce délai, ceux-ci seront livrés à la destruction (article L.325-7 6^{ème} alinéa du Code de la route).

Les véhicules ayant servi à commettre l'infraction prévue à l'article L.236-1 du Code de la route et pour lesquels les obligations relatives à l'immatriculation ou à l'identification n'ont pas été satisfaites au moment de leur mise en fourrière sont, en l'absence de réclamation du propriétaire dont le titre est connu ou de revendication de cette qualité au cours de la procédure, considérés comme abandonnés dès leur entrée en fourrière et livrés à la destruction, (article L.325-7 7^{ème} alinéa de Code de la route).

5.6.2 Garde de la fourrière

Le concessionnaire est responsable des véhicules mis en fourrière. Elle assurera, à ses frais, une garde permanente de la fourrière.

La responsabilité du concessionnaire cesse au moment où elle a reçu décharge du propriétaire ou de son représentant chargé de reprendre le véhicule après présentation de la mainlevée provisoire ou définitive et paiement des frais au concessionnaire.

Dans le cas où le véhicule doit être remis au service des Domaines pour aliénation et qu'il est gardé en fourrière, la responsabilité du concessionnaire cesse au moment de la remise du véhicule à son nouveau propriétaire, sur présentation d'un bon d'enlèvement domanial par le comptable des impôts.

5.6.3 Ouverture du véhicule mis en fourrière

Le concessionnaire ne peut en aucun cas procéder à l'ouverture des véhicules mis en fourrière et non-réputés abandonnés.

Si le concessionnaire considère qu'il existe une raison urgente et impérieuse de procéder à l'ouverture du véhicule, elle doit impérativement contacter au préalable la Police Municipale de Grasse.

Conformément aux dispositions de l'article L.325-2 du Code de la route, l'ouverture du véhicule non-réputé abandonné ne peut avoir lieu que sur prescription de l'officier de police judiciaire territorialement compétent ou des fonctionnaires de police en tenue habilités à constater par procès-verbaux les contraventions à la police de la circulation routière.

Véhicules réputés abandonnés

Le concessionnaire fournira à la Police Municipale de la Ville de Grasse, la liste des véhicules mis en fourrière et considérés comme abandonnés selon les dispositions des articles L.325-7 et A.325-14 du Code de la route, soit :

- Après quinze jours à compter de la mise en demeure de retirer le véhicule,
- Par exception au point précédent, après dix jours à compter de la mise en demeure de retirer le véhicule pour :
 1. Tout véhicule estimé d'une valeur marchande insuffisante compte tenu, à titre non exhaustif, de leurs caractéristiques techniques, de leur date de première mise en circulation,
 2. Tout véhicule à moteur ayant été déclaré dangereux et non réparables,
 3. Tout véhicule dont l'état comporte des dommages graves, à l'exception des véhicules dont seuls les pneumatiques, roues ou organes de commande ne sont ni réparables ni remplaçables,
 4. Tout véhicule à moteur de genre VP âgé de plus de 13 ans et de moins de 30 ans, à l'exception des véhicules de marque premium ou de carrosserie cabriolet ou dont les deux essieux sont des essieux moteurs (dits 4 x 4),
 5. Tout véhicule à moteur de genre MTL, CYCL ou CL de certaines marques particulières ou âgé de plus de 5 ans,
 6. Tout véhicule à moteur de genre MTT1 ou MTT2 de certaines marques particulières,
 7. Tout véhicule à moteur de genre TM ou QM âgé de plus de 10 ans,
 8. Tout véhicule à moteur de genre CTTE âgé de plus de 12 ans,
 9. Tout véhicule à moteur de genre TCP, TRR, CAM, SRAT, SREM, REM, SRTC, RETC ou VASP âgé de plus de 15 ans,
 10. Tout véhicule à moteur de genre SRSP et RESP âgé de plus de 15 ans,
 11. Tout véhicule à moteur, à l'exception des genres TRA, REA, SREA, MIAR, MAGA, n'entrant pas dans les points précédents et âgé de plus de 10 ans, ainsi que tout engin motorisé mentionné à l'article L.321-1-1 du Code de la route.

Si le propriétaire ne peut être identifié, le délai de mise en demeure court à compter du jour où cette impossibilité a été constatée.

Aliénation

Conformément aux dispositions de l'article L.325-8 du Code de la route, l'autorité dont relève la fourrière remet au service chargé du domaine les véhicules gardés en fourrière dont elle a constaté l'abandon à l'issue du délai prévu à l'article 3.1.7 en vue de leur mise en vente.

Les frais de mise en vente ou de destruction du véhicule sont à la charge du propriétaire.

Les véhicules réputés abandonnés visés au 1. de l'article 3.1.7, ainsi que les véhicules ayant servi à commettre l'une des infractions listées par l'article L.236-1 du Code de la route, les véhicules que le service chargé du domaine estime invendables, et ceux qui ont fait l'objet d'une tentative de vente infructueuse sont livrés à la destruction à l'expiration du délai de mise en demeure.

Remise des véhicules

La mainlevée se fera dans les locaux de la Police Municipale, 24h/24.

Restitution physique : le concessionnaire devra remettre le véhicule à son propriétaire, pendant ses heures d'ouverture de bureau, après présentation des pièces exigées par l'administration et paiement des frais.

A titre exceptionnel et après accord conjoint du fourrieriste et de la Police Municipale, une remise hors heures d'ouvertures pourra être acceptée (24h/24 7 jours/7)

Le concessionnaire devra remettre à l'entreprise désignée par la Collectivité ou celle de son choix chargée de la destruction, les véhicules classés comme devant être détruits.

Travaux d'écriture à la charge du concessionnaire

Le concessionnaire rédige et transmet aux autorités administratives compétentes, les documents suivants :

- les décisions des destructions des véhicules (pour les véhicules listés au 3^{ème} alinéa de l'article 3.1.8),
- les états statistiques périodiques fixés par l'administration,
- Des diverses transmissions et notifications dans le cadre de la réglementation en vigueur. Il procédera, par ailleurs, au classement et à la conservation des archives.

En outre, les agents de l'autorité publique contractante se rendent sur les lieux définis par l'article 2.1 du présent cahier des charges, toutes les fois qu'il sera jugé nécessaire de s'y rendre afin d'effectuer le contrôle du suivi des formalités administratives incombant au concessionnaire et à procéder à leur vérification.

Le gardien de fourrière enregistre, au fur et à mesure de leurs arrivées, les entrées des véhicules mis en fourrière, leurs sorties provisoires et définitives, les décisions de mainlevée de la mise en fourrière et le cas échéant, les décisions de remise au service des Domaines ou à une entreprise de démolition.

Le concessionnaire fournira de façon hebdomadaire, l'état des sorties de parc à la Police Municipale suivant un modèle de tableau qui lui sera fourni.

Le concessionnaire devra obligatoirement tenir pour son compte et à ses frais :

- le registre des véhicules remis aux Domaines,
- le registre des véhicules remis à l'entreprise de démolition,
- le registre de fonctionnement des matériels (copie carte grise et blanche)
- le registre où sont inscrits les enlèvements demandés par l'administration,
- le tableau de bord conforme aux textes en vigueur,
- l'archivage de tous ces registres.

5.7 : VEHICULES EN STATIONNEMENT PROLONGE DE PLUS DE SEPT JOURS

5.7.1 : OBLIGATIONS DU CONCESSIONNAIRE

Conformément aux articles L325-1 à L325-13 et R325-1 à R325-52 du Code de la Route, le concessionnaire s'engage, sur le territoire de la commune de Grasse à :

- enlever, à la demande de la Police Municipale, les véhicules que celle-ci aura désignés, quel que soit le lieu où ils se trouvent, voie publique (chaussée et dépendances) et même lieu privé, dès lors que celui-ci est accessible sans difficulté majeure et quel que soit leur état. Le service auto, Police Municipale de la Ville de Grasse conviendra en lien avec le concessionnaire contractant de la date d'intervention pour procéder aux enlèvements de véhicules.
- effectuer cet enlèvement dans un délai maximum de sept jours à compter de la date de demande d'enlèvement qu'elle aura reçue, sauf accord particulier confirmé par courriel ou fax et sans que la police municipale ne soit obligée de réitérer sa demande. Passé ce délai, une astreinte de vingt euros (20 euros) par jour de retard révolu et par véhicule de quelque nature qu'il soit, sera appliquée sans mise en demeure préalable,

ARTICLE 6 : PERSONNEL

Le concessionnaire a son personnel propre qualifié et en nombre suffisant afin d'assurer les opérations d'enlèvement et de gardiennage et les tâches administratives. Il se compose du personnel de direction et d'exécution nécessaire à la bonne exécution du service public (directeur ou responsables, chauffeurs, comptables, secrétaires, agents administratifs, mécaniciens, gardiens).

Le concessionnaire devra se conformer à la législation du travail telle qu'elle résulte des lois et règlements en vigueur pendant la durée du contrat.

Le concessionnaire demeure responsable des fraudes et erreurs ou fausses manœuvres qui seraient commises par ses agents ou ouvriers.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITE ET ASSURANCES

La responsabilité de l'administration ne pourra, en aucun cas, être recherchée à l'occasion d'accidents ou dommages, quels qu'ils soient, résultant de l'opération d'enlèvement.

Le concessionnaire sera seul responsable de tous les dommages matériels et des accidents corporels qui pourraient résulter de son activité pour son personnel et pour les tiers.

Le concessionnaire devra justifier d'une assurance couvrant sa responsabilité civile d'exploitation.

Le concessionnaire est responsable des véhicules mis en fourrière. Elle assurera, à ses frais, une garde permanente de la fourrière.

La responsabilité du concessionnaire cesse au moment où elle a reçu décharge du propriétaire ou de son représentant, chargé de reprendre le véhicule après présentation de la mainlevée provisoire ou définitive et paiement des frais au concessionnaire.

Dans le cas où le véhicule doit être remis au service des Domaines pour aliénation et où le véhicule est gardé en fourrière, la responsabilité du concessionnaire cesse au moment de la remise du véhicule à son nouveau propriétaire sur présentation du bon d'enlèvement domanial établi par le comptable des impôts.

Le concessionnaire devra justifier d'une assurance couvrant toutes ses responsabilités.

Toutes les polices d'assurance devront être communiquées à la collectivité, le concessionnaire devra également produire les quittances de primes.

ARTICLE 8 : RESILIATION

En cas de déchéance du concessionnaire, la Ville de Grasse se prononcera de plein droit et après mise en demeure restée sans effet, la déchéance du concessionnaire en cas de non-respect par celui-ci de ses obligations.

Le présent contrat de concession serait résilié de plein droit pour faute du titulaire et sans indemnité, si celui-ci n'était plus titulaire de l'agrément préfectoral lui permettant d'exercer en qualité de fourrière de véhicules.

Tout manquement répété aux obligations du présent cahier des charges par le concessionnaire pourra entraîner la résiliation du contrat par la Ville de Grasse et sans indemnité.

En cas de résiliation aux torts de la Ville de Grasse : le concessionnaire pourra saisir le tribunal administratif de Nice en vue d'obtenir la résiliation du contrat en cas de manquement grave de la Ville de Grasse à ses obligations.

Le présent contrat de concession de service public sera résilié de plein droit et sans indemnité en cas de :

- disparition de son objet,
- liquidation de biens de l'exploitant,
- règlement judiciaire si l'exploitant n'est pas autorisé à continuer l'exploitation de son entreprise,
- faillite, sauf si le représentant légal de la collectivité statuant en son assemblée délibérante accepte, dans l'éventualité où le syndic aurait été autorisé par le Tribunal à continuer l'exploitation de l'industrie, les offres, qui peuvent être faites par ledit syndic pour la continuation du concessionnaire.

En tout état de cause, les mesures conservatoires ou de sécurité dont l'urgence apparaît en attendant une décision définitive du tribunal, seront prises d'office par le représentant légal de la Ville de Grasse et mises à la charge du concessionnaire.

Les parties peuvent à tout moment, d'un commun accord, décider de mettre fin à Le présent contrat de concession de service public ou à la réviser.

En dehors des cas prévus ci-dessus, la résiliation du contrat peut être prononcée par le juge, s'il est établi que l'exploitant n'est pas en mesure de reprendre l'exploitation dans les conditions prévues au contrat ou s'il refuse de le faire.

Tout litige relatif à l'interprétation ou l'exécution du présent contrat de concession de service public pouvant naître entre les parties, est de la compétence du Tribunal Administratif de Nice.

Fait à Grasse, en deux exemplaires originaux, le

Pour la société A.A.06

Le Maire,

Jérôme VIAUD

Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 71 CONTRAT DE CONCESSION POUR LA FOURRIERE AUTOMOBILE
PROCEDURE INFRUCTUEUSE – CONTRAT TEMPORAIRE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOUD
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOUD à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

DU 4 AVRIL 2023

**CONTRAT DE CONCESSION POUR LA FOURRIERE AUTOMOBILE
PROCEDURE INFRUCTUEUSE – CONTRAT TEMPORAIRE**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

En raison d'une procédure infructueuse, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la signature d'un contrat temporaire de concession de service public concernant la mise en fourrière des véhicules, enlèvement et gardiennage.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
POLICE MUNICIPALE	DEPENSES	NEANT

Monsieur Jean-Pierre BICAIL expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1411-1 à L.1411-19 ;

Vu l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la commande publique ;

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L.1121-3 et suivants, et L.2122-1 ;

Vu le Code de la route et notamment ses articles R.325-12 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2022-219 en date du 6 décembre 2022 ;

Vu le contrat de délégation de service public n° 06 069 00 01.18.

Considérant que le contrat de délégation de service public n° 06 069 00 01.18, notifié le 12 mars 2018 à l'entreprise EURL A.A.06 est arrivé à échéance le 13 mars 2023 ;

Considérant que le Conseil Municipal, par sa délibération n°2022-219 en date du 6 décembre 2022, a autorisé Monsieur le Maire à lancer une procédure de contrat de concession de service public concernant la mise en fourrière des véhicules, enlèvement et gardiennage, dans le respect des dispositions du Code de la commande publique ;

Considérant qu'à l'issue de cette procédure, un pli a été reçu dans les délais ;

Considérant que l'offre reçue ne précisant pas les tarifs de fourrière pratiqués, celle-ci est irrégulière. Par conséquent, la procédure de contrat de concession de service public concernant la mise en fourrière des véhicules, enlèvement et gardiennage est infructueuse ;

Considérant que la sécurité publique impose à la Commune de pouvoir avoir recours en urgence à un tel service (véhicules en stationnement dangereux, gênant ou abusif),

Considérant qu'en considération de ces éléments liés à la sécurité publique, l'existence d'un service public de fourrière automobile est un impératif d'intérêt général pour la commune de Grasse ;

Considérant que selon l'article L.2122-1 du Code de la commande publique, « L'acheteur peut passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables dans les cas fixés par décret en Conseil d'Etat lorsque en raison notamment de l'existence d'une première procédure infructueuse, d'une urgence particulière, de son objet ou de sa valeur estimée, le respect d'une telle procédure est inutile, impossible ou manifestement contraire aux intérêts de l'acheteur ou à un motif d'intérêt général. » ;

Considérant qu'il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la conclusion d'un contrat temporaire de concession de service public concernant la mise en fourrière des véhicules, enlèvement et gardiennage, conformément aux dispositions de l'article L.2122-1 du Code de la commande publique. Ce contrat sera conclu avec la société EURL A.A.06, et sera en vigueur jusqu'à la sélection par la Commune de son nouveau concessionnaire de service public soit jusqu'au 30 septembre 2023.

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le contrat temporaire de concession de service public concernant la mise en fourrière des véhicules, enlèvement et gardiennage ;
- **AUTORISER** la signature du contrat ainsi que de tous documents nécessaires à la réalisation de la présente affaire.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Delibération affichée le **5 AVR. 2023**
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

h.



La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

- 5 AVR. 2023



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	40

2023 - 72 ENVIRONNEMENT
MOTION D'OPPOSITION AU PROJET DE CRÉATION
D'UN CENTRE DE FABRICATION DE MÂCHEFERS A BAR-SUR-LOUP

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOUD
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOUD à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

DU 04 AVRIL 2023

ENVIRONNEMENT
MOTION D'OPPOSITION AU PROJET DE CRÉATION
D'UN CENTRE DE RETRAITEMENT DE MÂCHEFERS A BAR-SUR-LOUP

RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT

Eu égard aux risques environnementaux que fait peser la construction d'un centre de fabrication de matériaux à base de mâchefers à Bar-sur-Loup, l'ensemble des élus du Conseil municipal de la ville de Grasse tient à renouveler sa ferme opposition à ce projet.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DGST	/	/

Monsieur le Maire expose :

La société MAT'ILD, filiale d'EUROVIA, elle-même partie du groupe VINCI, a le projet d'implanter un centre de fabrication de matériaux alternatifs comportant des Installations de Maturation et d'Élaboration à partir de Mâchefers d'Incinération de Déchets Non Dangereux (IME-MIDND) sur une parcelle attenante à la carrière de la SEC, à Bar-sur-Loup.

Ce centre de production comprendra une unité de fabrication des produits de béton alternatif, une unité de production de granulats de mâchefers et des installations annexes (locaux, bascule, parkings, stockage GNR et des installations de gestion et traitement des eaux).

La production de granulats de mâchefers traités envisage deux étapes :

- Une étape de maturation comprenant un traitement physico-chimique visant à réduire et stabiliser le potentiel polluant des mâchefers par maturation à l'air libre et arrosage régulier,
- Une étape de traitement primaire et secondaire qui vise à cribler et recycler les matériaux ferreux et non-ferreux.

Toutefois, l'examen attentif de ce projet appelle de notre part de vives inquiétudes quant aux impacts environnementaux que cette mise en exploitation pourrait faire peser sur la ville de Grasse et ses habitants.

Les risques environnementaux identifiés pour la ville sont les suivants :

- **La pollution atmosphérique d'un site situé à proximité directe d'habitations,**
- **L'augmentation du trafic routier sur les voiries,**

La pollution atmosphérique

Les informations et les données transmises par la société MAT'ILD sur les émissions de poussières relatives aux retombées atmosphériques issues du traitement des mâchefers (chargés en métaux lourds), tant au niveau de l'étude d'impact que des réponses apportées par le futur exploitant aux avis de l'Agence Régionale de Santé (ARS PACA) et à la Mission d'Autorité Environnementale (MRAE), sont insuffisantes pour se prémunir d'une pollution sanitaire et environnementale des terrains à proximité du site.

En effet, les données fournies proviennent, d'une part, de l'exploitation des granulats inertes de la carrière de la SEC et, d'autre part, d'un site de valorisation des mâchefers situé à Fos-sur-Mer dans les Bouches du Rhône dont les volumes de mâchefers traités ne sont pas connus et où la météo est différente de celle de Bar-sur-Loup.

En outre, les dispositions envisagées pour limiter la dispersion des polluants dans l'air restent générales : arrosage des pistes pour l'abattage des poussières, nettoyage régulier du site, capotage des pièces émettrices de poussières, limitation de la vitesse des engins sur le site et de la hauteur de déchargement des camions... Il n'y a, à ce stade, aucune évaluation de l'efficacité de ces actions, ni de renseignements sur la fréquence de ces actions dans le dossier d'enquête publique.

De fait, **il existe un risque potentiel de pollution atmosphérique de nature à mettre en danger la santé des habitants** situés dans un périmètre proche, et notamment les habitants de Bar-sur-Loup, de Châteauneuf-Grasse et de Grasse.

L'augmentation du trafic routier

Au niveau du trafic des poids lourds, il a été indiqué dans le dossier d'enquête publique, la présence quotidienne de 24 camions et de 10 véhicules légers. Cette évaluation prévisionnelle générera de fait un trafic d'un moins 68 déplacements par jour sur les voies publiques dont 48 trajets journaliers de poids-lourds.

A ce jour, nous ne savons pas précisément quel sera le trajet qui sera emprunté par ces véhicules du lundi au vendredi, si ce n'est que des camions transportant des mâchefers proviendront des incinérateurs à déchets de Monaco, de Nice et d'Antibes.

Cependant, et compte tenu de la configuration existante des voies routières en contrebas de ce site industriel, il est quasiment certain que la plupart des poids-lourds emprunteront les routes grassoises et traverseront le sud de Grasse, le centre-ville et le hameau de Magagnosc.

La ville de Grasse subit déjà de très fortes nuisances (bruit, vibrations dans les ouvrages, pollution atmosphérique, ralentissements, accidents) liées au trafic des camions du fait de l'activité de la carrière de la SEC. L'afflux de 24 nouveaux camions et 10 véhicules légers accentuera ces nuisances.

De plus, et bien que l'exploitant précise dans son dossier que les bennes des poids-lourds transportant des mâchefers provenant des incinérateurs seront bâchées, des poussières de mâchefer se retrouveront tout au long du parcours et seront inhalées par les Grassois.

En conséquence, **aucune autorisation de traversée de la ville de Grasse ne sera donnée** aux camions en provenance ou à destination de ce centre de production de matériaux alternatifs.

Par cette motion, l'ensemble des élus du Conseil municipal de la ville de Grasse tient à renouveler sa ferme opposition à ce projet de création d'un centre de fabrication de matériaux à base de mâchefers à Bar-sur-Loup.

Je vous demande de bien vouloir :

- **ADOPTER** cette motion d'opposition à la création d'un centre de fabrication de matériaux à base de mâchefers à Bar-sur-Loup.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Delibération affichée le **- 5 AVR. 2023**
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
La Maire,

h.



La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le **- 5 AVR. 2023**